Année 1992. - N° 102 S. (C. R.) ISSN 0755-544 X Samedi 19 décembre 1992

SÉNAT

DÉBATS PARLEMENTAIRES

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DES JOURNAUX OFFICIELS
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.
TELEX 201176 F DIRJO PARIS

TÉLÉPHONES :
STANDARD : (1) 40-58-75-00
ABONNEMENTS : (1) 40-58-77-77

PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE DE 1992-1993

COMPTE RENDU INTÉGRAL

39e SÉANCE

Séance du vendredi 18 décembre 1992

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. JEAN CHAMANT

1. **Procès-verbal** (p. 4267).

2. **Diverses mesures d'ordre social.** - Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 4267).

Article 15 *bis (priorité)* (p. 4267)

M. Charles Lederman.

Amendements identiques nos 24 de la commission, 58 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis ; amendement no 52 de Mme Françoise Seligmann. - MM. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois ; Mme Françoise Seligmann, MM. Michel Vauzelle, garde des sceaux, ministre de la justice ; Charles Lederman, Emmanuel Hamel, Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Millaud, Etienne Dailly. - Adoption, par scrutin public, des amendements nos 24 et 58 supprimant l'article, l'amendement no 52 devenant sans objet.

Demande de priorité (p. 4273)

Demande de priorité de l'article 25 et des amendements nos 5 rectifié *bis*, 48 rectifié *ter* et 79. - MM. Jean-Pierre Fourcade, président de la commission des affaires sociales ; Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire. - La priorité est ordonnée.

PRÉSIDENCE DE M. ETIENNE DAILLY

Article 25 *(priorité)* (p. 4273)

M. le président de la commission.

Amendements nos 49 rectifié *bis* de M. Michel Poniatowski, 3 rectifié de M. Michel Charasse et 140 du Gouvernement. - Mme Anne Heinis, MM. Michel Charasse, le rapporteur, Bernard Kouchner, ministre ; le président de la commission, Roger Chinaud, Emmanuel Hamel, Mme Michelle Demessine, MM. Jacques Habert, Franck Sérusclat, Ernest Cartigny, Mme Hélène Missoffe. - Retrait des amendements nos 49 rectifié *bis* et 3 rectifié ; adoption, par scrutin public, de l'amendement no 140.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 25 *(priorité)* (p. 4281)

Amendement no 5 rectifié *bis* de M. Michel Charasse et sous-amendement no 146 de M. Michel Dreyfus-Schmidt ; amendements nos 48 rectifié *ter* de M. Michel Poniatowski et 79 de M. Jean Cluzel. - M. Michel Charasse, Mme Anne Heinis, MM. Jean Madelain, Bernard Kouchner, ministre ; Michel Dreyfus-Schmidt, Jacques Habert, Franck Sérusclat. - Retrait des amendements nos 48 rectifié *ter*, 79 et du sous-amendement no 146 ; adoption de l'amendement no 5 rectifié *bis* constituant un article additionnel.

Demande de priorité (p. 4282)

Demande de priorité des articles 14 à 19 *quater* et articles additionnels. - MM. le rapporteur, Bernard Kouchner, ministre. - La priorité est ordonnée.

Article 14 *(priorité)* (p. 4283)

Article L. 145-1 du code de la santé publique (p. 4283)

Amendements nos 119 de la commission et 51 de M. Franck Sérusclat. - MM. le rapporteur, Franck Sérusclat, Bernard Kouchner, ministre. - Retrait de l'amendement no 51 ; adoption de l'amendement no 119.

Adoption de l'article du code, modifié.

Article L. 145-2 du code précité (p. 4283)

Amendement no 133 du Gouvernement. - MM. Bernard Kouchner, ministre. - Adoption de l'amendement constituant l'article du code, modifié.

Articles L. 145-3 et L. 145-4 du code précité. - Adoption (p. 4284)

Article L. 145-5 du code précité (p. 4284)

Amendement no 22 de la commission. - MM. le rapporteur, Bernard Kouchner, ministre. - Adoption.

Adoption de l'article du code, modifié.

Adoption de l'article 14 modifié.

Article 15 *(priorité)* (p. 4284)

Amendements nos 23 de la commission et 113 de Mme Michelle Demessine. - M. le rapporteur, Mme Michelle Demessine, MM. Bernard Kouchner, ministre ; Franck Sérusclat, Jacques Habert, Pierre Laffitte. - Adoption, par scrutin public, de l'amendement no 23 constituant l'article modifié, l'amendement no 113 devenant sans objet.

Demande de priorité (p. 4285)

Demande de priorité de l'article 8 *bis*. - MM. Michel Dreyfus-Schmidt, le rapporteur, Bernard Kouchner, ministre. - La priorité est ordonnée.

Suspension et reprise de la séance (p. 4285)

3. **Modification de l'ordre du jour complémentaire** (p. 4285).

4. **Diverses mesures d'ordre social.** - Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 4286).

Article 8 *bis (priorité)* (p. 4286)

M. Michel Dreyfus-Schmidt.

Amendements nos 68 de M. Jacques Machet et 13 de la commission. - MM. Jean Madelain, Bernard Seillier, rapporteur de la commission des lois ; René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration ; Michel Dreyfus-Schmidt, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Franck Sérusclat, Guy Penne, Jean Chérioux, Marc Bœuf, Michel Charasse, Philippe de Gaulle. - Adoption, par scrutin public, de l'amendement no 68 supprimant l'article, l'amendement no 13 devenant sans objet.

Article 16 *(priorité)* (p. 4290)

Amendement n° 114 de Mme Michelle Demessine. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article additionnel
après l'article 16 *(priorité)* (p. 4291)

Amendement n° 134 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur, Franck Sérusclat. - Rejet.

Article 17 *(priorité)* (p. 4291)

Amendement n° 53 de M. Franck Sérusclat ; amendements identiques n°s 25 de la commission et 115 de Mme Michelle Demessine. - MM. Franck Sérusclat, le rapporteur, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. le ministre. - Retrait des amendements n°s 53 et 25 ; reprise de l'amendement n° 25 rectifié par M. Franck Sérusclat ; adoption des amendements identiques n°s 25 rectifié et 115.

Adoption de l'article modifié.

Article 18 *(priorité)* (p. 4292)

Amendement n° 26 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Amendement n° 27 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel
après l'article 18 *(priorité)* (p. 4293)

Amendement n° 92 de Mme Anne Heinis. - Mme Anne Heinis, MM. le rapporteur, le ministre ; Michel Charasse, Franck Sérusclat. - Rejet.

Article 18 *bis (priorité)* (p. 4294)

Amendements identiques n°s 28 de la commission et 54 de M. Franck Sérusclat ; amendement n° 135 du Gouvernement. - MM. le rapporteur, Franck Sérusclat, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 54 ; adoption de l'amendement n° 28 supprimant l'article, l'amendement n° 135 devenant sans objet.

Article 18 *ter (priorité)* (p. 4295)

M. Guy Penne.

Adoption de l'article.

Article 19 *(priorité)* (p. 4295)

Amendement n° 116 de Mme Michelle Demessine. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Amendement n° 136 du Gouvernement et sous-amendement n° 145 rectifié de M. Etienne Dailly. - MM. le ministre, Ernest Cartigny, le rapporteur, Franck Sérusclat. - Adoption du sous-amendement et de l'amendement modifié.

Amendement n° 142 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 19 *bis (priorité)* (p. 4296)

Amendements identiques n°s 29 de la commision et 137 du Gouvernement. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption des amendements supprimant l'article.

Article 19 *ter (priorité)* (p. 4297)

Amendement n° 138 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article 19 *quater (priorité)* (p. 4298)

Amendement n° 30 rectifié de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 19 *quater (priorité)* (p. 4298)

Amendement n° 55 de M. Franck Sérusclat, - MM. Marc Bœuf, le rapporteur, le ministre. - Retrait.

Amendement n° 139 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Demande de priorité (p. 4299)

Demande de priorité des amendements n°s 1 et 2 rectifié. - MM. Michel Charasse, le rapporteur, le ministre. - La priorité est ordonnée.

Division et articles additionnels après l'article 19 *quater (priorité)* (p. 4299)

Amendement n° 1 de M. Michel Charasse. - MM. le rapporteur, le ministre. - Réserve.

Amendement n° 2 rectifié de M. Michel Charasse. - MM. Michel Charasse, le rapporteur, le ministre, Jean Chérioux. - Retrait des amendements n°s 2 rectifié et 1 (précédemment réservé).

Article 5 (p. 4303)

Amendement n° 76 de M. Jean Madelain. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 6 (p. 4303)

Amendement n° 107 de Mme Michelle Demessine. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article additionnel après l'article 6 (p. 4303)

Amendement n° 89 de M. Jean Madelain. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre, Marc Bœuf. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 6 *bis* (p. 4304)

Amendements identiques n°s 108 de Mme Michelle Demessine et 121 du Gouvernement. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet des deux amendements.

Adoption de l'article.

Article 6 *ter* (p. 4304)

Amendements n°s 109 de Mme Michelle Demessine et 122 du Gouvernement. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet de l'amendement n° 109 ; adoption de l'amendement n° 122.

Adoption de l'article modifié.

Article 6 *quater* (p. 4305)

Amendements identiques n°s 110 de Mme Michelle Demessine et 123 rectifé du Gouvernement. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet des deux amendements.

Adoption de l'article.

Article 7 (p. 4305)

Amendement n° 12 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant l'article modifié.

Article 8. - Adoption (p. 4306)

Article 9 (p. 4306).

Amendement n° 111 de Mme Michelle Demessine. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Articles 10 à 12. - Adoption (p. 4306).

Articles additionnels après l'article 12 (p. 4306).

Amendement n° 14 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre, Emmanuel Hamel, Marc Bœuf. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 15 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 16 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre ; Philippe de Gaulle, Mme Marie-Claude Beaudeau. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 13 (p. 4308).

Amendements identiques n°s 17 rectifié de la commission et 69 de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau. - Retrait de l'amendement n° 69 ; adoption de l'amendement n° 17 rectifié.

Amendement n° 112 de Mme Michelle Demessine. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 13 (p. 4309).

Amendement n° 124 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Amendement n° 125 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Amendement n° 126 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur, Pierre Laffitte. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Articles 13 *bis* à 13 *sexies*. - Adoption (p. 4310).

Articles additionnels après l'article 13 *sexies* (p. 4310).

Amendement n° 100 rectifié de M. Jacques Bimbenet. - MM. Jacques Bimbenet, le rapporteur, le ministre ; Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances. - Irrecevabilité.

Amendement n° 99 rectifié de M. Jacques Bimbenet. - MM. Jacques Bimbenet, le rapporteur, le ministre ; Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances. Irrecevabilité.

M. le président.

Amendements identiques n°s 18 de la commission et 81 de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre ; Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances. - Retrait de l'amendement n° 81, irrecevabilité de l'amendement n° 18.

Amendements identiques n°s 20 de la commission et 88 de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 88, adoption de l'amendement n° 20 constituant un article additionnel.

Amendements identiques n°s 19 de la commission et 82 de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre ; Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances. - Retrait de l'amendement n° 82 ; irrecevabilité de l'amendement n° 19.

Amendements n° 21 de la commission et 96 de M. Adrien Gouteyron. - MM. le rapporteur, Emmanuel Hamel, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 96 ; adoption de l'amendement n° 21 constituant un article additionnel.

Amendement n° 95 de M. Marc Bœuf. - MM. Marc Bœuf, le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Demande de priorité (p. 4313)

Demande de priorité des amendements n°s 4 rectifié, 63, 80 rectifié, 120 et des sous-amendements n°s 147 et 132. - MM. Michel Charasse, le rapporteur, le ministre. - La priorité est ordonnée.

Articles additionnels après l'article 35 *(priorité)* (p. 4313)

Amendement n° 4 rectifié de M. Michel Charasse. - MM. Michel Charasse, le rapporteur, le ministre. - Rejet.

Amendement n° 63 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis, et sous-amendement n° 147 de M. Paul Girod ; amendements n°s 80 rectifié de M. Jean Cluzel, 120 rectifié de M. Michel Charasse et sous-amendement n° 132 du Gouvernement. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, Michel Charasse, le ministre ; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jean-Marie Girault. - Retrait de l'amendement n° 63, le sous-amendement n° 147 devenant sans objet ; retrait du sous-amendement n° 132 et de l'amendement n° 80 rectifié ; adoption des première et deuxième parties de l'amendement n° 120 rectifié et rejet de la troisième partie ; adoption de l'ensemble de l'amendement n° 120 rectifié modifié constituant un article additionnel.

5. **Rappel au règlement** (p. 4316).

MM. Robert Vizet, le président.

6. **Organisation de la suite des débats** (p. 4317).

MM. le président, Christian Poncelet, président de la commission des finances ; René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration.

7. **Communication du Gouvernement** (p. 4317).

MM. le président, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

8. **Diverses mesures d'ordre social.** - Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence (p. 4318).

Article 20 (p. 4318)

Amendements n°s 117 de Mme Michelle Demessine, 31, 32 rectifié, 33 de la commission et 77 de M. Jacques Machet. - Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Bernard Seillier, rapporteur de la commission des affaires sociales ; Jean Madelain, René Teulade, ministre des affaires sociales et de l'intégration. - Retrait de l'amendement n° 77 ; rejet de l'amendement n° 117 ; adoption des amendements n°s 31, 32 rectifié et 33.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 20 (p. 4319)

Amendement n° 97 de M. Jean-Paul Delevoye. - MM. Jean Chérioux, le rapporteur, le ministre ; Marc Bœuf. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Suspension et reprise de la séance (p. 4320)

Article 20 *bis* (p. 4321)

Amendements n°s 70 de M. Jacques Machet et 34 de la commission. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 70 ; adoption de l'amendement n° 34.

Adoption de l'article modifié.

Article 20 *ter*. - Adoption (p. 4321)

Article 20 *quater* (p. 4321)

Amendement n° 71 de M. Jacques Machet. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 20 *quinquies* (p. 4321)

Amendement n° 35 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre, Marc Bœuf, Robert Vizet. - Adoption.

Amendement n° 36 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption.

Amendement n° 37 rectifié *bis* de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre, Robert Vizet. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 20 *quinquies* (p. 4322)

Amendement n° 38 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Articles 20 *sexies* à 20 *octies*. - Adoption (p. 4322)

Articles additionnels après l'article 20 *octies* (p. 4323)

Amendement n° 39 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 40 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 21 A (p. 4323)

M. Robert Vizet.

Amendements identiques n°s 41 de la commission et 72 de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre, Robert Vizet. - Retrait de l'amendement n° 72 ; adoption, par scrutin public, de l'amendement n° 41 supprimant l'article.

Article 21 B (p. 4324)

Mme Paulette Fost.

Amendements identiques n°s 42 de la commission et 73 rectifié de M. Jacques Machet. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 73 rectifié ; adoption, par scrutin public, de l'amendement n° 42 supprimant l'article.

Article 21 C (p. 4325)

Amendements n° 59 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois, et 56 de M. Franck Sérusclat. - MM. le rapporteur, Marc Bœuf, le ministre. - Adoption de l'amendement n° 59 supprimant l'article, l'amendement n° 56 devenant sans objet.

Articles 21 à 21 *ter*. - Adoption (p. 4326)

Articles additionnels après l'article 21 *ter* (p. 4326)

Amendement n° 84 de M. Jacques Machet. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendements n°s 75 de M. Jacques Machet et 93 de M. Philippe de Bourgoing. - MM. Jean Madelain, Bernard Seillier, le rapporteur, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 75 ; adoption de l'amendement n° 93 constituant un article additionnel.

Article 22 (p. 4327)

Amendements n°s 43 de la commission et 127 du Gouvernement. - MM. le rapporteur, le ministre, Emmanuel Hamel, au nom de la commission des finances. - Réserve.

Réserve du vote de l'article.

Article 23. - Adoption (p. 4327)

Article 24 (p. 4327)

Amendements n°s 60 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois et 90 de M. Jean Madelain. - MM. le rapporteur, Jean Madelain, le ministre, Jean-Pierre Cantegrit. - Retrait de l'amendement n° 90 ; adoption de l'amendement n° 60 rétablissant l'article.

Article 22 *(suite)* (p. 4328)

Amendements *(précédemment réservés)* n°s 43 de la commisson et 127 du Gouvernement. - MM. Jean-Pierre Masseret, au nom de la commission des finances ; le rapporteur. - Irrecevabilité de l'amendement n° 43 ; rejet de l'amendement n° 127.

Adoption de l'article.

Articles additionnels après l'article 25 *(suite)* (p. 4328)

Amendement n° 128 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur, Mme Paulette Fost, M. Emmanuel Hamel. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Articles 26 à 29. - Adoption (p. 4329)

Article 30 (p. 4329)

Amendement n° 45 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement supprimant l'article.

Article 31 (p. 4329)

Amendement n° 74 de M. Jacques Machet. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Retrait. - Adoption de l'article.

Article 32. - Adoption (p. 4330)

Articles additionnels après l'article 32 (p. 4330)

Amendements n°s 57 rectifié de M. Claude Cornac et 87 de M. Jacques Machet. - MM. Marc Bœuf, Jean Madelain, le rapporteur, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés. - Retrait de l'amendement n° 87 ; adoption de l'amendement n° 57 rectifié constituant un article additionnel.

Amendement n° 86 de M. Jacques Machet. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le secrétaire d'Etat, Jean-Pierre Masseret, au nom de la commission des finances. - Irrecevabilité.

Article 33. - Adoption (p. 4331)

Article 34 (p. 4331)

Amendement n° 61 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois. - MM. le rapporteur, le ministre, Marc Bœuf. - Adoption de l'amendement supprimant l'article.

Article 35 (p. 4332)

Amendements identiques n°s 46 de la commission et 62 de M. Charles Jolibois, rapporteur pour avis de la commission des lois. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption des amendements supprimant l'article.

Articles additionnels après l'article 35 *(suite)* (p. 4332)

Amendement n° 47 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre, Jean-Pierre Cantegrit, Jacques Habert, Marc Bœuf. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 83 rectifié de M. Roger Lise. - MM. Jean Madelain, le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 85 de M. Jacques Machet. - MM. Jean Bernard, le rapporteur, le ministre, Jacques Habert. - Rejet.

Amendements identiques n° 91 de M. Alfred Foy et 98 de M. Roger Husson. - MM. André Maman, Jean Chérioux, le rapporteur, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 98 ; adoption de l'amendement n° 91 constituant un article additionnel.

Amendement n° 129 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Amendement n° 130 rectifié du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 131 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Rejet.

Amendement n° 141 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 143 de la commission. - MM. le rapporteur, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Vote sur l'ensemble (p. 4337)

Mme Paulette Fost, MM. Marc Bœuf, Jean Madelain.

Adoption du projet de loi.

9. Nomination de membres d'une commission mixte paritaire (p. 4338).

10. Candidatures à une éventuelle commission mixte paritaire (p. 4338).

11. Transmission de projets de loi (p. 4338).

12. Loi de finances rectificative pour 1992. - Adoption d'un projet de loi (p. 4338).

MM. le président, Christian Poncelet, président de la commission des finances.

Discussion générale : MM. Martin Malvy, ministre du budget ; Jean Arthuis, rapporteur général de la commission des finances ; Christian Poncelet, président de la commission des finances ; Jacques Genton, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères ; Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret, Paul Caron.

Clôture de la discussion générale.

MM. le ministre, le président de la commission.

M. le président.

Articles 1er à 3. - Adoption (p. 4349)

Article 4 et état A (p. 4349)

MM. le ministre, Robert Vizet, Jean-Pierre Masseret.

Adoption, par scrutin public, de l'article et de l'état annexé.

MM. le ministre, le rapporteur général.

Articles 5 et état B, 6 et état C et 7 à 12. - Adoption (p. 4355)

Article 13 (p. 4358)

Amendement n° 23 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 14. - Adoption (p. 4358)

Articles additionnels après l'article 14 (p. 4358)

Amendements nos 24 de la commission et 72 rectifié du Gouvernement. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 24 ; adoption de l'amendement n° 72 rectifié constituant un article additionnel.

Amendement n° 18 rectifié de M. Jean Cluzel. - MM. Paul Caron, le rapporteur général, le ministre. - Retrait.

Articles 15 et 16. - Adoption (p. 4360)

Article additionnel avant l'article 17 (p. 4360)

Amendement n° 64 de M. François Louisy. - MM. François Louisy, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Articles 17 et 18. - Adoption (p. 4361)

Article 19 (p. 4361)

M. Roland Courteau.

Amendement n° 57 de M. Roland Courteau. - MM. Roland Courteau, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Amendements nos 51 rectifié et 52 de M. Emmanuel Hamel. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement n° 51 rectifié ; retrait de l'amendement n° 52.

Amendements nos 59, 58 rectifié *ter* de M. Roland Courteau et 50 rectifié de M. Gérard César. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre, Roland Courteau. - Adoption, après une demande de priorité, de l'amendement n° 50 rectifié, les amendements nos 59 et 58 rectifié *ter* devenant sans objet.

Adoption de l'article modifié.

Suspension et reprise de la séance (p. 4365)

Articles 19 *bis*, 20 et 21. - Adoption (p. 4365)

Article 22 (p. 4366)

Amendement n° 25 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles 23 à 26. - Adoption (p. 4367)

Article 27 (p. 4369)

Amendement n° 26 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Amendement n° 80 rectifié du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles 28 et 28 *bis*. - Adoption (p. 4369)

Articles additionnels après l'article 28 *bis* (p. 4369)

Amendements identiques nos 61 de M. Philippe Adnot et 62 de M. Jean-Pierre Masseret. - MM. Philippe Adnot, Jean-Pierre Masseret, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 62 ; adoption de l'amendement n° 61 constituant un article additionnel.

Article additionnel avant l'article 29 A (p. 4371)

Amendement n° 27 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre, Jean-Pierre Masseret. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 29 A (p. 4372)

Amendements n°s 3 de M. Jacques Valade et 28 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre, Emmanuel Hamel. - Adoption, après demande de priorité, de l'amendement n° 28, l'amendement n° 3 devenant sans objet.

Adoption de l'article modifié.

Article 29. - Adoption (p. 4373)

Article 30 (p. 4373)

Amendement n° 63 de M. Philippe Adnot. - MM. Philippe Adnot, le rapporteur général, le ministre, Robert Vizet. - Adoption.

Amendement n° 82 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 30 (p. 4376)

Amendement n° 55 rectifié de M. Jean-Pierre Masseret. - M. Jean-Pierre Masseret. - Retrait.

Amendements n°s 19 rectifié et 22 de M. Paul Caron. - MM. Paul Caron, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 19 rectifié ; rejet de l'amendement n° 22.

Amendement n° 29 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 54 rectifié de M. Pierre Mauroy. - MM. Jean-Pierre Masseret, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Article 31. - Adoption (p. 4380)

Article additionnel après l'article 31 (p. 4380)

Amendement n° 4 rectifié de M. Jean Chérioux. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 31 *bis* (p. 4381)

Amendement n° 73 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Amendement n° 74 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 32 (p. 4381)

Amendement n° 30 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Amendements n°s 31 de la commission et 5 de M. Jacques Oudin. - MM. le rapporteur général, Emmanuel Hamel, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 5 ; adoption de l'amendement n° 31.

Amendements n°s 6 de M. Jacques Oudin, 32 de la commission et sous-amendement n° 84 du Gouvernement. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 6 ; rejet du sous-amendement n° 84 ; adoption de l'amendement n° 32.

Amendements n°s 10 de M. Auguste Cazalet, 33 de la commission et 83 du Gouvernement. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 10 ; adoption de l'amendement n° 33, l'amendement n° 83 devenant sans objet.

Adoption de l'article modifié.

M. le président.

Article 33. - Adoption (p. 4384)

Article 34 (p. 4385)

Amendement n° 34 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles 35, 35 *bis* et 36. - Adoption (p. 4385)

Article 37 (p. 4385)

Amendement n° 35 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 38 (p. 4386)

Amendement n° 85 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 38 (p. 4386)

Amendements n°s 53 de M. Emmanuel Hamel et 81 rectifié de la commission. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 53 ; adoption de l'amendement n° 81 rectifié constituant un article additionnel.

Article 39 (p. 4387)

Amendement n° 36 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 39 ou après l'article 52 (p. 4387)

Amendements n°s 12 rectifié *bis* de M. Auguste Cazalet et 75 du Gouvernement. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 12 rectifié *bis* ; adoption de l'amendement n° 75 constituant un article additionnel après l'article 39.

Article 40 (p. 4387)

Amendement n° 37 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement supprimant l'article.

Articles additionnels après l'article 40 (p. 4388)

Amendement n° 76 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Amendement n° 11 de M. Philippe François. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 40 *bis*. - Adoption (p. 4389)

Article additionnel après l'article 40 *bis* (p. 4389)

Amendement n° 38 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 41 (p. 4389)

Amendement n° 39 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 42 (p. 4390)

Amendement n° 40 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 42 (p. 4390)

Amendement n° 65 rectifié *ter* de M. Etienne Dailly. - MM. Pierre Laffitte, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 42 *bis* (p. 4391)

Amendement n° 41 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article 43 (p. 4391)

Amendement n° 77 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article 44 (p. 4392)

Amendement n° 78 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Amendement n° 71 rectifié *bis* de M. Etienne Dailly. - MM. Pierre Laffitte, le rapporteur général, le ministre. - Retrait.

M. le président.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 44 (p. 4393)

Amendement n° 42 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 45. - Adoption (p. 4393)

Article 46 (p. 4394)

Amendements n°s 7 de M. Jacques Oudin et 43 de la commission. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Retrait de l'amendement n° 7 ; adoption de l'amendement n° 43.

Amendement n° 44 de la commission. - MM. le rapporteur général, le ministre. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Article additionnel après l'article 46 (p. 4394)

Amendement n° 8 de M. Roger Romani. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Article 47 (p. 4395)

Amendement n° 79 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 47 (p. 4395)

Amendement n° 47 de M. Alain Vasselle. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général. - Retrait.

Amendement n° 48 de M. Alain Vasselle. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Retrait.

Amendement n° 49 de M. Alain Vasselle. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général. - Retrait.

Article 48. - Adoption (p. 4396)

Article 49 (p. 4396)

Amendement n° 86 du Gouvernement. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article 50 (p. 4397)

Amendements n°s 87 du Gouvernement et 45 de la commission. - MM. le ministre, le rapporteur général. - Adoption de l'amendement n° 87 supprimant l'article, l'amendement n° 45 devenant sans objet.

Article 51. - Adoption (p. 4397)

Article 52 (p. 4397)

Amendements identiques n°s 13 à 17 de M. Pierre Laffitte et 66 à 70 de M. Ernest Cartigny. - MM. Pierre Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles ; le rapporteur général, le ministre. - Rejet des amendements n°s 13 et 66, 16 et 69, 17 et 70 ; adoption des amendements n°s 14 et 67, 15 et 68.

Adoption de l'article modifié.

Articles additionnels après l'article 52 (p. 4399)

Amendement n° 9 rectifié de M. Jacques Delong. - MM. Emmanuel Hamel, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Amendement n° 46 rectifié de M. Robert Vizet. - MM. Robert Vizet, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Articles 53 à 57. - Adoption (p. 4400)

Article 58 (p. 4400)

Amendement n° 20 de M. Robert Vizet. - MM. Robert Vizet, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Amendement n° 21 de M. Robert Vizet. - MM. Robert Vizet, le rapporteur général, le ministre. - Rejet.

Adoption de l'article.

Article additionnel après l'article 58 (p. 4401)

Amendement n° 1 de M. Michel Charasse. - MM. Jean-Pierre Masseret, le rapporteur général, le ministre. - Adoption de l'amendement constituant un article additionnel.

Vote sur l'ensemble (p. 4402)

Mme Paulette Fost, M. Jean-Pierre Masseret.

Adoption, par scrutin public, du projet de loi.

13. **Nomination de membres de commissions mixtes paritaires** (p. 4402).

14. **Dépôt d'une proposition de résolution** (p. 4402).

15. **Dépôt de rapports** (p. 4403).

16. **Dépôt d'un avis** (p. 4403).

17. **Dépôt d'un rapport d'information** (p. 4403).

18. **Ordre du jour** (p. 4403).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENCE DE M. JEAN CHAMANT, vice-président

La séance est ouverte à neuf heures quarante-cinq.

M. le président. La séance est ouverte.

1

PROCÈS-VERBAL

M. le président. Le compte rendu analytique de la précédente séance a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

2

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi (n° 87, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social. [Rapport n° 102 (1992-1993) et avis n° 128 (1992-1993).]

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 15 *bis*, pour lequel la priorité a été ordonnée.

Article 15 *bis* (*priorité*)

M. le président. « Art. 15 *bis* . - Les deux premiers alinéas de l'article 223-12 du code pénal, dans sa rédaction résultant de la loi n° 92-684 du 22 juillet 1992 portant réforme des dispositions générales du code pénal, sont abrogés. »

Sur cet article, la parole est à M. Lederman.

M. Charles Lederman. L'article 15 *bis*, introduit par l'Assemblée nationale, annule une disposition présente dans le nouveau code pénal et relative à ce qu'on appelle l'auto-avortement. Cette disposition, que, j'ai déjà qualifiée et que je continue de qualifier de scélérate, ne figurait pas dans le texte initial du projet de réforme du code pénal. C'est un compromis passé discrètement en commission mixte paritaire qui a permis à la droite d'obtenir satisfaction sur ce point.

Commentant cet article 15 *bis*, M. le garde des sceaux déclarait devant le Sénat, le 9 décembre dernier : « Je vous avoue que je ne peux pas cacher une certaine déception en constatant que, de l'ensemble de cette œuvre considérable, certains ne semblent retenir qu'une seule disposition, qui est importante certes, mais qui n'a pas vocation à être appliquée, attachant ainsi plus d'importance à un symbole qu'à la réalité. »

Pourquoi M. le garde des sceaux se bat-il pour une disposition rétrograde, qu'il dit lui-même tombée en désuétude ? Est-ce pour maintenir un symbole de mépris à l'égard de la femme en difficulté, à l'égard de celles qui sont plongées dans des situations parfois si graves qu'elles sont obligées de commettre cet acte qu'on leur reproche, cet acte terrible pour elles-mêmes et pour la société en général ?

Ce compromis élaboré en commission mixte paritaire a pleinement satisfait sur ce point la droite sénatoriale. Depuis des mois, celle-ci se battait pour qu'apparaisse encore dans le code pénal le délit d'auto-avortement. C'est cette même droite qui a tiré l'ensemble du code pénal dans une dérive sécuritaire que, certes, le Gouvernement n'a pas approuvée mais qu'il a laissé se réaliser.

Sous la pression des femmes de progrès, de l'ensemble des progressistes, à la suite de l'action vigoureuse qui a été menée, ici même, par Mme Marie-Claude Beaudeau et, à certains moments, par moi-même, ainsi que par les députés communistes, une majorité s'est dégagée à l'Assemblée nationale pour s'opposer au mauvais coup perpétré contre les femmes lors de l'examen en commission mixte paritaire du livre II du code pénal.

Dans cette affaire, il convient de rechercher les raisons de l'auto-avortement et de résoudre les situations de grande détresse dans lesquelles se trouvent les femmes concernées.

La majorité sénatoriale de droite veut punir ces femmes au nom d'un ordre moral d'un autre âge. Les sénateurs du groupe communiste et apparenté, qui espèrent le soutien le plus large sur ce point, s'opposent radicalement à l'amendement de suppression de l'article 15 *bis*, déposé par une droite dont la soif de revanche lui fait oublier la notion même de progrès social et la situation de détresse dans laquelle se trouvent certaines personnes dans notre pays.

M. le président. Sur l'article 15 *bis*, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement n° 24 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 58 est déposé par M. Jolibois, au nom de la commission des lois.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

Par amendement n° 52, Mmes Seligmann, Ben Guiga, Bergé-Lavigne, Dieulangard et Durrieu, MM. Autain, Chervy, Dreyfus-Schmidt, Aubert Garcia, Sérusclat et Estier, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent de rédiger comme suit l'article 15 *bis* :

« I. - L'article 317, alinéa 3, du code pénal et l'article 223-12 du nouveau code pénal sont abrogés.

« II. - Le deuxième alinéa de l'article L. 647 du code de la santé publique est rédigé comme suit :

« Seront punis des mêmes peines ceux qui, par un moyen quelconque, sauf dans les publications réservées aux médecins et aux pharmaciens, ou dans le seul but d'informer le public, auront fait de la propagande ou de la publicité directe ou indirecte concernant soit les établissements dans lesquels sont pratiquées les interruptions de grossesse, soit les médicaments, produits et objets ou méthodes destinés à procurer ou présentés comme de nature à procurer une interruption de grossesse. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 24.

M. Bernard Seillier, *rapporteur de la commission des affaires sociales.* Cet article inopportun constitue une violation caractérisée des engagements pris par le Gouvernement à l'égard de la Haute Assemblée à l'occasion de l'examen du code pénal. C'est la raison pour laquelle la commission demande au Sénat de le supprimer.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour défendre l'amendement n° 58.

M. Charles Jolibois, *rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.* Cet amendement soulève deux problèmes, l'un de fond, l'autre de forme.

En ce qui concerne le fond, je serai bref car nous en avons déjà largement débattu.

Le Sénat avait décidé de maintenir avant tout l'équilibre prévu par la loi Veil. Toutefois, à l'occasion de la réforme du code pénal, il avait voulu tenir compte des idées qui avaient été exprimées. Il avait maintenu la peine d'emprisonnement pour les avortements pratiqués en dehors des cas prévus par la loi Veil, mais l'avait réduite à deux mois, au lieu de deux ans. En outre, il avait prévu une clause exceptionnelle, qui figure dans le nouveau code pénal à l'article 223-12 : « Toutefois, en raison des circonstances de détresse ou de la personnalité de l'auteur, le tribunal peut décider que ces peines ne sont pas appliquées. »

Ainsi, les tribunaux, comme c'est l'usage, pouvaient faire preuve d'indulgence, mais la loi continuait de poser le principe de la condamnation de l'interruption de grossesse pratiquée en dehors des cas prévus par la loi Veil. Une large majorité s'était dégagée au Sénat sur ce point.

J'en viens à la forme. Celle-ci revêt une importance particulière.

La commission mixte paritaire est parvenue à un accord. Contrairement à ce que vous avez dit, monsieur Lederman, il ne s'agit nullement d'un accord secret. Comment soutenir que la commission mixte paritaire, qui réunit les représentants des deux chambres, Sénat et Assemblée nationale, a conclu un accord secret ? Elle est au cœur du bicaméralisme !

Les commissions mixtes paritaires réunies sur le nouveau code pénal ont examiné plus de 650 articles. Sur le livre II, après deux jours de discussion, la commission mixte paritaire est parvenue à un accord honnête, loyal, au prix de renoncements souvent difficiles de part et d'autre, afin de permettre au code pénal de voir le jour. De part et d'autre, nous étions confrontés à des clauses qu'il nous était difficile d'accepter. Parmi celles-ci, figurait précisément cet article que nous examinons aujourd'hui.

Or, à peine trois mois plus tard, à l'Assemblée nationale, on est revenu subrepticement, à l'occasion d'un amendement et alors que personne n'avait été prévenu, sur l'accord intervenu, bien entendu sur un point et non pas sur la totalité.

En tant que rapporteur pour avis de la commission des lois, je suis chargé de dire que nous voulons revenir à cet accord. Cela est d'autant plus normal que le nouveau code pénal n'est même pas encore entré en application. En effet, la loi qui a fixé la date de son entrée en vigueur n'a pas encore été promulguée.

Cela signifie que ceux qui ont ratifié l'accord en commission mixte paritaire sont revenus, je le répète, subrepticement sur cet accord avant que la loi ne soit promulguée. Comme je l'ai dit hier à la tribune, c'est, sur le plan historique, un cas très isolé d'une nouvelle méthode parlementaire.

C'est la raison pour laquelle, monsieur le garde des sceaux, je tiens à vous remercier, à titre personnel et comme représentant de la commission des lois de votre déclaration sur le respect de cette règle essentielle sans laquelle nos travaux ne pourraient pas continuer dans l'estime réciproque qui est nécessaire pour la démocratie parlementaire. *(Applaudissements sur les travées de l'UREI, du RPR et de l'union centriste, ainsi que sur certaines travées du RDE.)*

M. le président. La parole est à Mme Seligmann, pour défendre l'amendement n° 52.

Mme Françoise Seligmann. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, quel est le profil de la femme qui en est réduite à recourir à l'auto-avortement ?

Vous savez bien qu'il ne peut s'agir d'une femme cultivée et bien intégrée dans notre société ; elle connaîtrait, en effet, l'existence des centres de planning familial et la possibilité de faire appel aux antennes IVG dans les hôpitaux.

Il ne peut s'agir non plus d'une femme entourée par une famille compréhensive, disposée à la soutenir, et encore moins d'une femme pouvant compter sur son compagnon ou son mari pour assumer la responsabilité de l'éducation de son enfant.

Ce ne peut non plus être une femme aisée, ou tout au moins dans une situation pécuniaire stable, qui trouverait d'autres moyens pour résoudre son problème.

Vous le savez bien : en réalité, la femme qui recourt à cette horrible mutilation de son corps est l'image même de l'extrême misère, de la solitude, de l'ignorance. A l'aube du XXIe siècle, alors que le monde entier vient, récemment, d'assister, impuissant, à l'ignoble spectacle d'une femme lapidée par des intégristes somaliens, y a-t-il parmi nous un parlementaire qui soit prêt à condamner cette femme ?

Qui ne comprend que la condamner, c'est condamner notre société, qui engendre la misère, l'ignorance et la solitude dont elle est la victime ?

Si l'interruption de grossesse a donné lieu, en France comme ailleurs, à des débats passionnés, une majorité a pu se dégager, tant en 1974 qu'en 1979, pour mettre fin à l'exploitation financière des femmes et aux situations dramatiques dans lesquelles se trouvaient celles qui n'avaient d'autre choix que de recourir à l'avortement clandestin.

L'interruption volontaire de grossesse est alors devenue un droit. Son remboursement est assuré depuis 1982.

Dans ce contexte, le maintien de dispositions pénales, comme celles qui sanctionnaient l'avortement pratiqué par la femme sur elle-même, apparaît terriblement archaïque. Ces dispositions font référence à un temps et à une logique révolus. C'est confirmé par le fait qu'aucune condamnation n'est intervenue en la matière depuis l'adoption de la loi Veil. Aucun tribunal n'a osé appliquer un article du code pénal aussi incompréhensible pour l'opinion publique.

Aujourd'hui, cependant, ces dispositions figurent encore dans notre droit. Cela n'est pas acceptable.

D'ailleurs, ce ne sont pas les sanctions prévues dans le code pénal qui permettront de s'attaquer aux causes de ces pratiques ; ce sont bien plutôt l'information et la prévention.

En raison, le plus souvent, d'une situation sociale et personnelle difficile, une femme peut très bien ne pas connaître ou ne pas avoir accès aux moyens de contraception et, qui plus est, aux possibilités médicales et légales d'avorter.

Je demeure intimement convaincue que si une femme en vient à la pratique de l'auto-avortement, c'est non pas, comme voudraient le faire croire certains, par pure volonté ou intention criminelle, mais bien au contraire en désespoir de cause, tout simplement parce que cette femme ne sait pas si elle peut trouver une autre issue à la situation dramatique qu'elle doit assumer.

Pour moi, la principale cause réside donc dans le manque d'information.

La femme qui se livre à un auto-avortement se trouve toujours dans une situation de détresse qu'elle doit régler dans l'urgence, au risque de mettre en péril sa vie, sa situation familiale, professionnelle ou affective. Elle ne se pose même pas la question en terme d'acte volontaire, désiré, souhaité, choisi ou réfléchi. En effet, sa situation ne lui permet pas d'espérer échapper à une conduite qui apparaît inévitable.

Je voudrais souligner ici l'hypocrisie sur laquelle repose la pénalisation de l'avortement de la femme sur elle-même.

Tout d'abord, le deuxième alinéa de l'article 223-12 du nouveau code pénal prévoit qu'« en raison des circonstances de détresse ou de la personnalité de l'auteur, le tribunal peut décider que ces peines ne sont pas appliquées. » Mais il s'agit toujours de situations de détresse ! Cette autorisation donnée au juge de manière expresse de ne pas appliquer la loi me semble un non-sens juridique et politique. On affiche ce que l'on considère comme un principe, mais on permet qu'il ne soit pas respecté. Cet arrangement d'arrière-boutique n'a finalement pour résultat que de ridiculiser le législateur, et surtout, plus gravement, à mon avis, d'ôter tout crédit à l'autorité législative. On ne peut pas tergiverser ainsi quand il s'agit de respecter des principes !

Cet article ne présente donc pas, pour moi - cet avis doit d'ailleurs être largement partagé - une vertu dissuasive qui serait la seule justification de sa présence dans le code pénal. Le maintien de l'alinéa 3 de l'article 317 de l'actuel code pénal, comme le maintien de l'article 223-12 du nouveau code pénal, ne me paraît donc pas justifié.

Mais, surtout, il faut tenter de prendre le mal à la racine et donc de s'attaquer aux véritables causes. Comme je l'ai déjà souligné, la solution se trouve non pas dans la pénalisation, mais dans la prévention.

La solution à ce cruel problème consiste plutôt à faire en sorte que l'information puisse circuler librement auprès des femmes, de toutes les femmes, quelles que soient leurs conditions, leurs situations sociales et familiales.

C'est pourquoi il nous paraît aussi nécessaire de modifier l'article L. 647 du code de la santé publique, pour permettre que se développe la prévention par la diffusion de l'information. Cette modification vise uniquement à permettre que ne soient pas sanctionnés ceux qui, « dans le seul but d'informer le public, auront fait de la propagande ou de la publicité » sur les possibilités légales d'interruption volontaire de grossesse. Toute autre sorte de propagande ou de publicité, en dehors de celle des médecins et des pharmaciens, reste sanctionnée.

Quant aux tiers qui auraient apporté de l'aide à la pratique d'un avortement en dehors du cadre légal, nous nous prononçons sans ambiguïté, lorsqu'il ne s'agit pas, bien évidemment, de personnels médicaux, pour le maintien des sanctions prévues aux articles L. 645 et L. 646 du code de la santé publique.

Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, cette affaire est grave. Je vous supplie d'en bien mesurer les conséquences. Non pas les conséquences matérielles ; nous savons qu'aujourd'hui il ne se trouverait sans doute pas un magistrat qui, confronté à une telle situation de détresse, oserait sanctionner la femme qui en est la victime.

Mais je vous supplie d'en mesurer les conséquences morales. Quelle image le législateur donnerait-il s'il persistait à brandir une menace dont il sait parfaitement qu'elle est inapplicable à notre époque ?

Ne raisonnons pas dans l'abstrait ; imaginons ces cas précis, ces cas concrets, qui appellent de notre part la compréhension.

Permettez-moi de me référer encore une fois à *Zadig*, de Voltaire, qui croyait que « les lois étaient faites pour secourir les citoyens autant que pour les intimider ». Dans cette affaire, plus que jamais, c'est en effet cette idée de la justice qui devrait nous inspirer. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 52 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* J'évoquerai surtout le paragraphe II de l'amendement n° 52, puisque, s'agissant du paragraphe I, la commission a demandé la suppression de l'article 15 *bis*.

La commission des affaires sociales est défavorable au paragraphe II, qui lui paraît inopportun. Il est difficile, de surcroît, de distinguer l'information de la publicité indirecte ; cette proposition lui paraît donc inapplicable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n[os] 24, 58 et 52 ?

M. Michel Vauzelle, *garde des sceaux, ministre de la justice.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, à la vérité, je pourrai limiter mon propos à quelques mots, puisque j'ai eu l'occasion de m'exprimer à plusieurs reprises sur le fond de cette affaire gravissime, qui met en cause, en effet, les consciences dans ce qu'elles ont de plus sacré.

Comme vous l'avez indiqué tout à l'heure, messieurs les rapporteurs, il ne s'agit, ce matin, que de savoir si les uns et les autres vont respecter leur parole. Les uns et les autres ont donné leur accord - le Gouvernement, pour sa part, le réitère aujourd'hui - afin que le code pénal, texte fondamental pour la République, soit voté dans des conditions telles qu'un consensus national se dégage au-delà des divisions partisanes qui, légitimement, peuvent s'inscrire dans nos assemblées.

C'est la raison pour laquelle, comme vous l'avez souligné excellemment tout à l'heure, monsieur le rapporteur pour avis, chacun doit faire des concessions. Nous avons chacun nos consciences et nos idéaux, Nous comprenons bien que, dans l'intérêt de la patrie, il faut, sur certains textes fondamentaux, savoir faire un pas les uns vers les autres.

Ce matin, je suis ici tout simplement pour rappeler, comme je l'avais déjà dit à M. le président de la commission des lois, que le Gouvernement, pour sa part, entend respecter cet accord.

Personnellement, j'ai été très sensible aux propos tenus par Mme Seligmann et M. Lederman - d'ailleurs, ils le savent bien. Mais je suis ici, ce matin, pour défendre non pas mes propres idées, mais celles du Gouvernement sur la façon dont doivent être menées les affaires de l'Etat quand il s'agit de voter un nouveau code pénal.

Puisque le problème de fond a été une nouvelle fois abordé, il n'est pas inutile - je le dis un peu à regret - que je rappelle brièvement et un peu solennellement ce qui a conduit le Gouvernement à adopter cette attitude.

Comme vous le savez bien, mesdames, messieurs les sénateurs - je l'ai souvent répété devant le Sénat - l'actuel article 317 du code pénal prévoit une peine de deux ans d'emprisonnement pour l'auto-avortement. Le compromis adopté en commission mixte paritaire - ce n'est donc pas je ne sais quel accord secret et partisan ! - sur le nouveau code pénal et ratifié, par conséquent, par les deux assemblées au début du mois de juillet dernier réduit cette peine à deux mois d'emprisonnement, en prévoyant expressément une dispense de sanction.

Sur le plan de la répression, le problème est donc purement symbolique. Mais je sais le prix qui s'attache aux symboles. Chacun s'accordera tout de même à reconnaître qu'il ne faut évidemment pas punir les femmes qui, en situation de détresse, accomplissent un tel geste dangereux pour elles-mêmes. Il n'y a d'ailleurs eu aucune condamnation pour auto-avortement depuis de très nombreuses années, et de tels faits ne sont pas poursuivis.

C'est pourquoi le Gouvernement et l'Assemblée nationale avaient proposé de supprimer une incrimination qui apparaissait comme une survivance. Le Sénat avait refusé cette suppression, souhaitant s'en tenir aux équilibres définis en 1975.

De fait, le texte finalement adopté maintient une simple interdiction de principe. Sur cette question délicate, il convient de respecter pleinement les convictions profondes des uns et des autres. Personne n'a jamais dit le contraire dans cette enceinte.

Mais, alors que, pour la première fois dans l'histoire de notre pays, depuis Napoléon, le Parlement aura adopté un code pénal dans des conditions parfaitement démocratiques - n'oublions pas la mesure de cet enjeu -, ne donnons pas à ce problème la place qu'il n'a pas à ce moment du débat.

Le nouveau code pénal, qui entrera en vigueur le 1[er] septembre 1993, est une œuvre considérable, puisque ce texte compte, comme M. le rapporteur pour avis le rappelait à

l'instant, près de 650 articles. Il permettra une diversification importante des modes de sanction, une adaptation de la répression à l'évolution de la criminalité et de la délinquance.

Le nouveau code pénal ne sera pas immuable ; il sera certainement modifié sur tel ou tel point dans l'avenir. Toutefois, alors que la préparation de l'entrée en vigueur du nouveau code pénal est largement engagée, il ne serait pas raisonnable de toucher ce texte. Comment pourrions-nous, alors, empêcher d'autres modifications, qui entraîneraient finalement une insécurité juridique particulièrement néfaste, ce que nous ne souhaitons ni les uns ni les autres ?

Si je m'incline avec respect devant les positions rappelées ce matin de manière émouvante par Mme Seligmann et par M. Lederman, je ne peux que répéter, au nom du Gouvernement, que ce dernier n'est pas favorable à la réouverture, sur le fond, du débat sur le nouveau code pénal. Il s'agit simplement, aujourd'hui, de respecter un accord établi par la commission mixte paritaire, instance importante de la vie parlementaire.

Par conséquent, le Gouvernement émet un avis favorable sur les amendements nos 24 et 58, dont l'adoption rendra sans objet l'amendement no 52.

Mme Michelle Demessine. C'est scandaleux !

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nos 24 et 58.

M. Charles Lederman. Je demande la parole contre ces amendements.

M. le président. La parole est à M. Lederman.

M. Charles Lederman. Les membres du groupe communiste et apparenté sont fermement opposés à ces deux amendements.

M. le rapporteur me permettra de lui dire que l'explication qu'il a fournie était un peu courte, au moins sur le plan juridique et social, dans la mesure où il s'est borné à dire que ne pas adopter son amendement de suppression constituerait une violation de l'engagement pris - de l'engagement pris par qui ? Nous y reviendrons dans quelques instants - devant la commission mixte paritaire.

M. le rapporteur pour avis n'est pas allé beaucoup plus loin, nous disant même qu'il irait très vite dans ses explications de fond car, ce qui l'intéressait, c'était l'équilibre prévu par la loi.

Il convenait donc, selon lui, de maintenir la pénalité prévue par le code pénal actuel, mais en la « descendant » - je reprends ses propres termes - de deux ans à deux mois.

Il a cru nous faire plaisir - à nous, groupe communiste - en disant que le texte en question comportait une exception par rapport à ce qui existe actuellement, dans la mesure où il est prévu de ne pas faire application de la loi si la femme intéressée est en état de détresse.

Qu'il me soit permis de dire au juriste convaincant qu'il est habituellement que cette exception n'en est pas une ! Qu'elle soit expressément prévue ou non à l'égard d'une pénalité, d'une incrimination, les tribunaux peuvent - et ils le font, fort heureusement, quand ils l'estiment utile - prononcer une dispense de peine. Ils vont même jusqu'à décider que la peine ne figurera pas au bulletin no 2 du casier judiciaire.

Que l'on ne nous dise pas, dans ces conditions, que l'on nous fait un cadeau ! Il s'agit simplement d'une mesure qui figure aujourd'hui « de droit », si je puis dire, dans beaucoup d'autres textes.

Reste, alors, la forme et, en réalité, là est bien l'essentiel sur le plan politique.

Je précise immédiatement que, en évoquant la commission mixte paritaire et la décision qui y a été prise, je n'ai pas parlé d'accord secret ! J'ai dit très exactement que, « très discrètement, on a adopté un consensus sur cette mesure ». La délibération en commission mixte paritaire est tout de même plus discrète que la séance publique !

Cela étant, cet accord, qui l'a donné ? Je l'ai, en effet, suffisamment critiqué pour m'interroger à ce sujet et rappeler ce qui avait été affirmé un temps par ceux qui, aujourd'hui, défendent la suppression de cet article. Ne s'étaient-ils pas montrés, à l'époque, des partisans au moins aussi acharnés du maintien de ce texte ?

Quoi qu'il en soit, un accord est intervenu entre ceux qui ont dit oui en commission mixte paritaire et le Gouvernement, qui, ensuite, a affirmé sa volonté de s'en tenir, juridiquement et politiquement, à cet accord. Mais celui-ci ne peut concerner, en tout état de cause, que ceux qui l'ont donné, et pas les autres ! On ne peut donc en déduire que ceux qui ont voté, à l'Assemblée nationale, le texte dont nous débattons aujourd'hui aient manqué à quelque accord que ce soit !

Par ailleurs, j'ai entendu M. Jolibois, au nom de M. Jacques Larché, remercier par avance M. Vauzelle. Je comprends qu'il l'ait fait : M. le garde des sceaux n'a-t-il pas eu la bonté de confirmer ce qu'il avait déjà dit le 9 décembre dernier ? Mais M. Jolibois ne pouvait pas imaginer, au demeurant, qu'il en serait autrement !

Toutefois, je dois relever que, dans la forme - puisqu'il s'agit de forme - M. le rapporteur pour avis a été tout de même infiniment plus doux que ne l'avait été le président de la commission des lois le 9 décembre. M. Larché ne s'était-il pas en effet livré à un véritable chantage, au nom de la droite sénatoriale, envers M. le garde des sceaux ? Quoi qu'il en soit, ce dernier a cru devoir s'incliner et, aujourd'hui, on en voit le résultat.

M. le garde des sceaux a lui-même déclaré que les idées qu'il défendait étaient les idées du Gouvernement. Dois-je en conclure que ce ne sont pas exactement les siennes ? On peut le croire, puisqu'il a tenu à remercier aussi bien Mme Seligmann que celui qui intervient en ce moment.

Mais il n'en reste pas moins qu'il l'a fait avec un certain acharnement, et dans les propos et dans le ton, de telle sorte que l'on peut se demander ce qu'il craint si l'amendement de suppression était rejeté.

Vous avez affirmé, monsieur le garde des sceaux, que tout cela était parfaitement démocratique.

Non, ce n'est pas démocratique, dans la mesure où vous avez cédé à un chantage !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Absolument !

M. Charles Lederman. Quant à l'insécurité juridique qui résulterait du maintien d'un texte qui ne sera applicable que dans un an, elle ne me paraît pas fondée. Croyez-vous, monsieur le garde des sceaux, qu'il n'y aura pas, d'ici là, d'autres violations des textes que vous aurez fait adopter, et que je qualifierai, pour ma part, de « sécuritaires » ?

Vous portez la responsabilité, à titre personnel et au nom du Gouvernement, d'avoir préparé un texte dont vous saviez parfaitement que le caractère sécuritaire serait pris en compte par la droite, et même aggravé par cette même droite.

Je ne reviendrai pas sur les motifs d'ordre social et humain qui inspirent l'attitude de principe que nous adoptons. J'indiquerai seulement que nous souhaitons très fermement le rejet de ces amendements de suppression de l'article 15 *bis*.

A cet effet, je demande un scrutin public.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Comme l'a dit M. le garde des sceaux, cette affaire est gravissime. Effectivement, ainsi que l'a déclaré l'un de nos collègues, elle met en cause nos consciences. C'est la raison pour laquelle vous me permettrez d'expliquer brièvement les raisons qui me conduisent à partager l'analyse de nos deux rapporteurs, MM. Jolibois et Seillier.

Bien entendu, il n'est nullement question pour moi de porter un jugement moral sur les femmes qui réalisent cet acte si terrible qu'est l'auto-avortement, dans des circonstances qui sont presque toujours dramatiques.

Mais, au-delà du respect dû à la souffrance de la femme placée dans un état de détresse tel qu'elle décide d'accomplir ce terrible geste, doit demeurer présente dans notre esprit, bien au-delà des clivages entre la droite et la gauche - c'est en effet la volonté nationale qui s'exprime dans cet hémicycle - la nécessité de dire aussi que, parallèlement, il existe dans notre République le devoir moral d'affirmer le droit à la vie.

Qu'il me soit permis, mes chers collègues, d'évoquer devant vous l'un des souvenirs les plus marquants de ma vie parlementaire, emprunté au débat qui a eu lieu à l'occasion de l'élaboration de la loi Veil.

A cette occasion, un de nos collègues, dans des termes bouleversants que je n'oublierai jamais, a révélé publiquement qu'il avait été trouvé nouveau-né dans une poubelle, entouré de papier journal.

M. Michel Charasse. Le *Journal officiel ?*

M. Emmanuel Hamel. Mais il avait alors dit : « Maman, tu m'as abandonné, mais je ne t'en veux pas ; je ne connais pas les raisons de la détresse qui a fait que tu as accompli ce geste d'abandon, mais tu m'as donné la vie. »

Puis, ce collègue nous décrivit ce qu'était, au début du siècle, la vie d'un jeune né de parents inconnus. Il nous révéla qu'il était au fond de la classe à l'école parce qu'il était né dans ces circonstances. Mais il répéta, en terminant : « Merci, maman, de m'avoir donné la vie. »

Pour ceux qui vont voter comme le souhaitent nos deux rapporteurs, il n'existe, dans leur attitude, aucun mépris pour la femme ; ils prennent en considération la détresse qu'elle connaît lorsqu'elle est acculée à ce geste terrible.

Toutefois, en tant que parlementaires, nous avons le devoir de ne pas introduire dans notre législation, la dépénalisation totale de l'auto-avortement. C'est un devoir et une nécessité que de maintenir dans nos dispositions législatives l'affirmation du droit à la vie.

C'est dans cet esprit que je voterai cette disposition, conformément au souhait exprimé par MM. Jolibois et Seillier. *(Applaudissements sur les travées du RPR et de l'UREI.)*

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Monsieur le président, messieurs les ministres, mes chers collègues, nous ne nous inclinons pas, au sein du groupe socialiste, devant ce que j'ai cru être, s'il faut en croire M. le garde des sceaux, la raison d'Etat.

Un accord est intervenu en commission mixte paritaire, c'est-à-dire sinon en secret, du moins en tout petit comité - c'est le propre des commissions mixtes paritaires - dans des conditions qui, effectivement, atteignent au vice du consentement.

Il faut rappeler que, à l'origine, tel qu'il était proposé par le Gouvernement, le texte ne contenait plus l'incrimination de ce que l'on appelle l'auto-avortement.

En commission, le rapporteur, M. Jolibois, soutenu par M. Larché, président de la commission des lois, en a proposé le rétablissement. La commission des lois du Sénat, après un long débat et en présence de très nombreux commissaires, dont le plus grand nombre appartenaient à la majorité sénatoriale, a refusé ce rétablissement. Puis, finalement, l'incrimination est réapparue, avec une diminution notable de la peine - il était alors prévu un sursis obligatoire - avant l'examen du texte en séance publique.

Mais il s'est alors trouvé, en séance publique, une majorité pour ne pas suivre la commission et, à ce moment-là, le débat a été interrompu. Je le rappelle à nos collègues ici présents, qui ne peuvent pas ne pas s'en souvenir !

Le texte a donc été renvoyé en commission, et c'est seulement après de très nombreuses pressions sur de très nombreux membres de la majorité sénatoriale que, finalement, la commission - c'est-à-dire son rapporteur et son président - a pu faire passer le nouvel article qui, en tout état de cause, portait atteinte à la loi Veil, puisqu'il ramenait la peine prévue par l'actuel code pénal de deux ans à deux mois de prison, avec sursis obligatoire. Et puis la commission mixte paritaire s'est réunie.

A cet égard, si, sur l'ensemble du projet de code pénal, il avait pu y avoir accord entre les groupes socialiste et communiste, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Il y aurait une autre majorité pour voter le projet de code pénal. Et c'est dans ces conditions, avec toute cette pression, que l'on a appelée depuis un chantage, que le texte a été voté. A l'époque, j'ai effet reproché à certains de nos collègues de remettre tout en cause par leur amendement de suppression, essayant de leur faire comprendre que, s'ils voulaient un code pénal, ils étaient obligés de voter le texte tel qu'il était.

Aujourd'hui, le code pénal est adopté. N'avons-nous pas, alors, recouvré notre pleine liberté ? Les groupes socialistes en tant que tels auraient-ils passé un quelconque accord avec MM. Jacques Larché et Charles Jolibois ? Certainement pas !

C'est pourquoi, nous le verrons plus tard, nous proposerons non seulement de supprimer dans le texte du nouveau code pénal non encore en vigueur l'incrimination de l'auto-avortement, qui est puni de deux ans de prison, mais encore d'abroger le texte présentement en vigueur, qui prévoit une peine de deux ans d'emprisonnement.

Après les élections législatives, nous pourrons avoir un nouveau débat, ici mais également devant l'opinion, pour savoir si le Parlement aura eu tort ou raison de supprimer immédiatement, j'y insiste, et non pas au 1er septembre 1993, l'incrimination actuelle, celle qui permet dès aujourd'hui au procureur de la République de poursuivre une femme qui aura pratiqué sur elle-même un avortement.

J'ai l'intime conviction que, pour la plupart, les députés et les sénateurs, y compris les membres de la majorité sénatoriale, si l'on procédait à un vote par scrutin public à la tribune, adopteraient l'amendement tendant à supprimer l'article 223-12 du code pénal actuel. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. Jean Chérioux. Quel acharnement !

M. Daniel Millaud. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Millaud.

M. Daniel Millaud. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, j'interviens à cet instant à titre strictement personnel.

Monsieur le garde des sceaux, combien de femmes parlementaires participaient aux délibérations de la commission mixte paritaire quand cette décision a été prise ? Combien de femmes sénateurs sont présentes aujourd'hui dans cet hémicycle ?

J'avais suggéré à votre prédécesseur, ce qui me paraissait évident, que le partenaire de la femme enceinte qui s'avorte elle-même soit poursuivi et condamné exactement à la même peine que la femme. L'expérience que j'ai me démontre qu'à ce moment-là, et en très peu de temps, il n'y aurait pratiquement plus de cas d'auto-avortement car la prévention par la peur aurait joué.

Monsieur le garde des sceaux, vous seul pouvez immédiatement proposer un amendement prévoyant une peine de deux mois de prison pour le partenaire de la femme enceinte.

M. Etienne Dailly. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Dailly.

M. Etienne Dailly. Monsieur le président, monsieur le garde des sceaux, mes chers collègues, j'ai écouté avec la plus grande attention, vous vous en doutez, l'exposé, toujours distingué et précis, de Mme Seligmann. J'ai entendu le propos de M. Lederman, qui, eux, étaient d'une autre nature, ainsi que ceux de M. Dreyfus-Schmidt et de M. Millaud. Et tout cela pour constater que le débat a dérapé, et c'est fâcheux.

En fait, comme l'a fort bien dit M. le garde des sceaux, il s'agit de savoir si nous reprenons la discussion sur le fond de ce problème ou si nous nous bornons à estimer qu'elle a été épuisée à l'occasion de la délibération du nouveau code pénal, qui n'a pu être adopté par les deux assemblées du Parlement - ainsi que M. le garde des sceaux le soulignait - que grâce à des concessions réciproques des uns et des autres. Les différentes commissions mixtes paritaires auxquelles j'ai participé - car il y en a eu plusieurs - entrecoupées de nombreuses suspensions de séance, ont été, à mes yeux, exemplaires. Chacun d'entre nous avait, sur beaucoup de dispositions, des opinions respectables, certes, puisqu'elles étaient sincères, mais différentes sinon opposées. Nous n'en avons pas moins fini par nous mettre d'accord sur la plupart des points qui restaient en discussion, accordant ici et, au contraire, enregistrant là des concessions souvent importantes.

A partir du moment où l'on admet que, avant même l'entrée en vigueur d'une loi - j'y insiste, car le nouveau code pénal a été adopté, certes, mais la loi qui fixe son entrée en vigueur n'est pas encore publiée - on peut, à l'occasion d'un autre projet de loi, annuler des décisions prises en commission mixte paritaire et ratifiées par les deux assemblées du Parlement, et avant même que la loi en cause ne soit entrée en vigueur, à quoi bon des commissions mixtes paritaires !

Et quelle confiance pourrons-nous à l'avenir avoir les uns dans les autres ?

D'ailleurs, M. Jolibois a dit lui-même que c'était la négation de l'esprit de loyauté qui doit régner entre les membres du Parlement, quelles que soient leurs divergences d'opinion.

C'est en ce sens que je n'ai pas apprécié certains termes employés par M. Lederman, qui ne m'en voudra pas de le lui faire observer. Et c'est aussi, d'ailleurs, avec peine que j'ai entendu notre collègue M. Michel Dreyfus-Schmidt approuver en incidente M. Lederman, quand ce dernier a reproché au président de la commission des lois de s'être livré à un chantage.

Messieurs ! Je ne siège au Sénat que depuis trente-trois ans, mais je n'ai encore jamais entendu assimiler un président de commission à un maître-chanteur !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je n'ai pas dit « maître » !

M. Etienne Dailly. Ce n'est pas convenable, et, de surcroît, c'est faux : il n'y a jamais eu de chantage, mais il y a eu des concessions successives, et rien de plus.

Mme Michèle Demessine. Et si nous parlions du fond du problème ?

M. Etienne Dailly. Mais c'est bien ce que je fais, madame ! Il n'y a pas eu non plus d'accord secret. Lors d'une procédure parfaitement régulière, parfaitement ouverte et jamais clandestine, un accord a été conclu entre les uns et les autres, suivant leur volonté réciproque.

Si, aujourd'hui, nous ne suivions pas nos commissions, mes chers collègues, ce serait, en outre, tout un pan de la législation française qui s'écroulerait !

Mme Marie-Claude Beaudeau. Oh !

M. Etienne Dailly. A quoi bon avoir adopté la loi sur la contraception ? A quoi bon avoir adopté la loi Veil, et, par prudence, l'avoir soumise à prorogation cinq ans après, si nous devions, comme on nous le propose, supprimer purement et simplement le délit d'avortement ?

J'insiste : en commission mixte paritaire, la peine a été réduite de telle sorte qu'elle ne puisse jamais, pour la femme, se traduire par une incarcération. Mais, à partir du moment où, comme on nous le propose, nous supprimerions le délit lùi-même, c'est toute la législation sur la contraception et sur l'interruption volontaire de grossesse qui se trouverait annihilée.

M. le garde des sceaux a ses idées personnelles sur le fond du problème, c'est son droit. Mais son honneur, c'est, ce matin, d'avoir mis de côté sa pensée personnelle pour s'en tenir simplement à ce qui constitue l'un des premiers devoirs d'un gouvernement, à savoir s'opposer à toute mesure qui tend à remettre en cause, par des voies obliques et subalternes, des dispositions qui ont été adoptées d'un commun accord et dans la loyauté.

C'est pourquoi, s'en tenant exclusivement à ce problème d'éthique parlementaire, le groupe du rassemblement démocratique et européen votera à l'unanimité les amendements identiques présentés par les commissions des affaires sociales et des lois. *(Applaudissements sur les travées du RDE.)*

M. Charles Lederman. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Lederman.

M. Charles Lederman. Chantage ? Je maintiens le terme, monsieur Dailly. Je l'ai d'ailleurs employé en présence de M. Larché lui-même, lorsque nous en avons débattu le 9 décembre dernier, et il n'a pas protesté avec la vigueur qui a été la vôtre voilà un instant. J'ajoute, et je connais à peu près la valeur des mots, que je n'ai jamais traité M. Larché de « maître-chanteur », je m'en serais bien gardé !

M. Etienne Dailly. C'est vrai, mais cela revient au même !

M. Charles Lederman. Mais, au-delà du chantage, mes chers collègues, et sur la forme, monsieur le rapporteur pour avis, je peux ajouter que ce qui s'est passé en commission mixte paritaire n'est pas autre chose qu'un véritable marché, à l'occasion duquel les femmes ont été traitées purement et simplement comme une marchandise !

Vous dites, monsieur Dailly, que la loi Veil tomberait si l'amendement proposé par la commission des lois n'était pas adopté. C'est faux !

Vous évoquez vous-même la nécessité du changement et de l'évolution, mais, depuis que la loi Veil existe - et, heureusement, elle existe - il y a eu une évolution, dans les faits et dans les mœurs. A l'heure actuelle, ce que nous vous demandons, c'est tout simplement d'introduire dans la loi Veil une disposition tout à fait pertinente.

N'oubliez pas, au surplus, que, même avec une dispense de peine, vous allez obliger ces femmes, dont vous reconnaissez vous-même la situation de détresse, peut-être hypocritement d'ailleurs, à comparaître devant un tribunal, en audience publique, et à en subir toute l'humiliation, pour un acte qu'elles ne considèrent pas, et à juste titre, comme un délit.

En réalité, le Gouvernement a fait un cadeau à la droite sénatoriale dont celle-ci, naturellement, s'est emparé, d'autant plus qu'il correspond à cet ordre moral dont elle se réclame et qui est vieux d'au moins une centaine d'années.

Mme Michelle Demessine. Très bien !

M. Charles Jolibois, *rapporteur pour avis.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Charles Jolibois, *rapporteur pour avis.* Mes chers collègues, permettez-moi un rappel.

Au cours de la séance du 7 juillet 1992, notre collègue Michel Dreyfus-Schmidt s'exprimait ainsi : « Il y a compromis lorsque les positions de l'Assemblée nationale et du Sénat sont différentes, sinon il n'y aurait pas de commission mixte paritaire qui réussisse. Il y a toujours des dispositions qui satisfont les uns et non les autres. Il y a des concessions de la part des uns et des autres. Je l'ai suffisamment dit, nous avions fait une concession extrêmement importante s'agissant de ce que l'on a appelé dans le débat ce soir l'auto-avortement. »

Il poursuivait : « Si nous avons fait des concessions, la majorité sénatoriale, elle aussi, en a fait, et sur l'ensemble des quatre livres. »

M. Etienne Dailly. Certes !

M. Charles Jolibois, *rapporteur pour avis.* « De même, l'amendement Sourdille a été sacrifié. Sur ce point également, la majorité sénatoriale a fait une concession importante, que M. Sourdille déplore apparemment, ce que je comprends. »

Aussi, monsieur Dreyfus-Schmidt, comment pouvez-vous ne pas comprendre notre indignation quand on qualifie de chantage l'intervention légitime du président de la commission des lois ? Une parole a été donnée, et j'ai l'impression que vous êtes purement et simplement en train de la reprendre ! *(Applaudissements sur les travées de l'UREI et du RDE.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 24 et 58, acceptés par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin no 36 :

Nombre des votants	319
Nombre des suffrages exprimés	319
Majorité absolue des suffrages exprimés	160
Pour l'adoption	233
Contre	86

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 15 *bis* est supprimé et l'amendement n° 52 n'a plus d'objet.

Demande de priorité

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Monsieur le président, nous examinons actuellement un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Or, nous venons de consacrer un temps fort long à réparer, en les annulant, les conséquences de l'adoption d'un texte juridique. En ce moment, il ne faut s'étonner de rien !

Aussi, monsieur le président, pour accélérer quelque peu le débat, je demande que soient examinés en priorité l'article 25 et les amendements nos 5 rectifié *bis*, 48 rectifié *ter* et 79, tendant à insérer des articles additionnels après l'article 25.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de priorité ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Favorable.

M. le président. La priorité est ordonnée.

(M. Etienne Dailly remplace M. Jean Chamant au fauteuil de la présidence)

PRÉSIDENCE DE M. ÉTIENNE DAILLY, vice-président

Article 25 *(priorité)*

M. le président. « Art. 25. - La retransmission des compétitions de sport mécanique qui se déroulent dans des pays où la publicité pour le tabac est autorisée peut être assurée par les chaînes de télévision jusqu'à ce qu'intervienne une réglementation européenne. En outre, jusqu'à cette date, aucune poursuite ne peut être engagée et aucune sanction ne peut être prononcée à ce titre. »

Sur cet article, la parole est à M. le président de la commission des affaires sociales.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* L'article 25, dont l'objet consiste à modifier le système législatif qui a été mis en place par la loi du 9 juillet 1976, dite loi Veil, et par la loi Evin de 1991, qui interdit la publicité sur le tabac dans notre pays, a posé un véritable problème à la commission des affaires sociales.

L'interdiction de la publicité sur le tabac est une mesure que notre commission, dans sa très grande majorité, a jugé sage. En effet, nous connaissons parfaitement les conséquences sanitaires, sociales et financières de la consommation du tabac pour notre pays : à l'heure actuelle, quelque 50 000 à 60 000 personnes par an meurent en France des suites d'un cancer résultant d'une consommation abusive de tabac.

Plus inquiétante encore est l'augmentation de la mortalité des jeunes par cancer dans notre pays : aujourd'hui : on décèle des cancers du poumon chez des jeunes femmes âgées de vingt-cinq ans.

Nous avons donc approuvé la loi Veil et la loi Evin.

Je rappelle que la loi Veil comportait un dispositif autorisant la publicité pour le tabac au cours de manifestations automobiles, mais dans des conditions très précises. Ce dispositif a été supprimé par la loi Evin à compter du 1er janvier 1993.

Ainsi, à partir de cette date, la publicité pour le tabac sera-t-elle interdite dans toutes les manifestations sportives, automobiles ou autres.

Or, il se trouve que le Gouvernement a soutenu la construction - coûteuse - d'un nouveau circuit automobile à Magny-Cours.

M. Roger Chinaud. Excessivement coûteuse !

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Effectivement, l'existence de ce circuit automobile, très chèrement payé, est difficile à concevoir à défaut de pouvoir organiser un grand prix de formule 1.

Par ailleurs, comme la fédération française de sport automobile, qui a saisi la commission d'un dossier, ne parvient pas à se dégager de l'emprise des marques de tabac, qu'elles soient françaises ou étrangères, et plus précisément américaines, nous sommes dans l'impasse.

C'est pourquoi le Gouvernement a fait adopter par l'Assemblée nationale une sorte de compromis, qui permet de continuer à maintenir les dispositions d'interdiction de la publicité pour le tabac sur le circuit de Magny-Cours tout en apportant une solution aux procès intentés contre certaines écuries automobiles.

La commission des affaires sociales, pratiquement à l'unanimité de toutes ses composantes, a repoussé ce texte.

Le Gouvernement a pris contact avec nous et j'ai eu la joie d'avoir plusieurs conversations avec des membres du cabinet de M. le Premier ministre. Nous avons abouti à une formule que j'évoquerai en quelques mots, puisqu'elle va éclairer notre débat.

Le premier point, qui ne souffre aucune concession possible, est l'interdiction de toute publicité pour le tabac sur les circuits de compétition automobile en France, qu'il s'agisse de celui de Magny-Cours, du Mans ou du Castellet. Autrement dit, toute dérogation aux lois Veil et Evin doit être prohibée. Ce point est fondamental.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Deuxième point : il est clair, dans cette affaire, que les constructeurs automobiles et les promoteurs de la formule 1 veulent organiser des compétitions, ce qui est difficile sans publicité. Ce n'est pas le problème de la commission des affaires sociales, mais il semble que cela soit celui du Gouvernement.

Ce dernier a donc prévu, par une autre disposition dont nous n'aurons pas à discuter aujourd'hui, de majorer le prix du tabac pour pouvoir verser à la Fédération française de sport automobile une subvention afin de compenser les pertes de recettes dues à l'interdiction de la publicité. Cela est un autre débat que la commission n'a pas à juger sur le plan éthique. En revanche, elle estime que le versement de cette subvention complémentaire permet de respecter l'interdiction absolue de publicité pour le tabac sur les circuits automobiles, ce qui lui importe.

Troisième point : le texte que nous propose le Gouvernement et que va défendre, je pense, le ministre de la santé - cela est tout à fait amusant, d'ailleurs, monsieur le ministre de la santé,...

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* A moitié !

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* ... car vous êtes dans une position fort intéressante - autorise la retransmission en France des manifestations automobiles qui se déroulent à l'étranger. Pour certaines, celles qui ont lieu à Monaco ou en Italie, la publicité pour le tabac est autorisée. Il ne sera donc pas possible d'interdire le transfert des images monégasques ou italiennes vers notre pays. Pour d'autres - je pense aux circuits britanniques et, dans une moindre mesure, aux circuits allemands où la publicité est déjà interdite - les images ne feront pas apparaître de publicité pour le tabac.

Le texte que nous propose le Gouvernement sera valable jusqu'à ce qu'une réglementation européenne coordonne l'interdiction de publicité pour le tabac pour l'ensemble des pays de l'union européenne.

En résumé, ce texte autorise la retransmission de certaines images, ce qui me paraît pour le moins étonnant à l'époque du développement des satellites de télécommunication et du câble, car je ne vois pas comment on pourrait interdire la retransmission d'images provenant de satellites et intéressant le million de personnes bénéficiant du câble dans notre pays, sauf à « canonner » les satellites, ce qui me semble réellement impossible. Ce texte ne vaut donc que jusqu'à la mise

en place d'une directive européenne. Pour le reste, l'interdiction absolue de publicité est maintenue sur les circuits automobiles en France.

Pour financer une telle mesure, le Gouvernement a décidé une augmentation du prix du tabac, augmentation qui servira également à accroître les moyens du comité national de lutte contre le tabagisme, ce qui est une bonne chose.

Nous avons obtenu, hier, l'accord du président de ce comité national contre le tabagisme. Par conséquent, après en avoir délibéré en commission, nous avons modifié notre position et, en fonction des propositions que nous fera le Gouvernement, monsieur le président, nous nous en remettrons à la sagesse du Sénat, tout en nous opposant violemment à tout amendement qui tendrait à rétablir, par tel ou tel biais, la publicité pour tout tabac, qu'il soit normal, léger, à pipe, à cigarette ou à cigare, lors des compétitions automobiles se déroulant en France.

Voilà, monsieur le président, ce que je tenais à dire. Lorsque le Gouvernement défendra son amendement, le rapporteur fera connaître la position de la commission, qui est une position de sagesse, puisque rien d'essentiel n'est touché. En effet, quelles que soient les propositions de nos collègues ou les demandes des professionnels, il ne saurait, selon nous, y avoir de publicité pour le tabac lors des compétitions automobiles, à l'intérieur du territoire français. *(Applaudissements sur les travées de l'UREI et du RPR.)*

M. le président. Sur l'article 25, je suis saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 49 rectifié *bis*, MM. Poniatowski, Revol, du Luart, d'Aillières, de Cossé-Brissac, Clouet et Vallon, Mme Heinis proposent de rédiger ainsi cet article :

« L'article L. 355-24 du code de la santé publique est complété *in fine* par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions des premier et troisième alinéas ne s'appliquent pas aux manifestations sportives réservées aux véhicules à moteur ainsi qu'à leur retransmission par les chaînes de télévision, jusqu'à ce qu'intervienne une réglementation européenne. »

Par amendement n° 3 rectifié, MM. Charasse, Signé et Charmant proposent de rédiger comme suit cet article :

« L'article 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social est complété *in fine* par un paragraphe ainsi rédigé :

« ... - Jusqu'à l'entrée en vigueur d'une réglementation européenne, les dispositions de l'article 42-4 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 modifiée et des premier et troisième alinéas de l'article L. 355-24 et du premier alinéa de l'article L. 355-26 du code de la santé publique ne font pas obstacle au soutien apporté par contrat, par quelque personne que ce soit, à des participants aux manifestations sportives réservées aux véhicules à moteur et à ce qu'il soit fait état dudit soutien par tout moyen et notamment par la transmission ou la diffusion de sons, d'images ou d'autres signaux liés à ces manifestations.

« En outre et jusqu'à la même date, aucune poursuite ne peut être engagée et aucune sanction pénale ne peut être prononcée à ce titre. »

Par amendement n° 78, M. Lacour propose de remplacer le premier alinéa de cet article par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Le premier et le troisième alinéa de l'article L. 355-25 et le premier alinéa de l'article L. 355-26 du code de la santé publique ne font pas obstacle, jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne :

« 1° Au parrainage, par les entreprises qui fabriquent, commercialisent ou importent du tabac ou des produits du tabac, des compétitions de sport mécanique dès lors que celles-ci constituent les épreuves d'un championnat national ou international et que ce championnat a été organisé pour la première fois avant le 9 juillet 1976 ;

« 2° A l'apparition, à l'occasion de ces compétitions, du nom, de l'emblème, de la marque ou de l'image des produits de ces entreprises ;

« 3° A la retransmission et au compte rendu des compétitions de sport mécanique qui se déroulent en France ou à l'étranger, par voie de presse ou de télévision. »

Par amendement n° 140, le Gouvernement propose de rédiger ainsi le second alinéa de cet article :

« Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette réglementation, aucune poursuite civile ou pénale ne peut être introduite ou une sanction prononcée ou exécutée de ce chef. »

La parole est à Mme Heinis, pour défendre l'amendement n° 49 rectifié *bis*.

Mme Anne Heinis. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, cet amendement a un double objet.

Tout d'abord, il vise à permettre que des manifestations sportives réservées aux véhicules à moteur soient parrainées par les fabricants de tabac. La loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 interdit toute opération de parrainage qui « a pour effet la propagande de la publicité directe ou indirecte en faveur du tabac ou des produits du tabac ».

Or les courses automobiles sont essentiellement parrainées par des marques de cigarettes, ce qui se traduit par l'affichage de celles-ci sur les voitures et sur les combinaisons des conducteurs de voitures.

Cette loi entrant en vigueur le 1er janvier prochain, les courses automobiles seront condamnées à disparaître en France, car les entreprises du tabac leur apportent un concours qui, de par son montant, peut difficilement être trouvé chez d'autres sponsors.

En France, les entreprises du tabac parrainent environ 1 200 compétitions locales ou nationales de sports mécaniques se déroulant dans notre pays chaque année et financent cinq écoles de pilotage. La contribution de ces entreprises s'applique aux dépenses de matériel, de personnel et d'infrastructure. Leur parrainage a représenté cette année 500 millions de francs.

La suppression de ce parrainage entraînera la perte de l'équilibre financier de ce sport, car aucun autre sponsor ne pourra apporter une telle somme.

Les conséquences de cette situation seront nombreuses : délocalisation des grandes compétitions de sport mécanique ayant actuellement lieu en France, disparition d'une compétition locale par semaine, fuite des pilotes français à l'étranger et tarissement de leur recrutement en France.

Il est donc évident que ces conséquences auront rapidement des répercussions sur l'économie nationale, notamment sur le chômage.

Par ailleurs, la fédération internationale des sports automobiles vient de retirer le Grand prix de France du calendrier 1993 du championnat du monde de Formule 1. Ainsi, la loi Evin, de par ses excès, commence-t-elle à marginaliser la France dans ce domaine.

Par ailleurs, cet amendement a pour objet de permettre la retransmission des compétitions de sports mécaniques par les chaînes de télévision françaises, retransmission qui est également interdite.

Les auteurs de cet amendement ne souhaitent aucunement remettre en question l'esprit de la loi Evin. Ils demeurent fermement opposés à la publicité en faveur du tabac, faite, notamment, par le biais des placards publicitaires. Ils souhaitent exclusivement permettre la continuité d'un sport condamné par des excès de législation.

En outre, une réglementation européenne sur la publicité du tabac étant prévue, pourquoi ne pas attendre la directive afin d'harmoniser les législations ?

En voulant prendre de l'avance, la France se met dans une situation désavantageuse. Il nous semble, quant à nous, souhaitable d'agir avec un peu plus de modération.

M. le président. La parole est à M. Charasse, pour présenter l'amendement n° 3 rectifié.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'annonce de la suppression du Grand Prix de France de formule 1 et du Grand Prix de France de moto, ainsi que les difficultés graves que vont connaître les sports motorisés et l'ensemble des circuits français - je dis bien l'ensemble et pas seulement celui qui a été cité - du fait de l'entrée en vigueur d'une législation rigoureuse sur la publicité du tabac, le 1er janvier prochain, ont provoqué une émotion légitime dans tous les milieux sportifs, parmi les gestionnaires de nombreux circuits et au sein des grandes entreprises françaises qui, comme, Renault ou Elf, par exemple, participent à ces diverses compétitions.

Dès lors, la question s'est posée à nombre de responsables : que peut-on faire pour sortir de cette situation sans remettre en cause - ou en le faisant le moins possible - la législation intervenue récemment dans l'intérêt de la santé publique, et pas nécessairement, d'ailleurs, dans l'intérêt de l'autorité des lois de la République, mais le problème n'est pas là ?

C'est pour tenter de répondre à cette question que j'ai déposé cet amendement n° 3 rectifié, en plein accord avec mes amis René-Pierre Signé et Marcel Charmant, amendement qui vise à la fois à établir des règles transitoires et à améliorer celles qui ont été votées par l'Assemblée nationale à l'article 25 du projet de loi dont nous discutons.

Tout d'abord, qu'a fait l'Assemblée nationale à l'article 25 ?

D'une part, elle a autorisé la diffusion, par la télévision, sur le territoire de la République française, de toutes les compétitions motorisées internationales ayant lieu à l'extérieur de nos frontières, même si on y relève des publicités pour les produits du tabac, tant que l'Europe n'adoptera pas une réglementation commune en la matière.

D'autre part, elle a exclu toutes les poursuites à ce titre pendant la même période.

Cette disposition ne réglait pas pour autant le problème posé par les grands prix des championnats internationaux prévus en France en 1993. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, malgré le vote de cette disposition, la fédération internationale du sport automobile a maintenu sa décision concernant le Grand Prix de France.

En effet, la législation en vigueur dans notre pays continuera à interdire la publicité en faveur des produits du tabac lors des grands prix, et les écuries qui ne respecteront pas cette interdiction risqueront des poursuites pénales.

Cette disposition ne saurait empêcher, en outre, la mise en œuvre d'un jugement rendu récemment par le tribunal de Quimper - dont le rapport de la commission des affaires sociales a largement fait état - à l'encontre de l'écurie Renault-Williams, qui risque - c'est grotesque - de voir ses voitures saisies dès lors qu'elles entreraient sur le territoire de la République française. Or, chacun sait que, plus c'est grotesque, plus les services sont prompts à exécuter les décisions !

M. Jean Chérioux. Ce n'est pas gentil pour les services !

M. Michel Charasse. Quand il s'agit de trafiquants de drogue ou autres, on hésite, mais quand c'est pour des âneries, on trouve toujours des exécutants ou, plus exactement, des gens pour donner les ordres, car les exécutants, eux, ne font qu'obéir !

M. Emmanuel Hamel. Ce ne sont pas des âneries, monsieur Charasse ! Il s'agit de la défense de la santé.

M. Michel Charasse. C'est donc parce que ces problèmes n'étaient pas réglés et que les risques pénaux demeuraient que la fédération internationale compétente a annoncé, la semaine dernière, la suppression du Grand prix de France de Formule I en 1993, tandis que la fédération chargée d'organiser le Grand prix motocycliste du Castellet a fait de même ou s'y prépare.

M. Marcel Charmant. C'est déjà fait !

M. Michel Charasse. Partant de cette situation, et me souvenant qu'au moment du vote de la loi du 10 janvier 1991 - qui fut pour moi un calvaire ! *(Sourires)* - il avait été entendu qu'en renvoyant son application au 1er janvier 1993 les diverses parties en présence disposeraient du temps nécessaire pour trouver des solutions de remplacement, constatant, en outre, que ces solutions de remplacement, souhaitées vivement, à l'époque, par le Président de la République et par le Premier ministre pour ne pas priver les sports motorisés de leurs moyens d'existence, n'avaient pas été trouvées ni mises en place, j'ai donc décidé, en accord avec plusieurs de mes collègues du groupe socialiste - qui ne sont pas toujours fumeurs ni « fanas » du tabac - de proposer au Parlement une mesure transitoire afin de sauvegarder les intérêts des sportifs et des entreprises françaises engagés dans les compétitions motorisées internationales.

Il ne s'agissait évidemment pas de remettre en cause, comme certains ont été tentés de le dire un peu vite ou avec une franche mauvaise foi, la loi du 10 janvier 1991. En effet, ce serait faire bien peu de cas de cette loi et de l'ensemble des dispositions qui visent l'interdiction de fumer et l'interdiction générale de la publicité que de la réduire aux seules compétitions sportives motorisées ! Or, si j'en crois ce que j'ai entendu depuis plusieurs jours, finalement, dans cette loi, il n'y aurait rien d'autre que cela ! N'est pas Jules Ferry qui veut ! Et M. Claude Evin voudrait peut-être laisser son nom dans l'Histoire, mais tout de même, il y a bien d'autres choses dans ce texte !

En fait, l'essentiel des dispositions de cette loi s'applique, au moins théoriquement, à l'intérieur de nos frontières - il n'y a qu'à entrer dans les « bistrots » actuellement pour s'en rendre compte - et n'a aucune incidence sur le plan des rapports de la France avec le reste du monde. Il n'est donc pas question de revenir là-dessus, c'est-à-dire sur ce qui est « franco-français ».

Toutefois, dans la mesure où la France participe à des compétitions mondiales qui ont lieu sur son territoire et en dehors de celui-ci, on conviendra qu'il lui est difficile de réglementer seule et d'imposer pour son propre compte des règles qui ne sont pas applicables ailleurs, sauf à tomber dans une flagellation qui n'est pas encore entrée dans les règles des fédérations internationales.

Cette situation n'avait d'ailleurs pas échappé aux auteurs de la loi de 1991, qui avaient, à plusieurs reprises, estimé que la seule solution possible était l'adoption d'une réglementation internationale uniforme, et d'abord d'une réglementation européenne. Des discussions ont eu lieu et se poursuivent à ce sujet au niveau communautaire, mais elles n'ont pas encore abouti. D'ailleurs, MM. Charmant et Signé me rappellaient tout à l'heure qu'en 1991 il avait été laissé deux ans pour mettre en œuvre la loi contre la publicité sur le tabac afin de laisser le temps nécessaire pour trouver les solutions de remplacement.

Dans ces conditions, monsieur le président, la mesure transitoire, limitée au temps nécessaire à l'Europe pour aboutir à une solution acceptable par tous, nous est apparu comme la seule possibilité.

C'est ce qui nous a conduits à établir notre proposition, qui reprend d'ailleurs largement un amendement déposé à l'Assemblée nationale par MM. Toubon et Poniatowski, mais que l'Assemblée nationale n'avait pas retenu, lui préférant son article 25, dont je viens de démontrer qu'il ne réglait rien.

Parallèlement, nous avons naturellement saisi le Premier ministre du problème de fond qui se posera en France au 1er janvier prochain pour les sports et les circuits - je dis bien les sports et les circuits, car il n'y a pas que l'automobile, il n'y a pas que Magny-Cours qui vivent de la publicité sur le tabac - et des engagements pris à leur sujet, fin 1990, mais qui n'ont pas été tenus jusqu'à présent.

Le Premier ministre - M. Fourcade vient d'y faire allusion - a bien voulu nous entendre et un amendement au collectif budgétaire, que nous examinerons après ce projet de loi, tendra à créer un fonds spécial de 400 à 450 millions de francs recueillis sur les consommateurs des produits du tabac. Heureusement qu'ils sont là, n'est-ce pas ! car dans la mesure où l'on tue la poule aux œufs d'or, il n'y a plus de sous, je le fais remarquer au passage !

M. Roger Chinaud. Votre langage change !

M. Michel Charasse. Ce fonds sera créé pour doter les sports motorisés des moyens financiers nécessaires afin de remplacer les subsides qui étaient, jusqu'à présent, versés par les firmes de tabac.

Par ailleurs, des conversations engagées à divers niveaux conduisent à penser que le retrait de certaines plaintes, le vote de l'amendement n° 140, présenté par le Gouvernement, qui vise à éviter les poursuites un peu stupides dont je parlais tout à l'heure - ou qui auraient des conséquences tout aussi stupides - et une négociation apportant à Williams les assurances souhaitées pourraient permettre à la fédération internationale de revenir sur sa décision de supprimer le Grand prix de France et que tout cela pourrait inciter d'autres fédérations internationales à faire de même, notamment en ce qui concerne le Grand prix de moto du Castellet.

Alors, monsieur le ministre, si vous pouvez nous assurer - et je m'exprime là en plein accord avec les cosignataires de mon amendement - que le problème soulevé voilà quelques

jours n'existe plus ou n'existera plus à très brève échéance, nous n'aurons plus aucune raison de maintenir notre amendement.

Dans le cas contraire, naturellement, je ne vois pas, monsieur le président Fourcade, comment je pourrais, avec mes amis renoncer, à demander au Sénat de l'adopter.

Les données de la question sont donc très simple. L'affaire est-elle réglée ? Le grand prix de France et celui du Castellet sont-ils maintenus ou rétablis ? Les voitures qui courront sans publicité, y compris celles des écuries étrangères bénéficieront-elles des aides ?

Enfin, obligera-t-on les voitures à changer de couleur ? En effet, on sait bien que si l'on enlève « Gitane », « Marlboro » ou « Camel » mais que la couleur des voitures reste la même, tout le monde dit : « Tiens, c'est "Gitanes" ! Tiens, c'est "Camel" ! etc. », ce qui est une jésuiterie supplémentaire dans tous ces textes d'interdiction.

Telles sont, monsieur le président, les indications que je voulais donner avant que nous ne décidions ce que nous faisons de notre amendement. *(Applaudissements sur certaines travées socialistes.)*

M. le président. L'amendement n° 78 est-il soutenu ?

Quel est l'avis de la commission sur les amendements n^os^ 49 rectifié *bis* et 3 rectifié ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Les amendements n^os^ 49 rectifié *bis* et 3 rectifié portant dérogation au code de la santé publique et à une loi fondamentale que la commission des affaires sociales, inspirée par un souci exclusif de santé publique, s'efforce de protéger, ainsi que son président l'a très clairement réaffirmé tout à l'heure, son avis est défavorable sur les deux amendements.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour donner l'avis du Gouvernement sur les amendements n^os^ 49 *bis* rectifié et 3 rectifié et pour défendre l'amendement n° 140.

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Mesdames, messieurs les sénateurs, que de véhémence sur ce sujet ! Que d'efforts, que je salue, de la part de MM. Charasse, Charmant et Signé pour, à la fois, défendre le sport automobile, noble activité, et le département de la Nièvre, encore plus noble ! *(Sourires.)*

M. Michel Charasse. Pas seulement !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Vous avez, d'une manière générale, messieurs les sénateurs - et je vous en félicite - déployé beaucoup d'efforts et fait montre de bonne tactique !

M. Michel Charasse. C'est pour vous imiter !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Bien sûr, monsieur le sénateur, mais comme je vais continuer à vous féliciter, laissez-moi aller jusqu'au bout ! *(Nouveaux sourires.)*

M. Emmanuel Hamel. Il y a des félicitations qui étouffent !

M. Jean Chérioux. *In cauda venenum* !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je crois en effet que, en tout, mais en particulier en matière de tabac, l'excès est nocif.

J'estime, monsieur Charasse, que l'excès en matière de cigare, de cigarette, de tabac à chiquer et autres usages de la même eau - bien entendu, j'ai pris garde de mentionner le cigare en premier - est nuisible, et je suis sûr que vous n'en doutez pas.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Le cigare, moins que la cigarette !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Mais bien sûr ! Et puis c'est aussi plus cher, et cela procure d'autres atteintes à la gorge, à la bouche, à la langue...

M. Emmanuel Hamel. Et c'est un médecin qui parle !

M. Pierre Fauchon. Mais cela rend aussi service au Gouvernement !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Permettez-moi tout de même de rappeler que, chaque année, 65 000 décès sont très directement liés à l'usage du tabac, qui, au demeurant, sachez-le, mesdames, messieurs les sénateurs, se répand, progresse.

Ce n'est pas un hasard si les marques de cigarettes, que je ne condamne pas - elles font leur travail : triste travail ! - dépensent tant d'argent au niveau du sport automobile, en particulier : il s'agit pour elles d'assurer la poursuite de leur expansion.

Ce n'est pas un hasard si ce sont, en effet, les marques de cigarettes dont les budgets publicitaires sont les plus importants qui connaissent la plus forte progression. Toute cette publicité fait, certes, travailler des esprits agiles, des agences de publicité, des imprimeries, etc., autant d'activités que je ne condamne en rien.

Il reste que c'est surtout la jeunesse qui est visée par cette publicité, cette jeunesse qui est très réceptive à cette fausse virilité de la longueur du cigare !

M. Michel Charasse. A Barbès, on vend de la drogue dans les rues !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Oui, mais ce n'est pas une raison pour approuver l'activité des firmes de tabac !

Je trouve très démagogique, monsieur Charasse, quelle que soit toute l'amitié que je vous porte, de comparer la vente de la drogue au commerce officiel d'une drogue tout à fait licite qui s'appelle le tabac. Cette drogue licite visant particulièrement notre jeunesse, vous ne pouvez pas approuver cette activité.

Car il est vrai que la progression de l'usage du tabac est plus forte dans la jeunesse et dans les pays du tiers monde. Heureusement, chez nous, en général, il régresse.

Je le comprends bien, les amendements n^os^ 49 rectifié *bis* et 3 rectifié visent avant tout à défendre notre sport automobile. Cela dit, on pourrait demander aux autres sportifs, ceux dont l'énergie est non dans leur moteur mais dans leurs jambes, ce qu'ils pensent de l'action de l'industrie du tabac par rapport au sport. Je crois que vous auriez des surprises.

En tout cas, comme vous, nous souhaitons que le sport automobile ait sa place en France, d'autant que notre pays s'y est particulièrement illustré ces derniers temps. Les maisons que vous avez citées ont d'ailleurs fait, pour cela, des efforts considérables et, à travers le monde, les couleurs de la France dans le sport automobile - que nous ne condamnons nullement - ont été portées bien haut.

Cependant, nous avons constaté que, dans d'autres pays, en Grande-Bretagne par exemple, le sport automobile ne se porte pas si mal, et cela sans le soutien de la publicité pour le tabac à l'activité des circuits.

Par ailleurs, puisqu'on a évoqué la décision du tribunal de Quimper, je vous indique - mais vous le savez déjà - que le comité national de lutte contre le tabagisme, qui avait saisi ce tribunal, accepte de retirer sa plainte en contrepartie d'une « stabilisation » de la loi Evin et d'une dotation de l'Etat pour des actions de santé publique.

En tant que ministre de la santé, je ne peux que me réjouir que la défense de la santé publique soit ainsi placée au premier plan. Car la santé publique constitue tout de même l'essentiel dans cette affaire : c'est le but de la manœuvre ! En luttant contre le tabagisme, la loi Veil et la loi Evin ne visaient pas d'autre objectif !

Je comprends aussi que la succession des interdits dans une société ne soit pas suffisante pour protéger la santé et je partage le sentiment de ceux qui préféreraient que la société offre plutôt, notamment à notre jeunesse, un idéal, d'autres modèles.

Il est certain que la seule énonciation d'un interdit n'a rien de très dynamique. Les ayatollahs, de part et d'autre, ne trouvent pas en moi beaucoup de mansuétude.

M. Michel Charasse. Très bien !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je dis bien : « de part et d'autre », monsieur Charasse !

M. Michel Charasse. Vous être reversible !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Oui, et je m'en vante ! Enfin, je ne le suis pas toujours ! *(Sourires.)*

Je vous confirme donc que le tribunal de Quimper sera dessaisi de la plainte qui a été déposée. Sur le plan pratique, un protocole doit intervenir entre Williams-Renault et le centre national de lutte contre le tabagisme.

Vous avez, en outre, fait allusion à trois propositions.

S'agissant d'une modification de la loi Veil, faisant en sorte que, à titre transitoire, jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne, la retransmission télévisée des compétitions effectuées à l'étranger dans les pays où la publicité sur le tabac est encore autorisée ne donne pas lieu à infraction, vous avez satisfaction.

Mais sachez, monsieur le président Fourcade, que, sur les chaînes retransmises par satellite, il est déjà question d'insérer dans l'image une petite mire électronique qui se déplace avec la voiture et qui interdit la lecture du nom de la firme de cigarettes. *(Sourires.)* Ne riez pas, cela se fait déjà : je crois que CNN s'est dès à présent doté de ce système. Ainsi, les prodiges de la technique pourront venir à l'appui des préoccupations de santé publique !

Je précise que le fonds de soutien aux sports mécaniques est créé. Dans un premier temps, cela fait l'objet d'une ligne de subvention. Par la suite, cela figurera dans la loi de finances pour 1994. Ce fonds sera alimenté par un prélèvement sur les droits du tabac.

Sans vouloir soulever la vindicte publique, je dirai que cela me paraît, après tout, assez légitime. Lorsqu'on est bien averti des dangers de la consommation excessive, et de la consommation tout court, de tabac - c'est le but de toutes les campagnes anti-tabac - il est normal qu'on consente un petit effort.

Dès lors que, dans le budget de la sécurité sociale, dans le budget de la santé en général, pèsent de manière extraordinairement lourde les cancers du poumon, les artérites, les maladies cardio-vasculaires, qui sont autant de conséquences gravissimes de la consommation de tabac, cette disposition me paraît juste. D'autant que, je le répète, je ne suis pas de ceux qui pensent que c'est par l'interdiction qu'on peut obtenir des avancées pour notre société.

Quant au relèvement des droits sur le tabac, il permettra de financer des actions de santé publique. Autorisez-moi à m'en réjouir. Merci d'avoir fait tout ce bruit ! Même si le résultat n'est que celui-là, cela permettra de financer des actions de santé publique ! Autrement dit, le réseau de santé publique pourra enfin bénéficier de la consommation excessive de tabac.

Le Gouvernement propose donc de rédiger ainsi le second alinéa de l'article 25 : « Jusqu'à l'entrée en vigueur de cette réglementation, aucune poursuite civile ou pénale ne peut être introduite ou une sanction prononcée ou exécutée de ce chef. »

Je demande d'ailleurs, comme la commission, que, sur cet amendement, il soit statué par scrutin public.

Je voudrais conclure sur une note à la fois symbolique et triste.

Vous le savez, la cigarette a été notamment magnifiée à travers la vision fantastique, virile et forte du cow-boy qu'offrait la publicité pour une marque célèbre. Le cow-boy en question avait sans doute pris au sérieux la publicité dont il était le porte-flambeau car il est mort d'un cancer du poumon. *(M. Charasse lève les bras au ciel.)* C'est bien triste pour lui, et nous le regrettons !

Mais il faut savoir que, avant de mourir, s'étant rendu compte que, finalement, cette publicité avait fait du mal à la jeunesse, il a consacré le temps qu'il lui restait à vivre - et ce n'est pas de la démagogie - à lutter contre les méfaits du tabac. *(Applaudissements sur certaines travées socialistes, ainsi que sur les travées de l'union centriste.)*

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Très bien !

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 140 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Ainsi que M. le président de la commission l'a indiqué, nous nous en remettons à la sagesse du Sénat.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Monsieur le président, je voudrais présenter une observation en réponse à ce qu'a dit M. le ministre de la santé, dont j'approuve presque tous les propos qu'il vient de tenir.

Le Sénat doit bien mesurer la différence de nature qui existe entre, d'une part, les deux amendements qui ont été déposés par certains de nos collègues et, d'autre part, l'amendement qui émane du Gouvernement. Cette différence est pour nous essentielle.

Si l'on adoptait l'amendement de M. Charasse ou celui de Mme Heinis, on réintroduirait la publicité pour le tabac sur les circuits français et, que ce soit au Castellet, à Magny-Cours ou au Mans, les voitures courraient sous le label « Gitanes », « Marlboro », « Camel », etc. Si l'on adopte l'amendement du Gouvernement, à l'inverse, on continue à interdire la publicité pour le tabac sur les circuits français.

C'est une question de fond, sur laquelle il ne doit y avoir aucune ambiguïté, aucun malentendu.

Tout amendement visant à réintroduire la publicité pour le tabac sur les circuits français, je le combattrai. Tout amendement se contentant d'autoriser les retransmissions de courses à l'étranger, je le voterai. Etant donné que je suis persuadé que, dans quelques années, il n'y aura plus de publicité sur le tabac nulle part, sur aucun circuit automobile, c'est une position de sagesse.

M. le président. Madame Heinis, l'amendement n° 49 rectifié *bis* est-il maintenu ?

Mme Anne Heinis. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 49 rectifié *bis* est retiré.

Monsieur Charasse, l'amendement n° 3 rectifié est-il maintenu ?

M. Michel Charasse. Si j'ai bien compris, le problème qui était soulevé par cet amendement est réglé.

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Oui, monsieur le sénateur.

M. Michel Charasse. Donc, l'amendement ne se justifie plus. Dans ce cas, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 3 rectifié est retiré.

Je vais mettre aux voix l'amendement n° 140.

M. Roger Chinaud. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Chinaud.

M. Roger Chinaud. Nous voilà encore dans la chronique de Magny-Cours, que M. Charasse, en son temps, aurait pu nous présenter en l'appelant Magny-Cher !

Vous avez parlé, monsieur Charasse, tout à l'heure, d'un problème de fond. A ce sujet, c'est le moins qu'on puisse dire. Vous savez dans quel sens nous avons, en ce qui nous concerne depuis quelques années, l'habitude de discuter de « fonds », mais ce sont de vrais « fonds » !

Pourquoi suis-je opposé à l'amendement ?

En vérité, monsieur le ministre, dans l'état de panique intellectuelle qui correspond à la manière dont le Gouvernement conduit ses actions ces derniers temps, vous nous proposez un système qui a l'air de vouloir appliquer la loi Evin, mais c'est pour tomber de Charybde en Scylla.

Vos collègues du Gouvernement - j'en vois au moins un auprès de vous - n'auraient-ils pas été tentés de vous faire remarquer - peut-être l'ont-ils fait, mais pourquoi dans ce cas le passer sous silence ? - que vous êtes en train de violer un projet de loi qui est en navette et auquel, dans la Nièvre, on attache beaucoup d'importance, tout au moins par l'intermédiaire du Premier ministre, à savoir le projet de loi anticorruption ?

On nous a raconté des tas d'histoires en disant que ce marché de la publicité n'était pas clair, qu'il donnait lieu à des trafics financiers épouvantables. On essayait de faire de cette noble profession, la profession la plus coupable de ce pays.

Qu'êtes-vous en train de faire ? Vous êtes en train de mener une opération de racket pire que celles auxquelles se livreraient ceux dont vous attaquez l'ensemble des activités, car vous taxez une activité économique du même montant que celui qu'elle aurait consacré à une publicité, à la différence près que cette publicité n'apparaîtra pas. Cela ne s'apparenterait-il pas à une nouvelle affaire de fausses factures ?

M. Claude Estier. Oh !

M. Roger Chinaud. Il faut savoir de quoi on parle, monsieur Estier. Telle est la vérité.

M. Michel Charasse. Tout ce qui est excessif est dérisoire !

M. Roger Chinaud. Pour avoir l'air d'appliquer la loi, vous en contredisez une à laquelle vous nous avez dit que vous teniez !

Ayez le courage de dire qu'en vérité cela se traduira par une augmentation des charges. Les gouvernements socialistes en ont l'habitude depuis des années ! Cela se traduira aussi par une augmentation de la pression fiscale, indirecte peut-être, mais c'est la même chose, sur les contribuables et sur les consommateurs, c'est-à-dire sur plus de la moitié des Français, qui, pour longtemps encore, contribueront à la culture des productions de M. Nicot.

Au moins, dites-le clairement ! Comme, de toute façon, vous êtes incapable, compte tenu de la situation financière dans laquelle vous vous trouvez, de dégager sur nos ressources 500 millions de francs supplémentaires, cela va se traduire - je le répète - par une augmentation, en vérité déguisée, de la pression fiscale.

Mais j'attire votre attention sur le précédent argument que j'ai employé, à savoir le non-respect de la loi avec laquelle on nous « bassine ». On veut nous faire croire que vous allez révolutionner la morale ! Ah ! comme vous savez en parler, mais comme vous avez des difficultés, dans cette équipe gouvernementale, à l'appliquer !

Monsieur le ministre, j'en ai assez de l'hypocrisie, et je vous connais suffisamment pour savoir que cette hypocrisie n'est pas votre fait.

Aussi, permettez-moi de refuser de voter cet amendement après toutes les leçons que l'on nous a données. En vérité, pour avoir l'air d'appliquer une loi, vous refusez d'appliquer une de celles auxquelles le Premier ministre tient le plus. Très franchement, monsieur le ministre, ce n'est pas une démarche très élégante !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Monsieur le sénateur, je ne peux pas accepter vos arguments et je m'étonne de votre véhémence.

Vous dites que, d'un côté, nous taxons la profession des publicitaires et que, de l'autre, nous allons finalement augmenter les prélèvements indirects.

De quoi s'agit-il, monsieur le sénateur ? Il s'agit, en réalité, de lutter contre le tabagisme et de faire progresser la santé publique.

Comme nous l'ont confirmé les plus grands sages et les plus grands spécialistes en la matière, l'augmentation du prix du tabac est une des façons, sinon la façon la plus efficace, de lutter contre le tabagisme. Je ne fais pas seulement allusion aux professeurs responsables de la santé publique qui, en général, dissertent sur le sujet. Mais je pense, par exemple, à Jacques Toubon, qui vient de dire à l'Assemblée nationale que la seule façon intelligente de lutter contre le tabagisme consistait à augmenter le prix du tabac.

Honnêtement, ce point de vue ne me choque pas. Il s'agit peut-être d'une affaire de morale, mais surtout d'une affaire de santé publique. N'y ajoutons pas de considérations métaphysiques !

C'est une des vraies manières de supprimer la publicité, ce qui, en termes de dommages causés à la profession, est périlleux, je le sais bien. C'était vrai pour les journaux ; c'est vrai pour le sport automobile, ainsi que pour un certain nombre d'activités.

Par ailleurs, nous avons trouvé, grâce à ce débat, une façon de permettre, tout d'abord, au sport automobile de poursuivre ses activités - pour ceux que cela intéresse, c'est très important - ensuite, aux marques de tabac, d'une certaine manière, de poursuivre leurs activités, qui sont, à mon avis, dommageables pour la santé publique, enfin et surtout, à la jeunesse, d'échapper au formidable mensonge que constitue l'image de la force et du sport associée au tabac. Tel est bien le vrai mensonge !

Je serais très intéressé de savoir si M. Prost fume, si les pilotes automobiles, eux, sont partisans du tabac ! Je pense que non, et je crois que tous les sportifs seront d'accord avec moi pour dire que jeunesse, sport et tabac sont incompatibles.

M. Roger Chinaud. Dites-le également au Premier ministre, vous lui rendrez service : il fume !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je n'hésiterai pas !

Mme Anne Heinis. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Heinis.

Mme Anne Heinis. Monsieur le président, si j'ai retiré mon amendement tout à l'heure, c'était en raison des propos du Gouvernement, qui proposait d'alimenter le fonds pour le sport automobile.

En effet, mon amendement avait pour objet exclusif de permettre la continuité des courses automobiles et non de réintroduire une publicité quelconque en ce qui concerne les fumeurs et le tabac.

En conséquence, bien que je sois tout à fait sensible aux propos de mon collègue M. Chinaud, je suis favorable à l'amendement, si c'est la seule façon d'obtenir les fonds nécessaires à la poursuite du sport automobile.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Je voudrais dire d'abord à M. le ministre et à ceux de mes collègues qui avaient l'air d'en douter qu'il s'agissait non pas seulement de l'avenir de Magny-Cours, mais de celui de dizaines de circuits à travers la France et de dizaines d'équipes !

J'ajouterai ensuite que, dans les six mois qui ont précédé mon départ du Gouvernement - départ volontaire, comme vous le savez, contrairement à celui de M. Evin, et dans les conditions que vous connaissez - ... *(Exclamations sur diverses travées.)*

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Vous nous embarrassez !

M. Michel Charasse. Il a bien fait des réflexions sur moi, la semaine dernière, je peux bien me permettre de le « ramasser » lui aussi ! Je commence à en avoir un peu assez ! *(Nouvelles exclamations.)*

J'ai passé six mois à essayer de réparer, par des solutions publicitaires détournées, les effets de la loi sur toutes les écuries, notamment les écuries motocyclistes, qui n'avaient plus les moyens de fonctionner. Par conséquent, il ne s'agit pas uniquement de Magny-Cours et de la formule 1 !

Mme Marie-Claude Beaudeau. Il s'agit du sport en tant que tel !

M. Jean Chérioux. Vous avez été dans le même gouvernement, monsieur Charasse !

M. Michel Charasse. Et alors, vous aimez tous ceux auprès de qui vous siégez, vous ? On a bien le droit de ne pas être d'accord avec tout le monde ! Un gouvernement n'est pas forcément une équipe de « béni-oui-oui » ! *(Applaudissements sur les travées socialistes. - Exclamations sur les travées du RPR, de l'UREI et de l'union centriste.)* comme dirait mon ami Bernard Kouchner. Il en sait quelque chose !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Exactement !

M. Michel Charasse. Je ferai maintenant trois observations rapides.

Premièrement, si tous les efforts qui sont déployés ici ou là aboutissent, il n'y aura plus de fumeurs, donc plus d'argent pour la sécurité sociale, plus d'argent pour le sport.

En tout cas, je souligne entre parenthèses que la sécurité sociale et le sport ne peuvent vivre qu'avec l'argent du vice !

Deuxièmement, monsieur le ministre, je me rallierai complètement à ceux qui mènent le combat contre le tabac et le tabagisme le jour où on mènera celui que j'appelle de mes vœux pour qu'on arrête de vendre librement de la drogue dans les rues de Paris, dans l'indifférence générale, et pour que l'on prenne les mesures pour éviter les accidents du travail dont 60 p. 100 sont dus à l'alcoolisme. Mais, là, on ne fait rien ! *(Protestations sur certaines travées socialistes.)*

M. Roger Chinaud. Bravo ! Dites-le à M. Quilès !

M. Michel Charasse. Monsieur Chinaud, vous vous faites du mal ! *(M. Chinaud fait un signe de dénégation.)*

Si, vous vous faites du mal ! Je vous voyais tout à l'heure et je me disais : « Kouchner va sortir sa trousse ». *(Rires.)* Vous nous faites de la peine !

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Vous n'êtes pas mal tous les deux !

M. Michel Charasse. Ce que je disais en tout cas sur la drogue et l'alcoolisme au travail ne concerne pas particulièrement le ministre de la santé. Il sait l'affection que j'ai pour lui, et il sait bien que toutes ces affaires datent d'avant le moment où il est entré au Gouvernement.

Troisièmement, je ne voudrais pas que l'on considère que les cimetières ne sont remplis que d'anciens fumeurs. Malheureusement, les autres ne fumaient pas et j'ai tendance à considérer qu'ils sont plus nombreux, ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire.

Enfin, je souhaiterais que l'application de la loi anti-tabac soit aussi rigoureuse pour tout le monde qu'elle l'a été pour les sports motorisés car, je le redis aujourd'hui, cette loi n'est pas appliquée. Moi, je souffre quand je vois des gens qui continuent à fumer dans le hall d'un bureau de poste, au comptoir d'un bistrot, dans un restaurant, ou ailleurs. Or vous savez bien qu'une loi non appliquée porte atteinte à l'autorité de l'Etat et à l'autorité de la République, et cela m'est insupportable ! *(Applaudissements sur les travées socialistes. - Exclamations sur les travées du RPR, de l'UREI et de l'union centriste.)*

M. Roger Chinaud. Sacré Michel !

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. J'ose espérer que M. le ministre, dont nous n'oublions pas qu'il est un éminent praticien de la médecine, comme en témoignent les interventions courageuses qu'il fait en bien des points du globe où la faim et la guerre se développent, n'aura pas, avant la fin de mon intervention, à « sortir sa trousse », pour reprendre l'expression de notre éminent collègue M. Charasse.

L'amendement de M. Charasse, comme l'amendement qui a été défendu par notre collègue Mme Heinis, s'ils avaient été maintenus et s'ils avaient été adoptés, auraient conduit le Parlement à se déjuger et, après l'adoption de la loi Evin, à accepter, au motif qu'il faut soutenir un certain nombre de sports dont le développement nécessite des moyens financiers, de soutenir des activités de publicité fondamentalement contraires à la santé.

Le tabac, incontestablement, détruit. On est amené à déplorer chaque année la mort de dizaines de milliers de personnes que le tabac tue, soit qu'elles décèdent d'un cancer du poumon, soit que, comme vous l'indiquiez tout à l'heure, monsieur le ministre, leur système cardiovasculaire soit atteint.

C'est donc un devoir fondamental pour le Parlement, sachant la perte que, chaque année, la nation enregistre du fait du développement de la consommation du tabac, d'essayer de maintenir, par une attitude ferme, une politique de prévention et de ne pas se rendre complice de la diffusion du tabac.

Je sais bien qu'il y a une industrie automobile, je sais bien qu'il y a des activités sportives qui créent des emplois. Mais on pourrait se poser la question suivante : dans l'état actuel de notre monde, compte tenu des objectifs d'investissement qui devraient être poursuivis dans une société confrontée comme la nôtre au drame du chômage, compte tenu de la compétition internationale, compte tenu de ce qu'un sport désintéressé peut apporter à une nation, est-il nécessaire de continuer à admettre que l'on finance tant d'activités sportives par la publicité et que, par là même, au lieu de libérer le sport de l'argent on affecte au financement du sport des sommes considérables qui pourraient être mieux utilisées ailleurs ?

Je considère qu'une réflexion doit être menée sur ce point.

Alors que la France est interpellée par les problèmes de la faim dans le monde, par la nécessité du développement et par les devoirs de la lutte contre le chômage, doit-on laisser, à travers la publicité, des sommes aussi considérables s'engouffrer dans des actions qui ne sont pas prioritaires pour notre société ? N'y-a-t-il pas là une contradiction fondamentale ?

M. Pierre Fauchon. Bravo !

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le ministre, ce qui m'inquiète, c'est que, dans une certaine mesure, votre amendement n'est pas véritablement celui d'un gouvernement qui considère comme prioritaire la lutte contre le tabagisme.

Il s'agit d'une sorte de compromis. Au motif que, à l'étranger, la publicité pour le tabac peut continuer à financer un certain nombre de manifestations sportives, on va accepter en France la retransmission télévisée de ces manifestations.

Cette disposition me paraît regrettable. C'est la raison pour laquelle je ne voterai pas cet amendement.

Mme Michelle Demessine. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Demessine.

Mme Michelle Demessine. Je remarquerai d'abord que l'on traite avec beaucoup de désinvolture de drames humains et que l'on fait des parallèles qui n'en sont pas, au moins au regard de ce que vivent les gens.

Lors de la discussion générale, mon amie Mme Frayssé-Cazalis a regretté que le débat qui s'était engagé sur l'interdiction de la publicité en faveur des produits du tabac lors de la retransmission des compétitions de sports mécaniques ait eu lieu à partir de considérations politiciennes.

Les problèmes de fond, notamment la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, ainsi que le financement du sport en général, sont exclus de cette polémique.

Nous avions voté contre la loi Evin, car elle ne s'attaquait pas résolument aux causes réelles et aux conséquences du tabagisme. Nous avions dénoncé les risques des mesures sur la publicité, tant pour notre agriculture que pour la santé des personnes qui seraient encouragées à fumer des tabacs étrangers, lesquels seraient moins contrôlés. Ceux qui polémiquent aujourd'hui n'avaient pas tous ce souci.

Les élus communistes réclament de longue date un débat approfondi sur le sport en général et sur son financement. Ce débat est attendu par l'ensemble des sportifs.

Aussi, nous nous refusons à entrer dans une telle polémique, qui est bien éloignée des préoccupations quotidiennes de nos concitoyens. Ceux-ci sont d'ailleurs outrés par les masses financières en jeu au regard des besoins sociaux non satisfaits dans notre pays et partout dans le monde.

La santé et le sport n'y trouvent pas leur place et ils méritent mieux. Comme il n'est pas possible d'aborder sérieusement ces questions, les membres du groupe communiste ne participeront pas au vote sur l'amendement n° 140.

M. Jacques Habert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, voilà des années que la Haute Assemblée se préoccupe de cette question.

Moi-même, en 1976, j'ai cosigné un amendement proposé par le professeur Henriet, qui siégeait alors dans cet hémicycle. C'est à la suite de l'adoption de cet amendement qu'a été inscrite sur les paquets de cigarettes la mention suivante : « l'abus du tabac est dangereux ». Cela représentait déjà un premier pas.

Je ne puis donc être suspect de défendre les compagnies de tabac et leurs méthodes de publicité. Cependant, c'est ce que je vais faire à un moment où une certaine dérive des dispositions légales met en péril un secteur essentiel de nos industries nationales.

J'ai voté, évidemment, la loi Evin du 10 janvier 1991. Toutefois, je fais observer que l'article qui interdisait toute publicité « directe ou indirecte en faveur du tabac » comportait un alinéa ainsi rédigé : « Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux manifestations sportives réservées aux véhicules à moteur dont la liste sera établie par arrêté ministériel. »

Le mal, monsieur le ministre, est venu de cet arrêté ministériel qui a été extrêmement mal rédigé,...

M. Michel Charasse. C'est la loi Veil !

M. Jacques Habert. ... puisque l'opprobre et les restrictions ont été réservés aux firmes qui étaient entrées dans la formule 1 après le 9 juillet 1976, date de la publication de la loi Veil.

Or, justement, Williams-Renault se trouvait dans ce cas. Aussi le tribunal de grande instance de Quimper s'est-il précipité dans cette faille. Souvent, hélas ! les Français témoignent d'une ardeur particulière lorsqu'il s'agit de lutter contre d'autres Français... Aux termes du jugement rendu par ce tribunal, Renault et son associé ont été condamnés à faire disparaître toute indication de parrainage sur leurs voitures, sous peine d'une astreinte de 35 millions de francs par Grand prix.

La réponse de la fédération internationale du sport automobile a été de supprimer toutes les compétitions en France. Les rallyes, les championnats et les Grands prix, pas seulement celui de Magny-Cours, ne pourront plus avoir lieu chez nous : ils iront à l'étranger. Vous connaissez le tollé ainsi soulevé dans toute l'industrie automobile française !

Plusieurs de nos collègues, sur toutes les travées, ont déposé des amendements sur ce sujet : à droite, Mme Heinis, MM. Poniatowski, du Luart, Cossé-Brissac ; à gauche, MM. Charasse, Signé, Charmant ; au centre, M. Lacour. Ce dernier amendement, faute d'avoir été cosigné par les membres du groupe de l'union centriste, n'a pu être défendu.

Il n'en reste pas moins qu'un véritable courant d'opinion s'est exprimé, venant de tous les horizons politiques, pour refuser les conséquences funestes de certaines dispositions de la loi. Il faut en tenir compte.

C'est ce qu'a fait le Gouvernement en déposant son amendement n° 140. Il n'est pas possible, semble-t-il, de résoudre, pour le moment, la question de fond. L'adoption des trois amendements précités, ou de l'un d'eux, apparaîtrait contraire à l'esprit de la loi.

Dans cette conjoncture, il convenait de trouver un moyen terme. Vous l'avez fait, monsieur le ministre. Votre initiative me paraît opportune. Vous proposez qu'aucune poursuite pénale ne puisse être engagée cette année. Cela nous permettra de parer au plus pressé et de réfléchir aux solutions possibles.

Il faut faire une pause, se donner quelques mois, afin de nous préserver des graves conséquences que la loi Evin pourrait avoir sur les sports automobiles. Nous devons étudier de nouveau ce problème, notamment sous l'angle d'une meilleure utilisation des bénéfices considérables que réalisent les compagnies de tabac. A cet égard, ne conviendrait-il pas d'examiner l'exemple des Etats-Unis ?

Les grandes marques de tabac américaines, avec ou sans publicité, disposent de capitaux et de vastes moyens qu'elles cherchent à employer au mieux. Pourquoi ne pas leur imposer, par exemple, de faire des dons très importants aux hôpitaux pour la lutte contre le cancer, comme cela se fait en Amérique, et pourquoi leur interdire de soutenir les compétitions sportives, ou toute autre activité saine et utile ?

Personnellement, je ne pense pas que l'utilisation d'un nom de cigarette dans un hôpital, un stade, un circuit sportif ou toute autre œuvre bénéfique à la santé publique soit vraiment une incitation à fumer. Il faut y réfléchir. L'amendement proposé nous en donne le temps.

La proposition du Gouvernement est judicieuse, même si elle n'est qu'un moyen terme, un compromis momentané qui ne traite pas la question sur le fond. Dans ces conditions, un certain nombre de nos collègues s'abstiendront. Mais la grande majorité d'entre nous votera cet amendement.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Il est difficile et peut-être inopportun d'évoquer un différend socialo-socialiste dans un débat d'une telle importance. Je voudrais remercier mon collègue et ami M. Charasse d'avoir provoqué ce débat en ayant déposé son amendement. Je pourrai même trouver quelques points d'accord avec lui.

La durée et l'importance du débat montrent, à l'évidence, que le Grand prix qui doit avoir lieu à Magny-Cours n'est pas le seul qui soit concerné, autrement le problème aurait été résolu rapidement. Aujourd'hui, nous voyons bien que nous soulevons un débat de fond.

Je suis d'accord avec M. Charasse pour dire qu'il est dommage qu'une loi ne soit pas appliquée ou soit mal appliquée. En effet, cela démontre un certain mépris pour le législateur. J'ajouterai qu'il en est de même de toute dérogation - et là, c'est encore plus grave - car elle altère le texte même de la loi.

Mais j'ai plusieurs points de désaccord avec M. Charasse. On ne ferait rien contre le trafic de drogue, a-t-il dit. Heureusement, les douaniers sont là pour montrer que l'on mène effectivement des interventions fortes et efficaces. Je ne peux donc le suivre sur ce terrain.

M. Michel Charasse. Oui, mais pas à Barbès !

M. Franck Sérusclat. Peut-être. Il faudra voir si les douaniers, grâce à leurs nouveaux pouvoirs, peuvent intervenir aussi à Barbès.

Lorsque M. Charasse a présenté son amendement, à aucun moment il n'a évoqué le souci de la santé publique. Il est vrai qu'il ne pouvait pas l'évoquer car s'il l'avait fait, il n'aurait alors pu développer ses arguments en faveur de la publicité sur le tabac.

Par ailleurs, je ne crois pas que nous soyons encore obligés de réfléchir pour trouver des solutions. La proposition est à très court terme. Aussi, ou bien on a déjà trouvé les solutions, comme pour le Tour de France, ou on ne les trouvera pas, même si l'on a un ou deux ans devant soi. Par conséquent, cet amendement est un accroc important, qui permettra ensuite de dérouler toute la pelote et cette loi concernant uniquement la publicité ne sera donc pas appliquée.

Mais, je le répète, M. Charasse a bien fait, en définitive, d'ouvrir ce débat pour contraindre le Gouvernement à trouver une solution claire et, d'une certaine façon, à commencer à libérer notre société des commandements intolérables de la publicité. Que nous le voulions ou non, nous sommes tous de fragiles consommateurs dans tous les domaines, et toute publicité quelle qu'elle soit a une influence sur notre comportement. On sait aujourd'hui que le nombre de cancers sera, dans dix ans, non pas de 65 000, mais de 130 000. *(M. le ministre acquiesce.)*

En effet, il existe une faiblesse juvénile...

M. Jean-Pierre Fourcade, *président de la commission des affaires sociales.* Due à la publicité !

M. Franck Sérusclat. ... mais aussi une faiblesse de la part d'adultes qui demeurent des enfants devant la publicité et qui cèdent.

C'est le point de désaccord majeur avec M. Charasse et les deux cosignataires de l'amendement, mais je n'étais pas le seul du groupe socialiste à être en désaccord !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Le groupe a voté !

M. Franck Sérusclat. Le groupe a voté, dites-vous. Cette interruption me navre, car elle ne correspond pas à votre image, ni à votre profond respect de la démocratie. Certes, le groupe a voté. Certains ont voté pour et d'autres ont voté contre, mais je n'en dirai pas plus.

Tout serait réglé. Dans ces conditions, j'insiste pour que le Gouvernement réponde, sans faux-fuyant et sans hypocrisie, à la dernière question de M. Michel Charasse. En effet, si tout est réglé, l'amendement n'a plus d'objet.

Nous sommes, nous socialistes, convaincus que cette démarche est bonne car elle s'inscrit contre une publicité et permet à la loi Evin d'être respectée dans son essence et ses applications pratiques.

Reste l'amendement n° 140, qui est l'amorce de cette évolution. Le groupe socialiste le votera. Il n'en demeure pas moins que l'article 25 sera maintenu, ce qui peut être profondément irritant. Mais il n'en demeure pas moins aussi que les systèmes ont leur logique et que, aujourd'hui, quoi que l'on dise contre l'information par la télévision, les moyens techniques sont tels qu'on ne peut l'empêcher.

Nous sommes donc dans une situation paradoxale : nous nous apercevons que des choix scientifiques et techniques qui n'ont pas été suffisamment évalués mènent petit à petit la société vers une évolution qu'elle ne souhaiterait pas.

C'est pourquoi, je le répète, il faut, par tous les moyens, tenter d'échapper aux commandements intolérables de la publicité. La vocation de cette dernière, c'est non pas de dire la vérité ou d'informer, mais de faire admettre que tel produit est bon, est meilleur et qu'il faut donc l'acheter. C'est un autre problème, mais il est lié à ce débat.

Au fond, les deux points majeurs, à savoir le respect de la santé publique et la protection contre la publicité, peuvent nous amener aujourd'hui à accepter la démarche du Gouvernement.

Le débat provoqué en partie par nos collègues MM. Charasse, Signé et Charmant méritait d'avoir lieu. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. Ernest Cartigny. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Cartigny.

M. Ernest Cartigny. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, sans doute nous trouvons-nous devant un moyen terme matérialisé par l'amendement n° 140 du Gouvernement. Sans doute est-ce en quelque sorte une mesure conservatoire, qui vise à ne pas casser une machine industrielle qui, avec le sport mécanique, concerne de nombreux travailleurs en France et beaucoup de recherches.

Personnellement, je ne participerai pas à ce scrutin ; il me paraît en effet incroyable d'entendre les uns et les autres s'exprimer de cette façon.

Sans doute tous les arguments ont-ils été largement exposés, et ce d'une manière fort talentueuse. Tout à l'heure, j'entendais M. le ministre défendre la santé publique - et avec quel talent ! Mais comment peut-on être à la fois celui qui interdit, au nom de la santé publique, celui qui va surtaxer, au nom de la santé publique, et le dealer qui fournit cette drogue, qui est un poison puisque lui-même le dit ?

On a un peu l'impression que nous sommes dans une situation ubuesque. C'est le fond du problème qu'il faudra, un jour, avoir le courage de traiter, afin de savoir si l'Etat peut être à la fois le gendarme et le voleur ! *(Applaudissements sur certaines travées du RDE, de l'union centriste et de l'UREI.)*

Mme Hélène Missoffe. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Missoffe.

Mme Hélène Missoffe. Je serai très brève puisque tous les problèmes d'ordre sanitaire ont été évoqués.

Jusqu'à nouvel ordre, je croyais que nous ne votions pas pour des ressources affectées.

Quand, lors de l'examen d'un projet de loi, nous voulons affecter à une action spécifique des recettes que nous créons - à condition, bien sûr, que le Gouvernement ne demande pas l'application de l'article 40 de la Constitution ! on nous dit que c'est impossible.

Je suis bien sûr contre la publicité en faveur du tabac. Etant moi-même fumeuse, je sens à quel point c'est répréhensible. Cela dit, je ne souscris pas à cette discussion surréaliste concernant l'affectation des sommes dégagées par une augmentation du prix de vente du tabac aux circuits automobiles, et à celui de Magny-Cours en particulier. Par conséquent, je ne prendrai pas part au vote. *(Applaudissements sur les travées du RPR, de l'UREI et de l'union centriste.)*

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Madame Missoffe, nous ne votons en aucun cas sur l'affectation des crédits aux circuits automobiles. Si nous avons certes dit que ces derniers - il y a le circuit de Magny-Cours, celui du Castelet, mais également des dizaines d'autres de moindre importance ! - seraient concernés par cette affectation, ce n'est toutefois pas sur ce point que porte l'amendement n° 140, que nous soumettons au vote du Sénat.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 140, pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant de la commission des affaires sociales et du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 37 :

Nombre des votants	292
Nombre des suffrages exprimés	276
Majorité absolue des suffrages exprimés	139
Pour l'adoption	272
Contre	4

Le Sénat a adopté.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 25, ainsi modifié.

(L'article 25 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 25 *(priorité)*

M. le président. Je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 5 rectifié *bis*, M. Charasse et les membres du groupe socialiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 25, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 modifiée relative à la lutte contre le tabagisme, tel qu'il résulte de l'article 3 de la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Elles ne s'appliquent pas non plus aux publications éditées par les organisations professionnelles de producteurs, fabricants et distributeurs des produits du tabac et qui sont réservées à leurs adhérents ni aux publications professionnelles spécialisées dont la liste sera établie par arrêté ministériel. »

Par amendement n° 48, rectifié *ter*, MM. Poniatowski, Revol, du Luart, d'Aillière, de Cossé-Brissac, Clouet, Vallon et Mme Heinis proposent d'insérer, après l'article 25, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après le premier alinéa de l'article L. 355-24 du code de la santé publique est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux publications professionnelles spécialisées dont la liste sera arrêtée par arrêté ministériel. »

Par amendement n° 79, M. Cluzel et les membres du groupe de l'union centriste proposent d'insérer, après l'article 25, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 2 de la loi n° 76-616 du 9 juillet 1976 modifiée par la loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme est complété, in fine, par un alinéa ainsi rédigé :

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux publications professionnelles spécialisées dont la liste sera établie par arrêté ministériel ».

La parole est à M. Charasse, pour défendre l'amendement n° 5 rectifié *bis*.

M. Michel Charasse. Cette proposition très simple ne devrait pas susciter les tempêtes qu'a soulevées la précédente.

La loi concernant la publicité - ou plus exactement la contre-publicité - en faveur des produits du tabac est rédigée d'une manière si stricte et si générale qu'elle aboutit à interdire non seulement la publicité dans les journaux, à la radio,

à la télévision et par voie de presse, mais également toute mention publicitaire, si faible soit-elle, dans les publications professionnelles destinées aux buralistes, aux producteurs de tabac, aux fabricants.

L'intention du législateur n'était sans doute pas d'aller aussi loin, d'autant que la loi Evin a expressément préservé la possibilité, pour les bureaux de tabac, de conserver des enseignes ou affichettes, pourvu qu'elles ne soient pas visibles de l'extérieur.

La loi relative à la publicité sur le tabac doit donc exclure de son champ d'application la presse professionnelle qui est adressée aux adhérents des diverses professions concernées par le tabac.

Au moment où la loi de 1991 a été examinée, M. Evin avait pris un engagement aux termes duquel le problème serait réglé par décret. Mais on ne peut décider par décret dans quels cas les poursuites pénales s'appliquent ou ne s'appliquent pas ! Cela relève du domaine de la loi !

C'est la raison pour laquelle je propose cette petite dérogation, qui ne devrait pas poser de problème. Elle concerne, d'une part, tout ce que les professionnels du tabac - c'est-à-dire producteurs, fabricants et distributeurs - envoient à leurs adhérents, c'est-à-dire aux membres de leur syndicat professionnel et, d'autre part, les publications professionnelles qui sont éditées par des tiers pour le compte de ces professions. Mais, dans ce dernier cas, leur liste sera limitativement fixée par arrêté ministériel.

Telle est la portée, vraiment très limitée, de cette disposition, dont personne ne pourra nous faire croire qu'elle démantèle la loi relative à la publicité sur le tabac.

M. le président. La parole est à Mme Heinis, pour défendre l'amendement n° 48 rectifié *ter*.

Mme Anne Heinis. L'objet de l'amendement n° 5 rectifié *bis*, que vient de présenter M. Charasse, étant identique au nôtre, nous nous y rallions.

M. le président. L'amendement n° 48 rectifié *ter* est retiré.

La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 79.

M. Jean Madelain. L'amendement n° 79 a le même objet et procède de la même inspiration que celui de M. Charasse, auquel nous nous rallions nous aussi.

M. le président. L'amendement n° 79 est retiré.

Je suis saisi à l'instant d'un sous-amendement n° 146, présenté par M. Dreyfus-Schmidt, et tendant à ajouter, à la fin du texte proposé par l'amendement n° 5 rectifié *bis*, les alinéas suivants :

« Il est interdit d'enseigner dans les écoles, lycées et universités de la République :

« J'ai du bon tabac dans ma tabatière » (chanson populaire) ;

« La pipe du papa du pape Pie pue » (Prévert) ;

« Ça, monsieur, lorsque vous pétunez,

« La vapeur du tabac vous sort-elle du nez

« Sans qu'un voisin ne crie au feu de cheminée ? » (Rostand).

La parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Avec ce sous-amendement, mon ami Michel Charasse et moi-même - car il en est cosignataire - ...

M. le président. Non, monsieur Dreyfus-Schmidt ! Ou alors, ce sous-amendement n'est pas recevable : M. Charasse ne peut être signataire d'un sous-amendement à son amendement, il ne peut que rectifier celui-ci. Et, dans ce cas, vous ne pouvez plus vous exprimer.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. J'aurais pu contresigner l'amendement de M. Charasse et parler en tant qu'auteur, mais je revendique la paternité de ce sous-amendement, qui n'a d'autre objet que d'attirer l'attention du Sénat, du Gouvernement et de certains de nos amis qui estiment que toute publicité doit être bannie : si nous les suivions, nous risquerions d'en arriver jusqu'à empêcher le seul passage du nom d'une marque de cigarettes sur les écrans de la télévision.

Il ne faudrait pas que cela nous entraîne à des excès tels que celui que je propose - de façon volontairement provocatrice, évidemment - avec mon sous-amendement : il ne faudrait pas que l'on en arrive à censurer les films où l'on voit quelqu'un en train de fumer un cigare, une cigarette ou une pipe !

Cela étant, nous vous remercions, monsieur le ministre, de la consultation gratuite que vous nous avez donnée tout à l'heure et qui, je dois le dire, m'inquiète. En effet, j'ai toujours cru que la fédération de cardiologie ne donnait qu'un seul point d'aggravation pour le cigare et pour la pipe, alors qu'elle en donne un toutes les cinq cigarettes. Je croyais donc qu'il y avait moins de gravité à fumer le cigare et la pipe qu'à fumer la cigarette ! Mais j'enregistre, sous cette réserve, la consultation que vous nous avez donnée, monsieur le ministre de la santé.

Je vous remercie également de m'avoir donné l'occasion d'exposer ce sous-amendement, qui avait uniquement pour objet, je le répète, d'attirer l'attention de chacun sur les risques d'un excès de réglementation.

Cela étant dit, nous le retirons.

M. le président. C'est un pluriel de majesté ! *(Sourires.)*

Le sous-amendement n° 146 est retiré.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 5 rectifié *bis* ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Le Gouvernement s'en remet également à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 5 rectifié *bis*.

M. Jacques Habert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Je souhaite suggérer à M. Dreyfus-Schmidt de faire retirer de notre trombinoscope la photo de l'un des vice-présidents du Sénat en train de fumer la pipe. C'est, en effet, une propagande tout à fait extraordinaire pour le tabac ! *(Rires.)*

Cela dit, cet amendement nous paraît tout à fait judicieux et, pour notre part, nous le voterons.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Cet amendement sera voté sans réserve par l'ensemble des membres du groupe socialiste, parce qu'il ne faut pas confondre publicité et information.

Je le répète, nous devons échapper à la publicité. Pour autant, nous ne devons pas empêcher les professionnels d'obtenir, par le biais de leurs publications, les informations qui leur permettent de faire leur travail ou d'opérer leurs choix.

Par conséquent, dans la mesure où il intéresse un circuit relativement fermé - même s'il apparaît trop large pour tous ceux qui s'intéressent à la question - nous voterons cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 5 rectifié *bis*, pour lequel la commission et le Gouvernement s'en remettent à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 25.

Demande de priorité

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Monsieur le président, je demande que soient examinés en priorité les articles 14 à 19 *quater*, ainsi que les amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 19 *quater*.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de priorité ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Favorable.

M. le président. La priorité est ordonnée.

TITRE II
MESURES RELATIVES À LA SANTÉ PUBLIQUE

Article 14 *(priorité)*

M. le président. « Art. 14. - Le livre Ier du code de la santé publique, "Protection générale de la santé publique", est complété par un titre IV ainsi rédigé :

« TITRE IV

« LUTTE CONTRE LES INTOXICATIONS

« *Art. L. 145-1.* - Les centres antipoison, définis à l'article L. 711-9, et l'organisme agrée visé à l'article L. 145-2 ont accès à la composition de toute préparation dans l'exercice de leurs missions de conseil, de soins ou de prévention en vue d'en prévenir les effets sur la santé ou de répondre à toute demande d'ordre médical destinée au traitement des affections induites par ces produits, en particulier en cas d'urgence.

« Les fabricants, les importateurs ou les vendeurs de préparations chimiques doivent fournir la composition de toutes préparations aux centres antipoison ou à l'organisme agréé visé à l'article L. 145-2 dès qu'ils leur en font la demande.

« Ils sont libérés de cette obligation lorsque les informations concernant ces préparations ont déjà été données à l'organisme agréé visé à l'article L. 626-1.

« *Art. L. 145-2.* - Les compositions recueillies par les centres antipoison sont transmises, dans des conditions assurant leur confidentialité, à un organisme chargé de centraliser ces informations et agréé par le ministre chargé de la santé.

« *Art. L. 145-3.* - Un décret en Conseil d'Etat définit le contenu de l'information transmise aux centres antipoison ou au centre agréé et les conditions dans lesquelles ce dernier fournit les informations et les personnes qui y ont accès de façon à assurer leur confidentialité.

« *Art. L. 145-4.* - Les personnes ayant accès à ces informations sont tenues au secret professionnel dans les conditions et sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

« Le secret professionnel ne peut toutefois être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

« *Art. L. 145-5.* - Sera puni d'une amende de 500 F à 15 000 F tout fabricant, importateur ou vendeur de préparation chimique qui ne s'acquitte pas des obligations prévues à l'article L. 145-1. »

ARTICLE L. 145-1
DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 119, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger ainsi le deuxième alinéa du texte présenté par l'article 14 pour l'article L. 145-1 du code de la santé publique :

« Les fabricants, les importateurs ou les vendeurs de toutes préparations doivent fournir leur composition aux centres antipoison ou à l'organisme agréé visé à l'article L. 145-2 dès qu'ils en font la demande. »

Par amendement n° 51, MM. Sérusclat et Bœuf, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent, au deuxième alinéa du texte présenté par l'article 14 pour l'article L. 145-1 du code de la santé publique, de supprimer le mot : « chimique ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 119.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'Assemblée nationale a décidé que les centres antipoison auraient accès à la composition de toutes préparations chimiques et non chimiques. L'amendement de la commission n'a d'autre objet que de rendre le deuxième alinéa de l'article L. 145-1 cohérent avec le premier alinéa de ce même article.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat, pour défendre l'amendement n° 51.

M. Franck Sérusclat. L'amendement n° 119 a le même objet que notre amendement n° 51, mais il est rédigé de façon plus élégante et plus conforme aux règles de la langue française.

Avant donc de retirer mon amendement, je souhaite tout de même m'expliquer sur son origine. A l'initiative du syndicat des pharmaciens, j'ai été, voilà maintenant quelques années, à l'origine de la création du premier SVP toxicologique, premier non seulement dans le département du Rhône mais en France.

Les premières difficultés que nous avons rencontrées sont nées de notre ignorance de la nature des différents liquides que les enfants, surtout eux, pourrai absorber. Je pense notamment aux détergents : on ne savait rien et on ne voyait que des bulles !

Aussi, j'ai estimé qu'il était très important que la teneur de toutes les préparations de droguerie, et même les préparations culinaires qui peuvent elles aussi être dangereuses dans certaines conditions, soit communiquée aux centres antipoison qui se sont créés depuis en France.

Je retire mon amendement pour me rallier à celui de la commission.

M. le président. L'amendement n° 51 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 119 ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Je sais que l'amendement n° 51 a été retiré, mais je souhaite apporter des explications qui me semblent importantes pour le débat.

Ayant eu l'écho de certaines inquiétudes suscitées par ce texte chez des industriels de l'alimentation, je précise que les fabricants de produits alimentaires ne sont pas visés directement par cet article, et ce pour trois raisons.

Tout d'abord, selon la définition même donnée par le code de la santé publique, les produits alimentaires n'entrent pas dans le cadre des préparations considérées.

En outre, la composition du produit apparaît obligatoirement sur son conditionnement. Elle est connue et n'a donc pas à être communiquée.

Enfin, le fabricant, l'importateur ou le vendeur n'a pas d'obligation de communication, comme c'est le cas pour les substances dangereuses, mais a l'obligation de répondre aux sollicitations des centres antipoison.

Compte tenu de ce que je viens d'indiquer concernant le conditionnement des produits alimentaires, ce type de situation devrait être tout à fait exceptionnel.

Le Gouvernement est, par ailleurs, favorable à l'amendement n° 119.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 119, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 145-1 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLE L. 145-2
DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Par amendement n° 133, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le texte présenté par l'article 14 pour l'article L. 145-2 du code de la santé publique :

« *Art. L. 145-2.* - Les compositions recueillies par les centres antipoisons sont transmises, dans des conditions assurant leur confidentialité, à l'organisme agréé visé à l'article L. 626-1 chargé de centraliser ces informations. »

La parole est à M. le ministre.

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Il s'agit d'introduire une précision qui a été souhaitée par les industriels : le centre agréé pour centraliser les informations sera le même pour l'ensemble des substances, dangereuses et non dangereuses.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 133, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, le texte proposé pour l'article L. 145-2 du code de la santé publique est ainsi rédigé.

ARTICLES L. 145-3 ET L. 145-4
DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Sur les textes proposés pour les articles L. 145-3 et L. 145-4 du code de la santé publique, je ne suis saisi d'aucun amendement.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 145-3 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le texte proposé pour l'article L. 145-4 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

ARTICLE L. 145-5
DU CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

M. le président. Par amendement n° 22, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose, dans le texte présenté par l'article 14 pour l'article L. 145-5 du code de la santé publique, de supprimer le mot : « chimique ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de conséquence avec l'amendement n° 119, qui vient d'être adopté.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 22, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, le texte proposé pour l'article L. 145-5 du code de la santé publique.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 14, modifié.

(L'article 14 est adopté.)

Article 15 *(priorité)*

M. le président. « Art. 15. - Le chapitre III *bis* du titre premier du livre II du code de la santé publique est complété par une section IV ainsi rédigée :

« Section IV

« Entrave à l'interruption volontaire de grossesse

« *Art. L. 162-15.* - Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2 000 F à 30 000 F ou de l'une de ces deux peines seulement le fait d'empêcher ou de tenter d'empêcher une interruption volontaire de grossesse ou les actes préalables prévus par les articles L. 162-3 à L. 162-8 :

« - soit en perturbant l'accès aux établissements visés à l'article L. 162-2 ou la libre circulation des personnes à l'intérieur de ces établissements ;

« - soit en exerçant des menaces ou tout acte d'intimidation à l'encontre des personnels médicaux et non médicaux travaillant dans ces établissements ou des femmes venues y subir une interruption volontaire de grossesse.

« *Art. L. 162-15-1.* - Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet statutaire comporte la défense des droits des femmes à accéder à la contraception et à l'avortement, peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions prévues par l'article L. 162-15 lorsque les faits ont été commis en vue d'empêcher ou de tenter d'empêcher une interruption volontaire de grossesse ou les actes préalables prévus par les articles L. 162-3 à L. 162-8. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 23, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit cet article :

« Avant l'article L. 716-9 du code de la santé publique, il est inséré deux articles ainsi rédigés :

« *Art. L. 716-8-1.* - Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 2 000 francs à 30 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement le fait de perturber le fonctionnement d'un établissement de santé :

« - soit en entravant l'accès à l'établissement de santé ou la libre circulation des personnes à l'intérieur de cet établissement ;

« - soit en exerçant des menaces, ou tout acte d'intimidation à l'encontre des personnels médicaux et non médicaux travaillant dans cet établissement, ou des personnes qui recourent aux services de ce même établissement.

« *Art. L. 716-8-2.* - Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits, dont l'objet statutaire comporte la défense des droits des personnes accédant aux services offerts par les établissements de santé, peut exercer les droits reconnus à la partie civile, en ce qui concerne les infractions prévues par l'article L. 716-8-1. »

Par amendement n° 113, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent, dans la première phrase du texte présenté par l'article 15 pour l'article L. 162-15-1 du code de la santé publique, de supprimer les mots : « à accéder à la contraception et à l'avortement ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 23.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet article vise à punir l'entrave à l'interruption volontaire de grossesse. Le débat à l'Assemblée nationale a révélé, s'il en était besoin, que l'évocation de ce problème ne laissait pas les consciences indifférentes.

C'est pourquoi la spécification d'un délit particulier visant exclusivement la perturbation du fonctionnement des centres d'IVG est doublement critiquable.

Au plan de la pratique législative, d'abord, la méthode qui consiste à n'incriminer qu'une catégorie particulière de comportements dans un ensemble plus général, et ce uniquement en fonction de l'actualité, semble dégrader la loi pénale et, au-delà, la notion de droit.

Au plan moral, ensuite, cette spécification focalise l'attention sur un sujet toujours controversé alors que le problème peut être abordé d'un point de vue plus général, puisqu'il s'agit ici d'entraves au fonctionnement des services hospitaliers. Certaines pratiques médicales actuelles, aux frontières de la recherche et de l'expérimentation, risquent d'ailleurs d'être à l'origine de contestations diverses de la part de groupes qui s'y opposeraient, pour des raisons d'ordre éthique.

C'est pourquoi la commission des affaires sociales a considéré que la législation devait rester à un niveau de généralité qui ne soulève pas de controverse éthique. La répression de l'entrave au fonctionnement des établissements sanitaires, sans préciser le service en cause, dès lors qu'elle est conforme au droit positif, respecte l'éventuelle divergence d'appréciation morale sur ce droit positif et permet de légiférer sans porter atteinte à la liberté d'expression ni au droit de grève.

M. le président. La parole est à Mme Demessine, pour présenter l'amendement n° 113.

Mme Michelle Demessine. Nous approuvons les dispositions qui sanctionnent les activités des commandos anti-IVG.

L'Assemblée nationale a permis une grande avancée en autorisant certaines associations à se constituer partie civile, celles « dont l'objet statutaire comporte la défense des droits des femmes à accéder à la contraception et à l'avortement ». Mais il n'est pas possible de limiter le dispositif à ces seules associations, alors que d'autres, dont l'objet statutaire est beaucoup plus général - je pense à toutes les associations de

défense des droits des femmes - en seraient écartées. Or, l'accès à la contraception et le droit à l'avortement sont inclus, à l'évidence, dans leur objet statutaire.

Le texte du Gouvernement, en l'état actuel, introduit donc une discrimination à l'égard de ces associations, qui sont pourtant concernées directement par le dispositif, et qui sont, d'ailleurs, à l'origine de cette discussion. Je demande donc la suppression des précisions relatives à la contraception et à l'avortement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 113 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 23 et 113 ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Tout en appréciant les explications qui ont été fournies par M. le rapporteur, le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 23 et préfère une rédaction plus « ciblée ». L'histoire, en effet, nous a tristement prouvé, ces derniers temps, que des mesures simples seraient, sans doute, plus efficaces.

En revanche, je suis favorable à l'amendement n° 113 qui vient de nous être présenté.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 23.

Mme Michelle Demessine. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à Mme Demessine.

Mme Michelle Demessine. Monsieur le président, nous voterons contre l'amendement n° 23, car nous pensons que l'incrimination, trop large, pourrait être dangereuse, notamment pour le droit de grève.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. A première lecture, l'amendement de la commission semble le mieux à même de garantir le bon fonctionnement des hôpitaux. Mais, en fait, puisque sont visés ici les commandos anti-IVG, autant le préciser afin d'éviter toutes conséquences fâcheuses pour d'autres mouvements, notamment, comme vient de le dire Mme Demessine, les grèves.

Le groupe socialiste du Sénat n'a pas du tout l'intention d'interdire les mouvement de grève et votera donc l'amendement n° 113.

M. Jacques Habert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Nous sommes, de ce côté-ci de l'hémicycle, au contraire tout à fait favorables à l'amendement n° 23. Nous refusons précisément tout dispositif par trop « ciblé ».

L'amendement de la commission respecte, par la généralité de l'incrimination, la liberté de chacun. Si des commandos sont envoyés contre les établissements hospitaliers pour y créer le désordre, pour arrêter une opération - et pas seulement une interruption volontaire de grossesse - ou pour tout autre motif, ils doivent être réprimés.

C'est précisément ce que l'amendement de la commission permet et je m'étonne, monsieur le ministre, que vous ayez donné votre préférence à l'amendement du groupe communiste sur ce point. L'amendement de la commission est infiniment plus juste ; il élargit les possibilités d'action et ne pose nullement, à mes yeux, contrairement à ce que vient de dire M. Sérusclat, le problème du droit de grève.

Nous voterons donc l'amendement n° 23 de la commission des affaires sociales.

M. André Maman. Très bien !

M. Pierre Laffitte. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Laffitte.

M. Pierre Laffitte. Nótre groupe votera également l'amendement de la commision des affaires sociales.

Monsieur le ministre, la loi est la loi, et, sans mettre en cause le moins du monde le droit de grève, il s'agit de viser, au-delà des commandos anti-IVG, tous ceux qui pourraient éventuellement se manifester à l'avenir.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23, repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant de la commission des affaires sociales.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 38 :

Nombre des votants	316
Nombre des suffrages exprimés	316
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	232
Contre	84

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 15 est ainsi rédigé et l'amendement n° 113 n'a plus d'objet.

Mes chers collègues, nous avons examiné ce matin dix-sept amendements seulement, dont deux, certes, étaient très importants. Il en reste cent sept. Ce n'est qu'ensuite que nous aborderons la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992.

Demande de priorité

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Monsieur le président, je souhaiterais que M. le rapporteur demande que, à la reprise de nos travaux, soit examiné en priorité l'article 8 *bis.*

En effet, en cette fin de session, il est très difficile d'organiser son programme de travail, et je tiens à être présent lors de l'examen de cet article, car il reprend une proposition de loi que j'avais déposée voilà deux ans.

Si M. le rapporteur et M. le ministre faisaient droit à ma requête, cela me rendrait personnellement le plus grand service.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission va faire droit à la requête de M. Dreyfus-Schmidt et demande qu'à la reprise de la séance soit examiné, par priorité, l'article 8 *bis.*

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de priorité ?

M. Bernard Kouchner, *ministre de la santé et de l'action humanitaire.* Le Gouvernement y est favorable.

M. le président. La réserve est ordonnée.

Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre nos travaux ; ils seront repris à quinze heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à douze heures cinquante-cinq, est reprise à quinze heures dix.)

M. le président. La séance est reprise.

3

MODIFICATION DE L'ORDRE DU JOUR COMPLÉMENTAIRE

M. le président. La commission des lois demande que la discussion de la proposition de résolution de MM. Neuwirth, Cartigny, Habert, Hoeffel, Lucotte et Pasqua tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au

profit des collectivités locales, qui avait été inscrite à l'ordre du jour complémentaire de la séance du dimanche 20 décembre, soit avancée à l'ordre du jour complémentaire de la séance de demain, samedi 19 décembre.

Il n'y a pas d'opposition à cette demande de modification de l'ordre du jour ?...

L'ordre du jour est modifié en conséquence.

4

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. Nous reprenons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social.

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 8 *bis*, conformément à la priorité ordonnée, ce matin, par le Sénat.

Article 8 *bis (priorité)*

M. le président. « Art. 8 *bis*. - L'article L. 455-1 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Il en est de même lorsque l'accident causé par l'employeur, par ses préposés, ou par une personne appartenant à la même entreprise que la victime, bien qu'intervenant dans les conditions prévues à l'article L. 411-1, revêt le caractère d'un accident de la circulation au sens de l'article premier de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation. »

Sur cet article, la parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je tiens à remercier très vivement la commission et le Gouvernement d'avoir bien voulu accepter d'examiner l'article 8 *bis* en priorité. J'avais eu l'occasion, le 4 avril 1991, de déposer une proposition de loi, dont la philosophie était fort simple, tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes de certains accidents du travail.

J'évoquerai, tout d'abord, le cas du salarié accidenté dans une voiture conduite par un copréposé ou par un employeur. S'il s'agit d'un accident de trajet, ce salarié a non seulement droit à réparation au titre des accidents du travail - droit qui comprend, bien entendu, les indemnités journalières, le remboursement des prestations pharmaceutiques et les frais d'hospitalisation à 100 p. 100, voire, éventuellement, une rente - mais également celui d'intenter un recours contre le copréposé ou contre l'employeur, qui, bien sûr, sont eux-mêmes assurés pour le *pretium doloris*, le préjudice esthétique et l'éventuel complément d'incapacité permanente partielle calculé selon les règles du droit commun.

Si, en revanche, ce même salarié est accidenté dans un camion conduit par un copréposé, au cours d'un trajet non pas entre son domicile et l'entreprise, mais entre l'entreprise et le chantier, il n'a alors droit qu'aux réparations forfaitaires prévues par la législation des accidents du travail et n'a plus droit au recours qui lui permettrait d'obtenir le complément de son préjudice. Il y a là une injustice, comme le souligne d'ailleurs, à juste titre, le rapport de M. Dorion, dans lequel le principe même du préjudice n'est absolument pas nié.

C'est pourquoi nous proposons, purement et simplement, de traiter les accidents de la circulation de la même manière que les accidents de trajet.

Cela n'est pas si évident qu'il y paraît. Ainsi, selon la législation de 1945, l'accident de trajet était purement et simplement un accident du travail, il a fallu attendre 1963 pour qu'il soit traité comme je viens de le décrire, étant entendu que, depuis cette date, est intervenue l'obligation, pour l'employeur, de s'assurer. En 1988, la Cour de cassation a même estimé que si deux responsables sont en cause - l'employeur ou le copréposé, d'une part, un tiers, d'autre part - le salarié en question a droit à réparation intégrale du préjudice qu'il a subi. Par conséquent, cette situation était parfaitement injuste.

La défense, alors que cette réforme n'entraînerait pas une grande différence de coût, consiste à dire que la dépendance envers l'employeur est plus grande dans le cas d'un accident de mission que dans celui d'un accident de trajet, encore que ce soit le contrat de travail qui oblige à faire le trajet, bien évidemment.

Mais, j'enfonce là une porte ouverte, si vous me permettez l'expression, dans la mesure où, le 24 juin 1991, cette proposition de loi a été adoptée à l'unanimité par le Sénat sur le rapport de mon ami Franck Sérusclat, après les interventions percutantes de notre très regretté collègue Michel Darras et avec l'appui unanime de la commission des affaires sociales.

A la suite de l'adoption de cette proposition de loi, qui avait d'ailleurs été quelque peu améliorée par cette commission, j'ai eu l'excellente surprise de recevoir diverses lettres émanant du médiateur de la République, M. Paul Legatte.

Dans celle du 6 août 1991, il m'écrivait : « Le Sénat a adopté le 24 juin 1991 votre proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes d'accidents du travail. »

Il analysait ensuite le contenu de la proposition de loi et continuait ainsi : « Comme je partage votre sentiment, j'ai adressé à M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, Mme Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, M. Henri Nallet, garde des sceaux, ministre de la justice, et M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice, la lettre ci-jointe.

« J'en transmets également copie à M. Alain Poher, président du Sénat, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale. »

M. le médiateur de la République joignait à cette lettre une copie de celles qu'il adressait à ces différents destinataires pour les prier de faire leur possible afin que la proposition de loi soit également adoptée par l'Assemblée nationale dans les meilleurs délais. C'est ainsi qu'il leur écrivait : « Je vous serais obligé de me faire parvenir votre sentiment à ce sujet dans un délai de trois mois. »

M. Legatte a quitté ses fonctions sans que le texte ait été repris à l'Assemblée nationale. Un nouveau médiateur a été nommé, M. Jacques Pelletier, qui, par lettre du 27 mai 1992, spontanément encore m'écrivait : « Par lettre du 6 août 1991, mon prédécesseur vous a fait part de son sentiment sur votre proposition de loi tendant à ouvrir de nouvelles possibilités de recours aux victimes d'accidents du travail.

« Aucune réponse n'a été reçue par le médiateur de la République. Cependant, comme votre proposition de loi constituerait, si elle était adoptée, un progrès, j'adresse ce même jour aux ministres concernés et à M. Henri Emmanuelli des lettres dont vous trouverez copie jointe. »

Ces lettres étaient envoyées à M. Michel Vauzelle, Mme Aubry, ainsi qu'à - je le cite en dernier pour créer un effet de surprise - M. Teulade, ministre des affaires sociales.

Voilà donc une proposition qui devrait se présenter sous les meilleurs auspices. La commission des affaires sociales, nous le verrons dans un instant, l'a adoptée dans les termes qu'elle avait retenus précédemment. Elle a toutefois ajouté - visiblement à la demande du Gouvernement, puisque M. le ministre s'en était fait l'écho à l'Assemblée nationale - qu'un recours pourrait être engagé, dans les termes du droit commun, par le salarié contre le copréposé ou l'employeur, en cas d'accident de la circulation, à la condition que l'accident ait eu lieu sur la voie publique - je le conçois, car il en est de même dans le cas des accidents de trajet - excluant également les véhicules à moteur terrestres qui ne seraient pas immatriculés.

Je suppose qu'il s'agit des engins de chantier. Je pense que si les engins de chantier sont parfois autorisés à emprunter les voies publiques, en cas d'accident de la circulation du fait du copréposé ou de l'employeur, il n'y a aucune raison de les exclure.

Je crois savoir que certains verraient un inconvénient à ce que ce texte soit d'application immédiate parce qu'un article du code des assurances exclurait ces engins. Il suffit d'abroger l'article en question et d'ajouter que toute clause appliquant ces dispositions du code des assurances est nulle et non avenue. Il y aura enfin égalité entre les salariés qui sont victimes d'un accident de la circulation.

M. le président. Sur l'article 8 *bis*, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 68, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 13, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit cet article :

« Après l'article L. 455-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 455-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 455-1-1.* - La victime peut se prévaloir d'une réparation complémentaire dans les conditions prévues aux articles L. 454-1 et L. 455-2 lorsque l'accident défini à l'article L. 411-1 est un accident de la circulation au sens de l'article premier de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985, tendant à l'amélioration de la situation des victimes d'accidents de la circulation et à l'accélération des procédures d'indemnisation, et que le véhicule est :

« - soit conduit par l'employeur, un préposé ou une personne appartenant à la même entreprise que la victime ;

« - soit placé sous la garde de l'employeur ou de toute personne appartenant à cette entreprise.

« Cette réparation est régie par les dispositions de la loi du 5 juillet 1985 précitée.

« Les dispositions du présent article ne s'appliquent que si l'accident survient sur une voie ouverte à la circulation publique et implique un véhicule terrestre à moteur soumis à immatriculation en application du code de la route. »

La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 68.

M. Jean Madelain. L'article 8 *bis* vise à étendre aux accidents du travail qui constituent des accidents de la circulation ce qui existe déjà pour les accidents de trajet.

Comme vient de le rappeler notre collègue M. Dreyfus-Schmidt, une telle disposition peut être perçue comme le simple rétablissement d'une égalité de traitement entre les victimes d'accidents de la circulation, soit au cours du trajet, soit au cours d'une mission.

En fait, cette disposition crée une différence de traitement inexplicable entre les salariés victimes d'accident du travail, selon qu'un véhicule est impliqué ou non, et remet en cause tout le dispositif de l'indemnisation forfaitaire des accidents du travail fondé sur la responsabilité sans faute de l'employeur.

Or, il résulte des travaux du groupe présidé par M. Dorion que, même si des améliorations peuvent être recherchées, employeurs et salariés sont attachés au système actuel parce qu'il permet une indemnisation de la victime sans faute de l'employeur, parce qu'il permet une indemnisation de haut niveau et parce que la gestion spécifique du risque accident de travail constitue un puissant levier pour la prévention.

Pour toutes ces raisons, il nous paraît indispensable de supprimer cet article 8 *bis*. C'est l'objet de cet amendement.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 13 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 68.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à l'amendement n° 68, car son propre amendement prend en compte, au moins partiellement, le souci de ne pas déséquilibrer le régime d'indemnisation et la législation relative aux accidents du travail.

Il reprend le texte adopté voilà un an par le Sénat. Il en réduit toutefois la portée en excluant de ces nouveaux dispositifs la circulation à l'intérieur de l'entreprise et le cas des véhicules terrestres non soumis à immatriculation, en application du code de la route.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 68 et 13 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* La position du Gouvernement sur l'amendement n° 68 me dispensera, je crois, d'appréciation sur l'amendement n° 13.

Le Gouvernement partage l'analyse des auteurs de l'amendement n° 68. Effectivement, à la lumière des différents rapports qui ont été réalisés, il apparaît que les travailleurs comme les employeurs ne souhaitent pas de changement.

Ce texte bouleverse fondamentalement le dispositif actuel et, malgré les modifications proposées par votre commission et la référence constituée par la proposition de loi qui a été antérieurement adoptée par le Sénat, aucune solution n'est vraiment satisfaisante.

Le Gouvernement souhaite donc la suppression de cet article et, par là même, ne peut qu'être défavorable à l'amendement n° 13.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Ce n'est pas vrai !

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 68.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je suis absolument stupéfait non seulement par la position du Gouvernement, mais aussi, je dois le dire, par l'amendement n° 68 défendu par notre collègue M. Madelain, à qui je voudrais tout spécialement m'adresser.

Lorsque cette proposition de loi est venue devant le Sénat, le 25 juin 1991, le Gouvernement en a demandé le renvoi en commission, renvoi auquel le Sénat tout entier, à l'unanimité, s'est opposé. C'est également à l'unanimité que le Sénat a adopté cette proposition.

La position du Gouvernement a alors été d'attendre la publication du rapport Dorion. L'affaire a rebondi le 4 décembre 1992 à l'Assemblée nationale, où la commission des affaires sociales a pris l'initiative de proposer un amendement reprenant notre proposition de loi.

Si j'en crois le compte rendu des débats de l'Assemblée nationale - mais puis-je en croire le *Journal officiel* après ce que je viens d'entendre ? - après avoir entendu M. Alfred Recours, rapporteur, dire que cet amendement reprenait le dispositif d'une proposition de loi adoptée par le Sénat le 24 juin 1991 et qu'il visait à donner aux salariés victimes d'un accident de circulation ayant le caractère d'un accident du travail et causé par l'employeur ou par l'un de ses préposés la possibilité d'obtenir une indemnisation intégrale en demandant réparation, dans les conditions de droit commun, de la part du préjudice subi non couverte par la législation sur les accidents du travail, dire qu'une telle possibilité était déjà ouverte pour les salariés victimes d'un accident de la circulation ayant le caractère d'un accident de trajet, et dire que l'amendement proposé permettrait donc d'unifier le régime des accidents de la circulation liés au travail, après avoir, disais-je, écouté le rapporteur, quelle fut la réponse de M. le ministre des affaires sociales et de l'intégration ? Ecoutez bien, mes chers collègues !

« Le Gouvernement souscrit à cette préoccupation »...

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Oui !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. « ... mais il souhaite préciser la rédaction.

« En effet, monsieur le rapporteur, votre formulation est trop large dans la mesure où elle couvre notamment les engins de chantiers ou les parkings d'entreprise. Il déposera donc en deuxième lecture un sous-amendement pour que ne soient visés que les accidents de la circulation classiques survenant sur la voie publique avec un véhicule soumis à immatriculation. »

Visiblement, le Gouvernement propose à la commission des affaires sociales une nouvelle rédaction tenant compte des observations que vous avez formulées à l'Assemblée nationale, monsieur le ministre, et voilà que vous êtes partisan de la suppression de cet amendement, qui est très exactement ce que vous avez préconisé !

J'aimerais tout de même avoir des explications sur le fond de la part du Gouvernement, que je soutiens.

Je me tourne vers MM. Madelain et Millaud, qui ont contresigné un amendement. M. Madelain en étant le dernier signataire, il lui est revenu de le défendre.

Cet amendement ne « tient pas la route » - qu'on me passe l'expression s'agissant d'accidents de la circulation !

J'y lis que « la disposition envisagée bénéficierait non seulement aux victimes d'accidents de la route, mais aussi aux victimes d'accidents survenus dans les entreprises, ou sur les chantiers, dans le cas d'utilisation de véhicules. »

Ce n'est plus vrai du texte proposé par la commission des affaires sociales, qui exclut les accidents survenus dans les entreprises ou sur les chantiers. J'attire votre attention sur ce point, c'est une raison pour que vous renonciez à votre amendement.

J'y lis encore : « Or, il résulte des travaux du groupe présidé par M. Dorion que, même si des améliorations peuvent être recherchées, employeurs et salariés sont attachés au système actuel : parce qu'il permet une indemnisation de la victime sans faute de l'employeur, parce qu'il permet une indemnisation de haut niveau » - je vous ai indiqué ce qu'il en était : si ce n'est qu'un accident de travail, on ne peut avoir le complément en droit commun - « parce que la gestion spécifique du risque accidents du travail constitue un puissant levier pour la prévention. »

Ce n'est pas exact. Il s'agit de traiter de la même manière non pas tous les accidents du travail, mais tous les accidents de la circulation.

On attendait le rapport Dorion. Il est dit, à la page 25 : « Si une victime peut, dans certains cas où la responsabilité d'un tiers est engagée, obtenir un complément de réparation, il en est d'autres où, dans des situations matériellement identiques, elle se heurtera à l'immunité civile de l'employeur. C'est, par exemple, le cas avec les accidents de mission. »

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Oui !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. « Si la faute de conduite a été le fait d'un tiers, le recours sera possible, alors qu'il ne le sera pas s'il s'agit de l'employeur. C'est aussi le cas dans d'autres situations de travail, les chantiers par exemple. Ces situations créent un sentiment d'injustice. »

Pour y mettre fin, il est proposé deux solutions extrêmement compliquées et remettant en cause la totalité du régime de réparation des accidents du travail, à savoir ou bien « l'ouverture d'une possibilité de recours de droit commun dans certains cas aux victimes » ou bien « l'élargissement de la définition de la faute inexcusable qui constituerait une solution de portée plus générale. »

Par conséquent, on reviendrait en arrière pour les accidents de trajet.

Dans le rapport Dorion, figure en annexe la lettre de M. Saint-Jours, professeur à la faculté des sciences humaines, juridiques, économiques et sociales qui, après s'être excusé de n'avoir pu participer au groupe de travail, écrit que le rapport s'enferme « dans la dépense constante. »

« De là », poursuit-il, « découle toute la dérive du rapport, qui propose en définitive de réduire le montant de la pension et des indemnités journalières des victimes d'accidents, pour financer la prise en charge de 1 500 maladies professionnelles, s'ajoutant aux 4 000 reconnues par an, et ce sans qu'il en coûte un sou aux entreprises.

« Drôle de modernisation, celle qui consiste à faire payer les victimes au lieu et place des générateurs de risques !

« Sur le plan technique, le rapport est émaillé d'analyses juridiques contestables. Elles viennent généralement en support au *statu quo* ou de propositions visant à réduire les prestations d'accidents du travail.

« Ainsi, le rapport tend à nier toute alternative à la législation actuelle des accidents du travail, autre que celle du retour au droit commun, tout comme s'il était hérétique de concevoir une réparation intégrale du préjudice subi par les victimes sur le fondement du risque professionnel... »

Il poursuit un peu plus loin, et ce point est important : « C'est toute la protection des accidents de trajet qui se trouverait ainsi remise en question, aux seuls motifs d'être "mal aimée" du patronat et d'ouvrir droit à une réparation plus substantielle que les accidents du travail proprement dits. Cela en contradiction avec la volonté réitérée du législateur d'autoriser les victimes à exercer contre leur employeur, ou ses préposés, responsable de l'accident de trajet, un recours en indemnisation complémentaire, d'abord selon le droit commun à la suite de l'obligation d'assurance pour la mise en circulation des véhicules terrestres à moteur - loi du 6 août 1963 - puis sur le fondement du risque de circulation - loi du 5 juillet 1985.

« Pour freiner toute évolution jurisprudentielle susceptible de permettre à la victime d'un accident du travail, constituant un accident de la circulation, de se placer également sur le terrain de la loi du 5 juillet 1985 pour obtenir une indemnisation complémentaire de son préjudice, le rapport préconise fort légèrement un principe d'étanchéité entre les deux lois. Or il se trouve que la commission des affaires sociales du Sénat a adopté le 10 juin 1991 une proposition de loi autorisant expressement, dans ce cas précis, les victimes de tels accidents à se prévaloir des dispositions de la loi du 5 juillet 1985.

« Dès lors on peut s'interroger sur l'insistance du rapport à prendre le contre-pied de l'évolution jurisprudentielle et des initiatives législatives tendant à améliorer le sort des victimes des accidents du travail. »

Tels sont les termes du rapport Dorion. Franchement, il s'agit d'instaurer non pas une inégalité entre les victimes des accidents du travail, mais une égalité entre les victimes des accidents de la circulation survenus dans le cadre du travail.

J'ai vu un homme dont la jambe avait été coupée lors d'un accident qui s'était produit alors qu'il se trouvait dans un camion l'emmenant du siège de l'entreprise à un chantier. Il s'agit d'un accident de la circulation. Or la sécurité sociale l'a considéré comme un accident de trajet.

Le malheureux a formé un recours afin de faire reconnaître qu'il s'agissait d'un accident du travail. Il a évidemment obtenu gain de cause, si l'on peut dire car il a alors fallu lui expliquer qu'il ne pouvait obtenir la réparation complémentaire de son préjudice. Puisqu'il s'agissait d'un accident du travail et non de trajet, aucun recours n'était possible. C'est un scandale ! Il est temps qu'il cesse !

Je demande aux auteurs de l'amendement n° 68 de le retirer puisqu'il est tenu compte de leur observation principale, à savoir la non-application de ces dispositions si l'accident a lieu en dehors de la voie publique et je demande au Sénat tout entier de confirmer le vote unanime de 1991. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Monsieur Madelain, l'amendement n° 68 est-il maintenu ?

M. Jean Madelain. Oui, monsieur le président, mais je suis bien conscient qu'il m'est difficile de répondre à M. Dreyfus-Schmidt, qui a cité de nombreuses autorités. Toutefois, les explications qui ont été données tout à l'heure par M. le ministre m'encouragent à persévérer, et ce pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, il n'est bien entendu pas question de modifier les dispositions en vigueur en matière d'accidents de trajet. Il ne peut y avoir aucune incidence en ce domaine.

Par ailleurs, si la commission des affaires sociales a effectivement approuvé la proposition de loi en juin 1991, certains de ses membres peuvent avoir réfléchi depuis et changé d'avis. Je me souviens très bien que, lors de la discussion en commission de cette proposition de loi, nous n'étions, à vrai dire, pas allés au fond du débat.

Il n'en reste pas moins que la disposition prévue à l'article 8 *bis* crée incontestablement - et c'est le point essentiel - une différence de traitement, qui est inexplicable, entre les salariés victimes d'un accident du travail, par exemple sur une machine, et ceux qui sont victimes d'un accident du travail dans lequel est impliqué un véhicule. En réparant une injustice, on en crée donc une autre. *(M. Dreyfus-Schmidt manifeste sa désapprobation.)*

C'est pourquoi je maintiens l'amendement n° 68, sur lequel je demande un scrutin public.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Monsieur le président, nous voterons contre l'amendement n° 68.

Dans cette affaire, monsieur le ministre, vous vous déjugez. Ce n'est pas sérieux, mais c'est surtout très grave pour les salariés qui sont victimes de ce type d'accident d'autant que je me souviens de la discussion qui avait eu lieu au sein de la commission des affaires sociales. Nous avions longuement réfléchi à cette question. Nous avions approfondi les propositions qui avait été présentées à l'époque. Nous avions raison de les approuver et je ne comprends pas pourquoi le Sénat reviendrait sur la décision qu'il avait prise en juin 1991.

Je demande donc, comme l'a fait M. Dreyfus-Schmidt tout à l'heure, le rejet de l'amendement n° 68.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. En cette fin de session, le comportement du Gouvernement est de plus en plus erratique et de plus en plus décevant. Je souhaiterais pourtant pouvoir le soutenir en permanence. Je ne reviendrai pas sur l'analyse que vient de faire Michel Dreyfus-Schmidt. Je relèverai simplement deux points qui me gênent particulièrement dans cette discussion.

M. Madelain a dit que la commission n'était pas allée au fond du débat la première fois. Lorsque j'ai présenté et fait adopter ce texte par la commission des affaires sociales, celle-ci avait estimé qu'un second examen serait utile car certains points méritaient effectivement d'être analysés.

Si j'accepte son déjugement, que je ne m'explique d'ailleurs pas, je ne puis accepter qu'elle prétende ne pas avoir été au fond du débat, ou alors j'en déduirais que le travail de la commission est si mauvais qu'elle n'est pas tenue par les votes qu'elle émet.

En effet, la commission a donné un avis défavorable sur l'amendement n° 68, en arguant du fait que les arguments qui le justifiaient étaient pris en compte à la fois dans la proposition de loi et dans l'amendement n° 13.

Par ailleurs, je m'interroge sur l'attitude du Gouvernement. Je souhaiterais savoir selon quelles sources il aurait appris que les employeurs et les salariés étaient hostiles à cette proposition qui, en définitive, répond à une demande de ces derniers, lesquels sont victimes d'une injustice ou tout du moins d'une mauvaise interprétation des causes d'un accident dont ils sont victimes.

Si le Gouvernement a eu des entretiens avec des salariés, je souhaiterais savoir quand ils ont eu lieu afin que je puisse - c'est malheureux d'en arriver là - en vérifier la véracité. Je voudrais être certain qu'il ne s'agit pas d'un propos tenu par quelqu'un qui ne se serait même pas préoccupé de la valeur et de l'importance de cet amendement.

J'insiste moi aussi pour que, fidèle à l'attitude qu'il a jusqu'à présent adoptée et respectant la proposition du rapporteur, le Sénat rejette l'amendement n° 68.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, je veux qu'il n'y ait aucun quiproquo. Je comprends toutes les observations qui ont été formulées. Mais, et j'en suis désolé, monsieur Dreyfus-Schmidt, nous n'avons pas la même lecture du rapport Dorion.

Lorsqu'une situation n'est pas très claire, comme dans le cas présent, et risque de remettre en cause des acquis qui paraissent effectivement présenter davantage de garanties, le Gouvernement se doit de maintenir sa position tant qu'il n'est pas en mesure d'améliorer cette situation.

Je ne dis pas qu'il ne soit pas nécessaire de l'améliorer. Elle doit l'être au fond, mais, dans l'état actuel des travaux des commissions, des concertations et des études qui ont été menées, il ne nous semble pas possible d'aller plus loin.

Telle est la raison pour laquelle nous adoptons une position de repli s'agissant d'une situation qui, certes, n'est pas parfaite. Mais, nous semble-t-il, de nouvelles dispositions insuffisamment mûries risquent d'entraîner un certain nombre d'injustices. Sur le fond du problème et sur la nécessité d'améliorer les garanties, je le répète, je crois, effectivement, qu'il faut essayer de progresser.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Dreyfus-Schmidt.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Monsieur le ministre, monsieur Madelain, monsieur Millaud, pas ça, et pas vous ! Que prévoit actuellement le code de la sécurité sociale ?

L'article L. 455-1 dispose : « Si l'accident dont le travailleur est victime dans les conditions prévues à l'article L. 411-2 » - c'est-à-dire un accident de trajet - « est causé par l'employeur ou ses préposés, il est fait application, à l'encontre de l'auteur responsable de l'accident, des dispositions des articles L. 454-1 et L. 455-2. »

Ainsi, dans ce cas, la victime, ou ses ayants droit, conserve le droit de demander la réparation du préjudice qu'elle a subi à l'auteur de l'accident, conformément aux règles du droit commun.

Existe-t-il une injustice de traitement - je vous pose la question - entre celui qui a un accident sur son lieu de travail et celui qui a un accident de trajet ? Le législateur a considéré en 1963 que celui qui a un accident de la circulation au moment où il se rend de son domicile à l'entreprise, ou vice versa, est exposé à un danger autre et il lui a donné le droit de déposer un recours pour obtenir une réparation complémentaire de son préjudice. S'il existe une inégalité, elle est dans la loi. Ce n'en est d'ailleurs pas une. Elle n'est qu'apparente, car il s'agit d'un accident du travail, mais aussi d'un accident de la circulation.

Que demandons-nous aujourd'hui ? Prenons un exemple. Une voiture conduite par un chauffeur du Sénat percute, au détour d'une rue, une autre voiture du Sénat. L'un des conducteurs est tué. Aucun recours ne sera possible alors que cet accident est bien dû à un aléa de la circulation.

Il s'agit de rétablir une égalité entre les salariés qui sont victimes d'un accident de la circulation.

Cela me paraît évident, comme le fait qu'il fait jour en plein midi dans notre pays. Cela a paru évident à la commission des affaires sociales du Sénat en 1991 et en 1992. J'ajoute que cette mesure ne coûte rien à personne et donc rien aux employeurs, puisque les assurances sont obligatoires en France.

Une légère surprime sera peut-être imposée, mais elle ne sera pas très élevée. En tout cas, ne me dites pas que nous créons une inégalité, car, franchement, ce n'est pas vrai. Nous créons l'égalité. *(MM. Sérusclat et Bœuf applaudissent.)*

M. Jean Madelain. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Les débats qui viennent d'avoir lieu ici même montrent bien la complexité du problème. De multiples questions se posent et il est clair que la solution ne peut être trouvée au détour d'une disposition d'un DMOS.

M. Pierre Louvot. C'est vrai !

M. Jean Madelain. Cette affaire mérite un examen approfondi, d'autant que le rapport Dorion a apporté des éléments nouveaux...

M. Pierre Louvot. Tout à fait !

M. Jean Madelain. ... depuis le moment où nous avons examiné la proposition de loi de M. Dreyfus-Schmidt, en commission.

Sans me prononcer sur le fond, je ne conteste pas que, sur certains points, des améliorations doivent être apportées. Mais cela, je le répète, nécessite une réflexion.

MM. Jean Chérioux et Pierre Louvot. Très bien !

M. Guy Penne. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Penne.

M. Guy Penne. Pour avoir, en même temps que M. Madelain, participé aux travaux de la commission, je sais que cette affaire y avait fait l'objet d'un long et ample débat. Je peux même, ma modestie dût-elle en souffrir, révéler ici que c'est moi qui avais pris l'exemple des chauffeurs du Sénat à propos des inégalités que vient à nouveau de dénoncer M. Dreyfus-Schmidt.

Dès lors, je ne peux laisser dire que les choses ont été faites à la hâte. Le travail auquel s'était, à l'époque, livrée la commission avait été tout à fait approfondi et s'était déroulé dans une bonne atmosphère. Cela revient à dire que le texte de l'article 8 *bis* est le fruit d'une réflexion sérieuse.

Le Gouvernement a tort en refusant de voir qu'il s'agit de réparer une injustice. J'en appelle à sa sagesse et je l'invite à bien mesurer le sérieux qui a présidé à l'élaboration de cette disposition.

Si hâte il y a, je me demande si ce n'est pas dans l'appréciation que porte le Gouvernement qu'elle se trouve.

M. Jean Chérioux. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Je suis prêt à lutter contre toutes les injustices, mais je crois qu'il faut être raisonnable. C'est une affaire compliquée, car deux législations sont en cause. Autrement dit, un tel problème ne se règle pas en fin de session, au coin d'un article additionnel dans un DMOS.

Par conséquent, je pense que, sur ce point, il est sage de suivre le Gouvernement.

Je n'ai certes pas les connaissances juridiques approfondies de notre collègue M. Dreyfus-Schmidt, mais je crois que la bonne méthode législative, surtout lorsqu'il s'agit de questions juridiques complexes, consiste à placer de telles dispositions dans un projet de loi dès le moment de son élaboration, ne serait-ce que pour ne pas se priver de l'avis du Conseil d'Etat. *(M. Dreyfus-Schmidt s'esclaffe.)*

M. Dreyfus-Schmidt peut ricaner, c'est son affaire !

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je ne ricane pas, je ris !

Que faites-vous des propositions de loi ?

M. Jean Chérioux. Quelle que soit la qualité des propositions de M. Dreyfus-Schmidt, sans prendre partie sur le fond, je considère qu'il n'est pas de bonne procédure législative de régler ce problème en fin de session, au détour d'un article additionnel d'un DMOS.

M. Franck Sérusclat. Mais ces dispositions ont déjà fait l'objet d'un débat !

M. Marc Bœuf. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Moi, je comprends très bien les propos de M. Chérioux. Il est vrai que, bien souvent, au détour d'un DMOS, sans avoir pris tout le temps de la réflexion, nous votons telle ou telle disposition censée résoudre tel ou tel problème.

Mais, ici, ce n'est pas le cas, car le texte de l'article 8 *bis* est en fait issu d'une proposition de loi qui avait été étudiée, avec tout le temps nécessaire, par la commission des affaires sociales, avant d'être adoptée par le Sénat.

Ce que je me demande, moi, c'est si, aujourd'hui, au détour d'un amendement de suppression d'un article de DMOS, le Sénat ne risque pas de se déjuger en annulant une décision qu'il avait prise précédemment.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Mes chers collègues, la situation me paraît très simple après les longues, mais nécessaires, explications qui viennent d'être données.

Une proposition de loi a été votée par le Sénat en 1991. Notre commission a adopté un amendement qui répond exactement aux mêmes préoccupations. On ne peut tout de même pas supposer que le travail en commission a, sur ce point, été bâclé !

Sur le fond, on ne peut pas dire que, dans ce domaine, l'accident est sans lien avec l'employeur ou un de ses préposés. Je ne vois rien là que de très logique.

J'ajoute que M. le ministre des affaires sociales a indiqué, à l'Assemblée nationale, qu'il présenterait un sous-amendement ou qu'il proposerait la disposition nécessaire.

Nous n'allons pas passer le réveillon là-dessus ! Pour moi, les choses sont claires et je voterai l'amendement n° 13, présenté par la commission.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Je demande la parole.

M. le président. Non, mon cher collègue, il m'est impossible de vous l'accorder ; vous le savez aussi bien que moi pour occuper souvent ce fauteuil.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Quelques secondes !

M. le président. Vous avez déjà pris la parole contre l'amendement, vous avez déjà expliqué votre vote et, malheureusement, vous ne pouvez répondre à personne : c'est l'application stricte du règlement...

M. Michel Dreyfus-Schmidt. Très stricte !

M. le président. ... à laquelle le bureau du Sénat a, en 1981, pris la décision de contraindre les présidents de séance.

M. Michel Dreyfus-Schmidt. M. Madelain a parlé deux fois !

M. Philippe de Gaulle. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. de Gaulle.

M. Philippe de Gaulle. Je vais me permettre, par similitude, de poser une question en guise d'explication de vote.

Dans le cas d'un accident aérien, le pilote est-il victime d'un accident de la circulation aérienne ou, comme je le crois, d'un accident du travail ?

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 68, repoussé par la commission et accepté par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe de l'union centriste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 39 :

Nombre des votants	318
Nombre des suffrages exprimés	318
Majorité absolue des suffrages exprimés	160
Pour l'adoption	211
Contre	107

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 8 *bis* est supprimé et l'amendement n° 13 n'a plus d'objet.

Mes chers collègues, nous allons maintenant examiner l'article 16, l'article additionnel après l'article 16, les articles 17 et 18, l'article additionnel après l'article 18, les articles 18 *bis*, 18 *ter*, 19, 19 *bis*, 19 *ter* et 19 *quater*, les articles additionnels après l'article 19 *quarter*, pour lesquels la priorité a été ordonnée ce matin.

Article 16 *(priorité)*

M. le président. « Art. 16. - L'article L. 365 du code de la santé publique est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Cette interdiction ne fait pas obstacle à l'application des dispositions de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé. »

Par amendement n° 114, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Les raisons qui nous conduisent à vouloir supprimer cet article rejoignent celles qui nous amèneront à demander la suppression d'une partie de l'article 19.

Il s'agit, par ces deux articles, de permettre aux porteurs de capitaux extérieurs aux professions médicales de bénéficier des résultats positifs de l'activité médicale. Il est donc question de faciliter la pénétration de ces capitaux sur le marché de la santé et, bien entendu, d'y imposer les lois du profit.

Cette volonté est d'ailleurs conforme à la démarche constante du Gouvernement, depuis la réforme hospitalière jusqu'au projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé, en passant par la fermeture des services d'urgence.

Ni les professions médicales, dont l'indépendance doit être préservée contre le pouvoir de l'argent, ni les assurés sociaux ne peuvent y trouver leur compte. C'est pourquoi nous demandons la suppression de ces dispositions.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission, qui, elle, ne souhaite pas empêcher la constitution de sociétés d'exercice libéral pour les médecins, est défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 114, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 16.

(L'article 16 est adopté.)

Article additionnel après l'article 16 *(priorité)*

M. le président. Par amendement n° 134, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 16, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 21 de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé est complété par un cinquième alinéa rédigé comme suit :

« Ils peuvent également prévoir, pour la profession de médecin, que les sociétés d'exercice libéral ne peuvent être constituées qu'entre médecins ayant la même qualification ou exerçant la même spécialité. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* La loi du 31 décembre 1990 relative à l'exercice, sous forme de société, des professions libérales soumises à statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé n'accorde pas de traitement particulier aux médecins.

Ainsi, *a priori,* l'article 21 de ladite loi leur serait applicable, ce qui aurait pour effet de permettre aux médecins d'ouvrir ou non le capital des sociétés d'exercice libéral à d'autres professionnels ou à des apporteurs extérieurs et, interdirait de restreindre l'accès au capital aux seuls médecins appartenant à une même discipline.

Cette lacune, qui avait été relevée à l'époque, au cours des débats parlementaires, est lourde de conséquences à quatre titres.

Premièrement, elle est contraire à la déontologie professionnelle puisqu'elle permettrait à des professionnels appartenant à diverses disciplines ou spécialités de se regrouper, officialisant ainsi, dans bien des cas, la pratique du « compérage », ce qui constituerait une première pour les pouvoirs publics. La mesure qui vous est soumise correspond d'ailleurs à une demande de l'Ordre des médecins.

Deuxièmement, elle est préjudiciable à l'indépendance des médecins puisque certains d'entre eux - par exemple les généralistes - pourraient se trouver en situation d'alimenter la clientèle d'un spécialiste qui aurait constitué avec eux une société d'exercice libéral.

Troisièmement, elle est néfaste à la politique de maîtrise des dépenses de santé, car source probable de surprescriptions.

Quatrièmement, elle est dangereuse, car elle pourrait permettre des regroupements de médecins spécialistes excluant les généralistes.

C'est pourquoi il vous est demandé d'approuver l'amendement du Gouvernement visant à limiter l'accès d'une société d'exercice libéral aux médecins appartenant à la même discipline.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à cet amendement, car il vise aussi à restreindre la portée de la loi sur les sociétés d'exercice libéral pour les médecins.

On ne peut pas simultanément faire le reproche de vouloir le rapprochement entre les spécialistes et les généralistes et redouter qu'il n'y ait que des spécialistes qui s'associent.

D'après l'analyse de la commission, on ne peut pas évoquer dans ce domaine le risque de « compérage ».

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 134.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Voilà le type même de l'amendement surprise qui vient au détour d'un texte portant DMOS, sans réflexion aucune, sur décision du prince - je ne sais lequel d'ailleurs !

Les arguments qui nous sont donnés seraient à opposer à tous les centres de santé, à tous les cabinets de groupe qui existent, car ce n'est pas simplement l'ouverture aux apports de capitaux extérieurs qui peut engendrer les risques qui viennent d'être évoqués ; c'est le fait que des personnes se groupent.

Or, justement, nous souhaitons ces groupements parce qu'il est bon qu'il y ait un mélange pluridisciplinaire, auquel les malades puissent être confrontés, dans ces cabinets de groupe, dans ces centres de santé.

C'est vraiment se moquer de notre assemblée, au dernier moment, que lui demander ; de débattre d'un sujet dont la commission des affaires sociales n'a même pas pu discuter. C'est le type même de cette fraude qui consiste à faire passer n'importe quoi.

Par ailleurs, aucun des arguments qui nous sont donnés pour justifier l'amendement n'est valable.

Tous vont à l'encontre des cabinets de groupe, des centres de santé que, dans les municipalités, nous avons cherché à créer et que nous avons favorisés chaque fois que cela était possible.

Je ne comprends vraiment pas le Gouvernement, et je suivrai la position de la commission des affaires sociales.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 134, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 17 *(priorité)*

M. le président. « Art. 17. - L'article L. 710-5 du code de la santé publique est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les praticiens exerçant dans les établissements de santé publics et privés transmettent les données médicales nominatives nécessaires à l'analyse de l'activité au médecin responsable de l'information médicale pour l'établissement, dans des conditions déterminées par voie réglementaire après consultation du conseil national de l'ordre des médecins.

« Le praticien responsable de l'information médicale est un médecin désigné par le conseil d'administration ou l'organe délibérant de l'établissement, s'il existe, après avis de la commission médicale ou de la conférence médicale. Pour ce qui concerne les établissements publics de santé, les conditions de cette désignation et les modes d'organisation de la fonction d'information médicale sont fixés par décret. »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune

Par amendement n° 53, MM. Sérusclat et Bœuf, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

Les deux amendements suivants sont identiques.

L'amendement n° 25 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 115 est déposé par Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté.

Tous deux tendent, dans le premier alinéa du texte proposé par cet article pour compléter l'article L. 710-5 du code de la santé publique, à supprimer le mot : « nominatives ».

La parole est à M. Sérusclat, pour défendre l'amendement n° 53.

M. Franck Sérusclat. J'allais dire que je suis un peu déçu par les échanges qui viennent de m'opposer au Gouvernement. J'ai très envie de retirer mon amendement - ce que je vais faire d'ailleurs - pour me rallier à celui de la commission qui, plus simple, plus rapide, même, aboutit au même résultat en conservant le texte qui, avec la suppression du terme « nominatives » sera utilisable correctement et raisonnablement.

M. le président. L'amendement n° 53 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 25.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* En proposant la suppression du mot « nominatives », la commission souhaite, en réalité, que le Gouvernement démontre la nécessité de transmettre des informations nominatives dans le cadre des systèmes d'information des établissements de santé.

Elle comprend bien la nécessité, pour établir des coûts par pathologie notamment, de suivre chaque malade, mais elle s'interroge sur le caractère indispensable de la mention nominative. Ne pourrait-on pas la remplacer par un identifiant non nominatif ?

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 115.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Si, effectivement, le codage des activités médicales s'impose dans certaines matières, comme l'épidémiologie par exemple, la prévention et l'analyse des pratiques médicales, il ne justifie pas, selon moi, la transmission de données nominatives. Celle-ci serait contraire à la déontologie médicale, car seules les données nominatives nécessaires à la thérapeutique directe envers le patient sont admises.

Cette transmission ne saurait être élargie aux nécessités administratives, fût-ce pour contrôler l'activité des médecins dans le cadre de la maîtrise des dépenses de santé.

D'ailleurs, l'Assemblée nationale a adopté, lors du débat sur la bioéthique, un amendement du groupe communiste n'autorisant la transmission de données nominatives que de façon exceptionnelle et dûment justifiée.

Le projet de loi irait à l'encontre de ces dispositions, et cela me paraît fort contestable. Nous proposons donc que le caractère nominatif des données transmises soit supprimé.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements identiques n°s 25 et 115 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Si cet article vous est présenté par le Gouvernement, c'est bien parce que, s'agissant de données nominatives, une dérogation au secret professionnel - je précise : dérogation au profit d'un autre médecin, lui-même tenu au secret professionnel - requiert un texte législatif. Le Gouvernement ne fait ici que traduire la demande de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

En résumé, si le terme même de « nominatives » ne figurait pas, une disposition législative ne serait pas imposée.

S'agissant de l'aspect technique, je formulerai plusieurs observations.

Premièrement, les soins dispensés dans un hôpital sont de nature collective. Pour analyser l'activité médicale, les informations à recueillir portent sur l'ensemble des prestations reçues par une personne hospitalisée au cours de son séjour. Plusieurs médecins différents peuvent être appelés à lui donner des soins ou à pratiquer des examens.

Il arrive donc très souvent qu'aucun médecin ne soit susceptible de décrire exactement et exhaustivement, à lui seul, la globalité de la prise en charge du malade.

Deuxièmement, le contrôle de la qualité des données suppose un retour à l'information initiale, notamment aux dossiers. De même, le contrôle de cohérence et d'exhaustivité exige la centralisation.

Bien entendu, la transmission de ces informations nominatives reste limitée par la législation en vigueur - code pénal et loi « informatique et libertés » - au seul médecin chargé de l'information médicale dans l'établissement. Tenu au secret médical, il ne peut communiquer à l'extérieur que des statistiques agrégées ou des informations rendues anonymes et reconnues comme telles par la commission nationale de l'informatique et des libertés, dans le respect du code de déontologie et du règlement intérieur de l'établissement.

Telle est la raison pour laquelle le Gouvernement est défavorable aux amendements n°s 115 et 25.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Monsieur le président, l'amendement n° 25 avait un caractère indicatif. J'avais pris le soin de demander à la commission le mandat nécessaire pour le retirer éventuellement.

Compte tenu des explications de M. le ministre, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 25 est retiré.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Monsieur le président, je reprends à mon compte l'amendement n° 25.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 25 rectifié, présenté par M. Franck Sérusclat, et visant, dans le premier alinéa du texte présenté par l'article 17 pour compléter l'article L. 710-5 du code de la santé publique, à supprimer le mot : « nominatives ».

La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je tiens à la suppression du mot « nominatives » et je pense que le remplacement des mentions nominatives par un identifiant non nominatif serait intéressant.

Je suis déçu que M. le rapporteur, comme d'ailleurs la commission qui lui en a donné le pouvoir, se soit contenté des éléments de réponse - je ne parle même par d'arguments - du Gouvernement.

J'aurais souhaité que ce dernier précise ce qu'en pense M. le ministre de la recherche, qui a récemment déposé un projet de loi sur l'épidémiologie. J'aurais aimé comprendre pour quelles raisons il est nécessaire de recueillir des données nominatives en vue d'établir des coûts par pathologie, lesquels seront statistiquement déterminés par le nombre de situations relevées.

Il y a donc là, à mon avis, une application d'une option forte et nécessaire en épidémiologie. Elle est d'ailleurs proposée ainsi dans le projet de loi présenté par M. le ministre de la recherche et voté par l'Assemblée nationale. Or, benoîtement, on la transpose dans un secteur où elle n'a pas de raison d'être pour établir des coûts par pathologie.

Je ne peux me satisfaire de cette réponse. C'est la raison pour laquelle j'ai repris l'amendement de la commission et j'insiste auprès du Sénat pour qu'il l'adopte.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 25 rectifié.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Compte tenu des explications qui ont été données, la commission émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. Franck Sérusclat. Mais la commission est-elle satisfaite ? Il faut la réunir !

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'amendement avait été déposé à titre indicatif. Cela est, d'ailleurs, mentionné dans le rapport de la commission.

M. Franck Sérusclat. Le rapporteur est satisfait !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 25 rectifié et 115, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 17, ainsi modifié.

(L'article 17 est adopté.)

Article 18 *(priorité)*

M. le président. « Art. 18. - Le code de la santé publique est ainsi modifié :

« I. - A la fin de la première phrase de l'article L. 712-11, le mot : "regroupés" est supprimé.

« II. - Au troisième alinéa de l'article L. 712-12, les mots : "article L. 712-19" sont remplacés par les mots : "article L. 712-9".

« III. - A l'article L. 715-5, les mots : "articles L. 711-1 à L. 711-3" sont remplacés par les mots : "articles L. 711-1 à L. 711-4"

« IV. - Au dernier alinéa de l'article L. 715-11, les mots : "article L. 713-4" sont remplacés par les mots : "article L. 713-10". »

Par amendement n° 26, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le paragraphe I de cet article, un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« I *bis*. - Dans la première phrase du premier alinéa de l'article L. 712-11 du code de la santé publique, après les mots : "au sein de cette zone, l'autorisation" les mots "peut être" sont remplacés par le mot : "est". »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* A l'occasion du réexamen de l'article L. 712-11 du code de la santé publique, la commission souhaite modifier le régime d'autorisation en cas de regroupement ou de reconversion d'établissements. Elle propose de rétablir la rédaction adoptée par le Sénat lors de l'examen de la réforme hospitalière. Aux termes de l'article L. 712-11, en effet, l'autorisation de se regrouper ou de se reconvertir au sein d'une zone sanitaire dont les moyens sont excédentaires « peut être accordée » à condition d'être assortie d'une réduction de capacité des établissements.

Ainsi que l'avait déjà souhaité le Sénat à l'occasion du débat sur la réforme hospitalière, il semble évident que l'autorisation doive revêtir un caractère automatique dans la mesure où un tel regroupement ou une telle reconversion est assorti d'une réduction de capacité. Aucune marge d'appréciation ne peut être laissée dans ce domaine dès lors qu'intervient cette réduction.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Dans un contexte de carte sanitaire saturée ou fortement excédentaire, le représentant de l'Etat doit pouvoir refuser une autorisation de regroupement ou de reconversion qui, même gagée, ne répondrait pas aux besoins de la population.

Donner un caractère automatique à ces autorisations de regroupement ou de reconversion dès lors que ces opérations sont assorties d'une réduction de capacité pourrait, en effet, conduire à des concentrations excessives de moyens hospitaliers, sans rapport avec les besoins réels de la population, et particulièrement contraires à la recherche de la maîtrise des dépenses de santé.

Ce n'est pas aux élus locaux que sont les sénateurs que j'apprendrai à quel point l'automaticité du regroupement en contrepartie d'une réduction de capacité peut entraîner des difficultés en termes d'aménagement du territoire et de prise en charge sanitaire des populations.

En matière de santé publique, le préfet, en concertation avec les élus, doit pouvoir conserver une marge d'appréciation. Nous souhaitons tous un système souple et telle est bien la position du Gouvernement. Par conséquent, il émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 26, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 27, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de supprimer le paragraphe II de l'article 18.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Le deuxième paragraphe de l'article 18 du projet de loi vise à modifier une disposition introduite dans le projet de réforme hospitalière par l'Assemblée nationale en première lecture, qui constitue désormais le troisième alinéa de l'article L. 712-12 du code de la santé publique.

Il dispose que « l'autorisation de dispenser des soins remboursables aux assurés sociaux peut être refusée lorsque le prix prévu est hors de proportion avec les conditions de fonctionnement du service, eu égard aux conditions techniques de fonctionnement fixées en application de l'article L. 712-19 ».

L'exposé des motifs prétend qu'il s'agit là d'une erreur matérielle, dans la mesure où c'est l'article L. 712-9, et non pas L. 712-19, qui prévoit que l'autorisation est accordée lorsque le projet « satisfait à des conditions techniques de fonctionnement fixées par décret ».

Or rien ne permet d'affirmer que le législateur, voulant expliciter ce que peut être un prix excessif, n'ait pas voulu le comparer avec les conditions de financement du service, en considération de la présence d'équipements lourds, « qui ne peuvent être utilisés que dans des conditions d'installation et de fonctionnement particulièrement onéreuses », conformément à l'article L. 712-19, auquel cas il n'y aurait pas d'erreur à rectifier.

Si la présence de tels équipements n'était pas prise en compte, le prix proposé serait le plus souvent hors de proportion avec les conditions de fonctionnement du service - article L. 712-12 - et l'autorisation serait, en conséquence, souvent, sinon systématiquement, refusée.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 27, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18, modifié.

M. Franck Sérusclat. Le groupe socialiste vote contre.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste également.

(L'article 18 est adopté.)

Article additionnel après l'article 18 *(priorité)*

M. le président. Par amendement n° 92, Mme Heinis propose d'insérer, après l'article 18, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Dans la première phrase du premier alinéa de l'article 231 du code général des impôts, après les mots : "et de leurs groupements," sont insérés les mots : "les établissements publics de santé".

« II. - La perte de recettes résultant du I ci-dessus est compensée par les dispositions suivantes :

« La perte de ressources résultant de l'exonération des établissements publics de santé de la taxe sur les salaires est compensée à due concurrence par la majoration des droits de consommation sur les tabacs mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à Mme Heinis.

Mme Anne Heinis. Cet amendement a pour objet d'exonérer les établissements publics de santé du paiement de la taxe sur les salaires.

Cette imposition a été instaurée en 1948. Puis, en 1968, en vertu d'une loi, les collectivités locales et leurs groupements ont été exonérés de cette taxe, sans pour autant que cette mesure soit étendue aux établissements publics rattachés à ces collectivités et parmi lesquels se trouvent les hôpitaux.

L'hôpital reste ainsi l'une des rares entreprises à payer la taxe sur les salaires, ce qui le place dans une situation d'inégalité par rapport aux administrations territoriales auxquelles il est rattaché.

Par ailleurs, le poids de l'impôt sur les salaires représente environ 3,81 p. 100 du budget global d'un établissement de santé et, dans la pratique, il croît beaucoup plus vite que les traitements des personnels.

Cette taxe devient ainsi, à terme, un frein au recrutement dans la fonction publique hospitalière à l'heure où le chômage ne cesse de croître.

Si mon amendement est adopté, les établissements publics de santé pourront alléger leurs charges de trésorerie et leurs dépenses de fonctionnement, dégageant ainsi des sommes pour améliorer les soins et la recherche. De même, le budget social de la nation sera allégé.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission souhaiterait connaître l'avis du Gouvernement avant de se prononcer.

M. le président. Quel est donc l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* L'assujettissement des établissements publics de santé à la taxe sur les salaires est la contrepartie de l'exonération dont ils bénéficient en matière de TVA.

M. Michel Charasse. Effectivement !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* De ce point de vue, les établissements publics de santé sont soumis au même régime que les établissements publics de l'Etat. J'ajoute qu'il est difficile d'accepter dans un DMOS une modification substantielle du code général des impôts.

M. le président. Quel est, dans ces conditions, l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement nº 92.

M. Michel Charasse. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Si cet amendement était adopté, les établissements visés par Mme Heinis seraient automatiquement assujettis à la TVA, en application de la sixième directive européenne. Par conséquent, il faut bien savoir ce que l'on fait. Entre la TVA et la taxe sur les salaires, je préfère la taxe sur les salaires et c'est pourquoi je ne pourrai voter cet amendement.

M. le président. Madame Heinis, l'amendement nº 92 est-il maintenu ?

Mme Anne Heinis. Je connais les difficultés que cela pose, mais je maintiens mon amendement. En effet, les hôpitaux souffrent d'un réel problème de financement.

Ce matin, nous avons débattu du sport automobile. Le Gouvernement a trouvé des crédits pour permettre la poursuite de ce type de sport, et je m'en félicite. Il conviendrait aussi d'examiner la possibilité d'améliorer le budget de fonctionnement des hôpitaux.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Après les propos tenus par notre collègue M. Charasse, dont les connaissances en ce domaine ne peuvent être mises en doute, je suis quelque peu étonné du maintien de l'amendement nº 92.

Si cet amendement était adopté, les hôpitaux, lorsqu'ils procéderaient à des investissements, perdraient la possibilité de récupérer la TVA. Cela me paraît lourd. En effet, quand je vois ce qui se passe dans une collectivité locale, je constate que l'on a tout intérêt à récupérer la TVA.

Par conséquent, je voterai contre l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement nº 92, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 18 *bis (priorité)*

M. le président. « Art. 18 *bis.* - A la deuxième phrase du 3º de l'article 11 de la loi nº 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière, les mots : "aux commissions administratives paritaires s'avérerait supérieur à celui obtenu par l'une des fédérations syndicales précitées" sont remplacés par les mots : "aux commissions administratives paritaires départementales et aux commissions administratives paritaires propres aux fonctionnaires relevant de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, totalisées au plan national, s'avère au moins égal à un pourcentage du nombre de suffrages exprimés fixé par décret. Ces fédérations devront avoir présenté des listes de candidats dans au moins la moitié des départements pour au moins deux commissions administratives paritaires distinctes". »

Sur cet article, je suis saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Les deux premiers sont identiques.

L'amendement nº 28 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement nº 54 est déposé par MM. Sérusclat et Bœuf, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté.

Tout deux tendent à supprimer cet article.

Par amendement nº 135, le Gouvernement propose, dans cet article, de remplacer les mots : « un pourcentage du nombre de suffrages exprimés fixé par décret » par les mots : « 3 p. 100 du nombre de suffrages exprimés » et les mots : « la moitié » par les mots : « le cinquième ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement nº 28.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'adoption de l'article 18 *bis* aurait pour effet de permettre au Gouvernement de fixer par décret le pourcentage minimal en deçà duquel les organisations seraient exclues du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, ce qui conduirait à une détermination arbitraire des critères de représentativité.

Telle est la raison du dépôt, par la commission des affaires sociales, d'un amendement de suppression.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat, pour défendre l'amendement nº 54.

M. Franck Sérusclat. L'article 18 *bis* est si confus qu'à l'Assemblée nationale plusieurs députés ont avoué n'y rien comprendre ! Pourtant, il a quand même été adopté ! Voilà déjà une raison pour remettre l'ouvrage sur le métier !

Je préférerais que l'on s'en tienne aux règles actuelles de l'article 2 de la loi du 31 juillet 1981, qui définit les conditions de représentativité des syndicats.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement nº 135 et pour donner l'avis du Gouvernement sur les amendements nºs 28 et 54.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement émet un avis défavorable sur les amendements nºs 28 et 54.

Toutefois, la proposition contenue dans son amendement nº 135 lui paraît susceptible de favoriser une conciliation. En effet, l'amendement nº 135 est un texte de précision et d'ouverture, qui devrait satisfaire la commission des affaires sociales en fixant clairement, dans la loi, les conditions de représentativité.

Le taux de 3 p. 100 retenu est cohérent avec celui qui constitue le seuil de référence pour autoriser la mise à disposition, au bénéfice des organisations syndicales nationales représentatives, de trois agents hospitaliers, en application de l'article 20 du décret du 19 mars 1986 relatif à l'exercice du droit syndical, pris sur le fondement de l'article 97 de la loi de janvier 1986, qui porte statut des fonctionnaires hospitaliers.

Par ailleurs, l'exigence d'une présence de candidats dans un département sur cinq au lieu de un sur deux est une mesure d'ouverture évidente, favorable aux organisations syndicales qui auront fait la preuve, au-delà de la présence pluricatégorielle effective, d'une implantation géographique substantielle dans les établissements hospitaliers.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nºs 54 et 135 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* S'agissant de l'amendement nº 54, la commission émet bien évidemment un avis favorable, puisque ce texte est identique au sien.

La commission ne conteste pas le fait que l'amendement nº 135 constitue un progrès par rapport au texte précédent ; toutefois, ce progrès n'est pas suffisant pour lui faire émettre un avis favorable. Elle considère que le problème de la représentativité des syndicats ne peut être réglé profession par profession en déterminant des seuils de représentativité, de surcroît juste après des élections professionnelles, les dernières ayant eu lieu le 1er décembre.

La commission émet donc un avis défavorable sur l'amendement nº 135.

M. le président. Je vais mettre aux voix les amendements identiques nºs 28 et 54.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Les propositions que vient de présenter le Gouvernement clarifient beaucoup la situation et rendent tout à fait compréhensible le texte qui était à l'origine de cette discussion. Par ailleurs, il est raisonnable d'avoir des candidats dans un certain nombre de départements. Retenir le cinquième me paraît une solution satisfaisante.

Par conséquent, je retire l'amendement n° 54, et le groupe socialiste votera contre l'amendement de suppression n° 28, déposé par la commission des affaires sociales.

M. le président. L'amendement n° 54 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 28, repoussé par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 18 *bis* est supprimé et l'amendement n° 135 n'a plus d'objet.

Article 18 *ter (priorité)*

M. le président. « Art. 18 *ter*. - L'article 1er de la loi n° 68-978 du 12 novembre 1968 d'orientation de l'enseignement supérieur est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« A compter de l'année universitaire 1995-1996, il est institué un troisième cycle long des études odontologiques dénommé internat en odontologie, d'une durée de trois ans et accessible par concours national aux étudiants ayant validé le deuxième cycle des études odontologiques. Après validation de ce troisième cycle et soutenance d'une thèse, les internes obtiennent, en plus du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire, une attestation d'études approfondies, en chirurgie dentaire.

« Le titre d'ancien interne ne peut être utilisé que par les docteurs en chirurgie dentaire qui ont obtenu l'attestation mentionnée à l'alinéa précédent.

« Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités du concours de l'internat, le contenu des formations et fixe le statut des internes en odontologie. »

La parole est à M. Guy Penne.

M. Guy Penne. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, par trois alinéas qui viennent compléter la loi du 12 novembre 1968 et constituer l'article 18 *ter*, nous allons créer un internat en odontologie, couronnant ainsi l'évolution de la chirurgie dentaire et de son enseignement.

Aujourd'hui, comme dans les disciplines médicales, la formation des futurs hospitalo-universitaires est assurée par la recherche, c'est-à-dire par la maîtrise des sciences biologiques et médicales, le diplôme d'études approfondies et le diplôme de doctorat.

Il existe, en odontologie, deux diplômes nationaux de formation clinique spécialisée : le certificat d'études cliniques spéciales, mention orthodontie, pour l'orthopédie dento-faciale, et le diplôme d'études supérieures de chirurgie buccale, pour la chirurgie et la médecine buccales.

Les hospitalo-universitaires de cette discipline souhaitent, depuis de très nombreuses années, la création d'un internat. Il est en effet indispensable que les futurs enseignants puissent acquérir, en plus de la formation par la recherche, une formation clinique d'excellence.

Depuis près de dix ans, diverses commissions ministérielles ont travaillé à ce projet. Un consensus a été trouvé concernant l'internat en odontologie ; ce dernier se déroulera selon le schéma suivant : il aura une durée de trois ans et sera non qualifiant ; le concours pourra être présenté deux fois, une première fois à la fin de la cinquième année d'études et une seconde fois à l'issue de la future sixième année.

Dès que la loi créant l'internat aura été votée, l'arrêté concernant la réforme des études initiales pourra être publié.

En effet, le projet d'arrêté relatif aux études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire est prêt depuis plus de six mois.

S'il n'a pas encore été publié jusqu'à maintenant, c'est que le titre Ier de l'article 1er est rédigé ainsi :

« Les études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire ont une durée de six années et sont réparties de la manière suivante :

« 1° Un premier cycle de deux années.

« 2° Un deuxième cycle de trois années.

« 3° Un troisième cycle comportant :

« Soit une sixième année d'études à l'issue de laquelle les étudiants soutiennent la thèse en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire ;

« Soit, pour les étudiants reçus au concours de l'internat, trois ans d'internat non qualifiant au cours desquels ils soutiennent la thèse en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire. »

Cet arrêté, qui a été préparé par les ministères de tutelle, à la suite des travaux du groupe de travail mis en place par le ministre de l'éducation nationale et de la culture et le ministre de la santé et de l'action humanitaire, a reçu l'accord de tous, notamment de la conférence des doyens, du collège des chefs de service des services d'odontologie, des différents collèges d'enseignants, de l'ordre national des chirurgiens-dentistes, de l'association dentaire française et des syndicats professionnels.

La création d'un internat en odontologie est une étape indispensable entre la fin des études et l'assistanat, étape pendant laquelle le futur enseignant fera son apprentissage pédagogique et clinique, s'initiera à la communication et à la publication scientifique.

La création de l'internat permettra à l'odontologie de s'impliquer plus encore dans l'activité hospitalière ; en effet, l'interne accomplira sa mission à temps plein dans son service d'affectation ; il effectuera, sous la responsabilité d'un praticien hospitalier, des actes de consultations, de soins, d'interventions et de prévention ; il assumera des gardes avec mission de pourvoir aux urgences ; enfin, il participera à l'encadrement des étudiants stagiaires du service.

Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, en cette année du centenaire de la création du diplôme de chirurgien-dentiste, le vote que nous allons émettre, créant l'internat, sera pour la chirurgie dentaire une réforme capitale, que je remercie, M. le ministre de la santé et de l'action humanitaire d'avoir bien voulu conduire. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 18 *ter*.

(L'article 18 ter *est adopté.)*

Article 19 *(priorité)*

M. le président. « Art. 19. - I. - L'article L. 754 du code de la santé publique est complété par un 7° ainsi rédigé :

« 7° Une société d'exercice libéral à responsabilité limitée, une société d'exercice libéral à forme anonyme ou une société d'exercice libéral en commandite par actions dans les conditions prévues par la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990. »

« II. - Au 2° du I de l'article L. 756 du même code, après le mot : "par", sont insérés les mots : "le ou".

« III. - Dans le troisième alinéa de l'article L. 760 du même code, les mots : "ou à un directeur de laboratoire à un autre laboratoire spécialement équipé pour une ou plusieurs disciplines biologiques" sont supprimés.

« IV. - Après le troisième alinéa de l'article L. 760 du même code, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Les transmissions de prélèvements aux fins d'analyses à l'exception de celles qui sont adressées à un laboratoire équipé spécialement pour une ou plusieurs disciplines biologiques ne peuvent être effectuées entre deux laboratoires qu'en application d'un contrat de collaboration préalablement conclu entre eux, qui précise la nature et les modalités des transmissions effectuées.

« Les laboratoires exploités au sein d'une même société sont autorisés à réaliser entre eux des transmissions de prélèvement aux fins d'analyses sans conclure de contrat de collaboration. Dans le cas d'un contrat de collaboration, l'analyse est effectuée sous la responsabilité du laboratoire qui a effectué le prélèvement. »

Par amendement n° 116, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer le paragraphe I de cet article.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. J'ai déjà défendu cet amendement n° 116, qui vise à supprimer le paragraphe I de l'article 19, en présentant l'amendement n° 114, tendant à supprimer l'article 16.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission émet un avis défavorable sur cet amendement qui vise à s'opposer à la constitution de sociétés d'exercice libéral entre des laboratoires.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 116, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 136, le Gouvernement propose :

« I. - De rédiger ainsi le paragraphe III de l'article 19 :

« III. - La transmission de prélèvements aux fins d'analyses n'est autorisée au pharmacien d'officine que s'il est installé dans une agglomération où n'existe pas de laboratoire exclusif. »

« II. - Dans le premier alinéa du texte proposé par le paragraphe IV de l'article 19 pour compléter l'article L. 760 du code de la santé publique, de remplacer les mots : "de celles qui sont adressées à un laboratoire équipé spécialement pour une ou plusieurs disciplines biologiques" par les mots : "à l'exception des actes visés à l'article L. 759". »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 145 rectifié, présenté par MM. Dailly, Cartigny et Laffitte, et tendant à compléter le texte proposé par deux paragraphes ainsi rédigés :

« III. - Après la première phrase du second alinéa du texte proposé par le paragraphe IV de cet article pour compléter l'article L. 760 du code de la santé publique, il est inséré une phrase ainsi rédigée : "Toutefois, ils devront en préciser la nature et les modalités dans un règlement intérieur dont le texte devra être communiqué au préfet et au conseil de l'Ordre compétent".

« IV. - Compléter, *in fine,* cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« Dans le cinquième alinéa de l'article L. 760 du même code, après les mots : "pharmacien d'officine" les mots : "ou au directeur de laboratoire" sont supprimés. »

La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 136.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Il s'agit d'un amendement de clarification.

M. le président. La parole est à M. Cartigny pour défendre le sous-amendement n° 145 rectifié.

M. Ernest Cartigny. Le premier paragraphe additionnel de ce sous-amendement tend à soumettre à des règles spécifiques les laboratoires regroupés au sein d'une société d'exercice libéral. En effet, ces laboratoires constituent des entités administratives différentes : il y a un directeur par laboratoire et un numéro d'autorisation d'exercice spécifique.

Le second paragraphe additionnel de ce sous-amendement a pour objet de régler clairement le problème des transmissions entre laboratoires et celui des honoraires auxquels elles peuvent donner lieu.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 136 et sur le sous-amendement n° 145 rectifié ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission accepte l'amendement n° 136, qui apporte en effet une clarification.

Quant au sous-amendement n° 145 rectifié, la commission ne l'a pas examiné ; mais, à titre personnel, j'indique que j'y suis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 145 rectifié ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix le sous-amendement n° 145 rectifié.

M. Franck Sérusclat. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Sérusclat.

M. Franck Sérusclat. Je m'abstiendrai sur le sous-amendement n° 145 rectifié, que je n'ai pas eu le temps d'examiner ; en revanche, je suis favorable à l'amendement n° 136 du Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 145 rectifié, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Le sous-amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'amendement n° 136, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 142, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après le paragraphe IV de l'article 19, un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« V. - Dans le premier alinéa de l'article L. 760 du code de la santé publique, après les mots : "hospitaliers publics", sont insérés les mots : "et des contrats de collaboration, visés au quatrième alinéa du présent article,". »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 142, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, modifié.

(L'article 19 est adopté.)

Article 19 *bis (priorité)*

M. le président. « Art. 19 *bis.* - Pour l'exécution de l'enregistrement et du contrôle de qualité des réactifs destinés aux analyses de biologie médicale, il est institué une redevance au profit de l'Etat.

« Cette redevance est due par tout fabricant ou importateur de réactifs de laboratoire destinés aux analyses de biologie médicale lors du dépôt du dossier soit dans le cadre d'une demande initiale soit dans le cadre d'une modification ou d'un renouvellement.

« On entend par réactifs toutes substances chimiques ou biologiques spécialement préparées pour leur utilisation *in vitro,* isolément ou en association, en vue d'analyses de biologie médicale au sens de l'article L. 753 du code de la santé publique.

« Le montant de cette redevande forfaitaire est fixé à 1 100 fois la valeur conventionnelle de la lettre clé B au 1er janvier de l'année d'exigibilité en ce qui concerne les fabricants et importateurs visés au deuxième alinéa du présent article ; il pourra être révisé par décret dans la limite de 1 500 fois la valeur conventionnnelle de la lettre clé B.

« Le versement de cette redevance doit être effectué au moment du dépôt du dossier.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 29 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 137 est déposé par le Gouvernement.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 29.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet article est désormais inutile, puisque ces dispositions ont été intégrées dans le texte concernant l'Agence du médicament.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 137.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cet article a été adopté par la Haute Assemblée lors de l'examen du projet de loi relatif à la transfusion sanguine.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 29 et 137.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. En conséquence, l'article 19 *bis* est supprimé.

Article 19 *ter (priorité)*

M. le président. « Art. 19 *ter.* - L'article L. 477 du code de la santé publique est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° Aux élèves officiers et officiers de la marine marchande pendant la durée de leur stage de formation sanitaire effectué dans des établissements ou services agréés par le ministre chargé de la santé. »

Par amendement n° 138, le Gouvernement propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Il n'est pas opportun de permettre, par dérogation, aux élèves officiers et aux officiers de la marine marchande la pratique de soins infirmiers pendant leur stage de formation sanitaire dans un établissement ou un service agréé par le ministre de la santé.

En effet, si une telle mesure était retenue, cela poserait un problème : le code de la santé publique, dans ses articles L. 474 et suivants, encadre strictement la pratique des soins infirmiers. Il ne paraît pas opportun d'ouvrir les dispositions légales à de nouvelles catégories, car l'acte infirmier est un acte technique qui doit être réservé.

Ensuite, l'ouverture de la pratique d'actes infirmiers aux officiers de marine risque d'entraîner d'autres demandes venant d'autres secteurs d'activité. Par ailleurs, sur un navire, l'officier de marine n'est pas toujours la personne la plus qualifiée pour accomplir ce type d'acte.

Une telle disposition a nécessairement des incidences en termes de responsabilité. A cet égard, des exemples récents ont démontré à quel point l'accomplissement de certains actes infirmiers pouvaient engager la responsabilité de ceux qui les effectuaient.

Certains actes ne pouvant être accomplis que sous la surveillance d'infirmières qualifiées, il y aurait une surchage de travail pour les personnels hospitaliers.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission a émis un avis défavorable, sans contester pour autant les observations présentées par M. le ministre.

Elle considère que les risques d'excès ne sont pas importants et qu'il est préférable de ne pas supprimer une disposition qui permettra aux officiers de marine d'accomplir en toute légalité des actes infirmiers à bord des navires.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 138, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19 *ter.*

(L'article 19 ter *est adopté.)*

Article 19 *quater (priorité)*

M. le président. « Art. 19 *quater.* - Il est inséré, dans le code de la santé publique, un article L. 570-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 570-2.* - Le pharmacien titulaire d'une officine de pharmacie ouverte au public, le pharmacien gérant après décès, ou le pharmacien gérant d'une pharmacie mutualiste ou de secours minière doivent, s'ils n'ont pas effectué le stage de fin d'études de six mois dans une officine de pharmacie ou une pharmacie hospitalière, justifier de l'exercice pendant au moins six mois d'une expérience complémentaire en tant que pharmacien assistant ou en tant que remplaçant dans une officine de pharmacie.

« La présente disposition, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1996, ne s'appliquera pas aux pharmaciens inscrits à l'une quelconque des sections de l'Ordre à cette date ou y ayant été précédemment inscrits. Il en ira de même pour les pharmaciens ressortissants des autres Etats membres de la Communauté économique européenne eu égard à leur exercice professionnel dans leur pays d'origine ou de provenance. »

Par amendement n° 30 rectifié, M. Seilllier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger ainsi le premier alinéa du texte présenté par cet article pour l'article L. 570-2 du code de la santé publique :

> « Pour être titulaire d'une officine de pharmacie ouverte au public, accéder à la gérance d'une pharmacie après décès, ou d'une pharmacie mutualiste ou de secours minière, le pharmacien doit justifier de l'exercice pendant au moins six mois d'une expérience complémentaire en tant que pharmacien assistant ou en tant que remplaçant dans une officine de pharmacie ou dans une pharmacie hospitalière s'il n'a pas effectué le stage de fin d'études de six mois dans une officine de pharmacie ou une pharmacie hospitalière. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement vise, d'une part, à préciser la rédaction de cet article : le stage ou l'expérience complémentaire doivent être nécessaires pour devenir titulaire d'une officine ou gérant d'une pharmacie.

Il vise, d'autre part, à harmoniser la nature du stage et de l'expérience complémentaire. Ceux-ci étant substituables, il convient qu'ils soient effectués dans les mêmes conditions, c'est-à-dire dans une officine de pharmacie ou dans une pharmacie hospitalière.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30 rectifié, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19 *quater*, ainsi modifié.

(L'article 19 quater *est adopté.)*

Articles additionnels après l'article 19 *quater (priorité)*

M. le président. Par amendement n° 55, MM. Sérusclat et Bœuf, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 19 *quater*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Au sixième alinéa de l'article L. 521 du code de la santé publique, après les mots : "section D", les mots : "pharmaciens des établissements hospitaliers" sont supprimés.

« II. - Ce même article L. 521 du code de la santé publique est complété par un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Section H. - Pharmaciens des établissements de santé publics et privés. »

La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Cet amendement prend en compte le changement intervenu lors du vote de la loi portant modification du titre V du code de la santé publique.

Le nouveau statut des pharmacies à usage intérieur des établissements de santé publics ou privés justifie la création d'une nouvelle section au sein du conseil de l'ordre des pharmaciens.

Il s'inspire de ce qui a été fait en 1975 quand, après la définition par la loi de leur statut, les laboratoires d'analyses de biologie médicale ont été représentés au conseil de l'ordre par la création d'une nouvelle section, la section G.

Les modalités de la composition de cette nouvelle section sont d'ordre réglementaire et relèvent donc du décret.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit de créer une nouvelle section au sein du conseil de l'ordre, pour faire suite à une modification de la législation. Or nous n'avons pas la certitude que ce conseil ait été consulté, ce qu'il conviendrait de faire, ne serait-ce que par courtoisie.

La commission a donc considéré qu'elle n'était pas en mesure d'émettre un avis favorable en l'état actuel des choses.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je ne suis pas sûr que les pharmaciens hospitaliers soient unanimes sur cette importante question, mais je crois qu'il faut effectivement réfléchir à un éventuel aménagement des structures du conseil national de l'ordre des pharmaciens.

Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Monsieur Bœuf, maintenez-vous votre amendement ?

M. Marc Bœuf. Nous avons surtout voulu, par cet amendement, attirer l'attention du Gouvernement sur ce problème qui, à mon avis, est d'ordre plus réglementaire que législatif. C'est la raison pour laquelle je retire l'amendement.

M. le président. L'amendement n° 55 est retiré.

Par amendement n° 139, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 19 *quater*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le code de la santé publique est modifié comme suit :

« 1. Il est inséré, après l'article L. 365, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Est interdit le fait, pour les membres des professions médicales visées au titre I du livre IV du présent code, de recevoir des avantages en nature ou en espèces, sous quelque forme que ce soit, d'une façon directe ou indirecte, procurés par des entreprises assurant des prestations, produisant ou commercialisant des produits pris en charge par les régimes obligatoires de sécurité sociale.

« Toutefois, l'alinéa précédent ne s'applique pas aux avantages prévus par conventions passées entre les membres de ces professions médicales et des entreprises, dès lors que ces conventions ont pour objet explicite et but réel des activités de recherche ou d'évaluation scientifique, qu'elles sont, avant leur mise en application, soumises pour avis au conseil régional de l'ordre des médecins et notifiées, lorsque les activités de recherche ou d'évaluation sont effectuées, même partiellement, dans un établissement de soins, au responsable de l'établissement, et que les rémunérations ne sont pas calculées de manière proportionnelle au nombre de prestations ou produits prescrits, commercialisés ou assurés. »

« 2. Il est inséré, après l'article L. 510-9-1, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les règles fixées aux articles L. 365, L. 365-1 et L. 549 pour les membres des professions médicales visées au titre I^er^ du livre IV du présent code sont applicables aux professions visées au titre II, au chapitre I^er^ du titre III et au titre III (I) du livre IV du présent code. »

« 3. Il est inséré, après l'article L. 376-1, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les dispositions de l'article L. 658-9 du présent code sont applicables à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions des articles L. 365-1 et L. 549. »

« 4. Il est inséré, après l'article L. 510-9-2, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les dispositions de l'article L. 658-9 du présent code sont applicables à la recherche et à la constatation des infractions aux dispositions de l'article L. 510-9-2. »

« 5. Il est inséré, après l'article L. 376-2, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les infractions aux dispositions de l'article L. 365-1 seront punies d'une amende de 500 000 F et d'un emprisonnement de deux ans. En cas de condamnation, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de dix ans au plus pourra être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale. »

« 6. Il est inséré, après l'article L. 510-9-3, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les infractions aux dispositions de l'article L. 510-9-2 seront punies d'une amende de 500 000 F et d'un emprisonnement de deux ans. En cas de condamnation, l'interdiction temporaire d'exercer la profession pendant une période de dix ans au plus pourra être prononcée par les cours et tribunaux accessoirement à la peine principale. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Des affaires impliquant des membres des professions médicales ont été mises en évidence récemment. Afin de ne pas ternir l'image de toute une profession du fait des abus de quelques-uns, il est proposé ici d'instaurer une plus grande transparence dans les relations entre professionnels de la santé et de doter les agents appelés à connaître de tels abus des moyens nécessaires à la recherche et à la constatation de ces infractions.

Afin d'instaurer une plus grande transparence, il est proposé de soumettre aux instances ordinales, avant leur conclusion, et de notifier à l'établissement dans lequel pratique un médecin ou un chirurgien, les conventions le liant aux entreprises pour en vérifier l'opportunité, la pertinence technique et scientifique. Sous cette réserve, un principe d'interdiction générale des relations commerciales entre professionnels de la santé et entreprises du secteur est par ailleurs posé.

En ce qui concerne les professions paramédicales, il s'agit d'étendre aux infirmières, masseurs-kinésithérapeutes, orthophonistes et orthoptistes les règles d'exercice applicables aux professions médicales, interdisant de faire bénéficier un tiers à la profession des honoraires ou bénéfices provenant de l'activité de l'auxiliaire médical.

Pour la constatation des infractions, il est prévu de compléter le code de la santé publique afin de permettre aux agents visés à l'article L. 658-9 de ce code, c'est-à-dire ceux qui sont habilités à constater les infractions à la loi du 1er août 1905, de rechercher et constater les infractions aux articles dudit code et à la nouvelle disposition mentionnée ci-dessus.

Enfin, pour donner un caractère dissuasif aux sanctions, une peine de 500 000 francs d'amende est prévu, ainsi qu'un emprisonnement de deux ans, peines qui sont assorties de l'interdiction temporaire d'exercer la profession pour une durée maximale de dix ans.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission a bien perçu l'importance de cet amendement, mais, malheureusement, trop tard, vu la date tardive de son dépôt. Elle a donc dû, à regret, émettre un avis défavorable car elle n'a pu l'examiner dans de bonnes conditions.

Elle suggère au Gouvernement de réintroduire cette disposition dans le texte relatif à la maîtrise des dépenses de santé afin que notre assemblée dispose de quelques heures supplémentaires pour y réfléchir.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 139, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Demande de priorité

M. Michel Charasse. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, je demande que soient examinés par priorité les amendements nos 1 et 2 rectifié, qui tendent à insérer une division et un article additionnels après l'article 19 *quarter.*

M. le président. Mes chers collègues, j'en appelle à votre sens de la discipline. Ces demandes de priorité réitérées rendent notre tâche très difficile.

Quel est l'avis de la commission sur cette demande de priorité ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission y est favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement y est également favorable.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La priorité est ordonnée.

Division et articles additionnels après l'article 19 *quater (priorité)*

M. le président. Par amendement n° 1, MM. Charasse, Bony et Quilliot proposent d'insérer, après l'article 19 *quater,* une division additionnelle ainsi rédigée :

« Titre... « Mesures relatives à l'aide sociale »

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la réserve de l'amendement n° 1 jusqu'après l'examen de l'amendement n° 2 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de réserve formulée par la commission ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. La réserve est ordonnée.

Par amendement n° 2 rectifié, MM. Charasse, Bony et Quilliot proposent d'insérer, après l'article 19 *quater,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Les bénéficiaires des prestations prévues par les lois modifiées n° 75-534 du 30 juin 1975 d'orientation en faveur des handicapés et n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle, ainsi que des prestations instituées par la loi n° 92-722 du 29 juillet 1992, qui sont financées à titre obligatoire par les départements et les communes dans le cadre de l'aide sociale, sont soumis aux règles de l'obligation alimentaire et de récupération sur succession selon les modalités applicables à l'aide médicale gratuite.

« II. - En ce qui concerne les bénéficiaires de la loi du 30 juin 1975 modifiée, les dispositions du I ci-dessus ne sont applicables qu'aux personnes reconnues handicapées après soixante-cinq ans, sauf si leur handicap résulte d'un accident.

« III. - L'allocation compensatrice instituée par la loi précitée du 30 juin 1975 modifiée est versée directement à la personne qui assiste le bénéficiaire pour l'accomplissement des actes de la vie courante.

« Cette allocation est suspendue en cas d'hospitalisation du bénéficiaire dans des conditions fixées par décret. Elle est supprimée lorsque l'hospitalisation est définitive. »

La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il s'agit d'introduire dans le texte une nouvelle division, qui fait l'objet de l'amendement n° 1 - dont je ne dirai rien puisqu'il est la conséquence de l'amendement n° 2 rectifié - et un article qui concerne l'aide sociale mise à la charge des collectivités locales.

Tous ceux qui siègent dans cette assemblée et qui sont en même temps élus municipaux ou départementaux, à plus forte raison s'ils sont présidents de conseil général, voient augmenter depuis quelque temps avec une certaine inquiétude les charges d'aide sociale. Il n'est pas rare de constater des progressions annuelles de ce que l'on appelle les contingents communaux et départementaux de l'ordre de 10, 12, 15 p. 100, et parfois plus dans certains départements.

Ce problème est apparu lorsque de nombreuses prestations ont été créées, depuis la loi de 1975 relative aux handicapés jusqu'à la loi sur le RMI dans les années récentes, prestations qui ne sont pas soumises aux règles habituelles de l'aide sociale en matière de récupération sur succession ou d'obligation alimentaire.

Certes, pour le RMI, la récupération sur succession a été prévue par la loi en ce qui concerne la prestation servie par l'Etat mais non pour les prestations d'aide sociale qui l'accompagnent.

Cette disposition devait cependant faire l'objet d'un décret, mais il n'est jamais intervenu. Dès lors, il faut que nous réagissions, car cela ne devient plus possible. Les collectivités locales n'ont plus la possibilité de faire face aux charges croissantes qui leur sont réclamées.

A l'évidence, la loi de 1975 sur les handicapés, loi au reste généreuse, a été complètement détournée de son objet par les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans qui, plutôt que de recourir à l'aide sociale classique, font jouer, du fait des handicaps de l'âge, la loi de 1975 qui, elle, ne donne pas lieu, contrairement à l'aide sociale classique, à récupération sur succession ou obligation alimentaire.

C'est le même cas de figure pour le RMI, puisqu'il peut arriver, dans un certain nombre de cas - et j'en connais dans mon département - que des RMIstes, dont les obligés alimentaires pourraient payer mais ne le font pas, aient des biens inexploités qui ne donnent pas lieu à récupération à leur décès.

Il s'agit donc ici de prévoir que les règles de l'aide sociale, en ce qui concerne la récupération sur succession et l'obligation alimentaire, s'appliquent à tous les bénéficiaires de la loi du 30 juin 1975 âgés de plus de soixante-cinq ans qui ne sont pas victimes d'un handicap naturel ou d'un handicap consécutif à un accident. Il en irait de même pour les titulaires des allocations d'aide sociale qui accompagnent le RMI.

J'ajoute que l'allocation compensatrice accordée aux handicapés en vertu de la loi de 1975, notamment aux handicapés de plus de soixante-cinq ans, devrait désormais être versée à la tierce personne bénéficiaire plutôt que d'aller à la caisse d'épargne, indication étant donnée par le bénéficiaire du nom et de l'adresse de celui qui touchera l'allocation.

Tel est l'objet de cet amendement, qui répond directement à un souci de justice et d'équité. Il ne doit pas y avoir deux manières de traiter les dépenses d'aide sociale, selon qu'on applique telle ou telle loi. En outre, il est nécessaire de modérer les charges des collectivités locales en la matière, car elles ne peuvent plus faire face.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à l'amendement n° 2 rectifié.

S'agissant, tout d'abord, de l'application aux allocataires du RMI des règles de l'obligation alimentaire et de la récupération sur succession, il convient de rappeler que la loi prorogeant le dispositif du RMI votée en juillet dernier par le Sénat l'a exclue.

Je m'interroge : est-il opportun de revenir sur cette loi, sachant, par ailleurs, que notre pays compte plus de 500 000 allocataires du RMI et que, dans certains départements, notamment d'outre-mer - je pense ici surtout à la Réunion - le RMI concerne jusqu'à un habitant sur quatre ?

En outre, en ce qui concerne l'allocation compensatrice pour tierce personne, il existe, c'est vrai, des dérives qui sont dénoncées depuis longtemps mais elles sont liées à l'accroissement du nombre des personnes âgées dépendantes dans notre pays et à l'absence de dispositif de prise en charge spécifique.

Nous considérons donc que ce problème ne peut être résolu, à la sauvette, dans le cadre du DMOS. D'ailleurs, la commission des affaires sociales vient de mettre en place un groupe de travail spécifique sur la dépendance pour étudier ces questions et préparer la discussion d'un futur projet de loi sur ce thème.

En conséquence, nous souhaitons reporter l'examen de telles dispositions après que ce groupe de travail aura déposé ses conclusions, en avril 1993. C'est pourquoi la commission émet un avis défavorable sur l'amendement n° 2 rectifié.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* L'amendement n° 2 rectifié appelle plusieurs remarques.

S'agissant d'abord des dépenses d'aide sociale, il est exact que celles-ci ont augmenté rapidement ces dernières années, en moyenne de 4 p. 100 par an en volume depuis 1990...

M. Michel Charasse. En volume !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* ... avec, c'est vrai, une pointe à 10 p. 100 par an pour l'allocation compensatrice. Mais, globalement, l'augmentation est de 4 p. 100 par an et non de 15 p. 100.

J'ajoute que, selon les chiffres de l'observatoire décentralisé de l'action sociale, le bilan des dépenses et des recettes en matière sociale reste positif depuis la décentralisation.

Par ailleurs, la récupération sur succession en matière de revenu minimum d'insertion est déjà prévue par la loi : c'est l'article 30 de la loi du 1er décembre 1988.

M. Michel Charasse. Le décret n'est pas pris !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Oui, mais la loi la prévoit !

Cette récupération est introduite pour la nouvelle allocation « autonomie et dépendance », déjà adoptée par l'Assemblée nationale, qui remplace l'allocation compensatrice lorsque la demande en est faite après soixante-cinq ans.

J'ajoute que cette nouvelle allocation sera affectée à des dépenses effectives de tierces personnes, que ce soit à domicile ou en établissement.

Au demeurant, la solidarité familiale, qui est nécessaire, doit s'exercer au juste niveau. Ainsi, vouloir appliquer systématiquement l'obligation alimentaire nous semble être un retour sur des décennies d'avancées du droit social, avancées qui ont été mises en place pour sortir de l'assistance.

En conclusion, je dirai qu'il faut, certes, que la solidarité familiale joue chaque fois que possible, mais sans pour autant mettre en cause, surtout dans des situations comme celles-ci, ni les droits fondamentaux de la personne ni la solidarité de la collectivité.

Le Gouvernement est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 2 rectifié.

M. Jean Chérioux. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Permettez-moi de commencer mon propos par un rappel des Saintes Ecritures : il y a plus de joie dans le ciel pour un pécheur qui se repend que pour quatre-vingt-dix neuf justes qui persévèrent !

M. Michel Charasse. Il n'y en a pas beaucoup !

M. Jean Chérioux. Or je constate que notre collègue, ancien ministre du budget, présente aujourd'hui un texte qui répond à des soucis qui préoccupent depuis très longtemps les présidents de conseils généraux et auxquels il était resté sourd pendant des semaines, pour ne pas dire pendant des mois !

M. Michel Charasse. Pas moi !

M. Jean Chérioux. Pis, toute son action au cours des mois durant lesquels il était ministre du Gouvernement a consisté à augmenter, texte de loi après texte de loi, les charges desdites collectivités locales.

Quel plaisir, aujourd'hui, de voir M. Charasse, redevenu sénateur, se soucier des finances des collectivités locales ! *(Sourires sur les travées du RPR.)*

Mais c'est tout de même un peu gros : il veut, en fin de session, régler un problème qui se pose depuis des mois.

Pourtant, quand le Sénat avait adopté une proposition de loi, présentée par notre collègue Lucien Neuwirth et cosignée par tous les présidents de conseils généraux siégeant ici, dont l'objet consistait précisément à régler cette affaire, M. Charasse, ministre, n'avait pas cru bon de plaider notre cause au sein du Gouvernement puisque cette proposition de loi n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale.

D'ailleurs, je constate aujourd'hui une certaine discordance entre la position de l'ancien ministre du budget et celle du ministre actuel des affaires sociales, ce qui ne manque pas de sel.

M. Michel Charasse. C'est faux !

M. Jean Chérioux. Je constate également que le Gouvernement s'est repris puisque M. le ministre vient d'évoquer un projet de loi sur l'allocation autonomie et dépendance. Quel temps perdu avant d'avoir envisagé, enfin, d'apporter un début de solution à un problème qui se pose depuis déjà fort longtemps !

J'avoue que présenter des propositions en fin de session parlementaire sans une étude préalable approfondie, sans travail de synthèse, ne me paraît pas de bonne méthode.

L'orientation retenue par la commission des affaires sociales du Sénat, qui a créé un groupe d'étude sur la dépendance, au sein duquel l'on pourra étudier et réfléchir à ce problème, à partir des propositions Boulard et Schopflin, me paraît plus sérieux.

Dans ces conditions, bien que la cause que prétend défendre M. Charasse soit excellente, je trouve qu'elle a aujourd'hui un bien mauvais avocat et c'est la raison pour laquelle je ne voterai pas l'amendement n° 2 rectifié.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Je ne pensais pas qu'un amendement visant à défendre l'équité et les intérêts des collectivités locales déchaînerait autant de passion de la part de M. Chérioux.

La loi de 1975, dont tout le monde se souvient,...

M. Jean Chérioux. Eh oui !

M. Michel Charasse. ... donne lieu aujourd'hui au versement de 216 000 allocations compensatrices.

M. Jean Chérioux. Il ne fallait pas laisser faire !

M. Michel Charasse. Monsieur Chérioux, le texte est ainsi.

Sur ces 216 000 allocations, 140 800, soit plus de la moitié, vont aux personnes âgées de plus de soixante-cinq ans.

M. Jean Chérioux. Nous le savons, hélas !

M. Michel Charasse. C'est le système le plus injuste pour les citoyens et le plus onéreux pour les contribuables que je connaisse.

M. Jean Chérioux. C'est vrai !

M. Michel Charasse. En fait, la situation est très simple : ou on est malin, ou on ne l'est pas.

Si l'on n'est pas malin et que l'on a une personne âgée à faire prendre en charge, parce que les malheurs de l'âge font qu'elle subit un handicap certain, qu'elle ne peut pas rester seule, etc., on demande le bénéfice de l'aide médicale.

Dans ce cas, la grand-mère ou le grand-père est privé de sa retraite - moins les 10 p. 100 que l'on conserve comme argent de poche !

Si la retraite est insuffisante pour couvrir les frais, on invite les enfants à payer. Si les enfants ne peuvent pas payer, c'est l'aide sociale qui paie et on récupère sur succession s'il y a lieu.

Lorsque l'on est malin, on fait passer la personne âgée devant la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel, la Cotorep. Là, on est tranquille. Si elle est reconnue handicapée, elle est prise en charge à 100 p. 100 ; il n'y a aucune récupération sur succession ni aucune contribution des obligés alimentaires.

De surcroît, elle perçoit l'allocation compensatrice, c'est-à-dire l'allocation pour tierce personne, sans condition de ressources. Généralement, elle la place à la caisse d'épargne parce qu'elle se trouve dans un milieu familial où elle n'a pas besoin véritablement d'être assistée par une tierce personne.

C'est le système le plus injuste qui existe pour les citoyens. En effet, d'un côté, il y a le « pauvre type » qui n'a pas fait attention, qui se retrouve à l'aide sociale générale : il est obligé de payer et il est privé du droit à succession. De l'autre, il y a le malin, qui, lui, émarge à la loi sur les handicapés, loi qui n'a pas été conçue pour cela.

De la sorte, les handicapés sont fondés à dire qu'ils ne perçoivent pas toujours ce qu'ils devraient normalement recevoir parce qu'une partie de l'argent est détournée vers ceux qui ne devraient normalement pas le toucher.

J'ignore si ce système vous satisfait, mes chers collègues, mais il provoque une explosion des dépenses des collectivités locales, et cela pour alimenter les caisses d'épargne et pour tourner les règles de l'aide sociale en ce qui concerne l'obligation alimentaire et les récupérations sur succession.

Tel était l'objet de mon amendement. J'avais rajouté le RMI, monsieur le ministre. En effet, vous avez dit que la récupération des droits sur succession était prévue au titre du RMI. C'est vrai. Mais elle est prévue en ce qui concerne l'allocation RMI et au profit de l'Etat !

Le décret d'application n'a jamais été publié. Ce n'est pas faute, monsieur Chérioux, de l'avoir demandé, je vous le signale. Seulement, comme vous le savez, les débats au sein du Gouvernement n'ont pas lieu sur la place publique et ne font pas l'objet d'un compte rendu au *Journal officiel*. Sinon, bien des choses vous auraient étonné !

Le décret en question n'est donc pas paru. Cela laisse complètement de côté les prestations d'aide sociale qui accompagnent le RMI, qui sont à la charge des collectivités locales et qui sont l'une des raisons, et non des moindres, de l'augmentation brutale des dépenses des départements et des communes.

Telles sont les précisions qui me paraissent amplement justifier l'amendement que j'ai présenté.

Monsieur Chérioux, vous me dites que je n'ai jamais plaidé au sein du Gouvernement... Vous n'y étiez pas, vous ne pouvez pas le dire !

M. Jean Chérioux. Le résultat n'est pas bon ! On juge l'arbre à ses fruits ! Relisez les Saintes Ecritures !

M. Michel Charasse. Bien sûr, monsieur Chérioux, mais, en tout cas, vous ne pouvez pas parler de quelque chose que vous ne pouvez pas connaître !

Permettez-moi de vous dire que j'ai toujours défendu, dans les différentes fonctions que j'ai occupées, les intérêts des collectivités locales. D'ailleurs, M. le ministre des affaires sociales peut en témoigner, s'il se souvient des discussions que nous avons eues sur la loi du 29 juillet dernier, que je me félicite de n'avoir pas eu à voter comme parlementaire...

Si la commission veut attendre le dépôt d'un texte, ou si elle désire approfondir sa réflexion avant de présenter une proposition au Sénat, je veux bien me rallier à son point de vue.

Je ne souhaite pas que le Sénat repousse mon amendement. En effet, ce serait affreux pour les collectivités locales, qui sont actuellement en train de se demander comment elles financeront dans l'avenir les dépenses d'aide sociale. Dans cette perspective, je veux bien me rallier à la position de la commission en retirant mes deux amendements.

Mais s'il s'agit, comme l'a dit le Gouvernement, de continuer dans la démagogie - distribution tous azimuts et sans condition - alors, je le dis amicalement à M. René Teulade, je n'ai jamais marché, je ne marcherai jamais dans ce processus parce qu'il est le contraire des vertus républicaines et d'équité auxquelles je suis attaché.

Ma position sera différente s'il s'agit d'entrer dans un processus où la commission procèdera à une étude globale préalable à l'examen du texte sur la dépendance.

Je relève d'ailleurs que, dans ce texte, la récupération sur succession a été acceptée, preuve, monsieur Teulade, que cela ne doit pas être si mauvais. Passons, n'insistons pas. Il existe peut-être des règles en Corrèze qui ne sont pas applicables dans le reste de la France...

En tout cas, si M. le rapporteur me confirme que la commission engagera un processus visant à défendre les intérêts des collectivités locales et à rétablir l'équité dans un domaine où elle n'existe plus, alors que, s'il est un secteur où l'équité doit exister, c'est bien celui de l'aide sociale, je me rallierai à ce point de vue et je retirerai mes deux amendements.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je peux confirmer à M. Charasse que la commission a déjà constitué son groupe de réflexion, qui vient tout juste de commencer ses travaux ; à cette occasion, ses suggestions seront prises en compte.

M. Michel Charasse. Dans ces conditions, je vais retirer mes amendements.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* J'ai l'impression que l'on fait un amalgame. Un texte de loi existe, le décret n'a pas été pris. C'est vrai et il faut savoir pourquoi.

S'agissant du projet de loi sur l'allocation autonomie et dépendance, monsieur Chérioux, il ne faut pas dire que ce texte a été rédigé dans la hâte.

Voilà plus de dix ans que je participe à des colloques, à des débats, à des commissions, à des réflexions. Aujourd'hui, le moment était venu de commencer à mettre en place un dispositif qui apporte une réponse concrète à un vrai problème de société. Vous l'avez d'ailleurs souligné.

Il ne faut donc surtout pas dire que ce texte a été élaboré dans la hâte. Non, il était arrivé à maturation.

S'agissant du RMI, je ne dis pas, monsieur Charasse, qu'il n'y ait pas ici ou là quelques situations parfaitement irritantes. Mais quelques cas particuliers suffisent-ils à condamner une disposition générale qui, incontestablement, a permis de lutter avec beaucoup d'efficacité contre l'exclusion ?

Les difficultés de la Corrèze ne sont pas moindres que celles du Puy-de-Dôme, monsieur le sénateur. Et j'ai pu constater combien la loi sur le RMI avait apporté de soulagement...

M. Michel Charasse. Oui !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* ... pour nombre de pauvres gens.

M. Michel Charasse. Ce n'est pas ceux-là que je vise !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Que certains puissent faire l'objet d'une récupération, par exemple sur héritage, je pense effectivement que cela peut exister, mais c'est vraiment très marginal.

Il est vrai que nous avons ici affaire à des populations particulièrement fragiles et je crois, personnellement, que la loi, qui a notamment porté ses fruits en juillet dernier, après trois années d'expérience, a fait l'objet d'un large consensus et a apporté une vraie réponse à l'un des problèmes de notre temps.

Certes, il nous appartient maintenant d'essayer de voir comment nous pouvons ensemble lutter efficacement contre ceux qui - vous venez de le dire, monsieur Charasse - sont plus malins que d'autres. Je sais bien que les COTOREP ne fonctionnent pas parfaitement...

M. Jean Chérioux. Il faut leur donner de bonnes instructions !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* ... mais il en existe certaines qui sont efficaces. En outre, il appartient aux élus locaux d'être extrêmement vigilants sur ce terrain-là.

M. Michel Charasse. Mais les maires n'ont aucun pouvoir au sein des COTOREP !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je le sais, mais écoutez-moi...

M. Michel Charasse. Les maires ne sont pas autorisés à donner leur avis et il n'y a plus de commission d'aide sociale !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Ecoutez-moi, monsieur le sénateur. Il est tout de même possible, surtout dans les communes rurales, de donner son point de vue lorsque le dossier est à l'étude et j'ai confiance en votre perspicacité et en votre capacité d'intervention pour porter remède à certains abus qui pourraient être commis dans la commune de Puy-Guillaume !

M. Michel Charasse. Mais je n'y arrive pas, monsieur Teulade !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cela m'étonne !

En un mot, je ne crois pas qu'il faille prendre prétexte de certains abus, qui existent, c'est vrai...

M. Michel Charasse. Tout le monde le sait !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* ... pour remettre en cause une disposition qui correspond véritablement à un besoin de notre temps : lutter contre la pauvreté et les difficultés rencontrées par certaines catégories sociales. A cet égard, le RMI est une loi sociale qui représente une avancée considérable...

M. Michel Charasse. Personne n'a dit le contraire !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* ... et qui, incontestablement, apporte aujourd'hui une réponse concrète à l'un des problèmes les plus douloureux de notre époque.

Je ne souhaite donc pas que, dans cette enceinte, on songe à remettre en cause le principe du RMI, même si l'application de ce dernier entraîne un certain nombre de difficultés.

M. Michel Charasse. Mais on ne le remet pas en cause !

Je demande la parole, monsieur le président.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Je voudrais simplement dire à M. le ministre que sa seule intervention n'aurait su me conduire à retirer mon amendement n° 2 rectifié. C'est, en fait, la commission qui m'y a incité.

En effet, il n'est pas question de supprimer les avantages qui découlent du RMI ou de la loi de 1975. Il s'agit seulement de mettre un terme à des abus qui aboutissent à des injustices graves et à piller les finances des collectivités locales. L'argent des contribuables n'est quand même pas fait pour cela !

J'ajoute, monsieur le ministre, qu'il n'est pas question dans mon esprit de remettre en cause l'automaticité de l'aide sociale qui accompagne le RMI. Il faut simplement exercer un contrôle *a posteriori.*

Quant aux COTOREP, je répète, comme je l'ai déjà dit devant vous en juillet dernier, dans une autre enceinte et dans d'autres circonstances, que les maires n'ont pas voix au chapitre. Ils ne peuvent émettre aucun avis sur les dossiers, sauf dans certains départements où le préfet est « gentil » avec eux. En effet, la COTOREP ne comprend qu'un représentant du conseil général, qui est minoritaire...

M. Jean Chérioux. Exactement !

M. Michel Charasse. ... et, généralement, quels que soient les avis émis par les élus, ils ne sont pas suivis, la COTOREP étant composée en majorité de médecins qui se moquent complètement de ce que les maires peuvent raconter !

La vraie difficulté tient au fait que la loi ne prévoit pas la possibilité de se retourner contre les obligés alimentaires ou de récupérer sur succession, si bien que les problèmes spécifiques aux personnes âgées sont automatiquement gérés par les COTOREP. Ainsi, on est tranquille ; on n'a rien à payer ! Or la loi de 1975 relative aux handicapés, votée sous le septennat du président Giscard d'Estaing, n'a pas été conçue pour cette catégorie sociale.

M. Jean Chérioux. Exactement !

M. Michel Charasse. De même, elle n'avait pas pour objet d'aboutir à ce genre de fraude, car il s'agit bien de fraude, même si c'est une « fraude légale », puisque la loi est faite ainsi !

J'espère, monsieur le président, que les travaux de notre commission des affaires sociales permettront de remettre un peu plus d'ordre et d'équité dans ce domaine, tout en diminuant les dépenses des collectivités locales.

C'est la raison pour laquelle j'accepte de retirer mes amendements nos 2 rectifié et 1. Cela nous laissera, je l'espère, un peu de temps pour convaincre le ministre !

M. Jean Chérioux. Quel bel exemple de conversion !

M. le président. Les amendements nos 2 rectifié et 1 sont retirés.

Les articles et amendements qui faisaient l'objet des différentes priorités ordonnées ayant été examinés, nous reprenons le cours normal du projet.

Article 5

M. le président. « Art. 5. - L'article L. 615-8 du code de la sécurité sociale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque le tribunal arrête un plan de continuation en application de l'article 69 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises, l'assuré est rétabli dans ses droits aux prestations à compter du prononcé du jugement, dès lors qu'il s'acquitte régulièrement des cotisations dues selon l'échéancier prévu par le plan ainsi que des cotisations en cours. »

Par amendement n° 76, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de rédiger ainsi le texte présenté par cet article pour compléter l'article L. 615-8 du code de la sécurité sociale :

« Lorsque le tribunal arrête un plan de continuation en application de l'article 69 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985 ou lorsque la commission de recours amiable de la Caisse mutuelle régionale accorde à l'assuré un étalement du paiement des cotisations, ce dernier est rétabli dans ses droits aux prestations à compter du prononcé du jugement ou de la prise de décision de la Caisse mutuelle régionale, dès lors que l'assuré s'acquitte régulièrement des cotisations dues selon l'échéancier prévu ainsi que des cotisations en cours. »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. La solution apportée par l'article 5 se révèle insuffisante, car elle ne prend pas en compte la situation de l'assuré au cours de la période d'observation.

Par le rétablissement automatique du droit aux prestations maladie-maternité, dès lors qu'un échéancier de paiement a été arrêté et respecté, les difficultés rencontrées par l'assuré du fait d'une absence de couverture sociale pourraient être levées, non seulement pour le travailleur indépendant en situation de redressement judiciaire, mais également lorsqu'il connaît des difficultés financières passagères.

Tel est l'objet de l'amendement n° 76.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement, qui ne lui paraît pas utile dans la mesure où les commissions de recours amiable ont d'ores et déjà la possibilité de prendre ce type de décisions.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 76, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 5, ainsi modifié.

(L'article 5 est adopté.)

Article 6

M. le président. « Art. 6. - I. - A la section 1 du chapitre II du titre III du livre VII du code de la sécurité sociale, après le premier alinéa de l'article L. 732-1, ainsi qu'à la section IV du chapitre II du titre II du livre VII de la deuxième partie (Mutualité sociale agricole) du code rural, après le premier alinéa de l'article 1050, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les institutions mentionnées au premier alinéa du présent article ne peuvent être simultanément autorisées à constituer :

« 1° Des avantages de retraite complémentaire qui relèvent de l'obligation d'affiliation fixée au premier alinéa de l'article L. 731-5 du code de la sécurité sociale ou qui ne sont pas couverts intégralement et à tout moment par des provisions techniques, d'une part ;

« 2° D'autres avantages mentionnés au premier alinéa du présent article, d'autre part.

« II. - A la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII du code de la sécurité sociale, il est inséré un article L. 732-8-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 732-8-1.* - Dans tous les cas où une des institutions de prévoyance visées au 2° du deuxième alinéa de l'article L. 732-1 se réassure contre un risque qu'elle garantit, elle reste seule responsable vis-à-vis des personnes garanties.

« Les institutions de prévoyance visées au 2° du deuxième alinéa de l'article L. 732-1 peuvent, dans les conditions d'activité et de sécurité financière fixées par le décret prévu à l'article L. 732-1, prévoir dans leurs statuts et règlements l'acceptation de risques en réassurance.

« III. - Les institutions de retraite ou de prévoyance complémentaire autorisées à fonctionner à la date d'entrée en vigueur de la présente loi se conforment aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 732-1 du code de la sécurité sociale avant le 1er juillet 1994. »

Par amendement n° 107, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. L'article 6, par le biais de la réassurance, permettra aux assurances privées de pénétrer dans un domaine jusqu'alors interdit, car réservé aux organismes de sécurité sociale, ce qui n'est pas de nature à assurer la garantie des assurés sociaux.

Le fait d'élargir les possibilités de réassurance aux institutions de prévoyance nous semble dangereux. C'est pourquoi le groupe communiste et apparenté s'y oppose et demande donc la suppression de l'article 6.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à cet amendement. L'article 6, qui détermine les conditions d'ouverture des activités de réassurance aux institutions de prévoyance, présente l'intérêt de bien distinguer les institutions qui seront autorisées à accepter des risques en réassurance et celles qui seront exclues de ces activités.

Il convient de maintenir cet article, comme le souhaitent d'ailleurs les organismes de retraite complémentaire obligatoire, afin que ces derniers soient exclus du champ d'application des directives européennes relatives à l'assurance.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 107, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

Article additionnel après l'article 6

M. le président. Par amendement n° 89, MM. Madelain et Machet proposent d'insérer, après l'article 6, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après l'article L. 731-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les conventions ou accords collectifs de branche visés à l'article L. 731-1 peuvent prévoir une mutualisation des risques dont ils organisent la couverture auprès d'un ou plusieurs organismes habilités au sens de l'article 1er de la loi n° 89-1009 du 31 décembre 1989 auxquels adhèrent obligatoirement les entreprises relevant de leur champ d'application. »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Face à la faiblesse de certaines prestations du régime de base de sécurité sociale, il est nécessaire de favoriser le développement de couvertures sociales complémentaires de prévoyance.

Ces couvertures, qui relèvent de la libre décision de l'employeur et de ses salariés ou de leurs représentants, peuvent constituer, lorsqu'elles sont mises en place dans le cadre des branches professionnelles, un facteur de progrès social important, notamment pour les salariés non cadres.

Je demande donc à la Haute Assemblée d'adopter l'amendement n° 76, qui répond à cet objectif.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission a émis un avis favorable, car cet amendement lui paraît de nature à favoriser le développement, au-delà des pensions servies par les régimes de base et les régimes complémentaires, de ce qu'il est convenu d'appeler le troisième niveau de protection sociale, notamment en matière de retraites. Ce développement semble tout à fait souhaitable, compte tenu des problèmes et des menaces qui pèsent sur l'avenir des régimes de base.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, le Gouvernement est défavorable à cet amendement pour la simple raison que la loi dite loi Evin, du 31 décembre 1989, permet déjà une telle prévoyance complémentaire dans le cadre d'un accord de branche. La disposition proposée ici nous paraît donc inutile.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 89.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Le groupe socialiste est opposé à cet amendement. Nous pensons, en effet, qu'une telle disposition ne peut pas être examinée à la hâte, à l'occasion d'un DMOS. Elle doit s'inscrire dans une perspective beaucoup plus large impliquant une réflexion du législateur ainsi qu'une négociation entre les partenaires sociaux.

Or, en toute hypothèse, nous estimons que l'initiative contenue dans l'amendement n° 89 pourrait présenter certains dangers et c'est la raison pour laquelle nous le rejetterons.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 89, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 6.

Article 6 *bis*

M. le président. « Art. 6 *bis*. - Dans la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII du code de la sécurité sociale, après l'article L. 732-8-1, il est inséré un article L. 732-8-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 732-8-2.* - Les institutions de prévoyance pratiquant les opérations visées aux 3° et 5° de l'article R. 731-2 peuvent, avec l'approbation de l'autorité compétente de l'Etat, transférer en totalité ou en partie leur portefeuille de contrats, avec ses droits et obligations, à une ou plusieurs institutions de prévoyance autorisées à fonctionner.

« La demande de tranfert est portée à la connaissance des créanciers par un avis publié au *Journal officiel,* qui leur impartit un délai de trois mois au moins pour présenter leurs observations.

« Les entreprises adhérentes et les assurés à titre individuel disposent d'un délai d'un mois à compter de la publication de cet avis au *Journal officiel* pour résilier leur adhésion ou leur contrat. Toutefois, cette faculté de résiliation n'est pas offerte aux entreprises adhérentes lorsque leur adhésion à une institution de prévoyance résulte d'une convention ou d'un accord collectif de branche ou interprofessionnel.

« Sous ces réserves, l'autorité compétente de l'Etat approuve le transfert par arrêté s'il lui apparaît que le transfert est conforme aux intérêts des créanciers ainsi que des entreprises adhérentes et des assurés. Lorsque le transfert concerne des opérations relevant de l'assurance vie, cette approbation est, en outre, fondée sur les données de l'état prévu à l'article R. 731-31. Cette approbation rend le transfert opposable aux assurés, souscripteurs et bénéficiaires de contrat et aux créanciers, et écarte l'application du droit de surenchère prévu par l'article 5 de la loi du 17 mars 1909 relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 108 est présenté par Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté.

L'amendement n° 121 est déposé par le Gouvernement.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 108.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous ne saurions accepter les nouveaux mécanismes commerciaux concernant la gestion des fonds de ces institutions. Tel est l'objet de notre amendement n° 108, tendant à supprimer l'article 6 *bis.*

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 121.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement considère que la disposition introduite en première lecture n'est pas conforme à la directive européenne en matière de prévoyance complémentaire.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements identiques ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à ces amendements.

L'article 6 *bis* autorise les institutions de prévoyance à pratiquer des transferts de contrats entre elles, disposition très attendue par ces organismes car elle leur donne les mêmes possibilités que les mutuelles ou les sociétés d'assurances, contribuant ainsi à la modernisation et à la compétitivité de ce secteur en facilitant les regroupements d'institutions.

Cette disposition a été demandée par le centre technique des institutions de prévoyance. Faute du dépôt du projet de loi annoncé déjà l'an dernier par M. Bianco, elle est introduite dans le présent texte à la satisfaction de la commission.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 108 et 121, repoussés par la commission.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 *bis.*

(L'article 6 bis *est adopté.)*

Article 6 *ter*

M. le président. « Art. 6 *ter*. - Dans la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII du code de la sécurité sociale, après l'article L. 732-8-2, il est inséré un article L. 732-8-3 ainsi rédigé :

« *Art. L. 732-8-3.* - Pour le paiement des prestations à caractère indemnitaire, les institutions de prévoyance sont subrogées jusqu'à concurrence desdites prestations dans les droits et actions de l'assuré ou de ses ayants droit contre les tiers responsables. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 109, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 122, le Gouvernement propose, dans le texte présenté par l'article 6 *ter* pour l'article L. 732-8-3 du code de la sécurité sociale, après les mots : « institutions de prévoyance », d'insérer les mots : « visées au 2° du deuxième alinéa de l'article L. 732-1 ».

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 109.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Cet amendement appelle les mêmes commentaires que pour l'article précédent.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 109 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission y est défavorable, pour les mêmes raisons que précédemment.

L'article 6 *ter* aligne les conditions de fonctionnement des institutions de prévoyance sur celles des mutuelles et des assurances en matière de subrogation des droits d'un assuré.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 et pour présenter l'amendement n° 122.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 109.

Bien que la préparation de la transcription de la directive européenne ne soit pas achevée, je suis favorable à une disposition technique qui permet des actions récursoires des institutions de prévoyance.

L'amendement n° 122 est un amendement de coordination.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 122 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable, car il s'agit d'un amendement de clarification opportun.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 109, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 122, accepté par la commission.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 *ter,* ainsi modifié.

(L'article 6 ter *est adopté.)*

Article 6 *quater*

M. le président. « Art. 6 *quater.* - Dans la section 2 du chapitre II du titre III du livre VII du code de la sécurité sociale, après l'article L. 732-8-2, il est inséré un article L. 732-8-4 ainsi rédigé :

« *Art. L. 732-8-4.* - Les institutions de prévoyance autorisées à fonctionner peuvent émettre des titres participatifs dans les conditions prévues par les articles 283-6 et 283-7 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales.

« Pour l'application de ces dispositions, les mots : "assemblée d'actionnaires ou de porteurs de parts" désignent l'"assemblée générale des membres adhérents et participants" ou, pour les institutions ne disposant pas d'une assemblée générale, le "conseil d'administration" et le mot "actionnaires" désigne les "membres adhérents et participants".

« En ce qui concerne leur rémunération, la partie variable de ces titres participatifs ne peut être calculée par référence à un critère représentatif du volume d'activité de l'institution émettrice. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 110 est présenté par Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté.

L'amendement n° 123 rectifié est présenté par le Gouvernement.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 110.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous avons toujours les mêmes raisons de nous opposer à de telles dispositions, que je qualifierai de « commerciales », car elles sont faites pour un marché lucratif et ne sont pas prises dans l'intérêt de la protection sociale.

C'est la raison pour laquelle nous demandons la suppression de l'article 6 *quater.*

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour présenter l'amendement n° 123 rectifié.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* La loi transcrivant la directive européenne doit préciser les sécurités financières demandées pour émettre des titres participatifs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements identiques n°s 110 et 123 rectifié ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à ces deux amendements.

En effet, l'article 6 *quater* vise à permettre aux institutions de prévoyance d'émettre des titres participatifs et d'être ainsi dans la même situation que les sociétés d'assurances, ce afin de moderniser le droit applicable à ces organismes et de leur accorder les mêmes facilités.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques n°s 110 et 123 rectifié, repoussés par la commission.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 6 *quater.*

(L'article 6 quater *est adopté.)*

Article 7

M. le président. « Art. 7. - I. - La section 2 du chapitre Ier du titre IV du livre VII du code de la sécurité sociale est complétée par un article L. 741-3-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 741-3-2.* - Les personnes titulaires de l'allocation de veuvage qui n'ont pas droit à un titre quelconque aux prestations en nature d'un régime obligatoire d'assurance maladie-maternité sont affiliées au régime de l'assurance personnelle dans la mesure où elles remplissent les conditions d'affiliation prévues au présent chapitre. »

« II. - Le I de l'article 187-2 du code de la famille et de l'aide sociale est complété par un 3° ainsi rédigé :

« 3° Les personnes titulaires de l'allocation de veuvage qui n'ont pas droit à un titre quelconque aux prestations en nature d'un régime obligatoire d'assurance maladie-maternité. »

Par amendement n° 12, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit cet article :

« Dans la section 1 du chapitre Ier du titre VI du livre Ier du code de la sécurité sociale, il est inséré, après l'article L. 161-15, un article L. 161-15-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 161-15-1.* - Les personnes titulaires de l'allocation veuvage, si elles ne peuvent y prétendre à un autre titre, ont droit pour elles-mêmes et leurs ayants droit au bénéfice des prestations en nature du régime obligatoire d'assurance maladie et maternité dont elles relevaient au moment du décès de leur conjoint. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'article 7 constitue un dispositif en trompe-l'œil dans la mesure où les bénéficiaires de l'allocation veuvage ont déjà, à l'heure actuelle, la possibilité de voir leurs cotisations prises en charge par l'aide sociale, compte tenu du plafond de ressources exigé pour l'attribution de cette prestation. Son adoption ne ferait que rendre automatique la prise en charge.

De plus, il crée une confusion entre, d'une part, le régime d'assurance institué par le législateur, qui, par la loi du 17 juillet 1980, a reconnu le veuvage comme un risque social au même titre que la maladie, le décès ou la vieillesse et, d'autre part, le régime d'assistance constitué par l'aide sociale.

Enfin, il n'est pas admissible que les ressources du Fonds national, spécialement prévues pour financer les dépenses en faveur des bénéficiaires de l'assurance veuvage et qui résultent, il convient de le souligner, d'une cotisation de 0,1 p. 100 prélevée sur le salaire déplafonné de chaque assuré social, ne soient pas utilisées en faveur de ces personnels.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable, car le Gouvernement tient à en rester au texte qu'il a déposé.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 12, repoussé par le Gouvernement.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 7 est ainsi rédigé.

Article 8

M. le président. « Art. 8. - Il est inséré, dans le code de la sécurité sociale, un article L. 743-2 ainsi rédigé :

« *Art. L. 743-2.* - La faculté de souscrire une assurance couvrant les risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles de leurs bénévoles est accordée aux œuvres et organismes d'intérêt général entrant dans le champ d'application de l'article 200 du code général des impôts.

« Les droits de l'assuré ne prennent effet qu'après acquittement des cotisations, qui sont à la charge des organismes mentionnés à l'alinéa précédent.

« Les dispositions du livre IV du présent code sont applicables à cette assurance sous réserve des prescriptions spéciales du décret en Conseil d'Etat fixant les modalités d'application du présent article. » - *(Adopté.)*

Article 9

M. le président. « Art. 9. - L'article 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 portant diverses mesures d'ordre social est ainsi rédigé :

« *Art. 10.* - I. - Le correspondant local de la presse régionale ou départementale contribue, selon le déroulement de l'actualité, à la collecte de toute information de proximité relative à une zone géographique déterminée ou à une activité sociale particulière pour le compte d'une entreprise éditrice.

« Cette contribution consiste en l'apport d'informations soumises avant une éventuelle publication à la vérification ou à la mise en forme préalable par un journaliste professionnel.

« Le correspondant local de la presse régionale et départementale est un travailleur indépendant et ne relève pas au titre de cette activité du 16° de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale ni de l'article L. 761-2 du code du travail.

« II. - Lorsque le revenu tiré de leur activité n'excède pas 15 p. 100 du plafond annuel de la sécurité sociale au 1er juillet de l'année en cours, les correspondants locaux de la presse régionale et départementale visés au I ne sont affiliés aux régimes d'assurance maladie-maternité et d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés que s'ils le demandent.

« III. - Lorsque le revenu tiré de leur activité reste inférieur à 25 p. 100 du plafond mentionné au II, les correspondants locaux de la presse régionale et départementale visés au II bénéficient d'un abattement de 50 p. 100 pris en charge par l'Etat sur leurs cotisations d'assurance maladie-maternité et d'assurance vieillesse. »

Par amendement n° 111, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de rédiger comme suit le troisième alinéa du I du texte présenté par cet article pour l'article 10 de la loi n° 87-39 du 27 janvier 1987 :

« A moins de répondre déjà aux conditions prévues à l'article L. 761-2 du code du travail, le correspondant local de la presse régionale et départementale est un travailleur indépendant et ne relève pas au titre de cette activité du 16° de l'article L. 311-3 du code de la sécurité sociale. »

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Une définition légale du correspondant local de presse va, me semble-t-il, provoquer des interférences dangereuses avec d'autres définitions professionnelles de conventions collectives et avec l'article L. 761-2, qui traite également du correspondant et lui attribue la qualification de journaliste salarié.

Il est indispensable que la volonté contractuelle des parties soit prioritaire et que la définition du projet reste subsidiaire.

Nous souhaitons que cet amendement soit adopté, ce qui nous permettrait de voter l'article 9.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Défavorable, car la définition du correspondant de presse qui figure dans l'article 9 est suffisamment claire. De plus, cet article a été adopté en l'état par la commission.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 111, repoussé par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 9.

(L'article 9 est adopté.)

Articles 10 à 12

M. le président. « Art. 10. - Le début du deuxième alinéa du II de l'article 7 de la loi n° 91-738 du 31 juillet 1991 portant diverses mesures d'ordre social est ainsi rédigé :

« L'homologation des tarifs mentionnés à l'alinéa ci-dessus est accordée par l'autorité administrative au vu... *(Le reste sans changement.)* » - *(Adopté.)*

« Art. 11. - Au deuxième alinéa de l'article 2 de la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires, après les mots : "à l'article L. 322-2", sont insérés les mots : "et à l'article L. 615-15". » - *(Adopté.)*

« Art. 12. - Aux articles L. 161-22 et L. 634-6 du code de la sécurité sociale, à l'article 6 de l'ordonnance n° 82-290 du 30 mars 1982 relative à la limitation des possibilités de cumuls entre pensions de retraite et revenus d'activité, à l'article 11 de la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986 relative à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles et à l'article 14 de la loi n° 87-563 du 17 juillet 1987 portant réforme du régime d'assurance vieillesse applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon, la date du 31 décembre 1992 est remplacée par celle du 31 décembre 1993. » - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 12

M. le président. Par amendement n° 14, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 12, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Après le cinquième alinéa de l'article L. 161-22 du code de la sécurité sociale, il est inséré un 5° ainsi rédigé :

« 5° Activités d'hébergement en milieu rural réalisé sur des biens patrimoniaux. »

« II. - Le cinquième alinéa de l'article 11 de la loi n° 86-19 du 6 janvier 1986 relative à l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite des personnes non salariées des professions agricoles est complété par le membre de phrase suivant : ", ni à l'exercice d'activités d'hébergement en milieu rural réalisé sur des biens patrimoniaux".

« III. - Après le quatrième alinéa du paragraphe I de l'article 9 de la loi n° 91-1407 du 31 décembre 1991 modifiant et complétant les dispositions du code rural et de la loi n° 90-85 du 23 janvier 1990 relatives aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, les activités d'hébergement en milieu rural réalisé sur des biens patrimoniaux peuvent être librement exercées. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement vise à introduire dans le projet de loi que nous examinons le texte de la proposition de loi déposée par notre collègue M. Jacques de Menou et tendant à faciliter le développement du tourisme rural.

Cette proposition de loi, qui a été adoptée à l'unanimité par le Sénat au mois de juin dernier, se révèle particulièrement opportune, compte tenu des problèmes rencontrés par

le monde agricole. Il s'agit d'accepter le cumul emploi-retraite concernant les activités d'hébergement en milieu rural.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement parce que cette dérogation anticipe la position qu'il devra prendre sur l'ensemble du dispositif législatif et crée une distorsion vis-à-vis non seulement des autres intervenants dans le secteur de l'hébergement touristique, en particulier en milieu rural, mais encore des non-salariés des professions artisanales et commerciales.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 14.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Comme le rapporteur, M. Seillier, vient de le rappeler, le Sénat avait adopté, le 17 juin dernier, la proposition de loi rapportée par notre collègue M. Jacques de Menou, qui en avait eu l'heureuse initiative, et tendant à limiter l'interdiction du cumul emploi-retraite et emploi-préretraite des agriculteurs exerçant une activité de tourisme rural, plus particulièrement d'hébergement en milieu rural, car il ne faut pas laisser le milieu rural continuer à se désertifier.

Aussi, vous comprendrez la grande surprise de notre collègue M. Jacques de Menou lorsqu'il a découvert que l'article 12 du présent projet de loi prorogeait une nouvelle fois l'interdiction du cumul emploi-retraite alors qu'ici même, dans cet hémicycle, le ministre du tourisme, M. Baylet, avait affirmé le 17 juin dernier son intérêt pour la proposition de loi de M. de Menou visant à permettre aux agriculteurs retraités et préretraités d'exercer une activité de tourisme rural.

Se souvenant des promesses du Gouvernement en juin dernier, notre collègue M. Jacques de Menou a transmis à la commission des affaires sociales, qui a bien voulu le reprendre, le présent amendement, qui rappelle les termes de sa proposition de loi. Dans la situation gravement bouleversée que connaît l'agriculture française, il faut, ainsi que notre collègue le pense à juste titre, favoriser une initiative qui pourrait redynamiser le monde rural et promouvoir le développement de l'agri-tourisme.

Une telle activité constituerait pour l'agriculteur retraité et préretraité une source de revenus non négligeable, tout en lui permettant de jouer un rôle essentiel d'animation et d'entretien du paysage. L'avantage est donc à la fois économique, social et écologique.

Il n'est pas raisonnable, pensons-nous, d'attendre un nouveau délai pour mettre en œuvre cette proposition favorisant la persistance et la création d'activités en zone rurale.

L'unanimité recueillie par la proposition de loi de M. Menou dans ce même hémicycle en juin dernier et l'approbation par la commission des affaires sociales du présent amendement devraient, monsieur le ministre, vous inciter à convenir qu'il faut permettre, dès 1993, sans plus tarder, aux agriculteurs retraités et préretraités d'exercer des activités dans le domaine du tourisme rural.

Monsieur le ministre, comme notre collègue M. Jacques de Menou, je souhaite que cet amendement soit adopté, qu'il soit retenu par la commission mixte paritaire et que le Gouvernement le fasse véritablement sien.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Le groupe socialiste votera cet amendement, car il tend à résoudre une question qui touche à la justice sociale et à l'équité.

Nous savons très bien que le tourisme rural se développe et que les gîtes ruraux constituent des éléments fondamentaux de son essor. Mais il faut prendre en compte des situations qui sont actuellement très différentes.

Un retraité du régime général pourra avoir un gîte rural qui sera considéré comme un bien immobilier et qui va lui assurer un complément de revenu. En revanche, dans l'état actuel des textes, un retraité du régime agricole ne peut pas considérer ce bien comme un revenu. On parle alors de cumul.

Cet amendement a pour objet non pas d'accorder je ne sais quel passe-droit aux agriculteurs, mais de permettre aux retraités de profiter de leurs biens immobiliers, quel que soit leur régime de retraite.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 14, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 12.

Par amendement n° 15, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 12, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'avant-dernier alinéa de l'article L. 161-22 du code de la sécurité sociale est complété *in fine* par les mots :

« , ni aux personnes ayant eu une activité mixte, salariée et libérale, et souhaitant poursuivre leur activité au-delà de 65 ans. »

« II. - Les pertes entraînées par le I pour les caisses d'assurance vieillesse sont compensées par le relèvement à due concurrence des droits prévus aux articles 575 et 575 A du code générale des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Toujours à propos du cumul emploi-retraite, la commission s'est efforcée cette année de résoudre les problèmes au cas par cas en attendant l'élaboration d'un projet de loi en la matière.

Cet amendement tend à permettre à ceux qui ont exercé une activité mixte salariée et libérale de continuer, s'ils le souhaitent, leur activité au-delà de 65 ans. Il nous a semblé urgent de prendre cette disposition.

Il ne paraît pas admissible en effet qu'à partir de cet âge, pour bénéficier d'une retraite de salarié pour laquelle ils ont cotisé, certains professionnels doivent abandonner toute activité libérale.

Cette situation est particulièrement préjudiciable pour les médecins, qui, du fait de la longueur de leurs études et des années consacrées à l'activité hospitalière en tant que salariés, ne réunissent pas un nombre suffisant d'années de cotisations dans un régime de profession libérale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement, car la prolongation de cette dérogation au-delà de soixante-cinq ans paraît inéquitable. En effet, au vu de leur durée de cotisation, à soixante-cinq ans, les membres des professions libérales se trouvent, au fond, dans la même situation que de nombreux cadres salariés qui ont poursuivi leurs études pendant de nombreuses années ou de commerçants ou d'artisans qui n'ont pu s'installer qu'assez tardivement à leur compte.

Par ailleurs, il ne nous paraît guère envisageable de financer une telle dérogation par un relèvement des droits sur les tabacs manufacturés.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 15, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 12.

Par amendement n° 16, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer. après l'article 12, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 351-20 du code du travail est complété, *in fine,* par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'application des règles de cumul aux personnes indemnisées par les organismes visés à l'article L. 351-21 du présent code, ne sont pas prises en compte les pensions militaires de retraite servies avant l'âge auquel l'allocataire est en droit de bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Par cet amendement, nous proposons que les pensions militaires de retraite servies avant l'âge auquel l'allocataire est en droit de bénéficier d'une pension de vieillesse à taux plein ne soient pas prises en compte pour l'application des règles de cumul concernant les personnes indemnisées au titre du chômage.

En effet, en application de la circulaire n° 19-14 du 7 août 1992, celles-ci tombent désormais sous le coup des nouvelles règles sur le cumul emploi-retraite qui aboutissent à diminuer de 75 p. 100 l'allocation de chômage qu'elles pourraient percevoir.

La commission a estimé que cette pénalisation est injuste puisqu'elle concerne des personnes déjà frappées par le chômage. Notre collègue M. Jean Chérioux connaît particulièrement bien ce dossier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est favorable à cet amendement. Les partenaires sociaux gestionnaires de l'UNEDIC ont été saisis de ce problème par Mme Aubry, qui leur a demandé de bien vouloir l'examiner après avoir entendu, d'ailleurs, les représentants d'associations d'anciens militaires.

Les démarches sont en cours. Aussi, il nous paraît prématuré et inopportun d'envisager une intervention de nature législative. Il revient à l'UNEDIC de trouver une solution et rien ne dit, d'ailleurs, qu'elle n'y parviendra pas.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 16.

M. Philippe de Gaulle. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. de Gaulle.

M. Philippe de Gaulle. Je partage l'avis de la commission parce que cette question du cumul des avantages et des prestations sociales ou des retraites pour les anciens militaires est un dossier ancien qu'il faut traiter par la voie législative.

M. Jean Simonin. Très bien !

M. Philippe de Gaulle. On avait, en effet, tendance à traiter de la même façon les civils et les militaires alors que les risques et les servitudes qu'ils assument ne sont pas les mêmes.

Des risques, je ne dirai rien sinon qu'ils sont bien plus rémunérés, compensés pour les civils, qui sont d'ailleurs mieux protégés, que pour les militaires.

Des servitudes, je dirai simplement que les militaires sont, pour la plupart, licenciés au bout de cinq, dix, quinze ou vingt ans en raison de la pyramide des grades. Ils doivent alors recommencer une seconde carrière sans bénéficier au départ des civils, à l'inverse de l'ancienneté et de l'échelon dont ils bénéficiaient, y compris en matière d'allocations de chômage. On ne voit donc pas comment revenir sur ce dossier.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous voterons cet amendement. Des négociations sont, nous avez-vous dit, monsieur le ministre, actuellement en cours entre Mme le ministre du travail et les partenaires sociaux. L'adoption de cet amendement permettrait d'accélérer ces négociations et de trouver des solutions.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 16, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 12.

Article 13

M. le président. « Art. 13. - I. - Sous réserve des décisions de justice devenues définitives, sont validées des décisions individuelles des caisses régionales d'assurance maladie fixant dans les conditions déterminées de l'article L. 242-5 du code de la sécurité sociale la tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles des établissements pour l'année 1988, en tant qu'elles sont fondées sur l'arrêté interministériel du 29 décembre 1987 et sur l'arrêté du ministre des affaires sociales et de l'emploi du 29 décembre 1987.

« II. - Les majorations destinées à couvrir les charges visées à l'arrêté du 1er octobre 1976 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles des activités professionnelles relevant du régime général de la sécurité sociale sont fixées conformément à l'arrêté du 20 décembre 1988 ayant cet objet et s'appliquant à la période du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1989.

« III. - Le montant des cotisations mentionnées au premier alinéa de l'article L. 241-5 du code de la sécurité sociale dues par les employeurs au titre de l'année 1993 fait l'objet d'un abattement de 4 p. 100. »

Sur cet article, je suis d'abord saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 17 rectifié est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 69 est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent à supprimer le paragraphe II de cet article.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 17 rectifié.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission propose de supprimer le paragraphe II de l'article 13 qui tend à valider rétroactivement la tarification des accidents du travail de 1989, sans attendre la décision du Conseil d'Etat.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 69.

M. Jean Madelain. Notre amendement étant identique à l'amendement n° 17 rectifié, nous le retirons au profit de ce dernier.

M. le président. L'amendement n° 69 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 rectifié ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 17 rectifié.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le paragraphe II de l'article 13 fixe des majorations du taux de cotisation des employeurs qui sont favorables à la branche « Accidents du travail ». Nous craignons que le Conseil d'Etat ne les réduise. Telle est la raison pour laquelle nous nous opposons à la suppression de ce paragraphe.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 17 rectifié, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 112, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer le paragraphe III de l'article 13.

La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le montant des cotisations de l'année 1988 ne peut, à notre avis, justifier l'abattement forfaitaire de 4 p. 100 sur les cotisations « accidents de travail » versés par les employeurs pour l'année 1993. L'erreur d'appréciation des cotisations de 1988 est dérisoire par rapport à ce qu'ils doivent au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Les excédents de la branche « accidents de travail » ne s'expliquent que par les prestations réduites qui sont versées aux victimes, la non-revalorisation des rentes, le transfert de prestations vers le régime d'assurance maladie, ainsi que par le refus de reconnaissance de maladies professionnelles, ce qui dégage encore davantage les entreprises, et personne ne peut le nier, de leurs responsabilités dans le domaine social.

Les fonds de la branche ont donc toute leur utilité, notamment si l'on se souvient que l'article 4 du projet de loi ouvre de nouvelles possibilités de reconnaissance de maladies professionnelles.

Nous condamnons, par conséquent, le remboursement des entreprises par le biais de l'abattement visé au paragraphe III de l'article 13, dont nous demandons la suppression.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à cet amendement, car le paragraphe III de l'article 13 correspond à l'acquittement d'un engagement du Gouvernement, concernant la restitution de l'excédent de cotisations dénoncé par le Conseil d'Etat au titre de l'année 1988.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 112, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, modifié.

(L'article 13 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 13

M. le président. Par amendement n° 124, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 13, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - A la fin du second alinéa de l'article L. 245-2 du code de la sécurité sociale, le taux de "7 p. 100" est remplacé par le taux de "9 p. 100".

« II. - La disposition visée au I ci-dessus entre en vigueur pour la détermination de la contribution due le 1er décembre 1993. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de santé, il est proposé de porter de 7 p. 100 à 9 p. 100 le taux de la contribution due par les entreprises de préparation de médicaments, assise sur les frais de publicité au titre des spécialités remboursables ou des spécialités agréées à l'usage des collectivités.

Le produit de cette contribution, qui est affecté à la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, s'est élevé, en 1991, à 640 millions de francs ; le recouvrement de la taxe pour 1992 est en cours.

L'augmentation proposée portera le produit de cette contribution à environ 820 millions de francs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Découvrant cet amendement hier soir, la commission a émis un avis défavorable. Elle a considéré qu'elle ne pouvait approuver une proposition, formulée ainsi à la dernière minute, tendant à faire passer de 7 p. 100 à 9 p. 100 le taux de cette contribution.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 124, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 125, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 13, un article additionnel ainsi rédigé :

« Une contribution exceptionnelle égale à 1,2 p. 100 d'une assiette constituée par le chiffre d'affaires hors taxes réalisé en France d'octobre 1992 à septembre 1993 auprès des pharmacies d'officine au titre des spécialités inscrites sur la liste mentionnée à l'article L. 162-17 du code de la sécurité sociale est due par les établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques.

« La remise due par chaque établissement est recouvrée par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale, assistée, en tant que de besoin, par les unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et les caisses générales de sécurité sociale des départements d'outre-mer selon les règles et sous les garanties applicables au recouvrement des cotisations du régime général de sécurité sociale, avant le 31 mars 1993 pour ce qui concerne le chiffre d'affaires du dernier trimestre 1992, avant le 30 juin 1993 pour ce qui concerne le chiffre d'affaires du premier trimestre 1993, avant le 30 septembre 1993 pour ce qui concerne le chiffre d'affaires du deuxième trimestre 1993 et avant le 31 décembre 1993 pour ce qui concerne le chiffre d'affaires du troisième trimestre 1993. La contribution est recouvrée comme une cotisation de sécurité sociale. Son produit est réparti entre les régimes d'assurance maladie finançant le régime des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés suivant une clé de répartition fixée par arrêté interministériel.

« Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1993, les remises, ristournes et avantages commerciaux et financiers assimilés de toute nature consentis par tous les fournisseurs d'officine de spécialités pharmaceutiques remboursables ne peuvent excéder par mois et par ligne de produits et pour chaque officine 2,5 p. 100 du prix de ces spécialités.

« Ce plafonnement sera suspendu en cas de conclusion d'un code de bonnes pratiques commerciales entre les organisations représentatives des établissements de vente en gros de spécialités pharmaceutiques avant le 1er mars 1993. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Compte tenu de la situation financière de l'assurance maladie et dans l'attente de la mise en place d'un dispositif législatif réformant la politique du médicament, il est proposé de reconduire pour 1993 la contribution exceptionnelle de 1,2 p. 100 due par les grossistes répartiteurs sur leur chiffre d'affaires de spécialités remboursables.

Cette contribution, dont le rendement pour 1993 peut être évalué à 700 millions de francs - dont 580 millions de francs pour la caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés - est due trimestriellement sur les bases du chiffre d'affaires réalisé au cours du trimestre précédent.

Parallèlement, les remises que les grossistes répartiteurs consentent aux pharmacies d'officine qu'ils approvisionnent resteront plafonnées à 2,5 p. 100 pour 1993.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Défavorable, pour des motifs identiques à ceux que j'ai exposés au sujet de l'amendement n° 124.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 125, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 126, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 13, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Au premier alinéa de l'article L. 382-1 du code de la sécurité sociale, après le mot "plastiques", il est ajouté les mots suivants : ", ainsi que photographiques sous réserve des dispositions suivantes,". »

« II. - Après le premier alinéa de l'article L. 382-1 du code de la sécurité sociale, il est inséré deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« Bénéficient du présent régime :

« - les auteurs d'œuvres photographiques journalistes professionnels au sens des articles L. 761-2 et suivants du code du travail au seul titre des revenus tirés de l'exploitation de leurs œuvres photographiques en dehors de la presse ;

« - les auteurs d'œuvres photographiques non journalistes professionnels qui tirent de leur activité, directement ou par l'intermédiaire d'agences de quelque nature qu'elles soient, des droits d'auteur soumis au régime fiscal des bénéfices non commerciaux et qui exercent leur activité depuis au moins trois années civiles.

« Les dispositions prévues au précédent alinéa s'entendent sans préjudice des dispositions de l'article L. 311-2 du code de la sécurité sociale. »

« III. - Les photographes travaillant pour des agences de presse qui à la date de la publication de la présente loi ont bénéficié ou bénéficient des dispositions du régime des artistes auteurs pendant ou depuis au moins trois ans sont maintenus de plein droit à ce régime jusqu'au 1er janvier 1995, date à laquelle sera réexaminée leur situation dans le cadre des dispositions fixées aux paragraphes I et II du présent article.

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le champ d'application du régime des artistes auteurs, défini à l'article L. 382-1 du code de la sécurité sociale, a été déterminé par référence aux dispositions de la loi du 11 mars 1957 relative à la propriété littéraire et artistique.

En 1975, les auteurs d'œuvres photographiques n'étant pas explicitement visés par la loi du 11 mars 1957 n'ont pas été inclus dans le champ d'application du nouveau régime.

Toutefois, le décret d'application - articles R. 382-1 et suivants - a introduit cette possibilité, la jurisprudence faisant application dans certains cas des dispositions de la loi de 1957 à certaines œuvres photographiques.

La loi n° 85-660 du 3 juillet 1985 portant modification de la loi du 11 mars 1957 ayant reconnu explicitement les œuvres photographiques comme des œuvres de l'esprit relevant de la législation relative à la propriété littéraire et artistique, il convient de compléter l'article L. 382-1 du code de la sécurité sociale.

Cette modification est d'autant plus indispensable que des conflits opposent certains photographes au régime des artistes auteurs ou à leurs employeurs. En effet, à la différence des autres ressortissants du régime des artistes auteurs, certains photographes peuvent exercer leur activité dans le cadre d'un contrat de travail.

Telle est la situation des photographes ayant le statut de journaliste professionnel défini aux articles L. 761-2 et suivants du code du travail. Ces derniers bénéficient d'une présomption de contrat de travail dès lors qu'ils ont « pour occupation principale, régulière et rétribuée l'exercice de leur profession dans une ou plusieurs publications quotidiennes ou périodiques ou dans une ou plusieurs agences de presse et qui en tire le principal de leurs ressources ».

En conséquence, s'il avère nécessaire de prévoir de manière explicite l'affiliation des photographes indépendants au régime des artistes, il est également indispensable de déterminer les conditions d'affiliation des photographes journalistes professionnels, cette affiliation s'effectuant sans pour autant porter atteinte à leur statut.

La présente réforme a été mise au point en étroite concertation avec les représentants des photographes journalistes professionnels et des agences de presse. Les dispositions transitoires prévues au paragraphe III permettront aux agences de presse de s'adapter au nouveau dispositif.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement fait partie de la liasse que la commission a reçue hier soir. Celle-ci n'a donc pas eu les moyens, compte tenu de l'importance statutaire des dispositions contenues dans cet amendement, de procéder, à son endroit, à un examen suffisamment approfondi. N'ayant pu, dès lors, émettre un avis averti, elle a préféré se déclarer défavorable à l'adoption de cet amendement.

Toutefois, après l'étude plus attentive à laquelle je me suis livré, à titre strictement personnel, je suis favorable à cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 126.

M. Pierre Laffitte. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Laffitte.

M. Pierre Laffitte. Comme M. le rapporteur, je voterai cet amendement, car il me semble tout à fait logique, aujourd'hui, de considérer que les photographes peuvent être assimilés aux autres artistes.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 126, repoussé par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 13.

Articles 13 *bis* à 13 *sexies*

M. le président. « Art. 13 *bis.* - La section III du chapitre Ier *bis* du titre II du livre V du code de la santé publique est ainsi modifiée :

« I. - L'article L. 595-10 devient l'article L. 595-11.

« II. - Il est inséré un article L. 595-10 ainsi rédigé :

« *Art. L. 595-10.* - Les services départementaux d'incendie et de secours peuvent bénéficier de l'autorisation prévue à l'article L. 595-3, en vue de dispenser des médicaments, objets ou produits nécessaires aux malades ou blessés auxquels ils donnent des secours. » - *(Adopté.)*

« Art. 13 *ter.* - Il est inséré, dans le code de la sécurité sociale, un article L. 115-5 ainsi rédigé :

« *Art. L. 115-5.* - Les caisses nationales des régimes de base d'assurance maladie peuvent constituer un groupement d'intérêt économique, afin de lui confier des tâches communes de traitement de l'information, à l'exclusion du service des prestations.

« Le groupement ainsi constitué est soumis au contrôle des autorités compétentes de l'Etat dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. » - *(Adopté.)*

« Art. 13 *quater.* - Dans le 1° de l'article L. 281-3 du code de la sécurité sociale, après les mots : "ou régionale d'assurance maladie", sont insérés les mots : "ou d'une union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales". » - *(Adopté.)*

« Art. 13 *quinquies.* - Le dernier alinéa de l'article 1031 du code rural est ainsi rédigé :

« La partie de la rémunération des personnes mentionnées au 1 de l'article L. 128 du code du travail correspondant à une durée d'activité inférieure ou égale à la limite fixée par le décret prévu à l'article L. 241-11 du code de la sécurité sociale ne donne pas lieu à cotisations d'assurances sociales agricoles à la charge de l'employeur. » - *(Adopté.)*

« Art. 13 *sexies.* - La deuxième phrase de l'article 1157 du code rural est ainsi rédigée :

« La partie de la rémunération des personnes mentionnées au 1 de l'article L. 128 du code du travail correspondant à une durée d'activité inférieure ou égale à la limite fixée par le décret prévu à l'article L. 241-11 du code de la sécurité sociale donne également lieu à versement d'une cotisation forfaitaire d'accidents du travail. » - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 13 *sexies*

M. le président. Par amendement n° 100 rectifié, MM. Bimbenet et Laffitte proposent d'insérer, après l'article 13 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Au premier alinéa de l'article 1003-8-1 du code rural, après les mots : "en vue de leur permettre de développer leur action", sont insérés les mots suivants : "dans le domaine de l'aide à domicile aux personnes âgées et des aides aux familles dans des proportions équivalentes à celles dont bénéficient les ressortissants du régime des salariés du commerce et de l'industrie". »

La parole est à M. Bimbenet.

M. Jacques Bimbenet. Le principe de parité entre protection sociale agricole et régime des salariés du commerce et de l'industrie a été posé de multiples fois.

Cependant, une inégalité subsiste en matière d'action sanitaire et sociale : le code rural ne permet, en effet, à la mutualité sociale agricole que de développer des actions dans le domaine des services ménagers pour les personnes âgées ; les autres prestations de nature réglementaire - aide à domicile, accueil de la petite enfance, aide aux familles, aide aux vacances, aide financière ou cures thermales - ne peuvent être financées que sur le budget des caisses, c'est-à-dire avec des moyens extrêmement limités.

Cette limitation entraîne, pour le régime agricole, un effort moitié moindre que pour le régime général, alors que certains besoins sont énormes.

L'objet de cet amendement est d'élargir le champ d'action du fonds additionnel au fonds social.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cet amendement entraîne des charges importantes pour le budget annexe des prestations sociales agricoles, ce qui me conduit à invoquer l'article 40 de la Constitution à son encontre.

J'indique dès à présent qu'il en sera de même à propos des amendements...

M. le président. Monsieur le ministre, je préférerais que vous l'indiquiez le moment voulu. Pour de nombreuses raisons, qui touchent à l'application du règlement, j'aime mieux, en effet, ne pas le savoir trop tôt. *(Sourires.)*

Monsieur Hamel, l'article 40 de la Constitution est-il applicable ?

M. Emmanuel Hamel, *au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Il l'est, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 100 rectifié n'est pas recevable.

Par amendement n° 99 rectifié, MM. Bimbenet et Laffitte proposent d'insérer, après l'article 13 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Au deuxième alinéa de l'article 1003-8-1 du code rural, après les mots : "au titre des régimes d'assurance vieillesse des salariés et des non salariés agricoles", est insérée la phrase suivante : "Ainsi que par une contribution du BAPSA en ce qui concerne la catégorie des non-salariés agricoles et de l'état évaluatif pour celle des non-salariés agricoles. Cette disposition s'appliquera à compter du 1er janvier 1994". »

La parole est à M. Bimbenet.

M. Jacques Bimbenet. Le principe de parité de la protection sociale agricole par rapport aux autres régimes a été posé de multiples fois. Ce principe n'est pas respecté dans le domaine de l'action sanitaire et sociale, où la mutualité sociale agricole dispose d'un financement inférieur de moitié à celui que le régime général peut mobiliser chaque année.

Il est nécessaire de faire en sorte que le fonds additionnel d'action sociale, qui ne concerne que l'aide à domicile aux personnes âgées, puisse étendre ses financements aux autres prestations réglementaires d'action sociale - aide à domicile aux familles, aide aux vacances pour les familles, aide à la garde d'enfants, frais annexes aux cures thermales. Pour cela, il est nécessaire de prévoir une ligne budgétaire au sein du BAPSA et de l'état évaluatif pour que l'action sanitaire et sociale du monde agricole puisse bénéficier de ressources suffisantes.

Tel est l'objet de cet amendement, qui ne fait que créer cette ligne budgétaire sans demander de financement pour 1993. L'application en sera reportée au 1er janvier 1994.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* J'invoque l'article 40 de la Constitution à l'encontre de cet amendement.

M. le président. Monsieur Hamel, l'article 40 est-il applicable ?

M. Emmanuel Hamel, *au nom de la commission des finances.* Il l'est, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 99 rectifié n'est pas recevable.

Monsieur le ministre, ne m'en veuillez pas de vous avoir interrompu tout à l'heure, mais il existe une différence entre le règlement de l'Assemblée nationale et celui du Sénat.

A l'Assemblée nationale, vous pouvez invoquer l'article 40 quand vous le voulez. Ici, vous ne pouvez l'invoquer que lorsque l'amendement a été défendu et que l'avis de la commission a été donné.

Je connais un ministre du budget qui, un jour, m'a dit : « J'ai le droit d'invoquer l'article 40 où je veux, fût-ce dans les couloirs ! » *(Sourires.)* Non, pas au Sénat. Le ministre du budget en question ne m'en voudra pas, je pense, d'avoir rappelé ce fait. *(Nouveaux sourires.)*

C'est la raison pour laquelle, par application du règlement, je vous ai demandé de différer votre invocation, monsieur le ministre.

Je suis maintenant saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 18 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 81 est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent à insérer, après l'article 13 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Après le troisième alinéa (2°) de l'article 1060 du code rural, il est inséré un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« ... Aux mandataires des sociétés ou caisses locales d'assurances mutuelles agricoles exerçant leur activité en qualité de non-salariés dans les conditions prévues aux articles R. 511-2-4° et R. 512-2 du code des assurances. »

La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 18.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement vise à modifier l'article 1060 du code rural, qui détermine les personnes affiliées au régime agricole afin de confirmer le rattachement à ce régime, en qualité de non-salariés, des personnes exerçant une activité de mandataire d'une caisse locale d'assurances mutuelles agricoles.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour présenter l'amendement n° 81.

M. Jean Madelain. Mon amendement étant identique à celui de la commission, je le retire au profit de ce dernier.

M. le président. L'amendement n° 81 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement, à l'encontre duquel il invoque l'article 40 de la Constitution.

M. le président. Monsieur Hamel, l'article 40 de la Constitution est-il applicable ?

M. Emmanuel Hamel, *au nom de la commission des finances.* Il l'est, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 18 n'est pas recevable.

Je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 20 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 88 est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent, après l'article 13 *sexies,* à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« Le 6° de l'article 1144 du code rural est rédigé comme suit :

« 6° Les gardes-chasse, gardes-pêche, gardes forestiers, jardiniers, jardiniers gardes de propriété et, de manière générale, toute personne qui, n'ayant pas la qualité d'entrepreneur, est occupée par des groupements et sociétés de toute nature ou des particuliers à la mise en état et à l'entretien des jardins. »

La parole est à M. le rapporteur, pour présenter l'amendement n° 20.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Nous visons, par cet amendement, une nouvelle catégorie de professions dont l'importance dans les zones rurales est tout à fait considérable et dont le développement doit être favorisé.

Il s'agit de l'affiliation des gardes-chasse, des gardes-pêche, des gardes forestiers, jardiniers et jardiniers gardes de propriété, d'une manière générale de toute personne qui, n'ayant pas la qualité d'entrepreneur, est occupée par des groupements et sociétés de toute nature ou des particuliers à la mise en état et à l'entretien des jardins, des golfs ou des parcs de loisirs. Ces professions doivent pouvoir être rattachées au régime social de l'agriculture.

M. le président. La parole et à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 88.

M. Jean Madelain. Je retire cet amendement au profit de l'amendement n° 20.

M. le président. L'amendement n° 88 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 20, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 13 *sexies.*

Je suis à nouveau saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 19 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 82 est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent, après l'article 13 *sexies,* à insérer un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Dans le 7° de l'article 1144 du code rural, les mots : "ainsi que les salariés de toute société ou groupement créé, après la publication de la loi n° 88-1202 du 30 décembre 1988 relative à l'adaptation de l'exploitation agricole à son environnement économique et social, dans leur champ d'activité, par les organismes précités, à condition que leur participation constitue plus de 50 p. 100 du capital" sont supprimés.

« II. - Après le 7° de l'article 1144 précité, il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :

« Les salariés de toute société ou groupement créé directement par les organismes précités ou par une ou plusieurs sociétés membres du groupe auquel appartiennent lesdits organismes.

« Les salariés des organismes ou groupements visés au premier alinéa ci-dessus sont maintenus à leur régime de protection sociale nonobstant la modification de la forme desdits organismes ou groupements. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 19.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit du rattachement au régime agricole des salariés de coopération et de groupements agricoles.

De nombreuses coopératives connaissent une évolution de leurs structures. Il est souhaitable que leurs personnels puissent continuer à bénéficier du statut de rattachement au régime social agricole.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 82.

M. Jean Madelain. Cet amendement est identique à celui de la commission ; je le retire donc au bénéfice de ce dernier.

M. le président. L'amendement n° 82 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement invoque l'article 40 de la Constitution à son encontre.

M. le président. Monsieur Hamel, l'article 40 est-il applicable ?

M. Emmanuel Hamel, *au nom de la commission des finances.* Il l'est, monsieur le président.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 19 n'est pas recevable.

Je suis saisi de deux amendements, qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 21, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 13 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« Il est inséré au titre V du livre VI, chapitre II, du code de la sécurité sociale un article L. 652-5 ainsi rédigé :

« *Art. L. 652-5.* - Les retraites de base versées par les régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles, commerciales et libérales aux présidents des caisses de base et des sections professionnelles des régimes susvisés, aux présidents des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés ainsi qu'aux administrateurs de la CANAM, de l'ORGANIC, et la CANCAVA, de la CNAVPL et de la CNBF sont assorties d'une bonification compensatrice de perte de gain.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de calcul forfaitaire de la bonification qui tiennent compte de la durée d'exercice simultané d'un mandat et d'une activité professionnelle non salariée. Il détermine également les conditions d'entrée en vigueur du dispositif. »

Par amendement n° 96, M. Gouteyron et les membres du groupe du RPR proposent d'insérer, après l'article 13 *sexies,* un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Il est inséré au titre V du livre VI, chapitre II, du code de la sécurité sociale, après l'article L. 652-4, un article additionnel ainsi rédigé :

« *Art. L. ...* - Les retraites de base versées par les régimes d'assurance vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales, industrielles, commerciales et libérales aux présidents des caisses de base et des sections professionnelles des régimes susvisés, aux présidents des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés ainsi qu'aux administrateurs de la CANAM, de l'ORGANIC, de la CANCAVA, de la CNAVPL et de la CNBF sont assorties d'une bonification compensatrice de perte de gain.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de calcul forfaitaire de la bonification qui tiennent compte de la durée d'exercice simultané d'un mandat et d'une activité professionnelle non salariée. »

« II. - Cet article s'applique aux mandats exercés postérieurement au 1er janvier 1982 et aux retraites liquidées à compter du 1er janvier 1983. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 21.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet article tend à compenser l'incidence sur la pension de retraite de base de la perte de revenus subie par certains administrateurs des organismes de sécurité sociale des professions indépendantes, en raison de l'exercice de leur mandat d'administrateur.

Les administrateurs des caisses d'assurance maladie ou d'assurance vieillesse des professions indépendantes qui exercent une activité professionnelle subissent un préjudice financier pendant l'exercice de leur mission. Cette perte de revenus, particulièrement sensible pour les présidents des caisses de base, l'est aussi pour les administrateurs des caisses nationales.

S'il existe bien, dans le principe, une compensation au moins partielle de la perte de gains par le paiement de vacations, la législation n'a pas pris, jusqu'à présent, en compte l'incidence sur l'avantage vieillesse principal de la perte de revenus subie pendant l'exercice d'un ou plusieurs mandats.

Il est donc proposé d'allouer aux intéressés une bonification de leur retraite de base. L'estimation de la perte moyenne du gain conduirait à fixer la bonification forfaitaire à environ 2,5 p. 100 par année de mandat.

M. le président. La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 96.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, notre amendement procède de la même inspiration et est rédigé pratiquement dans les mêmes termes que celui que vient de défendre M. le rapporteur. Nous retirons donc le nôtre au profit de celui de la commission.

M. le président. L'amendement n° 96 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 21, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 13 *sexies*.

Par amendement n° 95, MM. Bœuf et Sérusclat, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 13 *sexies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les personnels non titulaires de la fonction publique territoriale ou de l'Etat qui ont été affectés à la mise en œuvre du dispositif du revenu minimum d'insertion au cours des années d'expérimentation et sont en fonctions à la date du renouvellement de la loi, peuvent, nonobstant toute disposition contraire, être titularisés par l'autorité administrative compétente dans les conditions fixées en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Sont concernés les personnels non titulaires de la fonction publique territoriale ou de l'Etat qui ont été affectés à la mise en œuvre du dispositif du revenu minimum d'insertion.

Rappelons que la loi instituant le RMI a été votée en 1988, pour une période expérimentale de trois ans. Elle est actuellement en cours de consolidation définitive.

L'incertitude sur l'avenir a souvent conduit les gestionnaires à affecter au RMI des personnels non titulaires. Il serait anormal que cette situation se prolonge alors que le dispositif va être pérennisé.

Cette situation concerne en particulier, pour l'Etat, 70 contractuels de catégorie A et B, chargés de mission, et 570 vacataires, essentiellement de catégorie C.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Avant de se prononcer, la commission souhaiterait connaître l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est donc maintenant l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission pensait que le Gouvernement pourrait faire une autre réponse. Néanmoins, elle va prendre ses responsabilités.

Elle a été conduite à émettre un avis défavorable sans nier pour autant la réalité du problème soulevé par les auteurs de l'amendement.

Les mesures de titularisation requièrent des consultations et doivent être réalisées en concertation avec les représentants des personnels concernés, car c'est toute l'économie de la fonction publique qui est en cause.

Il convient de relever que l'amendement vise également la fonction publique territoriale, ce qui, évidemment, n'est pas sans conséquences sur les finances des collectivités locales.

C'est pourquoi sans nier, je le répète, l'importance et la réalité de ce problème, c'est dans une approche complète des reclassements éventuels dans les fonctions publiques qu'il faudrait examiner ce texte et étudier, avec les institutions officielles, notamment avec le conseil supérieur de la fonction publique, les perspectives créées par cette situation.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 95, repoussé par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Demande de priorité

M. Michel Charasse. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, je souhaiterais que le Sénat examine par priorité les amendements nos 4 rectifié, 63, 80 rectifié et 120 ; ainsi que les sous-amendements nos 147 et 132.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur cette demande de priorité ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La priorité est ordonnée.

Articles additionnels après l'article 35 *(priorité)*

M. le président. Par amendement n° 4 rectifié, M. Charasse propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les fonctionnaires détachés depuis au moins deux ans dans le corps des sous-préfets sont, sur leur demande, intégrés dans ce corps à l'échelon de détachement.

« Les services publics effectifs qu'ils détenaient dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine sont assimilés à des services effectifs de sous-préfets.

« Les fonctionnaires visés au présent article seront intégrés de plein droit dans le corps des administrateurs civils s'ils cessent d'exercer leurs fonctions de sous-préfets. »

La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Il s'agit de permettre l'intégration, dans le corps des sous-préfets et dans le corps des administrateurs civils, d'un certain nombre de fonctionnaires détachés actuellement sur un emploi de sous-préfets mais qui n'appartiennent ni au corps des sous-préfets ni à celui des administrateurs civils. Je pense, en particulier, à des fonctionnaires territoriaux qui ont été détachés dans le corps des sous-préfets, mais qui ne peuvent pas y être intégrés parce que le statut des sous-préfets s'y oppose actuellement. A contrario, lorsqu'un sous-préfet est détaché dans une administration territoriale, il peut, lui, y être intégré.

Cet amendement tend à régler ce type de problème.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à cet amendement, car il vise à modifier un statut particulier, celui des sous-préfets, qui relève du décret.

Tout d'abord, la procédure d'intégration est dérogatoire aux règles habituelles en vigueur dans la fonction publique.

Ensuite, pourquoi intégrer dans le corps des sous-préfets les fonctionnaires territoriaux, et pas d'autres fonctionnaires qui sont détachés dans le corps des sous-préfets, notamment d'autres administrateurs civils que ceux du ministère de l'intérieur, notamment les commissaires de police et les fonctionnaires de la Ville de Paris ?

Enfin, le détachement n'entraîne pas nécessairement la précarité. En effet, il est de cinq ans, renouvelable sans limitation de durée.

En outre, l'argument selon lequel le corps des sous-préfets serait plus attractif est paradoxal, puisque le dernier alinéa de l'amendement prévoit l'intégration de plein droit des fonctionnaires territoriaux concernés dans le corps des administrateurs civils.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 4 rectifié.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le rapporteur, le libellé de l'amendement couvre toutes les catégories de fonctionnaires que vous venez de citer, et pas seulement les fonctionnaires territoriaux.

A l'origine de ma préoccupation, se trouvaient les fonctionnaires territoriaux qui sont actuellement détachés dans le corps des sous-préfets et qui ont donc perdu leur emploi territorial.

S'il viennent à quitter le corps des sous-préfets parce qu'il est mis fin à leur détachement - ce qui peut se produire dans ce genre d'emploi - ils seront rattachés au centre national de

la fonction publique territoriale, sans poste. Les collectivités locales devront alors les payer à ne rien faire, si je puis dire, puisqu'ils n'auront pas d'emploi.

Cela dit, je remercie le Gouvernement de l'avis favorable qu'il a émis sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4 rectifié, repoussé par la commission et accepté par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 63, M. Jolibois, au nom de la commission des lois, propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Au début de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République, remplacer les mots : "1er janvier 1993" par les mots : "1er janvier 1994". »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 147, présenté par MM. Paul Girod et Laffitte, et tendant, dans le dernier alinéa, à remplacer l'année : « 1994 » par l'année : « 1995 ».

Par amendement n° 80 rectifié, M. Cluzel et les membres du groupe de l'union centriste proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Au début de la première phrase de l'article 89 de la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, les mots : "A partir du 1er janvier 1993," sont remplacés par les mots : "A partir du 1er janvier 1995,". »

Par amendement n° 120, MM. Charasse, Bony et Quilliot proposent d'insérer, après l'article 35, le nouvel article suivant :

« I. - Dans le premier alinéa de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, la date du 1er janvier 1993 est remplacée par celle du 1er janvier 1995.

« II. - Il est inséré dans le même article un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône, l'Etat et la ville de Marseille chargés de la gestion du bataillon des marins-pompiers de Marseille règlent par convention les modalités de leur coopération en matière de gestion des moyens en personnels, matériels et financiers. »

« III. - Le même article est complété par le quatrième alinéa ci-après :

« Ne sont pas soumis aux dispositions prévues au premier alinéa du présent article les départements de plus de 500 000 habitants dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) permanent, d'un centre de transmission de l'alerte (CTA) et dans lesquels l'acquisition des matériels est effectuée selon la procédure des marchés publics par le service départemental d'incendie et de secours sauf si le conseil général en décide autrement avec l'accord des deux tiers des communes du département. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 132, présenté par le Gouvernement, et visant à supprimer son paragraphe III.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 63.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement a pour objet de repousser au 1er janvier 1994 la date d'entrée en vigueur des dispositions prévues à l'article 89 de la loi du 6 février 1992 d'orientation relative à l'administration territoriale de la République.

Hier, l'assemblée des présidents de conseils généraux a indiqué qu'elle souhaitait repousser la date d'entrée en vigueur au 1er janvier 1995. C'est précisément l'objet de l'amendement n° 120. Aussi, je retire l'amendement n° 63 au profit de celui-ci.

M. le président. L'amendement n° 63 est retiré. En conséquence, le sous-amendement n° 147 n'a plus d'objet.

La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 80 rectifié.

M. Jean Madelain. En ce qui concerne la départementalisation des services d'incendie, aucun département ne sera effectivement en mesure d'appliquer la loi à la date du 1er janvier 1993. Un délai supplémentaire de deux ans nous paraît nécessaire. C'est pourquoi nous proposons de reporter l'entrée en vigueur de cette disposition au 1er janvier 1995.

M. Emmanuel Hamel. Ce serait sage !

M. le président. La parole est à M. Charasse, pour défendre l'amendement n° 120.

M. Michel Charasse. Mon amendement a effectivement le même objet que ceux qui viennent d'être exposés, mais va un peu plus loin puisqu'il comporte trois mesures.

La première vise à reporter au 1er janvier 1995 la date d'entrée en vigueur des dispositions relatives à la départementalisation obligatoire des services d'incendie. J'ai cru comprendre que tel était aussi le vœu de la commission et de M. Cluzel, dont l'amendement vient d'être présenté.

La deuxième mesure concerne la situation très particulière du bataillon des marins-pompiers de Marseille. Comme il s'agit d'une unité militaire, elle ne peut pas être départementalisée. C'est la raison pour laquelle je propose, après m'en être entretenu avec M. Vigouroux, bien sûr, que soit mis en place un système de conventions permettant de résoudre ce problème particulier relatif à l'organisation des sapeurs-pompiers dans le département des Bouches-du-Rhône.

Enfin, la troisième mesure, qui fait l'objet du paragraphe III, vise a exclure de la départementalisation obligatoire les départements de plus de 500 000 habitants, qui disposent en permanence d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours - CODIS - et d'un centre de transmission de l'alerte - CAT - et qui ont procédé à la départementalisation des matériels ou dont les matériels ont fait l'objet d'une acquisition par l'intermédiaire du conseil général pour l'ensemble des centres de secours.

Cela dit, monsieur le président, je souhaite rectifier mon amendement en supprimant, dans le paragraphe III, les mots : « sauf si le conseil général en décide autrement avec l'accord des deux tiers des communes du département », sinon le système serait trop compliqué.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 120 rectifié, présenté par MM. Charasse, Bony et Quilliot, et tendant à insérer, après l'article 35, le nouvel article suivant :

« I. - Dans le premier alinéa de l'article 89 de la loi n° 92-125 du 6 février 1992, la date du 1er janvier 1993 est remplacée par celle du 1er janvier 1995.

« II. - Il est inséré dans le même article un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône, l'Etat et la ville de Marseille chargés de la gestion du bataillon des marins-pompiers de Marseille règlent par convention les modalités de leur coopération en matière de gestion des moyens en personnels, matériels et financiers. »

« III. - Le même article est complété par le quatrième alinéa ci-après :

« Ne sont pas soumis aux dispositions prévues au premier alinéa du présent article les départements de plus de 500 000 habitants dotés d'un centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) permanent, d'un centre de transmission de l'alerte (CTA) et dans lesquels l'acquisition des matériels est effectuée selon la procédure des marchés publics par le service départemental d'incendie et de secours. »

Veuillez poursuivre, monsieur Charasse.

M. Michel Charasse. Je me résume. Trois propositions vous sont faites.

D'abord, il s'agit de reporter au 1er janvier 1995 l'application d'une disposition au motif que personne n'est vraiment prêt.

Ensuite, il s'agit de résoudre le problème particulier de Marseille. En effet, le bataillon de marins-pompiers étant une unité militaire, il ne peut pas entrer dans le cadre de la départementalisation. On n'imagine pas qu'il doive se placer sous l'autorité du président du conseil général ou du service départemental d'incendie.

Enfin, il s'agit d'exclure les départements de plus de 500 000 habitants qui ont départementalisé les matériels et qui ont en permanence un CODIS et un CTA de l'obligation de la professionnalisation des corps, laquelle entraînera l'obligation de recruter des sapeurs-pompiers professionnels en grand nombre, de les mettre à la disposition des centres de secours, notamment de ceux qui sont dirigés par des sapeurs-pompiers volontaires, ce qui conduira immanquablement les volontaires à déserter les centres de secours et obligera les collectivités locales à recruter encore plus de sapeurs-pompiers permanents. Or ceux-ci - les maires des grandes villes peuvent vous en parler savamment - ont un statut très lourd et un coût très élevé.

Telles sont les propositions que je fais au Sénat pour sortir de cette affaire. Je rappelle qu'il l'avait jugée d'une manière peu favorable au cours de l'examen de la loi du 6 février 1992, puisqu'il avait repoussé l'article 89 lors de chaque lecture.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre le sous-amendement n° 132.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je retire ce sous-amendement.

M. le président. Le sous-amendement n° 132 est retiré.

M. Jean Madelain. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Monsieur le président, je retire l'amendement n° 80 rectifié au profit de l'amendement n° 120, qui est plus complet.

M. le président. L'amendement n° 80 rectifié est retiré.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 120 rectifié ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est favorable aux paragraphes I et II de cet amendement. Sur le paragraphe III, elle s'en remet à la sagesse du Sénat.

Dans ces conditions, je demande un vote par division.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 rectifié ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Je vais mettre aux voix la première partie de l'amendement n° 120 rectifié, constituée par les paragraphes I et II.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Beaudeau.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Nous sommes d'accord avec la disposition contenue dans le paragraphe II de cet amendement, qui concerne le service départemental d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône.

Le paragraphe I de l'amendement n° 120 rectifié tend à repousser au 1er janvier 1995 la départementalisation des services d'incendie et de secours, qui était prévue, aux termes de la loi Joxe, au 1er janvier 1993.

La départementalisation nous paraît une chose importante. Son application dans de nombreux départements a déjà eu des résultats considérés comme très positifs. C'est notamment le cas dans le département du Val-d'Oise, que je connais bien.

Cette départementalisation entraîne évidemment de grosses difficultés financières pour les collectivités territoriales que sont le département et les communes. Dans le Val-d'Oise, cette réforme a eu des conséquences importantes pour les communes, car le département a mis à la charge de ces dernières un pourcentage non négligeable.

Ces conséquences financières sont le fait d'un transfert de charges que nous ne contestons pas ; cela étant, nous les avons souvent, dans cette assemblée, critiqués.

Le principe de la départementalisation a été admis dans la loi Joxe et, à notre avis, cette réforme doit maintenant être mise en œuvre. Elle peut l'être dans la plupart des départements, même s'il conviendrait éventuellement de permettre aux départements qui ne sont pas prêts de pouvoir faire marche arrière, à condition de justifier de raisons importantes.

Le groupe communiste est défavorable au paragraphe I de l'amendement n° 120 rectifié, qui a d'ailleurs été présenté non par l'ensemble du groupe socialiste, mais par MM. Charasse, Bony et Quilliot. En effet, il ne faut pas repousser au 1er janvier 1995 cette départementalisation.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, acceptée par la commission et par le Gouvernement, la première partie de l'amendement n° 120 rectifié, constituée par les paragraphes I et II.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je vais mettre aux voix la seconde partie de l'amendement n° 120 rectifié, constituée par le paragraphe III.

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole contre le paragraphe III de l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Girault.

M. Jean-Marie Girault. Depuis l'adoption de l'article 89 de la loi du 6 février 1992, les associations de maires, le Gouvernement lui-même, les départements, les habitants des villes se posent beaucoup de questions ; c'est la raison pour laquelle le Sénat, sagement, vient de décider justement le report de la départementalisation au 1er janvier 1995.

Il faudra certainement deux ans pour que l'on puisse rapprocher bien des points de vue discordants à propos de la mise en œuvre de cette départementalisation, sur le principe de laquelle - je tiens à le préciser - je ne suis pas du tout hostile ; il en ira ainsi, par exemple, d'une répartition équitable des charges dans les communes.

Tout à l'heure, M. Charasse parlait des maires de grandes villes et de villes. Ce que je vis dans le cadre de l'association des maires de grandes villes, dans celui de l'association des maires de France, ainsi que les échos que j'ai de l'assemblée des présidents de conseils généraux de France me prouvent que l'on ne peut, dès aujourd'hui, dispenser un certain nombre de départements de la départementalisation.

Cet amendement est, en fait, un « cavalier », qui ne devrait pas figurer dans ce projet de loi.

La meilleure preuve en est l'embarras de M. le rapporteur, que je comprends tout à fait.

Je demande instamment au Sénat de rejeter le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié.

L'article 89 a vraiment été mal rédigé, et je ne peux pas dire qu'il est à l'honneur du Parlement quoi qu'en fasse son tuteur. Le Sénat n'en a jamais voulu - M. Charasse l'a rappelé à juste titre. L'Assemblée nationale l'a imposé, comme c'était son droit.

Si M. Sueur, ministre chargé des collectivités locales, était parmi nous, il partagerait, j'en suis sûr, mon avis.

D'ailleurs, à l'origine de cette discussion, le Gouvernement avait déposé un sous-amendement n° 132, qui tendait à supprimer le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié. Le Gouvernement avait ses raisons pour ce faire.

Je ne sais si M. Teulade est un spécialiste des problèmes de sécurité et d'incendie ; en tout cas, je ne comprends pas qu'il ait retiré sans explication le sous-amendement n° 132. En effet, actuellement, départements et communes sont en grande discussion pour étudier la mise en œuvre de l'article 89. Et voilà qu'aujourd'hui, à 19 h 05, on déciderait, alors qu'il n'y a pas eu de véritable discussion au fond, de dispenser d'ores et déjà de nombreux départements français de la départementalisation, dont le principe a été adopté dans l'article 89 !

Ce n'est pas acceptable, et nous ne pouvons pas voter les yeux fermés dans ces conditions. Voilà pourquoi je me prononce contre le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié.

M. Michel Charasse. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Charasse.

M. Michel Charasse. Monsieur le président, mes chers collègues, j'ai bien écouté les propos de notre collègue M. Jean-Marie Girault. Personnellement, je ne connais pas la situation du Calvados,...

M. Jean-Marie Girault. Ça non !

M. Michel Charasse. ... ni celle de la ville de Caen, mais je connais celle de mon département. Je peux en parler en toute connaissance de cause, car nous avons fait réaliser une étude sur la départementalisation.

Dans mon département, toutes les conditions imposées par le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié sont remplies, et cela marche très bien. Nos centres de secours sont animés par des sapeurs-pompiers volontaires.

Si la départementalisation doit entrer en vigueur, il nous faudra départementaliser les personnels - c'est déjà fait pour le matériel, pour le centre opérationnel de la direction de la sécurité civile, le CODISC, et pour le centre d'alerte. Nous serons alors obligés de procéder au recrutement de 200 à 300 pompiers professionnels, ce qui entraînera au moins le doublement du contingent départemental d'incendie mis à la charge des communes. C'est la même chose dans tous les départements de France qui sont concernés - des collègues siégeant à mes côtés me le disaient voilà un instant, et M. Cluzel, qui a le même souci, m'en a aussi parlé récemment.

Véritablement, je ne vois pas pourquoi, alors que les choses marchent bien et qu'elles sont animées par des sapeurs-pompiers volontaires se dévouant à un coût moindre pour la collectivité, on mettrait obligatoirement en place, dans des départements qui ne demandent rien et où les secours sont assurés, une structure et une organisation qui coûteront deux fois plus cher et qui conduiront les sapeurs-pompiers volontaires à se retirer, parce qu'ils n'accepteront jamais d'être commandés par des sapeurs-pompiers professionnels. Tel est le problème qui est posé.

Par conséquent, soit cette assemblée, qui a été sage en refusant l'article 89, est convaincue qu'il faut défendre un peu les intérêts des collectivités locales, et il n'y a alors pas de problème, soit elle poursuit un autre objectif. Je me souviens avoir assisté, à Lorient, à un certain nombre de choses lors de la dissolution du corps de sapeurs-pompiers professionnels qui, en grève depuis un an, manifestait en tenue, et n'assurait pas le service de secours ; cela n'arrive pas avec les sapeurs-pompiers volontaires !

M. Jean-Marie Girault. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Girault.

M. Jean-Marie Girault. Je ne peux laisser les propos de M. Charasse sans réponse !

Je voudrais d'abord lui apprendre que le département du Calvados ne dispose pas d'un service départementalisé. Autrement dit, vous pourriez avoir l'impression que je me donne des verges pour me faire fouetter ! Seulement voilà, je raisonne comme quelqu'un qui suit régulièrement, dans les instances d'élus, les problèmes de la départementalisation. D'ailleurs, il me suffirait, pour éviter que le département du Calvados ne soit soumis à la départementalisation, de voter le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié, car le département du Calvados compte plus de 500 000 habitants. Ce sont deux, trois ou quatre dizaines de départements qui sont ainsi visés.

Je voudrais que le Sénat comprenne que le débat n'est pas épuisé et qu'aussi longtemps que nous ne serons pas en 1995, le problème de la départementalisation ne sera pas réglé. Peut-être l'envisagerons-nous alors autrement, avec des yeux différents de ceux que porte sur le problème notre collègue M. Charasse.

Voilà pourquoi je demande instamment au Sénat de ne pas adopter cet amendement.

Le problème n'est pas épuisé, et je rappelle que le Gouvernement était initialement de mon avis,...

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Non !

M. Jean-Marie Girault. ... même si M. Teulade, sans aucune explication, a retiré tout à l'heure le sous-amendement n° 132 du Gouvernement, comme c'est son droit.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Le débat qui vient d'avoir lieu m'incite à revoir la position de la commission des affaires sociales sur le paragraphe III de l'amendement n° 120 rectifié : la commission émet, en fait, un avis défavorable.

M. Jean-Marie Girault. Ce sont des « cavaliers » qui n'ont rien à faire dans un projet de loi comme celui-ci !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix, repoussée par la commission et acceptée par le Gouvernement, la seconde partie de l'amendement n° 120 rectifié, constituée par le paragraphe III.

(Ce texte n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix, ainsi modifié, l'ensemble de l'amendement n° 120 rectifié.

(L'amendement est adopté.)

5

RAPPEL AU RÈGLEMENT

M. Robert Vizet. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Mon rappel au règlement porte sur l'organisation de nos travaux.

Comme vous le savez tous, mes chers collègues, après des hésitations particulièrement regrettables, le processus de mise en accusation des trois ministres concernés par l'affaire du sang contaminé a redémarré ce matin même à l'Assemblée nationale.

Comme l'a déclaré hier encore mon amie Mme Hélène Luc et comme nous l'affirmons depuis le début de cette procédure, il faut aller vite, et pas une journée ne doit être perdue.

En effet, des milliers de victimes, des millions de personnes attendent une issue rapide et ne supportent plus les manœuvres dilatoires sans fin.

L'honneur du Parlement dépend de la rapidité avec laquelle l'Assemblée nationale puis le Sénat « boucleront » le dossier de la saisine de la Haute Cour de justice.

Nous savons maintenant que les députés en auront terminé demain, en fin d'après-midi. Il est donc tout à fait possible de prévoir la désignation de la nouvelle commission *ad hoc* dès demain soir, sa réunion dans la journée d'après-demain et le vote de la résolution avant la fin de la séance de nuit d'après-demain, soit avant la fin de la session ordinaire.

Le vote par les deux assemblées, dans les plus brefs délais, de cette résolution doit être aujourd'hui la priorité des priorités. Les sénateurs communistes estiment que toutes mesures doivent être prises dans ce sens.

Notre surprise a donc été grande lorsque nous avons découvert une dépêche, à seize heures quarante, selon laquelle M. Monory, président du Sénat, aurait estimé improbable que la Haute Assemblée puisse examiner avant la fin de la session ordinaire la résolution précitée.

Vous comprendrez notre inquiétude devant une éventuelle décision qui ternirait plus encore l'image du Parlement !

Par conséquent, dès aujourd'hui, tout doit être mis en œuvre très vite pour organiser le débat. Je souhaite donc, au nom de mon groupe, obtenir des éclaircissements sur ce point, afin qu'une décision soit prise dans les plus brefs délais. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. Monsieur Vizet, actuellement, la situation est la suivante : une résolution a été adoptée par le Sénat, puis transmise à l'Assemblée nationale. Cette dernière ne l'a pas adoptée à la majorité qualifiée requise. Dans ces conditions, cette résolution nous a été retransmise, après son rejet.

Je puis vous indiquer que la commission *ad hoc*, désignée pour examiner ce texte, est convoquée dimanche matin, à onze heures.

Par ailleurs, il semble - mais, dans cette affaire, nous avons connu tant de péripéties, de modifications... pour ne pas dire de volte-face, qu'il faut attendre les événements avant de se prononcer, et plus encore que jamais en l'occurrence - il semble, dis-je, qu'une autre résolution nous serait, éventuellement, transmise par l'Assemblée nationale.

Lorsque nous en serons saisis, faudra-t-il constituer une nouvelle commission *ad hoc ?* Sera-ce, au contraire, la commission qui avait été saisie de la première résolution, celle du Sénat, qui sera amenée à délibérer de la seconde, si seconde il doit y avoir ? A la minute où je vous parle, je n'en sais rien, mais il est certain que cette question devra être tranchée.

Cela étant, y aura-t-il réellement transmission d'une nouvelle résolution ? Tant que nous n'avons pas reçu une telle proposition de résolution de l'Assemblée nationale, la question ne se pose pas, en effet, en dépit des préoccupations de chacun d'entre nous - car vous n'êtes pas le seul à en avoir dans ce domaine, monsieur Vizet -...

Mme Marie-Claude Beaudeau. Heureusement !

M. le président. ... et, dans ces conditions, pour l'instant, je ne peux apporter aucune réponse à la question que vous avez posée : elle est prématurée, dans la mesure où le Sénat n'est saisi, à l'heure où je m'exprime, que d'un seul texte - le sien - qui n'a pas été adopté par l'Assemblée nationale.

Je ne sais ce qu'il faut penser des déclarations qui sont prêtées à M. Monory. En revanche, ce que je sais, c'est que M. le président du Sénat, sans doute du fait des événements auxquels vous vous êtes référé, a convoqué la conférence des présidents le dimanche 20 décembre, à dix heures. Nul doute, par conséquent, que nous en saurons alors davantage. N'anticipons donc pas, je vous prie, sur les décisions qui ne manqueront pas d'être prises en temps utile.

6

ORGANISATION DE LA SUITE DES DÉBATS

M. le président. Mes chers collègues, le moment me paraît venu de faire le point sur nos travaux.

Il reste actuellement quarante-huit amendements à examiner. Or nous ne pourrons pas siéger au-delà de dix-neuf heures quarante-cinq, parce que je dois me rendre, en qualité de rapporteur, devant la commission des lois. Lorsque nous reprendrons nos travaux en séance publique, aux alentours de vingt-deux heures, nous devrons donc encore examiner une quarantaine d'amendements. Même en faisant preuve d'optimisme, si nous tenons compte des explications de vote sur l'ensemble, nous ne pourrons, dans ces conditions, achever la discussion du présent projet de loi portant diverses mesures d'ordre social avant vingt-trois heures quarante-cinq ou minuit. Et vous pouvez compter sur moi pour ne pas allonger les débats !

Nous aborderons alors l'examen du projet de loi de finances rectificative, sur lequel quatre-vingt-six amendements ont été déposés et dans la discussion générale duquel interviendront, outre le ministre du budget, le président et le rapporteur général de la commission des finances, six orateurs.

Dans ces conditions, je me tourne vers le président de la commission des finances, en lui rappelant que l'ordre du jour de la présente séance comporte également la nouvelle lecture du projet de loi relatif à la prévention de la corruption, texte qu'est en train d'examiner la commission des lois, et, éventuellement, la nouvelle lecture du projet de loi portant réforme de la procédure pénale.

Dans la mesure où l'ordre du jour de demain matin, tel qu'il a été fixé par la conférence des présidents, comporte la suite de l'ordre du jour de la veille - c'est-à-dire de cette nuit - je vous interroge, monsieur le président de la commission des finances : comme vous le savez, je suis à la disposition du Sénat, mais pouvez-vous nous indiquer comment vous envisagez l'organisation de la suite de nos débats ?

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, nos débats ont été organisés par la conférence des présidents, à laquelle vous participez.

Le jeudi 17 décembre dernier, j'ai fait part de mes craintes au sujet de la durée nécessaire à la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social. Le président de la commission des affaires sociales a alors déclaré - et vous avez dû l'entendre comme moi - qu'il prenait l'engagement que ce débat serait terminé aujourd'hui, à treize heures au plus tard.

Je dois à la vérité d'ajouter que c'est en tenant compte de cet engagement que M. le président du Sénat, président de la conférence des présidents, a accepté l'inscription à quinze heures, aujourd'hui, du projet de loi de finances rectificative.

Je regrette que les engagements pris n'aient pas été tenus, mais cela ne relève pas de ma responsabilité. Dans ces conditions, il convient que nous abordions la suite de l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, puis le débat sur le collectif. Les membres de la commission des finances ont d'ailleurs été alertés à cette fin.

Au surplus, M. le ministre du budget m'a fait savoir qu'il avait des obligations impératives dans la matinée de demain et qu'il ne lui serait pas possible, par conséquent, de venir devant le Sénat.

En conséquence, à l'issue de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social, nous engagerons le débat sur le projet de loi de finances rectificative. Pour ma part, je ne peux que regretter que l'organisation des débats soit telle qu'elle ne permette pas de discuter dans de meilleures conditions d'un texte aussi important.

M. le président. Si je vous comprends bien, la commission des finances demande au Sénat de commencer... et de poursuivre jusqu'à son terme l'examen du collectif, à l'issue de la discussion du DMOS ?

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* C'est ce que je viens d'indiquer !

M. Emmanuel Hamel. Combien d'infarctus en vue !

M. le président. Seul l'avenir nous le dira, monsieur Hamel, et croyez que je m'attriste par avance à la pensée de tout ce qui pourrait arriver à un certain nombre d'entre nous... et, pourquoi pas, à moi le premier ! Cela étant, nous devons bien satisfaire à nos obligations !

Dans ces conditions, je me tourne maintenant vers le Gouvernement, non pas pour solliciter une réponse immédiate de votre part, monsieur le ministre, mais pour que, au-delà de votre personne, M. le ministre des relations avec le Parlement nous fasse savoir, à la reprise de nos travaux, ce qu'il adviendra demain. En effet, à quinze heures et le soir - puisqu'il paraît acquis que nous ne pourrons pas siéger demain matin - sont actuellement inscrits près d'une dizaine de textes. Et, puisque l'ordre du jour prioritaire de la présente séance ne sera certainement pas épuisé, nous devrons commencer par examiner, de surcroît, le projet de loi relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique, puis, éventuellement, le projet de loi portant réforme de la procédure pénale.

Je compte donc que le Gouvernement fera le nécessaire pour que les différents ministres concernés par l'ordre du jour de demain soient prévenus !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, je transmettrai, bien sûr, votre message à mon collègue chargé des relations avec le Parlement.

M. le président. J'ose espérer que les services de M. Mermaz auront eu la curiosité d'écouter mes propos au « perroquet » ! Ils sont, d'ailleurs, sûrement déjà dans les couloirs, comme c'est leur rôle ! C'est pour les informer de la situation, en tout cas, que je me suis permis de faire cette mise au point.

7

COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT

M. le président. M. le président du Sénat a reçu de M. le ministre des relations avec le Parlement la lettre suivante :

« Paris, le 18 décembre 1992.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'en application de l'article 48 de la Constitution le Gouvernement modifie comme suit l'ordre du jour prioritaire du Sénat :

« Dimanche 20 décembre 1992, le soir :

« Après discussion des conclusions de commission mixte paritaire ou en nouvelle lecture des projets déjà inscrits à l'ordre du jour :

« Inscription du projet de loi relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances.

« Je vous prie de croire, monsieur le président, à l'assurance de ma haute considération.

« *Signé :* LOUIS MERMAZ. »

Acte est donné de cette communication.

L'ordre du jour des séances du samedi 19 et du dimanche 20 décembre est modifié en conséquence.

Je m'empresse de préciser que l'examen de ce projet de loi ne demandera pas plus d'un quart d'heure, car j'ai toutes les raisons de penser que la commission des lois demandera au Sénat de le voter conforme tel qu'il revient de l'Assemblée nationale, celle-ci ayant repris, pour la plupart, les dispositions adoptées par le Sénat.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Permettez-moi de réagir à l'annonce que vous venez de faire, monsieur le président : vraiment, tout cela n'est pas sérieux.

M. Michel Miroudot. C'est se moquer du monde !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Nous soumettre, en fin de session, un ordre du jour complémentaire aussi important, sans nous avoir préalablement prévenus, c'est, pour le moins, traiter le Parlement avec peu d'élégance. Notre ordre du jour est déjà très chargé. Vous-même, monsieur le président, venez d'indiquer que nous ne savions pas comment nous pourrions examiner, et dans de bonnes conditions, le collectif budgétaire.

Aussi permettez-moi d'insister auprès de vous pour que l'examen du projet portant diverses mesures d'ordre social s'achève le plus rapidement possible.

8

DIVERSES MESURES D'ORDRE SOCIAL

Suite de la discussion et adoption d'un projet de loi déclaré d'urgence

M. le président. Nous poursuivons la discussion du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social.

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 20.

TITRE III
MESURES RELATIVES À LA MUTUALITÉ

Article 20

M. le président. « Art. 20. - I. - L'article L. 311-1 du code de la mutualité est ainsi rédigé :

« *Art. L. 311-1.* - Un décret en Conseil d'Etat détermine les règles de sécurité financière relatives aux engagements des mutuelles. »

« II. - L'article L. 311-2 du code de la mutualité est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Dans tous les cas où une mutuelle se réassure contre un risque qu'elle garantit, elle reste seule responsable vis-à-vis des personnes garanties.

« Les fédérations mutualistes gérant au moins une caisse autonome peuvent se réassurer auprès d'organismes pratiquant la réassurance.

« Les fédération mutualistes gérant au moins une caisse autonome peuvent, dans des conditions d'activité et de sécurité financière fixées par décret en Conseil d'Etat, prévoir dans leurs statuts et règlements l'acceptation en réassurance des risques mentionnés au 1° de l'article L. 111-1.

« Les opérations mises en œuvre au titre du troisième et du quatrième alinéas du présent article font l'objet de comptes distincts. »

« III. - Le chapitre unique du titre Ier du livre III du code de la mutualité est complété par les articles L. 311-6 à L. 311-8 ainsi rédigés :

« *Art. L. 311-6.* - Il est créé une caisse mutualiste de garantie dotée de la personnalité morale auprès de laquelle les mutuelles doivent se garantir, dans des conditions fixées par voie réglementaire.

« Les articles L. 124-2, L. 124-7, L. 125-5, L. 125-6, L. 125-7, L. 125-8, L. 125-10 et L. 125-11 sont applicables à la caisse mutualiste de garantie.

« *Art. L. 311-7.* - Un décret en Conseil d'Etat détermine :

« 1° Les modalités selon lesquelles, en fonction du nombre de leurs cotisants, les mutuelles peuvent être représentées à l'assemblée générale de la caisse mutualiste de garantie ;

« 2° La composition du conseil d'administration et du bureau de la caisse mutualiste de garantie, le mode de désignation de leurs membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs ;

« 3° Les droits et obligations des mutuelles garanties ;

« 4° Les règles de gestion administrative et financière ;

« 5° Le règlement de la caisse mutualiste de garantie.

« *Art. L. 311-8.* - La commission de contrôle instituée par l'article L. 531-1 du présent code veille au respect des dispositions applicables à la caisse mutualiste de garantie, dans les conditions fixées aux articles L. 531-1-2, L. 531-1-3, L. 531-1-4, L. 531-1-5, L. 531-1-6, L. 531-2, L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-6.

« IV. - Au deuxième alinéa de l'article L. 321-4 du code de la mutualité, les mots : " de la caisse nationale de prévoyance " sont remplacés par les mots : " d'organismes pratiquant la réassurance ".

« V. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les dispositions relatives aux modalités de règlement des créances et des dettes des systèmes fédéraux de garantie et, en tant que de besoin, les autres dispositions transitoires nécessaires à l'application du III du présent article. »

Sur cet article, je suis saisi de cinq amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 117, Mmes Demessine, Beaudeau et Fraysse-Cazalis, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 31, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose, au début du deuxième et du troisième alinéas du texte présenté par le paragraphe II de l'article 20 pour compléter l'article L. 311-2 du code de la mutualité, de remplacer les mots : « Les fédérations mutualistes gérant au moins une caisse autonome », par les mots : « Les organismes mutualistes ».

Par amendement n° 77, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de supprimer le paragraphe III de l'article 20.

Par amendement n° 32 rectifié, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter le troisième alinéa (2°) du texte présenté par le paragraphe III de l'article 20 pour l'article L. 311-7 du code de la mutualité par le membre de phrase suivant : « aucune mutuelle ou aucun groupement de mutuelles ne peut disposer, directement ou indirectement, de plus des deux cinquièmes des sièges au conseil d'administration ; ».

Par amendement n° 33, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger ainsi le début du paragraphe IV de l'article 20 :

« Au premier alinéa de l'article L. 321-1 et au deuxième alinéa de l'article L. 321-4 du code de la mutualité ».

La parole est à Mme Beaudeau, pour défendre l'amendement n° 117.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Le texte proposé bouleverse l'organisation de la mutualité en créant une caisse unique de garantie qui serait substituée aux systèmes fédéraux de garantie actuels.

Certes, l'intention d'assurer la garantie de toutes les mutuelles est louable, mais cette transformation profonde risque d'avoir des effets négatifs, notamment de porter atteinte à leur indépendance.

Il me semble, par ailleurs, que la concertation avec l'ensemble des fédérations n'a pas été suffisante dans ce domaine. Il n'empêche que, actuellement, les mutuelles sont tenues légalement de se réassurer auprès d'autres caisses autonomes mutualistes et de se garantir auprès des fédérations mutualistes.

Plutôt que de modifier la loi de façon aussi importante, il convenait de prendre des dispositions permettant d'appliquer les textes actuels. Pour toutes ces raisons, nous proposons de supprimer l'article 20.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 117 et pour présenter l'amendement n° 31.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'article 20 renforce les garanties offertes aux adhérents des mutuelles grâce, en particulier, à la caisse de garantie mutuelle, et adapte notre législation aux directives relatives au secteur des assurances. Il nous semble tout à fait satisfaisant, et le Gouvernement est donc défavorable à l'amendement n° 177, qui vise à le supprimer.

Par l'amendement n° 31, la commission propose de substituer les mots : « organismes mutualistes » à l'expression : « les fédérations gérant au moins une caisse autonome », pour ouvrir dès à présent les opérations de réassurance à l'ensemble des organismes mutualistes, conformément à l'objectif de la directive européenne sur les assurances et au principe communautaire de libre prestation des services, au lieu de les réserver aux seules fédérations gérant au moins une caisse autonome.

J'ai d'ailleurs noté dans les débats de l'Assemblée nationale que M. le ministre avait annoncé qu'il était dans son intention de procéder, par la suite, à cette ouverture.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 77.

M. Jean Madelain. Monsieur le président, cet article 20 engage, en effet, une modification structurelle du code de la mutualité sans avoir fait l'objet, semble-t-il, de concertations préalables avec les fédérations concernées. De ce fait, il comporte un certain nombre d'imprécisions et d'insuffisances qui font que ce texte risque plus de soulever des difficultés que d'améliorer la situation. C'est pourquoi nous proposons de supprimer le paragraphe III de cet article, qui est relatif à la caisse mutualiste de garantie.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 77 et pour défendre l'amendement n° 32 rectifié.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Monsieur le président, la commission a émis un avis défavorable sur l'amendement n° 77, car elle est favorable au principe d'une caisse mutualiste de garantie. En effet, près d'un quart des organismes mutualistes ne respectent pas, actuellement, les obligations légales et, de ce fait, il arrive que les adhérents ne soient pas suffisamment protégés en cas de défaillance des organismes.

Toutefois, l'amendement n° 32 rectifié de la commission pourrait donner satisfaction aux auteurs de l'amendement n° 77, puisqu'il prévoit qu'aucune fédération ne pourra détenir directement ou indirectement plus des deux cinquièmes des sièges au conseil d'administration.

M. le président. Monsieur Madelain, maintenez-vous votre amendement ?

M. Jean Madelain. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 77 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 33.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de coordination, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 117, 31, 32 rectifié et 33 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je me suis déjà exprimé dans la discussion générale sur cet article 20. Mais, il n'est pas inutile de le répéter, il s'agit bien ici de mettre en place une caisse nationale mutualiste destinée à permettre à tous les organismes mutualistes de se garantir.

Que l'on ne me présente pas comme argument l'absence de concertation : le problème se pose depuis de nombreuses années et l'éclatement des caisses ne leur permet pas d'acquérir la surface qui leur serait nécessaire pour disposer d'une couverture suffisante face à leurs engagements, surtout dans les domaines de la réassurance et de la maladie.

Il existe, effectivement, un cas de société mutualiste qui n'adhère pas à une caisse de réassurance. Il a donc été décidé de mettre en place une caisse nationale mutualiste au conseil d'administration de laquelle les différentes familles mutualistes pourront participer, en toute indépendance et proportionnellement au nombre de leurs adhérents.

L'objectif est bien de mettre en place un instrument destiné à garantir les couvertures mutualistes en consolidant un système sur lequel, aujourd'hui, l'ensemble des familles mutualistes est d'accord. D'ailleurs, si une caisse de réassurance a été mise en place, c'était, à l'époque, pour faire face à un certain nombre de difficultés et pallier certaines carences du système. Précisément, pour lutter contre un éparpillement néfaste, le seul moyen était de constituer, pour l'ensemble de notre territoire, une caisse nationale où chaque famille pourrait être représentée équitablement.

Le Gouvernement est donc défavorable aux amendements nos 117, 31 et 32 rectifié. Il s'en remet à la sagesse du Sénat pour l'amendement n° 33.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 117, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32 rectifié, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 33, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20, modifié.

(L'article 20 est adopté.)

Article additionnel après l'article 20

M. le président. Par amendement n° 97, MM. Delevoye, Vasselle et les membres du groupe du RPR proposent d'insérer, après l'article 20, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - A l'article L. 123-11 du code des communes, le second alinéa est complété par la phrase suivante :

« Cette rente peut être mise en œuvre soit auprès d'une mutuelle régie par le code de la mutualité, soit auprès d'une société d'assurance mutuelle régie par le code des assurances, soit dans le cadre des dispositions de l'ordonnance n° 59-75 du 7 janvier 1959 relative à certaines opérations de prévoyance collective et d'assurance sous réserve que les engagements pris soient couverts intégralement et à tout moment par des provisions techniques représentées par des actifs équivalents. »

« II. - A l'article 17 de la loi du 10 août 1871, le second alinéa est complété par la phrase suivante :

« Cette rente peut être mise en œuvre soit auprès d'une mutuelle régie par le code de la mutualité, soit auprès d'une société d'assurance mutuelle régie par le code des assurances, soit dans le cadre des dispositions de l'ordonnance du 7 janvier 1959 relative à certaines opérations de prévoyance collective et d'assurance sous réserve que les

engagements pris soient couverts intégralement et à tout moment par des provisions techniques représentées par des actifs équivalents. »

La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Cet amendement, dû à l'initiative de notre collègue M. Delevoye qui, comme vous le savez, est le président de l'association des maires de France, a pour objet d'apporter un certain nombre de précisions aux textes des articles L. 123-11 du code des communes et 17 de la loi du 10 août 1871 tel qu'il résulte de la loi du 3 février 1992.

La loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux a ouvert à certaines catégories d'élus locaux la possibilité de se constituer une retraite par rente dont le financement est assuré pour moitié par l'élu et pour moitié par la collectivité locale.

Le texte laisse aux élus le libre choix de l'organisme assureur auprès duquel ils sont susceptibles de constituer cette retraite. Il prévoit cependant que les élus doivent être associés à sa gestion.

Il est donc nécessaire de préciser les catégories d'organismes susceptibles de mettre en œuvre cette retraite par rente. C'est ce que fait le présent amendement.

J'ajoute que cette disposition, outre le souhait des associations des maires de France, répond au souci de l'association des maires de grandes villes et à celui de l'assemblée des présidents de conseils généraux.

M. Christian Poncelet. C'est exact !

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* L'avis du Gouvernement est défavorable. Il a déjà pris position.

M. Emmanuel Hamel. Oh ! Comment est-ce possible ?

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 97.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. En fait, par cet amendement, il s'agit de passer du code de la mutualité au code des assurances.

Il est difficile d'accepter de confier la gestion de la retraite par rente des élus à des organismes relevant du code des assurances.

M. Jean Chérioux. Pourquoi pas ?

M. Marc Bœuf. En effet, le système actuel repose sur la solidarité et la participation des élus. Il est donc inacceptable que leurs cotisations servent à des fins mercantiles.

M. Emmanuel Hamel. Oh !

M. Marc Bœuf. Seul le système mutualiste garantit pleinement la solidarité.

M. Emmanuel Hamel. Il y a des sociétés d'assurances publiques motivées par le souci du bien commun !

M. Jean Chérioux. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Chérioux.

M. Jean Chérioux. Je suis étonné par les propos de M. le ministre et de M. Bœuf.

Pourquoi instaurerait-on un monopole au profit de la mutualité ? Je ne suis pas du tout opposé aux mutuelles, elles ont leur rôle à jouer.

Mais pourquoi, sous prétexte qu'ils ont des finalités commerciales, n'autoriserait-on pas d'autres organismes à gérer ces retraites par rente ? Peut-être leur finalité est-elle capitaliste mais, en tout cas, ils gèrent bien les fonds qui leur sont confiés.

L'essentiel n'est pas de savoir quelle est la finalité, l'idéologie, etc., de ces organismes ; ce qui compte, en définitive, pour les élus, c'est que leurs retraites soient assurées, ce qui implique que les fonds soient bien gérés, c'est-à-dire qu'ils le soient par ceux qui sont les plus aptes à le faire.

Si la mutualité propose un mode de gestion qui convient, très bien. Si d'autres organismes peuvent assurer une meilleure gestion, pourquoi ne pas la leur confier ?

En réalité, il ne faut pas de monopole : il faut laisser jouer la concurrence. C'est comme cela que les retraites des élus seront assurées...

Mme Marie-Claude Beaudeau. Ainsi que les profits des entreprises !

M. Jean Chérioux. ... et que les capitaux seront les mieux gérés.

M. Christian Poncelet. En laissant le libre choix !

M. Michel Miroudot. Très bien !

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je tiens à rectifier un certain nombre d'affirmations.

Le souhait des élus était de bénéficier d'une véritable retraite. Le secrétariat d'Etat aux collectivités locales a donc organisé, à partir de l'été dernier, une concertation avec les associations d'élus *(M. Chérioux fait un signe de dénégation)* pour définir le régime juridique de cette retraite par rente. Il ressort de cette consultation qu'une majorité d'associations, notamment de conseillers généraux, sont effectivement favorables au code de la mutualité, car elles estiment qu'elles auront plus directement la responsabilité de cette gestion.

Je me devais d'apporter cette information au Sénat.

M. Jean Chérioux. C'est inexact, monsieur le ministre. Je suis bien placé pour en parler !

M. Marc Bœuf. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Dans ce débat, deux philosophies différentes s'affrontent. On oublie de dire que la mutualité repose avant tout sur la solidarité, sur la liberté et la faculté pour les cotisants de gérer eux-mêmes leur caisse.

Je ne peux pas laisser dire que seules les compagnies d'assurances sont capables de bien gérer.

M. Jean Chérioux. Je n'ai pas dit cela !

M. Marc Bœuf. Je connais des mutuelles qui peuvent donner des leçons à beaucoup de compagnies d'assurances.

Ne nous faisons pas de procès d'intention. Chacun a sa philosophie ; nous, nous préférons que la gestion des retraites par rente des élus relève de la solidarité, donc de la mutualité.

M. Jean Chérioux. Si elles gèrent si bien, elles n'ont pas besoin de bénéficier d'une situation de monopole !

M. Emmanuel Hamel. Laissez le libre choix aux élus !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 97, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 20.

Mes chers collègues, nous allons interrompre maintenant nos travaux ; nous les reprendrons à vingt-deux heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à dix-neuf heures cinquante, est reprise à vingt-deux heures dix.)

M. le président. La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social.

Dans la discussion des articles, nous en sommes parvenus à l'article 20 *bis.*

TITRE III *BIS*
MESURES RELATIVES À LA VIE PROFESSIONNELLE ET A LA FAMILLE

Article 20 *bis*

M. le président. « Art. 20 *bis*. - L'article L. 122-25 du code du travail est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« En cas de litige, l'employeur est tenu de communiquer au juge tous les éléments de nature à justifier sa décision.

« Si un doute subsiste, il profite à la salariée. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 70, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de supprimer cet article.

Par amendement n° 34, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de compléter le second alinéa du texte présenté par cet article pour compléter l'article L. 122-25 du code du travail par les mots : « en état de grossesse ».

La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 70.

M. Jean Madelain. Nous considérons que l'article 20 *bis* est contraire au principe général du droit selon lequel la charge de la preuve incombe au demandeur. En conséquence, nous demandons sa suppression.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 70 et pour défendre l'amendement n° 34.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est défavorable à l'amendement n° 70, bien qu'elle comprenne les préoccupations qui inspirent ses auteurs. C'est même peut-être parce qu'elle les a devinées que la commission a présenté un amendement n° 34, tendant à compléter le second alinéa du texte présenté par l'article 20 *bis* par les mots : « en état de grossesse ».

Il s'agit de bien spécifier que cette forme de dérogation par rapport à la pratique habituelle est tout à fait possible et souhaitable, dans le contexte actuel de notre pays, au bénéfice de la femme enceinte.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 et 34 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 70. Pour l'amendement n° 34, il s'en remet à la sagesse de la Haute Assemblée.

M. le président. Monsieur Madelain, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jean Madelain. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 70 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 34, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20 *bis*, ainsi modifié.

(L'article 20 bis *est adopté.)*

Article 20 *ter*

M. le président. « Art. 20 *ter*. - La deuxième phrase du dernier alinéa de l'article L. 122-25-1 du code du travail est supprimée. ». - (*Adopté.*)

Article 20 *quater*

M. le président. « Art. 20 *quater*. - Il est inséré, dans le code du travail, un article L. 122-25-3 ainsi rédigé :

« *Art. L. 122-25-3.* - La salariée bénéficie d'une autorisation d'absence pour se rendre aux examens médicaux obligatoires prévus par l'article L. 154 du code de la santé publique dans le cadre de la surveillance médicale de la grossesse et des suites de l'accouchement.

« Ces absences n'entraînent aucune diminution de la rémunération et sont assimilées à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard des droits légaux ou conventionnels que la salariée tient du fait de son ancienneté dans l'entreprise. »

Par amendement n° 71, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de compléter, *in fine*, le premier alinéa du texte présenté par cet article pour l'article L. 122-25-3 du code du travail par les mots : « , dans le cas où ces examens doivent avoir lieu pendant le temps de travail. »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Il s'agit de mettre l'article 20 *quater* en conformité avec l'article 9 de la directive communautaire en date du 19 octobre 1992.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seiller, *rapporteur.* Tout à fait favorable, puisque cet amendement apporte une précision utile.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, selon le Gouvernement, le mot « doivent » risque d'introduire une confusion privant ainsi la disposition de son intérêt. Il est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 71, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20 *quater*, ainsi modifié.

(L'article 20 quater *est adopté.)*

Article 20 *quinquies*

M. le président. « Art. 20 *quinquies*. - Le premier alinéa de l'article L. 122-28-7 du code du travail est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Le salarié réembauché dans l'entreprise en application de l'article L. 122-28 et celui qui reprend son activité à l'issue du congé parental d'éducation ou d'un travail à temps partiel pour élever un enfant prévus à l'article L. 122-28-1 bénéficient, notamment en cas de changement de techniques ou de méthodes de travail, d'un droit à une action de formation professionnelle.

« Le salarié peut également bénéficier de ce droit avant l'expiration de la période pendant laquelle il entendait bénéficier des dispositions de l'article L. 122-28-1. Toutefois, dans ce cas, il est mis fin au congé parental d'éducation ou à l'exercice d'une activité à temps partiel pour élever un enfant.

« Le salarié bénéficiaire d'un congé parental d'éducation ou exerçant son activité à temps partiel pour élever un enfant bénéficie de plein droit du bilan de compétence mentionné à l'article L. 900-2, dans les conditions d'ancienneté prévues par l'article L. 122-28-1. »

Par amendement n° 35, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose, après les mots : « méthodes de travail, » de rédiger comme suit la fin du premier alinéa du texte présenté par cet article pour remplacer le premier alinéa de l'article L. 122-28-7 du code du travail : « des actions de formation nécessaires à l'exercice de leur emploi. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement vise à adapter aux nécessités de l'exercice de son emploi la participation du salarié à une action de formation dans les cas prévus par l'article 20 *quinquies.*

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* La volonté du Gouvernement est d'assurer aux parents la possibilité de cesser, de suspendre ou de diminuer momentanément leur activité salariée pour s'occuper de leurs jeunes enfants, sans compromettre pour autant leur carrière professionnelle.

Cette mesure profitera essentiellement à des femmes mères de famille qui connaissent de nombreuses difficultés pour concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. C'est pourquoi le Gouvernement tient à inscrire dans la loi leur droit à la formation professionnelle à l'issue de cette période. Dès lors, il est défavorable à cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 35.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Le groupe socialiste est hostile à cet amendement, car la rédaction proposée par la commission peut créer une ambiguïté. En effet, que se passera-t-il si le salarié ne peut reprendre l'emploi qu'il occupait précédemment ? Il convient de maintenir les termes « action de formation professionnelle », qui ont d'ailleurs un sens précis au regard du droit du travail.

M. Robert Vizet. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, nous sommes également hostiles à cet amendement car il exclut, en fait, la formation professionnelle pour s'en tenir à la seule formation générale. Celle-ci serait, de surcroît, limitée à l'exercice du seul emploi de salarié, alors que la formation professionnelle, qui a ses propores règles, autorise notamment le salarié à choisir ses formations.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 36, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose, dans la première phrase du deuxième alinéa du texte présenté par l'article 20 *quinquies* pour remplacer le premier alinéa de l'article L. 122-28-7 du code du travail, de remplacer les mots : « de ce droit » par les mots : « de ces actions ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de conséquence. Il tend à éviter toute confusion dans le dispositif de formation professionnelle, qui se fonde plus sur l'accès à des actions de formation professionnelle que sur l'expression d'un droit inhérent et automatique.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 36, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 37 rectifié *bis*, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose :

A. - De rédiger ainsi le troisième alinéa du texte présenté par l'article 20 *quinquies* pour remplacer le premier alinéa de l'article L. 122-28-7 du code du travail :

« Le salarié bénéficiaire d'un congé parental d'éducation peut bénéficier du bilan de compétences mentionné à l'article L. 900-2. »

B. - De compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« II. - Dans le second alinéa de l'article L. 122-28-7 du code du travail, les mots : "à l'alinéa précédent" sont remplacés par les mots : "au présent article". »

C. - En conséquence, de faire précéder le texte de cet article de la mention : « I ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement tend à adapter la terminologie en usage dans les actions de formation professionnelle aux cas visés par l'article 20 *quinquies.*

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cet amendement semble restrictif aux yeux du Gouvernement, puisqu'il substitue à un droit une simple faculté. Le Gouvernement y est donc défavorable.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 37 rectifié *bis.*

M. Robert Vizet. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. La faculté ouverte aux salariés par l'article 20 *quinquies* de bénéficier du bilan de compétences vise ceux qui ont profité d'un congé parental d'éducation, mais aussi ceux qui exercent un emploi à temps partiel pour élever un enfant, lesquels sont écartés par cet amendement. L'attitude de la commission est d'autant plus paradoxale qu'elle a approuvé le projet de loi sur le travail à temps partiel.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 37 rectifié *bis*, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 20 *quinquies*, modifié.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 20 quinquies *est adopté.)*

Article additionnel après l'article 20 *quinquies*

M. le président. Par amendement n° 38, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 20 *quinquies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« A l'article L. 951-1 du code du travail, après le 5°, il est ajouté un 6° ainsi rédigé :

« 6° En finançant les actions de formation prévues à l'article L. 122-28-7. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit d'un amendement de coordination avec les modifications adoptées à l'article 20 *quinquies.* Il vise le financement des actions de formation prévues à l'article L. 122-28-7.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 38, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 20 *quinquies.*

Articles 20 *sexies* à 20 *octies*

M. le président. « Art. 20 *sexies.* - I. - Après le troisième alinéa de l'article L. 331-37 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La période d'indemnisation prévue aux premier et deuxième alinéas peut faire l'objet d'une répartition entre la mère et le père adoptifs lorsque l'un et l'autre ont vocation à bénéficier de l'indemnité journalière de repos. La période d'indemnisation ne pourra pas être fractionnée en plus de deux parties, dont la plus courte ne pourra être inférieure à quatre semaines. »

« II. - Les dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 331-7 du code de la sécurité sociale s'appliquent aux salariés relevant du régime des assurances sociales agricoles et aux assurés relevant de l'un des régimes spéciaux visés au titre premier du livre VII du code de la sécurité sociale.

« III. - Le sixième alinéa de l'article L. 122-26 du code du travail est complété par une phrase ainsi rédigée :

« La période de suspension du contrat de travail peut être répartie entre la mère et le père salariés, sous réserve qu'elle ne soit pas fractionnée en plus de deux parties dont la plus courte ne pourra pas être inférieure à quatre semaines. » - *(Adopté.)*

« Art. 20 *septies*. - Le premier alinéa de l'article 10 de l'ordonnance n° 86-1134 du 21 octobre 1986 relative à l'intéressement et à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise et à l'actionnariat des salariés est complété par la phrase suivante : "Sont assimilées à des périodes de présence, quel que soit le mode de répartition retenu par l'accord, les périodes visées aux articles L. 122-26 et L. 122-32-1 du code du travail.". » - *(Adopté.)*

« Art. 20 *octies*. - I. - Au début de la première phrase du premier alinéa de l'article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale, les mots : "Les personnes mentionnées à l'article précédent" sont remplacés par les mots : "les assistantes maternelles agréées".

« II. - A l'article 123-11 du code de la famille et de l'aide sociale, après les mots : "des établissemens publics de santé" sont insérés les mots : "ou des établissements sociaux ou médico-sociaux publics ou à caractère public". ». - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 20 *octies*

M. le président. Par amendement n° 39, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 20 *octies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 123-1-1 du code de la famille et de l'aide sociale est complété *in fine* par un alinéa ainsi rédigé :

« L'élection des représentants des assistants maternels et des assistantes maternelles aux commissions consultatives paritaires a lieu au plus tard le 30 mars 1993. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La loi n° 92-642 du 22 juillet 1992 relative aux assistants et aux assistantes maternels a renvoyé à un décret le soin de fixer les modalités selon lesquelles il doit être procédé à l'élection des membres des commissions consultatives paritaires départementales.

Le décret d'application du 29 septembre 1992 a fixé la date du 30 décembre 1992 comme date limite pour ces élections.

Les élus de nombreux départements soulignent les difficultés auxquelles ils sont confrontés pour procéder à cette élection dans les délais impartis. Telle est la raison pour laquelle la commission vous propose de reporter cette élection au 30 mars 1993.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le délai proposé n'étant pas assorti d'une sanction, il risque d'avoir peu d'effet. Par ailleurs, les départements sont invités à organiser « au plus tôt » ces premières élections.

En conséquence, le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat pour cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 20 *octies*.

Par amendement n° 40, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 20 *octies*, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 33 de la loi n° 92-722 du 29 juillet 1992 portant adaptation de la loi n° 88-1088 du 1er décembre 1988 relative au revenu minimum d'insertion et relative à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et professionnelle est rédigé comme suit :

« *Art. 33.* - Les dispositions du titre II et du titre III relatives à l'aide médicale entreront en vigueur au 1er juillet 1993. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Cet amendement tend à reporter au 1er juillet 1993 la date limite d'entrée en application des dispositions relatives à la réforme de l'aide médicale.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est hostile à cet amendement qui reporte de six mois la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'aide médicale, laquelle a été prévue par la loi du 29 juillet 1992.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 40, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 20 *octies*.

TITRE IV
MESURES DIVERSES

Article 21 A

M. le président. « Art. 21 A. - Après le deuxième alinéa de l'article L. 321-7 du code du travail, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La procédure de licenciement économique est nulle et de nul effet tant qu'un plan de reclassement des salariés n'est pas présenté par l'employeur et que les représentants du personnel n'ont pas été informés, réunis et consultés. »

Sur l'article, la parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, il ne se passe pas de jour sans que l'on assiste à d'importantes réductions d'effectifs dans nos entreprises publiques ou privées.

Cette semaine encore, on annonçait 285 licenciements à la SNECMA, plus de 2 000 chez Renault, 1 300 pour Renault Véhicules industriels et des « coupes » massives chez Michelin, au moment où ce groupe investit 250 millions de francs en Argentine.

Ces licenciements coûtent cher et même très cher à notre pays et encore plus aux salariés. Le ministère du travail n'hésite pas à avancer le chiffre de 350 milliards de francs.

Les raisons invoquées par le patronat et le Gouvernement pour justifier cette hécatombe ne manquent pas. Elles varient selon le moment : coûts salariaux, inflation, déficit, crise mondiale, nécessaire modernisation de nos entreprises.

La seule et unique raison est davantage à rechercher du côté de la course au profit maximum qui se réalise aux dépens des femmes et des hommes de notre pays.

Mais la réalité est là. Ses conséquences sont dramatiques pour des millions de Français. Notre pays a franchi depuis le mois de novembre la barre des trois millions de chômeurs et je ne ferai pas ici l'étalage des mesures auxquelles se livre l'ANPE pour réduire ces chiffres, tels la radiation massive et les contrats emploi-solidarité.

Que dire encore du dernier rapport de l'OCDE qui ne nous incite pas à faire montre d'optimisme ? Ses prévisions pour l'année à venir vont dans le sens d'une austérité accrue.

Les dispositions introduites dans l'article 21 A par le groupe communiste à l'Assemblée nationale visent à ébaucher des solutions pour mettre un terme à cette politique où la productivité se fait toujours au détriment de l'emploi.

Que la majorité sénatoriale revienne sur cet article adopté par l'Assemblée nationale n'est pas pour nous surprendre. Lorsque M. Toubon qualifie en séance cet amendement de « folichon », il porte une lourde responsabilité. Lorsque le même M. Toubon invoque les « nécessités de la gestion et de la réalité du pays », on perçoit les perspectives que la droite assigne à notre pays, si elle revenait au pouvoir.

Le parti communiste français a pris l'initiative d'une pétition, qui recueille d'ores et déjà un grand succès auprès des travailleurs de notre pays, demandant que cet article soit définitivement adopté.

L'article 21 A constitue, en effet, un important point d'appui pour imposer d'autres choix politiques.

Il convient aujourd'hui de mettre un terme aux licenciements, qui frappent si durement de très nombreux salariés de notre pays, y compris parmi les plus qualifiés.

Au lieu de la rigueur qu'on nous impose, ce sont des choix en faveur de la relance économique, des salaires, de l'emploi, de la formation qu'il faut opérer.

Nous sommes favorables à la réduction du temps de travail, non pas au travail à temps partiel tel qu'il nous est proposé, dont le seul but est d'accroître la précarité et de favoriser la politique des bas salaires. Ce que nous demandons, c'est une réduction du temps de travail avec maintien du salaire, seule garantie de progrès social.

Il faut encore opter pour une autre politique en matière de reconquête de production et de coopération.

Aussi, mes chers collègues, je m'adresse à vous solennellement : si vous suiviez notre commission des affaires sociales, qui va nous proposer de supprimer cet article, vous porteriez devant l'ensemble des travailleurs de notre pays une très lourde responsabilité quant aux choix que vous préconisez en matière d'emploi.

C'est pourquoi je vous demande d'adopter l'article 21 A tel qu'il nous vient de l'Assemblée nationale.

M. le président. Sur l'article 21 A, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 41 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 72 est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 72.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Contrairement à ce que vient de laisser entendre M. Vizet, la commission ne considère évidemment pas que les problèmes de l'emploi ne doivent pas figurer au premier plan de nos préoccupations, bien au contraire. Mais elle estime que l'obligation de présenter un plan de reclassement avant tout licenciement serait une forme de réintroduction de l'autorisation administrative préalable de licenciement.

Une telle mesure paraît plus relever de la pensée magique que répondre efficacement aux difficultés que traverse l'économie de notre pays.

Considérant que le mieux est, dans ce cas, incontestablement l'ennemi du bien, la commission propose de supprimer cet article.

Mme Marie-Claude Beaudeau. Vous, vous voulez une économie qui se passe des hommes !

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 72.

M. Jean Madelain. Cet amendement étant identique à celui de la commission, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 72 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* En première lecture, à l'Assemblée nationale, le Gouvernement avait admis l'intérêt de cette disposition, du moins dans son principe ; il convient sans doute de l'améliorer de manière à la relier à la procédure des plans sociaux.

Le Gouvernement est donc opposé à la suppression de cet article.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 41.

M. Robert Vizet. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Mes chers collègues, la disposition que la commission vous demande de supprimer est, contrairement à ce que vient d'affirmer M. le rapporteur, une brèche dans le mur du chômage. Il s'agit d'une mesure correspondant à une logique nouvelle, une chance que, compte tenu des résultats passés, nous n'avons pas le droit de laisser passer.

Les députés communistes et socialistes ont décidé de s'engager dans cette voie ; je m'en félicite.

Hier soir, mon amie Jacqueline Fraysse-Cazalis déclarait que l'on ne peut concevoir la liberté sans responsabilité ; combien je l'approuve ! Elle constatait aussi que la liberté totale dont disposent les employeurs pour licencier ne s'est pas, la plupart du temps, accompagnée du sens de cette responsabilité : ils ont ouvert en grand les vannes du chômage, chacun le reconnaît aujourd'hui ; M. le Premier ministre lui-même l'a fait récemment.

Des chiffres impressionnants sont avancés par les grandes entreprises qui annoncent de nouvelles suppressions de postes. Refuser que figure cette mesure dans la loi, c'est accepter à l'avance que tout cela se réalise.

Mes chers collègues, nous devons prendre nos responsabilités. Le monde du travail est impatient de savoir ce que nous allons décider ce soir.

A cette heure, et en quelques jours seulement, 30 000 pétitions signées sont parvenues au groupe communiste de l'Assemblée nationale, qui exigent le maintien de cette mesure. Ce sont 30 000 Français - mais ces signatures représentent en fait bien plus de personnes - qui nous interpellent. Si le Sénat adopte cet amendement, demain, quand dans cet hémicycle, on reparlera du chômage, de ses dégâts, de la pauvreté, en s'affligeant de cette situation, ces 30 000 signataires auront le droit de crier à la démagogie !

Alors, ce soir, avec tout le groupe communiste, je demande au Sénat de nous conserver cette chance de nous battre contre le chômage et de repousser cet amendement par scrutin public.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 41, repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 40 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	317
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	224
Contre	93

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 21 A est supprimé.

Article 21 B

M. le président. « Art. 21 B. - Il est institué dans chaque département une commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage. Elle est présidée par le représentant de l'Etat dans le département. Il est assisté d'un rapporteur général élu parmi les élus et d'un rapporteur général élu parmi les représentants syndicaux.

« La commission est composée à raison de :

« - un tiers par des maires, des adjoints ou des conseillers municipaux, élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne par les maires regroupés au sein des collèges électoraux déterminés en fonction de l'importance démographique des communes, par des représentants du conseil général, élus par celui-ci à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne ;

« - un tiers de représentants des organisations syndicales les plus représentatives au plan national ;

« - un tiers de représentants des employeurs.

« La commission départementale se réunit une fois par an pour entendre le rapport du représentant de l'Etat dans le département sur la situation de l'emploi, les aides publiques à l'emploi ainsi que les mesures favorisant le développement de l'apprentissage, de la formation en alternance et de la formation professionnelle dans le département.

« Elle donne son avis sur les éléments portés à sa connaissance et peut formuler toutes propositions tendant à améliorer l'efficacité des politiques poursuivies.

« Dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente loi, un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent article. »

Sur cet article, la parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 21 B, qui est le fruit d'une initiative du groupe communiste de l'Assemblée nationale, tend à permettre un réel contrôle des fonds alloués à l'emploi et à la formation par nos concitoyens.

Ce contrôle, s'il devenait effectif, constituerait une réelle avancée en la matière.

En effet, 235 milliards de francs, puisés sur les fonds publics, sont alloués chaque année à l'emploi et à la formation professionnelle. N'oublions pas, à cet égard, les mesures et allégements fiscaux ou sociaux décidés en faveur du patronat.

Sur ces importantes sommes d'argent, ni nos concitoyens, ni les élus ne disposent d'un droit de regard, contrairement à ce qu'affirme notre rapporteur ; la commission dont il est question n'est chargée que de l'attribution des fonds pour l'apprentissage. Vous m'accorderez que cela n'a rien à voir avec les milliards de francs distribués chaque année !

Il est grand temps de consacrer tout cet argent à autre chose qu'à la casse de notre appareil productif et au développement de la précarité.

Les élus des communes et des départements qui sont concernés par des licenciements ainsi que les responsables syndicaux doivent disposer des véritable moyens d'exercer une politique de concertation, afin de maintenir l'activité économique et l'emploi, alors que, aujourd'hui, les suppressions d'emplois et les transferts sont financés par les fonds publics.

Les mesures que nous préconisons, et qui sont reprises par les articles 21 A et 21 B, ne constituent en rien des remèdes miracles. Il s'agit néanmoins de mesures importantes, demandées par un grand nombre de salariés dans notre pays.

On comprend mieux, dès lors, que l'article 21 B soit, comme l'article 21 A, l'objet d'un amendement de suppression de la part de la droite sénatoriale, représentée par la majorité de la commission des affaires sociales.

Comment peut-on se dire indigné par le fort chômage dans notre pays et, dans le même temps, proposer de supprimer les mesures propres à en endiguer la progression ?

L'emploi - le plein emploi - doit devenir l'affaire de tous, au premier chef des salariés frappés de plein fouet par la chômage, tantôt trop jeunes et inexpérimentés, tantôt trop qualifiés, donc trop coûteux, dit-on. Aussi sénateurs et députés communistes demandent-ils depuis de nombreux mois que cette question fasse l'objet d'un grand débat au Parlement.

En conséquence, je vous invite, mes chers collègues, à ne pas voter l'amendement de suppression de l'article 21 B qu'a déposé la commission. Son objet avoué est de ne pas rendre plus complexes les procédures existantes, mais il ne vise en fait qu'à protéger les intérêts financiers du capital dans notre pays.

M. le président. Sur l'article 21 B, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 42 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 73 rectifié est déposé par MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 42.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'article 21 B prévoit de faire contrôler les fonds publics attribués à la formation professionnelle et à l'emploi par une commission présidée par le représentant de l'Etat dans le département et composée d'élus, de représentants syndicaux et patronaux.

Or, il existe déjà une commission de la formation professionnelle dans le département. Cette structure supplémentaire ne pourrait donc que compliquer la situation.

C'est la raison pour laquelle la commission propose la suppression de cet article.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour présenter l'amendement n° 73 rectifié.

M. Jean Madelain. Je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 73 rectifié est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 42, repoussé par le Gouvernement.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du groupe communiste.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 41 :

Nombre des votants	316
Nombre des suffrages exprimés	316
Majorité absolue des suffrages exprimés	159
Pour l'adoption	223
Contre	93

Le Sénat a adopté.

En conséquence, l'article 21 B est supprimé.

Article 21 C

M. le président. « Art. 21 C. - Au huitième alinéa de l'article 14 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, les mots : "à charges" sont supprimés. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 59, M. Jolibois, au nom de la commission des lois, propose de supprimer cet article.

Par amendement n° 56, MM. Sérusclat, Bœuf, Mme Dieulangard, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent de rédiger comme suit le début de cet article :

« Au 4e et au 8e alinéas de l'article 14 ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 59.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'article 14 de la loi du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 prévoit que, en cas de décès du locataire, le bail est transféré au conjoint survivant sans préjudice de l'application des règles relatives à l'attribution préférentielle par voie successorale, aux descendants et ascendants, au concubin notoire.

Le présent article, inséré par l'Assemblée nationale, étend cette règle à toute personne qui vivait avec le locataire depuis au moins un an. La commission des lois le juge de ce fait inacceptable dans son principe et incertain dans sa portée.

M. le président. La parole est à M. Bœuf, pour défendre l'amendement n° 56.

M. Marc Bœuf. C'est un amendement de coordination.

M. le président. Monsieur le rapporteur, je n'ai pas besoin de demander l'avis de la commission sur l'amendement n° 59 ; vous ne l'auriez pas défendu si elle n'y avait pas été favorable.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Effectivement, monsieur le président.

M. le président. Puis-je vous demander l'avis de la commission sur l'amendement n° 56 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il est défavorable, car cet amendement revient en fait à étendre encore au cas d'abandon du domicile par le titulaire du bail les dispositions prévues par l'article 21 C dans le seul cas du décès du titulaire du bail.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements nos 59 et 56 ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement est défavorable aux deux amendements.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 59.

Mme Paulette Fost. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. Compte tenu des difficultés qu'il y a à trouver un logement dans notre pays, faut-il que le Sénat facilite la mise à la rue d'une personne ? Ne vaut-il pas mieux que celle-ci soit maintenue dans les lieux ?

La pénurie de logements, les 400 000 sans abri, les 2 500 000 demandeurs de logements devraient nous conduire, en toute logique, à ne pas aggraver la situation, et donc à repousser cet amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 59, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 21 C est supprimé et l'amendement n° 56 n'a plus d'objet.

Articles 21, 21 *bis* et 21 *ter*

M. le président. « Art. 21. - I. - L'Etat détient une participation majoritaire dans la société anonyme d'économie mixte dénommée " Société nationale de construction de logements pour les travailleurs ".

« II. - Toute modification des statuts de cette société est approuvée par décret.

« III. - Les dispositions de l'article 116 de la loi n° 56-780 du 4 août 1956 portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956 sont abrogées. » - *(Adopté.)*

« Art. 21 *bis*. - Après le deuxième alinéa de l'article 19 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :

« Toutefois, les statuts peuvent admettre parmi les associés détenant 65 p. 100 des droits de vote des personnes morales à but non lucratif autres que celles visées à la deuxième phrase du deuxième alinéa.

« La moitié au moins des administrateurs ou des membres du conseil de surveillance doivent être élus parmi les représentants des personnes morales visées à la deuxième phrase du deuxième alinéa ci-dessus. » - *(Adopté.)*

« Art. 21 *ter*. - Le début du deuxième alinéa de l'article premier de la loi n° 82-409 du 17 mai 1982 portant statut des sociétés coopératives de banque est ainsi rédigé :

« Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 3 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, seuls peuvent être sociétaires... *(le reste sans changement).* » - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 21 *ter* et après l'article 35

M. le président. Par amendement n° 84, MM. Machet et Madelain proposent d'insérer, après l'article 21 *ter*, un article additionnel ainsi rédigé :

« La première phrase du septième alinéa de l'article 19 *nonies* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération est remplacée par :

« Dans les autres sociétés, le prix d'émission est fixé soit à dire d'expert, soit en divisant... (*le reste sans changement*). »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. En cas de distribution des dividendes de certificats coopératifs d'investissement non cotés sous forme de certificats coopératifs d'investissement, la loi du 10 septembre 1947 prévoit que le prix d'émission est calculé en divisant par le nombre de titres existants avant l'émission la fraction de l'actif net à laquelle ils ont droit.

Cette disposition présente des difficultés d'application.

Pour les résoudre, il est nécessaire que la loi permette à la société de faire fixer par un expert la valeur des certificats coopératifs d'investissement distribués comme dividendes, ainsi que le prévoit la loi sur les sociétés commerciales. Il convient de préciser que l'expert est désigné par le tribunal de commerce.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Malgré certaines interrogations, elle a émis un avis favorable sur l'amendement n° 84.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 84, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 21 *ter*.

Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 75, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation est ainsi rédigé :

« Lorsque la coopérative a recours aux dispositions de l'article 3 *bis* de la loi du 10 septembre 1947 modifiée, les statuts peuvent prévoir que, dans toutes les assemblées, les associés mentionnés à cet article ne peuvent disposer de plus de 49 p. 100 des voix des associés coopérateurs présents ou représentés. »

Par amendement n° 93, M. de Bourgoing et les membres du groupe de l'UREI proposent d'insérer, après l'article 21 *ter*, un article additionnel ainsi rédigé :

« Avant le premier alinéa de l'article 4 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsque les sociétés coopératives de consommation ont recours aux dispositions de l'article 3 *bis* de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, leurs statuts peuvent prévoir que les associés mentionnés à cet article ne peuvent exercer aux assemblées générales plus de 49 p. 100 des droits de vote présents ou représentés. »

La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 75.

M. Jean Madelain. Je retire cet amendement, me ralliant à l'amendement n° 93, qui a le même objet.

M. le président. L'amendement n° 75 est retiré.

La parole est à M. Seillier, pour défendre l'amendement n° 93.

M. Bernard Seillier. J'interviens au nom du groupe de l'UREI.

L'article 3 *bis* de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, introduit par la récente loi du 13 juillet 1992 relative à la modernisation des entreprises coopératives, autorise les coopératives à « admettre comme associés, dans les conditions fixées par leurs statuts, des personnes physiques ou morales qui n'ont pas vocation à recourir à leurs services ou dont elles n'utilisent pas le travail, mais qui entendent contribuer, par l'apport de capitaux, à la réalisation des objectifs de la coopérative ».

Ces investisseurs non coopérateurs peuvent détenir des droits de vote en proportion de leurs parts dans le capital, mais dans la limite de 35 p. 100 du total des droits de vote.

Cette disposition a pour objet de donner aux coopératives la possibilité de mener des stratégies de partenariat industriel ou financier, particulièrement importantes à l'heure actuelle, notamment dans le secteur de la distribution.

Néanmoins, elle ne doit pas avoir pour effet de priver les coopérateurs du contrôle de leur coopérative.

Ces caractéristiques expliquent le niveau de participation faible des associés dans les assemblées générales de ces coopératives, contrairement à d'autres, notamment les coopératives agricoles, où l'engagement d'activité est obligatoire.

Il est donc proposé que les coopératives de consommateurs puissent introduire dans leurs statuts une clause de sauvegarde permettant de conserver la majorité simple aux associés coopérateurs.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 93, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 21 *ter.*

Article 22 *(réserve)*

M. le président. « Art. 22. - I. - Le total des pensions et rentes viagères d'invalidité attribuables au conjoint et aux orphelins du fonctionnaire appartenant au personnel de l'administration pénitentiaire, décédé à la suite d'un acte de violence dans le cadre de l'exercice de ses fonctions, est porté au montant cumulé de la pension et de la rente viagère d'invalidité dont le fonctionnaire aurait pu bénéficier.

« II. - Ces dispositions sont applicables aux pensions des ayants cause des personnels visés au I décédés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 43, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de rédiger comme suit le paragraphe I de cet article :

> « I. - Le total des pensions et rentes viagères d'invalidité attribuables au conjoint et aux orphelins de tout fonctionnaire décédé à la suite d'un acte de violence dans le cadre de l'exercice de ses fonctions est porté au montant cumulé de la pension et de la rente viagère d'invalidité dont ce fonctionnaire aurait pu bénéficier. »

Par amendement n° 127, le Gouvernement propose, au paragraphe I de l'article 22, de remplacer les mots : « personnel de l'administration pénitentiaire » par les mots : « personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire ».

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 43.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Le projet de loi initial prévoyait de faire bénéficier du total des pensions et rentes viagères d'invalidité les conjoints et les orphelins des personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire décédés à la suite d'un acte de violence dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

L'Assemblée nationale a étendu ce droit à l'ensemble du personnel de l'administration pénitentiaire.

Par cet amendement, la commission propose d'étendre le bénéfice de cette disposition à l'ensemble des ayants droit des personnels de la fonction publique d'Etat ou de la fonction publique territoriale, c'est-à-dire à l'ensemble des fonctionnaires décédés dans l'exercice de leurs fonctions à l'occasion d'un acte de violence.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 127 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* L'amendement n° 127 est un amendement de précision.

Par ailleurs, le Gouvernement invoque l'article 40 de la Constitution à l'encontre de l'amendement n° 43.

M. le président. Monsieur Hamel, l'article 40 est-il applicable ?

M. Emmanuel Hamel. Songeant aux fonctionnaires décédés à la suite d'un acte de violence, dans l'exercice de leurs fonctions, et au devoir de solidarité de la nation tout entière vis-à-vis de leurs ayants droit, je refuse de me prononcer ! Le sujet est trop grave !

Interrogez un autre membre de la commission !

M. le président. Monsieur Hamel, je ne peux pas interroger deux fois la commission des finances !

M. Emmanuel Hamel. J'ai parlé à titre personnel !

M. le président. L'émotion et l'indignation légitimes et bien compréhensibles de M. Hamel ne lui permettant pas de se prononcer sur l'applicabilité de l'article 40 de la Constitution, il y a lieu de réserver l'amendement n° 43 jusqu'à ce que la commission des finances soit en mesure de faire connaître son avis.

En conséquence, l'article 22 est réservé.

Article 23

M. le président. « Art. 23. - Sont validés les actes accomplis par les magistrats nommés par décrets des 2 mars 1989, 19 juin 1989 et 30 mars 1990 et dont les nominations ont fait l'objet d'une décision d'annulation, à l'exception des actes dont l'illégalité résulterait d'un autre motif que la nomination des intéressés. » - *(Adopté.)*

Article 24

M. le président. L'article 24 a été supprimé par l'Assemblée nationale, mais je suis saisi de deux amendements qui visent à le rétablir.

Par amendement n° 60, M. Jolibois, au nom de la commission des lois, propose de le rétablir dans la rédaction suivante :

> « Les décisions d'intégration dans le corps des ingénieurs des mines qui seraient prises en application du décret n° 88-509 du 29 avril 1988 prendront effet à compter du 6 mai 1988. »

Par amendement n° 90, M. Madelain propose de rétablir cet article dans la rédaction suivante :

> « Les décisions d'intégration dans le corps des ingénieurs des mines qui seront prises en application du décret n° 88-509 du 29 avril 1988 prendront effet à compter du 6 mai 1988. »

La parole est à M. le rapporteur, pour défendre l'amendement n° 60.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'Assemblée nationale s'est montrée défavorable à cette disposition qui figurait dans le projet de loi initial, au motif que celle-ci ne se limiterait pas à fixer une date de prise d'effet des futures nominations, mais pouvait contribuer à une validation anticipée de nominations ultérieures éventuellement irrégulières.

La commission des lois du Sénat ne partage pas cette analyse. Les décisions éventuellement irrégulières pourront, bien entendu, faire l'objet de recours. Aussi, elle vous demande de rétablir cet article, sous la réserve d'une modification rédactionnelle qui consiste à utiliser le conditionnel, et non le futur.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 90.

M. Jean Madelain. Nous avons repris le texte du Gouvernement car nous avons estimé que celui-ci avait eu raison de le présenter pour sortir de l'imbroglio administratif dans lequel nous nous trouvions vis-à-vis des ingénieurs du corps des mines.

La reprise de la procédure, s'agissant de l'acte censuré par le Conseil d'Etat, est possible au niveau réglementaire. En revanche, le nouvel acte réglementaire résultant de cette reprise de procédure ne peut avoir un effet rétrocatif au 6 mai 1988, d'où la nécessité d'une intervention législative sur ce point crucial de la rétroactivité.

Quant à l'utilisation du futur ou du conditionnel, je me rallierai à la position de la commission des lois, car celle-ci est peut-être plus compétente pour se prononcer sur ce point.

M. le président. Monsieur Madelain, dois-je comprendre que vous retirez votre amendement ?

M. Jean Madelain. Je me prononcerai après avoir entendu l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 60 et 90 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission préfère le conditionnel. Elle émet donc un avis favorable sur l'amendement no 60 et un avis défavorable sur l'amendement no 90.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse de la Haute Assemblée.

M. le président. Monsieur Madelain, l'amendement no 90 est-il maintenu ?

M. Jean Madelain. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement no 90 est retiré.

Je vais mettre aux voix l'amendement no 60.

M. Jean-Pierre Cantegrit. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Cantegrit.

M. Jean-Pierre Cantegrit. Au nom de M. Pierre Laffitte, qui est ingénieur des mines, et en mon nom personnel, je précise que je suis favorable à cet amendement. Je souhaite donc que le Sénat l'adopte.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 60, accepté par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 24 est rétabli dans cette rédaction.

Article 22 *(suite)*

M. Jean-Pierre Masseret, *au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret, *au nom de la commission des finances.* Monsieur le président, puisqu'il me revient de prendre la succession de M. Hamel pour exprimer l'avis de la commission des finances, que vous avez sollicité tout à l'heure sur l'applicabilité à l'amendement no 43 de l'article 40 de la Constitution, je suis en mesure de préciser que, quelles que soient les circonstances tragiques évoquées dans cet amendement, l'article 40 de la Constitution est applicable. Il s'agit d'ailleurs d'un problème de droit et non pas d'un problème de sentiment !

M. le président. L'article 40 étant applicable, l'amendement no 43 n'est pas recevable.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement no 127 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'Assemblée nationale et le Sénat avaient souhaité l'élargissement de la mesure proposée dans l'article 22. Aucune raison ne justifie de distinguer les corps de la fonction publique qui sont soumis à des menaces d'actions violentes ! La commission est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 127, repoussé par la commission.

M. Emmanuel Hamel. Le groupe du RPR vote contre.

Mme Paulette Fost. Le groupe communiste également.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22.

(L'article 22 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 25 *(suite)*

M. le président. Par amendement no 128, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 25, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans les établissements publics locaux d'enseignement relevant du ministre chargé de l'éducation, il peut être fait appel, dans certaines disciplines d'enseignement technologique ou professionnel, à des professeurs associés assurant un service à temps incomplet au maximum égal à un demi-service d'enseignement.

« Ils sont recrutés pour une durée limitée dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* La présente disposition a pour objet de permettre le recrutement à temps incomplet de professionnels en exercice dans leur entreprise afin qu'ils participent à l'enseignement dans les établissements publics d'enseignement technologique et professionnel.

Cette disposition permettra un rapprochement de l'enseignement et de la pratique professionnelle la plus actuelle des entreprises ; elle permettra également de conforter les capacités d'enseignement dans des disciplines encore déficitaires.

Une disposition analogue existe d'ailleurs dans l'enseignement supérieur, où elle donne toute satisfaction.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est tout à fait favorable à cet amendement et, à titre personnel, je me réjouis de constater qu'est priss en compte une idée que j'avais émise lors de mon intervention dans la discussion générale sur le projet de loi relatif au travail à temps partiel.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement no 128.

Mme Paulette Fost. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à Mme Fost.

Mme Paulette Fost. Le Gouvernement, avec cet amendement, s'oriente dans une voie nouvelle qui peut être dangereuse.

Les professeurs associés peuvent être embauchés avec des qualifications non précisées, avec des temps de service inférieurs à un demi-service complet et avec une embauche à durée limitée.

Comment peut-on envisager, dans ces conditions, un enseignement de qualité ? Ces professeurs seront sans formation, sans expérience pédagogique, et leur travail manquera de suivi, donc d'efficacité.

Une meilleure liaison entre enseignement théorique et pratique professionnelle est tout à fait nécessaire. C'est très important !

Notre enseignement professionnel et technique a besoin de cet apport créateur, mais nous ne pouvons admettre que les conditions de recrutement ne soient précisées que par un décret en Conseil d'Etat, sans cadre défini. Il s'agit d'un recrutement trop imprécis, qui peut être source de difficultés dans tous les domaines.

Il faudrait étudier avec plus de sérieux cette disposition : la qualification de professeurs associés appelle trop de questions, et aucune réponse n'est donnée.

Dans ces conditions, nous voterons contre cet amendement.

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Nous partageons tout à fait les arguments qui viennent d'être développés par Mme Fost !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 128, accepté par la commission.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 25.

Articles 26 à 29

M. le président. « Art. 26. - Après le premier alinéa de l'article L. 767-2 du code de la sécurité sociale, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'exercice de ces missions, le Fonds d'action sociale peut recruter des agents non titulaires sur des contrats à durée indéterminée. » - *(Adopté.)*

« Art. 27. - L'article L. 341-9 du code du travail est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour l'exercice de ses missions, l'Office des migrations internationales peut recruter des agents non titulaires sur des contrats à durée indéterminée. » - *(Adopté.)*

« Art. 28. - Le Gouvernement présente chaque année au Parlement, avant le 20 novembre, un rapport sur la mise en œuvre de la convention relative aux droits de l'enfant et son action en faveur de la situation des enfants dans le monde. » - *(Adopté.)*

« Art. 29. - L'interdiction ou la tentative d'interdire l'accès des lieux ouverts au public aux chiens accompagnant les personnes titulaires de la carte d'invalidité prévue à l'article 174 du code de la famille et de l'aide sociale, sera punie d'une amende de 2 000 francs. La peine sera doublée en cas de récidive. » - *(Adopté.)*

Article 30

M. le président. « Art. 30. - L'article L. 161-14 du code de la sécurité sociale est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« La personne non visée par le premier alinéa du présent article et par les articles L. 313-3 et L. 381-4, qui vit depuis une durée fixée par décret en Conseil d'Etat avec un assuré social, et se trouve à sa charge effective, totale et permanente, a, à condition d'en apporter la preuve dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, la qualité d'ayant droit de l'assuré pour l'ouverture du droit aux prestations en nature des assurances maladie et maternité.

« Cet alinéa ne peut s'appliquer qu'a une seule personne remplissant ces conditions par assuré social. »

Par amendement n° 45, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission des affaires sociales souhaite que ne soient pas remis en cause les principes qui fondent notre droit sans qu'un débat de fond ait été engagé. Or il n'y a pas lieu de l'engager ici, puisque les dispositions en vigueur, notamment en matière d'assurance personnelle et d'aide sociale, permettent déjà de répondre à toutes les situations visées.

Nous proposons donc la suppression de l'article 30.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 45, repoussé par le Gouvernement.

Mme Paulette Fost. Le groupe communiste vote contre.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopé.)

M. le président. En conséquence, l'article 30 est supprimé.

Article 31

M. le président. « Art. 31. - L'article 9 de la loi n° 79-575 du 10 juillet 1979 portant diverses mesures en faveur de l'emploi modifié par l'article 103 de la loi de finances pour 1983 (n° 82-1126 du 29 décembre 1982) est modifié comme suit :

« L'alinéa 2 est ainsi rédigé :

« Une fraction de la taxe d'apprentissage, dont le montant est fixé par décret en Conseil d'Etat, fait l'objet d'un versement par l'employeur assujetti à un fonds national destiné à assurer une compensation forfaitaire, d'une part, des salaires versés par les employeurs définis à l'article L. 118-6 du code du travail et qui correspond au temps passé par les apprentis dans un centre de formation d'apprentis et, d'autre part, des coûts de formation des apprentis en entreprise. »

Par amendement n° 74, MM. Machet, de Villepin, Millaud et Madelain proposent de supprimer cet article.

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Lors de la discussion du texte devenu la loi du 19 juillet 1992 relative au développement de l'apprentissage, le Gouvernement s'était engagé à compenser les charges nouvelles incombant aux maîtres d'apprentissage du fait de l'augmentation du salaire des apprentis, sans pour autant augmenter la ponction effectuée sur la taxe d'apprentissage.

L'article 31 contredit les déclarations du Gouvernement : c'est une augmentation du prélèvement au profit du FNIC, le fonds national interconsulaire de compensation, qui est proposée.

De ce fait, les établissements d'enseignement public et, plus encore, les établissements d'enseignement privé, pour lesquels la taxe d'apprentissage est une ressource essentielle, verront diminuer leurs recettes.

De plus, les centres de formation d'apprentis, qui rencontrent déjà souvent de grandes difficultés financières, recevront désormais une moindre part de la taxe d'apprentissage.

Il ne faut pas oublier que, si l'affectation actuelle de la taxe d'apprentissage donne lieu à critique, celle-ci assure un équilibre entre les différents bénéficiaires et, sans une totale remise à plat du système, il est dangereux de modifier la répartition actuelle, c'est-à-dire d'enlever aux uns pour donner aux autres.

Le texte de l'article 31 du projet de loi est d'autant plus dangereux qu'il ne comporte aucun verrou, qu'il ne fixe aucune limite à cette fraction de la taxe d'apprentissage qui fait l'objet d'un versement à un fonds national.

A ce sujet, monsieur le ministre, j'aimerais savoir si ce fonds national désigne le FNIC, ou s'il s'agit d'un fonds nouveau.

Le budget de l'Etat doit assurer, comme le Gouvernement s'y était engagé, le financement de l'augmentation de la compensation actuellement versée par le FNIC aux artisans et aux petites entreprises.

Je rappelle que la compensation a pris la forme d'un crédit d'impôt pour les entreprises de plus de dix salariés. Par conséquent, il fallait trouver une autre formule pour les petites entreprises et pour les artisans. Provisoirement, le Premier ministre avait proposé le triplement du versement du FNIC, mais il est bien certain que, si ce dernier est prélevé sur la taxe d'apprentissage, la solution n'est pas bonne, car on prive d'autant tous les autres bénéficiaires de la taxe.

Nous proposons donc la suppression de l'article 31.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je me dois de fournir à M. Madelain les explications qu'il m'a demandées.

Effectivement, monsieur Madelain, l'article 31 du projet de DMOS permet d'augmenter l'indemnité versée aux centres d'apprentissage, dans des conditions déterminées par le conseil d'administration du fonds national interconsulaire de compensation.

Pour l'application de cette mesure, le conseil d'administration, qui est composé des représentants des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et des chambres d'agriculture, a décidé, le 16 décembre dernier, de porter à 9 600 francs cette indemnité au titre de la première année d'apprentissage pour la période 1992-1993, compte tenu des ressources dont il dispose d'ores et déjà. Il a, en outre, demandé que soit définitivement adopté l'élargissement des compétences du fonds prévu par l'article 31 du projet de loi.

Quant au financement de cette mesure pour l'avenir, le Premier ministre a annoncé que les sommes versées par les entreprises au Trésor pour se libérer de leurs obligations en matière de taxe d'apprentissage seraient affectées au FNIC en tant que de besoin.

L'adoption de cet amendement priverait donc de tout effet la décision prise par des responsables consulaires, raison pour laquelle nous pensons qu'il doit être rejeté.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 74.

M. Jean Madelain. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Monsieur le ministre, je n'ignorais pas qu'il avait été décidé de tripler les sommes du FNIC antérieurement attribuées par apprenti à chaque artisan.

J'en suis conscient, la suppression immédiate de l'article 31 risquerait d'avoir un effet négatif pour les artisans, mais je maintiens que la solution apportée aujourd'hui par l'article 31 est mauvaise, car, si on augmente la dotation au FNIC, qui représente actuellement 9 p. 100 de la taxe professionnelle, on diminue d'autant la part qui va à tous les autres bénéficiaires. Or ce n'est pas cela que nous avons voulu, ce n'est pas à cela que le Gouvernement s'était engagé.

C'est pourquoi, tout en retirant aujourd'hui mon amendement de suppression, je répète que la solution qui nous est proposée est mauvaise et qu'il faudra certainement la revoir demain.

M. le président. L'amendement n° 74 est retiré.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31.

(L'article 31 est adopté.)

Article 32

M. le président. « Art. 32. - I. - Les troisième et quatrième alinéas de l'article 7 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative au règlement de l'indemnisation des rapatriés sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Les certificats d'indemnisation détenus par les personnes dépossédées de moins de quatre-vingts ans au 1er janvier 1989 sont remboursés à concurrence de 10 000 F en 1990, de 15 000 F en 1991, de 20 000 F en 1992, de 40 000 F en 1993, puis à concurrence :

« - de 140 000 F en 1994 et du solde en 1995 pour les personnes nées entre 1909 et 1919 ;

« - de 60 000 F en 1994, de 80 000 F en 1995 et du solde en 1996 pour les personnes nées entre 1920 et 1924 ;

« - de 40 000 F par an en 1994 et 1995 et du solde en 1996 pour les personnes nées entre 1925 et 1929 ;

« - de 40 000 F par an de 1994 à 1996 et du solde en 1997 pour les personnes nées après 1929.

« Les certificats d'indemnisation détenus par les ayants droit de moins de quatre-vingts ans au 1er janvier 1989 sont remboursés à concurrence de 5 000 F en 1992 et 1993, puis à concurrence :

« - de 40 000 F en 1994 et du solde en 1995 pour les ayants droit nés entre 1909 et 1919 ;

« - de 20 000 F en 1994, de 50 000 F en 1995 et du solde en 1996 pour les ayants droit nés entre 1920 et 1924 ;

« - de 10 000 F en 1994, de 20 000 F en 1995 et du solde en 1996 pour les ayants droit nés entre 1925 et 1929 ;

« - de 10 000 F en 1994, de 20 000 F par an en 1995 et 1996 et du solde en 1997 pour les ayants droit nés après 1929. »

« II. - Le dernier alinéa de l'article 7 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 précitée est ainsi rédigé :

« Les certificats d'indemnisation des personnes ou de leurs ayants droit qui atteignent l'âge de quatre-vingts ans après le 1er janvier 1989, mais avant le 1er janvier 1994, sont remboursés pour le montant de la créance leur restant due, à concurrence de 100 000 F l'année de leur quatre-vingtième anniversaire, de 200 000 F la deuxième année, et du solde l'année suivante. »

« III. - Les nantissements déjà réalisés conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 précitée pourront être renégociés avant le 1er janvier 1994 pour tenir compte des nouveaux échéanciers prévus au I du présent article. » *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 32

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 57 rectifié, MM. Cornac, Courrière et Estier, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 32, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le bénéfice des dispositions de l'article 67 de la loi n° 89-18 du 13 janvier 1989 portant diverses mesures d'ordre social, prorogé par l'article 34 de la loi n° 89-1010 du 31 décembre 1989 relative à la prévention et au règlement des difficultés liées au surendettement des particuliers et des familles, prorogé par l'article 37 de la loi n° 91-1406 du 31 décembre 1991 portant diverses mesures d'ordre social, est étendu jusqu'au 31 décembre 1993 à l'ensemble des personnes dont les dossiers avaient été déposés en préfecture en application de l'article 7 de la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 portant diverses mesures relatives à la réinstallation des rapatriés et de l'article 10 de la loi n° 87-549 du 16 juillet 1987 relative à l'indemnisation des rapatriés.

« Ces dispositions s'appliquent également aux procédures collectives et aux mesures conservatoires, à l'exclusion des dettes fiscales. »

Par amendement n° 87, MM. Machet, de Villepin et Madelain proposent d'insérer, après l'article 32, un article additionnel ainsi rédigé :

« La suspension de poursuites dont peuvent bénéficier les rapatriés en application de l'article 9 de la loi n° 82-4 du 6 janvier 1982 tend à leur permettre de recouvrer ou de conserver la libre disposition de leurs biens, de sorte que les mesures conservatoires et les saisies-arrêt pratiquées dans le cadre de ces poursuites cessent de produire effet jusqu'à l'octroi du prêt de consolidation demandé.

« Ces dispositions s'appliquent également de plein droit à toutes les poursuites y compris celles en cours, aux procédures collectives et aux mesures conservatoires, de sorte que ces personnes pourront recouvrer ou conserver la libre disposition de leurs entreprises et de leurs biens. »

La parole est à M. Bœuf, pour défendre l'amendement n° 57 rectifié.

M. Marc Bœuf. Compte tenu de la complexité et de la durée des procédures d'indemnisation, un certain nombre de rapatriés n'ont pu bénéficier de la mesure de suspension des poursuites prévue par la loi du 13 janvier 1989. Il paraît donc équitable de prendre une mesure d'extension à leur endroit.

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour défendre l'amendement n° 87.

M. Jean Madelain. Les deux amendements procèdent de la même inspiration, bien qu'ils soient rédigés différemment et qu'ils n'aient pas les mêmes effets.

Nous pensons que les rapatriés ne doivent plus attendre plusieurs années encore l'application de la loi qui a été voulue par le législateur et confirmée par la Cour de cassation dans son arrêt du 4 février 1986.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 57 rectifié et 87 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission a émis un avis favorable sur l'amendement n° 57 rectifié.

En outre, elle estime que l'amendement n° 87, qui est proche de l'amendement n° 57 rectifié, est satisfait.

M. le président. Monsieur Madelain, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jean Madelain. Non, monsieur le président ; je le retire au bénéfice de l'amendement n° 57 rectifié.

M. le président. L'amendement n° 87 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 rectifié ?

M. Laurent Cathala, *secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés.* Monsieur le président, le Gouvernement ne peut être que favorable à tout ce qui va dans le sens d'une accélération de l'indemnisation des rapatriés, puisque c'est le sens de l'article 32. Cet article doit permettre

de raccourcir de quatre ans le délai imposé par la loi de 1987, dont les conséquences sociales étaient relativement graves pour les rapatriés les plus âgés.

L'amendement n° 57 rectifié tend à proroger les suspensions de poursuites, qui avaient déjà été prorogées dans le cadre du DMOS de 1991, et ce jusqu'en juin 1993. Il s'agit donc de donner plus de temps aux commissions d'instruction afin qu'elles puissent régler les dossiers pendants.

De plus, cet amendement permettra à ces commissions d'examiner les dossiers des enfants mineurs au moment du rapatriement, ce qui devrait régler un certain nombre de contentieux.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 57 rectifié.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 57 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

M. Emmanuel Hamel. Le groupe du RPR vote pour.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 32.

Par amendement n° 86, MM. Machet, de Villepin et Madelain proposent d'insérer, après l'article 32, un article additionnel ainsi rédigé :

« Les rapatriés mineurs au moment du rapatriement ainsi que les pupilles de la Nation et les orphelins de père et de mère, ou dont les deux parents ont disparu en raison des événements qui ont entraîné la dépossession bénéficient, à titre propre et pour leur propre installation, des mesures de remises prévues à l'article 44 de la loi de finances rectificative du 31 décembre 1986 et à l'article 12 de la loi du 16 juillet 1987 ainsi que du décret du 28 août 1987 n° 87-725, et ceci en tant que rapatrié, conformément au principe de l'égalité des citoyens devant la loi. »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. Dans le même esprit, il s'agit, monsieur le président, d'apporter une solution au douloureux problème posé par certaines catégories de Français d'outre-mer qui, à la suite d'événements politiques, ont dû être rapatriés.

Faisant référence à la loi du 26 décembre 1961 relative à l'accueil et à la réinsertion des Français d'outre-mer, nous souhaitons en étendre les dispositions aux rapatriés mineurs au moment du rapatriement ainsi qu'aux pupilles de la nation et orphelins de père et de mère concernés par les mêmes événements, et cela conformément au principe de l'égalité des citoyens devant la loi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Favorable, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Laurent Cathala, *secrétaire d'Etat.* Nous avons déjà considéré le sort des enfants mineurs au moment du rapatriement à l'amendement n° 57 rectifié. Je n'y reviens donc pas. Cependant, l'extension proposée accroissant les charges de l'Etat, le Gouvernement invoque l'article 40 à l'encontre de l'amendement n° 86.

M. le président. L'article 40 de la Constitution est-il applicable, monsieur Masseret ?

M. Jean-Pierre Masseret, *au nom de la commission des finances.* Quel que soit le bien-fondé de cet amendement, monsieur le président, l'article 40 est applicable.

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 86 n'est pas recevable.

Article 33

M. le président. « Art. 33. - Le I de l'article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le délai d'exercice du droit d'option susvisé est prorogé de six mois à compter du 1er janvier 1993 pour les personnels techniques de catégorie B et C des services santé/environnement et les travailleurs sociaux visés à l'article 125 qui ont été mis à disposition dans le cadre du partage des services déconcentrés des ministères chargés des affaires sociales et de la santé. » - *(Adopté.)*

Article 34

M. le président. « Art. 34. - I. - Toute personne qui loue depuis un an au moins un local à un loueur en meublé, défini par l'article 2 de la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, a droit au renouvellement de son contrat pour une période d'un an. Dans ce cas, le contrat fait l'objet d'un acte écrit. Sauf convention contraire, le droit à renouvellement porte sur le dernier local occupé.

« Le loueur qui souhaite, à l'expiration du contrat, en modifier les conditions doit informer l'occupant avec un préavis de trois mois. Si l'occupation accepte les nouvelles conditions, le contrat est renouvelé pour un an.

« Le loueur qui, pour motif légitime et sérieux autre que celui visé à l'alinéa précédent, ne souhaite pas renouveler le contrat doit informer l'occupant en respectant le même préavis.

« Lorsque le loueur en meublé bénéficie d'un bail commercial venant à expiration ou lorsque la cessation d'activité est prévue, le contrat de l'occupant peut être d'une durée inférieure à un an et doit mentionner les raisons et événements justificatifs.

« Toutefois, si le bail commercial est renouvelé ou si l'activité est poursuivie, la durée du contrat est portée à un an.

« L'occupant peut résilier le contrat renouvelé à tout moment sous réserve du respect d'un préavis d'un mois.

« Les préavis mentionnés aux alinéas précédents courent à compter de la réception de la lettre recommandée avec accusé de réception.

« Les personnes qui, au 1er octobre 1992, résidaient depuis un an au moins dans un local loué en meublé bénéficient des dispositions du présent article.

« II. - Lorsque le loueur en meublé, propriétaire ou gérant du fonds doit, pour quelque motif que ce soit, cesser son activité, il en informe les occupants bénéficiaires du contrat mentionné au I du présent article trois mois au moins avant la date à laquelle la cessation d'activité est prévue. Sauf cas de force majeure ou de mise en œuvre de la procédure de redressement judiciaire prévue par la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985, la cessation d'activité ne peut avoir lieu avant l'expiration des contrats en cours de validité ou avant le relogement des occupants bénéficiaires desdits contrats dans les conditions de forme prévues par l'article 6 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation. »

Par amendement n° 61, M. Jolibois, au nom de la commission des lois, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission des lois, sans même l'examiner au fond, a estimé que cet article ne pouvait être adopté en l'état, dès lors que le Parlement n'a pas été saisi d'éléments prospectifs sur les incidences de cette mesure sur la politique foncière.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Défavorable.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 61.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Boeuf. Le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 61.

En effet, il faut bien reconnaître qu'actuellement certains ménages, déjà fragiles, souffrent d'une autre instabilité née de leurs conditions de logement, susceptible de se traduire en cas d'éviction par l'impossibilité de retrouver un logement. En outre, les occupants d'hôtels meublés ne bénéficient actuellement d'aucune protection applicable aux locataires.

Or, certains hôtels meublés constituent un parc social de fait, puiqu'ils abritent des personnes faisant partie des catégories les plus modestes de la population.

L'article 34, qui a été voté par l'Assemblée nationale, vise précisément à donner aux habitants des meublés, en place depuis un an au moins, un droit à renouvellement de leur contrat pour une nouvelle période de un an. Nous pensons que c'est une mesure de progrès.

Telle est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas voter l'amendement de suppression qui vient de nous être proposé. *(M. Masseret applaudit.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement, n° 61, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

Mme Paulette Fost. Le groupe communiste votre contre. *(L'amendement est adopté.)*

M. le président. En conséquence, l'article 34 est supprimé.

Article 35

M. le président. « Art. 35. - I. - Il est inséré, après l'article L. 511-4 du code de la construction et de l'habitat, un article L. 511-5 ainsi rédigé :

« *Art. L. 511-5.* - Lorsque le départ des occupants d'un immeuble affecté à l'habitation principale ou à usage professionnel et d'habitation est la conséquence directe des arrêtés du maire pris en application des articles L. 511-1 à L. 511-3, le propriétaire est tenu de reloger les occupants, à l'exception de ceux à l'encontre desquels une décision de justice définitive ordonnant l'expulsion est intervenue antérieurement à la procédure de péril et des personnes entrées par voie de fait dans les lieux.

« A défaut, dans le délai de trois mois à compter de l'arrêté, le maire procède au relogement des occupants aux frais du propriétaire.

« Les occupants bénéficient d'un droit à réintégration après exécution des travaux nécessaires.

« Le droit au relogement ou à la réintégration ne s'applique pas aux occupants à l'encontre desquels une décision de justice est devenue définitive. »

« II. - L'article L. 511-4 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le remboursement des sommes avancées par la commune est garanti par une hypothèque légale sur l'immeuble. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 46 est présenté par M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales.

L'amendement n° 62 est déposé par M. Jolibois, au nom de la commission des lois.

Tous deux tendent à supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'amendement n° 46, présenté par la commission des affaires sociales, prévoit de supprimer l'article 35 dont l'objet est, je vous le rappelle, de reloger des occupants d'un immeuble faisant l'objet d'un arrêté de péril, et ce aux frais du propriétaire.

Cette disposition apparaît tout à fait irréaliste dans la mesure où, s'il y a péril et obligation d'expulser les occupants d'un immeuble, c'est en général parce que le propriétaire n'a pas été en mesure d'assurer correctement l'entretien de celui-ci. Dans ces conditions, mettre à sa charge le relogement des occupants évacués par arrêté de péril est vraisemblablement une vue de l'esprit.

M. Jean Chérioux. C'est surréaliste !

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* L'amendement identique, n° 62, déposé par la commission des lois, saisie pour avis, se fonde sur la même argumentation.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements identiques ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le Gouvernement y est défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 46 et 62, repoussés par le Gouvernement.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste vote contre.

Mme Paulette Fost. Le groupe communiste également. *(L'amendement est adopté.)*

M. le président. En conséquence, l'article 35 est supprimé.

Articles additionnels après l'article 35 *(suite)*

M. le président. Par amendement n° 47, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Les deux premiers alinéas de l'article L. 762-5 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« La demande d'adhésion à l'assurance volontaire "maladie, maternité, invalidité" doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai déterminé à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites mais le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais déterminés. »

« II. - Les deux premiers alinéas de l'article L. 763-2 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« La demande d'adhésion à l'assurance volontaire "maladie, maternité" doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai déterminé à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites mais le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais déterminés. »

« III. - Les deux premiers alinéas de l'article L. 764-2 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« La demande d'adhésion à l'assurance volontaire "maladie, maternité" doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai déterminé à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites mais le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais déterminés. »

« IV. - Les deux premiers alinéas de l'article L. 765-4 du code de la sécurité sociale sont ainsi rédigés :

« La demande d'adhésion à l'assurance volontaire "maladie, maternité" doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai déterminé à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites mais le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais déterminés. »

« V. - L'article L. 766-3 du code de la sécurité sociale est supprimé.

« VI. - Les dispositions susvisées entrent en vigueur à la date de publication du décret relatif aux délais mentionnés au deuxième alinéa des textes proposés pour les articles L. 762-5, L. 763-2, L. 764-2, L. 765-4 du code de la sécurité sociale par les titres I à IV de cet article. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Il s'agit de supprimer l'application de la cotisation rétroactive réclamée aux personnes s'affiliant à la caisse des Français de l'étranger lorsque la demande d'adhésion sera présentée au-delà du délai de un an après leur expatriation, mais, en contrepartie, de porter de trois à six mois le délai de carence, dont le principe est déjà prévu par la loi et dont les différentes durées sont fixées par décret.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Dans la pratique, la caisse des Français de l'étranger réduit généralement la durée de la rétroactivité à deux ans.

La proposition de M. le rapporteur consiste à supprimer l'obligation de versements rétroactifs. En contrepartie, le délai de carence serait fixé à six mois au lieu de trois mois actuellement.

Tout en partageant la philosophie de cet amendement, je propose une autre formule, qui consiste à maintenir un versement rétroactif mais qui serait de trois mois, et à maintenir le délai de carence à trois mois. Un simple décret suffit.

Ainsi, nous atteignons le même objectif que la commission tout en préservant la possibilité, si un jour la situation financière de la caisse le nécessitait, d'allonger la durée du versement rétroactif.

Le Gouvernement est donc défavorable à l'amendement n° 47.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 47.

M. Jean-Pierre Cantegrit. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Cantegrit.

M. Jean-Pierre Cantegrit. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je souhaite intervenir pour soutenir l'amendement n° 47 de la commission des affaires sociales.

M. le rapporteur l'a dit, ce texte concerne la caisse de sécurité sociale des Français de l'étranger, dont le siège est à Rubelles, en Seine-et-Marne, et dont j'ai l'honneur d'être le président.

Cette caisse de rattachement pour nos compatriotes expatriés a toujours eu l'aide et le soutien de notre Haute Assemblée, et particulièrement de sa commission des affaires sociales.

Elle est gérée par un conseil d'administration composé d'élus représentant les communautés françaises dans le monde.

Elle est appréciée par nos compatriotes mais - j'insiste sur ce point - c'est une caisse d'assurance volontaire et elle est soumise à la concurrence des caisses d'assurance privées ou publiques, françaises ou étrangères.

Depuis sa création, sa gestion est équilibrée et elle a accompli un important effort de justice sociale en baissant ses cotisations par deux fois et en modulant ses tarifs en trois catégories.

L'amendement défendu par M. le rapporteur concerne l'adhésion des Français de l'étranger à cette caisse. Au-delà de un an de séjour à l'étranger, je le rappelle, une cotisation rétroactive de cinq années, pouvant être ramenée à deux années, est exigée de nos compatriotes retardataires.

Le conseil d'administration, qui vient de se réunir, se fondant sur l'expérience des années 1990 et 1991 où l'adhésion était libre, sans rétroactivité, s'est ému de cette contrainte de cinq ou deux ans. Il souhaite donc que cette rétroactivité soit supprimée, au profit d'un délai de carence de six mois pour l'adhésion et afin d'éviter des adhésions à risques couverts.

Autrement dit, si l'amendement n° 47 est adopté, nos compatriotes se verront offrir deux cas de figure : soit adhérer l'année de leur arrivée à l'étranger, sans rétroactivité, et avec un délai de carence de trois mois, conformément à l'usage, soit adhérer, après une année de séjour, s'ils sont retardataires ou dans l'ignorance des possibilités qui leur sont offertes, mais avec un délai de carence de six mois.

Mes chers collègues, le conseil d'administration de la caisse a longuement réfléchi sur cette disposition.

Monsieur le ministre, très sincèrement, vous qui connaissez la caisse des Français de l'étranger et qui vous vous y intéressez, vous nous proposez une solution qui n'est pas très éloignée de la nôtre, mais qui est contraire à la proposition retenue par notre conseil d'administration.

Ladite caisse est dotée d'un conseil d'administration dont la gestion n'est pas criticable puisque, depuis sa création, ses comptes sont en équilibre, voire excédentaires.

Dans ces conditions, pourquoi aller contre la volonté de son conseil d'administration ?

Trop souvent, monsieur le ministre, l'autorité de tutelle veut imprimer sa touche personnelle et modifier les propositions du conseil d'administration.

C'est pourquoi je demande au Sénat d'adopter les propositions présentées par la commission, qui reprennent celles du conseil d'administration de la caisse, et qui d'ailleurs ne sont pas très éloignées de celles du Gouvernement.

M. André Maman. Très bien !

M. Jacques Habert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Je souhaite simplement ajouter que les Français de l'étranger sont entièrement satisfaits du fonctionnement de leur caisse. Elle a prouvé en quelques années, sous la présidence de M. Cantegrit, que ses décisions étaient sages et que son organisation était tout à fait satisfaisante.

J'approuve entièrement les dispositions proposées par la commission des affaires sociales, qui rejoignent celles qui ont été faites par le conseil d'administration de la caisse des Français de l'étranger.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Nos positions ne sont effectivement pas très éloignées. Je suggère au conseil d'administration de la caisse d'étudier la proposition du Gouvernement : il y verra peut-être un avantage.

M. Marc Bœuf. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Bœuf.

M. Marc Bœuf. Nous suivrons le Gouvernement. Ses propositions relèvent de la même philosophie que l'amendement de la commission, mais instituer un délai de carence de six mois au lieu de trois mois peut être préjudiciable aux assurés. Il faut avoir géré une caisse de sécurité sociale pour savoir que des drames peuvent se jouer. Augmenter un délai de carence peut aller à l'encontre des intérêts des assurés.

C'est la raison pour laquelle nous voterons contre l'amendement.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 47, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Par amendement n° 83 rectifié, MM. Lise, Madelain et Machet proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 7 de la loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les fonctionnaires exerçant un mandat d'élu local bénéficient à leur demande d'une mise en disponibilité de plein droit pendant la durée de leur mandat. »

La parole est à M. Madelain.

M. Jean Madelain. La loi n° 92-108 du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux organise, dans son titre 1er, une véritable garantie d'emploi pour les salariés qui, « pour l'exercice de leur mandat, ont cessé leur activité professionnelle » et peuvent donc, au terme de leur mandat, réintégrer leur fonction.

Rien de tel n'est prévu pour les agents de la fonction publique pour lesquels seules sont offertes les possibilités de détachement qui sont enfermées dans des limites de durée et de procédure très strictes. En particulier, les fonctionnaires qui, pour des raisons d'incompatibilité entre leur profession et leur mandat électif, ne peuvent exercer leur activité professionnelle, doivent recourir à la procédure de droit commun de disponibilité pour convenances personnelles, dont la durée maximale est de six ans.

C'est le cas, en particulier, des conseillers généraux qui ne sont ni président de conseil général, ni vice-président ayant délégation de l'exécutif et dont l'activité professionnelle de fonctionnaire est incompatible avec l'exercice de leur mandat.

Nous proposons donc une formule simple, susceptible de donner satisfaction aux intéressés et rétablissant ainsi l'égalité des citoyens devant la loi.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est favorable à l'amendement n° 83 rectifié.

Il ne lui semble pas exorbitant d'accepter le droit à la mise en disponibilité du fonctionnaire pour exercer un mandat d'élu local, donc au service de la collectivité. D'ailleurs, cette mise en disponibilité ne représente pas un avantage extraordinaire pour le fonctionnaire, au contraire.

M. le président. Quel l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Un fonctionnaire peut bénéficier d'une mise en disponibilité de droit commun, dite pour convenances personnelles. Certes, elle n'est pas automatique, mais il existe à ma connaissance fort peu de cas de refus de cette disponibilité pour l'exercice d'un mandat d'élu local.

Par ailleurs, il est vrai aussi qu'une acceptation automatique de demande de mise en disponibilité peut effectivement créer parfois quelques difficultés d'organisation et de fonctionnement du service public.

Le Gouvernement est néanmoins favorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 83 rectifié, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Par amendement n° 85, MM. Machet, Vecten et Jean Bernard proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Après le 7° de l'article L. 17 du code des débits de boisson, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« ... Sur autorisation préfectorale pour les vins d'appellation sous forme de parrainage apporté à une œuvre, un organisme ou une manifestation ayant un caractère culturel, philantrophique ou sportif, à l'exclusion de ceux spécifiquement destinés à la jeunesse. Ne pourront apparaître dans la publicité correspondante que la dénomination, la marque ou le logo du produit ou de la société à l'origine du parrainage, sans incitation à la consommation ou à la commercialisation sur place de ce produit. »

La parole est à M. Jean Bernard.

M. Jean Bernard. Cet amendement vise, en premier lieu, à limiter les effets pervers de la loi Evin. Les dispositions qui entreront en vigueur prévoient, en effet, l'interdiction de toute forme de parrainage. Elles condamneront donc un certain nombre de manifestations sportives - trophées de golf, d'équitation, de voile - ou culturelles, qui se déroulent sur le territoire national et qui ont très largement contribué au prestige de notre pays, en même temps qu'à la promotion de produits de qualité.

Elles entraîneront également, dans les régions de production, la disparition de nombreuses manifestations - soutien à la diffusion théâtrale, parrainage de concerts ou d'expositions. Privés du soutien de leurs sponsors habituels, leurs responsables se tourneront vraisemblablement vers les collectivités pour assurer leur équilibre financier ou renonceront tout simplement à l'organiser.

Enfin, les dispositions de la loi Evin constituent un obstacle pour toutes les formes de mécénat tournées, notamment, vers la restauration du patrimoine national.

J'en parle en connaissance de cause, puisque, à Reims, nombreux sont ceux qui ont patronné la restauration d'une partie de la cathédrale, après avoir d'ailleurs été vivement encouragés par M. Jack Lang, ministre d'Etat, ministre de la culture.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission, depuis ce matin, est hostile à tout ce qui pourrait constituer une dérogation à la loi Evin. Par conséquent, elle émet un avis défavorable sur l'amendement n° 85.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Je tiens ici à apporter une information : un décret d'application de la loi Evin est actuellement en préparation sur le point précis du mécénat. Cet amendement nous paraît donc pour partie inutile et, en tout état de cause, contraire aux intérêts de la santé publique. Le Gouvernement y est donc défavorable.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 85.

M. Jacques Habert. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Habert.

M. Jacques Habert. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, je pense qu'il convient de prendre en considération cet amendement, qui apporte un élément tout à fait important.

Bien sûr, certaines grandes maisons patronnent des expositions ou des restaurations de monuments. M. Bernard vient, à cet égard, de parler de la cathédrale de Reims.

Dès lors, pourquoi se priver de toutes ces sommes, de toutes ces possibilités considérables au motif que serait inscrite, par exemple, la mention « cathédrale restaurée », « château restauré avec l'aide de... », le nom de la compagnie suivant ? En réalité, personne n'y ferait attention et ce n'est sûrement pas cela qui inciterait ceux qui viendraient visiter de tels chefs-d'œuvre restaurés grâce à ces contributions à boire davantage de champagne, en l'occurrence !

Il ne faut donc pas aller trop loin dans ce domaine.

On nous parle d'un décret d'application qui tendrait à réparer ces imperfections. Soit, mais, en attendant, il est urgent et important que le Sénat prenne position pour attirer l'attention du Gouvernement sur ces inconvénients, afin de parer aux dangers que présenterait une attitude trop excessive à cet égard.

Je vous invite donc, mes chers collègues, à voter l'amendement n° 85, qui me paraît extrêmement utile et qui reviendra éventuellement en discussion lors de la réunion de la commission mixte paritaire.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 85, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, n'adopte pas l'amendement.)

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 91, MM. Foy, Türk, Habert et Maman proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Dans l'article 38 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, la deuxième phrase du deuxième alinéa est ainsi rédigée :

« Par exception aux dispositions des articles 11 et 27 de la présente loi, ces personnes peuvent continuer à exercer leurs activités. Elles ne peuvent toutefois les exercer simultanément ou successivement pour une même entreprise. »

« II. - Les dépenses qui pourraient résulter de cet amendement seront couvertes par une augmentation à due concurrence de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. »

Par amendement n° 98, M. Husson et les membres du groupe du RPR proposent d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« A l'article 38 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires, mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, la deuxième phrase du deuxième alinéa est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« Par exception aux dispositions des articles 11 et 27 de la présente loi, ces personnes peuvent continuer à exercer leurs activités. Elles ne peuvent toutefois les exercer simultanément ou successivement pour une même entreprise ».

La parole est à M. Maman, pour défendre l'amendement n° 91.

M. André Maman. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, selon les dispositions de l'article 38 de la loi du 25 janvier 1985, les avocats et experts-comptables exerçant conjointement la profession d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire à la liquidation des entreprises ne pourront plus continuer à exercer ces deux professions, à partir du 31 décembre 1992.

Cette mesure est préjudiciable à trois titres.

D'une part, à court terme, elle aura une incidence néfaste sur les salariés des entreprises en liquidation. Il ne faut pas négliger, en effet, les conséquences sociales qu'engendrera pour des milliers de salariés le brusque changement d'affectation, et ce en dépit de toute la diligence dont pourraient faire preuve les professionnels nouvellement en charge des dossiers.

D'autre part, l'incompatibilité pèsera également sur le maintien du personnel de ces cabinets, à un moment où la conjoncture économique n'est pas des plus propices à la recherche d'un emploi.

Enfin, l'ensemble des professionnels s'accordent à penser que la compatibilité, que la loi tend aujourd'hui à supprimer, sera la règle dans le futur contexte européen. Il serait donc regrettable de prendre le risque de fragiliser nos entreprises en omettant de leur accorder une dualité qui a, par ailleurs, libre cours chez nos partenaires européens.

Pour toutes ces raisons, en accord avec les autre signataires de cet amendement, je demande au Sénat de réserver un accueil favorable à ce dernier.

M. Jean-Pierre Cantegrit. Très bien !

M. le président. La parole est à M. Chérioux, pour défendre l'amendement n° 98.

M. Jean Chérioux. Monsieur le président, à part le gage, cet amendement ressemble « comme un frère » à celui qui vient d'être défendu par M. Maman. Par conséquent, il n'est pas nécessaire que j'insiste sur les arguments que notre collègue a exposés avec beaucoup de talent et je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement n° 98 est retiré.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 91 ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Monsieur le président, l'amendement n° 91 a pour objet de permettre aux professionnels qui exerçaient, à titre accessoire de leur profession principale de mandataire de justice, une autre profession juridique, de continuer, à titre viager, d'exercer ces deux professions, alors que cette dualité doit prendre effectivement fin au 1er janvier 1993.

Or il n'est pas opportun de maintenir ou de proroger ce régime transitoire, dès lors qu'il est en opposition avec les objectifs initiaux de la loi du 25 janvier 1985, que je rappelle brièvement : il s'agit de clarification et de simplification des intervenants dans les procédures collectives. La Chancellerie s'est opposée de façon constante à de telles demandes et c'est la raison pour laquelle le Gouvernement est opposé à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 91, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Par amendement n° 129, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans le premier alinéa de l'article 20 de l'ordonnance n° 67-830 du 27 septembre 1967 portant réglementation des titres restaurants, les mots "de prix et" sont supprimés. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Il s'agit d'une disposition de simplification administrative.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission, qui n'a guère eu le temps d'examiner l'amendement n° 129, se demande en fait s'il ne risque pas d'entraîner une aggravation des charges patronales de l'entreprise. Dans le doute, elle a émis un avis défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 129, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 130 rectifié, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« A titre exceptionnel pour l'année 1992, deux nominations pourront être prononcées au choix dans le corps des professeurs de sport, après inscription sur une liste d'aptitude, parmi les agents non titulaires du ministère de la jeunesse et des sports exerçant des fonctions d'encadrement ou d'entraînement dans le domaine des activités physiques et sportives depuis au moins six mois à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, au sein d'un service de l'Etat ou de l'un de ses établissements publics, pour neuf nominations prononcées l'année précédente au titre des 1° et 2° de l'article 4 du décret n° 85-720 du 10 juillet 1985 portant statut particulier des professeurs de sport. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cet amendement est destiné à faire reconnaître la contribution des agents non titulaires chargés de l'entraînement des sportifs de haut niveau.

Après une année olympique, et à titre exceptionnel, il est souhaitable que les cadres techniques qui ont concouru au succès du sport français puissent bénéficier d'une possibilité d'accès au corps des professeurs de sport.

Des mesures ont déjà été prises, par ailleurs, pour assurer l'insertion et la reconversion des sportifs après les jeux Olympiques d'Albertville et de Barcelone.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Elle s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 130 rectifié, pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Par amendement n° 131, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'article 2 de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 portant modification de certaines dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite et relative à la cessation d'activité des fonctionnaires et des agents de l'Etat et des établissements publics de l'Etat à caractère administratif est ainsi rédigé :

« *Art. 2.* - Les fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics à caractère administratif, âgés de cinquante-cinq ans au moins qui ne réunissent pas les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate et qui ont accompli vingt-cinq années de services civils et militaires effectifs, peuvent être admis, sur leur demande, sous réserve de l'intérêt du service, en tenant compte notamment de la situation des effectifs, à exercer leurs fonctions à mi-temps dans les conditions déterminées par l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982.

« Par dérogation aux dispositions ci-dessus, peuvent en outre être admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité, sur leur demande, sous réserve de l'intérêt du service, en tenant compte notamment de la situation des effectifs, les fonctionnaires âgés de cinquante-cinq ans au moins et ayant accompli vingt-cinq années de services civils et militaires effectifs, susceptibles d'obtenir la mise

en paiement immédiate de leur pension au titre des dispositions du *a*) du 3° du I de l'article L.24 du code des pensions civiles et militaires de retraite.

« Les fonctionnaires qui ont été admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité ne peuvent revenir sur le choix qu'ils ont fait. »

« II. - L'article 4 de l'ordonnance n° 82-297 du 31 mars 1982 précitée est ainsi rédigé :

« *Art. 4.* - Les fonctionnaires mentionnés au premier alinéa de l'article 2 sont admis à bénéficier de la cessation progressive d'activité au plus tôt le premier jour du mois suivant celui de leur cinquante-cinquième anniversaire. Ils sont mis au plus tard à la retraite à la fin du mois au cours duquel ils réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate.

« Les fonctionnaires mentionnés au deuxième alinéa de l'article 2 sont admis à bénéficier de la cessation progressive d'activité au plus tôt le premier jour suivant celui de leur cinquante-cinquième anniversaire. Ils sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils ont atteint l'âge de soixante ans.

« Les personnels enseignants d'éducation et d'orientation ne peuvent être admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité qu'au début de l'année scolaire ou universitaire. Pour ces personnels le départ à la retraite peut être reporté, sur leur demande, jusqu'à la fin de l'année scolaire ou universitaire, sous réserve des dispositions de l'article 35 de la loi n° 90-587 du 4 juillet 1990. »

« III. - L'article 1er de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 relative à la cessation progressive d'activité des agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif est ainsi rédigé :

« *Art. 1er.* - Les agents titulaires des collectivités locales et de leurs établissements publics à caractère administratif occupant un emploi à temps complet, âgés de cinquante-cinq ans au moins, qui ne réunissent pas les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate et qui ont accompli vingt-cinq années de services civils et militaires effectifs, peuvent être admis, sur leur demande et sous réserve de l'intérêt du service, en tenant compte notamment de la situation des effectifs, à exercer leurs fonctions à mi-temps dans les conditions déterminées par l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982.

« Par dérogation aux dispositions ci-dessus, peuvent en outre être admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité, sur leur demande et sous réserve de l'intérêt du service, en tenant compte notamment de la situation des effectifs, les agents titulaires occupant un emploi à temps complet âgés de cinquante-cinq ans au moins et qui ont accompli vingt-cinq années de services civils et militaires effectifs, susceptibles d'obtenir la mise en paiement immédiate de leur pension, au titre des dispositions du *a*) du 3° de l'article 21 du décret n° 65-773 du 9 septembre 1965 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

« Les agents titulaires qui ont été admis au bénéfice de la cessation progressive d'activité ne peuvent revenir sur le choix qu'ils ont fait. »

« IV. - L'article 3 de l'ordonnance n° 82-298 du 31 mars 1982 précité est ainsi rédigé :

« *Art. 3.* - Les agents titulaires mentionnés au premier alinéa de l'article 1er sont admis à bénéficier de la cessation progressive d'activité au plus tôt le premier jour du mois suivant celui de leur cinquante-cinquième anniversaire. Ils sont mis au plus tard à la retraite à la fin du mois au cours duquel ils réunissent les conditions requises pour obtenir une pension à jouissance immédiate.

« Les agents titulaires mentionnés au deuxième alinéa de l'article 1er sont admis à bénéficier de la cessation progressive d'activité au plus tôt le premier jour du mois suivant celui de leur cinquante-cinquième anniversaire. Ils sont mis à la retraite au plus tard à la fin du mois au cours duquel ils ont atteint l'âge de soixante ans. »

« V. - Les dispositions des paragraphes I, II, III et IV ci-dessus seront applicables à compter du 1er janvier 1994. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Le dispositif prévu pérennise, après concertation avec les syndicats, une cessation progressive d'activité des fonctionnaires. Il s'agit donc d'une mesure favorable à l'emploi, comparable à la préretraite progressive des salariés.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Très sincèrement, monsieur le président, la commission s'est vue contrainte d'émettre un avis défavorable, devant les conséquences qu'entraînerait un tel texte qu'elle ne considère pourtant pas *a priori* comme mauvais.

Seulement, elle n'a pas eu le temps de l'examiner, puisqu'elle en a pris connaissance hier soir. J'ai d'ailleurs eu l'occasion, dans la discussion générale, de souligner que cet amendement se termine par cette phrase : « Tel est l'objet du projet de loi » !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 131, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 141, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 30 de la loi de finances pour 1985, n° 84-1208 du 29 décembre 1984 est modifié ainsi qu'il suit :

« I. - A la première phrase du I, les mots "avant le 6 avril de chaque année" sont remplacés par les mots "avant le 6 avril 1993". »

« II. - Il est créé un I *bis* ainsi rédigé :

« A compter du 1er janvier 1993, les employeurs visés à l'article L. 952-1 du code du travail et redevables de la taxe d'apprentissage, en application des dispositions de l'article 224 du code général des impôts, consacrent au financement des contrats d'insertion en alternance mentionnés aux articles L. 981-1, L. 981-6 et L. 981-7 du même code, un pourcentage minimal de 0,10 p. 100 du montant, entendu au sens du I de l'article 231 du code général des impôts, des salaires payés pendant l'année en cours. Les sommes sur lesquelles portent les exonérations mentionnées aux articles 231 *bis* C à 231 *bis* N du code général des impôts ne sont pas prises en compte pour l'établissement du montant de la contribution définie ci-dessus. Les contributions inférieures à 100 francs ne sont pas exigibles.

« La contribution dont les modalités de calcul ont été fixées à l'alinéa précédent est versée par l'employeur, avant le 1er mars de l'année suivant celle au titre de laquelle elle est due, à un organisme de mutualisation.

« Lorsque l'employeur n'a pas effectué le versement prévu à l'alinéa précédent ou a effectué un versement insuffisant, le montant de sa participation au financement des contrats d'insertion en alternance est majoré de l'insuffisance constatée. L'employeur est tenu de verser au Trésor public, lors du dépôt de la déclaration prévue à l'article L. 952-4, un montant égal à la différence constatée entre sa participation ainsi majorée au financement des contrats d'insertion en alternance et son versement à l'organisme de mutualisation. Le montant de ce versement est établi et recouvré selon les modalités ainsi que sous les sûretés garanties et sanctions visées à l'article L. 952-3 du code du travail. »

« III. - La première phrase du II est modifiée ainsi qu'il suit :

« A compter du 1er janvier 1993, les employeurs visés à l'article L. 951-1 du code du travail doivent s'acquitter d'une partie de leur participation au financement de la formation professionnelle continue en effectuant au Trésor public, au plus tard le 5 avril de l'année suivant celle au titre de laquelle est due la participation, un versement égal à 0,4 p. 100 du montant, entendu au sens

du I de l'article 231 du code général des impôts, des salaires payés pendant l'année de référence. Les sommes sur lesquelles portent les exonérations mentionnées aux articles 231 *bis* C à 231 *bis* N du code général des impôts ne sont pas prises en compte pour l'établissement du montant de la contribution définie ci-dessus.

« Pour les employeurs qui ne sont pas redevables de la taxe d'apprentissage, en application des dispositions de l'article 224 du code général des impôts, le taux du versement, mentionné à l'alinéa précédent, demeure fixé à 0,30 p. 100. »

« IV. - Il est ajouté au II un dernier alinéa ainsi rédigé :

« Le versement des fonds à un organisme de mutualisation doit être effectué avant le 1er mars de l'année suivant celle au titre de laquelle est due la participation. »

« V. - Au premier alinéa du IV les mots "paragraphes I et II" sont remplacés par les mots "paragraphes I, I *bis*, et II". »

« VI. - Au cinquième alinéa du IV, après les mots "... dans les conditions prévues...", substituer au membre de phrase : "... au paragraphe I ci-dessus...", le membre de phrase suivant : "... aux paragraphes I et I *bis* ci-dessus et dans la limite de 25 p. 100 de ceux qu'ils recueillent dans les conditions prévues au II (modifié par le III ci-dessus)...". »

« VII. - Le troisième alinéa du V est modifié ainsi qu'il suit :

« L'exonération mentionnée au paragraphe II porte sur les dépenses engagées entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle la cotisation est exigible. »

La parole est à M. le ministre.

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Cet amendement tend à harmoniser les modalités de versement des contributions des employeurs à la formation en alternance des jeunes.

Dans le même temps, afin de respecter un impératif de neutralité par rapport à la trésorerie des entreprises, le Gouvernement prendra, par voie réglementaire, des dispositions tendant à améliorer le recouvrement des cotisations de sécurité sociale en limitant les décalages de paie destinés à retarder le paiement des cotisations.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* La commission est favorable à cet amendement qui vise à harmoniser la date de versement de la taxe d'apprentissage et celle de la participation au financement de la formation professionnelle, acquittées par les entreprises de plus de dix salariés. Cette amélioration était demandée par les entreprises.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 141, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Par amendement no 143, M. Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, propose d'insérer, après l'article 35, un article additionnel ainsi rédigé :

« Sont validées les listes d'aptitude aux fonctions de maître de conférences agrégé des universités, médecin, chirurgien, spécialiste ou biologiste des hôpitaux établies au titre de l'année 1984, fixées par l'arrêté du ministre de l'éducation nationale et du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale en date du 1er février 1985, en ce qui concerne les candidats inscrits en parasitologie. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Bernard Seillier, *rapporteur.* Monsieur le président, cet amendement est de nature très particulière.

C'est le seul moyen de réparer une injustice qui a consisté à annuler des listes d'aptitude au motif que le jury n'avait pas pu être présidé par celui qui avait été normalement désigné comme président. Il avait été remplacé par le professeur le plus âgé composant le jury.

Or la voix du président n'avait pas été sollicitée pour départager les candidats. En outre, le nombre des membres du jury invoqué pour annuler le classement des candidats n'a eu aucune incidence sur celui-ci.

C'est pourquoi la commission, après avoir étudié cette question très ponctuelle, a souhaité présenter cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. René Teulade, *ministre des affaires sociales et de l'intégration.* Pour ce dernier amendement, monsieur le président, le Gouvernement s'en remettra à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 143, pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 35.

Vote sur l'ensemble

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à Mme Fost, pour explication de vote.

Mme Paulette Fost. Le projet de loi portant diverses mesures d'ordre social contenait, à l'ouverture de nos débats, certaines dispositions positives votées à l'Assemblée nationale sur l'initiative des députés communistes.

La majorité du Sénat les a supprimées.

Vous avez rétabli les peines scandaleuses pour l'auto-avortement ; vous avez refusé d'inscrire des poursuites assorties de peines graves contre les commandos anti-IVG ; vous avez refusé d'améliorer la législation sur les accidents du travail liés aux accidents de circulation ; vous avez combattu toutes les améliorations de nature sociale, vidant le projet de loi des mesures de progrès qu'il contenait ; vous avez admis les licenciements mais refusé d'approuver les mesures de reclassement et d'inscrire la liaison « pas de licenciement sans reclassement » dans le code du travail.

Où est votre priorité dans la lutte contre le chômage ?

Vous avez refusé la transparence dans l'utilisation des fonds publics ainsi que le rétablissement de l'égalité de traitement entre les collectivités publiques et les entreprises.

Par milliers, les travailleurs ont porté cet après-midi des pétitions à l'Assemblée nationale exprimant leurs exigences de voir adopter des mesures en faveur de l'emploi - telles des créations d'emplois - de la production française et industrielle, de la réduction du temps de travail sans diminution de salaire, autant de mesures dont la France a besoin.

Ils exigeaient aussi l'adoption de deux dispositions contenues dans le projet de loi et assurant aux travailleurs la garantie de l'emploi et l'utilisation des fonds publics.

Vous voulez le pouvoir, vous ne cessez de le proclamer, mais pour mener quelle politique ? Celle que vous avez définie lors de notre débat sur ce projet de loi est inquiétante. Notre vote est donc résolument hostile à la politique - la vôtre - définie par le texte que votre empreinte a aggravé dans un sens profondément antisocial. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Bœuf, pour explication de vote.

M. Marc Bœuf. Dans mon propos liminaire, j'avais signalé que ce projet de loi portant diverses mesures d'ordre social constituait un progrès. Malheureusement, au cours de la discussion, un certain nombre d'articles de progrès ont disparu et certains amendements qui ont été adoptés introduisent plutôt des mesures de régression sociale.

C'est la raison pour laquelle nous voterons contre ce texte. *(Très bien ! et applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Madelain, pour explication de vote.

M. Jean Madelain. Le groupe centriste votera bien évidemment, dans son ensemble, le texte issu de nos travaux puisqu'il l'a voté disposition après disposition.

Néanmoins, au terme d'un très long débat, je dirai même d'un trop long débat, nous ne pouvons éviter d'éprouver un sentiment d'insatisfaction. Nous avons travaillé dans des

conditions détestables et rarement un projet de loi portant diverses mesures d'ordre social aura connu une telle inflation et accumulé tant de dispositions hétéroclites.

Toutefois, un certain nombre de mesures qui ont été adoptées sont judicieuses et nous espérons que notre travail n'aura pas été tout à fait inutile. *(Applaudissements sur les travées de l'union centriste et du RPR.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

9

NOMINATION DE MEMBRES D'UNE COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président. M. le président du Sénat a reçu de M. le Premier ministre la demande de constitution d'une commission mixte paritaire sur le texte que nous venons d'adopter.

Il va être procédé immédiatement à la nomination de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

La liste des candidats établie par la commission des affaires sociales a été affichée conformément à l'article 12 du règlement.

Je n'ai reçu aucune opposition.

En conséquence, cette liste est ratifiée et je proclame représentants du Sénat à cette commission mixte paritaire :

Titulaires : MM. Jean-Pierre Fourcade, Bernard Seillier, Jean Chérioux, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Madelain, Marc Bœuf et Mme Michelle Demessine.

Suppléants : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Paul Delevoye, Claude Huriet, Charles Jolibois, Philippe Marini et Charles Metzinger.

10

CANDIDATURES À UNE ÉVENTUELLE COMMISSION MIXTE PARITAIRE

M. le président. J'informe le Sénat que la commission des affaires sociales m'a fait connaître qu'elle a procédé à la désignation des candidats à une éventuelle commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage.

Cette liste a été affichée conformément à l'article 12, alinéa 4, du règlement et sera ratifiée si aucune opposition n'est faite dans le délai d'une heure.

11

TRANSMISSION DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, modifiant le code civil, relatif à l'état civil, à la famille et aux droits de l'enfant et instituant le juge aux affaires familiales.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 150, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 152, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

J'ai reçu, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant réforme de la procédure pénale.

Le projet de loi sera imprimé sous le numéro 156, distribué et renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

12

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1992

Adoption d'un projet de loi

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1992 (n° 89, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale. [Rapport n° 141 (1992-1993) et avis de M. Jacques Genton au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.]

Monsieur le président de la commission des finances, je dois vous interroger sur la suite de nos travaux.

En effet, sur le présent projet de loi, outre M. le ministre du budget, M. le rapporteur général, vous-même et M. le rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, quatre orateurs sont inscrits. En outre, 86 amendements ont été déposés.

Par conséquent, souhaitez-vous mener à son terme cette nuit l'examen de ce projet de loi ou reporter à la prochaine séance sa discussion, puisque la conférence des présidents avait prévu pour samedi matin la suite de l'ordre du jour de la veille ?

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, conformément à la décision prise par la conférence des présidents, il convient de poursuivre nos débats et d'examiner dès maintenant le projet de loi de finances rectificative.

M. le président. La conférence des présidents n'a jamais pris cette décision ! Elle a simplement envisagé, pour samedi matin, la suite éventuelle de l'ordre du jour de la veille. Je vous demande donc quelles sont vos intentions.

Que nous poursuivions nos travaux ou que nous les interrompions, nous sommes toujours dans le cadre défini par la conférence des présidents.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* A la conférence des présidents, à laquelle vous participiez ainsi que moi-même, l'engagement fut pris, comme je l'ai répété cet après-midi, que l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'ordre social serait achevé à treize heures.

Cet engagement n'a pas pu être tenu, et c'est pourquoi nous devons commencer à cette heure...

M. Emmanuel Hamel. Minuit et demi !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* ... l'examen du collectif budgétaire.

Les membres de la commission des finances ont été invités, bien sûr, à assister à ce débat. Par courtoisie à leur égard, je souhaite que nous poursuivions nos travaux.

M. le président. Si je vous ai interrogé, monsieur Poncelet, c'est bien parce que l'engagement qui a été pris n'a pas pu être tenu, et vous ne pouvez en vouloir à personne.

Nous allons donc siéger dans des conditions que je vous laisse le soin d'apprécier...

Dans la discussion générale, la parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, le projet de loi de finances rectificative, que j'ai l'honneur de soumettre à l'approbation du Sénat, se caractérise par l'importance des moins-values fiscales.

Les évaluations révisées pour 1992 retenues dans ce collectif sont celles qui sont associées au projet de budget pour 1993. Elles sont en baisse de 93 milliards de francs par rapport aux estimations de la loi de finances initiale pour 1992.

Il faut y ajouter le coût de la mesure prise en faveur de l'achat de véhicules équipés de pots catalytiques, soit 600 millions de francs.

Ces moins-values fiscales s'expliquent, pour 41 milliards de francs, par un « effet de base » de 1991, lié aux très mauvaises rentrées d'impôts du dernier trimestre de l'année dernière, notamment en ce qui concerne l'acompte d'impôt sur les sociétés du 15 décembre, et, pour 4 milliards de francs, par l'effet de l'anticipation de la suppression du taux majoré de la TVA.

Ces moins-values résultent directement de la situation économique générale.

Vous le savez, depuis le second semestre de 1990, la conjoncture mondiale s'est retournée. Chacun s'interroge aujourd'hui sur l'ampleur de la reprise, même si le point bas du cycle actuel semble dépassé. Des signes encourageants nous viennent des Etats-Unis, mais l'activité reste médiocre en Europe, en raison principalement du niveau élevé des taux d'intérêt.

Dans cette conjoncture déprimée, les performances de notre pays sont parmi les meilleures des grands pays industriels.

L'acquis de croissance pour 1992 se situe déjà à 2 p. 100 depuis le début de l'année ; c'est dire que, sur l'année entière, notre performance devrait être très proche de ce que prévoyait la loi de finances initiale, c'est-à-dire 2,2 p. 100. Il s'agit là, je le précise, du meilleur résultat de tous les grands pays industriels : nous faisons même mieux que le Japon !

En matière d'inflation, le très bon résultat du mois d'octobre ramène la hausse des prix dans notre pays à 2 p. 100. Il s'agit, là aussi, de l'un des meilleurs résultats de tous les grands pays. Seul le Japon, avec 1,1 p. 100, a une inflation plus faible que la nôtre.

Enfin, notre balance commerciale sera en excédent de 25 milliards de francs environ et nos paiements courants seront équilibrés, grâce aux parts de marchés gagnées par notre pays, notamment dans les autres pays industrialisés.

Ces résultats sont à porter à l'actif de la politique économique qui a été menée depuis 1988, sous l'autorité de M. Pierre Bérégovoy, et qui a permis d'assainir en profondeur notre économie.

Si cette politique n'avait pas été conduite, notre pays serait aujourd'hui dans une situation voisine de celle de la Grande-Bretagne ou de l'Italie, avec une croissance faible, voire nulle, des comptes publics très dégradés et une explosion du chômage ; je vous renvoie à l'évolution que celui-ci connaît chez nos principaux partenaires depuis le début de cette année.

Notre pays a donc rompu avec ses vieux démons : inflation, dévaluation.

Je ne m'étonne pas, à cet égard, d'entendre parfois certains représentants de l'opposition plaider pour la dévaluation : c'est une politique qui a été menée, dans notre pays, pendant de nombreuses années.

A-t-on oublié que ces dévaluations à répétition appauvrissent la communauté nationale, que l'inflation qu'elles provoquent pénalise les plus défavorisés ?

A-t-on oublié qu'à aucun moment ces politiques de dépréciation monétaire n'ont permis de régler le problème du chômage ? A l'inverse, chacune de ces dévaluations a été suivie, pour la France, par des pertes de marchés à l'exportation.

Tout relâchement de la discipline est, de nos jours, pénalisé sans délai par les marchés. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir ce qui est arrivé aux monnaies italienne, anglaise, portugaise, espagnole dans les mois qui viennent de s'écouler.

Les moins-values de recettes étant le résultat direct de la conjoncture, elles sont particulièrement concentrées sur les impôts qui amplifient les variations de celle-ci : la TVA et l'impôt sur les sociétés.

Les rentrées de TVA nette, évaluées en loi de finances initiale à 564,2 milliards de francs, sont ramenées à 532 milliards de francs, soit une dégradation de 32,2 milliards de francs.

Le taux de croissance des recettes au titre de la TVA, à structure constante, serait de l'ordre de 3 p. 100 seulement. Je rappelle que le produit de la TVA avait baissé de 1990 à 1991, passant de 513,7 milliards de francs à 510,3 milliards de francs.

L'impôt net sur les sociétés serait de 104 milliards de francs, au lieu de 139,3 milliards de francs, soit une baisse de 35,3 milliards de francs, qui ramène le rendement de cet impôt à son niveau de 1989.

Depuis trois ans, mesdames, messieurs les sénateurs, sous l'effet du « choc fiscal » supporté par le budget de l'Etat, les recettes fiscales nettes n'ont pratiquement pas évolué : 1 019 milliards de francs en 1990, 1 013 milliards de francs en 1991 et 1 017 milliards de francs en 1992.

Il y a, fort heureusement, quelques bonnes nouvelles. Ainsi, à l'inverse de l'année dernière, les prélèvements sur recettes sont globalement moins importants que prévu. Les apports aux collectivités locales atteindront 148 milliards de francs, au lieu de 147 milliards de francs, soit une dérive limitée à 1 milliard de francs. A l'inverse, le prélèvement au profit de la Communauté européenne est allégé de 7 milliards de francs, revenant de 84,2 milliards à 77 milliards de francs, grâce à l'évolution des cours agricoles mondiaux.

De même, les recettes non fiscales enregistrent quelques plus-values, de l'ordre de 4 milliards de francs hors recettes de coupons courus.

Au total, les recettes de l'Etat se situent à 83,2 milliards de francs en-dessous des évaluations intitiales, hors recettes d'ordre ayant leur contrepartie en dépenses.

Conséquence de l'ampleur exceptionnelle des moins-values fiscales : le présent collectif enregistre également une forte croissance de la charge de la dette, qui s'alourdit de 10,3 milliards de francs.

La charge de la dette passerait donc de 138 milliards à 158 milliards de francs d'une année à l'autre, soit un alourdissement de 20 milliards de francs.

Cette évolution illustre bien la réduction des marges de manœuvre qui résulte du creusement du déficit. Elle ne peut que confirmer la volonté du Gouvernement de maîtriser les dépenses.

Les moins-values fiscales et l'alourdissement de la dette expliquent donc la quasi-intégralité du déficit supplémentaire constaté cette année, le collectif budgétaire vous étant présenté avec un déficit de 184,1 milliards de francs, contre 89,9 milliards de francs en loi de finances initiale.

Le déficit des administrations publiques serait ainsi de l'ordre de 2,8 p. 100 du PIB.

Si le Gouvernement a entendu assumer les pertes de recettes et leurs conséquences sur la dette pour ne pas accentuer la crise économique par des prélèvements supplémentaires, il a, en revanche, fidèle à sa ligne de conduite, couvert les besoins de crédits supplémentaires par des économies. Le dérapage du déficit ne doit rien à un quelconque relâchement des dépenses.

Dès février 1992, comme l'avait annoncé mon prédécesseur, M. Michel Charasse, pendant le débat budgétaire de l'automne 1991, un dispositif de régulation budgétaire a été mis en place, portant sur 15 milliards de francs.

Le présent collectif comporte, hors dette et mouvements d'ordre, 13,5 milliards de francs de crédits nouveaux, correspondant strictement à des besoins inéluctables. Le total des annulations se monte à 12,8 milliards de francs.

Je vous rappelle que nous avons déjà procédé à l'annulation de 4,8 milliards de francs de crédits en septembre dernier. Au total, ont donc été annulés tous les crédits qui avaient été mis en réserve en début d'année. C'est bien le signe que le Gouvernement a l'intention de continuer à gérer avec rigueur et sérieux les finances de l'Etat.

Nous avons, tout d'abord, couvert le coût de l'accord salarial, soit environ 4 milliards de francs, grâce à 1,9 milliard de francs de crédits supplémentaires, le solde étant couvert par les disponibilités des ministères.

Plusieurs ouvertures de crédits concernent le secteur social : 2 milliards de francs sur le BAPSA, 800 millions de francs sur l'allocation aux adultes handicapés et 1,2 milliard de francs sur les aides à la personne.

Je signale également à votre attention le financement, à hauteur de 1 milliard de francs, du plan social en faveur des transitaires, compte tenu de l'ouverture des frontières au 1er janvier 1993.

Le budget de la défense bénéficie d'une ouverture de 1,2 milliard de francs, destinée à couvrir le coût de la participation de la France à diverses opérations menées sous l'égide de l'ONU, en Yougoslavie et au Cambodge principalement.

Le total des économies atteint 12,8 milliards de francs, dont 3,3 milliards de francs sur le budget de la défense, cette dernière économie étant rendue possible par l'évolution du contexte international.

M. Emmanuel Hamel. Restez prudent !

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Les annulations ont été effectuées cette année en ménageant les secteurs les plus utiles au soutien de l'activité économique générale, notamment le bâtiment et les travaux publics. C'est ainsi, en particulier, que le nombre de prêts pour l'accession à la propriété a été porté de 28 000 à 42 000 ou que le secteur des routes a bénéficié de 1 milliard de francs de crédits supplémentaires.

Telles sont, mesdames, messieurs les sénateurs, les caractéristiques principales du présent collectif budgétaire.

Si nous pouvions débattre sans passion, nous nous accorderions à reconnaître que, dans un contexte international particulièrement difficile, notre pays s'en sort plutôt mieux que les autres. Ce n'est déjà pas si mal !

En particulier, la conduite de nos finances publiques est, de l'avis de tous les experts internationaux, exemplaire ; je vous renvoie, à cet égard, à ce qu'a déclaré, aujourd'hui encore, le ministre britannique des affaires économiques et du budget. Notre déficit public, contenu en dessous de la limite de convergence fixée par le traité de Maastricht, reste l'un des plus faibles d'Europe.

Notre pays se trouve ainsi en position de force pour tirer parti de la reprise internationale, dès qu'elle se produira. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi de finances rectificative pour 1992 qui nous est présenté fait apparaître un déficit de 184,1 milliards de francs, en progression de plus de 104 p. 100 par rapport au déficit prévu dans la loi de finances initiale.

Devant cette aggravation sans précédent, certains invoquent la fatalité, d'autres dénoncent une « véritable dérive ». Il me paraît essentiel d'entrer dans ce débat, car il y va de la crédibilité des solutions que nous allons proposer au pays à la veille d'échéances importantes.

C'est pourquoi je ne reviendrai pas sur l'explication des chiffres qui nous sont présentés : diminution des recettes de l'Etat de 5 p. 100, augmentation des dépenses de près de 2 p. 100.

Vous avez fort bien analysé, monsieur le ministre, les diverses explications de ce double mouvement.

Je m'en tiendrai donc à trois points qui me paraissent les plus importants : ce que révèle ce collectif budgétaire, ce qu'il signifie, enfin, ce qui lui manque.

Quels sont donc les enseignements de ce collectif budgétaire ?

Au-delà du doublement du chiffre du déficit, qui suscite une inquiétude que je pense partagée par tous, y compris par vous-même, monsieur le ministre, la loi de finances rectificative pour 1992 me paraît comporter deux enseignements également alarmants : l'incapacité de l'Etat à évaluer ses ressources et son impuissance à rationaliser ses dépenses.

La diminution des ressources de l'Etat me paraît être devenue tout à fait incontrôlée : les moins-values fiscales s'élèvent à 93,6 milliards de francs et les recettes non fiscales ne progressent que de 20,2 milliards de francs, du fait du tarissement des recettes non reconductibles que constituent les prélèvements sur divers organismes et qui, l'an dernier, avaient atteint 35 milliards de francs.

Arrêtons-nous un instant sur cette chute des recettes fiscales.

Deux causes expliquent, mais ne justifient pas, une telle différence par rapport aux estimations initiales.

La première est, bien sûr, le ralentissement de l'activité internationale.

Je conviens tout à fait que la morosité internationale ait été une surprise partielle et qu'elle reste, pour tout gouvernement, un impondérable.

Il est toutefois certain que la dégradation des finances publiques aurait été moindre si ne s'y étaient ajoutées les erreurs et les imprudences de prévision du Gouvernement.

La première erreur d'analyse de la loi de finances initiale pour 1992 et de la loi de finances rectificative pour 1991 a été de sous-estimer l'impact du ralentissement qu'a connu notre pays en 1991. L'erreur est d'importance puisque l'effet « base » sur l'année 1992 est de 41 milliards de francs.

Pour 1992, et sous réserve des résultats définitifs, l'erreur porte moins sur le taux de croissance du PIB - 2,2 p. 100 en loi de finances initiale, 2 p. 100 aujourd'hui selon l'INSEE - que sur les « composantes » de celle-ci.

En effet, le Gouvernement avait tablé sur la demande intérieure et l'investissement productif pour « tirer » la croissance.

En fait, c'est la forte croissance des exportations et la baisse sensible des importations, qui se traduisent par un solde positif de la balance commerciale de 25 milliards de francs en 1992, qui ont contribué, pour l'essentiel, à la croissance française.

Cette double erreur d'appréciation explique les moins-values fiscales considérables : 35 milliards de francs sur l'impôt sur les sociétés, du fait des mauvais résultats de 1991 et 1992 ; 32 milliards de francs sur la TVA, du fait du ralentissement de l'activité en 1992.

Je vois en fait deux explications à ce décalage, qui permettent de réfuter l'argument de la fatalité.

D'une part, il apparaît que l'évolution de la situation internationale n'est pas prise en compte de manière réaliste dans les modèles de prévisions officiels ; j'aimerais connaître votre appréciation sur ce point, monsieur le ministre.

D'autre part, il semble bien que l'optimisme affiché sur les recettes permette, hélas ! d'entériner la croissance continue de la dépense publique.

Le deuxième enseignement du collectif, c'est bien l'impuissance de l'Etat à rationaliser ses dépenses.

Cette incapacité se manifeste à travers les annulations comme à travers les ouvertures de crédits.

Je remarque qu'une nouvelle fois il a été procédé, dès le début de l'année 1992, à une régularisation forfaitaire des dépenses, consolidée par des arrêtés d'annulation à la fin septembre et à la mi-novembre.

C'est ainsi que 15 milliards de francs ont pu être amputés sur l'autorisation d'ouverture de crédits que comportait le budget initial.

Cette méthode, qui tend à se banaliser, ne me paraît justifiée que par une situation d'extrême urgence. Elle ne saurait devenir un mode de gestion habituel, car elle traduit autant le mépris de l'autorisation d'ouvrir les crédits votés par le Parlement quelques semaines auparavant que l'économie de plus en plus dangereuse d'une réflexion sur le rôle de l'Etat.

Par ailleurs, il m'apparaît que l'ampleur de certaines annulations est suffisamment massive pour amener à s'interroger sur leur bien-fondé, ou au contraire sur la légitimité des actions concernées.

Je citerai trois exemples à l'appui de mon propos.

Ainsi figurent parmi les annulations 2,88 milliards de francs d'allégements de charges de l'Etat au titre de la surcompensation des régimes spéciaux qui revient, en fait, à faire porter à la CNRACL 1,7 milliard de francs à la place de l'Etat.

De même, la suppression de 1,2 milliard de francs au budget des charges communes vient diminuer la dotation de la COFACE, alors que, pour 1993, cette dotation paraît insuffisante au regard des informations dont nous disposons sur les risques encourus.

Enfin, la diminution de 1 milliard de francs au budget de l'emploi et de la formation professionnelle suscite des interrogations dans la mesure où il aurait été préférable d'opérer un transfert sur le plan « emploi » qui aurait permis de limiter le recours massif aux cessions d'actifs.

De même, les ouvertues de crédits suscitent deux réflexions.

Certaines dépenses constituent la réparation d'« oublis » évidents, qu'elles figurent dans les décrets d'avances ou dans le collectif lui-même.

Ainsi, l'ouverture dans le collectif de 14,9 milliards de francs au budget des charges communes au titre de la charge brute de la dette publique représente une majoration de crédits sans précédent : ils étaient de 5,6 milliards de francs dans la loi de finances rectificative pour 1991.

L'ouverture de 1,2 milliard de francs au budget de l'équipement pour le financement des aides à la personne résulte d'une sous-estimation évidente des dotations.

L'ouverture de 1 milliard de francs au budget des services communs des affaires sociales et du travail est destinée à l'indemnisation des victimes de la contamination par le virus du Sida.

Enfin, l'inscription de 1 milliard de francs dans le collectif au budget du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle est affectée au financement d'un plan social en faveur des transitaires en douane lié à l'ouverture du marché unique au 1er janvier 1993.

D'autres dépenses sont la conséquence de décisions prises au lendemain du vote du budget de 1992, au mépris de l'autorisation parlementaire.

Ainsi, l'inscription de 10 milliards de francs au budget des charges communes par décret d'avances du 2 septembre 1992 correspond au financement des mesures annoncées pour les chômeurs de longue durée en janvier et avril 1992, à l'extension du programme des contrats emploi-solidarité et à la préparation des jeunes en grande difficulté à la qualification et à l'emploi.

De même, une ouverture de crédits, en collectif, de 1,2 milliard de francs au budget de l'agriculture est la conséquence de la modification, par décret du 10 janvier 1992, des règles de la compensation démographique vieillesse.

Pour conclure sur les enseignements contenus dans ce collectif, je m'interrogerai sur le montant du déficit tel qu'il résultera de la loi de règlement pour 1992.

En effet, les perspectives d'activité économique pour la fin de l'année sont, de l'avis général, encore mauvaises, ce qui continuera de décélérer les rentrées de recettes ; parallèlement, je ne suis pas sûr que le collectif permette d'acquitter tous les engagements de l'Etat, tels que l'accord salarial dans la fonction publique, l'indemnisation des victimes de la contamination par le virus du sida, les charges de la COFACE.

Le déficit affiché pourrait donc bien être encore sous-évalué. Je ne crois pas prendre un grand risque en affirmant que la loi de règlement révélera le dépassement, dès 1992, du cap des 200 milliards de francs.

J'en viens maintenant à la signification de ce collectif budgétaire, qui apparaît à travers deux questions.

Première question, monsieur le ministre : pourquoi ce collectif vient-il si tard ?

En d'autres termes, pourquoi ne pas avoir présenté au printemps dernier un projet de loi de finances rectificative au Parlement ?

Dans sa décision du 27 juillet 1991 relative à la qualification juridique de la loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Conseil constitutionnel a clairement défini les cas dans lesquels le Gouvernement est tenu de soumettre aux assemblées un projet de loi de finances rectificative.

Le Conseil pose la condition d'un « bouleversement en cours d'exercice », sur laquelle votre prédécesseur, monsieur le ministre, a apporté des précisions complémentaires devant le Sénat, lors de la présentation du collectif budgétaire de 1991.

Il ressort de l'ensemble de ces éléments d'appréciation que la notion de bouleversement peut résulter, soit de la constatation en cours d'exercice de moins-values fiscales importantes, soit de la modification de choix de politique budgétaire, soit de la conjugaison des divers mouvements de dépenses et de recettes.

Il apparaît bien qu'au printemps 1992 le montant des moins-values fiscales connues - 41 milliards de francs - aurait justifié à lui seul la présentation d'un collectif budgétaire.

Alors pourquoi, monsieur le ministre, n'avoir pas proposé au Parlement un projet de loi de finances rectificative dès le mois d'avril 1992 ?

Je crois, pour ma part, que vous avez préféré ne pas exposer la gravité de la situation au pays. Sans doute n'aviez-vous rien à proposer, et avez-vous jugé sage de vous en remettre aux stabilisateurs automatiques, de vous soumettre aux données internationales.

Deuxième question posée par ce collectif, et qui, elle, s'adresse au Sénat : faut-il examiner cette loi de finances rectificative ou la rejeter d'emblée pour sanctionner les erreurs politiques qu'elle consacre ?

Après en avoir débattu, la commission des finances vous recommande d'examiner ce texte, et ce pour quatre raisons.

Première raison : le nouvel équilibre du budget, s'il est loin d'être satisfaisant, procède, hélas ! pour 1992, davantage d'un constat que d'un choix qui nous serait offert, même s'il y a encore doute sur ce que sera le déficit dans la loi de règlement.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Oh oui !

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Deuxième raison : si le Sénat a opposé la question préalable au projet de loi de finances pour 1993, c'est pour ne pas cautionner les options prises pour l'avenir de notre pays. Au contraire, il est du devoir du Sénat de dénoncer les erreurs du passé et du présent qui se révèlent dans le collectif.

Troisième raison : la partie fiscale du collectif comporte des mesures qu'il nous paraît indispensable d'examiner.

Pouvons-nous, en effet, faire l'impasse sur les mesures d'harmonisation européenne à la veille de l'ouverture du marché unique, le 1er janvier 1993 ?

En effet, comment ne pas nous pencher sur la transcription en droit français des directives communautaires sur le rapprochement des législations en matière de TVA et de droits d'accises alors que nous avons suffisamment manifesté notre volonté d'être consultés au cours de la procédure budgétaire européenne, et que le Sénat nous a largement suivis lors de la discussion de la proposition de la loi relative au contrôle du Parlement sur la participation de la France au budget communautaire. Mardi soir encore, utilisant la possibilité donnée par l'article 88-4 des accords de Maastricht, le Sénat étudiait comment concilier sa consultation sur les textes européens comportant des conséquences législatives avec le rythme des sessions.

De même, ce projet de loi de finances rectificative comporte une bien tardive mais juste préoccupation de morale fiscale : une sorte d'acte de contrition pour fin de législature.

Ce souci de moralisation se manifeste, en premier lieu, sous la forme de l'article 32, qui définit le régime fiscal de certains transferts d'actifs professionnels à l'étranger.

De quoi s'agit-il ? En fait, il s'agit de mettre fin à des montages financiers complexes s'appuyant sur deux ingrédients : des titres hybrides - les fameux TSDI, titres subordonnés à durée indéterminée - et un gestionnaire étranger, le plus souvent un trust, bénéficiant, localement, d'une fiscalité allégée, voire d'une fiscalité inexistante.

Ce cocktail exotique, dosé à Curaçao ou aux Iles Caïmans, à Grenade ou à Macao, permet à une entreprise de renforcer ses fonds propres ou de se désendetter grâce à un effet de levier dû à la défiscalisation des revenus provenant des actifs remis au gestionnaire.

La commission des finances appuie le souci du Gouvernement de mettre un terme à ces pratiques, même si elle propose un dispositif un peu différent, sur lequel nous reviendrons.

J'observe toutefois que c'est ce même Gouvernement qui a encouragé les entreprises publiques françaises à être les premiers bénéficiaires du mécanisme dit de « TSDI repackage » puisque leur statut leur interdisait le recours au marché financier des fonds propres et que l'Etat ne pouvait les accompagner dans leur développement par des dotations suffisantes. L'évasion fiscale a ainsi été explicitement tolérée au service du « ni-ni ».

C'est parce que le système s'est emballé et que des opérations se sont effectuées sans l'accord de l'Etat que l'on nous présente cette disposition morale. Ce sont sans doute quelque 70 ou 80 milliards de francs qui sont ainsi passés dans des paradis fiscaux pour désendetter les entreprises publiques et quelques autres encore.

Cette « moralisation » se manifeste également dans l'article 44, qui soumet à l'impôt les plus-values dégagées par les particuliers lors de la cession d'obligations non cotées ou titres assimilés qui, par une singularité inhabituelle, échappaient à toute imposition. Là encore, c'est la révélation de l'importance croissante de ces opérations qui justifie que l'on y mette fin.

Enfin, quatrième raison de débattre de ce collectif, il nous paraît tout à fait essentiel de proposer au Gouvernement des instruments susceptibles d'amorcer un redressement économique, alors que, pendant plusieurs mois, les échéances électorales ne vont pas permettre la prise de décisions pourtant indispensables. Ces mesures nous paraissent avoir leur place naturelle dans ce collectif de fin d'année.

J'en viens à ce qui manque à cette loi de finances rectificative.

La commission des finances a estimé indispensable d'ajouter au texte trois séries de mesures, qui sont autant de signaux de confiance que l'Etat se doit de donner à l'économie.

En premier lieu, une mesure d'urgence qui vise à créer un fonds de soutien à l'équipement et à l'aménagement du territoire.

Ce fonds devrait poursuivre deux objectifs majeurs. Il devrait constituer un apport enfin concret à la politique d'aménagement du territoire qui doit maintenant aller au-delà des débats d'idées ou des délocalisations arbitraires. Il devrait également apporter un soutien au secteur du bâtiment et des travaux publics qui traverse une crise exceptionnellement grave, alors qu'il est un gisement essentiel d'emplois.

Ce fonds pourrait recourir à l'emprunt, dont la souscription donnerait lieu à un avantage fiscal substantiel.

Son action compléterait très utilement les initiatives européennes de relance concertée, vivement soutenues par la France et adoptées au sommet d'Edimbourg, mais qui laissent toute leur place à l'initiative des Etats.

En deuxième lieu, la commission des finances vous proposera une mesure de fond, dictée par la nécessité de soutenir l'activité de l'immobilier.

En effet, la situation de l'immobilier est aujourd'hui extrêmement préoccupante. Le nombre des constructions neuves devrait tout juste dépasser 250 000 unités cette année, ce qui se comprend à la fois par les difficultés du secteur et par le stock des immeubles portés par les banques, les assurances et les marchands de biens. Les fédérations professionnelles s'attendent généralement à plusieurs dizaines de milliers de suppressions d'emplois sur l'ensemble de l'année 1992.

En particulier, la crise du logement que connaît la France résulte, dans une très large mesure, de la dépression profonde qui affecte le secteur locatif privé.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances du Sénat vous proposera l'adoption d'une mesure à portée psychologique forte, seule susceptible d'enrayer de façon radicale le mouvement de désaffectation des bailleurs du secteur privé : le relèvement à 15 p. 100 au moins, dans un premier temps, du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers, qui conférera de nouveau à ce dispositif le caractère d'une dépense fiscale.

En troisième lieu, la commission proposera une réforme très importante à ses yeux, puisqu'elle vise à instaurer un régime plus neutre en matière de fiscalité des revenus de l'épargne et du patrimoine.

En effet, le développement des placements en produits de trésorerie se fait au détriment du nécessaire développement des placements dans les fonds propres des entreprises et des produits de bilan bancaire. Il est tout à fait incompréhensible, de ce point de vue, que la fiscalité contribue à favoriser dans des proportions considérables le maintien d'une économie d'endettement - endettement des entreprises et des banques - au détriment de la mise en place d'une véritable économie de fonds propres infiniment moins coûteuse.

Au nom d'une juste neutralité fiscale, la commission des finances vous proposera donc, tout à l'heure, la suppression du seuil d'exonération pour l'imposition des gains retirés de la cession de parts d'OPCVM de taux, c'est-à-dire les OPCVM monétaires, ainsi que la soumission de ces gains au régime du prélèvement libératoire prévu par l'article 125 A du code général des impôts.

Par ailleurs, il est également inadmissible que les placements en produits d'intermédiation bancaire ou sur les comptes courants d'associés ne soient pas traités au moins sur un pied d'égalité fiscale avec les autres flux d'épargne Plus qu'un avantage fiscal relatif des produits de type OPCVM de capitalisation à court terme, il existe aujourd'hui un désavantage relatif pour l'épargnant qui effectue ses placements dans ce type de produits.

C'est la raison pour laquelle la commission des finances vous proposera l'abaissement à 25 p. 100 au moins, dans un premier temps, du taux du prélèvement libératoire sur les produits d'intermédiation bancaire et les comptes courants d'associés. Il est bien clair que l'objectif reste l'alignement dans les meilleurs délais, selon les possibilités des finances publiques, au taux commun de 15 p. 100.

Telles sont, monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, les conclusions de la commission des finances sur le projet de loi de finances rectificative pour 1992.

Certes, ce collectif est imprégné d'une politique que nous n'avons jamais approuvée, certes, il annonce des résultats alarmants pour notre économie, mais il nous a semblé que le Parlement ne pouvait pas refuser de débattre de ce qui est, hélas ! un constat, et qu'il était aujourd'hui plus que jamais de sa responsabilité de proposer au Gouvernement les moyens de corriger des déséquilibres lourds de conséquences. *(Applaudissements sur les travées de l'union centriste, de l'UREI et du RPR, ainsi que sur certaines travées du RDE.)*

M. le président. La parole est à M. le président de la commission des finances.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, après l'excellent exposé de M. le rapporteur général, je voudrais, à mon tour, vous livrer, brièvement, les quelques observations et réflexions que m'inspire ce projet de loi de finances rectificative pour 1992.

Je vous dirai d'emblée, monsieur le ministre, et sans autre forme de procès, que ce collectif sonne l'heure de vérité pour nos finances publiques et nous donne la triste réalité de leur situation.

Depuis 1990, la commission des finances, suivie par la majorité du Sénat, ne cesse de dénoncer l'inquiétante dérive du déficit budgétaire que le Gouvernement a tenté de masquer par le recours à des artifices, à des subterfuges et à des expédients. Mais, selon une formule quelque peu triviale, les « fusils à un coup » se sont enrayés et les trésoreries que l'Etat avait pris l'habitude de ponctionner se sont épuisées. Certaines opérations peuvent êtres faites une fois, mais elles ne peuvent se renouveler.

Aujourd'hui, le collectif prend acte de la formidable dérive de nos finances publiques que le Gouvernement n'a pas su endiguer : il consacre un doublement, en exécution, du déficit budgétaire.

Rappelez-vous, mes chers collègues : dans la loi de finances initiale pour 1992, le déficit budgétaire affiché s'élevait à 89,9 milliards de francs. En juin dernier, déjà, nous apprenions que ce chiffre était révisé à la hausse pour s'établir à 135 milliards de francs. Aujourd'hui, le projet de loi de finances rectificative porte le montant du déficit à 184,1 milliards de francs. Celui-ci a plus que doublé.

Il correspond à ce que nous avions indiqué à cette tribune, lors de la discussion de la loi de finances initiale pour 1992. Mais notre annonce avait été, bien sûr, vertement contestée. Aujourd'hui, la vérité éclate. Nous avons donc eu tort d'avoir eu raison trop tôt, hélas ! pour le budget.

Et je n'ose penser au montant définitif du déficit que nous découvrirons dans la loi de règlement, M. le rapporteur général y a fait allusion voilà un instant. Sans risque d'être démenti, je puis indiquer que le déficit réel qui sera inscrit dans la loi tangentera les 200 milliards de francs.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il les dépassera.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Aujourd'hui, le déficit budgétaire représente 2,6 p. 100 du produit intérieur brut. Si l'on ajoute à ce déficit budgétaire celui des comptes sociaux, alors la France ne

satisfait plus au critère des déficits publics, limités à 3 p. 100 du produit intérieur brut, imposé par l'Union économique et monétaire européenne.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, monsieur le ministre, sans d'ailleurs avoir été démenti, vous ne pouvez plus, aujourd'hui, prétendre gouverner le pays qui serait le meilleur élève de la classe européenne.

Mais, surtout, ce creusement du déficit budgétaire est lourd de conséquences négatives pour notre économie. En effet, la dégradation de l'impasse budgétaire alimente la dette publique, opère une ponction stérile sur une épargne qui est déjà insuffisante, exerce sur les taux d'intérêt une pression à la hausse et obère les marges de manœuvre budgétaires. Même si nous souhaitons que certains de nos partenaires baissent rapidement leurs taux d'intérêt, les taux d'intérêts dans notre pays continueront à subir la pression exercée par la ponction faite par l'Etat au titre du financement de son déficit.

Une question se pose : comment le déficit budgétaire a-t-il pu doubler entre la loi de finances initiale pour 1992 et le collectif ?

Deux causes principales sont à l'origine de cette aggravation sans précédent du déficit budgétaire : d'une part, l'ampleur des pertes de recettes fiscales et, d'autre part, - et j'y insiste - l'accroissement des dépenses imputables, dans une large mesure, à l'alourdissement de la charge de la dette.

Une triple erreur de prévision explique l'ampleur des moins-values de recettes fiscales, qui s'élèvent à 93 milliards de francs.

Tout d'abord, le rythme de la croissance a été surestimé. Alors que le budget a été élaboré sur une hypothèse de croissance de 2,2 p. 100, il est maintenant établi que celle-ci sera, en 1992, seulement de quelque 2 p. 100, voire 1,9 p. 100 en 1992.

Ensuite, le Gouvernement s'est trompé sur les composantes de la croissance, c'est-à-dire sur ses moteurs.

En effet, le Gouvernement avait misé sur une croissance tirée par la consommation et l'investissement, qui sont générateurs de recettes fiscales, tant au titre de la TVA que de l'impôt sur les sociétés.

En réalité, c'est la progression des exportations, notamment en direction de l'Allemagne, qui a nourri la croissance. En effet, la réunification de l'Allemagne a conduit ce pays à accroître ses importations, en particulier dans le domaine agroalimentaire.

Or, les exportations donnent lieu à un remboursement de TVA.

Enfin et surtout, le taux de croissance a été appliqué à une base fiscale de 1991 qui était, elle-même, largement surévaluée.

C'est le fameux « effet base », qui explique à lui seul l'absence de 41 milliards de francs de recettes fiscales.

Ces moins-values de recettes fiscales nettes ont été partiellement compensées par 20 milliards de francs de ressources non fiscales qui proviennent, pour l'essentiel, du produit de cessions d'actifs publics, pour 11,9 milliards de francs : il s'agit de recettes issues des privatisations partielles auxquelles le Gouvernement a eu recours après l'abandon du dogme du « ni-ni ».

Ces recettes non fiscales proviennent aussi d'un prélèvement sur la trésorerie du fonds de réserve de l'épargne logement des caisses d'épargne - pour 3,3 milliards - et des derniers versements de contributions extérieures dans le cadre du remboursement des dépenses engagées par la France au titre de l'opératiton Daguet, pour 1,7 milliard de francs.

Par ailleurs, les prélèvements sont globalement réduits de 6,2 milliards, en raison de la diminution de la contribution de la France au budget des Communautés européennes imputable à la hausse, en 1991, des cours agricoles mondiaux.

En définitive, le collectif pour 1992 enregistre une perte de recettes d'une ampleur exceptionnelle, puisqu'elle s'élève à 67,2 milliards de francs.

Cette diminution de recettes est aggravée par une augmentation des charges du budget de 27 milliards de francs, qui constitue la différence entre 44,7 milliards de francs d'ouverture de crédits et 17, 7 milliards de francs de régulation budgétaire.

Ce dérapage des dépenses provient, dans une large mesure, d'un alourdissement de 14,9 milliards de la charge brute de la dette, qui augmente de 12 p. 100 par rapport à 1991 pour atteindre, aujourd'hui, le chiffre extrêmement élevé de 170 milliards de francs.

La France est entrée dans le cercle vicieux de l'endettement cumulatif. L'ampleur des déficits budgétaires, qui ne cessent de se creuser depuis 1988, nourrit la hausse des taux d'intérêt et rend, de ce fait, plus onéreux le service de la dette qui, en retour, alimente le déficit. La boucle est bouclée, pourrait-on dire.

Sans la charge de la dette, le projet de budget pour 1993 aurait pu être présenté en excédent.

Aujourd'hui, la charge de la dette de l'Etat, dont le stock atteint 2 050 milliards de francs, constitue le deuxième budget civil de l'Etat, après celui de l'éducation nationale.

Par ailleurs, monsieur le ministre, vous vous êtes livré à un exercice de régulation budgétaire qui a porté sur 17,7 milliards de francs.

Cet effort d'économie est louable, car il montre qu'il est possible de réduire le train de vie de l'Etat. Ainsi, quand nous vous proposons des économies - M. le rapporteur général l'a fait lors de la présentation du projet de budget pour 1993 - vous nous faites le reproche d'être particulièrement utopistes. Non ! Les économies sont possibles, et vous le démontrez ici. Pourquoi ne suivez-vous pas nos conseils quand nous vous les donnons, c'est-à-dire au moment de la discussion budgétaire ?

Les modalités d'application de cette régulation budgétaire sont, cependant, contestables.

En effet, cette régulation est peu respectueuse des droits du Parlement, car elle intervient dès le début de l'année. Ainsi, dans quelques semaines, peut-être allons-nous constater que certains des crédits que nous avons votés sont annulés, alors même que l'encre du budget n'est pas encore sèche.

M. Jean-Pierre Masseret. Vous n'avez pas examiné le budget !

M. Christian Poncelet, *président de la commission de finances.* Voilà qui est pour le moins inélégant à l'égard du Parlement ! Lui soumettre un budget, l'inviter à l'approuver ou à le discuter et, ensuite, supprimer, sans le consulter, une part importante des crédits inscrits dans ce budget, n'est-ce pas quelque peu désinvolte ?

M. Jean-Pierre Masseret. Vous n'avez pas voté le budget !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Par ailleurs - et c'est un reproche que je ferai non pas seulement à l'actuel ministre du budget, mais à bien d'autres - l'application uniforme des dispositions, par le truchement d'un abattement forfaitaire, dispense d'une réflexion sur les missions de l'Etat et son nécessaire recentrage sur ses attributions essentielles.

A cet égard, je suis convaincu que l'indispensable réduction du train de vie de l'appareil étatique passe par une réflexion sur le rôle de l'Etat et par un réexamen de certaines dépenses systématiquement reconduites. Opération difficile, j'en conviens, mais qu'il nous faudra réaliser un jour, car le système des services votés a quelque chose de paralysant.

Par ailleurs - écoutez bien, mes chers collègues - le projet de loi de finances prévoit, au titre des « économies » réalisées par l'Etat, un prélèvement supplémentaire de 1,7 milliard de francs sur la trésorerie de la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales au titre de la surcompensation démographique. Cette ponction nouvelle, opérée en 1992, vient s'ajouter aux 3,6 milliards de francs qui sont inscrits dans le projet de budget pour 1993.

M. Emmanuel Hamel. Soit 5,3 milliards de francs !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Merci d'avoir fait le calcul, mon cher collègue !

Pour préserver ses réserves, qui ne représentent que trois mois de prestations, la caisse sera contrainte de relever le taux de la cotisation employeur. Cette augmentation se traduira inéluctablement par une hausse des impôts locaux.

Une fois encore, l'Etat met à contribution les collectivités locales pour tenter de réduire l'ampleur de son déficit budgétaire. On est tenté de dire : trop, c'est trop !

Ainsi, depuis 1988, on aura ponctionné les ressources des collectivités locales d'environ 14 milliards de francs, par différentes astuces.

M. Emmanuel Hamel. Oui : 14 milliards de francs !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Telles sont, mes chers collègues, les différentes causes de cette explosion du déficit budgétaire.

Si le cap n'est pas redressé, cette dérive ne pourra que s'amplifier en 1993. En effet, le déficit budgétaire pour 1993, qui s'élève déjà à 164 milliards de francs, a été calculé sur l'hypothèse d'un taux de croissance de 2,6 p. 100. Or cette hypothèse de croissance apparaît aujourd'hui comme encore plus irréaliste que nous l'avions dit lors de la discussion générale du projet de loi de finances pour 1993.

En effet, le tableau de l'économie française s'est encore assombri depuis la rentrée. Dans un climat de profond pessimisme, les chefs d'entreprise ont un comportement attentiste.

Dans l'attente d'un sursaut de la demande, l'investissement industriel reculera, cette année, de 11 p. 100, après une chute de 8 p. 100 en 1991.

Ce ralentissement - inquiétant - de l'investissement industriel entraîne, tout naturellement, une diminution de nos importations, qui conduit, bien sûr, à un excédent commercial ; mais ce dernier est inquiétant dans la mesure où nos entreprises n'importent plus pour s'équiper, si bien que, demain, elles risquent d'être quelque peu handicapées par rapport à la concurrence.

Notre tissu industriel se rétrécit comme une peau de chagrin. En outre, il vieillit, car la création d'entreprises ne compense pas, hélas ! les disparitions.

Quant aux ménages, ils restent prudents et maintiennent leur épargne de précaution par peur du chômage.

La consommation des ménages, à laquelle vous vous référez pour le calcul du taux de croissance, ne sera donc pas, à l'évidence, en mesure de compenser le recul de l'investissement.

Par ailleurs, il est malheureusement illusoire de penser que la demande extérieure pourra prendre la relève de la demande intérieure, comme ce fut le cas en 1992, en particulier grâce à la demande allemande. Les perspectives de croissance des pays de l'OCDE sont en effet fort sombres. L'Allemagne connaîtra une croissance proche de zéro ; quant au Japon, le redémarrage de son économie ne devrait pas intervenir avant le milieu de 1993.

La seule lueur réside dans le sursaut attendu - et dont on perçoit quelques signes - de l'économie américaine ; mais il faudra du temps pour que la croissance américaine, si elle se confirme, franchisse l'Atlantique.

Dans un contexte aussi déprimé, la dernière note de conjoncture de l'INSEE confirme qu'« il apparaît difficile d'envisager pour l'économie française un retour à une croissance substantielle avant la mi-1993 ».

Cette croissance n'atteindrait pas 1 p. 100, en rythme annualisé, au premier semestre. Pour l'OCDE, la croissance de l'économie française ne devrait pas dépasser, au terme de l'exercice 1993, 1,6 p. 100.

Monsieur le ministre, nous sommes loin de vos prévisions optimistes de septembre 1992 ! Si la situation n'est pas corrigée, on peut affirmer aujourd'hui que le déficit initial de la loi de finances pour 1993 sera sensiblement aggravé en cours d'exécution.

Dans ces conditions, le chômage ne pourra que poursuivre son irrésistible ascension et dépasser la barre - officielle - des 3 millions de chômeurs. Je dis « officielle » car, en réalité, nous le savons, il y a 4 millions de chômeurs.

M. Jean-Pierre Masseret. Et pourquoi pas 5 millions ?...

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Pourtant, M. le Premier ministre avait déclaré, le 22 juillet dernier, que « tout est fait et sera fait pour que le cap des 3 millions de chômeurs ne soit pas atteint ».

Quant aux chômeurs de longue durée, ils étaient 880 000 au 1er novembre.

Pourtant, M. le Premier ministre avait affirmé, en avril dernier, « qu'il n'y aurait plus de chômeurs de longue durée le 1er novembre ».

Le rappel de ces déclarations solennelles pourrait être risible si elles ne concernaient pas un sujet aussi dramatique, avec son lot de souffrances et son cortège d'exclusions.

Dans cette conjoncture préoccupante, marquée par un ralentissement de notre économie, la commission des finances vous proposera un mini-plan d'urgence de relance par l'investissement, pour accompagner l'initiative de croissance qui a été prise par le Conseil des ministres de la Communauté économique européenne, réuni récemment à Edimbourg.

Je n'insisterai pas sur l'économie de ces mesures, que M. le rapporteur général vous a exposée.

Je dirai simplement que ce mini-plan d'urgence est destiné à favoriser le retour de la confiance dans les secteurs sinistrés, comme l'immobilier et les travaux publics, et à redonner un peu d'espoir à ceux qui sont préoccupés, voire angoissés.

Mais, au-delà de ces mesures à court terme, il est indispensable, pour retrouver le chemin de la croissance, de créer un environnement favorable et propice à une reprise durable de l'investissement productif, seule capable de résorber le chômage, qui constitue, à nos yeux, la pire des inégalités sociales.

Il faut impérativement et rapidement diminuer les charges fiscales et sociales qui pèsent lourdement sur l'activité des entreprises. Car il est plus que jamais nécessaire de réduire les frais fixes de l'entreprise France.

Nous ne pourrons plus longtemps encore détenir le record des prélèvements obligatoires des pays industrialisés, avec 43,9 p. 100 du produit intérieur brut.

M. Jean-Pierre Masseret. Ce n'est pas vrai !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Maîtriser la dépense publique est une question de volonté politique, vous le savez bien, monsieur le ministre.

Il s'agit également de réduire rapidement le poids de la dette, par la mise en œuvre d'une politique de privatisation à 100 p. 100, afin de favoriser une détente des taux d'intérêt et d'autoriser des allégements fiscaux. L'expérience a été faite, elle a été concluante. Au demeurant, insensiblement mais sûrement - mais maladroitement - vous y revenez, malgré les contestations initiales.

A l'évidence, une autre politique budgétaire doit être mise en œuvre pour conforter une économie de liberté, garante, seule, d'un vrai progrès social. Car la croissance économique et le progrès social forment un couple indissociable.

Privilégier à outrance les critères de productivité et de rentabilité économiques peut conduire à une déchirure du tissu social si les actifs ont le sentiment que leurs efforts ne reçoivent pas une juste rémunération.

En revanche, faire prévaloir la redistribution sociale sur l'impératif économique, c'est dépenser avant de produire et, à terme, affaiblir l'esprit d'entreprise.

Le progrès économique et le progrès social doivent donc marcher au même pas. C'est un argument de bon sens.

Comme l'écrivait Jean-Jacques Rousseau : « La terre n'est à personne, mais ses fruits sont à tous. » Encore faut-il qu'il y ait des fruits ! A nous d'y veiller. *(Applaudissements sur les travées du RPR, de l'union centriste et de l'UREI, ainsi que sur certaines travées du RDE.)*

M. le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Jacques Genton, *rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, s'agissant des crédits de la défense, le collectif budgétaire pour 1992 comporte trois parties qu'il importe de distinguer : le projet de loi de finances rectificative en lui-même ; le décret d'avances du 28 septembre 1992, annexé pour ratification au projet de loi ; les arrêtés d'annulation de crédits du 28 septembre et du 18 novembre 1992 annexés au projet pour information.

Le projet de loi en lui-même, articles 7 et 8, prévoit des ouvertures de crédits au profit du ministère de la défense, pour un total de 1,140 milliard de francs.

Ces crédits se répartissent ainsi : 929 millions de francs de crédits de fonctionnement au titre III et 211 millions de francs de crédits d'équipement au titre V.

Ils iront à toutes les sections du budget de la défense, mais principalement, je le souligne, à la section des forces terrestres - pour 715 millions de francs. En effet, ces ouvertures de crédits sont essentiellement destinées au financement des opérations extérieures de nos armées, pour un total de 929 millions de francs.

Par ailleurs, 200 millions de francs seront consacrés aux études en amont de la délégation générale à l'armement, et 8 millions de francs au financement de travaux de la gendarmerie.

Le décret d'avances du 28 septembre 1992 a procédé à des ouvertures de crédits à titre d'avances pour un total de 1,10 milliard de francs, qui n'ont concerné que le titre III et ont bénéficié principalement, encore une fois, aux forces terrestres - pour 700 millions de francs.

Ces avances avaient pour objet principal, ici encore, d'assurer le financement des opérations extérieures, dont le coût total pour 1992 s'est élevé à près de 2,4 milliards de francs ; il pourrait atteindre 4 milliards de francs en 1993. Il faudra encore financer ces opérations. Les arrêtés du 28 septembre et du 18 novembre 1992, annexés au projet de loi, ont procédé à l'annulation de crédits de la défense pour un total de 5,309 milliards de francs, annulations qui portent sur le titre III pour 109,1 millions de francs, et, surtout, sur les titres V et VI, pour 5,2 milliards de francs.

Ces annulations de crédits traduisent, en premier lieu, la réduction de notre effort en matière de dissuasion nucléaire. Elles prennent ainsi en compte, notamment, la suspension des essais nucléaires et la décision de ne pas déployer le système Hadès.

En second lieu, elles consacrent le ralentissement général de notre effort de défense consacré par la dernière loi de programmation. Ainsi, comme je l'ai exposé à la commission des affaires étrangères et de la défense dans mon rapport sur la programmation militaire, plusieurs grands programmes ont été arrêtés ou retardés.

Au total, on constate que les crédits du ministère de la défense sont amputés de plus de 3 milliards de francs. Cependant, cette réduction de crédits recouvre deux évolutions opposées.

En effet, si les crédits du titre III sont augmentés de 1,829 milliard de francs, en revanche, les crédits des titres V et VI, c'est-à-dire les crédits d'équipement, sont diminués de 4,989 milliards de francs.

La commission des affaires étrangères s'est interrogée sur les conclusions à tirer de ces amputations de crédits, qui portent sur plus de 3 milliards de francs.

D'abord, les opérations extérieures sont financées, certes, mais seulement partiellement : leur coût total est de 2,4 milliards de francs et les crédits supplémentaires dégagés ne sont que de 1,939 milliard de francs, soit un manque de 461 millions de francs !

Ensuite, les opérations extérieures, qui relèvent pour l'essentiel du titre III, sont financées par ponction sur le titre V du ministère de la défense qui, globalement, est ainsi privé de près de 5 milliards de francs.

Enfin, les dépenses induites par les interventions, hors du territoire national, demandées à nos armées sont importantes. Elles ont toujours dépassé 1,5 milliard de francs depuis six ans. Elles risquent de croître encore à l'avenir. En effet, ces interventions seront probablement de longue durée. En outre, leur multiplication n'est pas à exclure.

Au titre des Nations unies, la France participe déjà à sept opérations en Yougoslavie, au Cambodge, au Liban, au Sahara occidental, en Irak et au Koweit, en Palestine et au Salvador. Elle vient de décider l'envoi d'un contingent en Somalie. Qu'en sera-t-il pour le Mozambique ? La commission des affaires étrangères souhaite obtenir une réponse sur ce point.

On le sait, des liens particuliers nous unissent à certains Etats africains : est-il seulement envisageable de les distendre, alors que la stabilité politique de ces Etats n'est pas assurée ?

La présentation d'une telle situation nous incite nécessairement à réfléchir à un nouveau mode de financement de ces interventions à l'étranger, de telle sorte que l'on ne soit plus conduit à amputer chaque année les crédits de la défense. Si une participation du ministère de la défense ne doit pas être exclue, elle ne doit pas pour autant être exclusive. Telle est l'observation principale présentée par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Il est vrai qu'en la matière tout dépend des choix budgétaires et politiques généraux du gouvernement concerné. Aucun texte juridique ne pourra contrer une volonté politique affirmée.

Cette année encore, cette volonté s'exerce - on ne peut que le constater - au détriment de la défense. Aussi, la commission des affaires étrangères a émis un avis défavorable sur un projet de loi qui aggrave les conséquences de la loi de finances initiale pour 1992, rejetée en son temps par le Sénat. Je ne puis, mes chers collègues, que confirmer cet avis défavorable devant vous. *(Applaudissements sur les travées de l'union centriste, du RPR et de l'UREI.)*

M. Emmanuel Hamel. C'est très grave !

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'actualité économique et monétaire est bien cruelle pour le Gouvernement, mais également pour tous les partisans de la poursuite de la politique de rigueur et d'austérité, d'autant plus cruelle pour ceux qui voudraient aggraver encore cette politique.

En effet, alors même que le Premier ministre trouve çà et là des raisons d'espérer le retour de la croissance, alors même que l'opposition nationale fait de la surenchère en matière de déflation salariale, d'allégements fiscaux pour le patronat, deux études, l'une de l'INSEE et l'autre de l'OCDE, font apparaître l'inefficacité de la politique de désinflation compétitive.

La reprise tant attendue, toujours promise, est de mois en mois repoussée, et le taux de croissance prévu - 2,6 p. 100 pour 1993 - devrait, finalement, se situer autour de 1,5 p. 100.

La lettre du Bureau d'information et de prévisions économiques signale que « l'Europe sombre de plus en plus dans le pessimisme et commence à craindre que ne s'engage un processus de récession économique marqué à la fois par une désinflation et par une stagnation de l'activité ».

Le spectre de la récession s'avance, les trois études que j'ai citées auparavant en font mention. Le quatrième trimestre de l'année en cours s'achèvera, selon l'INSEE et l'OCDE, sur une croissance nulle, voire négative.

Cela fait bien longtemps que la France n'avait connu de telles difficultés.

Certes, les organismes de prévisions économiques ont des mots plus aimables, mais la réalité qu'ils décrivent ne prête guère à l'optimisme. L'OCDE prévoit pour la France « une morosité persistante dans les mois qui viennent ».

Corollaire inévitable de cette véritable récession, des centaines de milliers d'emplois sont supprimés. De grandes entreprises appartenant à des secteurs divers, notamment riches en nouvelles technologies, procèdent à des restructurations uniquement orientées contre l'emploi. C'est le cas de l'Aérospatiale, des entreprises automobiles, du textile, d'Air France ou d'IBM.

Les Françaises et les Français en ont assez de ces licenciements en pagaille, ils en ont assez de cette politique économique qui se fait contre l'emploi. Aussi, les parlementaires communistes et apparentés viennent de lancer une pétition pour que les dirigeants d'entreprises ne se comportent pas comme des chasseurs de primes, et pour que le facteur humain soit valorisé et favorisé. Il ne s'agit pas seulement d'un supplément d'âme, il s'agit aussi d'un choix économique prodigieusement efficace.

Les résultats du référendum du 20 septembre dernier ont pu faire mesurer l'ampleur des préoccupations sociales et l'exigence d'un changement de politique, en France et en Europe.

Or, le projet de loi de finances rectificative pour 1992, présenté par le Gouvernement, ne fait que confirmer une politique de rigueur qui enfonce notre pays dans la crise.

Nous avions dit, lors du débat sur la loi de finances initiale, que si aucune inflexion n'était décidée, le cap des 3 millions de chômeurs serait atteint. Nous étions malheureusement dans le vrai, et ce cap des 3 millions de chômeurs, malgré toutes les radiations abusives et scandaleuses, malgré tous les contrats emploi-solidarité et autres emplois précaires, est aujourd'hui dépassé.

Le Gouvernement a pourtant, au cours de l'année 1992, largement laissé filer le déficit. Il s'élève à 184 milliards de francs, il a donc plus que doublé par rapport aux prévisions initiales.

Mais comment le déficit s'est-il creusé ? Il s'est creusé, non pas par l'intermédiaire de dépenses sociales et publiques susceptibles de relancer quelque peu l'emploi, ou la construction. Non ! Rien de tel. Le déficit public est dû principalement aux moins-values fiscales.

Ainsi, la chute de la consommation a entraîné une réduction de recettes de TVA de 32 milliards de francs par rapport à la loi de finances initiale. Dans le même temps, les revenus issus de la taxation des entreprises sont en régression notable et l'Etat en retirera 35 milliards de francs de moins que ce qui était prévu.

Cela s'explique non seulement par les difficultés que rencontrent les entreprises, mais aussi par des choix budgétaires et fiscaux plus que contestables.

Ainsi, depuis 1988, ce sont 100 milliards de francs d'allégements fiscaux qui ont été accordés aux entreprises, sans aucune obligation de résultat en termes d'emplois. Le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 50 à 33,33 p. 100. Les entreprises ont, dans le même temps, multiplié les astuces fiscales pour s'acquitter d'impôts moindres : amortissements exceptionnels, globalisation des bénéfices au niveau des groupes et autres provisions.

La dette publique globale dépassera largement les 2 000 milliards de francs en 1993 et atteindra 30 p. 100 de notre produit intérieur brut. La charge de la dette est désormais le second poste civil du budget.

Dans ce projet de loi de finances rectificative, monsieur le ministre, vous voulez nous faire approuver une augmentation de 10 milliards de francs de la charge de la dette. Outre les moins-values fiscales, que j'ai évoquées, l'accroissement de la charge de la dette subit la dictature des marchés financiers.

M. Claude Belot, rapporteur du budget des charges communes, note que : « ce n'est plus le déficit budgétaire qui alimente la charge de la dette, mais la charge de la dette qui crée le déficit public. » En fait, comme le dit fort justement M. Belot : « L'Etat doit emprunter pour payer les intérêts de sa dette. » C'est la preuve d'un soutien public aux marchés financiers.

Lors de la discussion de la loi de finances pour 1993, le 25 novembre dernier, le même rapporteur des charges communes remarquait : « Ce que l'on donne au capital, on ne peut le donner au travail. Il faut donc s'attendre à des tensions sociales, la position du juste milieu est l'une des plus difficiles à atteindre et je crois que le balancier a été trop loin. » Il poursuivait en faisant la démonstration qu'une personne qui a la chance d'avoir un capital de 350 000 francs et qui peut le placer en franchise d'impôt perçoit un revenu égal à celui d'un travailleur payé au SMIC. Et il concluait : « Telle est la réalité. Il faut en être conscient. Le balancier est donc allé beaucoup trop loin. »

Oui, le cancer financier joue contre l'emploi et l'économie réelle ! L'inflation des marchés financiers, l'enflure spéculative ont été conjuguées à une pression contre l'emploi, les salaires, la dépense publique et sociale. La consommation stagne, l'investissement recule, l'épargne régresse, les crédits se resserrent. La guerre économique fait rage.

La France maintient son cap, notre monnaie reste ancrée au mark, les taux bancaires remontent, le chômage s'étend et les atouts réels de notre pays sont affaiblis.

Oui, il s'agit bien de changer de politique ! Et je voudrais répondre à notre président de la commission des finances, M. Poncelet, qui expliquait, lors de la seconde lecture du projet de loi de finances pour 1993, hier, que les dispositions visant à encadrer et contrôler les licenciements, obtenues par mes amis députés communistes et apparentés lors de l'examen du DMOS par l'Assemblée nationale, auraient pu être prises avant 1984. Comment peut-il nous adresser ce reproche, alors que lui-même, avec ses amis de la majorité sénatoriale, a voté, cette nuit précisément, la suppression de ces justes dispositions ?

Oui, monsieur Poncelet, cette revendication a toujours figuré dans nos propositions pour l'emploi. Mettre en œuvre un contrôle démocratique des fonds publics, avec les salariés, les élus des collectivités territoriales concernées, devient plus qu'urgent.

Ne pas autoriser les licenciements sans reclassement préalable, utiliser les aides publiques à des fins de création d'emplois nouveaux et de valeur ajoutée nouvelle, voilà qui, aujourd'hui, est indispensable.

Ces mesures de soutien réel à l'emploi, nous y tenons beaucoup, car elles sont de nature à aider les salariés et notre pays. En effet, si les experts s'étonnent de la faiblesse de la croissance, de l'accroissement de la dette publique, aucun ne s'étonne du fait que les Bourses mondiales battent dans le même temps record après record.

La question est donc bien, comme le disent les communistes - et pas seulement eux - de rompre avec un certain type de productivisme centré sur le rendement financier. Les coups de colère qui se multiplient dans le corps social renvoient à cette énorme exigence de satisfaction des besoins humains.

Le projet de loi de finances rectificative pour 1992 tourne le dos à de telles exigences ; les sénateurs du groupe communiste et apparenté voteront donc contre. *(Applaudissements sur les travées communistes.)*

M. le président. La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, ce projet de loi de finances rectificative traduit très objectivement l'incidence du ralentissement de l'activité économique dans les comptes de l'Etat.

Ainsi, avec les 93 milliards de francs de moins-values fiscales, les 10 milliards de francs supplémentaires pour le service de la dette, et quelques recettes complémentaires pour un montant de 20 milliards de francs, au total, la moins-value de ressources nette s'élève à 67 milliards de francs.

Les charges nouvelles ont été analysées par M. le ministre. Je noterai : 5 milliards de francs pour les opérations militaires menées sous l'égide de l'ONU en Yougoslavie et au Cambodge, l'accord salarial de la fonction publique, les indemnisations « sida », 10 milliards de francs pour l'emploi des jeunes et des chômeurs de longue durée, 2 milliards de francs pour le BAPSA, 1,5 milliard de francs de plus pour la dotation globale de fonctionnement.

Compte tenu des moins-values fiscales et des crédits nouveaux non compensés intégralement, le déficit s'établira - cela a été dit - à quelque 184 milliards de francs, soit 2,6 p. 100 du produit intérieur brut.

Si l'on y ajoute le déficit du budget social, en particulier de l'assurance vieillesse et des ASSEDIC, le déficit public atteindra environ 3 p. 100 du produit intérieur brut, pourcentage limite pour intégrer l'Union européenne et passer à la monnaie unique.

Cette évolution du déficit focalise tous les commentaires. Les vôtres, monsieur Poncelet, sont des critiques. Vous prenez argument de cette situation pour décrire une économie française aux abois.

Je ne reprendrai pas vos propos, ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier. Il faut leur opposer une réalité qui est appréciée et reconnue à l'échelon international, et ce sans faire l'impasse sur les difficultés.

L'inflation est maîtrisée ; notre déficit est parfaitement contrôlé, comparé à celui qui est constaté dans la plupart des pays industrialisés ; notre compétitivité s'est améliorée ; nos exportations gagnent du terrain ; notre balance commerciale est excédentaire ; nous connaîtrons même, en 1992, un taux de croissance meilleur que celui des autres pays.

C'est d'ailleurs pour l'ensemble de ces raisons que la spéculation contre le franc a, jusqu'à présent, échoué.

Les points noirs sont connus.

C'est d'abord le chômage, et je reprendrai les propositions que nous avons présentées au cours de la discussion générale du projet de loi de finances pour 1993.

Sans doute convient-il de diminuer le taux des cotisations sociales sur les emplois les moins qualifiés, d'aider davantage le travail que l'inactivité, de ne pas faire l'impasse sur la diminution du temps de travail et d'évaluer les conséquences financières exactes de cette opération, de maîtriser les effets pervers d'une certaine protection sociale.

S'agissant de l'opération liée aux chômeurs de longue durée, je reconnais, monsieur Poncelet, que l'objectif n'a pas été atteint mais, malgré tout, 250 000 personnes ont retrouvé un emploi. Certes, nous sommes loin du chiffre des 900 000, mais ne négligeons pas cette réalité difficile à gérer.

Il est vrai aussi que cette situation générale a pour conséquence des investissements insuffisants. Tout cela, en effet, n'est pas négligeable.

Nous avons proposé des solutions : le plan PME-PMI, l'initiative de croissance européenne, la baisse des taux d'intérêt.

Les chefs d'entreprise français ont eu et ont encore entre les mains des atouts. Notamment, les coûts salariaux dans notre pays sont inférieurs à la plupart des coûts salariaux constatés chez nos principaux concurrents. Que le salaire direct plus le salaire indirect, c'est-à-dire le coût salarial, soient inférieurs en France, c'est bien l'essentiel.

A chacun son travail. L'Etat met à la disposition des chefs d'entreprise un cadre d'action ; à ces derniers de s'en servir.

Mon commentaire et celui de mes collègues du groupe socialiste sur le déficit est le suivant.

Dans un environnement international morose, difficile, nous pensons qu'il n'aurait pas été judicieux de comprimer le déficit par une réduction des dépenses aggravant le ralentissement de l'activité.

D'ailleurs, ce jugement n'échappe pas à tous vos amis, monsieur le président de la commission des finances. Je me permets de citer un de vos voisins, un Vosgien, maire d'Epinal, M. Seguin, qui, dans un quotidien, déclarait voilà deux jours : « Je ne pense pas que l'on puisse raisonnablement, dès lors que l'on veut s'attaquer à la crise, grave, que traverse la France, faire de la baisse de l'impôt, de la réduction de la charge fiscale et de la charge sociale un objectif pour 1993 et 1995. »

N'est-ce pas aussi M. Monory, notre président, qui, interrogé sur les fameuses économies à réaliser « constitutives du fameux train de vie de l'Etat », déclarait avec sa franchise coutumière : « Si vous me faites parler sur chaque catégorie, vous allez tous les faire descendre dans la rue. »

Je pourrais continuer et relever vos incertitudes et vos contradictions.

De tous vos propos, je déduis qu'il vous est bien difficile de préciser votre politique en matière de dépenses publiques, de déficit budgétaire et de prélèvements obligatoires.

Bien sûr, M. le rapporteur général a conclu son intervention en adressant, nous a-t-il dit, des « clignotants » au pays - plutôt à son électorat d'ailleurs - puisque, mis à part l'amendement relatif à cette dotation en faveur de l'aménagement du territoire, toutes ses autres propositions vont dans le même sens. Ce sont donc des clignotants très orientés, très traditionnels, conformes aux propositions que la droite formule habituellement.

Vous parlez de l'avenir, aujourd'hui, sur le budget de 1992, qui est quasiment passé - nous sommes le 19 décembre depuis quelques heures - alors que vous pouviez saisir l'occasion de l'examen du projet de budget pour 1993 pour présenter vos propositions...

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Nous l'avons fait !

M. Jean-Pierre Masseret. Votre attitude, permettez-moi de le souligner, est une attitude tactique.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Nous avons fait des propositions !

M. Jean-Pierre Masseret. Mes collègues du groupe socialiste et moi-même avons soutenu, tout au long de la législature, le Gouvernement, parce que le Gouvernement a refusé de céder aux pressions des politiques libérales qui sont effectivement dominantes aujourd'hui, politiques libérales dont on connaît les conséquences désastreuses : c'est l'exclusion sociale généralisée.

J'ai beaucoup apprécié, au demeurant, l'exposé final de M. le président de la commission des finances, qui nous a parlé de la nécessaire cohésion sociale, du progrès social, du juste partage. Je n'ai ni vu ni entendu tout cela dans le passé ! Si, à l'avenir, vous avez en charge les responsabilités du gouvernement, je ne le verrai certainement pas davantage, monsieur Poncelet.

Dans le contexte difficile que nous connaissons - économie de marché, économie ouverte et mondialisée, domination du modèle financier, capitalisme un peu triomphant, un modèle d'économie administrée complètement effondré, une incertitude généralisée - le Gouvernement, les socialistes ont voulu tenir les deux bouts de la chaîne.

L'efficacité économique est nécessaire parce que nous sommes dans une compétition. La France doit avoir sa place dans celle-ci et rester dans le peloton de tête ; cela implique de prendre un certain nombre de mesures qui sont mal perçues sur le terrain parce qu'elles font appel à des efforts partagés par tous les Français.

Mais il faut aussi avoir le souci de maintenir la cohésion sociale. Or, ce qui la met en péril, ce n'est pas la politique des socialistes, ce n'est pas la politique que vous critiquez, ce sont vos propositions, vos conceptions, vos intentions, vos projets, c'est la pression de votre idéologie : moins d'impôts, moins de contraintes, moins de charges.

Vaste débat, il est ouvert traditionnellement entre nous. Nous sommes au début d'une campagne électorale, nous aurons sur le terrain, dans nos circonscriptions, dans nos départements, à argumenter les uns et les autres. Ensuite, les Français, très démocratiquement, choisiront.

En tout cas, pour conclure, je renouvelle, avec mes amis du groupe socialiste, mon soutien au Gouvernement. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. La parole est à M. Caron.

M. Paul Caron. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi de finances rectificative que nous examinons aujourd'hui traduit incontestablement une brutale et profonde détérioration de nos finances publiques - 93 milliards de francs de moins-values fiscales - soit 6 p. 100 des recettes pévues, près de 24 milliards de francs d'augmentation des dépenses, une explosion du déficit budgétaire, qui fait plus que doubler, passant de 89,9 milliards de francs à 184,1 milliards de francs, et encore ce chiffre risque-t-il d'être largement dépassé lorsque nous examinerons le projet de loi de règlement pour 1992.

Compte tenu de cette situation pour le moins préoccupante et des perspectives, à l'évidence peu réjouissantes pour 1993, le redressement de nos finances publiques sera long et difficile.

Une telle situation s'explique, bien évidemment, par des prévisions économiques exagérément optimistes que nous avions très largement dénoncées lors de l'examen du projet de loi de finances pour 1992.

Le taux de croissance était « surdimensionné », les estimations fiscales pour 1991 insuffisamment corrigées : de ce fait, les erreurs de prévision pour 1992 ont été fortement amplifiées.

Le doublement du déficit budgétaire, inscrit dans ce projet de loi de finances rectificative, entraînera inévitablement une augmentation considérable des besoins de financement du Trésor. Cela réduira encore un peu plus les disponibilités du marché financier, poussera les taux d'intérêt à la hausse et ne manquera pas de contrarier la relance des investissements, pourtant indispensable.

A moyen terme, cette augmentation considérable des besoins d'emprunts va accroître encore le poids déjà excessif de la dette publique. Celle-ci aura été quasiment multipliée par cinq en dix ans et devrait encore augmenter de 10 p. 100 au cours des prochaines années, ce qui rend plausible le chiffre de 240 à 250 milliards de francs de service de la dette envisagé par la commission des finances pour 1993.

Vous pouvez observer, monsieur le ministre, que le déficit budgétaire ne représentant que 2,6 p. 100 de notre produit intérieur brut, soit moins que chez nos principaux partenaires, la norme de 3 p. 100 prévue dans le traité de Maastricht ne sera pas atteinte. Mais, en réalité, si l'on ajoute au déficit de l'Etat celui des collectivités territoriales et des régimes sociaux, ce seuil est d'ores et déjà atteint. Il sera même, hélas ! très largement dépassé en 1993, si la loi de finances quelque peu surréaliste que vous nous avez présentée devait être exécutée dans de mauvaises conditions.

Je constate, en effet, que indépendamment des critiques formulées par le Sénat à l'endroit du projet de loi de finances pour 1993, le Conseil économique et social, lui aussi, a jugé bien trop optimiste l'analyse du Gouvernement quant aux perspectives d'évolution prochaine du contexte économique international, évolution qui sera marquée tout à la fois par une accélération de la croissance des pays industrialisés, par un nouveau recul de l'inflation et par une légère progression du commerce mondial.

Ainsi, l'hypothèse retenue par le Gouvernement d'un taux de croissance de 2,6 p. 100 en 1993 est apparue peu vraisemblable au Conseil économique et social, en raison des perspectives peu favorables concernant les trois moteurs potentiels de la croissance, à savoir les exportations, la consommation des ménages et les investissements des entreprises.

Le Conseil économique et social a également mis l'accent sur l'ampleur du problème du financement de la protection sociale, estimant qu'en l'absence de mesures de redressement les besoins de financement cumulés du régime général pourraient atteindre 35 milliards de francs à la fin de 1992 et 50 milliards de francs à la fin de 1993.

Il a jugé probable la poursuite de l'aggravation du chômage, en raison de la persistance de ses causes structurelles que constituent la croissance de la population en âge de travailler et les gains de productivité réalisés dans l'industrie.

Il a également estimé que le dérapage du déficit budgétaire que nous sommes en train de déplorer pour 1992, du fait de la surévaluation des recettes en loi de finances initiale et qui s'est traduit en exécution par un doublement du déficit prévisionnel, risquait de se reproduire en 1993 pour les mêmes raisons.

Le groupe de l'union centriste s'était opposé à l'adoption du projet de loi de finances pour 1992. Or, par ce projet de loi de finances rectificative, on nous demande, non seulement d'accorder des ouvertures de crédits supplémentaires, de constater de considérables baisses de recettes et l'augmentation non moins considérable du déficit budgétaire, mais également d'approuver la gestion budgétaire du Gouvernement qui s'est, en réalité, sensiblement dégradée depuis cinq ans. Nous nous refusons, pour notre part, à nous associer à une telle démarche et ne pouvons donc voter ce projet de loi en l'état. *(M. le président de la commission des finances et M. le rapporteur général applaudissent.)*

M. le président. Personne ne demande plus la parole dans la discussion générale ?...

La discussion générale est close.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Monsieur le président, j'adresserai brièvement quelques éléments de réponse à M. le rapporteur général et à M. le président de la commission des finances, ainsi qu'aux différents intervenants qui se sont exprimés.

Monsieur le rapporteur général, vous m'avez demandé pourquoi un collectif ne vous avait pas été soumis plus tôt. Je vous répondrai que cela n'était pas nécessaire. En effet, le Gouvernement n'avait pas à demander l'inscription de crédits supplémentaires et les recettes étaient moins connues voilà quelques mois qu'elles ne le sont aujourd'hui. En outre, le Parlement a reçu le rapport en temps voulu. Par conséquent, aucune opportunité ne justifiait un collectif plus précoce.

Par ailleurs, je souhaiterais apporter une correction, puisque vous prétendez que le Gouvernement ne respecte pas, ou n'a pas prévu de respecter, l'accord salarial. Monsieur le rapporteur général, si le Gouvernement ne le respectait pas, il ne rémunérerait pas les fonctionnaires au mois de décembre. Je vous donne donc rendez-vous à la fin de ce mois !

Je m'attarderai surtout sur les propos tenus par M. le président de la commission des finances, propos relevés fort opportunément par M. Masseret.

Monsieur Poncelet, vous avez essentiellement centré votre intervention sur le déficit budgétaire. Je ne reprendrai pas ici le débat que nous avons eu à l'occasion de l'examen de la première partie de la loi de finances initiale. Je dirai simplement que, comme vous-même, le Gouvernement ne peut que constater le ralentissement de l'économie mondiale. Il ne s'agit pas là d'une découverte ; c'est malheureusement, un constat dressé par les organismes de prévisions, qui nous annoncent, pour le début de l'année 1993, une croissance ne répondait pas, à l'évidence, à nos espérances. Espérons qu'ils se trompent, ainsi que cela leur arrive parfois !

Je l'ai déjà dit devant vous, et je veux le répéter : affirmer que 1,6 p. 100 de croissance, comme l'annonce l'OCDE, ou 1 p. 100, comme le prévoit l'INSEE, est, pour l'économie française, une perspective peu réjouissante ne suffit pas, monsieur Poncelet. Encore faut-il ajouter que, selon les mêmes organismes de prévisions, la France, avec un taux de croissance de 1,6 p. 100, sera la mieux placée parmi les pays industrialisés. Dès lors, toute votre argumentation va à vau-l'eau, monsieur Poncelet !

En effet, vous reprochez au Gouvernement de ne pas mieux maîtriser ses dépenses publiques, mais alors je réitère la question que je pose depuis un mois et demi à l'opposition : quelles sont les dépenses publiques que vous voulez réduire ? A l'Assemblée nationale, le débat s'est poursuivi jusqu'à la fin ; au Sénat il a été interrompu. Or, ce sont plus de 50 milliards de francs de dépenses publiques supplémentaires que m'ont demandés les élus de l'opposition, mais pas un seul instant, bien entendu, ils n'ont proposé une quelconque économie ou l'accroissement de la moindre recette !

Vous nous reprochez certaines dépenses publiques. S'agit-il de celles qui sont relatives à l'éducation nationale, à la sécurité, à l'aménagement du territoire ou à l'agriculture ? A cela, il vous faut répondre par oui ou par non.

Le Gouvernement a choisi - et il l'assume - dans une conjoncture difficile, un déficit qui, effectivement, a ses limites. Mais, si l'on veut parler d'un « mini-plan » de relance, monsieur le rapporteur général, il faut l'évoquer lors de l'examen de la loi de finances initiale, et non pas en fin d'année, au moment du collectif. En outre, ce plan de relance est-il gratuit ou creuse-t-il le déficit ?

S'agissant du déficit, dans l'époque difficile que nous traversons, monsieur Vizet, je partage sur le chômage les mêmes inquiétudes que vous et je connais les difficultés des uns et des autres.

Dans une telle situation, on n'a pas le droit, me semble-t-il, de dépeindre son pays sous un jour qui n'est pas le sien ! Le déficit moyen des pays européens s'élève aujourd'hui à plus de 5 p. 100, celui de la Grande-Bretagne étant annoncé, pour 1993, à 6,7 p. 100.

Certes, on peut critiquer une politique, on peut la dénoncer, on peut ne pas avoir les mêmes objectifs, les mêmes perspectives, on peut souhaiter, pour la santé ou l'éducation nationale, une autre démarche. Mais dénoncer le Gouvernement et sa politique économique, en prenant prétexte d'un déficit budgétaire, alors que le déficit de la France atteint - en pourcentage - la moitié de celui des pays industrialisés - seuls le Luxembourg et le Danemark ont des déficits plus faibles - est, selon moi, tout à fait excessif !

Voilà ce que je voulais dire, mesdames, messieurs les sénateurs, avant que nous passions à la discussion des articles.

Des difficultés existent, le Gouvernement en est conscient. Toutefois, les Français doivent savoir que ceux qui font des prévisions - je l'ai rappelé tout à l'heure - font état, pour notre pays, d'une situation économique meilleure que celle de nos partenaires. Bien sûr, il n'y a pas lieu de s'en réjouir, mais ce n'est pas le moment de dénoncer le Gouvernement comme étant responsable de l'incurie des dépenses publiques et des déficits, alors que c'est lui qui, de toute l'Europe, et grâce à l'effort des Français, obtient les meilleurs résultats. *(Applaudissement sur les travées socialistes.)*

M. Robert Vizet. Avec un maximum de chômage !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Je voudrais poser une question à M. le ministre du budget. Dans le contexte difficile que nous connaissons aujourd'hui, alors qu'il est nécessaire de relancer notre industrie, considérez-vous que la dépense importante en vue de la réalisation de la Très grande bibliothèque - soit 7 milliards de francs de coût initial, avec une pénalisation permanente de un milliard de francs de frais de fonctionnement - devait être considérée comme une priorité ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je vais vous répondre, monsieur Poncelet. Au moment où l'on constate une crise du bâtiment et où chacun - notamment l'opposition - demande une relance dans ce domaine, si vous voulez supprimer 7 milliards de francs de travaux publics, faites-le !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Faites des logements sociaux pour 7 milliards de francs et je dirai bravo ! Nous en avons tellement besoin !

M. Pierre Laffitte. Et dans toute la France !

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Cent cinquante milliards de francs ont été inscrits pour le logement au budget de 1993 et 80 000 PLA ont été créés, alors qu'en 1987 et 1988 il n'y en avait que 50 000 !

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il n'y a plus de livret A !

M. le président. J'informe le Sénat que la commission des finances m'a fait connaître qu'elle a d'ores et déjà procédé à la désignation des candidats qu'elle présentera si le Gouvernement demande la réunion d'une commission mixte paritaire en vue de proposer un texte sur le projet de loi actuellement en discussion.

Ces candidatures ont été affichées pour permettre le respect du délai réglementaire.

La nomination des représentants du Sénat à la commission mixte paritaire pourrait ainsi avoir lieu aussitôt après le vote sur l'ensemble du projet de loi, si le Gouvernement formulait effectivement sa demande.

Nous passons à la discussion des articles.

PREMIÈRE PARTIE

CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ÉQUILIBRE FINANCIER

Article 1er

M. le président. « Art. 1er. - I. - Les acquisitions en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, à des fins autres que la revente, de voitures particulières neuves équipées d'un moteur à essence d'une cylindrée n'excédant pas 2 000 cm³ et d'un pot catalytique, conformes aux normes communautaires de la directive n° 91/441/CEE du 26 juin 1991 du Conseil des communautés européennes, ouvrent droit à une aide de l'Etat d'un montant de 2 000 F par véhicule lorsque l'immatriculation consécutive à ces acquisitions intervient dans une série normale française entre le 1er octobre et le 31 décembre 1992.

« II. - En France métropolitaine et dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion, l'aide est accordée au profit de l'acquéreur final, au nom de l'Etat et sous leur responsabilité, par les constructeurs et importateurs des véhicules automobiles. En contrepartie, sur justificatifs, ces derniers imputent sur le montant de la taxe sur la valeur ajoutée due mensuellement sur leurs opérations réalisées entre les mois de septembre et décembre 1992 le montant de l'aide ainsi accordée. L'aide dont le montant ne peut pas être imputé, peut faire l'objet d'un remboursement dans les conditions et selon les modalités prévues au 3 de l'article 271 du code général des impôts.

« Le montant de l'aide doit apparaître expressément sur la facture délivrée à l'acquéreur final.

« En cas de non-respect des conditions d'octroi de l'aide, son montant est restituable à l'Etat par les constructeurs ou les importateurs.

« Le montant des imputations effectuées ou des remboursements obtenus en application de cette disposition par les constructeurs et les importateurs des véhicules automobiles est contrôlé selon les règles, garanties et sanctions applicables en matière de taxe sur la valeur ajoutée.

« III. - Pour la Guyane, l'aide mentionnée au I est accordée directement à l'acquéreur final des véhicules concernés par cette mesure sur présentation d'une demande déposée auprès du comptable du Trésor chargé du recouvrement des impôts directs du lieu d'imposition.

« IV. - Pour la détermination des résultats d'une entreprise, l'aide prévue au I n'est comprise ni dans les résultats ni dans le coût d'acquisition du véhicule. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1er.

(L'article 1er est adopté.)

Articles 2 et 3

M. le président. « Art. 2. - Il est institué pour 1992 au profit du budget de l'Etat un prélèvement exceptionnel de 37 millions de francs sur la trésorerie de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. » - *(Adopté.)*

« Art. 3. - I. - Le deuxième alinéa du I de l'article 1618 *octies* du code général des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les montants de cette taxe s'établissent comme suit, en francs par tonne :

« Pour le blé tendre : 9,30 F ;
« Pour le blé dur : 15,55 F ;
« Pour l'orge : 8,85 F ;
« Pour le seigle : 9,30 F ;
« Pour le maïs : 8,35 F ;
« Pour l'avoine : 10,25 F ;
« Pour le sorgho : 8,85 F ;
« Pour le triticale : 9,30 F. »

« II. - Le deuxième alinéa de l'article 1618 *nonies* du code général des impôts est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le montant de cette taxe est fixé à 19,75 F par tonne de colza et de navette et à 23,70 F par tonne de tournesol. »

« III. - Ces montants s'appliquent à compter de la campagne 1992-1993. » - *(Adopté.)*

Article 4 et état A

M. le président. « Art. 4. - L'ajustement des recettes tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et le supplément de charges du budget de l'Etat pour 1992 sont fixés ainsi qu'il suit :

(En millions de francs.)

	RESSOURCES		DÉPENSES ordinaires civiles	DÉPENSES civiles en capital	DÉPENSES militaires	TOTAL des dépenses à caractère définitif	PLAFOND des charges à caractère temporaire	SOLDE
A. – *Opérations à caractère définitif*								
Budget général								
Ressources brutes	– 52 201	Dépenses brutes	46 459					
A déduire :		*A déduire :*						
Remboursements et dégrèvements d'impôts	14 980	Remboursements et dégrèvements d'impôts	14 980					
Ressources nettes	– 67 181	Dépenses nettes	31 479	– 848	– 3 159	27 472		
Comptes d'affectation spéciale	172		– 328	»	»	– 328		
Totaux du budget général et des comptes d'affectation spéciale	– 67 009		31 151	– 848	– 3 159	27 144		
Budgets annexes								
Imprimerie nationale	»		»	»		»		
Journaux officiels	»		»	»		»		
Légion d'honneur	– 2		»	– 2		– 2		
Ordre de la Libération	»		»	»		»		
Monnaies et médailles	»		»	»		»		
Aviation civile	»		»	»		»		
Prestations sociales agricoles	»		»	»		»		
Totaux des budgets annexes	– 2		»	– 2		– 2		
Solde des opérations définitives de l'Etat (A)								– 94 153
B. – *Opérations à caractère temporaire*								
Comptes spéciaux du Trésor								
Comptes d'affectation spéciale	»						»	
Comptes de prêts	»						20	
Comptes d'avances	»						»	
Comptes de commerce (solde)	»						»	
Comptes d'opérations monétaires (solde)	»						»	
Comptes de règlement avec les gouvernements étrangers (solde)	»						»	
Totaux (B)	»						20	
Solde des opérations temporaires de l'Etat (B)								– 20
Solde général (A + B)								– 94 173

Je donne lecture de l'état A :

ÉTAT A

Tableau des voies et moyens applicables au budget de 1992

I. - BUDGET GÉNÉRAL

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	RÉVISION DES ÉVALUATIONS pour 1992 (en milliers de francs)
	A. - RECETTES FISCALES	
	1. PRODUIT DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES	
01	Impôt sur le revenu	- 4 440 000
02	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	+ 1 700 000
03	Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	- 500 000
04	Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers	- 3 460 000
05	Impôt sur les sociétés	- 26 850 000
06	Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi nº 63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	- 75 000
07	Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi nº 65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	- 625 000
08	Impôt de solidarité sur la fortune	+ 200 000
10	Prélèvements sur les entreprises d'assurance	- 170 000
11	Taxe sur les salaires	- 600 000
13	Taxe d'apprentissage	- 25 000
14	Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	- 20 000
15	Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	- 130 000
17	Contribution des institutions financières	- 155 000
19	Recettes diverses	+ 75 000
	Totaux pour le 1	- 35 075 000
	2. PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT	
21	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	- 225 000
22	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	- 720 000
23	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	- 15 000
24	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	- 5 000
25	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	- 180 000
26	Mutations à titre gratuit par décès	- 2 000 000
31	Autres conventions et actes civils	+ 690 000
32	Actes judiciaires et extrajudiciaires	- 40 000
33	Taxe de publicité foncière	- 40 000
34	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	- 350 000
36	Taxe additionnelle au droit de bail	+ 130 000
39	Recettes diverses et pénalités	- 85 000
	Totaux pour le 2	- 2 840 000
	3. PRODUIT DU TIMBRE ET DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE	
41	Timbre unique	- 298 000
44	Taxe sur les véhicules des sociétés	- 150 000
45	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	- 310 000
46	Contrats de transport	- 70 000
47	Permis de chasser	- 8 000
51	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs	- 260 000
59	Recettes diverses et pénalités	+ 130 000
	Totaux pour le 3	- 966 000
	4. DROITS D'IMPORTATION, TAXE INTÉRIEURE SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ET DIVERS PRODUITS DE DOUANES	
61	Droits d'importation	- 600 000
63	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	+ 590 000
64	Autres taxes intérieures	- 1 000
65	Autres droits et recettes accessoires	- 30 000
66	Amendes et confiscations	- 89 000
	Totaux pour le 4	- 130 000
	5. PRODUIT DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE	
71	Taxe sur la valeur ajoutée	- 37 287 000
	6. PRODUIT DES CONTRIBUTIONS INDIRECTES	
81	Droits de consommation sur les tabacs et taxe sur les allumettes et les briquets	- 1 858 000
82	Vins, cidres, poirés et hydromels	- 10 000
83	Droits de consommation sur les alcools	- 300 000
	Totaux pour le 6	- 2 168 000

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	RÉVISION DES ÉVALUATIONS pour 1992 (en milliers de francs)	
	7. PRODUIT DES AUTRES TAXES INDIRECTES		
97	Cotisation à la production sur les sucres	-	140 000
	B. - RECETTES NON FISCALES		
	1. EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS À CARACTÈRE FINANCIER		
110	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	-	2 270 000
111	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	+	728 300
114	Produits des jeux exploités par La Française des jeux	+	1 505 000
116	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	-	109 000
121	Versement de France Télécom en application de l'article 19 de la loi du 2 juillet 1990	+	72 500
	Totaux pour le 1	-	73 200
	2. PRODUITS ET REVENUS DU DOMAINE DE L'ÉTAT		
201	Versement de l'Office national des forêts au budget général	+	31 800
203	Recettes des établissements pénitentiaires	-	2 800
204	Recettes des établissements d'éducation surveillée	-	200
206	Redevances de route et d'approche perçues sur les usagers de l'espace aérien	+	7 500
207	Produits et revenus du domaine encaissés par les comptables des impôts	+	250 000
210	Produit de la cession du capital d'entreprises appartenant à l'Etat	+	9 264 700
299	Produits et revenus divers	+	1 611 000
	Totaux pour le 2	+	11 162 000
	3. TAXES, REDEVANCES ET RECETTES ASSIMILÉES		
303	Taxes et redevances assises par le service des instruments de mesure	+	15 000
308	Frais de contrôle des établissements classés pour la protection de l'environnement	-	21 000
309	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis ou perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes	-	218 000
311	Produits ordinaires des recettes des finances	+	1 000
312	Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	+	30 000
313	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires et des pénalités affligées pour infraction à la législation sur les prix	-	230 000
314	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907	-	160 000
315	Prélèvement sur le pari mutuel	-	300 000
316	Contribution aux frais de contrôle et de surveillance de l'Etat en matière d'assurances (application de l'ordonnance du 29 septembre 1945) et aux frais de fonctionnement du Conseil national des assurances	+	11 800
321	Taxes annuelles applicables aux spécialités pharmaceutiques	+	150
322	Droit fixe d'autorisation de mise sur le marché de spécialités pharmaceutiques à usage vétérinaire	+	100
323	Droits d'inscription pour les examens organisés par les différents ministères, droits de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	+	1 000
325	Cotisation perçue au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	+	50 000
326	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	+	220 000
330	Recettes diverses des receveurs des douanes	-	10 000
334	Taxe de défrichement des surfaces en nature de bois ou de forêts	-	5 000
335	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5, dernier alinéa, de l'ordonnance n° 45-14 du 6 janvier 1945	-	7 000
338	Taxe de sûreté sur les aérodromes	+	30 000
399	Taxes et redevances diverses	+	46 400
	Totaux pour le 3	-	545 550
	4. INTÉRÊTS DES AVANCES, DES PRÊTS ET DOTATIONS EN CAPITAL		
408	Intérêts sur obligations cautionnées	-	16 000
499	Intérêts divers	+	965 000
	Totaux pour le 4	+	949 000
	5. RETENUES ET COTISATIONS SOCIALES AU PROFIT DE L'ÉTAT		
501	Retenues pour pensions civiles et militaires (part agent)	-	387 000
505	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	+	49 000
506	Recettes diverses des services extérieurs du Trésor	+	2 000
	Totaux pour le 5	-	336 000
	6. RECETTES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR		
604	Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	-	72 000
607	Autres versements des Communautés européennes	+	57 100
	Totaux pour le 6	-	14 900

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	RÉVISION DES ÉVALUATIONS pour 1992 (en milliers de francs)	
	7. OPÉRATIONS ENTRE ADMINISTRATIONS ET SERVICES PUBLICS		
705	Participation des collectivités parisiennes (Paris, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne) aux dépenses de personnels étatisés des enseignements spéciaux	+	300
710	Remboursement par certains comptes spéciaux de diverses dépenses leur incombant	+	500
	Totaux pour le 7	+	800
	8. DIVERS		
801	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction	-	1 000
802	Recouvrements poursuivis par l'agent judiciaire du Trésor. - Recettes sur débets non compris dans l'actif de l'administration des finances	-	5 000
803	Remboursements de frais de scolarité, de pension et de trousseau par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat	+	700
804	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	+	3 000
805	Recettes accidentelles à différents titres	+	350 000
806	Recettes en atténuation des charges de la dette et des frais de trésorerie	+	4 400 000
807	Reversements de la Banque française du commerce extérieur	+	12 000
809	Recettes accessoires sur les dépenses obligatoires d'aide sociale et de santé	-	6 000
810	Ecrêtement des recettes transférées aux collectivités locales (loi du 7 janvier 1983 modifiée)	+	1 625 531
814	Remboursement par la Caisse des dépôts et consignations des avances accordées par l'Etat pour l'attribution de prêts locatifs aidés	-	38 400
899	Recettes diverses	+	2 678 000
	Totaux pour le 8	+	9 018 831
	1. *Fonds de concours et recettes assimilées*		
	D. - PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT		
	1. *Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales*		
02	Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	-	100 700
03	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	+	12 759
04	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	-	205 883
05	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-	1 312 344
07	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations de taxe d'habitation et de taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties	+	600 000
	Totaux pour le 1	-	1 006 168
	2. *Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes*		
01	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	+	7 250 000
	RÉCAPITULATION GÉNÉRALE		
	A. - RECETTES FISCALES		
	1. Produit des impôts directs et taxes assimilées	-	35 075 000
	2. Produit de l'enregistrement	-	2 840 000
	3. Produit du timbre et de l'impôt sur les opérations de bourse	-	966 000
	4. Droits d'importation, taxe intérieure sur les produits pétroliers et divers produits de douanes	-	130 000
	5. Produit de la taxe sur la valeur ajoutée	-	37 287 000
	6. Produit des contributions indirectes	-	2 168 000
	7. Produit des autres taxes indirectes	-	140 000
	Totaux pour la partie A	-	78 606 000
	B. - RECETTES NON FISCALES		
	1. Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	-	73 200
	2. Produits et revenus du domaine de l'Etat	+	11 162 000
	3. Taxes, redevances et recettes assimilées	-	545 550
	4. Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	+	949 000
	5. Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	-	336 000
	6. Recettes provenant de l'extérieur	-	14 900
	7. Opérations entre administrations et services publics	+	800
	8. Divers	+	9 018 831
	Totaux pour la partie B	+	20 160 981
	D. - PRÉLÈVEMENTS SUR LES RECETTES DE L'ÉTAT		
	1. Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	-	1 006 168
	2. Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des Communautés européennes	+	7 250 000
	Totaux pour la partie D	+	6 243 832
	Total général	-	52 201 187

II. - BUDGETS ANNEXES

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	RÉVISION DES ÉVALUATIONS pour 1992 (en francs)
	Légion d'honneur	
	1re SECTION. - EXPLOITATION	
74-00	Subventions	- 1 528 113
	Total recettes nettes	- 1 528 113
	Aviation civile	
	1re SECTION. - EXPLOITATION	
70-05	Prestations de services	21 480 000
74-00	Subvention d'exploitation	- 21 480 000
	Total recettes nettes	»
	Prestations sociales agricoles	
	1re SECTION. - EXPLOITATION	
70-11	Taxe sur les céréales	- 36 000 000
70-19	Cotisation incluse dans la taxe sur la valeur ajoutée	- 693 000 000
70-23	Versements à intervenir au titre de la compensation des charges entre les régimes de base de sécurité sociale obligatoires	- 1 247 000 000
70-26	Subvention du budget général : solde	1 976 000 000
	Total recettes nettes	»

III. - COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE

NUMÉRO de la ligne	DÉSIGNATION DES RECETTES	RÉVISION DES ÉVALUATIONS pour 1992 (en francs)
	Compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision	
1	Produit de la redevance	171 800 000
	Total pour les comptes d'affectation spéciale	171 800 000

Je vais mettre aux voix l'ensemble de l'article 4 et de l'état A annexé.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Monsieur le président, je demande au Sénat de se prononcer par scrutin public.

M. Robert Vizet. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, par cet article d'équilibre de la loi de finances rectificative pour 1992, c'est toute la politique dite de désinflation compétitive qu'il s'agit de faire adopter.

Comment cela se traduit-il aujourd'hui ? Nous constatons une hausse massive du chômage. Des milliers de licenciements sont prévus. Le déficit a doublé entre la loi de finances initiale et le collectif d'aujourd'hui. Les collectivités territoriales sont confrontées à des difficultés financières.

A ce titre, comment ne pas souligner le véritable hold-up commis envers la CNRACL qui se répercute sur les finances des collectivités locales et des hôpitaux ?

Notre rapporteur général, Jean Arthuis, explique que « si la CNRACL veut conserver un montant de réserves qui lui permette d'assurer entre trois et quatre mois de prestations, elle devra anticiper dès 1993 le relèvement de ses cotisations ». Il va même jusqu'à prévoir une majoration des taux de cotisation de 2,8 p. 100 en 1994.

Je souhaite lui poser une question précise : a-t-il des suggestions pour éviter en 1994 cette augmentation de cotisations préjudiciable aux collectivités territoriales ?

Ainsi, aux transferts de charges de l'Etat sur les communes, s'ajoute aujourd'hui le transfert de ressources des communes vers le budget de l'Etat. Vous avouerez que c'est tout de même difficile à comprendre. En tout cas, là encore, les collectivités territoriales sont mises à contribution.

La législature qui s'achève n'a pourtant pas été défavorable pour tous. Les détenteurs de titres spéculatifs le savent bien. Oui, on doit s'indigner que la Bourse flambe et que les revenus du capital explosent, alors même que les difficultés s'accroissent dans notre pays.

Pour notre part, nous pensons que la solution réside dans la valorisation du travail, dans la relance de la production nationale assise sur une fiscalité plus juste, une fiscalité qui avantage les créateurs de richesses et pénalisent les tenants de l'argent facile, de l'argent, comme l'a dit un jour M. le Président de la République, que certains gagnent en dormant.

C'est pourquoi les sénateurs communistes et apparenté voteront contre cet article d'équilibre.

M. Emmanuel Hamel. Nous, on ne dort pas !

M. Jean-Pierre Masseret. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste ne participera pas au vote.

J'ai dénoncé tout à l'heure l'opération purement tacticienne de la majorité sénatoriale qui, après avoir refusé le débat sur la loi de finances pour 1993, voulait utiliser la loi de finances rectificative pour 1992 pour avancer ses propositions.

Le groupe socialiste n'est pas là pour faire la courte échelle à la majorité de droite du Sénat. Si celle-ci veut poursuivre la discussion, elle n'a qu'à approuver l'article d'équilibre !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 4 et de l'état A annexé.

Je suis saisi d'une demande de scrutin public émanant du Gouvernement.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 42 :

Nombre des votants	154
Nombre des suffrages exprimés	113
Majorité absolue des suffrages exprimés	57
Pour l'adoption	96
Contre	17

Le Sénat a adopté.

M. Jean-Pierre Masseret. Le Sénat a approuvé le déficit après l'avoir critiqué. C'est tout de même superbe !

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je voudrais brièvement remercier la majorité sénatoriale de son vote. J'ai entendu de nombreuses critiques au début de cette soirée. Je constate qu'au terme de ce vote le Sénat, à une très forte majorité des suffrages exprimés, a donné quitus ou, en tout cas, approuvé le constat que j'avais présenté lors de la discussion générale !

M. Emmanuel Hamel. C'est votre interprétation !

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je rappellerai à M. le ministre les propos que j'ai tenus lors de la discussion générale. J'ai dit que notre vote était la conséquence d'un constat. Il n'est pas un quitus. Nous sommes à quelques jours de la fin de l'année 1992, et, en aucune façon, nous n'approuvons votre gestion.

Nous constatons que le déficit s'élèvera à au moins 184 milliards de francs. J'ai dit aussi qu'il pourrait bien être supérieur à 200 milliards de francs.

J'ai déclaré que nous souhaitions examiner la deuxième partie de la loi de finances. Monsieur le ministre, puis-je vous faire observer que, si nous avions rejeté l'article d'équilibre, la discussion se serait arrêtée instantanément ? Le Conseil constitutionnel l'a d'ailleurs confirmé.

Nous voulons examiner la deuxième partie de la loi de finances, car elle comprend de nombreux articles relatifs à l'harmonisation européenne, et nous sommes à quelques jours de l'entrée en vigueur du marché unique, le 1er janvier 1993. Vous avez également introduit quelques mesures que j'ai qualifiées de « moralisation », tel l'article 32 sur les fiducies exotiques. C'est aussi l'occasion de dénoncer quelques erreurs du Gouvernement.

Enfin, nous avons la volonté de donner au Gouvernement quelques moyens pour tenter de contenir la dégradation de la situation actuelle et d'y faire face.

Nous avons déjà dit que la loi de finances pour 1993 sera votée au printemps 1993, mais il faut, d'ici là, faire face aux crises éventuelles, et ce sera l'objet de certains de nos amendements.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

DEUXIÈME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

TITRE Ier

DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ANNÉE 1992

I. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF

A. - *BUDGET GÉNÉRAL*

Article 5 et état B

M. le président. « Art. 5. - Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1992, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 48 350 694 157 F conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi. »

Je donne lecture de l'état B :

ÉTAT B

Répartition, par titre et par ministère, des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils

(En francs)

MINISTÈRES OU SERVICES	TITRE Ier	TITRE II	TITRE III	TITRE IV	TOTAUX
Affaires étrangères	»	»	138 425 697	7 100 000	145 525 697
Affaires sociales et intégration	»	»	121 500 000	823 570 000	945 070 000
Affaires sociales et travail. - Services communs	»	»	56 000 000	»	56 000 000
Agriculture et forêt	»	»	1 739 148	2 022 920 000	2 024 659 148
Aménagement du territoire	»	»	»	»	»
Anciens combattants	»	»	17 984 000	600 000	18 584 000
Coopération et développement	»	»	5 000 000	328 980 000	333 980 000
Culture	»	»	»	»	»
Départements et territoires d'outre-mer	»	»	114 824 471	53 407 347	168 231 818
Economie, finances et budget :					
I. - Charges communes	35 674 000 000	»	3 083 800 000	382 324 000	39 140 124 000
II. - Services financiers	»	»	119 905 000	36 000 000	155 905 000
III. - Industrie	»	»	»	44 840 000	44 840 000
IV. - Artisanat et commerce	»	»	»	»	»
V. - Postes et télécommunications	»	»	»	»	»
Education nationale :					
I. - Enseignement scolaire	»	»	*14 700 000*	*324 000 000*	*338 700 000*
II. - Enseignement supérieur	»	»	*7 300 000*	*19 600 000*	*26 900 000*
Total	»	»	22 000 000	343 600 000	365 600 000

MINISTÈRES OU SERVICES	TITRE Ier	TITRE II	TITRE III	TITRE IV	TOTAUX
Environnement	»	»	3 590 000	»	3 590 000
Equipement, logement, transports et mer :					
I. - Urbanisme, logement et services communs	»	»	*38 968 914*	*1 200 000 000*	*1 238 968 914*
II. - Transports :					
1. Transports terrestres	»	»	»	*105 318 159*	*105 318 159*
2. Routes	»	»	»	»	»
3. Sécurité routière	»	»	»	»	»
4. Transport aérien et espace	»	»	»	»	»
Sous-total	»	»	»	*105 318 159*	*105 318 159*
III. - Météorologie	»	»	»	»	»
IV. - Tourisme	»	»	»	»	»
V. - Mer	»	»	»	*147 700 000*	*147 700 000*
Total	»	»	38 968 914	1 453 018 159	1 491 987 073
Intérieur	»	»	311 449 240	1 885 168 181	2 196 617 421
Jeunesse et sports	»	»	»	130 000 000	130 000 000
Justice	»	»	»	2 300 000	2 300 000
Recherche et technologie	»	»	49 000 000	»	49 000 000
Services du Premier ministre :					
I. - Services généraux	»	»	8 100 000	49 300 000	57 400 000
II. - Secrétariat général de la défense nationale	»	»	»	»	»
III. - Conseil économique et social	»	»	180 000	»	180 000
IV. - Plan	»	»	300 000	»	300 000
Travail, emploi et formation professionnelle	»	»	18 000 000	1 002 800 000	1 020 800 000
Total général	35 674 000 000	»	4 110 766 470	8 565 927 687	48 350 694 157

Personne ne demande la parole ?...
Je mets aux voix l'ensemble de l'article 5 et de l'état B annexé.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.
(L'ensemble de l'article 5 et de l'état B est adopté.)

Article 6 et état C

M. le président. « Art. 6. - Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses en capital des services civils pour 1992, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux sommes de 1 879 333 853 F et de 1 128 562 118 F conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état C annexé à la présente loi. »
Je donne lecture de l'état C :

ÉTAT C

Répartition, par titre et par ministère, des autorisations de programme et des crédits de paiement ouverts au titre des dépenses en capital des services civils

(En milliers de francs)

MINISTÈRES OU SERVICES	TITRE V		TITRE VI		TITRE VII		TOTAUX	
	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement	Autorisations de programme	Crédits de paiement
Affaires étrangères	310 121 678	76 651 678	»	»			310 121 678	76 651 678
Affaires sociales et intégration	900 000	900 000	»	»			900 000	900 000
Affaires sociales et travail. - Services communs	15 000 000	15 000 000	»	»			15 000 000	15 000 000
Agriculture et forêt	19 912 600	19 912 600	17 300 000	17 300 000			37 212 600	37 212 600
Aménagement du territoire	»	»	»	»			»	»
Anciens combattants	»	»	»	»			»	»
Coopération et développement	»	»	»	»			»	»
Culture	16 500 000	19 500 000	182 940 000	36 600 000			199 440 000	56 100 000
Départements et territoires d'outre-mer	7 425 000	»	340 000 000	340 000 000			347 425 000	340 000 000
Economie, finances et budget :								
I. - Charges communes	276 400 000	25 800 000	89 370 000	89 370 000			365 770 000	115 170 000
II. - Services financiers	78 430 000	128 430 000	»	»			78 430 000	128 430 000
III. - Industrie	»	»	»	19 910 000			»	19 910 000
IV. - Artisanat et commerce	»	»	»	3 500 000			»	3 500 000
V. - Postes et télécommunications	»	»	»	»			»	»
Education nationale :								
I. - Enseignement scolaire	*161 735*	»	»	»			*161 735*	»
II. - Enseignement supérieur	*10 898 940*	*14 630 940*	»	»			*10 898 940*	*14 630 940*
Total	11 060 675	14 630 940	»	»			11 060 675	14 630 940
Environnement	»	»	600 000	600 000			600 000	600 000
Equipement, logement, transports et mer :								
I. - Urbanisme, logement et services communs	*19 622 300*	*1 905 300*	*205 000 000*	*85 000 000*	»	»	*224 622 300*	*86 905 300*
II. - Transports :								
1. Transports terrestres	»	»	»	»			»	»
2. Routes	*50 818 600*	*50 818 600*	»	»			*50 818 600*	*50 818 600*
3. Sécurité routière	»	»	»	»			»	»
4. Transport aérien et espace	»	»	»	»			»	»
Sous-total	*50 818 600*	*50 818 600*	»	»			*50 818 600*	*50 818 600*
III. - Météorologie	*378 000*	*14 378 000*	»	»	»	»	*378 000*	*14 378 000*
IV. - Tourisme	»	»	»	»			»	»
V. - Mer	*300 000*	*300 000*	*23 400 000*	*23 400 000*			*23 700 000*	*23 700 000*
Total	71 118 900	67 401 900	228 400 000	108 400 000	»	»	299 518 900	175 801 900
Intérieur	20 000 000	»	50 600 000	50 600 000			70 600 000	50 600 000
Jeunesse et sports	1 950 000	1 950 000	»	»			1 950 000	1 950 000
Justice	99 000 000	32 900 000	»	»			99 000 000	32 900 000
Recherche et technologie	»	»	»	»			»	»
Services du Premier ministre :								
I. - Services généraux	1 000 000	1 000 000	»	»			1 000 000	1 000 000
II. - Secrétariat général de la défense nationale	»	»	»	»			»	»
III. - Conseil économique et social	»	»	»	»			»	»
IV. - Plan	»	»	»	1 400 000			»	1 400 000
Travail, emploi et formation professionnelle	41 305 000	41 305 000	»	15 500 000			41 305 000	56 805 000
Total général	970 123 853	445 382 118	909 210 000	683 180 000	»	»	1 879 333 853	1 128 562 118

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 6 et de l'état C annexé.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'ensemble de l'article 6 et de l'état C est adopté.)

Article 7

M. le président. « Art. 7. - Il est ouvert au ministre de la défense, au titre des dépenses ordinaires des services militaires pour 1992, des crédits de paiement supplémentaires s'élevant à la somme de 929 000 000 F. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 7.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 7 est adopté.)

Article 8

M. le président. « Art. 8. - Il est ouvert au ministre de la défense, au titre des dépenses en capital des services militaires pour 1992, des autorisations de programme et des crédits de paiement supplémentaires s'élevant respectivement aux sommes de 16 000 000 F et de 211 000 000 F. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 8.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 8 est adopté.)

B. - *OPÉRATIONS À CARACTÈRE DÉFINITIF DES COMPTES D'AFFECTATION SPÉCIALE*

Article 9

M. le président. « Art. 9. - Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances pour 1992, au titre des comptes d'affectation spéciale, des crédits de paiement supplémentaires s'élevant à la somme de 171 800 000 F. » - *(Adopté.)*

II. - OPÉRATIONS À CARACTÈRE TEMPORAIRE

Article 10

M. le président. « Art. 10. - Il est ouvert au ministre de l'économie et des finances pour 1992, au titre des comptes de prêts, des crédits de paiement supplémentaires s'élevant à la somme de 20 000 000 F. » - *(Adopté.)*

III. - AUTRES DISPOSITIONS

Articles 11 et 12

M. le président. « Art. 11. - Sont ratifiés les crédits ouverts par les décrets d'avance n° 92-908 du 2 septembre 1992 et n° 92-1045 du 28 septembre 1992. » - *(Adopté.)*

« Art. 12. - L'excédent de 196,2 millions de francs hors taxe sur la valeur ajoutée de taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, dont 24,9 millions de francs correspondent à l'excédent de clôture de l'exercice 1991 reporté sur l'exercice 1992 et 171,3 millions de francs correspondent à la réévaluation des droits attendus au titre de 1992 au-delà de l'estimation fixée par l'article 62 de la loi de finances pour 1992 (loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991) est réparti de la façon suivante :

	Millions de francs
Antenne 2	101,225
France Régions 3	36,225
Société nationale de radiodiffusion et de télévision d'outre-mer	1,450
Radio France	13,000
Société européenne de programmes de télévision	44,300
Total	196,200

- *(Adopté.)*

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES

I. - MESURES CONCERNANT LA FISCALITÉ

A. - *MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ UNIQUE*

Article 13

M. le président. « Art. 13. - I. - Au dernier alinéa de l'article 256 B du code général des impôts, après les mots : "d'au moins 3 000 habitants", sont insérés les mots : "ou par les établissements publics de coopération intercommunale dont le champ d'action s'exerce sur un territoire d'au moins 3 000 habitants".

« II. - A la fin du deuxième alinéa de l'article 260 A du même code, après les mots : "d'au moins 3 000 habitants", sont insérés les mots : "ou par les établissements publics de coopération intercommunale dont le champ d'action s'exerce sur un territoire d'au moins 3 000 habitants".

« III. - Les dispositions des I et II s'appliquent à compter du 1er janvier 1993. »

Par amendement n° 23, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose, dans le texte présenté par le paragraphe II de cet article pour être inséré à la fin du deuxième alinéa de l'article 260 A du code général des impôts, après les mots : « sur un territoire », de remplacer les mots : « d'au moins 3 000 habitants » par les mots : « de moins de 3 000 habitants ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis. *rapporteur général.* L'article 13 a pour objet de préciser que seuls les groupements de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants peuvent, le cas échéant, ne pas être assujettis obligatoirement à la TVA pour leurs activités de fourniture d'eau.

L'Assemblée nationale a introduit un amendement tendant à clarifier la situation, mais celui-ci semble être affecté d'une erreur rédactionnelle. En effet, dans sa rédaction actuelle, l'article 13 conduit à rétablir, pour les groupements de communes de 3 000 habitants et plus, le droit d'opter pour l'application du régime de la TVA pour leurs activités de fourniture d'eau.

La commission vous propose d'adopter un amendement qui vise non plus les groupements d'au moins 3 000 habitants, mais ceux de moins de 3 000 habitants, au paragraphe II du présent article.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 23, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 13, ainsi modifié.

(L'article 13 est adopté.)

Article 14

M. le président. « Art. 14. - A l'article 260 F du code général des impôts, les mots : "jusqu'au 31 décembre 1992." sont remplacés par les mots : "jusqu'à l'expiration de la deuxième année civile suivante."

« Ces dispositions s'appliquent aux décisions notifiées à compter du 18 novembre 1992. » - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 14

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 24, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 14, un article additionnel ainsi rédigé :

« A. - I. - Au début de l'article 278 *septies* du code général des impôts, sont supprimés les mots : "Jusqu'au 31 décembre 1992,". »

« II. - Dans le texte de l'article 278 *septies* du code général des impôts, après les mots : "d'importation," sont insérés les mots : "d'acquisition intracommunautaire,".

« B. - La perte de recettes résultant du A ci-dessus est compensée par le relèvement à due concurrence des droits de consommation sur les tabacs visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 72, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 14, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Dans l'article 278 *septies* du code général des impôts, les mots : "jusqu'au 31 décembre 1992," sont remplacés par les mots : "jusqu'au 31 décembre 1993," et après les mots : "d'importation," sont insérés les mots : "d'acquisition intracommunautaire,". »

« II. - Sont soumises à la TVA les acquisitions intracommunautaires d'œuvres d'art originales définies par décret, de biens d'antiquité ou de collection repris aux numéros 97-04 à 97-06 du tarif des douanes ou lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1. L'acquisition est réalisée par une personne mentionnée au 2° du I de l'article 256 *bis* du code général des impôts ou par toute autre personne non assujettie.

« 2. La livraison, telle que définie au 1 du II de l'article 256 du même code, effectuée à destination de l'acquéreur désigné au 1. ci-dessus, est située sur le territoire d'un Etat membre qui exonère l'importation des biens cités au premier alinéa. »

La parole est à M. le rapporteur général, pour présenter l'amendement n° 24.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La proposition de 7e directive, relative à la définition des biens d'occasion, objets d'art, objets de collection et objets d'antiquité, présentée à la commission des Communautés le 11 janvier 1989, n'ayant toujours pas fait l'objet d'une adoption définitive, le commission des finances propose de proroger le dispositif actuellement en vigueur en France, qui prévoit l'application du taux réduit de TVA aux œuvres d'art originales mais qui doit arriver à échéance le 31 décembre 1992.

Il s'agit donc de prendre une mesure permettant de maintenir le régime existant afin de ne pas perturber les marchés concernés pour la période allant jusqu'à l'adoption de la 7e directive, qui réglera définitivement le régime applicable aux biens et objets concernés. Ne pas prendre aujourd'hui de mesures provisoires conduirait à pénaliser tout le secteur d'activité considéré.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour présenter l'amendement n° 72 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'amendement n° 72 apporte, me semble-t-il, une réponse plus précise que l'amendement n° 24 à la préoccupation de la commission des finances, telle que M. le rapporteur général vient de l'exprimer.

En attente de l'adoption de la 7e directive communautaire, qui définira le régime applicable aux biens d'occasion, objets d'art, d'antiquité et de collection, le Gouvernement propose de proroger pendant une durée d'un an le dispositif qui prévoit l'application du taux réduit de TVA aux œuvres d'art originales.

En outre, le texte proposé par le Gouvernement tire les conséquences de la substitution, à compter du 1er janvier 1992, de la notion d'acquisition intracommunautaire à celle d'importation pour les échanges entre Etats membres de la Communauté.

Enfin, afin d'éviter les distorsions de concurrence dues à l'exonération des importations d'œuvres d'art et de biens d'antiquité et de collection dans certains Etats membres, dans la mesure où les particuliers pourront circuler librement dans la Communauté au 1er janvier 1993, cet amendement prévoit la taxation en France des acquisitions intracommunautaires de biens réalisées par les particuliers, dès lors que ces biens ont été achetés dans un Etat membre qui exonère leur importation.

Je demande donc au rapporteur général de bien vouloir retirer l'amendement n° 24 et de se rallier à l'amendement n° 72.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 72 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je suis d'accord avec le Gouvernement : il serait fâcheux de laisser certains Etats membres de la Communauté pratiquer des taux qui constitueraient une sorte de distorsion de concurrence.

On songe notamment à la Grande-Bretagne : ce pays, par l'allégement de sa fiscalité, vise à être le réceptacle de tous les objets venant du monde entier. Une fois arrivés sur son territoire, ceux-ci pourraient, faute des précautions nécessaires, se répandre sur les autres places de la Communauté européenne.

La mesure proposée par le Gouvernement est bonne, et je m'y rallie volontiers. Toutefois, j'exprimerai le souhait que le Gouvernement veuille bien renoncer à l'échéance du 31 décembre 1993, qu'il ne me paraît pas utile de fixer aujourd'hui.

Il suffirait de prévoir que nous restons dans le régime d'imposition au taux réduit. Lorsque interviendra la directive, nous apporterons les correctifs nécessaires.

Autrement dit, je suggère à M. le ministre de rectifier son amendement de telle sorte que soit supprimée toute référence à une date d'échéance dans l'article 278 *septies* du code général des impôts.

M. le président. Monsieur le ministre, suivez-vous la suggestion que vient de faire M. le rapporteur général ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Oui, monsieur le président : le Gouvernement rectifie son amendement dans le sens souhaité par M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Dès lors, cela va de soi, je retire l'amendement n° 24 au profit de l'amendement présenté par le Gouvernement.

M. le président. L'amendement n° 24 est retiré.

Je suis donc saisi d'un amendement n° 72 rectifié, présenté par le Gouvernement, et tendant à insérer, après l'article 14, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'article 278 *septies* du code général des impôts est ainsi modifié :

« A. - Les mots : "Jusqu'au 31 décembre 1992" sont supprimés.

« B. - Après les mots : "d'importation," sont insérés les mots : "d'acquisition intracommunautaire". »

« II. - Sont soumises à la TVA les acquisitions intracommunautaires d'œuvres d'art orginales définies par décret, de biens d'antiquité ou de collection repris aux numéros 97-04 à 97-06 du tarif des douanes lorsque les conditions suivantes sont réunies :

« 1. L'acquisition est réalisée par une personne mentionnée au 2° du I de l'article 256 *bis* du code général des impôts ou par toute autre personne non assujettie.

« 2. La livraison, telle que définie au 1 du II de l'article 256 du même code, effectuée à destination de l'acquéreur désigné au 1 ci-dessus, est située sur le territoire d'un Etat membre qui exonère l'importation des biens cités au premier alinéa. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 72 rectifié, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 14.

Par amendement n° 18 rectifié, M. Cluzel et les membres du groupe de l'union centriste proposent d'insérer après l'article 14, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - A compter du 1er janvier 1994, l'article 279 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« ... les prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives. »

« II. - La perte de recettes résultant du I ci-dessus est compensée à due concurrence par le relèvement des droits de consommation prévue aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. Caron.

M. Paul Caron. L'accord sur les fiscalités indirectes conclu par les Douze, le jeudi 19 octobre 1992 à Luxembourg prévoit que les Etats membres peuvent appliquer des taux réduits égaux ou supérieurs à 5 p. 100 à une liste commune et exhaustive de produits et services.

En France, la TVA à taux réduit - voire super-réduit : 2,1 p. 100 - s'applique déjà à la quasi-totalité des produits et services déterminés par la liste européenne. Il ne reste que trois grands secteurs d'activité qui, dans le cadre de l'harmonisation européenne, pourraient se voir appliquer un taux réduit de 5,5 p. 100 et qui sont assujettis, jusqu'à présent, au taux normal de TVA : les pompes funèbres et la crémation ; le nettoyage des voies publiques et l'enlèvement des ordures ménagères ; l'utilisation des installations sportives.

Cet amendement vise à abaisser le taux de TVA du droit d'utilisation d'installations sportives de 18,6 p. 100 à 5,5 p. 100. Cette réduction favoriserait le développement de la pratique sportive en diminuant le coût des prestations liées au droit d'utilisation d'installations sportives.

Le statut actuel de la pratique sportive au regard de la TVA est d'autant plus injustifié que la plupart des autres formes de loisirs - parcs, théâtres, cirques, concerts, spectacles de variétés, musées et monument, etc. - bénéficient déjà d'une TVA à taux réduit.

Une baisse du taux de TVA applicable à la pratique sportive serait favorable aux collectivités locales qui ont fait le choix de déléguer la gestion de leurs équipements sportifs à des établissements publics ou à des sociétés d'économie mixte.

Une telle baisse serait également très profitable à un grand nombre d'associations dont tout ou partie des activités seraient susceptibles d'être assujetties à la TVA. Celles-ci pourraient alors plus facilement opter pour la TVA et la récupérer, ainsi que leurs investissements, souvent importants.

En bénéficierait enfin le secteur des entreprises donnant accès à des installations sportives, secteur en plein développement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement est assurément d'inspiration très sympathique, mais son coût n'est pas négligeable : de l'ordre de 450 millions de francs. C'est à peu près ce qu'il faudrait pour que puissent se dérouler certaines compétitions de formule 1 en France, en l'absence de la source du financement que nous avons connue jusqu'à présent dans ce domaine, à savoir la publicité sur les tabacs.

Compte tenu de ce coût très élevé, la commission des finances ne peut que s'en remettre à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement enregistre cet appel à la sagesse du Sénat mais, pour la raison même qu'a invoquée M. Arthuis, il ne peut pas partager le souhait des auteurs de cet amendement, à qui je fais remarquer que la plupart des activités sportitves sont exercées, traditionnellement, dans le cadre associatif et qu'à ce titre elles peuvent bénéficier aujourd'hui de l'exonération de TVA prévue par le code général des impôts.

Il est déjà prévu que sont exonérés les organismes sans but lucratif, pour les services à caractère social, éducatif, culturel, sportif qu'ils offrent à leurs membres, dès lors qu'ils sont gérés de manière désintéressée.

L'amendement proposé, qui n'est pas sans intérêt, mais qui est d'un coût élevé, concerne, lui, les organismes sportifs à but lucratif et dont l'activité n'est pas désintéressée. Dans ces conditions, le Gouvernement est défavorable à cet amendement.

M. le président. Monsieur Caron, l'amendement est-il maintenu ?

M. Paul Caron. Non, monsieur le président, je le retire.

M. le président. L'amendement n° 18 rectifié est retiré.

Articles 15 et 16

M. le président. « Art. 15. - L'article 109 de la loi n° 92-677 du 17 juillet 1992, portant mise en œuvre par la République française de la directive du Conseil des communautés européennes (C.E.E.) n° 91-680 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant, en vue de la suppression des contrôles aux frontières, la directive (C.E.E.) n° 77-388 et de la directive (C.E.E.) n° 92-12 relative au régime général, à la détention, à la circulation et au contrôle des produits soumis à accise, est ainsi modifié :

« I. - Après le 2, il est ajouté un 2 *bis* rédigé comme suit :

« 2 *bis.* La déclaration visée au 2 peut être transmise par voie informatique. Les déclarants, utilisateurs de cette méthode de transmission, doivent respecter les prescriptions d'un cahier des charges, publié par arrêté du ministre chargé du budget, définissant notamment les modalités de cette transmission, les supports autorisés et les conditions d'authentification des déclarations ainsi souscrites. »

« II. - Le cinquième alinéa du 3 est ainsi rédigé :

« L'amende est prononcée par l'administration qui constate l'infraction. Elle est recouvrée par le comptable de cette administration suivant les mêmes procédures et sous les mêmes garanties, sûretés et privilèges, que celles prévues pour la taxe sur la valeur ajoutée. Les recours contre les décisions prises par l'administration sont portés devant le tribunal administratif. »

« III. - Le 3 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Lorsqu'une infraction prévue au présent 3 a fait l'objet d'une amende prononcée par l'une des deux administrations, elle ne peut plus être sanctionnée par l'autre. » - *(Adopté.)*

« Art. 16. - I. - A l'article L. 651-3 du code de la sécurité sociale, après les mots : "entreprises de commerce international", sont insérés les mots : "et intracommunautaire". »

« II. - A l'article L. 651-5 du code de la sécurité sociale, il est inséré, après le premier alinéa, un alinéa ainsi rédigé :

« Le chiffre d'affaires des intermédiaires mentionnés au V de l'article 256 et au III de l'article 256 *bis* du code général des impôts, et qui bénéficient des dispositions de l'article 273 *octies* du même code, est diminué de la valeur des biens ou des services qu'ils sont réputés acquérir ou recevoir. Dans le cas d'entremise à la vente, les commettants des intermédiaires auxquels cette disposition s'applique majorent leur chiffre d'affaires du montant des commissions versées. »

« III. - Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

Article additionnel avant l'article 17

M. le président. Par amendement n° 64, MM. Louisy, Désiré et les membres du groupe socialiste proposent d'insérer, avant l'article 17, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'alinéa suivant est ajouté à l'article 10 de la loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 relative à l'octroi de mer et portant mise en œuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 :

« 6. Par dérogation aux dispositions du 1 et du 3, les taux de l'octroi de mer applicables aux marchandises introduites dans les régions de Gaudeloupe et de Martinique à partir du 1er janvier 1993 sont ceux qui sont applicables à ces mêmes marchandises au 31 décembre 1992 en application des dispositions de l'article 38 de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion. Cette disposition s'applique jusqu'à l'entrée en vigueur des délibérations prévues au 1 et au plus tard jusqu'au 30 juin 1993. »

La parole est à M. Louisy.

M. François Louisy. L'annulation des élections régionales par le Conseil d'Etat empêche le conseil régional de Guadeloupe de voter, comme il devrait le faire, avant le 31 décembre 1992, les nouveaux taux de l'octroi de mer.

Par ailleurs, le conseil régional de Martinique souhaite légitimement attendre la fixation des taux applicables en Guadeloupe afin d'aligner les siens sur eux, conformément à l'esprit du marché commun antillais.

Il existe donc un risque de vide juridique à partir du 1er janvier 1993 en ce qui concerne l'octroi de mer. Pour l'éviter, il est nécessaire de proroger, jusqu'à l'intervention des futures délibérations des deux assemblées régionales, les taux actuellement en vigueur.

Tel est l'objet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission constate qu'il existe une situation de fait et qu'il convient de mettre en place un dispositif d'aménagement.

La commission souhaite connaître l'avis du Gouvernement sur cette affaire, notamment sur son aspect communautaire.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement partage les préoccupations des auteurs de l'amendement ; il approuve donc celui-ci.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission ?

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 64, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 17.

Articles 17 et 18

M. le président. « Art. 17. - L'article 12 de la loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 relative à l'octroi de mer et portant mise en œuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 est complété par les dispositions suivantes :

« 3. Dans le troisième alinéa de l'article 575 E du code général des impôts, les mots : "sauf entre la Guadeloupe et la Martinique" sont insérés après les mots : "et chacun des départements d'outre-mer ainsi qu'entre ces départements".

« 4. Le second alinéa de l'article 268 *ter* du code des douanes est complété par les mots : "sauf entre la Guadeloupe et la Martinique".

« 5. Le premier alinéa de l'article 298 *quindecies* du code général des impôts est supprimé. » - *(Adopté.)*

« Art. 18. - La loi n° 92-676 du 17 juillet 1992 relative à l'octroi de mer et portant mise en œuvre de la décision du Conseil des ministres des Communautés européennes n° 89-688 du 22 décembre 1989 est ainsi modifiée :

« I. - L'article 11 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation à l'article 6 de la loi n° 75-622 du 11 juillet 1975 relative à la nationalisation de l'électricité dans les départements d'outre-mer, le montant de l'octroi de mer peut être répercuté par Electricité de France dans le prix de vente de l'électricité. »

« II. - Dans le premier alinéa de l'article 19, après les mots : "et de la Réunion" sont insérés les mots : "ainsi que l'article 33 de la loi n° 85-685 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier". » - *(Adopté.)*

Article 19

M. le président. « Art. 19. - I. - Le premier alinéa de l'article 401 du code général des impôts est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour l'application des articles qui suivent sont dénommés :

« - produits intermédiaires : les produits relevant des codes NC 2204, 2205, 2206 du tarif des douanes qui ont un titre alcoométrique acquis compris entre 1,2 p. 100 vol. et 22 p. 100 vol. et qui ne sont pas des bières, des vins ou des produits visés à l'article 438 ;

« - alcools : les produits qui relèvent des codes NC 2207 et 2208 du tarif des douanes et qui ont un titre alcoométrique acquis supérieur à 1,2 p. 100 vol. ainsi que les produits désignés à l'alinéa précédent qui ont un titre alcoométrique acquis supérieur à 22 p. 100 vol. »

« II. - Il est inséré avant l'article 403 du code général des impôts un article 402 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 402* bis. - Les produits intermédiaires supportent un droit de consommation dont le tarif par hectolitre est fixé à :

« - 300 F pour les vins doux naturels et les vins de liqueur mentionnés aux articles 417 et 417 *bis ;*

« - 1 200 F pour les autres produits. »

« III. - Le I de l'article 403 est ainsi rédigé :

« I. - 1° 4 495 F pour le rhum tel qu'il est défini à l'article 1er, paragraphe 4, point *a* du règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil des Communautés européennes, et produit à partir de canne à sucre récoltée sur le lieu de fabrication au sens de l'article 1er, paragraphe 3, point 1 dudit règlement, ayant une teneur en substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylique égale ou supérieure à 225 grammes par hectolitre d'alcool pur et un titre alcoométrique acquis égal ou supérieur à 40 p. 100 vol.

« 2° 7 810 F pour les autres produits à l'exception de ceux mentionnés à l'article 406 A. »

« IV. - Le deuxième alinéa de l'article 404 du code général des impôts est abrogé. »

« V. - A l'article 406 B du code général des impôts, il est inséré, après le premier alinéa, deux alinéas ainsi rédigés :

« Pour les acquisitions intracommunautaires, le droit est perçu lors de la réception en France par la personne qui réalise l'acquisition intracommunautaire.

« Le droit de fabrication est également perçu pour les produits livrés dans les conditions prévues au 1° du I de l'article 258 B. Il est dû par le représentant fiscal du vendeur. »

« VI. - Le I de l'article 406 C du code général des impôts est ainsi rédigé :

« I. - Sont exonérés du droit de fabrication les produits fabriqués et enlevés des chais des marchands en gros d'alcool, tels qu'ils sont définis à l'article 484, à destination de l'étranger ou des départements et territoires d'outre-mer. »

« VII. - A l'article 417 du code général des impôts les mots : "A la demande des producteurs et sur la justification de leur nature, sont maintenus sous le régime ordinaire des vins :" sont remplacés par les mots : "Les vins doux naturels mentionnés à l'article 402 *bis* sont :" »

« VIII. - L'article 418 du code général des impôts est abrogé. »

« IX. - Dans le premier alinéa de l'article 434 du code général des impôts, les mots : "de ces diverses boissons", sont remplacés par les mots : "pour le vin, par le règlement (CEE) n° 822/87 du 16 mars 1987 du Conseil des Communautés européennes, pour les autres boissons,". »

« X. - L'article 438 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *Art. 438.* - Il est perçu un droit de circulation dont le tarif est fixé, par hectolitre, à :

« 1° 54,80 F pour les vins mousseux ;

« 2° 22 F :

« - pour tous les autres vins ;

« - pour tous les autres produits fermentés, autres que le vin et la bière, et les produits visés au 3°, dont l'alcool contenu dans le produit résulte entièrement d'une fermentation et dont le titre alcoométrique acquis n'excède pas 15 p. 100 vol. ;

« - pour les autres produits fermentés autres que le vin et la bière et les produits visés au 3°, dont le titre alcoométrique acquis n'excède pas 5,5 p. 100 vol. pour les boissons non mousseuses et 8,5 p. 100 vol. pour les boissons mousseuses ;

« 3° 7,60 F pour les cidres, les poirés, les hydromels et les jus de raisin légèrement fermentés dénommés "pétillants de raisin". »

« XI. - Il est inséré après l'article 438 du code général des impôts, un article 438 *bis* ainsi rédigé :

« *Art. 438* bis. - Les vins, cidres, poirés, hydromels et les jus de raisin légèrement fermentés dénommés "pétillants de raisin" sont exonérés du droit de circulation prévu à l'article 438 lorsqu'ils sont transportés ou expédiés par un récoltant de l'une à l'autre de ses caves ou cédés par lui à titre gratuit à ses parents en ligne directe. »

« XII. - A l'article 440 du code général des impôts :

« - le premier et le dernier alinéa sont abrogés ;

« - au deuxième alinéa les mots : "Toutefois, sont maintenus sous le régime fiscal des vins :" sont remplacés par les mots : "Bénéficient du régime fiscal des vins :". »

« XIII. - Les dispositions des V et VI s'appliquent à compter du 1er janvier 1993. Les autres dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1er février 1993.

« Toutefois, les crèmes de cassis supportent, par hectolitre d'alcool pur, un droit de consommation de 5 600 F du 1er février au 31 décembre 1993, et de 6 700 F du 1er janvier au 31 décembre 1994. »

Sur cet article, la parole est à M. Courteau.

M. Roland Courteau. L'article 19 du projet de loi de finances rectificative vise à transposer en droit interne les dispositions des directives 92/83 et 92/84 du 19 octobre 1992 sur le rapprochement des taux et l'harmonisation des structures des accises sur l'alcool et les boissons alcooliques.

Ainsi, des taux minima ont été fixés par la directive 92/84, qui fait obligation aux Etats membres d'appliquer au 1er janvier 1993 des taux égaux ou supérieurs à ceux-ci.

Je note d'ailleurs que, en ce qui concerne les vins mousseux et tranquilles, le taux minimal fixé par la directive est de zéro Ecu par hectolitre de produit fini. Par ailleurs, celle-ci offre la possibilité d'un taux réduit pour les vins doux naturels, possibilité qu'il convenait effectivement de saisir.

J'en viens au paragraphe X de ce même article 19, qui me préoccupe tout particulièrement.

Ce paragraphe X fixe en effet les droits de circulation qui frappent les boissons tels les vins, les vins mousseux notamment.

Je remarque avec satisfaction que le taux applicable aux vins demeure inchangé, soit 22 francs par hectolitre.

Je relève également que tous les vins mousseux seront désormais taxés à 54,80 francs par hectolitre, ce qui n'était le cas jusqu'à présent que de ceux qui bénéficiaient de l'appellation contrôlée « champagne ».

En effet, les autres vins mousseux comme le crémant, le limoux et d'autres n'étaient jusqu'alors taxés qu'à 22 francs.

La directive européenne sur l'harmonisation des structures des accises ayant intégré dans une même catégorie tous les vins mousseux, vous nous proposez, monsieur le ministre, d'aligner les taxes de nos petites appellations sur celles des appellations « champagne ».

C'est en quelque sorte un alignement par le haut auquel, avec mes collègues Courrières et Bœuf et les membres du groupe socialiste, nous voudrions nous opposer.

Je crois, en effet, que nous pouvons agir différemment en tenant compte de la situation des appellations autres que le champagne ; je pense plus particulièrement au crémant de Limoux, que je connais mieux, mais aussi à d'autres vins mousseux.

Les vins mousseux d'appellation « champagne » ne pâtiront certes pas de cette taxe que, d'ailleurs, ils supportent déjà sans aucune gêne. Leurs prix à la consommation comparés à ceux du crémant de Limoux sont en effet très différents, mais l'impact d'une augmentation de la taxe de 22 francs à 54,80 francs sur les vins mousseux, sur le crémant, est loin d'être neutre.

D'ailleurs, j'en viens à me demander parfois si l'équité ne devrait pas nous conduire à imaginer un droit unique, proportionnel à la valeur de nos produits ; mais c'est un autre débat.

L'alignement des droits de circulation des vins mousseux sur ceux de l'appellation « champagne » nous inquiète en effet, monsieur le ministre. Cette hausse va pénaliser certaines de nos appellations qui éprouvent déjà des difficultés de commercialisation.

Compte tenu de ces difficultés, il sera en effet impossible aux vignerons concernés de répercuter cette hausse sur leurs prix de vente.

C'est ainsi que la différence entre l'ancien taux et celui qui nous est proposé peut coûter à une petite région comme celle de Limoux quelque 2 millions de francs.

C'est pourquoi nous avons déposé des amendements visant à modifier certaines dispositions du paragraphe X de l'article 19.

Puisque tous les vins mousseux sont intégrés dans la même catégorie, alignons le droit de circulation, non plus par le haut, c'est-à-dire sur le champagne, comme vous nous le proposez, monsieur le ministre, mais sur une base modérée qui ne pénaliserait pas ces vins mousseux.

On me rétorquera que, ce faisant, le champagne bénéficiera d'une faveur. Certes, mais avons-nous le choix si l'on ne veut pas *a contrario* pénaliser les autres vins mousseux ?

La situation de la viticulture, d'une part, et celle des vins mousseux, d'autre part, m'incite, monsieur le ministre, mes chers collègues, à solliciter votre aide par la recherche d'une solution.

Je souhaite que le meilleur accueil soit réservé à nos amendements. Il est vrai que nous avons dû proposer une augmentation du droit de consommation pour les boissons spiritueuses de façon à compenser les pertes budgétaires liées à l'adoption de ces amendements.

Nous y avons été contraints, d'abord parce que ce droit est resté inchangé pour les spiritueux, ensuite parce que la fiscalité française prend en compte - il faut le souligner - le coût de production des boissons alcooliques.

Cettes fiscalité se doit en effet d'avantager les produits purement fermentés comme le vin, dont le coût de production, lié notamment à la charge foncière, est supérieur à celui des boissons distillées fabriquées industriellement. *(Applaudissements sur les travées socialistes.)*

M. le président. Par amendement no 57, MM. Courteau et Bœuf, les membres du groupes socialiste et apparenté proposent, dans le dernier alinéa du texte présenté par le paragraphe II de cet article pour l'article 402 *bis* du code général des impôts, de remplacer la somme : « 1200 francs » par la somme : « 1100 francs ».

La parole est à M. Courteau.

M. Roland Courteau. Cet amendement se propose de conserver le tarif actuel des droits d'accises pour les vins aromatisés à 11 francs par litre.

Ces produits réalisés à base de vins ont été à juste titre traités à part des spiritueux par la directive européenne. En France, ils étaient jusqu'ici assimilés fiscalement aux spiritueux.

Or, alors que la directive prévoit un droit d'accise minimum de 3 francs par litre, conforme aux taux en vigueur chez nos partenaires européens - en Allemagne, 4,68 francs ; en Belgique, 3,84 francs - cet article alourdit la taxation sur ces produits et laisse inchangée celle qui touche les spiritueux.

Il serait donc logique, pour respecter l'esprit de la directive et ne pas pénaliser ces produits à base de vins déjà en difficulté, face aux spiritueux de provenance étrangère en majorité, de conserver au minimum la taxation actuelle sur ces produits.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission ne peut que rappeler les obligations que nous impose la directive, à savoir de traiter de façon uniforme l'ensemble des produits dits intermédiaires. Une fois qu'on a reconnu qu'il fallait un traitement uniforme, il convient de fixer un tarif. Je note qu'on avait retenu 1 200 francs par hectolitre. J'aimerais connaître à ce propos l'avis du Gouvernement.

Quoi qu'il en soit, pour des raisons d'équilibre des finances, la commission est défavorable à l'amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le rapporteur général a évoqué l'essentiel du dispositif à l'instant.

Les produits intermédiaires dont le degré alcoolique est supérieur à 15 p. 100 en volume ne peuvent, aux termes de l'article 18 de la directive du 19 octobre, faire l'objet que d'un seul taux d'accise.

Je comprends les préoccupations de M. Courteau et je sais l'intérêt qu'il porte à ce secteur de notre économie. Mais l'accise désormais applicable au produit intermédiaire a été calculée par référence à une taxation moyenne qui tient compte du passage d'une taxation en degrés à une taxation en volume.

Le taux retenu de 1 200 francs par hectolitre de produit fini maintient en moyenne la taxation actuelle, qui prend en compte l'alcool ajouté et le volume du produit fini.

Certes, il en résultera pour certains produits une augmentation légère, pour d'autres une diminution, mais, dans l'ensemble - je le dis à l'auteur de cet amendement, que le Gouvernement ne peut pas accepter - ces modifications seront marginales.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 57, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 51, MM. Hamel, Oudin, Valade, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent :

A. - De remplacer le troisième alinéa (2°) du texte présenté par le paragraphe III de l'article 19 pour le paragraphe I de l'article 403 du code général des impôts par trois alinéas ainsi rédigés :

« 2° 7 810 F pour les autres produits, à l'exception des produits suivants :

« - produits utilisés pour la production d'arômes destinés à la préparation de denrées alimentaires ou de boissons non alcooliques, ayant un titre alcoométrique n'excédant pas 1,2 p. 100 vol. ;

« - produits utilisés directement ou en tant que composants de produits semi-finis pour la fabrication d'aliments, fourrés ou non à condition que, dans chaque cas, la teneur en alcool n'excède pas 8,5 litres d'alcool pur par 100 kilogrammes de produit entrant dans la composition de chocolats et 5 litres d'alcool pur par 100 kilogrammes de produits entrant dans la composition d'autres produits. »

B. - Pour compenser la perte de ressources résultant du A, de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources résultant de l'abaissement du droit d'accises applicable aux produits utilisés pour la préparation d'arôme ou de produits semi-finis est compensée par le relèvement des droits de consommation sur le tabac visés à l'article 575 du code général des impôts. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, je souhaiterais présenter en même temps l'amendement n° 52.

M. le président. Je suis effectivement saisi d'un amendement n° 52, présenté par MM. Hamel, Oudin et Valade, les membres du groupe du RPR et apparentés, et tendant :

A. - A rédiger ainsi le IV de l'article 19 :

« IV. - Le deuxième alinéa de l'article 404, l'article 406 A du code général des impôts et l'article 169 A de l'annexe III du code général des impôts sont abrogés. »

B. - Pour compenser la perte de ressources résultant du A, à compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources résultant de l'abrogation de l'article 406 A du code général des impôts et de l'article 169 A de l'annexe III du même code est compensée par le relèvement à due concurrence des droits de consommation sur le tabac visés à l'article 575 de ce code. »

Veuillez poursuivre, monsieur Hamel.

M. Emmanuel Hamel. L'amendement n° 51 vise à introduire une modification de l'article 403 du code général des impôts.

L'amendement n° 52, quant à lui, concerne des modifications à apporter aux articles 404 et 406 A du code général des impôts et à l'article 169 A de l'annexe III de ce même code.

La motivation de ces deux amendements est la même.

L'article 19 du projet de loi de finances rectificative a pour objet la transcription en droit français des directives 92/83 et 92/84 du 19 octobre 1992 concernant l'harmonisation des droits d'accises sur les alcools et boissons alcooliques.

L'article 27-1 (*e* et *f*) de la directive 92/83 exonère de droits d'accises harmonisés certains produits alcooliques utilisés par les industries alimentaires.

Cependant, la loi du 17 juillet 1992 ne transpose pas cette exonération dans le code général des impôts.

C'est pourquoi nous vous proposons, par cet amendement, de préciser que, d'une part, le droit de consommation visé à l'article 403 du code général des impôts et, d'autre part, le droit de fabrication visé à l'article 406 A dudit code ne s'appliquent pas à ces produits alcooliques.

L'absence d'exonération de ces produits en France entraînerait d'importantes distorsions de concurrence pour les secteurs concernés et, de ce fait, des pertes d'emplois supplémentaires dans notre pays.

C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de voter ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n°s 51 et 52 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement n° 51 vise à exonérer de droits d'accises les produits alcooliques utilisés dans la production d'arômes alimentaires ainsi que les alcools non dénaturés entrant dans la composition des produits alimentaires.

L'article 77 de la directive 92/83 concernant l'harmonisation des structures des droits d'accises sur l'alcool et les boissons alcooliques prévoit effectivement une telle exonération. Mais le procès-verbal des directives « accises » du 19 octobre dernier précise que la France peut continuer à appliquer ces droits.

Une question se pose de savoir, en effet, si ces produits ne devraient pas être exonérés du droit d'accise et du droit de fabrication.

A ce stade, la commission souhaiterait connaître l'avis du Gouvernement sur le coût d'une telle exonération. En tout état de cause, il conviendrait de rectifier l'amendement n° 51 et de lire ainsi le début du 2° : « 7 810 francs pour les autres produits à l'exception de ceux mentionnés à l'article 406 A et des produits suivants : ».

M. Emmanuel Hamel. Je suis tout à fait d'accord pour modifier ainsi cet amendement, monsieur le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Merci, monsieur Hamel !

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 51 rectifié, présenté par MM. Hamel, Oudin et Valade, les membres du groupe du RPR et apparentés, et tendant :

A. - A remplacer le troisième alinéa (2°) du texte proposé par le III de l'article 19 pour le paragraphe I de l'article 403 du code général des impôts par trois alinéas ainsi rédigés :

« 2° 7 810 F pour les autres produits, à l'exception de ceux mentionnés à l'article 406 A et des produits suivants :

« - produits utilisés pour la production d'arômes destinés à la préparation de denrées alimentaires ou de boissons non alcooliques, ayant un titre alcoométrique n'excédant pas 1,2 p. 100 vol. ;

« - produits utilisés directement ou en tant que composants de produits semi-finis pour la fabrication d'aliments, fourrés ou non, à condition que, dans chaque cas, la teneur en alcool n'excède pas 8,5 litres d'alcool pur par 100 kilogrammes de produit entrant dans la composition de chocolats et 5 litres d'alcool pur par 100 kilogrammes de produits entrant dans la composition d'autres produits. »

B. - Pour compenser la perte de ressouces résultant du A, à compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources résultant de l'abaissement du droit d'accises applicable aux produits utilisés pour la préparation d'arômes ou de produits semi-finis est compensée par le relèvement des droits de consommation sur le tabac visés à l'article 575 du code général des impôts. »

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 51 rectifié et 52 ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'amendement n° 51 rectifié vise à supprimer le droit de fabrication sur certains produits contenant de l'alcool, comme les parfums, les produits pharmaceutiques et les produits alimentaires. Dans la logique de cet amendement, il serait indispensable de compléter l'article 403 du code général des impôts, et c'est l'objet de l'amendement n° 52.

Le Gouvernement ne pouvant accepter la suppression de ce droit de fabrication, il émet un avis défavorable sur l'amendement n° 51 rectifié et, par voie de conséquence, sur l'amendement n° 52.

Le coût de cette mesure, monsieur le rapporteur général, serait de l'ordre de 400 millions de francs. Vous en conviendrez, la conjoncture actuelle ne permet pas de prendre une telle mesure.

J'ajoute que la rédaction n'est pas satisfaisante puisque les parfums ont été cités dans l'énumération. Il en résulterait, en cas d'adoption de cette mesure, une taxation des parfums au tarif concernant les alcools de bouche, ce qui n'est évidemment pas envisageable.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 51 rectifié ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission est sensible au coût de cette mesure : 400 millions de francs. La situation des finances publiques ne permet effectivement pas de prendre une telle disposition. Par conséquent, la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 51 rectifié, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 52 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission émet un avis défavorable sur cet amendement. Dans ces conditions, je suis tenté de demander à M. Hamel de bien vouloir le retirer.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le rapporteur général, vous me le demandez avec tellement de gentillesse et d'autorité que je le retire, avec un infini regret ! *(Sourires.)*

M. le président. L'amendement n° 52 est retiré.

Toujours sur l'article 19, je suis maintenant saisi de quatre amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 59, MM. Courteau, Bœuf et Courrière, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent :

I. - De supprimer le deuxième alinéa (1°) du texte présenté par cet article pour l'article 438 du code général des impôts ;

II. - Dans le quatrième alinéa du même texte, de supprimer le mot : « autres » ;

III. - De majorer de 40 francs la somme de 7 810 francs visée au dernier alinéa (2°) du texte proposé par le paragraphe III de cet article pour le I de l'article 403 du code général des impôts.

Par amendement n° 58 rectifié *bis*, MM. Courteau, Bœuf et Courrière, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent :

I. - Dans le deuxième alinéa (1°) du texte présenté par le paragraphe X de cet article, pour l'article 438 du code général des impôts, de remplacer la somme : « 54,80 francs » par la somme : « 37,00 francs ».

II. - De majorer de 40 francs la somme de 7 810 francs visée au second alinéa (2°) du texte proposée par le paragraphe III de cet article pour le I de l'article 403 du code général des impôts.

Par amendement n° 50 rectifié, MM. César, Valade, Hamel et Delong, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent :

A. - De rédiger ainsi le deuxième alinéa (1°) du texte présenté par le paragraphe X de l'article 19 pour l'article 438 du code général des impôts :

« 1° 38,40 pour les vins mousseux ; »

B. - Pour compenser les pertes de ressources résultant du A ci-dessus, de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... la perte de ressources résultant de la fixation à 38 francs du tarif du droit de circulation pour les vins mousseux est compensée par le relèvement à due concurrence des taux de la taxe intérieure sur les produits pétroliers. »

Par amendement n° 60, M. Barbier propose :

A. - Dans le deuxième alinéa (1°) du texte présenté par le paragraphe X de l'article 19 pour l'article 438 du code général des impôts, de remplacer la somme : « 54,80 francs » par la somme : « 38,40 francs » ;

B. - De compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... la perte de ressources résultant de l'abaissement du tarif des droits d'accise sur les vins mousseux est compensée par le relèvement a due concurrence du taux prévu au dernier alinéa du III du présent article. »

Cet amendement est-il soutenu ?...

M. Emmanuel Hamel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, je demande que l'amendement n° 50 rectifié soit examiné en priorité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur la demande de priorité ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

La priorité est ordonnée.

En conséquence, la parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 50 rectifié.

M. Emmanuel Hamel. Je n'aurais garde, monsieur le président, en défendant l'amendement n° 50 rectifié, d'oublier d'évoquer l'amendement n° 60, fort intéressant, déposé par M. Barbier, lequel a une grande connaissance de tous les problèmes concernant les vins.

Il serait injuste et néfaste que les modalités de la mise en place du dispositif d'harmonisation des accises entre les douze Etats membres de la Communauté mettent à mal l'économie viti-vinicole des régions françaises productrices de crémant, ce vin merveilleux auquel, notamment, nos collègues MM. César et Valade portent l'intérêt que l'on sait.

M. le président. Ils ne sont pas les seuls !

M. Jean-Pierre Masseret. M. Courteau également !

M. Emmanuel Hamel. Les producteurs de crémant seront honorés lorsqu'ils apprendront que vous êtes, vous, monsieur le président et vous aussi, monsieur le sénateur Courteau, parmi les admirateurs et les promoteurs de ce vin admirable et délectable.

J'en reviens à l'amendement. Il s'agit d'établir le taux d'accise des vins mousseux à un taux intermédiaire de 38 francs par hectolitre pour tenir compte des volumes respectifs commercialisés en champagne et en autres vins mousseux.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* M. Hamel ayant si bien motivé cet amendement, la commission ne peut qu'émettre un avis favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Les autres amendements faisant l'objet de cette discussion commune sont, en réalité, très voisins de celui-ci, puisqu'ils ne s'en distinguent que par le niveau du taux proposé.

Le Gouvernement est défavorable à cet amendement n° 50 rectifié. Comme le soulignent d'ailleurs ses auteurs, la directive du 19 octobre 1992 ne permet l'application que d'un seul taux à l'ensemble des vins mousseux dont le degré alcoolique est supérieur à 8,5.

Les amendements qui sont proposés conduiraient, en réalité, à diminuer la fiscalité pesant sur le champagne, ce qui, vous l'avouerez, n'est pas envisageable.

Je ferai remarquer aux auteurs de ces amendements que les droits sur les vins mousseux passent de 0,16 franc à 0,44 franc pour une bouteille de 75 centilitres ; c'est donc une augmentation de 28 centimes par bouteille pour des produits qui valent parfois plusieurs dizaines de francs. Cette augmentation est, par conséquent, très limitée. Elle ne me paraît pas de nature à influer sur le comportement des consommateurs ni à porter préjudice à un négoce parfaitement respectable.

Je le répète, monsieur Hamel, le débat porte sur 0,28 franc par bouteille de 75 centilitres.

M. Emmanuel Hamel. Merci de cette précision et de ce rappel !

M. le président. La parole est à M. Courteau, pour défendre les amendements nos 59 et 58 rectifié *bis*.

M. Roland Courteau. Je propose que les droits frappant tous les vins mousseux soient ramenés à 22 francs par hectolitre de produit fini.

Je ferai observer au Sénat que l'amendement no 59, comme le suivant d'ailleurs, prévoit des droits nettement inférieurs à ceux qui sont envisagés par M. Hamel.

Mes amendements étaient les plus éloignés par rapport au texte du projet de loi. Par conséquent, ils auraient dû être appelés en premier, mais que la priorité a été demandée pour l'amendement no 50 rectifié.

Ce qui me gêne le plus, c'est que le Sénat va devoir se prononcer sur un amendement qui fixe un taux à 38 francs, alors qu'il ne se prononcera pas sur les amendements déposés par le groupe socialiste qui fixent ce taux à 22 francs, voire à 37 francs. Les producteurs risquent d'être déçus.

L'amendement no 58 rectifié *bis* vise à ramener de 54,80 francs à 37 francs les droits de circulation sur les vins mousseux et, parallèlement, il tend à augmenter les droits de consommation sur les spiritueux de 7 810 francs à 7 850 francs. Nous souhaitons que l'effort soit partagé.

En effet, les producteurs de vins mousseux ne doivent pas être seuls à faire l'effort à travers cette harmonisation des taux. Je rappelle que les droits de consommation sur les spiritueux demeurent inchangés dans le projet de loi tel qu'il nous est soumis.

Quant aux incidences sur la santé, je ne reviendrai pas sur la distinction qu'il convient de faire entre la famille des vins et celle des alcools durs.

Enfin, reconnaissons que les taxes sur les spiritueux ne sont pas exagérément lourdes en France par rapport à celles que ces boissons supportent dans certains pays d'Europe.

Bref, je persiste : l'effort doit être partagé, d'autant que, comme je l'ai rappelé, la législation française sur la fiscalité des boissons alcooliques prend, en principe, en compte le coût de production de celles-ci. Or le coût de production des vins, lié à la charge foncière, est bien supérieur à celui des boissons distillées, fabriquées industriellement.

Cet amendement, monsieur le président, vise donc à faire partager l'effort de taxation entre les vins mousseux et les spiritueux.

De surcroît, puisque nous l'avons gagé, il n'entraînera pour l'Etat aucune diminution du supplément de recettes qu'il escompte.

Cela dit, monsieur le président, nous allons nous prononcer d'abord sur l'amendement de M. Hamel, puisque la priorité a été ordonnée. Je considère que c'est dommage, non seulement pour ce qui concerne le montant des droits - nous proposons 22 francs dans notre amendement no 59 - mais aussi pour ce qui est du gage. *(Applaudissements sur les travées socialites.)*

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 59 et 58 rectifié *bis* ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission ne peut que rappeler les dispositions prévues par l'article 8 de la directive, qui distingue les vins tranquilles et les vins mousseux - parmi ces derniers, on trouve les mousseux, la blanquette de Limoux et le champagne - et impose l'uniformisation des droits.

M. Courteau, dans un premier amendement - qui est certainement sympathique pour les producteurs de champagne - propose d'abaisser ces droits à 22 francs, soit le tarif des vins mousseux. Comme cela a des conséquences préjudiciables pour l'équilibre des finances publiques, la commission y est défavorable.

Cependant, M. Courteau est un homme prudent. Il a prévu, ainsi, une autre échelle et il propose, en cas d'infortune de son amendement no 59, de se replier sur l'amendement no 58 rectifié *bis*, qui porte à 37 francs le droit unique par hectolitre.

Monsieur Courteau, 37 francs, ce n'est pas très loin de 38,40 francs !

M. Emmanuel Hamel. C'est même très près !

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Et si, tout à l'heure, j'ai cru pouvoir exprimer un avis favorable, au nom de la commission des finances, sur l'amendement no 50 rectifié, c'est parce que ces 38,40 francs correspondent à la moyenne arithmétique entre 54,80 francs et 22 francs. Ne pourriez-vous, dans ces conditions, vous rallier à ce chiffre ?

M. Emmanuel Hamel. Par amour pour la moyenne arithmétique !

M. le président. Monsieur Courteau, que pensez-vous de la suggestion de M. le rapporteur général ?

M. Roland Courteau. Certes, monsieur le président, l'amendement no 58 rectifié *bis* est très voisin de celui de M. Hamel : 37 francs pour l'un, 38,40 francs pour l'autre. Mais je regrette que le Sénat n'ait pas à se prononcer sur l'amendement qui était le plus éloigné...

M. le président. Comme vous êtes pessimiste, monsieur Courteau ! Pourquoi n'aurions-nous pas l'occasion de nous prononcer sur votre amendement ? Si la priorité a été ordonnée pour l'amendement no 50 rectifié, ce dernier n'est cependant pas encore adopté !

Je vous renouvelle donc ma question, mon cher collègue : acceptez-vous de rectifier votre amendement ?

M. Roland Courteau. Oui, monsieur le président, je le rectifie.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement no 58 rectifié *ter*, présenté par MM. Courteau, Bœuf et Courrière, les membres du groupe socialiste et apparenté, et tendant :

« I. - Dans le deuxième alinéa (1o) du texte proposé par le paragraphe X de l'article 19 pour l'article 438 du code général des impôts, à remplacer la somme : "54,80 francs" par la somme : "38,40 francs".

« II. - A majorer de 40 francs la somme de 7 810 francs visée au second alinéa (2o) du texte proposé par le paragraphe III de l'article 19 pour le paragraphe I de l'article 403 du code général des impôts. »

Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement rappelle, monsieur le président, qu'il est opposé à cet amendement : pour une majoration relativement faible, qui n'aurait pas d'incidence sur le négoce en raison de sa modicité, on abaisserait les droits sur le champagne, ce qui ne me paraît pas particulièrement opportun.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 50 rectifié, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, les amendements nos 59 et 58 rectifié *ter* n'ont plus d'objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 19, modifié.

(L'article 19 est adopté.)

M. le président. Mes chers collègues, je vous propose d'interrompre nos travaux pendant quelques minutes. *(Assentiment.)*

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue le samedi 19 décembre 1992 à trois heures vingt, est reprise à trois heures quarante-cinq.)

M. le président. La séance est reprise.

Articles 19 *bis*, 20 et 21

M. le président. « Art. 19 *bis*. - Au premier alinéa de l'article 55 de la loi no 92-677 du 17 juillet 1992 précitée, les mots : ", les produis alcooliques" sont supprimés. » - *(Adopté.)*

« Art. 20. - I. - A l'article 564 *undecies* du code général des impôts, sont insérés après le mot : "applicables", les mots : "en France continentale".

« II. - Au deuxième alinéa de l'article 55 de la loi nº 92-677 du 17 juillet 1992 précitée, les mots : "et 575" sont remplacés par les mots : ", 575 et 575 E *bis*".

« III. - Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

« Art. 21. - I. - Le I de l'article 302 *bis* A du code général des impôts est complété par un quatrième alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions sont également applicables aux ventes réalisées dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne. »

« II. - Le premier alinéa de l'article 302 *bis* B du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : "Toutefois, la taxe est versée, dans les mêmes conditions, par le vendeur lorsque la vente est réalisée dans un autre Etat membre de la Communauté économique européenne."

« III. - Au premier alinéa de l'article 302 *bis* C du code général des impôts, après les mots : ", autre que temporaire," sont insérés les mots : "hors du territoire des Etats membres de la Communauté économique européenne,".

« IV. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux ventes et aux exportations réalisées à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

Article 22

M. le président. « Art. 22. - I. - Le premier alinéa de l'article 542 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Lorsque les ouvrages d'or, d'argent ou de platine revêtus de l'empreinte des poinçons réglementaires intérieurs sont exportés hors du territoire communautaire, le droit de garantie est remboursé à l'exportateur sous la condition que les ouvrages soient marqués d'un poinçon spécial. »

« II. - Le premier alinéa de l'article 545 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Les fabricants d'orfèvrerie, joaillerie, bijouterie, sont seuls autorisés à fabriquer des objets d'or, de platine et d'argent à tous autres titres exclusivement destinés à l'expédition vers les autres Etats membres de la Communauté économique européenne ou à l'exportation vers les pays tiers. »

« III. - Le premier alinéa de l'article 548 du code général des impôts est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :

« Les ouvrages d'or, d'argent et de platine importés d'un Etat non membre de la Communauté économique européenne doivent être présentés aux agents des douanes pour être déclarés, pesés, plombés. Ils sont frappés, par l'importateur, du poinçon dit « de responsabilité », qui est soumis aux mêmes règles que le poinçon de maître du fabricant. Ces ouvrages sont ensuite envoyés au bureau de garantie le plus voisin, où ils sont marqués s'ils possèdent l'un des titres légaux.

« Les ouvrages fabriqués ou mis en libre pratique dans un Etat membre la Communauté économique européenne, comportant déjà l'empreinte d'un poinçon de fabricant ou d'un poinçon de responsabilité préalablement déposé auprès d'un bureau de garantie, sont portés à ce dernier par le professionnel responsable de leur introduction en France, pour y être marqués s'ils possèdent l'un des titres légaux. En l'absence de l'une de ces empreintes, ces ouvrages sont soumis aux dispositions de l'alinéa précédent.

« Tous ces ouvrages supportent des droits égaux à ceux perçus pour les ouvrages de même nature fabriqués en France. »

« IV. - Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter du 1er janvier 1993. »

Par amendement nº 25, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit le paragraphe III de cet article :

« III. - Le premier alinéa de l'article 548 du code général des impôts est remplacé par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Les ouvrages d'or, d'argent ou de platine importés d'un Etat non membre de la Communauté économique européenne doivent être présentés aux agents des douanes pour être déclarés, pesés et plombés. Pour être commercialisés en France, les ouvrages doivent ensuite être marqués de deux poinçons français, tout d'abord par l'importateur au moyen du poinçon dit "de responsabilité", qui est soumis aux mêmes règles que le poinçon de maître du fabricant et, ensuite, par le bureau de garantie le plus voisin auquel ils sont envoyés et où ils sont marqués s'ils possèdent un des titres légaux.

« Les ouvrages d'or, d'argent ou de platine fabriqués ou mis en libre pratique dans un Etat membre de la Communauté économique européenne et ne comportant ni l'empreinte d'un poinçon de fabricant ni celle d'un poinçon de responsabilité préalablement déposé auprès d'un bureau de garantie français, sont soumis aux obligations de l'alinéa précédent pour être marqués de deux poinçons français.

« Les ouvrages d'or, d'argent ou de platine fabriqués ou mis en libre pratique dans un Etat membre de la Communauté économique européenne, comportant déjà l'empreinte d'un poinçon de fabricant ou d'un poinçon de responsabilité préalablement déposé auprès d'un bureau de garantie français, sont portés à ce dernier par le professionnel responsable de leur introduction en France, pour y être marqués d'un second poinçon s'il est constaté qu'ils possèdent un des titres légaux.

« Tous ces ouvrages supportent des droits égaux à ceux perçus pour les ouvrages de même nature fabriqués en France. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il s'agit d'un amendement rédactionnel ; qui ne change ni le sens ni la portée de l'article 22. La commission des finances a cru pouvoir améliorer la lisibilité de cet article et espère y être parvenue.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* En présentant cet amendement, la commission des finances espère préciser un texte dont elle estime qu'il n'est pas assez clair. Je n'ai pas d'objection de principe à une réécriture du paragraphe III de l'article 22, mais je crains que celle qui est proposée n'introduise plus d'ambiguïtés qu'elle n'en supprime.

En précisant que l'obligation de la marque ne vise que des ouvrages en métal précieux destinés à être commercialisés en France, l'amendement, en réalité, dispenserait de toute obligation les ouvrages introduits par des particuliers non commerçants, quelle que soit la qualité du métal précieux ainsi importé. Il pourrait même inciter à la constitution de réseaux illicites, composés de personnes qui ne seraient pas soumises à la réglementation sur les métaux précieux.

Par ailleurs, avec cette rédaction, on ne pourrait pas exiger que le poinçon du fabricant dont serait revêtu, par hypothèse, un ouvrage fabriqué dans un autre Etat de la Communauté européenne, ait été préalablement déposé auprès d'un bureau de garantie, ce qui priverait le dispositif de tout moyen de contrôler son efficacité.

Pour ces raisons, je souhaiterais que le Sénat s'en tienne au texte de l'Assemblée nationale.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Monsieur le ministre, je ne comprends pas bien le sens de vos propos. Il me semble que les craintes que vous exprimez sont précisément levées par la rédaction que propose la commission des finances.

Il n'est pas question de dispenser quiconque de l'obligation légale. La France est, de tradition, très exigeante ; c'est un gage de qualité et nous nous situons, avec cette rédaction, dans le droit-fil de cette tradition.

Quant aux circuits parallèles, ils existent déjà sans doute, et je ne crois pas que l'article 22 tel que nous le propose le Gouvernement soit de nature à mettre un terme à leurs activités.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement nº 25, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 22, ainsi modifié.
(L'article 22 est adopté.)

Articles 23 à 26

M. le président. « Art. 23. - I. - Les trois premiers alinéas de l'article 1618 *septies* du code général des impôts sont ainsi rédigés :

« Il est institué, au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles, une taxe portant sur les quantités de farines, semoules et gruaux de blé tendre livrées ou mises en œuvre en vue de la consommation humaine, ainsi que sur les mêmes produits introduits en provenance d'autres Etats membres de la Communauté économique européenne ou importés de pays tiers.

« Les farines, semoules et gruaux de blé tendre expédiés vers d'autres Etats membres de la Communauté économique européenne, exportés ou destinés à être exportés vers des pays tiers, par l'acquéreur, ainsi que les farines utilisées pour la fabrication d'amidon, sont exonérés de la taxe.

« La taxe est perçue auprès des meuniers, des opérateurs qui procèdent à l'introduction des produits sur le marché national et des importateurs de produits en provenance de pays tiers. »

« II. - Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

« Art. 24. - I. - Les dispositions des articles 1727 et 1731 du code général des impôts s'appliquent aux contributions indirectes, aux droits, taxes, redevances, impositions ou sommes obéissant aux mêmes règles, ainsi qu'au droit de garantie établis ou recouvrés par la direction générale des douanes et droits indirects. »

« II. - Les dispositions du présent article entrent en vigueur à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

« Art. 25. - I. - Les actes de cautionnement souscrits au profit des comptables de la direction générale des impôts, pour la garantie des contributions indirectes transférées à la direction générale des douanes et droits indirects, sont de plein droit affectés, au 1er janvier 1993, à la garantie des impositions transférées auprès des comptables de la direction générale des douanes et droits indirects chargés du recouvrement. »

« II. - De même, à compter de cette date, les comptables de la direction générale des douanes et droits indirects sont compétents pour :

« *a)* Demander l'admission définitive des créances de contributions indirectes transférées, antérieurement déclarées ou admises à titre provisionnel au passif des procédures collectives en application du deuxième alinéa de l'article 50 et de l'article 106 de la loi no 85-98 du 25 janvier 1985, relative au redressement et à la liquidation judiciaires des entreprises ; pour lesquelles ils ont obtenu ou délivré, à compter du 1er janvier 1993, un titre exécutoire ou qui ne sont plus contestées ;

« *b)* Convertir en mesures définitives ou en mesures d'exécution, les mesures conservatoires prises avant le 1er janvier 1993 par les comptables de la direction générale des impôts, en application des articles 48 à 57 du code de procédure civile, et relatives aux créances transférées pour lesquelles ils ont obtenu ou délivré, à partir du 1er janvier 1993, un titre exécutoire ;

« *c)* D'une manière générale, poursuivre toute action engagée ou se prévaloir de toute mesure prise avant le transfert par le comptable de la direction générale des impôts ou à son profit, à raison des impositions transférées. » - *(Adopté.)*

« Art. 26. - Le chapitre V du titre V du code des douanes est intitulé Production d'huiles minérales en "usine exercée" et est ainsi modifié :

« I. - L'article 163 est ainsi rédigé :

« *Art. 163.* - 1. La production d'huiles minérales en régime de suspension de taxes et de redevances s'effectue dans un entrepôt fiscal de production dit usine exercée.

« 2. La production d'huiles minérales s'entend de l'extraction et de l'obtention, par tous procédés et à partir de toutes matières premières, des huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265.

« Ne sont toutefois pas considérées comme production d'huiles minérales les opérations suivantes :

« *a)* Les opérations au cours desquelles de petites quantités d'huiles minérales sont obtenues accessoirement ;

« *b)* Les opérations par lesquelles l'utilisateur d'une huile minérale rend sa réutilisation possible dans sa propre entreprise et pour ses besoins propres, pour autant que les montants de taxe déjà payés sur cette huile ne soient pas inférieurs au montant de taxe qui serait dû si l'huile réutilisée était à nouveau soumise à cette imposition.

« 3. Les personnes ayant la qualité d'entrepositaire agréé peuvent seules exploiter une usine exercée ; à ce titre, elles peuvent seules y recevoir, produire et expédier les huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265. »

« II. - L'article 165 est ainsi rédigé :

« *Art. 165.* - 1. Doivent être placés sous le régime de l'usine exercée :

« *a)* Les installations d'extraction d'huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265 ;

« *b)* Les installations ou les établissements de production qui procèdent :

« - soit au traitement ou au raffinage d'huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux, de gaz de pétrole et d'autres hydrocarbures gazeux, pour obtenir des huiles minérales visées aux tableaux B et C de l'article 265 ;

« - soit à la fabrication d'huiles minérales, pour lesquelles un taux de taxe est fixé dans les tableaux B et C de l'article 265.

« 2. Peuvent être placés sous le régime de l'usine exercée, sur la demande de la personne qui en assure l'exploitation, les installations ou les établissements qui procèdent à la fabrication d'huiles minérales pour lesquelles aucun taux de taxe n'est fixé dans les tableaux B et C de l'article 265. A défaut de placement sous le régime de l'usine exercée, les exploitants de ces installations ou établissements sont néanmoins tenus d'en déclarer l'existence et la cessation d'activité à l'administration des douanes.

« 3. Peuvent être effectuées, dans les usines exercées visées au *b* du 1 et au 2 du présent article, des fabrications connexes de produits autres que des huiles minérales, dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé du budget. »

« III. - L'article 165 B est ainsi rédigé :

« *Art. 165 B.* - 1. Les huiles minérales visées au tableau B de l'article 265 sont admises dans les usines exercées visées au *b* du 1 et au 2 de l'article 165 en suspension des taxes et redevances dont elles sont passibles.

« Cette suspension est réservée, dans les usines exercées visées au *a* du 1 de l'article 165, aux produits qui y sont extraits.

« 2. Les huiles minérales ne sont pas soumises aux taxes et redevances dont elles sont passibles lorsqu'elles sont consommées dans l'enceinte des usines exercées visées au *b* du 1 et au 2 de l'article 165 aux fins de fabrication d'autres huiles minérales et à la production de l'énergie nécessaire à ces fabrications. »

« IV. - L'article 167 est ainsi rédigé :

« *Art. 167.* - La mise en service, l'exploitation ainsi que toute modification substantielle des conditions d'exploitation de l'usine exercée doivent être autorisées par l'administration des douanes dans des conditions fixées par décret. »

« V. - Les articles 163 A, 164, 164 A, 166 et 168 *bis* du code des douanes sont abrogés. »

« VI. - Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

« Art. 27. - I. - Le 1 de l'article 265 du code des douanes est ainsi rédigé :

« 1. Les huiles minérales reprises aux tableaux B et C ci-après sont passibles d'une taxe intérieure de consommation dont le tarif est fixé comme suit :

« Le tableau A annexé au même 1 est supprimé. »

« II. - Le tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes est ainsi modifié :

« *a)* Sont supprimés les produits suivants :

« - les carburéacteurs repris aux indices d'identification 4, 7, 19, 21 et 25 ;

« - le gaz naturel liquéfié repris à l'indice d'identification 30 ;

« - le gaz naturel présenté à l'état gazeux repris aux indices d'identification 37 et 38 ;

« - le coke de pétrole calciné et non calciné, le bitume de pétrole et les autres résidus des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, respectivement repris aux indices d'identification 44, 43, 45 et 46 ;

« - les cires préparées non émulsionnées et sans solvant à base de paraffine, cires de pétroles ou de minéraux bitumineux reprises à l'indice d'identification 50.

« *b)* Sont modifiées les lignes correspondant aux produits suivants :

« - Mélanges à forte teneur en hydrocarbures aromatiques repris à l'indice d'identification 2 :

« Après les mots : "destinés à être utilisés comme carburants", sont insérés les mots : "ou combustibles".

« - Carburéacteurs, type essence, repris à l'indice d'identification 13 :

« Sous la ligne : "Carburéacteurs, type essence", sont insérés les mots :

« ... Sous condition d'emploi, (affectés de l'indice d'identification) 13.

« ... Autres, (affectés de l'indice d'identification) 13 *bis*. »

« - Carburéacteurs, type pétrole lampant, repris à l'indice d'identification 17 :

« Sous la ligne : "... Carburéacteurs, type pétrole lampant", sont insérés les mots :

« ... Sous condition d'emploi, (affectés de l'indice d'identification) 17.

« ... Autres, (affectés de l'indice d'identification) 17 *bis*. »

« - Propane liquéfié repris à l'indice d'identification 31 ;

« Sous la ligne : "Propane liquéfié (à l'exclusion du propane d'une pureté égale ou supérieure à 99 p. 100)", sont insérés les mots :

« Destiné à être utilisé comme carburant.

« ... Sous condition d'emploi, (affecté de l'indice d'identification) 30 *bis*.

« ... Autre, (affecté de l'indice d'identification) 30 *ter*.

« - Destiné à d'autres usages, (affecté de l'indice d'identification) 31. »

« - Butanes liquéfiés repris à l'indice d'identification 32 :

« Sous la ligne : "Butanes liquéfiés", sont insérés les mots :

« - Destinés à être utilisés comme carburant.

« ... Sous condition d'emploi, (affectés de l'indice d'identification) 31 *bis*.

« ... Autres, (affectés de l'indice d'identification) 31 *ter*.

« Destinés à d'autres usages, (affectés de l'indice d'identification) 32. »

« - Autres gaz de pétrole et autres hydrocarbures repris à l'indice d'identification 39.

« - Mélange spécial de butane et de propane destiné à être utilisé comme carburant, repris à l'indice d'identification 34 :

« Sous la ligne : "Mélange spécial de butane et de propane destiné à être utilisé comme carburant", sont insérés les mots :

« ... Sous condition d'emploi, (affecté de l'indice d'identification) 33 *bis*.

« Autre, (affecté de l'indice d'identification) 34. »

« Sous la ligne : "Autres gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux", sont insérés les mots :

« - Destinés à être utilisés comme carburant, (affectés de l'indice d'identification) 38 *bis*.

« - Destinés à d'autres usages, (affectés de l'indice d'identification), 39. »

« III. - Le *a* du tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes est abrogé. »

« IV. - Au troisième alinéa de *c* du 2 du tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes, les mots : "Pour le gaz naturel comprimé destiné à être utilisé comme carburant, visé à l'indice d'identification 36" sont remplacés par les mots : "Pour le méthane, le gaz naturel et les autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux destinés à être utilisés comme carburants". »

« V. - Le *d* du 2 du tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes est abrogé. »

« VI. - Le tableau C annexé à l'article 265 du code des douanes est intitulé : "Autres huiles minérales". »

« VII. - Le 1 du tableau C annexé à l'article 265 du code des douanes est abrogé. »

« VIII. - Le 2 du tableau C annexé à l'article 265 du code des douanes est intitulé : "Tarif et règles d'application". »

« IX. - Au 2 du tableau C annexé à l'article 265 du code des douanes, après les mots : "sont exemptés de la taxe intérieure de consommation" sont insérés les mots : "sauf lorsqu'ils sont destinés à être utilisés comme carburant ou combustible". »

« X. - Le tableau C annexé à l'article 265 du code des douanes est ainsi modifié :

« *a)* Sont supprimés les lignes correspondant aux produits suivants :

« - Têtes sulfurées. Autres produits aromatiques destinés à la fabrication de noirs de carbone du n° 2803, repris à l'indice d'identification 5 ;

« - Ethylbenzène, repris à l'indice d'identification 20 ;

« - Naphtalène, repris à l'indice d'identification 21.

« *b)* Sont modifiées les lignes correspondant aux produits suivants :

« - Benzols, repris à l'indice d'identification 1 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« - Toluols repris à l'indice d'identification 2 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« - Xylols repris à l'indice d'identification 3 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« - Solvant-naphta et autres mélanges visés à l'indice d'identification 4 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont remplacés par les mots : "destinés à des usages autres que carburants ou combustibles".

« Les lignes correspondant aux produits repris aux indices d'identification 6 à 11 sont supprimées et remplacées par une ligne : "Hydrocarbures acycliques" reprenant tous les produits qui relèvent de la position 2901 du tarif douanier.

« - Autres hydrocarbures cyclaniques et cycléniques repris à l'indice d'identification 13 :

« Après les mots : "à l'exclusion de l'azulène", sont insérés les mots : "et de ses dérivés alkylés".

« - Benzène repris à l'indice d'identification 14 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« - Toluène repris à l'indice d'identification 15 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« - Isomères du xylène repris à l'indice d'identification 19 :

« Les mots : "destinés à d'autres usages" sont supprimés.

« *c)* Sont créées les lignes correspondant aux produits suivants :

« - Goudrons de houille, de lignite ou de tourbe et autres goudrons minéraux destinés à des usages autres que combustibles, repris à la position 2706 du tarif douanier. »

« - Huiles de créosote, reprises à la position 2707.9100 du tarif douanier. »

« - Huiles légères brutes distillant 90 p. 100 ou plus de leur volume jusqu'à 200 °C reprises à la position 2707.9911 du tarif douanier. »

« - Autres huiles brutes reprises à la position 2707.9919 du tarif douanier. »

« - Mélanges bitumineux autres que les bitumes fluxés, émulsions de bitume de pétrole et similaires, repris à la position 2715.00 du tarif douanier. »

« - Préparations contenant en poids 70 p. 100 ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux non considérés comme constituants de base, reprises à la position 3403.1910 du tarif douanier. »

« - Préparations antidétonantes, inhibiteurs d'oxydation, additifs peptisants, améliorants de viscosité, additifs anticorrosifs et autres additifs préparés pour huiles minérales ou autres liquides utilisés aux mêmes fins repris à la position 3811 du tarif douanier (à l'exclusion des produits visés au 3811.2100). »

« - Alkylbenzènes en mélange et alkylnalphtalènes en mélanges, autres que ceux des positions 2707 ou 2902, repris à la position 3817 du tarif douanier. »

« - Propane liquéfié d'une pureté égale ou supérieure à 99 p. 100 repris à la position 2711.1211 et 2711.1219 du tarif douanier. »

« XI. - Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 1993. »

Par amendement n° 26, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de remplacer le paragraphe I de cet article par deux paragraphes ainsi rédigés :

« I. - Le 1 de l'article 265 du code des douanes est ainsi rédigé :

« 1. Les huiles minérales reprises aux tableaux B et C ci-après sont passibles d'une taxe intérieure de consommation dont le tarif est fixé comme suit : »

« I *bis*. - Le tableau A annexé au 1 et le 2 de l'article 265 du code des douanes sont supprimés. »

La parole est à M. le rapporteur général.

Article 27

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'article 27 a pour objet de transposer en droit français la directive communautaire relative à l'harmonisation des structures des droits d'accise sur les huiles minérales.

Il harmonise les appellations et la classification des produits, sans toutefois modifier les taux de perception qui leur sont applicables.

Par un amendement du Gouvernement qui a été adopté par l'Assemblée nationale, la taxe intérieure de consommation sur les denrées tropicales a été supprimée. On ne peut qu'approuver cette mesure.

En effet, la taxe ne rapporte que 18 millions de francs par an. Ses modalités auraient dû, en tout état de cause, être modifiées pour tenir compte des nécessités d'harmonisation européenne.

L'amendement n° 26 répond à un souci de coordination avec cette mesure. C'est ainsi qu'est proposée la suppression du paragraphe II de l'article 265 du code des douanes qui, visant la taxe intérieure de consommation sur les denrées tropicales, n'a plus lieu d'être.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 26, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 80 rectifié, le Gouvernement propose de modifier le *b* du paragraphe II de l'article 27 comme suit :

« I. - Avant le quatrième alinéa ("carburéacteurs, type essence, repris à l'indice d'identification 13 :"), insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« - *White spirit,* repris à l'indice d'identification 5 :

« Sous la ligne : *"White spirit"*, sont ajoutés les mots :

« ... destiné à être utilisé comme combustible à usage domestique, (affecté de l'indice d'identification) 4 *bis ;*

« ... autre, (affecté de l'indice d'identification) 5. »

« II. - Avant le huitième alinéa "carburéacteurs, type pétrole lampant, repris à l'indice d'identification 17 :", insérer quatre alinéas ainsi rédigés :

« - Pétrole lampant, repris à l'indice d'identification 16 :

« Sous la ligne : "Pétrole lampant", ajouter :

« ... sous condition d'emploi, (affecté de l'indice d'identification) 15 *bis ;*

« ... autre, (affecté de l'indice d'identification) 16. »

« III. - *a)* Supprimer le vingt-quatrième alinéa.

« *b)* Après le vingt-huitième alinéa de cet article - autre, "affecté de l'indice d'identification" 34, insérer un alinéa ainsi rédigé :

« - autres gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux repris à l'indice d'identification 39 : ».

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* La directive n° 92/82/CEE relative aux taux d'accises sur les huiles minérales prévoit un taux minimal spécifique pour le pétrole lampant lorsqu'il est utilisé pour le chauffage.

Dans le souci de ne pas pénaliser les ménages modestes, qui sont les principaux utilisateurs de pétrole lampant comme combustible de chauffage, l'Assemblée nationale a adopté, en nouvelle lecture, un amendement qui vise à taxer le pétrole lampant utilisé dans ces conditions au taux du fioul domestique.

Néanmoins, dans un souci d'équité fiscale, le taux du fioul domestique a également été appliqué au *white spirit* lorsqu'il est utilisé comme combustible à usage ménager.

L'amendement qui vous est proposé a pour effet d'adapter en conséquence le libellé du tableau B de l'article 265 du code des douanes. C'est un amendement de coordination avec le projet de loi de finances pour 1993.

La troisième partie de cet amendement est purement rédactionnelle et a pour objet de rétablir l'ordre correct de présentation des modifications du tableau B de l'article 265 du code des douanes, adoptées par l'Assemblée nationale en première lecture.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 80 rectifié, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 27, modifié.

(L'article 27 est adopté.)

Articles 28 et 28 *bis*

M. le président. « Art. 28. - I. - Au 2 de l'article 265 B du code des douanes, après les mots : "les utilisateurs de produits bénéficiant d'un régime fiscal privilégié", sont insérés les mots : "ainsi que les opérateurs introduisant ces produits sur le territoire national". »

« II. - Au 3 de l'article 265 B du code des douanes, il est inséré un premier alinéa ainsi rédigé :

« L'utilisation de produits pétroliers à des usages ou dans des conditions n'ouvrant plus droit au régime privilégié dont ils ont bénéficié donne lieu à l'exigibilité du supplément des taxes et redevances applicables. »

« III. - Les dispositions du présent article entrent en vigueur au 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

« Art. 28 *bis*. - Dans la deuxième phrase du premier alinéa du 1 de l'article 267 du code des douanes, après les mots : "les infractions sont", est inséré le mot : "recherchées,". » - *(Adopté.)*

Articles additionnels après l'article 28 *bis*

M. le président. Je suis saisi de deux amendements identiques.

Le premier, n° 61, est présenté par M. Adnot.

Le second, n° 62, est déposé par M. Masseret.

Tous deux tendent à insérer, après l'article 28 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'article 32 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991) est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les produits pétroliers figurant au tableau B annexé à l'article 265 du Code des Douanes bénéficient d'une réduction de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers lorsqu'ils incorporent les produits désignés ci-après, élaborés sous contrôle fiscal dans des unités de production en vue d'être utilisés comme carburant :

« *a)* Esters d'huile de colza et de tournesol utilisés en substitution du gazole et du fioul domestique ;

« *b)* Alcool éthylique, élaboré à partir de céréales, topinambourgs, pommes de terre ou betteraves, et incorporé aux supercarburants et aux essences ;

« *c)* Dérivés de l'alcool éthylique visé au *b* ci-dessus incorporés aux supercarburants et aux essences.

« La réduction sera de :

« 0,026 8 F par centilitre d'esters d'huile de colza ou de tournesol mélangé dans un litre de produit ;

« 0,032 0 F par centilitre d'alcool éthylique mélangé dans un litre de produit.

« Pour les dérivés de l'alcool éthylique, la réduction sera calculée en proportion de l'alcool éthylique contenu dans le dérivé selon le taux de réduction indiqué pour l'alcool éthylique ci-dessus. »

« II. - La perte de ressources résultant du I ci-dessus sera compensée, à due concurrence, par une augmentation de la taxe intérieure de la consommation sur les produits pétroliers applicable :

« - aux supercarburants et à l'essence normale (indices d'identification 11 - 11 bis et 12 au tableau B annexé à l'article 265 du Code des Douanes),

« - au gazole (indice d'identification n° 21 au tableau B annexé à l'article 265 du Code des Douanes),

« - et au fioul domestique (indice d'identification n° 20 au tableau B annexé à l'article 265 du Code des Douanes). »

« III. - Les modalités d'application des présentes dispositions sont fixées par arrêté conjoint des ministres chargés de l'agriculture, du budget, et de l'énergie. »

La parole est à M. Adnot.

M. Philippe Adnot. Monsieur le président, cet amendement, qui concerne les agrocarburants est destiné à transformer l'exonération de taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, qui porte sur les produits que l'on souhaite incorporer, que ce soit de l'alcool éthylique et ses dérivés ou des esters d'huile de colza, en une exonération de TIPP qui porterait, cette fois, sur le mélange, de manière à rendre opérationnelles les facilités qui ont été accordées jusqu'à présent par la loi, mais qui ne peuvent pas être mises en application en raison de blocages que je vais tenter d'expliquer.

En ce qui concerne l'éthanol, il n'y a, aujourd'hui, aucun problème pour l'incorporer au gazole.

L'exonération de TIPP qui a été accordée, soit 3,20 francs par litre, permet de rentabiliser la culture de betteraves et donc la transformation en éthanol. Le seul blocage restant à l'heure actuelle vient, tout simplement, des pétroliers : nous attendons qu'ils veuillent bien incorporer ce produit à leur carburant.

En ce qui concerne les diesters, la production n'est pas encore rentable pour les agriculteurs. Tout le monde le sait, il manque à l'heure actuelle 1 000 francs à l'hectare et également 400 francs pour les entreprises de transformation. En effet, l'exonération de TIPP sur les agrocarburants destinés à être incorporés au gazole est de 1,67 franc.

Si on calculait la TIPP sur le mélange, elle serait alors acceptable pour tous. La méthode proposée est explicitée dans l'amendement.

Un débat a eu lieu à l'Assemblée nationale sur un amendement identique. Il a finalement abouti à des mesures qui ne donnent pas satisfaction parce qu'elles ne concernent qu'un nombre limité d'hectares de colza utilisables, ce qui ne justifie pas la mise en place d'installations industrielles susceptibles d'atteindre un seuil de rentabilité acceptable.

Cet amendement est donc destiné à débloquer la situation et à permettre effectivement de passer à l'application de mesures déjà adoptées.

M. le président. La parole est à M. Masseret, pour défendre l'amendement n° 62.

M. Jean-Pierre Masseret. Monsieur le président, vous l'avez indiqué tout à l'heure, cet amendement est rigoureusement identique au précédent ; il est vrai que M. Adnot et moi-même avons réfléchi et travaillé ensemble !

Tout le monde parle des biocarburants. Il s'agit maintenant de passer aux actes : ces amendements ont l'ambition de contribuer à faire avancer ce dossier.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur ces deux amendements identiques ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Les propos qui viennent d'être tenus sont des propos d'expert ; ils sont prometteurs, et sans doute de nature à apaiser les craintes du monde agricole en ouvrant des voies nouvelles.

M. Robert Vizet. Il en faudrait un peu plus quand même !

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission émet donc un avis favorable. Elle s'interroge toutefois sur le coût fiscal que représentera ce dispositif au fil des années.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* La mesure qui est proposée par les auteurs des amendements nos 61 et 62 s'inscrit en opposition avec la logique du dispositif qui a été récemment mis en place - il s'agit de l'article 32 de la loi de finances pour 1992 et de son arrêté d'application du 27 mars 1992 - puisqu'elle vise à réduire la TIPP qui s'applique au carburant final dans lequel est incorporé le biocarburant au lieu d'exonérer le seul volume de carburant d'origine agricole incorporé.

De plus, le dispositif de l'article 32 de la loi de finances enferme cette exonération dans des limites précises : élaboration dans une unité pilote et utilisation dans un cadre expérimental.

A l'opposé, les seules conditions posées par les amendements de MM. Adnot et Masseret sont liées à une élaboration sous contrôle fiscal dans des unités de production.

Cette disposition n'est pas non plus conforme, je tiens à le dire, aux textes communautaires, et notamment à la proposition de directive de la Commission des Communautés européennes qui prévoit une limitation du taux de l'accise applicable au carburant agricole, et non de celui qui est applicable au mélange obtenu après incorporation de biocarburant.

Elle n'est pas conforme non plus à la directive du 19 octobre 1992 relative à la structure des droits d'accises sur les huiles minérales qui autorise les Etats membres à exonérer totalement ou partiellement les huiles sous réserve qu'elles soient utilisées sous contrôle fiscal et dans le cadre de projets pilotes visant au développement technologique de produits moins polluants.

Ne serait-ce que pour ces deux arguments, le Gouvernement serait défavorable aux amendements nos 61 et 62.

Mais par ailleurs, et dans l'attente des conclusions du groupe de travail présidé par M. Lévy, le Gouvernement considère qu'il ne serait pas très cohérent d'envisager d'ores et déjà une modification du dispositif fiscal actuellement applicable aux biocarburants.

De plus, contrairement à ce qui s'est fait dans le passé, le Gouvernement a déjà pris, dans le cadre de la loi de finances pour 1993, une série de mesures destinées à favoriser le développement de la production de biocarburants.

Je les rappelle : d'une part, ouverture d'une ligne budgétaire de 25 millions de francs afin de promouvoir, à titre expérimental, les cultures destinées à la production d'esters sur des terres de jachère non alimentaire ; d'autre part, création d'une agence nationale pour la valorisation des cultures énergétiques.

Enfin, ces mesures seront complétées par la signature prochaine d'un protocole liant l'Etat, les pétroliers et les professions des secteurs agricoles et agro-industriels permettant ainsi l'enlèvement, au cours des trois prochaines années - je tiens à insister sur ce point - de quantités croissantes d'ester de colza à destination, notamment, des collectivités locales.

L'ensemble de ce dispositif permettra ainsi de rééquilibrer les efforts de l'Etat entre les filières ester et éthanol.

En conclusion, le Gouvernement est défavorable à ces deux amendements identiques.

M. le président. Monsieur Adnot, l'amendement n° 61 est-il maintenu ?

M. Philippe Adnot. Je le maintiens, monsieur le président.

Monsieur le ministre, je souhaite attirer votre attention sur un certain nombre de points qui vous ont peut-être échappé.

Laisser les choses en l'état, c'est continuer à favoriser la filière éthanol : chaque fois qu'il y a une augmentation de la TIPP - et on a pu constater, au cours des derniers mois, que cela se produisait assez fréquemment - cette filière devient de plus en plus compétitive.

A l'heure actuelle, les 3,20 francs d'exonération suffisent. Si demain elle passe à 3,40 francs ou à 3,50 francs, cela favorisera toujours la filière.

En revanche, maintenir une TIPP à 1,67 franc sur le gazole ne rendra pas la filière diester compétitive.

La méthode que nous proposons permet non seulement de rééquilibrer les filières mais, en même temps, de garantir que le coût financier n'évoluera pas.

Quant aux mesures que vous avez rappelées, elles empêcheront la France de se doter d'équipements lui permettant d'être efficace sur le plan industriel.

Les terres de jachère non alimentaire qui serviront à la production d'esters seront, en surface, notoirement insuffisantes. Au bout de la troisième année, elles ne représenteront que 100 000 hectares répartis sur l'ensemble de notre territoire. Or, aujourd'hui, pour qu'une unité soit industriellement intéressante, il faut qu'elle compte environ 80 000 hectares.

Vous ne disposerez donc d'aucune unité de production efficace et vous ne parviendrez pas à être compétitif. En revanche, d'autres pays nous feront de la concurrence et vous aurez rendu ainsi le plus mauvais service qu'il soit possible de rendre à l'agriculture française.

Par ailleurs, et surtout, vous aurez été au-devant du désir des Américains qui espèrent bien restreindre notre possibilité d'utiliser des terres de jachère à des fins industrielles.

Aujourd'hui, pour pouvoir utiliser 50 p. 100 de la jachère en France, il faudrait que 700 000 hectares soient mis en culture. Selon vos propositions, au bout de trois ans, nous disposerions seulement de 100 000 hectares répartis sur l'ensemble du territoire. Ainsi, vous empêcherez toute utilisation des carburants d'origine agricole, ce qui serait un coup fatal porté à l'agriculture française.

M. le président. Monsieur Masseret, votre amendement est-il maintenu ?

M. Jean-Pierre Masseret. Non, monsieur le président, je le retire.

Je ne suis pas insensible aux arguments du Gouvernement, mais je souhaite que lui-même ne soit pas sourd à l'appel que j'ai lancé par le biais de mon amendement, et qu'il l'intègre dans sa réflexion générale.

J'entends bien qu'une directive communautaire s'oppose à notre dispositif. Il présente tout de même le mérite de répondre très concrètement à des préoccupations qui, aujourd'hui, ne sont pas prises en compte.

Si l'on veut véritablement à la fois avoir des biocarburants et traiter en partie les difficultés du monde agricole français, c'est probablement vers ce type de solutions qu'il faut s'orienter plutôt que vers celles qui sont préconisées aujourd'hui.

Je retire donc mon amendement, d'autant que celui de M. Adnot sera certainement adopté.

M. le président. L'amendement n° 62 est retiré.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je veux simplement répondre à M. Masseret que le débat sur les biocarburants est instauré depuis des années en France.

Des promesses d'ouvrir grandes les vannes du biocarburant ont été faites à une certaine époque, mais elles n'ont jamais été tenues.

Jamais un gouvernement n'a autant fait que celui-ci pour développer le carburant vert, à titre expérimental ; il faut, en effet, en ce domaine comme en d'autres, apprécier les résultats, résoudre des problèmes techniques et budgétaires - M. le rapporteur général les a d'ailleurs évoqués.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 61, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 28 *bis*.

Mes chers collègues, en une heure quarante, nous avons examiné dix-sept amendements...

M. Emmanuel Hamel. Et il est quatre heures dix !

M. le président. ... soit un braquet de dix à onze à l'heure, et il en reste encore soixante-dix !

B. - *MESURES DIVERSES*

Article additionnel avant l'article 29 A

M. le président. Par amendement n° 27, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, avant l'article 29 A, un article additionnel ainsi rédigé :

« A. - I. - L'article 885 E du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La valeur vénale des logements affectés à la résidence principale fait l'objet d'un abattement forfaitaire de 30 p. 100, dans la limite de 750 000 francs. »

« II. - Les dispositions du I ci-dessus s'appliquent à compter du 1er janvier 1993.

« B. - La perte de recettes résultant du A ci-dessus est compensée par le relèvement à due concurrence du tarif applicable à la tranche supérieure du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune fixé à l'article 885 U du code général des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur.* L'objet de cet article additionnel a déjà été approuvé par le Sénat à l'initiative de la commission des finances dans les lois de finances pour 1990 et 1991. Il tend à exclure partiellement la résidence principale de l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune.

Cet amendement va dans le sens de l'équité puisque les statistiques fiscales montrent que, sur les 148 000 redevables de cet impôt, la plupart sont des personnes âgées résidant en Ile-de-France et dont l'actif est principalement constitué d'immobilier, notamment de leur résidence principale.

La commission des finances propose un amendement selon lequel la résidence principale fait l'objet d'un abattement forfaitaire de 30 p. 100 dans la limite de 750 000 francs. Cet abattement est gagé par une augmentation à due concurrence du tarif applicable à la tranche supérieure du barème de l'impôt de solidarité sur la fortune.

On peut considérer que le coût de cette mesure serait de l'ordre de 500 millions à 600 millions de francs. Dans ces conditions, pour compenser la moins-value, il faudrait porter le taux le plus élevé de l'ISF sans doute de 1,5 p. 100 à 1,7 p. 100.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit d'une proposition dont nous avons déjà eu souvent l'occasion de débattre.

Je veux simplement rappeler que l'impôt sur la fortune s'applique au seul patrimoine dont la valeur nette excède 4 930 000 francs. Pour le Gouvernement, ce seuil élevé d'imposition prend en compte la possession d'une résidence principale de valeur appréciable.

C'est la raison pour laquelle j'émets un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 27.

M. Jean-Pierre Masseret. Je demande la parole contre l'amendement.

M. le président. La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. C'est l'un des « clignotants » dont parlait M. le rapporteur général tout à l'heure dans son exposé.

Dans mon intervention, j'avais indiqué que certains d'entre eux démontraient la volonté de la majorité sénatoriale de revenir à des errements anciens, de mettre en place une législation fiscale qui ne sert pas les intérêts du plus grand nombre de nos concitoyens.

Il s'agit d'une fiscalité qui avantage ceux qui possèdent. Par conséquent, je suis contre cet amendement, comme l'est d'ailleurs l'ensemble du groupe socialiste.

M. Robert Vizet. Il a tout à fait raison !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 27, repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, avant l'article 29 A.

Par amendement n° 2 rectifié, M. Delong propose d'insérer, avant l'article 29 A, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - A. - A compter du 1er janvier 1993, l'article 1618 *bis* du code général des impôts est supprimé.

« B. - La perte de ressources résultant, pour le budget annexe des prestations sociales agricoles, des dispositions du A ci-dessus est compensée, à due concurrence, par le relèvement du taux de la cotisation prévue à l'article 1614 du code général des impôts.

« C. - La perte de recettes résultant, pour le budget de l'Etat, de l'application du paragraphe B ci-dessus est compensée à due concurrence par le relèvement du tarif des droits de consommation sur le tabac prévu à l'article 575 A du code général des impôts. »

« II. - A compter du 1er janvier 1993, les taux de la taxe forestière versée au Fonds forestier national, figurant aux 2° et 4° de l'article 1613 II du code général des impôts sont fixés respectivement à 1,6 p. 100 et à 0,2 p. 100. »

« III. - Le paragraphe *c* du 3° de l'article 1613 II du code général des impôts est supprimé. »

« IV. - Le paragraphe suivant est rajouté à l'article 1613 II du code général des impôts :

« 5° 0,6 p. 100 de la valeur des produits suivants, énumérés selon la même référence :

« 44 10 10 10, 44 10 10 30, 44 10 10 50, 44 10 10 90 panneaux de particules.

« 44.11. Panneaux en fibre de bois ou d'autres matières ligneuses.

« 44.12. Panneaux plaqués, exclusivement de bois ou d'autres matières ligneuses. »

« V. - Le Gouvernement présentera au Parlement avant le 30 avril 1993 un rapport sur les voies et moyens d'un élargissement des sources de financement du Fonds forestier national. »

L'amendement n° 2 rectifié est-il soutenu ?...

Article 29 A

M. le président. « Art. 29 A. - Dans le deuxième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts, après les mots : "code de l'urbanisme", insérer les mots : "ainsi que des frais de relogement, d'adhésion à des associations foncières urbaines libres ou des indemnités d'éviction engagées ou versées à cette occasion, par des propriétaires". »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 3, M. Valade et les membres du groupe du rassemblement pour la République proposent de rédiger ainsi cet article :

« I. - Dans le sixième alinéa du paragraphe I (deuxième alinéa du 3°) de l'article 156 du code général des impôts, après les mots : "code de l'urbanisme", sont insérés les mots : "ainsi que des frais de relogement, d'adhésion à des associations foncières urbaines libres ou des indemnités d'éviction engagées ou versées à cette occasion, par des propriétaires, des frais d'architecte, des frais financiers entraînés par les emprunts ainsi que des autres charges déductibles des revenus fonciers précisées par l'article 31 du code général des impôts". »

« II. - Les pertes de recettes découlant de l'application du I ci-dessus sont compensées par une majoration à due concurrence des tarifs mentionnés à l'article 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 28, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose :

« A. - Dans le texte présenté par l'article 29 A pour être insérer dans le deuxième alinéa du 3° du I de l'article 156 du code général des impôts, après les mots : "indemnités d'éviction" de supprimer les mots : "engagées ou".

« B. - De compléter cet article par un paragraphe ainsi rédigé :

« II. - Les dispositions du présent article sont applicables à compter de l'imposition des revenus de 1992. »

« C. En conséquence, de faire précéder le début de cet article de la mention : "I."

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Monsieur le président, je souhaite que l'on examine en priorité l'amendement n° 28.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur cette demande de priorité ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. La priorité est ordonnée.

La parole est à M. Hamel, pour présenter l'amendement n° 3, étant entendu que je mettrai aux voix par priorité l'amendement n° 28.

M. Emmanuel Hamel. L'article 22 de la loi d'orientation pour la ville adoptée l'an dernier avait quelque peu modifié les règles relatives aux SCPI - sociétés civiles de placement immobilier - dites « loi Malraux ».

Or, il apparaît que cet article 22 pourrait faire l'objet d'une interprétation restrictive de la définition des déficits fonciers imputables sur le revenu global du contribuable.

Cette situation nouvelle serait d'autant plus préjudiciable à l'investissement pour la sauvegarde des centres villes que les épargnants ont désormais à leur disposition toute une gamme de produits financiers liquides ou semi-liquides. Ces épargnants seraient donc rapidement détournés d'une forme d'investissement non liquide, si l'incitation fiscale venait à être réduite sensiblement.

L'Assemblée nationale a reconnu l'existence d'une difficulté. Elle propose d'améliorer - très légèrement - le texte fiscal en vigueur. Il conviendrait d'aller plus loin pour obtenir la sauvegarde d'un dispositif qui donne à tous pleinement satisfaction.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 3 et pour défendre l'amendement n° 28.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement n° 3 tend à rétablir, en quelque sorte, les dispositions de la loi Malraux, favorables aux propriétaires investisseurs dans les quartiers faisant l'objet de secteurs sauvegardés. Je précise que le Sénat s'est prononcé à ce sujet dans le cadre de l'examen de la loi sur la ville et qu'il a souhaité mettre un terme à certaines des dispositions contenues précédemment dans la loi Malraux.

La commission est donc défavorable à l'amendement n° 3.

Quant à l'amendement n° 28, il vise l'article 29 A, qui ouvre au contribuable la possibilité d'imputer sur son revenu global des déficits fonciers, les frais indissociables des travaux engagés dans le cadre d'opérations groupées de restauration immobilière.

L'Assemblée nationale a introduit des mesures nouvelles, dont l'utilité est reconnue pour l'essentiel par la commission des finances du Sénat. Toutefois, nous avons cru y discerner deux ambiguïtés que nous souhaitons lever.

La première est relative aux dépenses qui sont prises en compte. On parle de dépenses engagées ou versées. Il nous semble, pour clarifier la situation, qu'il faudrait retenir la notion de dépenses versées.

Par ailleurs, subsiste un problème de date et nous suggérons d'apporter une précision en visant les revenus de 1992.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur ces deux amendements ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Monsieur le président, le Gouvernement partage le sentiment de M. le rapporteur général : il est défavorable à l'amendement n° 3 et favorable à l'amendement n° 28, qui améliore le texte.

M. le président. Je tiens à indiquer au Sénat que si l'amendement n° 28 est adopté, l'amendement n° 3 n'aura plus d'objet.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Absolument, monsieur le président.

M. le président. Je suis heureux d'en entendre la confirmation, car cela me met à l'abrit de toute critique ultérieure !

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 28, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 3 n'a plus d'objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 29 A, ainsi modifié.

(L'article 29 A est adopté.)

Article 29

M. le président. « Art. 29. - I. - Au premier alinéa de l'article 208 *quater* A du code général des impôts, l'année "1993" est remplacée par l'année : "1994". »

« II. - Au premier alinéa de l'article 208 *sexies* du code général des impôts, l'année "1992" est remplacée par l'année : "1993". »

« III. - Aux articles 750 *bis* A et 1135 du code général des impôts, l'année "1992" est remplacée par l'année : "1993". » - *(Adopté.)*

Article 30

M. le président. « Art. 30. - I. - Seront créées par décret en Conseil d'Etat dans les cantons des départements du Nord et du Pas-de-Calais dont la liste est annexée au présent article, deux zones dans lesquelles les entreprises qui s'implantent bénéficient du régime fiscal défini au III.

« Ces zones sont délimitées en tenant compte des éléments de nature à faciliter l'implantation d'entreprises et notamment des infrastructures existantes, des possibilités d'aménagement et des conditions de la maîtrise des sols.

« La superficie totale des terrains inclus dans les deux zones ne peut dépasser 600 hectares. Chaque zone peut comprendre de un à quatre sites non contigus. »

« II. - Le décret créant chaque zone est pris au vu d'une convention conclue entre :

« *a)* L'Etat ;

« *b)* La ou les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales intéressés ;

« *c)* Si l'aménagement des terrains n'est pas assuré par la ou les personnes publiques mentionnées au *b* ci-dessus, la personne publique ou le concessionnaire chargé de cet aménagement.

« Cette convention définit notamment les conditions d'aménagement et de gestion de la zone ainsi que les conditions de cession ou de location des immeubles bâtis ou non bâtis situés dans la zone. »

« III. - Les personnes morales soumises de plein droit ou sur option à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun qui, dans les cinq ans de l'institution de l'une des zones prévues au I, se seront créées pour y exploiter une entreprise, peuvent, dans les conditions prévues au présent article, bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 22 p. 100 :

« *a)* Du prix de revient hors taxes des investissements qu'elles réalisent jusqu'au terme du trente-sixième mois suivant celui de leur constitution ;

« *b)* Ou du prix de revient hors taxes dans les écritures du bailleur des biens qu'elles prennent en location dans le délai prévu au *a* auprès d'une société de crédit-bail régie par la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail.

« Les investissements ouvrant droit au crédit d'impôt s'entendent des acquisitions ou des locations en crédit-bail, dans le cadre des opérations de crédit-bail visées à l'article premier de la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 précitée, de bâtiments industriels et de biens d'équipement amortissables selon le mode dégressif en vertu du 1 de l'article 39 A du code général des impôts. Le crédit d'impôt ne s'applique pas aux biens reçus par apport.

« Les personnes morales créées dans le cadre d'une concentration ou d'une restructuration d'activités préexistant dans les zones ou qui reprennent de telles activités ne peuvent pas bénéficier de ce crédit d'impôt. »

« IV. - Le crédit d'impôt prévu au III est imputable sur le montant de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale au titre des exercices clos dans les dix ans de sa constitution. Il ne peut être restitué.

« L'imputation du crédit d'impôt ne peut être appliquée sur l'impôt sur les sociétés résultant de l'imposition :

« 1° Des produits des actions ou parts de société, et des résultats de participation dans des organismes mentionnés aux articles 8, 8 *quater*, 239 *quater*, 239 *quater* B et 239 *quater* C du code général des impôts ;

« 2° Des subventions, libéralités et abandons de créances ;

« 3° Des produits de créances et d'opérations financières pour le montant qui excède celui des frais financiers engagés au cours du même exercice ;

« 4° Des produits tirés des droits de la propriété industrielle et commerciale, lorsque ces droits n'ont pas leur origine dans l'activité créée dans la zone ;

« 5° Des résultats qui ne sont pas déclarés dans les conditions prévues à l'article 223 du même code ;

« 6° Des plus-values de cession d'immobilisations non amortissables qui ont fait l'objet d'un apport ayant bénéficié des dispositions de l'article 210 A du même code ainsi que des plus-values réintégrées en application du *d* du 3 du même article. »

« V. - En cas de cession, pendant la période prévue au premier alinéa du IV, ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure à cette période, d'un bien ayant ouvert droit au crédit d'impôt ou du contrat de crédit-bail afférent à un tel bien, la quote-part de crédit d'impôt correspondant à cet investissement est reversée. Le reversement est également effectué, à raison de la quote-part de crédit d'impôt correspondant aux biens prix en location en vertu d'un contrat de crédit-bail, en cas de résiliation du contrat sans rachat des biens loués pendant la période prévue au premier alinéa du IV ou pendant la durée normale d'utilisation de ces biens si elle est inférieure à cette période, ou en cas de restitution des biens loués avant l'expiration du même délai.

« Si le crédit d'impôt a été imputé en totalité à la date de l'événement qui motive son reversement, l'entreprise doit verser spontanément au comptable du Trésor l'impôt sur les sociétés correspondant, majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du code général des impôts, au plus tard à la date de paiement du solde de l'impôt sur les sociétés de l'exercice au cours duquel intervient cet événement. Si le crédit d'impôt n'a pas été imputé, la quote-part restante est supprimée à hauteur du crédit-d'impôt provenant des biens cédés ou des biens loués qui font l'objet d'une restitution ou dont le contrat de crédit-bail est cédé ou résilié sans rachat.

« La personne morale perd le bénéficie du crédit d'impôt et doit, dans les conditions mentionnées aux deux alinéas précédents, verser l'impôt sur les sociétés non acquitté en raison de l'imputation du crédit d'impôt si, pendant la période au cours de laquelle il est imputable, elle est affectée par un événement mentionné aux 2 et 5 de l'article 221 du code général des impôts ou si, pendant la même période, une des conditions visées au présent article n'est plus remplie. »

« VI. - Pour bénéficier du crédit d'impôt prévu au III, la personne morale doit remplir les conditions suivantes :

« 1° Son siège social, ses activités et ses moyens d'exploitation doivent être implantés dans l'une des zones créées en application du I ;

« 2° Ses activités doivent être industrielles ou commerciales au sens de l'article 34 du code général des impôts ; toutefois, le dispositif prévu au III ne s'applique pas si l'entreprise exerce à titre principal ou accessoire :

« *a)* Une activité de stockage ou de distribution indépendante des unités de production industrielle situées dans les zones ;

« *b)* Une activité de services qui n'est pas directement nécessaire à une activité de fabrication ou de transformation de biens corporels mobiliers ;

« *c)* Une activité bancaire, financière, d'assurances, de location ou de gestion d'immeubles ou de travaux immobiliers ;

« *d)* Une activité relevant de l'un des secteurs suivants : sidérurgie, fibres synthétiques, textile-habillement, construction navale, construction automobile, poudre de lait, beurre, sucre, isoglucose ;

« 3° Elle ne doit pas être soumise aux dispositions des articles 44 *sexies*, 44 *septies* et 223 A du code général des impôts ;

« 4° Son effectif de salariés, bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée de six mois au moins, doit être égal ou supérieur à dix au cours de chaque exercice de la période définie au premier alinéa du IV : si l'effectif varie en cours d'exercice, il est calculé compte tenu de la durée de présence des salariés en cause pendant l'exercice.

« Si l'effectif minimal prévu à l'alinéa précédent n'est pas atteint au cours des deux premiers exercices, le bénéfice du crédit d'impôt est accordé sous réserve que l'effectif soit d'au moins dix salariés au cours du troisième exercice. »

« VII. - Les dispositions de l'article 220 *sexies* du code général des impôts ne sont pas applicables à la personne morale qui bénéficie du crédit d'impôt mentionné au III.

« Les entreprises créées dans l'une des zones prévues au I sont exclues du bénéfice de toute aide à l'aménagement du territoire et de toute subvention.

« Les dépenses visées aux *a* et 2° du *h* du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts ne sont pas retenues pour le calcul du crédit d'impôt recherche lorsque les immobilisations concernées ont bénéficié du crédit d'impôt prévu au III. »

« VIII. - Un décret fixe les modalités d'application du présent texte ainsi que les déclarations et justifications à produire, notamment pour les investissements réalisés au profit des personnes morales bénéficiaires du crédit d'impôt par les sociétés de crédit-bail. »

« ANNEXE

« 1° Zone d'investissement privilégié du bassin minier
« Cantons de :
« - Anzin ;
« - Bouchain ;
« - Cambrai-Est ;
« - Cambrin ;
« - Condé-sur-l'Escaut ;
« - Denain ;
« - Douvrin ;
« - Saint-Amand-les-Eaux-Rive-Droite ;
« - Saint-Amand-les-Eaux-Rive-Gauche ;
« - Valenciennes-Est ;
« - Valenciennes-Nord ;
« - Valenciennes-Sud ;
« - Wingles ;

« 2° Zone d'investissement privilégié de Sambre-Avesnois
« Cantons de :
« - Avesnes-sur-Helpe-Nord ;
« - Avesnes-sur-Helpe-Sud ;
« - Bavay ;
« - Berlaimont ;
« - Haumont ;
« - Landrecies ;
« - Le Quesnoy-Est ;
« - Le Quesnoy-Ouest ;
« - Maubeuge-Nord ;
« - Maubeuge-Sud ;
« - Solre-le-Château ;
« - Trélon. »

Par amendement n° 63, M. Adnot propose :

« A. - Après le paragraphe I de cet article, d'insérer un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« I *bis*. - Sera créée par décret en Conseil d'Etat dans les cantons du département de l'Aube dont la liste est annexée au présent article, une zone dans laquelle les entreprises qui s'implantent bénéficient du régime défini au III.

« Cette zone est délimitée en tenant compte des éléments de nature à faciliter l'implantation d'entreprises et notamment des infrastructures existantes, des possibilités d'aménagement et des conditions de maîtrise des sols.

« La superficie totale des terrains inclus dans la zone ne peut dépasser 300 hectares. La zone peut comprendre trois sites non contigus. »

« B. - De compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... la perte de recettes résultant du I *bis* ci-dessus est compensée à due concurrence par un relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers prévue à l'article 265 du code général des douanes. »

« C. - En conséquence, de compléter, *in fine*, le tableau annexé au présent article par les alinéas suivants :

« 3° Zone d'investissement privilégié du bassin industriel et textile.

« Cantons de :
« Mussy,
« Troyes IV,
« Vendœuvre. »

La parole est à M. Adnot.

M. Philippe Adnot. Monsieur le président, chacun sait bien que la crise économique frappe durement un certain nombre de régions, et ce d'autant plus qu'elles possèdent des mono-industries.

Le texte de l'article 30 tente de répondre à des situations exceptionnelles et mon amendement n° 63 vise à lui conférer une portée nationale.

Je demande ainsi l'inscription d'un certain nombre de cantons du département de l'Aube qui sont durement frappés par la crise du textile, puisque, en quelques années, nous avons perdu 13 000 emplois dans ce domaine. Les trois cantons qui sont cités dans mon amendement ont perdu entre 10 p. 100 et 15 p. 100 de leur actif industriel.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Nous sommes saisis d'un certain nombre d'amendements relatifs à l'article 30, piste que semble avoir ouverte le Gouvernement.

Il s'agit, en fait, de créer une sorte de zone franche fiscale pour favoriser la création d'entreprises.

Nous en avons débattu en commission des finances, et si nous n'avons pas cru pouvoir repousser de telles initiatives, nous n'exprimons pourtant aucune conviction. En effet, au fil des mois et des années, nous risquons de voir s'étendre un réseau de zones exonérées d'imposition et nous pouvons nous demander où trouver demain la ressource fiscale.

Lorsque, parlant de l'aménagement du territoire, le ministre des finances nous dit que, désormais, il n'y aura plus d'agrément pour les ouvertures de bureaux en région parisienne, les élus des départements ruraux frémissent et se disent que la situation doit être bien grave pour que disparaissent ainsi toutes les contraintes et toutes les retenues.

Nous avons déjà eu l'occasion, au cours des discussions sur la loi de finances pour 1993, de nous interroger sur le mal qui nous ronge.

S'agissant des industries manufacturières, il nous faut prendre conscience que l'économie s'internationalise et que les exigences de compétitivité sont telles qu'un nombre croissant d'industriels sont tentés d'aller installer leurs établissements là où la main-d'œuvre est très bon marché, à savoir dans le Sud-Est asiatique, c'est-à-dire là où il n'y a pas de charges sociales, où les impôts sont quasiment inexistants. Hier, nous croyions que seuls les travaux de main-d'œuvre étaient concernés, mais, aujourd'hui, ce sont également les hautes technologies qui sont délocalisées.

Si le Gouvernement voulait vraiment nous aider à réindustrialiser la France et nous donner les moyens de résoudre le chômage, je crois qu'il devrait nous accompagner dans cette réflexion - que certains jugeront peut-être protectionniste - car j'imagine mal que nous puissions enrayer les phénomènes actuels sans nous doter d'instruments de régulation douanière, non seulement pour les biens, pour les marchandises, pour tout ce qui est tangible, mais également pour les flux incorporels, puisque, aujourd'hui, les activités économiques s'y matérialisent.

Par conséquent, s'agissant de l'amendement n° 63, la commission des finances exprime un avis très réservé et s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est un peu surpris des propos que vient de tenir M. Arthuis. En effet, alors que le débat sur le GATT bat son plein, j'avais cru comprendre que les partis conservateurs européens étaient beaucoup plus audacieux que nous, concernant l'ouverture des frontières et une politique extrêmement libérale à laquelle nous essayons d'appliquer certaines contraintes.

Certes, je comprends le souhait de M. Adnot, comme je comprends l'objet des amendements qui ont pu être déposés tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat.

Je voudrais simplement préciser quel est le taux de chômage des trois bassins qui donnent lieu à la création d'une zone d'investissement priviligiée : Valenciennes, 17,5 p. 100 ; Sens, 15,9 p. 100 ; Lens, 16 p. 100. Il s'agit donc de bassins d'emplois qui connaissent de trois à quatre points de chômage de plus que la moyenne régionale et de six à sept points de plus que la moyenne nationale. Ces bassins d'emplois concentrent ainsi 30 p. 100 des chômeurs de la région Nord - Pas-de-Calais et les pertes d'emplois, depuis dix ans, y sont extrêmement importantes, puisqu'elles représentent un tiers des emplois industriels, voire 38 p. 100 pour la région de Valenciennes.

C'est uniquement en raison de cette situation tout à fait exceptionnelle que ces zones sont créées, alors que la zone d'emploi de Troyes, à laquelle appartiennent les cantons de Mussy, de Troyes et de Vendœuvre, enregistre un taux de chômage, certes élevé de 10,1 p. 100, mais qui est plus faible que celui que connaissent les bassins visés par le projet de loi.

Telles sont les raisons pour lesquelles le Gouvernement a accepté la proposition qui lui a été faite pour les trois bassins du Nord - Pas-de-Calais ; mais il est défavorable à l'amendement n° 63.

M. le président. Je vais mettre aux voix l'amendement n° 63.

M. Philippe Adnot. Je demande la parole, pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Adnot.

M. Philippe Adnot. Je voudrais faire observer à M. le ministre que le chiffre qu'il a cité s'applique à l'ensemble du chômage dans le département de l'Aube et non pas dans les bassins que j'ai cités.

Or, la situation de l'industrie textile meparaît assez dramatique - vous la connaissez certainement - et c'est bien par comparaison avec ce qui se passe dans le Nord que j'ai pris la peine de déposer cet amendement de manière à tenir compte de la situation des trois cantons de mon département qui sont très durement touchés, puisqu'ils connaissent des pertes d'emplois industriels à hauteur de 15 p. 100, ce qui signifie que les conséquences sur l'ensemble des autres emplois sont encore bien plus importantes. Le fait de perdre 13 000 emplois sur 25 000 dans le secteur textile, dans un département de 300 000 habitants, justifie amplement, selon moi, que l'on prenne cette situation en compte.

Je m'adresse à la commission pour souligner que, devant ces situations particulières, on peut, le cas échéant, être opposé à l'article, mais pas à mon amendement n° 63.

Je suis, pour ma part, convaincu qu'on ne réorientera pas des emplois dans des cantons très dévitalisés sans prendre des mesures exceptionnelles. A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle !

M. Robert Vizet. Je demande la parole pour explication de vote.

M. le président. La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Comme nous l'avons souvent répété dans cette assemblée, ce ne sont pas des mesures fiscales particulières qui permettront de réduire le chômage. Il vaut mieux stimuler la production par la consommation et par la taxation des capitaux exportés. C'est ainsi que la situation pourra être modifiée.

A cet égard, la situation de l'emploi s'est-elle améliorée dans le Pas-de-Calais depuis que des mesures particulières ont été prises ? Elle est loin d'avoir évolué dans le bon sens !

Par conséquent, il faut trouver d'autres solutions. Pourquoi ne tentez-vous pas de retenir de temps en temps celles que nous proposons depuis longtemps ? Puisque toutes les vôtres ont jusqu'à présent échoué, essayez les nôtres !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 63, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. le président. Par amendement n° 82, le Gouvernement propose :

« I. - Après le troisième alinéa du paragraphe III de l'article 30, d'insérer un alinéa ainsi rédigé :

« Pour le calcul du crédit d'impôt, le prix de revient des investissements est diminué du montant des subventions attribuées à raison de ces investissements. »

« II. - A la fin du troisième alinéa du paragraphe V de ce même article, d'ajouter les mots : ", ou si le montant fixé au *e* du VI est dépassé au cours de la période mentionnée au premier alinéa du III". »

« III. - Au *d* du 2° du paragraphe VI, de supprimer les mots : "construction automobile". »

« IV. - Au paragraphe VI, d'ajouter un alinéa ainsi rédigé :

« *e* Une activité dans le secteur de la construction automobile lorsque l'ensemble des investissements réalisés jusqu'au terme de la période prévue au premier alinéa du III, y compris ceux qui n'ouvrent pas droit aux dispositions du présent article, est supérieur ou égal à 80 millions de francs. »

« V. - Au deuxième alinéa du paragraphe VII, de supprimer les mots : "et de toute subvention". »

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Cet amendement vise à préciser la portée de l'interdiction communautaire relative au cumul d'aides dans ces zones.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission n'a été saisie que fort tardivement de cet amendement. Elle aurait apprécié d'en avoir eu connaissance plus tôt.

Quoi qu'il en soit, elle est très sceptique. Ce texte traduit l'embarras du Gouvernement. Il pourrait avoir des conséquences assez pernicieuses.

On va assister cette fois à des délocalisations d'un canton proche de zones franches vers celles-ci. On va répartir la misère autrement. Ce n'est pas ainsi que des emplois vont être créés en France ; ils seront répartis autrement. Les difficultés vont se perpétuer et, je le crains, se propager, alors que les ressources fiscales vont s'alléger.

Tous les experts s'accordent à dire que la France est le pays qui octroie le moins d'aide pour accueillir des entreprises étrangères. Le Gouvernement serait mieux inspiré en essayant de rendre plus attractive, aux investisseurs étrangers, la terre française.

Les mesures qui sont prévues m'étonnent quelque peu. Certaines activités en sont écartées. Ainsi, le dispositif ne s'applique pas à une entreprise exerçant une activité dans le secteur de la construction automobile lorsque l'ensemble de ses investissements est supérieur ou égal à 80 millions de francs. Vous voyez bien à quel point il s'agit d'un exercice de contorsion.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit d'un exercice certes difficile, personne ne le conteste, mais aussi d'un exercice communautaire. Il est bon de s'en souvenir.

Ces zones ne peuvent être créées et se développer aujourd'hui dans la Communauté qu'après accord de la Commission. Par conséquent, il n'y a pas là de distorsions entre certaines zones de la Communauté. C'est pour rendre le texte conforme avec les dispositions communautaires qu'a été déposé cet amendement relatif au non-cumul des aides et à l'exclusion de certaines activités de ce dispositif.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Puisque nous approuvons, sous certaines réserves, l'article 30, nous émettons un avis favorable sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 82, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 30, modifié.

(L'article 30 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 30

M. le président. Par amendement n° 55 rectifié, M. Masseret propose d'insérer, après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Seront créées par décret en Conseil d'Etat dans les cantons du département de la Moselle dont la liste est annexée au présent article, deux zones dans lesquelles les entreprises qui s'implantent bénéficient d'un régime fiscal défini au III.

« Ces zones sont délimitées en tenant compte des éléments de nature à faciliter l'implantation d'entreprises et notamment des infrastructures existantes, des possibilités d'aménagement et des conditions de la maîtrise des sols.

« La superficie totale des terrains inclus dans les neuf zones ne peut dépasser 200 hectares. Chaque zone peut comprendre de un à cinq sites non contigus. »

« II. - Le décret créant chaque zone est pris au vu d'une convention conclue entre :

« *a)* L'Etat ;

« *b)* Le ou les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales intéressés ;

« *c)* Si l'aménagement des terrains n'est pas assuré par la ou les personnes publiques mentionnées au *b* ci-dessus, la personne publique ou le concessionnaire chargé de cet aménagement.

« Cette convention définit notamment les conditions d'aménagement et de gestion de la zone ainsi que les conditions de cession ou de location des immeubles bâtis ou non bâtis situés dans la zone. »

« III. - Les personnes morales soumises de plein droit ou sur option à l'impôt sur les sociétés dans des conditions de droit commun qui, dans les cinq ans de l'institution de l'une des zones prévues au I, se seront créées pour y exploiter une entreprise, peuvent, dans des conditions prévues au présent article, bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 22 p. 100 :

« *a)* Du prix de revient hors taxes des investissements qu'elles réalisent jusqu'au terme du trente-sixième mois suivant celui de leur constitution ;

« *b)* Ou du prix de revient hors taxes dans les écritures du bailleur des biens qu'elles prennent en location dans le délai prévu au a auprès d'une société de crédit-bail régie par la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail.

« Pour le calcul du crédit d'impôt, le prix de revient des investissements est diminué du montant des subventions ou primes attribuées à raison de ces investissements.

« Les investissements ouvrant droit au crédit d'impôt s'entendent des acquisitions ou des locations en crédit-bail, dans le cadre des opérations de crédit-bail visées à l'article premier de la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 précitée, de bâtiments industriels et de biens d'équipement amortissables selon le mode dégressif en vertu du 1 de l'article 39 A du code général des impôts. Le crédit d'impôt ne s'applique pas aux biens reçus par apport.

« Les personnes morales créées dans le cadre d'une concentration ou d'une restructuration d'activités préexistant dans les zones ou qui reprennent de telles activités ne peuvent pas bénéficier de ce crédit d'impôt. »

« IV. - Le crédit d'impôt prévu au III est imputable sur le montant de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale au titre des exercices clos dans les dix ans de sa constitution. Il ne peut être restitué.

« L'imputation du crédit d'impôt ne peut être appliquée sur l'impôt sur les sociétés résultant de l'imposition :

« 1° Des produits des actions ou parts de sociétés, et des résultats de participations dans des organismes mentionnés aux article 8, 8 *quater,* 239 *quater, 239 quater* B et 239 *quater* C du code général des impôts ;

« 2° Des subventions, libéralités et abandons de créances ;

« 3° Des produits de créances et d'opérations financières pour le montant qui excède celui des frais financiers engagés au cours du même exercice ;

« 4° Des produits tirés des droits de la propriété industrielle et commerciale lorsque ces droits n'ont pas leur origine dans l'activité créée dans la zone ;

« 5° Des résultats qui ne sont pas déclarés dans les conditions prévues à l'article 223 du même code ;

« 6° Des plus-values de cession d'immobilisations non amortissables qu'ont fait l'objet d'un apport ayant bénéficié des dispositions de l'article 210 A du même code ainsi que des plus-values réintégrées en application du *d* du 3 du même article. »

« V. - En cas de cession, pendant la période prévue au premier alinéa du IV, ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure à cette période, d'un bien ayant ouvert droit au crédit d'impôt ou du contrat de crédit-bail afférent à un tel bien, la quote-part de crédit d'impôt correspondant à cet investissement est reversée. Le reversement est également effectué, à raison de la quote-part de crédit d'impôt correspondant aux biens pris en location en vertu d'un contrat de crédit-bail, en cas de résiliation du contrat sans rachat des biens loués pendant la période prévue au premier alinéa du IV ou pendant la durée normale d'utilisation de ces biens si elle est inférieure à cette période, ou en cas de restitution des biens loués avant l'expiration du même délai.

« Si le crédit d'impôt a été imputé en totalité à la date de l'événement qui motive son reversement, l'entreprise doit verser spontanément au comptable du Trésor l'impôt sur les sociétés correspondant, majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du code général des impôts, au plus tard à la date de paiement du solde de l'impôt sur les sociétés de l'exercice au cours duquel intervient cet événement. Si le crédit d'impôt n'a pas été imputé, la quote-part restante est supprimée à hauteur du crédit d'impôt provenant des biens cédés ou des biens loués qui font l'objet d'une restitution ou dont le contrat de crédit-bail est cédé ou résilié sans rachat.

« La personne morale perd le bénéfice du crédit d'impôt et doit, dans les conditions mentionnées aux deux alinéas précédents, verser l'impôt sur les sociétés non acquitté en raison de l'imputation du crédit d'impôt si, pendant la période au cours de laquelle il est imputable, elle est affectée par un événement mentionné aux articles 221-2 et 221-5 du code général des impôts ou si, pendant la même période, une des conditions visées au présent article n'est plus remplie. »

« VI. - Pour bénéficier du crédit d'impôt prévu au III, la personne morale doit remplir les conditions suivantes :

« 1° Son siège social, ses activités et ses moyens d'exploitation doivent être implantés dans l'une des zones créées en application du I ;

« 2° Ses activités doivent être industrielles ou commerciales au sens de l'article 34 du code général des impôts ;

« 3° Elle ne doit pas être soumise aux dispositions des articles 44 *sexies* et 44 *septies* et 223 A du code général des impôts ;

« 4° Son effectif de salariés, bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée de six mois au moins, doit être égal ou supérieur à dix au cours de chaque exercice de la période définie au premier alinéa du IV ; si l'effectif varie en cours d'exercice, il est calculé compte tenu de la durée de présence des salariés en cause pendant l'exercice.

« Si l'effectif minimal prévu à l'alinéa précédent n'est pas atteint au cours des deux premiers exercices, le bénéfice du crédit d'impôt est accordé sous réserve que l'effectif soit d'au moins dix salariés au cours du troisième exercice. »

« VII. - Les dispositions de l'article 220 *sexies* du code général des impôts ne sont pas applicables à la personne morale qui bénéficie du crédit d'impôt mentionné au III.

« Les dépenses visées aux a et 2° du *h* du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts ne sont pas retenues pour le calcul du crédit d'impôt recherche lorsque les immobilisations concernées ont bénéficié du crédit d'impôt prévu au III. »

« VIII. - Un décret fixe les modalités d'application du présent texte ainsi que les déclarations et justifications à produire, notamment pour les investissements réalisés au profit des personnes morales bénéficiaires du crédit d'impôt par les sociétés de crédit-bail. »

« IX. - Les pertes de recettes résultant des paragraphes I à VIII ci-dessus sont compensées à due concurrence par un relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers prévue à l'article 265 du code des douanes. »

« ANNEXE

« 1° Zone d'investissement privilégié du bassin sidérurgique et ferrifère.

« Cantons de :

« - Aumetz ;
« - Nilvance ;
« - Hayange ;
« - Florange ;
« - Farmenc ;
« - Marange-Silvange ;
« - Moyeuvre-Grande.

« 2° Zone d'investissement privilégié du bassin houiller.

« Cantons de :

« - Behree-le-Forbach ;
« - Freyming-Merlebach ;
« - Stiring-Wendel ;
« - Faulquemont ;
« - Bouzonville ;
« - Boulay ;
« - Sarralbe. »

La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. Monsieur le ministre, l'article 30 est un article singulier. Il est évident qu'il allait entraîner un certain nombre de démarches de la part des élus de départements confrontés à d'importantes difficultés industrielles, tels le Nord et le Pas-de-Calais.

Mon département, la Moselle, se heurte à des difficultés importantes dans les secteurs sidérurgique, charbonnier, chimique et de l'industrie lourde. Son taux de chômage est élevé. Certains de mes concitoyens sont obligés de passer la frontière pour trouver un emploi. Le nombre de préretraités est considérable.

La démarche qui a été initiée pour la région Nord - Pas-de-Calais pouvait inciter des régions industrielles comme la mienne à envisager ces formules.

Mais je n'ignore pas, par ailleurs, monsieur le ministre, tous les efforts que le Gouvernement consent en faveur des bassins industriels traditionnels en difficulté ni les mesures qui sont prises pour le bassin sidérurgique lorrain et le bassin minier, bien que nous fermions nos dernières mines de fer.

Je suis donc amené à retirer mon amendement parce que je ne souhaite pas gêner le Gouvernement sur ce point. Je sais aussi que ce ne sont pas forcément des formules de ce type qui apportent de bonnes réponses.

J'ai déposé ce que j'appellerai un amendement « d'humeur » afin de vous mettre en garde : vous ouvrez là une brèche qui va susciter de longues discussions et soulever de grandes difficultés pour de nombreux élus dans l'ensemble du pays.

Cela étant, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 55 rectifié est retiré.

Par amendement n° 56, M. Moreigne propose d'insérer, après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Seront créés par décret en Conseil d'Etat, dans les 27 cantons de la Creuse, neuf zones dans lesquelles les entreprises qui s'implantent bénéficient d'un régime fiscal défini au III.

« Ces zones sont délimitées en tenant compte des éléments de nature à faciliter l'implantation d'entreprises et notamment des infrastructures existantes, des possibilités d'aménagement et des conditions de la maîtrise des sols.

« La superficie totale des terrains inclus dans les neuf zones ne peut dépasser 270 hectares. Chaque zone peut comprendre de un à cinq sites non contigus.

« II. - Le décret créant chaque zone est pris au vu d'une convention conclue entre :

« *a)* L'Etat ;

« *b)* Le ou les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales intéressés ;

« *c)* Si l'aménagement des terrains n'est pas assuré par la ou les personnes publiques mentionnées au *b* ci-dessus, la personne publique ou le concessionnaire chargé de cet aménagement.

« Cette convention définit notamment les conditions d'aménagement et de gestion de la zone ainsi que les conditions de cession ou de location des immeubles bâtis ou non bâtis situés dans la zone.

« III. - Les personnes morales soumises de plein droit ou sur option à l'impôt sur les sociétés dans des conditions de droit commun qui, dans les cinq ans de l'institution de l'une des zones prévues au I, se seront créées pour y exploiter une entreprise, peuvent, dans des conditions prévues au présent article, bénéficier d'un crédit d'impôt égal à 22 p. 100 :

« *a)* Du prix de revient hors taxes des investissements qu'elles réalisent jusqu'au terme du trente-sixième mois suivant celui de leur constitution ;

« *b)* Ou du prix de revient hors taxes dans les écritures du bailleur des biens qu'elles prennent en location dans le délai prévu au *a* auprès d'une société de crédit-bail régie par la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 relative aux entreprises pratiquant le crédit-bail.

« Pour le calcul du crédit d'impôt, le prix de revient des investissements est diminué du montant des subventions ou primes attribuées à raison de ces investissements.

« Les investissements ouvrant droit au crédit d'impôt s'entendent des acquisitions ou des locations en crédit-bail, dans le cadre des opérations de crédit-bail visées à l'article premier de la loi n° 66-455 du 2 juillet 1966 précitée, de bâtiments industriels et de biens d'équipement amortissables selon le mode dégressif en vertu du 1 de l'article 39 A du code général des impôts. Le crédit d'impôt ne s'applique pas aux biens reçus par apport.

« Les personnes morales créées dans le cadre d'une concentration ou d'une restructuration d'activités préexistant dans les zones ou qui reprennent de telles activités ne peuvent pas bénéficier de ce crédit-impôt.

« IV. - Le crédit d'impôt prévu au III est imputable sur le montant de l'impôt sur les sociétés dû par la personne morale au titre des exercices clos dans les dix ans de sa constitution. Il ne peut être restitué.

« L'imputation du crédit d'impôt ne peut être appliquée sur l'impôt sur les sociétés résultant de l'imposition :

« 1° Des produits des actions ou parts de sociétés, et des résultats de participations dans des organismes mentionnés aux articles 8, 8 *quater*, 239 *quater*, 239 *quater* B et 239 *quater* C du code général des impôts ;

« 2° Des subventions, libéralités et abandons de créances ;

« 3° Des produits de créances et d'opérations financières pour le montant qui excède celui des frais financiers engagés au cours du même exercice ;

« 4° Des produits tirés des droits de la propriété industrielle et commerciale lorsque ces droits n'ont pas leur origine dans l'activité créée dans la zone ;

« 5° Des résultats qui ne sont pas déclarés dans les conditions prévues à l'article 223 du même code ;

« 6° Des plus-values de cession d'immobilisations non amortissables qui ont fait l'objet d'un apport ayant bénéficié des dispositions de l'article 210 A du même code ainsi que des plus-values réintégrées en application du *d* du 3 du même article.

« V. - En cas de cession, pendant la période prévue au premier alinéa du IV, ou pendant sa durée normale d'utilisation si elle est inférieure à cette période, d'un bien ayant ouvert droit au crédit d'impôt ou du contrat de

crédit bail afférent à un tel bien, la quote-part de crédit d'impôt correspondant à cet investissement est reversée. Le reversement est également effectué, à raison de la quote-part de crédit d'impôt correspondant aux biens pris en location en vertu d'un contrat de crédit-bail, en cas de résiliation du contrat sans rachat des biens loués pendant la période prévue au premier alinéa du IV ou pendant la durée normale d'utilisation de ces biens si elle est inférieure à cette période, ou en cas de restitution des biens loués avant l'expiration du même délai.

« Si le crédit d'impôt a été imputé en totalité à la date de l'événement qui motive son reversement, l'entreprise doit verser spontanément au comptable du Trésor l'impôt sur les sociétés correspondant, majoré de l'intérêt de retard prévu à l'article 1727 du code général des impôts, au plus tard à la date de paiement du solde de l'impôt sur les sociétés de l'exercice au cours duquel intervient cet événement. Si le crédit d'impôt n'a pas été imputé, la quote-part restante est supprimée à hauteur du crédit d'impôt provenant des biens cédés ou des biens loués qui font l'objet d'une restitution ou dont le contrat de crédit-bail est cédé ou résilié sans rachat.

« La personne morale perd le bénéfice du crédit d'impôt et doit, dans les conditions mentionnées aux deux alinéas précédents, verser l'impôt sur les sociétés non acquitté en raison de l'imputation du crédit d'impôt si, pendant la période au cours de laquelle il est imputable, elle est affectée par un événement mentionné aux articles 221-2 et 221-5 du code général des impôts ou si, pendant la même période, une des conditions visées au présent article n'est plus remplie.

« VI. - Pour bénéficier du crédit d'impôt prévu au III, la personne morale doit remplir les conditions suivantes :

« 1° Son siège social, ses activités et ses moyens d'exploitation doivent être implantés dans l'une des zones créées en application du I ;

« 2° Ses activités doivent être industrielles ou commerciales au sens de l'article 34 du code général des impôts ;

« 3° Elle ne doit pas être soumise aux dispositions des articles 44 *sexies* et 44 *septies* et 223 A du code général des impôts ;

« 4° Son effectif de salariés, bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminée ou d'une durée de six mois au moins, doit être égal ou supérieur à dix au cours de chaque exercice de la période définie au premier alinéa du IV ; si l'effectif varie en cours d'exercice, il est calculé compte tenu de la durée de présence des salariés en cause pendant l'exercice.

« Si l'effectif minimal prévu à l'alinéa précédent n'est pas atteint au cours des deux premiers exercices, le bénéfice du crédit d'impôt est accordé sous réserve que l'effectif soit d'au moins dix salariés au cours du troisième exercice.

« VII. - Les dispositions de l'article 220 *sexies* du code général des impôts ne sont pas applicables à la personne morale qui bénéficie du crédit d'impôt mentionné au III.

« Les dépenses visées aux a et 2° du h du II de l'article 244 *quater* B du code général des impôts ne sont pas retenues pour le calcul du crédit d'impôt recherche lorsque les immobilisations concernées ont bénéficié du crédit d'impôt prévu au III.

« VIII. - Un décret fixe les modalités d'application du présent texte ainsi que les déclarations et justifications à produire, notamment pour les investissements réalisés au profit des personnes morales bénéficiaires du crédit d'impôt par les sociétés de crédit-bail. »

Cet amendement est-il soutenu ?...

Je suis maintenant saisi de deux amendements présentés par M. Caron et les membres de l'union centriste.

L'amendement n° 19 rectifié tend à insérer, après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Il est inséré, après le troisième alinéa du I de l'article 1648 A du code général des impôts, deux alinéas ainsi rédigés :

« Dans le cas où le conseil municipal d'une commune visée au premier alinéa et membre d'un groupement de communes à fiscalité propre créé avant le 1er janvier 1992 vote un taux de taxe professionnelle en diminution par rapport à l'année précédente, il est perçu directement chaque année un prélèvement de taxe professionnelle du groupement au profit du fonds départemental de la taxe professionnelle.

« Ce prélèvement est égal à la différence entre le montant cumulé des prélèvements perçus au profit du fonds départemental l'année précédente sur les recettes du groupement et de la commune membre, pondéré par le taux d'évolution de la moyenne annuelle du prix de la consommation des ménages prévue en loi de finances initiale, et le montant du prélèvement opéré sur les recettes de la commune au titre de l'année en cours en application du premier alinéa ci-dessus.

« II. - Les pertes de recettes résultant pour les groupements de communes de l'application du I ci-dessus sont compensées à due concurrence par une majoration de la dotation globale de fonctionnement des groupements concernés. Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de l'application de la phrase ci-dessus sont compensées à due concurrence par le relèvement de la taxe intérieure sur les produits pétroliers prévue à l'article 265 du code général des douanes. »

L'amendement n° 22 vise à insérer, toujours après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le troisième alinéa du II de l'article 1648 A du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Sur ce fonds, le conseil général prélève par priorité, à concurrence du montant de l'écrêtement, au profit des communes ou syndicats de communes bénéficiant de ces ressources ou ayant investi dans des équipements destinés à l'accueil de la population résultant de l'implantation de l'établissement exceptionnel, les sommes qui leur sont nécessaires pour permettre le remboursement des emprunts contractés par eux avant le 1er janvier 1993. »

La parole est à M. Caron.

M. Paul Caron. Ces amendements ont pour objet d'apporter une solution à la situation financière dramatique de certaines communes qui ont été incitées par les représentants de l'Etat à investir afin d'accueillir un grand chantier ou, par exemple, une centrale nucléaire dont quatre tranches étaient prévues mais dont deux seulement ont été aujourd'hui construites.

Ainsi, les ressources provenant de la taxe professionnelle, qui gageaient les investissements, sont insuffisantes et les communes sont sur le point de « déposer leur bilan », si tant est qu'une commune puisse le faire. C'est pour résoudre ces difficultés que j'ai déposé ces deux amendements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements nos 19 rectifié et 22 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission s'en remet à une sagesse réservée sur l'amendement n° 19, qui tend à revenir sur l'écrêtement et à viser des groupements à fiscalité propre qui se seraient constitués avant la loi du 6 février 1992.

La commission redoute des effets qui perturberaient les expériences de coopération engagées avant cette date. Je souhaiterais donc que M. Caron retire son amendement.

Quant à l'amendement n° 22, il pose un grave problème et je souhaiterais connaître l'avis du Gouvernement avant de me prononcer.

M. le président. Monsieur le rapporteur général, avec toute la timidité dont je suis capable - et vous savez qu'elle est grande - et avec toute la déférence que je dois à vos importantes fonctions, je vous supplie de faire en sorte que nous n'en revenions pas aux appréciations que portait votre prédécesseur, M. Blin, et dont j'ai souffert pendant tant d'années.

En effet, il s'en remettait à la « sagesse réservée », formule que vous venez d'employer, ou encore à la « sagesse modérément sceptique ». *(Sourires.)*

Je puis vous citer encore cinq ou six autres expressions qu'il utilisait et qui ne permettaient pas au président de séance de savoir où il en était.

Par conséquent, il faut être pour ou contre un amendement ou s'en remettre à la sagesse du Sénat. Mais des expressions telles que « sagesse réservée » ou « sagesse modérément sceptique » plongent le président de séance dans des abîmes de réflexion, et il ne sait plus comment conduire les débats.

Telle est la prière que je me permets de vous adresser, monsieur le rapporteur général. Néanmoins, la prochaine fois que vous emploierez ces expressions, je ne me permettrai plus de vous le faire observer.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Vos vœux seront exaucés !

M. le président. Veuillez poursuivre, monsieur le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Pour tenter d'exaucer vos souhaits et en vous priant de m'excuser, monsieur le président, je précise donc que je souhaite que M. Caron retire son amendement n° 19 rectifié.

S'agissant de l'amendement n° 22, je souhaiterais, au préalable, entendre l'avis du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n°s 19 rectifié et 22 ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Dans sa sagesse, le Gouvernement se rangera à celle du rapporteur général sur l'amendement n° 19 rectifié, en en souhaitant le retrait.

Par ailleurs, je ne suis pas favorable à l'amendement n° 22, car l'article 1648 A du code général des impôts, qui est relatif à la péréquation départementale de la taxe professionnelle, prévoit qu'avant toute redistribution des ressources des fonds départementaux de péréquation les conseils généraux réservent par priorité aux communes soumises à péréquation les sommes nécessaires au paiement de leurs annuités d'emprunt.

Cependant, cette disposition ne vise que les emprunts qui ont été contractés avant le 1er janvier 1975.

M. Paul Caron. C'est tout le problème !

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le texte actuel est parfaitement justifié.

La taxe professionnelle est entrée en vigueur en 1976. Il s'agissait, à l'époque, de ne pas handicaper les communes qui avaient réalisé des investissements et qui se voyaient subitement privées d'une partie de leurs ressources du fait de l'écrêtement de la taxe professionnelle.

L'amendement paraît, en revanche, aujourd'hui, tout à fait injustifié. Cela ne signifie pas que certaines des communes auxquelles vous faites allusion, monsieur Caron, ne rencontrent pas des difficultés. Toutefois, elles savent maintenant que si elles abritent un établissement d'une taille exceptionnelle, leur taxe professionnelle sera écrêtée au profit du fonds départemental de péréquation. Elles doivent donc en tenir compte dans leurs prévisions budgétaires.

Enfin, je voudrais souligner que si cet amendement était adopté - et je comprends, là, l'interrogation de M. le rapporteur général - cela réduirait de manière importante, au détriment des communes les plus pauvres du département, le jeu de la péréquation départementale de la taxe professionnelle.

Je ne peux pas, pour ces raisons, accepter l'amendement n° 22.

M. le président. La commission peut-elle me donner maintenant son avis sur l'amendement n° 22 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il était important que M. Caron pose ce grave problème, mais nous ne disposons pas, pour l'heure, des outils qui nous permettraient de le résoudre.

Je souhaite qu'il veuille bien retirer son amendement, l'Etat devant rechercher des solutions pour ces cas particuliers de grands chantiers qui se sont ouverts, ont suscité, au titre de la taxe professionnelle, des recettes qui s'estompent maintenant, ce qui plonge les communes concernées dans de grandes difficultés.

La commission est donc défavorable à l'amendement n° 22.

M. le président. Monsieur Caron, les amendements n°s 19 rectifié et 22 sont-ils maintenus ?

M. Paul Caron. Je retire l'amendement n° 19 rectifié, monsieur le président, mais je maintiens l'amendement n° 22.

En effet, l'argument avancé par M. le ministre ne tient pas, car, dans le cas que j'ai envisagé, l'investissement étant programmé sur quatre tranches, l'écrêtement de la taxe professionnelle a été lui-même prévu sur la durée des quatre tranches ; or seule une tranche a effectivement engendré des recettes au titre de la taxe professionnelle. Voilà le problème !

Je pense, monsieur le ministre, que vous auriez dû prendre langue avec votre collègue M. le ministre de l'intérieur pour tenter d'y trouver une solution.

M. le président. L'amendement n° 19 rectifié est retiré.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je ne voudrais pas, monsieur Caron, vous laisser penser que je sous-estime l'importance du problème que vous soulevez. Je ne dis pas qu'il n'appelle pas une attention particulière.

Il reste que ce problème ne peut être réglé à travers une modification du fonctionnement de la péréquation. Autrement dit, le biais par lequel vous l'abordez ne me paraît pas susceptible d'apporter une solution convenable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix de l'amendement n° 22, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, n'adopte pas l'amendement).

M. le président. Par amendement n° 29, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Il est institué un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire, établissement public national à caractère administratif placé auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire.

« Ce fonds a pour mission de contribuer à la réalisation de travaux d'infrastructures de circulation et d'aménagement rural.

« Le fonds est administré par un conseil d'administration comprenant trois représentants du Parlement, quatre représentants des collectivités territoriales et six représentants des ministres concernés.

« Ses ressources peuvent être constituées par des emprunts.

« II. - Après l'article 199 *sexdecies* du code général des impôts, il est inséré un article 199 *septdecies* ainsi rédigé :

« *Art. 199* septdecies. - Les sommes souscrites aux emprunts du fonds d'équipement et d'aménagement du territoire, dans la limite de 40 000 francs par an, donnent lieu à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 25 p. 100 des versements. »

« III. - La perte de ressources éventuelle résultant des dispositions du II ci-dessus est compensée par l'augmentation à due concurrence de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux supercarburants à l'essence et au gazole (indices d'identification 11, 11 *bis*, 12 et 21 au tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes) ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement a pour objet d'instituer un fonds d'équipement et d'aménagement du territoire.

Ce fonds, créé sous forme d'établissement public administratif national, sera placé auprès du ministre chargé de l'aménagement du territoire.

Sa mission sera de concourir à la réalisation d'opérations d'infrastructures, qu'il s'agisse de circulation ou d'aménagement, notamment rural.

Son conseil d'administration comprendra, outre six représentants du ministère concerné, deux représentants du Parlement et quatre représentants des collectivités locales, afin de prendre en compte la dimension indispensable d'aménagement du territoire.

Le fonds est habilité à recourir à l'emprunt : les souscriptions à ces emprunts donneront lieu à une déduction d'impôt sur le revenu de 25 p. 100 des sommes versées dans la limite de 40 000 francs par an.

L'intérêt de ce fonds est double : d'une part, contribuer concrètement à la politique d'aménagement du territoire, qui est une urgence nationale ; d'autre part, soutenir l'activité des secteurs du bâtiment et des travaux publics, qui sont en grande difficulté - faut-il le rappeler ? Le soutien à ces secteurs est indispensable pour l'emploi et ne comporte pas de risque de relance des importations.

Enfin, l'action du fonds pourra bénéficier du contexte de la relance européenne concertée, adoptée au sommet d'Edimbourg sous forme de création d'un fonds européen d'investissement et de l'ouverture d'une ligne de crédits supplémentaires de la Banque européenne d'investissements.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* La première question que se pose le Gouvernement est celle de savoir si cette disposition a bien sa place dans un collectif budgétaire.

Sur le fond, je ne vois pas comment la création d'un établissement collectif pourrait en quoi que ce soit améliorer les conditions de financement par l'Etat des infrastructures de circulation ou d'aménagement rural. Sauf à vouloir procéder à un démantèlement de l'Etat, je comprends mal la logique de cette démarche.

Je rappelle au passage que l'Etat ne se désintéresse pas de la politique d'aménagement du territoire. En 1993, un effort considérable va être consenti à cet égard. Les moyens d'engagement de la DATAR progressent de 23 p. 100 par rapport à la loi de finances initiale de 1992. A structure constante, la progression des crédits d'équipement est de 55 p. 100 pour le FIAT et de 24 p. 100 pour le FIDAR.

Les moyens d'engagement alloués à l'aménagement du territoire ont progressé, de la loi de finances initiale de 1988 au projet de loi de finances pour 1993, de 56 p. 100.

Il ne faut pas oublier qu'il fut des années - en 1986 et 1987, notamment - où le budget de l'aménagement du territoire régressait de plus de 20 p. 100.

S'agissant de la souplesse de gestion que vous recherchez à juste titre, monsieur le rapporteur général, en matière d'aménagement de l'espace rural, notamment, je rappelle que les crédits d'équipement du FIAT et du FIDAR sont délégués aux préfets sur décision d'un comité de gestion qui est présidé par le Premier ministre, dans des conditions de souplesse et d'adaptation aux règles de cofinancement des opérations concernées certainement meilleures que celles que pourrait mettre en œuvre un établissement public national.

Par ailleurs, un établissement public n'est autorisé à emprunter - c'est une règle constante - que s'il dispose de recettes propres et pérennes. Or cette condition n'est pas remplie avec le fonds qu'il est, ici, proposé de créer.

C'est une fausse bonne solution. Si problème il y a, c'est par un autre moyen qu'il faut chercher à le résoudre. Nous allons bientôt débattre des contrats de plan et, à cette occasion, nous serons amenés à nous intéresser, avec un budget de l'aménagement du territoire plus « musclé », à la question qui est ici soulevée.

Le Gouvernement est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Monsieur le rapporteur général, l'amendement est-il maintenu ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 29, repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 30.

Par amendement n° 54 rectifié, M. Mauroy, les membres du groupe socialiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 30, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 123-6 du code des communes est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les communautés urbaines et les communautés de villes de 400 000 habitants au moins, les indemnités votées par les conseils pour l'exercice effectif des fonctions de délégué des communes sont au maximum égales à 28 p. 100 du terme de référence mentionné au I de l'article L. 123-4. »

La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. Avant la loi du 3 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République, les délégués des communautés urbaines percevaient une indemnité de 5 376 francs mensuels. Depuis la promulgation de la loi, l'indemnité est de 1 218 francs.

L'amendement rédigé par M. Pierre Mauroy fixe l'indemnité à 28 p. 100 de l'indice terminal et permet de rétablir le versement d'une indemnité de 5 685 francs.

Tel est l'objet de cet amendement, qui, s'il est adopté, devra s'appliquer aux communautés existantes, ainsi qu'à celles qui seront créées demain.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission se demande s'il ne faut pas voir là une manière assez originale d'inciter à la création de nouvelles communautés urbaines ou de communautés de villes, en améliorant la rémunération des futurs membres des assemblées délibérantes.

Au surplus, c'est une façon de revenir sur une loi toute récente.

La commission émet un avis défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

En tout cas, je ne pense pas que l'argument développé par M. le rapporteur général soit fondé : nous connaissons bien les élus et nous savons qu'ils ne peuvent être mus par ce type de considérations.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 54 rectifié, repoussé par la commission et pour lequel le Gouvernement s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Article 31

M. le président. « Art. 31. - I. - L'article 238 *bis* HA du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Au III *bis* et au IV *bis*, les mots : "et de la production audiovisuelle et cinématographique" sont remplacés par les mots : "et de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques".

« 2° Le premier alinéa du II est complété par une phrase ainsi rédigée : "En cas de non-respect de cet engagement, les sommes déduites sont rapportées au résultat imposable de l'entreprise ayant opéré la déduction au titre de l'exercice au cours duquel le non-respect de l'engagement est constaté."

« II. - L'article 217 *bis* du code général des impôts est ainsi modifié :

« 1° Le III est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour les exercices clos à compter du 31 décembre 1992, les dispositions du I ci-dessus sont également applicables aux exploitations appartenant aux secteurs de la maintenance au profit d'activités industrielles et de la production et de la diffusion audiovisuelles et cinématographiques. »

« 2° Au IV, la date : "1996" est remplacée par la date : "2001". » - *(Adopté.)*

Article additionnel après l'article 31

M. le président. Par amendement n° 4 rectifié, MM. Chérioux et Trégouët, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés proposent d'insérer, après l'article 31, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Le premier alinéa du 3 de l'article 200 du code général des impôts est ainsi rédigé :

« La limite de 1,25 p. 100 est portée à 5 p. 100 pour les dons faits à des fondations ou associations reconnues d'utilité publique et répondant aux conditions fixées au 2 ; ainsi qu'aux associations cultuelles ou de bienfaisances qui sont autorisées à recevoir des dons et legs, aux établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Lorraine ainsi qu'aux centres communaux d'action sociale et aux caisses des écoles. »

« II. - Le tarif des droits de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 A du code général des impôts est relevé à due concurrence de la perte de ressources résultant du I ci-dessus. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Faire bénéficier les particuliers qui font des dons aux centres communaux d'action sociale, aux caisses des écoles, aux assocations cultuelles ou de bienfaisance qui sont autorisées à recevoir des dons et legs, ainsi

qu'aux établissements publics des cultes reconnus d'Alsace et de Lorraine, faire bénéficier ces particuliers des mêmes avantages que ceux qui consentent des dons aux associations reconnues d'utilité publique, tel est l'objet de cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il est défavorable, car le plafond n'est jamais atteint aujourd'hui. Par ailleurs, nous risquerions d'introduire entre des associations qui ont des vocations identiques une discrimination qui serait difficilement explicable sur le terrain.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 4 rectifié, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

(Après une épreuve à main levée déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte l'amendement.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 31.

Art. 31 *bis*

M. le président. « Art. 31 *bis*. - I. - L'article 150 *undecies* du code général des impôts est ainsi rédigé :

« *Art. 150* undecies. - 1. Les profits réalisés par les personnes physiques fiscalement domiciliées en France lors de la cession ou du rachat de parts de fonds communs d'intervention sur les marchés à terme définis à l'article 23 de la loi n° 88-1201 du 23 décembre 1988 relative aux organismes de placement collectif en valeurs mobilières sont, sous réserve des dispositions propres aux bénéfices professionnels, imposés dans les conditions prévues pour les profits réalisés sur les marchés à terme au 8° du I de l'article 35, au 5° du II de l'article 92 ou aux articles 150 *ter* et 150 *septies* à condition qu'aucune personne physique agissant directement ou par personne interposée ne possède plus de 10 p. 100 des parts du fonds.

« 2. Le profit ou la perte est déterminé dans les conditions définies aux I et II de l'article 94 A.

« 3. Un décret précise les modalités d'application du présent article ainsi que les obligations déclaratives des contribuables et des intermédiaires. »

« II. - Ces dispositions s'appliquent aux revenus perçus à compter du 1er janvier 1992. »

Par amendement n° 73, le Gouvernement propose, dans le premier alinéa (1) du texte présenté par le paragraphe I de cet article pour l'article 150 *undecies* du code général des impôts, après les mots : « organismes de placement collectif en valeurs mobilières », d'insérer les mots : « , ou de leur dissolution, ».

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit d'un amendement de précision.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 73, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 74, le Gouvernement propose, dans le paragraphe II de l'article 31 *bis*, de supprimer les mots : « aux revenus perçus ».

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit également d'un amendement de précision, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 74, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 31 *bis*, modifié.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 31 bis *est adopté.)*

Article 32

M. le président. « Art. 32. - I. - Une entreprise qui a transféré ou transfère hors de France, directement ou indirectement, par elle-même ou par l'intermédiaire d'un tiers, des éléments de son actif à une personne, à un organisme, dans un trust ou dans une institution comparable en vue de les gérer dans son intérêt ou d'assumer pour son compte un engagement existant ou futur, comprend dans son résultat imposable les résultats qui proviennent de la gestion ou de la disposition de ces actifs ou des biens acquis en remploi.

« Ces résultats, arrêtés à la clôture de chacun des exercices de l'entreprise, sont déterminés selon les règles applicables au bénéfice de cette dernière, indépendamment de ses autres opérations, à partir d'une comptabilité distincte tenue pour son compte par la personne, l'organisme, le trust ou l'institution comparable à qui les actifs ont été transférés.

« A l'appui de la déclaration de ses résultats, l'entreprise produit :

« - un état qui mentionne la nature, la consistance et les caractéristiques des éléments d'actif transférés ou des biens acquis en emploi, la personne, l'organisme, le trust ou l'institution comparable à qui les actifs ont été transférés ainsi que l'Etat ou le territoire où il est établi ;

« - une déclaration des résultats qui proviennent de la gestion ou de la disposition de ces actifs.

« L'entreprise est autorisée à imputer sur le montant de l'impôt sur les sociétés dont elle est redevable, au titre de chaque exercice, à raison des résultats mentionnés au deuxième alinéa, l'impôt acquitté, le cas échéant, hors de France, sur les mêmes résultats, à condition que ce dernier soit comparable à l'impôt sur les sociétés.

« A défaut du respect des dispositions du présent article, l'entreprise comprend dans ses résultats imposables de chaque exercice une somme égale au produit du montant de la valeur réelle, à l'ouverture du même exercice, des actifs définis au premier alinéa par un taux égal au double de celui mentionné au 3° du 1 de l'article 39 du code général des impôts. Pour l'application du présent alinéa, cette valeur réelle est majorée, à la clôture de chaque exercice, des produits acquis depuis la date du transfert et afférents à ces actifs ou, à défaut, du total des sommes calculées ainsi qu'il est précisé à la phrase qui précède.

« II. - Les dispositions du I ne sont pas applicables aux transferts qui résultent de l'exécution de contrats d'assurances ou de mandats.

« III. - Un décret fixe les modalités d'application du présent article ainsi que les obligations déclaratives des entreprises concernées.

« IV. - Les dispositions du présent article s'appliquent pour la détermination des résultats imposables des exercices ouverts à compter du 1er janvier 1992. »

Par amendement n° 30, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose, dans le premier alinéa du paragraphe I de cet article, de supprimer les mots : « de les gérer dans son intérêt ou ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, avec l'article 32, nous entrons indirectement dans le domaine de l'ingénierie financière, teintée d'un zeste d'exotisme, et à l'arrière goût d'évasion fiscale internationale.

J'ai déjà évoqué cette affaire lors de ma présentation d'ensemble du projet de loi.

Il s'agit en effet du problème posé par certains transferts d'actifs à l'étranger et, notamment, par les opérations de restructuration des titres subordonnés à durée indéterminée : les TSDI « repackagés ».

Jusqu'à présent, ces montages se sont effectués sur la base d'une fiscalité que je qualifierai pudiquement de contractuelle.

En effet, l'administration s'est cru autorisée à définir, en dehors de toutes bases légales, des modalités d'imposition particulières, portées à la connaissance des opérateurs dans le cadre de la procédure du « rescrit ».

Certaines entreprises ont suivi cette voie. D'autres ont souhaité profiter de l'aubaine sans s'insérer dans le cadre fiscal administratif.

Aujourd'hui, le Gouvernement nous met devant le fait accompli et réclame de façon précipitée les moyens juridiques lui permettant d'encadrer une situation qui devient immaîtrisable.

Mais, après avoir fait preuve de ce qu'on pourrait qualifier de laxisme, le Gouvernement tombe dans l'excès inverse. Il propose de légiférer autour de concepts - la fiducie et le trust - qui n'existent pas dans notre droit et il organise un régime fiscal dont les contours exacts restent difficiles à cerner.

Techniquement, l'article 32 repose, certes, sur une idée simple : l'entreprise devra comprendre dans son résultat imposable en France les revenus afférents à certains actifs transférés à l'étranger.

La mise en œuvre de ce mécanisme dérogatoire s'apprécie par rapport à la finalité du transfert. Pour que l'imposition ait lieu, l'actif doit être transféré à un tiers étranger, afin que ce dernier gère le bien dans l'intérêt de l'entreprise française ou assume un engagement existant ou futur qui incombe à cette même entreprise.

Ce champ d'application est donc *a priori* très vaste. Il recouvre de multiples situations et suscite de nombreuses interrogations.

Je vous l'ai indiqué, ce dispositif a pour objet de lutter contre des montages financiers, fiscalement très avantageux, et qui généralement conduisent un trust à assumer une dette qui incombe à l'entreprise. Ils s'appuient donc sur la notion « d'engagement existant ou futur », qui peut être cernée avec une relative précision.

En revanche, il apparaît impossible de délimiter l'ensemble des opérations dans lesquelles le bien est transféré à un tiers pour être géré dans l'intérêt de l'entreprise.

A la limite, l'acquisition de parts de SICAV étrangères pourrait répondre à cette définition.

Un champ aussi vague et imprécis me paraît extraordinairement dangereux. Le collectif n'est d'ailleurs pas le lieu de traiter de l'ensemble du régime de la fiducie. A cet effet, un texte a déjà été déposé par le Gouvernement. Que ce texte vienne donc à l'ordre du jour !

En attendant, la commission vous propose de recentrer le dispositif de l'article 32 sur sa finalité immédiate : appréhender les transferts d'actifs qui s'accompagnent de la prise en charge d'un engagement.

On pourra s'étonner, je le répète, que l'Etat, actionnaire peu apte à consolider les fonds propres de ses entreprises, ait cru pouvoir autoriser certaines institutions financières à prêter à des groupes nationaux dans le cadre de pseudo-emprunts, de TSDI, pour quinze ans et que, l'emprunteur ait transféré les intérêts, après la période de quinze ans, dans un paradis fiscal.

Pendant ce délai, le capital représentant à peu près le quart du montant de l'emprunt, a pu prospérer et atteindre le niveau correspondant à l'emprunt. Le remboursement se fait par ce canal occulte, qui se nourrit dans un paradis fiscal.

C'est une étrange manière, de la part de l'Etat, de procéder ainsi à la consolidation des fonds propres des entreprises qu'il contrôle !

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'article 32 a pour objet d'imposer les résultats des actifs transférés dans certaines conditions hors de France, au nom de l'entreprise qui a procédé à leur transfert.

Cette disposition a pour effet de rattacher fiscalement à l'entreprise française ces patrimoines d'affectation qui fructifient pour son compte, c'est-à-dire les actifs transférés par l'entreprise à un tiers en vue de les gérer dans son intérêt.

Dans ces conditions, il n'est pas possible d'accepter une proposition qui viderait l'article 32 d'une partie de son contenu.

Je souligne d'ailleurs que, pour atteindre certains schémas de titres subordonnés à durée indéterminée restructurés, la notion de gestion de l'actif dans l'intérêt de l'entreprise qui l'a transféré est indispensable.

C'est la raison pour laquelle le Gouvernement est défavorable à l'amendement n° 30.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 30, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 31, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose :

A. - De compléter le sixième alinéa du paragraphe I de l'article 32 par une phrase ainsi rédigée : « Il en est de même des retenues à la source subies par les produits des actifs transférés tels que définis ci-dessus ainsi que des crédits d'impôt attachés à ces produits. »

B. - Pour compenser la perte de ressources éventuelle résultant des dispositions du A ci-dessus, d'insérer après le I de cet article un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources éventuelle résultant de l'extension aux retenues à la source subies par les produits des actifs transférés du droit à imputation sur l'impôt sur les sociétés prévu au sixième alinéa du I du présent article est compensée, à due concurrence, par la majoration des droits de consommation sur les tabacs mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 5, MM. Oudin et Hamel, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés proposent :

A. - De compléter le sixième alinéa du paragraphe I de l'article 32 par la phrase suivante : « Il en est de même des retenues à la source subies par les produits des actifs transférés tels que définis ci-dessus ainsi que les crédits d'impôt attachés à ces produits. »

B. - Pour compenser la perte de ressources résultant du I ci-dessus, d'insérer, après le paragraphe I de cet article, un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources résultant de l'extension aux retenues à la source de la possibilité d'imputation prévue au sixième alinéa du I est compensée par le relèvement à due concurrence du tarif des droits de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Dans le cadre du mécanisme institué par l'article 32, il est expressément prévu que l'entreprise française pourra imputer sur son propre impôt les impôts de même nature supportés par le gestionnaire étranger. Il s'agit en fait d'éviter les phénomènes de doubles impositions.

Toutefois, la rédaction actuelle de cette disposition ne permet pas de prendre en compte d'autres formes de prélèvements perçus localement, notamment les retenues à la source. De même, elle n'appréhende pas le cas des crédits d'impôts. L'amendement que je vous propose, au nom de la commission des finances, intègre ces situations.

Monsieur le ministre, je suis conscient des imperfections techniques de la formulation que je vous suggère, mais j'observe que, face à un amendement comparable présenté à l'Assemblée nationale, vous vous étiez engagé à réexaminer cette question complexe, compte tenu de la multiplicité des situations qui peuvent se présenter. Notre proposition est donc un appel, voire un rappel. J'attends vos suggestions, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. Hamel, pour présenter l'amendement n° 5.

M. Emmanuel Hamel. Compte tenu des propos de M. le rapporteur, nous retirons l'amendement n° 5.

M. le président. L'amendement n° 5 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement.

En effet, la mise en œuvre de la mesure proposée soulèverait d'importantes difficultés et présenterait des risques allant à l'encontre de l'objet de l'article.

En effet, l'élimination des doubles impositions est du ressort des conventions fiscales bilatérales. Ces traités prévoient un équilibre des efforts consentis par les pays contractants. Ainsi, la France impose les revenus perçus par ses résidents

et permet l'imputation, dans certaines conditions, de l'impôt retenu à la source par l'autre Etat. En contrepartie, cet Etat s'engage à la réciproque et à limiter son prélèvement à la source.

Dans la situation visée à l'article 32, l'interposition d'un pays tiers dans lequel sont transférés les actifs et l'absence de toute perception effective des produits en France rendent, bien entendu, impossible l'application des imputations conventionnelles.

Dès lors, la mesure envisagée ne pourrait que résulter d'une décision de la France, qui accepterait unilatéralement d'effacer l'imposition prélevée en dehors du cadre conventionnel dans le pays source. Une telle solution modifierait l'équilibre des traités puisque, par ailleurs, le pays source serait fondé à ne pas limiter son taux de prélèvement qui pourrait d'ailleurs excéder l'impôt français.

En outre, l'imputation serait susceptible d'ouvrir aux entreprises des possibilités nouvelles d'évasion fiscale, alors que l'objet du texte est précisément de dissuader les entreprises d'y avoir recours.

Dans certains cas, il serait, en effet, plus intéressant pour les sociétés de délocaliser des actifs financiers dans des paradis fiscaux et de les placer sur le marché d'autres pays non conventionnés plutôt que d'opérer à partir de France.

Enfin, une imputation de prélèvement à la source qui n'aurait pas été autorisée par une convention rendrait le contrôle de la déduction accordée très complexe, voire illusoire, en l'absence de toute assistance administrative dans les pays où sont généralement localisés les patrimoines d'affectation.

Pour toutes ces raisons entre autres, le Gouvernement est défavorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 31, repoussé par le Gouvernement.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste vote contre.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Toujours sur l'article 32, je suis maintenant saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Le premier, n° 6, présenté par MM. Oudin et Hamel, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés, a pour objet de supprimer le dernier alinéa du paragraphe I de cet article.

Le second, n° 32, déposé par M. Arthuis, au nom de la commission des finances, vise à rédiger comme suit le dernier alinéa du paragraphe I de l'article 32 :

> « A défaut du respect des dispositions du présent article, l'entreprise comprend dans ses résultats imposables de chaque exercice une somme égale au produit du montant de la valeur réelle, à l'ouverture du même exercice, des actifs définis au premier alinéa par un taux égal à celui mentionné au 3° du 1 de l'article 39 du code général des impôts. Pour l'application du présent alinéa, la valeur réelle des actifs à l'ouverture d'un exercice est égale à la valeur réelle de ces mêmes actifs au moment du transfert, majorée des produits acquis depuis cette date ou, à défaut, du total des sommes calculées ainsi qu'il est précisé à la phrase qui précède. Toutefois, l'entreprise peut apporter la preuve que le résultat ainsi déterminé excède le résultat effectivement réalisé, déterminé dans les conditions fixées au deuxième alinéa. En cas d'application des dispositions du présent alinéa, le montant des droits éludés est assorti de l'intérêt de retard visé à l'article 1727 du code général des impôts, et le cas échéant, des majorations prévues à l'article 1729 du même code. »

Cet amendement est assorti d'un sous-amendement n° 84, présenté par le Gouvernement, et tendant, à la dernière phrase du texte de cet amendement, à remplacer les mots : « et le cas échéant des majorations prévues à l'article 1729 du même code » par les mots : « et de la majoration prévue à l'article 1759 du même code ».

La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 6.

M. Emmanuel Hamel. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 6 est retiré.

La parole est à M. le rapporteur général, pour défendre l'amendement n° 32.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je saluerai d'abord l'humour dont M. le ministre a fait preuve en nous disant que notre amendement risquait de susciter des vocations pour l'évasion fiscale. S'agissant de l'encadrement, par l'article 32, de pratiques qui ont été encouragées par les pouvoirs publics, je trouve cela assez cocasse !

J'en viens à l'amendement n° 32. Il s'agit du régime de sanction applicable en cas de non-respect des dispositions de l'article 32.

Sur le fond, je crois que nous sommes pleinement d'accord avec les auteurs de l'amendement n° 6 qui a été retiré.

En l'état actuel du texte, le régime de pénalité est exorbitant. L'entreprise qui s'est abstenue d'intégrer ses résultats extérieurs est taxée sur une base forfaitaire qu'elle n'a pas la possibilité de contester. En outre, la sanction elle-même représente 100 p. 100 de l'impôt éludé.

Ce mécanisme est inacceptable et ne respecte pas les droits du contribuable. En revanche, il est évident que la suppression de toute sanction reviendrait à priver le dispositif de sa portée. Aussi, la commission vous proposera de retenir une approche plus équilibrée.

Dans un premier temps, le montant des revenus extérieurs sera, certes, évalué de façon forfaitaire, mais l'entreprise aura la possibilité de prouver que le résultat réel est inférieur.

Le montant de la sanction doit, en outre, être gradué selon la gravité du comportement. A cet égard, il nous semble plus judicieux de reprendre le régime de droit commun, c'est-à-dire l'intérêt de retard et la majoration de 40 p. 100 en cas de mauvaise foi, ou 80 p. 100 dans l'hypothèse de manœuvres frauduleuses.

Par la même occasion, il paraît souhaitable de reformuler la définition de la valeur réelle des actifs qui, en l'état actuel des textes, ne nous semble pas très claire.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre le sous-amendement n° 84 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est favorable à l'amendement n° 32, sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 84. Celui-ci vise à aménager les sanctions en cas de non-respect des obligations déclaratives prévues au deuxième alinéa de l'article 32.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 84 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission émet un avis défavorable sur ce sous-amendement, car son amendement lui paraît équilibré.

Le Gouvernement se livre à une surenchère dans la rigueur et les sanctions. Je crois qu'en adoptant cet amendement nous donnerons à l'administration les moyens de réguler les mécanismes concernés et d'éviter les détournements.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix le sous-amendement n° 84, repoussé par la commission.

(Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 32, repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Je suis maintenant saisi de trois amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 10, MM. Cazalet, Oudin et Hamel, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent :

A. - De rédiger ainsi le paragraphe IV de l'article 32 :

> « IV. - Les dispositions du présent article s'appliquent aux éléments d'actifs transférés à compter du 1er janvier 1993. »

B. - Pour compenser la perte de ressources résultant du A ci-dessus, d'insérer après le paragraphe IV de cet article, un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... Les pertes de ressources résultant pour l'Etat de l'application des dispositions du présent article aux éléments d'actifs transférés à compter du 1er janvier 1993 sont compensées à due concurrence par la majoration des droits de consommation prévus aux articles 575 et 575 A du code général des impôts ainsi qu'aux articles 403 et 406 A du même code. »

Par amendement n° 33, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose, dans le paragraphe IV de l'article 32 de remplacer l'année : « 1992 » par l'année : « 1993 ».

Par amendement n° 83, le Gouvernement propose, dans le IV de l'article 32, de remplacer les mots : « ouverts à compter du 1er janvier 1992 », par les mots : « clos à compter du 31 décembre 1992 ».

La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 10.

M. Emmanuel Hamel. Comme l'a souligné le rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, un des problèmes essentiels posés par le présent article 32 réside dans le traitement des opérations passées.

Dans la rédaction du projet de loi, le paragraphe IV de l'article 32 permet à l'administration de sanctionner des transferts d'actifs réalisés sous l'empire de la loi actuelle sans que l'administration ait à apporter la preuve qu'ils répondent à des fins de fraude fiscale.

Par ailleurs, le maintien du paragraphe IV, par effet d'annonce dans les milieux financiers internationaux, pourrait affaiblir la crédibilité de la place de Paris. Telle est l'opinion de mes collègues MM. Cazalet et Oudin, et c'est la raison pour laquelle ils ont déposé cet amendement.

Toutefois, avant de me prononcer sur le maintien de cet amendement, je serais heureux de connaître l'avis de la commission.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 10 et pour défendre l'amendement n° 33.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Les amendements de la commission ayant leur équilibre et leur cohérence, je demande à M. Hamel de bien vouloir retirer le sien, sinon nous aurions un conflit d'amendements.

M. Emmanuel Hamel. Je ne le voudrais pas ! Aussi, je retire l'amendement n° 10.

M. le président. L'amendement n° 10 est retiré.

Veuillez poursuivre, monsieur le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement n° 33 vise à fixer une date d'application des dispositions de l'article 32. C'est un problème particulièrement complexe car il s'agit de savoir comment on va traiter les opérations qui se sont nouées. Elles sont de deux ordres : d'une part, les opérations qui ont été agréées par une procédure de rescrit et, d'autre part, celles qui sont passées à côté. J'aimerais bien connaître l'intention du Gouvernement en ce qui concerne les entreprises qui n'ont pas eu la prudence d'aller obtenir les onctions du service de la législation fiscale, le SLF, avant d'engager cette procédure.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 83 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Les craintes exprimées par les auteurs de l'amendement n° 33 sont assez largement exagérées.

L'amendement n° 83 répond, je crois, à leur souci puisqu'il tend à modifier la date d'entrée en vigueur de l'article 32, afin qu'il ne concerne pas les exercices déjà clos. A cet effet, je propose de remplacer les mots : « ouverts à compter du 1er janvier 1992 » par les mots : « clos à compter du 31 décembre 1992 ».

Dans ces conditions, l'amendement n° 33 me semble satisfait.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 83.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je ne comprends pas les propos de M. le ministre. Dans la mesure où un exercice comptable couvre habituellement douze mois, en quoi y a-t-il changement d'exercice si l'on substitue les mots : « clos à compter du 31 décembre 1992 » aux mots : « ouverts à compter du 1er janvier 1992 » ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Afin d'éviter que les nouvelles dispositions concernent les exercices déjà clos, je suis prêt à accepter qu'elles ne s'appliquent que pour la détermination des résultats des exercices « clos à compter du 31 décembre 1992 ».

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Un exercice clos au 31 décembre 1992 est-il visé ou non ? *(M. le ministre acquiesce.)* Donc, un exercice ouvert au 1er janvier 1992, qui était visé dans la rédaction antérieure, est toujours visé lorsqu'il s'agit d'un exercice clos au 31 décembre 1992.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'exercice ne fait pas forcément douze mois. Donc, soyons clairs : c'est « à compter du 31 décembre 1992 ».

M. le président. Donc, à partir du 1er janvier 1993.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Si vous voulez.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Un exercice qui prend fin le 31 janvier 1992 est-il visé par ce mécanisme ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Oui.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Dans ces conditions, c'est très restrictif.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 33, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'amendement n° 83 n'a plus d'objet.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 32, modifié.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 32 est adopté.)

M. le président. Maintenant que l'article 32 est adopté, M. le rapporteur général me permettra sans doute de m'associer à ses propos concernant le texte sur la fiducie, auquel j'ajouterai, pour ce qui me concerne, le texte sur les sociétés anonymes simplifiées : voilà des projets qui auraient dû nous être présentés depuis plus de deux ans, et qui traînent dans les cartons ministériels.

Le spécialiste du droit des sociétés que je suis - la commission des lois a bien voulu m'en confier le rapport - est forcé de vous dire, monsieur le ministre, qu'à partir du moment où, dans le droit français des sociétés, on n'inclut pas un certain nombre de dispositions, on s'expose - l'expérience le prouve - à de l'évasion non pas fiscale mais juridique : s'il n'y a pas de trust en France, les sociétés françaises iront constituer des trusts à l'étranger. Ce n'est sûrement pas ce que vous souhaitez, ni moi non plus. J'ai eu beau l'expliquer à M. le garde des sceaux, je n'ai pas pu, jusqu'ici, me faire entendre. Je souhaite être entendu un jour !

M. Pierre Laffitte. Exactement !

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

Article 33

M. le président. « Art. 33. - L'article 39 *duodecies* du code général des impôts est complété par un 9 ainsi rédigé :

« 9. Lorsque la vente d'un élément de l'actif immobilisé est annulée ou résolue pendant un exercice postérieur à celui au cours duquel la vente est intervenue, le cédant inscrit à son bilan cet élément ainsi que les amortissements et provisions de toute nature y afférents tels qu'ils figuraient dans ses comptes annuels à la date de la cession.

« La somme correspondant au montant de la plus-value à long terme réalisée au titre de la vente de l'élément en cause est admise en déduction directement ou sous forme de provisions, selon le régime applicable aux moins-values à long terme.

« Il en est de même en cas de réduction du prix de cession postérieurement à la clôture de l'exercice au cours duquel la cession est réalisée. Dans ce cas, la perte correspondante est soumise au régime des moins-values à long terme dans la limite de la plus-value de cession qui a été considérée comme une plus-value à long terme.

« Lorsque la vente ayant donné lieu à la constatation d'une moins-value à long terme est annulée ou résolue, le profit qui en résulte est imposable selon le régime des plus-values à long terme.

« Ces dispositions sont applicables pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 31 décembre 1992. » - *(Adopté.)*

Article 34

M. le président. « Art. 34. - I. - Par exception aux dispositions des articles 38, 238 *septies* B et 238 *septies* E du code général des impôts, lorsque les entreprises d'assurances et de capitalisation achètent ou souscrivent des titres de créances négociables sur un marché réglementé, ou des titres obligataires autres que les obligations indexées, les parts de fonds communs de créances et les titres participatifs, pour un prix différent de leur prix de remboursement, la perte ou le profit correspondant à cette différence est, pour la détermination du résultat imposable de l'entreprise, réparti sur la durée restant à courir jusqu'au remboursement. Lorsque plusieurs dates de remboursement sont prévues, la date la plus éloignée est retenue.

« Cette répartition est effectuée de manière actuarielle de telle sorte qu'à la clôture de chaque exercice, la valeur comptable des titres compte tenu de cette répartition soit égale à leur valeur actuelle calculée au taux de rendement actuariel déterminé lors de leur acquisition.

« Pour l'application de ces dispositions, le prix d'achat des titres s'entend hors intérêts courus.

« A la clôture de chaque exercice, le prix de revient des titres est augmenté ou diminué, selon le cas, de la fraction du profit ou de la perte comprise dans le résultat imposable.

« II. - Les titres soumis aux dispositions du I ne peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation.

« III. - Les dispositions du présent article s'appliquent pour la détermination des résultats des exercices ouverts à compter du 1er janvier 1992.

« Les titres acquis au cours d'un exercice antérieur sont réputés, pour le calcul du taux de rendement actuariel mentionné au deuxième alinéa du I, avoir été acquis le 1er janvier 1992, leur durée de vie résiduelle s'appréciant également à cette date. Le profit ou la perte à répartir en application du I est déterminé à partir du prix d'acquisition de ces titres ; les provisions pour dépréciation afférentes à ces titres sont réintégrées dans le résultat imposable du premier exercice d'application de cette répartition. Toutefois, les entreprises peuvent choisir pour ces titres de ne pas appliquer les dispositions du I si leur prix d'acquisition est inférieur à leur valeur de remboursement ; le choix ainsi effectué s'applique à l'ensemble des titres acquis avant cette date. »

Par amendement n° 34, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose, dans le second alinéa du paragraphe III de cet article, de remplacer deux fois les mots : « prix d'acquisition » par les mots « prix d'achat » et de remplacer les mots : « valeur de remboursement » par les mots : « prix de remboursement ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 34, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 34, ainsi modifié.

(L'article 34 est adopté.)

Articles 35, 35 *bis* et 36

M. le président. « Art. 35. - Le transfert au profit de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) des biens, droits et obligations du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) correspondant aux missions assignées à l'agence susmentionnée par l'article 13 de la loi n° 91-1381 du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs ne donne lieu à aucune indemnité ou perception de droits ou taxes, ni à aucun versement de salaires ou honoraires au profit des agents de l'Etat. » - *(Adopté.)*

« Art. 35 *bis.* - Le transfert des biens, droits et obligations des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais à Charbonnages de France prévu par le décret n° 92-1199 du 10 novembre 1992 modifiant le décret n° 59-1036 du 4 septembre 1959 portant statut des Charbonnages de France et des Houillères de bassin, et portant dissolution des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais, ne donne lieu à aucune indemnité ou perception d'impôts, droits ou taxes, ni à aucun versement de salaires ou honoraires au profit des agents de l'Etat. » - *(Adopté.)*

« Art. 36. - I. - Le 1 de l'article 207 du code général des impôts est ainsi modifié :

« A. - Le 4° est ainsi rédigé :

« 4° Les offices publics d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'habitations à loyer modéré régis par les articles L. 411-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, ainsi que les unions de ces offices et sociétés ; ».

« B. - Il est inséré un 4° *ter* ainsi rédigé :

« 4° *ter* Les sociétés anonymes de crédit immobilier qui exercent uniquement les activités prévues au I et au II de l'article L. 422-4 du code de la construction et de l'habitation et qui accordent exclusivement :

« *a)* Des prêts visés aux articles R. 331-32, R. 313-31 et R. 313-34 du même code ;

« *b)* Des prêts à leurs filiales et aux organismes mentionnés au 4°. Le taux de rémunération de ces prêts ne doit pas excéder celui prévu au 3° du 1 de l'article 39 ; ».

« II. - Au 4° de l'article 1461 du code général des impôts, après les mots "les sociétés de crédit immobilier" sont insérés les mots : "mentionnées au 4° *ter* du 1 de l'article 207".

« III. - *a)* Les conditions du B du I s'appliquent aux opérations réalisées à compter du 1er juillet 1993 ;

« *b)* Les dispositions du II s'appliquent à compter du 1er janvier 1994. » - *(Adopté.)*

Article 37

M. le président. « Art. 37. - I. - Au 3 de l'article 206 du code général des impôts, après les mots : "Les sociétés en nom collectif ;" sont insérés les mots : "Les sociétés civiles mentionnées au 1° de l'article 8 ;".

« II. - Le 1 de l'article 239 du code général des impôts est ainsi modifié :

« A. - La première phrase est ainsi rédigée :

« Les sociétés mentionnées au 3 de l'article 206 peuvent opter, dans des conditions qui sont fixées par arrêté ministériel, pour le régime applicable aux sociétés de capitaux. »

« B. - Le dernier alinéa est complété par les mots :

« Aux sociétés civiles mentionnées aux articles 238 *ter,* 239 *ter,* 239 *quater* A et 239 *septies.* »

« III. - Ces dispositions s'appliquent aux options exercées à compter du 18 novembre 1992.

« Les options exercées par des sociétés civiles pour leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés avant le 18 novembre 1992 sont réputées régulières. »

Par amendement n° 35, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose :

A. - Dans le texte présenté par le paragraphe I de cet article pour compléter le 3 de l'article 206 du code général des impôts, après les mots : « au 1° de l'article 8 », d'insérer les mots : « et à l'article 8 *ter* ».

B. - Pour compenser la perte de ressources résultant du A ci-dessus, de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« ... La perte de ressources résultant du visa de l'article 8 *ter* du code général des impôts au I ci-dessus est compensée, à due concurrence, par la majoration des droits de consommation sur les tabacs mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Nous proposons d'étendre l'option de l'article 37 aux sociétés civiles professionnelles.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 35, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 37, ainsi modifié.

(L'article 37 est adopté.)

Article 38

M. le président. « Art. 38. - I. - La délivrance aux personnes domiciliées dans les communes des départements de l'Ardèche, de l'Aude, de la Corrèze, de la Drôme, des Pyrénées-Orientales et du Vaucluse, dont la liste figure en annexe de l'arrêté du 12 octobre 1992 complété par celui du 5 novembre 1992 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle, des documents visés aux articles 947 à 950 et 953 du code général des impôts, de duplicata des permis de conduire les véhicules automobiles, les motocyclettes et tous autres véhicules à moteur et des certificats d'immatriculation, en remplacement des documents de même nature détruits ou perdus lors des inondations survenues les 21, 22, 23, 26 ou 27 septembre 1992, ne donne lieu à la perception d'aucun droit ou taxe.

« II. - Il en est de même de la délivrance, aux personnes visées au I, de primata de certificats d'immatriculation des véhicules acquis en remplacement de ceux détruits lors de ces sinistres.

« III. - Ces dispositions s'appliquent aux documents délivrés entre le 22 septembre 1992 et le 1er juillet 1993. »

Par amendement n° 85, le Gouvernement propose :

I. - Dans le paragraphe I de cet article, après les mots : « de l'Aude », d'insérer les mots : « de l'Aveyron » et, après les mots : « de la Drôme », d'ajouter les mots : « du Gard, de l'Hérault, du Lot, ».

II. - Dans le même paragraphe, de remplacer les mots : « celui du 5 » par les mots : « ceux des 5 et 6 ».

III. - Dans le même paragraphe, de remplacer les mots : « les 21, 22, 23, 26 ou 27 » par les mots : « du 21 au 23 et du 26 au 30 ».

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit d'étendre une mesure d'exonération prévue dans cet article aux victimes de dommages causés par les inondations de septembre dans quatre départements.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement rejoint les préoccupations de la commission. Elle est favorable à son adoption.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 85, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 38, ainsi modifié.

(L'article 38 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 38

M. le président. Je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 53, M. Hamel et les membres du groupe du RPR et apparentés proposent d'insérer, après l'article 38, un article additionnel ainsi rédigé :

« Est appliquée aux indemnités versées aux victimes du sida sur décision des tribunaux en première instance ou en appel la même exonération de l'actif successoral que celle prévue pour les sommes allouées par le Fonds d'indemnisation des transfusés et des hémophiles en application des articles 4 de la loi n° 92-655 du 15 juillet 1992 et 775 *bis* du code général des impôts. »

Par amendement n° 81, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, toujours après l'article 38, un article additionnel ainsi rédigé :

« A. - I. - L'article 775 *bis* du code général des impôts est rédigé comme suit :

« *Art. 775* bis. - Les indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus d'immunodéficience humaine à la suite d'une transfusion de produits sanguins ou d'une injection de produits dérivés du sang réalisée sur le territoire de la République française sont déduites, pour leur valeur nominale, de l'actif de la succession de ces personnes. »

« II. - Les dispositions du paragraphe I du présent article s'appliquent aux successions ouvertes à compter du 1er janvier 1992.

« B. - La perte de recettes résultant du A ci-dessus est compensée par la majoration, à due concurrence, des droits de consommation sur les tabacs mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 53.

M. Emmanuel Hamel. Il serait contraire à l'esprit des nouvelles dispositions de l'article 775 *bis* du code général des impôts de ne pas appliquer à l'indemnisation décidée par les tribunaux, indépendamment du fonds d'indemnisation, la même exonération de l'actif successoral que celle qui est prévue pour les sommes allouées par le fonds.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour présenter l'amendement n° 81 et pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 53.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission des finances a approuvé le principe de l'amendement que vient de présenter M. Hamel. Elle a toutefois jugé nécessaire d'en préciser la rédaction. Elle l'a donc repris à son propre compte, sous la forme de l'amendement n° 81.

Ainsi, désormais, toutes les indemnités versées ou dues à des personnes contaminées par le virus du sida à l'occasion d'une transfusion sanguine seraient exonérées de droits de succession, quelle que soit la procédure suivie pour obtenir réparation.

Par ailleurs, la commission vous propose de préciser que ces dispositions s'appliquent aux successions ouvertes à compter du 1er janvier 1992.

Je crois donc que notre amendement doit satisfaire les préoccupations exprimées par M. Hamel. Peut-être pourrait-il, dans ces conditions, retirer son amendement ?

M. le président. Monsieur Hamel, maintenez-vous votre amendement ?

M. Emmanuel Hamel. Je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 53 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 81 ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement accepte cet amendement. En conséquence, il propose de supprimer le gage.

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 81 rectifié, présenté par M. Arthuis, au nom de la commission des finances, et tendant à insérer, après l'article 38, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - L'article 775 *bis* du code général des impôts est rédigé comme suit :

« *Art. 775* bis. - Les indemnités versées ou dues aux personnes contaminées par le virus d'immunodéficience

humaine à la suite d'une transfusion de produits sanguins ou d'une injection de produits dérivés du sang réalisée sur le territoire de la République française sont déduites, pour leur valeur nominale, de l'actif de la succession de ces personnes. »

« II. - Les dispositions du paragraphe I du présent article s'appliquent aux successions ouvertes à compter du 1er janvier 1992. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 81 rectifié, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 38.

Article 39

M. le président. « Art. 39. - I. - Les IV et V de l'article 963 du code général des impôts sont ainsi rédigés :

« IV. - La délivrance du permis mer, de la carte mer et du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure est subordonnée au paiement par le titulaire d'un droit fixe de 300 F.

« V. - Le droit d'examen pour l'obtention du permis mer, de la carte mer et du certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure est fixé à 200 F.

« II. - Les dispositions du présent article s'appliquent à compter du 1er janvier 1993. »

Par amendement n° 36, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose :

I. - Dans le texte présenté par cet article pour le IV de l'article 963 du code général des impôts, de remplacer les mots : « certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure » par les mots : « certificat de capacité pour la conduite des bateaux sur les eaux intérieures ».

II. - Dans le texte présenté par cet article pour le V de l'article 963 du code général des impôts, de remplacer les mots : « certificat de capacité pour la conduite des bateaux de navigation intérieure » par les mots : « certificat de capacité pour la conduite des bateaux sur les eaux intérieures ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il s'agit d'un amendement rédactionnel.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 36, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 39, ainsi modifié.

(L'article 39 est adopté.)

Article additionnel après l'article 39 ou après l'article 52

M. le président. Par amendement n° 12 rectifié *bis*, MM. Cazalet, Oudin et Hamel, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés proposent d'insérer, après l'article 52, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Le dernier alinéa de l'article 1115 du code général des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée : Toutefois, pour les biens acquis avant le 1er janvier 1993, ce délai est, dans tous les cas, prorogé au 31 décembre 1996. »

« II. - Les pertes de recettes résultant de l'application du paragraphe ci-dessus sont compensées à due concurrence par l'augmentation de la dotation globale de fonctionnement attribuée aux collectivités locales intéressées. Les pertes de recettes résultant pour l'Etat de l'application de la phrase ci-dessus sont compensées à due concurrence par le relèvement des droits prévus à l'article 575 A du code général des impôts. »

Par amendement n° 75, le Gouvernement propose d'insérer, après l'article 39, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le dernier alinéa de l'article 1115 du code général des impôts est complété comme suit :

« Toutefois, pour les biens acquis avant le 1er janvier 1993, ce délai est, dans tous les cas, prorogé au 31 décembre 1996. »

La parole est à M. Hamel, pour présenter l'amendement n° 12 rectifié *bis*.

M. Emmanuel Hamel. Depuis 1991, la conjoncture du marché immobilier s'est retournée, avec les conséquences que l'on sait.

De plus en plus souvent, les établissements de crédit sont appelés à mettre en place des solutions de reprise de tout ou partie des stocks immobiliers détenus depuis plusieurs années par leurs clients marchands de biens.

Ces stocks doivent être « portés » quelque temps, sinon le marché risque de s'écrouler. Or, l'application des droits de mutation, plus les intérêts de retard calculés sur plusieurs années, plus un droit supplémentaire de 6 p. 100 augmentent le coût des stocks de près de 30 p. 100. Dès lors, leur financement devient très difficile, avec les conséquences que l'on peut redouter.

Le délai d'écoulement des immeubles en franchise de droits de mutation vient d'être réduit à quatre ans : c'est une mesure qui tombe au plus mauvais moment. Il est proposé, en conséquence, de le prolonger jusqu'au 31 décembre 1995 pour les stocks immobiliers détenus par les professionnels à la date du 1er janvier 1991.

M. le président. Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 12 rectifié *bis* ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement répond à un objectif très louable, compte tenu de la situation de l'immobilier.

La commission des finances tient simplement à faire observer que les droits en cause constituent des ressources des collectivités locales, au premier chef desquelles figurent les départements. Elle aimerait donc savoir si le Gouvernement a l'intention d'assurer une compensation.

M. le président. La parole est à M. le ministre, pour défendre l'amendement n° 75 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 rectifié *bis*.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'amendement n° 75 n'est autre que l'amendement n° 12 rectifié *bis* débarrassé de son gage, monsieur le président.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Non ! Gardez-le pour les communes !

M. le président. Monsieur Hamel, votre amendement semble donc satisfait par celui du Gouvernement ?

M. Emmanuel Hamel. Je me réjouis qu'il soit satisfait, et je le retire.

M. le président. L'amendement n° 12 rectifié *bis* est retiré.

Quel est l'avis de la commission sur l'amendement n° 75 ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement de M. Hamel était gagé et confortait les ressources des collectivités locales ; la commission des finances s'en remet donc à la sagesse du Sénat sur l'amendement n° 75.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 75, pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 39.

Article 40

M. le président. « Art. 40. - Au premier alinéa du V de l'article 1383 du code général des impôts, les mots : "à l'article 1639 A" sont remplacés par les mots : "à l'article 1639 A *bis*". »

Par amendement n° 37, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de supprimer cet article.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Le ministre de l'intérieur a diffusé une circulaire auprès des collectivités locales sur les conditions de non-exonération du foncier bâti frappant les constructions nouvelles.

Deux dispositifs sont possibles : d'une part, l'article 1639 A du code général des impôts, aux termes duquel, si la décision de ne pas exonérer est prise par la collectivité avant le 31 mars, elle s'applique dans l'exercice en cours ; d'autre part, l'article 1639 A *bis* du même code ; dans ce cas, la décision doit être prise avant le 1er juillet, mais elle ne s'appliquera que l'année suivante.

La circulaire du ministre de l'intérieur est fondée sur les dispositions de l'article 1639 A *bis*, et ce texte viendrait, en quelque sorte, réparer une erreur matérielle. La commission n'a pas cru devoir suivre le Gouvernement sur cette voie.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement ne peut pas être favorable à cet amendement.

L'article 40 vise à rectifier une erreur matérielle dans l'article 129 de la loi de finances 1992.

Il est de principe général que toutes les délibérations autres que celles qui ont trait aux taux ou aux produits des impositions doivent être prises avant le 1er juillet pour être applicables l'année suivante.

Les bases d'imposition doivent être notifiées aux collectivités locales en janvier de chaque année, pour qu'elles puissent voter leur taux d'imposition en toute connaissance avant le 31 mars. Il est donc indispensable de donner aux services fiscaux un délai suffisant pour calculer les bases à notifier en fonction des délibérations prises par les collectivités locales en matière d'exonération ou de réduction des bases.

Le maintien de la référence à l'article 1639 A du code général des impôts, que propose la commission, modifierait complètement le champ d'application de l'exonération de deux ans prévue à l'article 1383 et irait bien au-delà de ce qu'avaient voulu les auteurs de l'amendement dont est issu l'article 129 de la loi de finances pour 1992.

La commission des finances souhaite que la suppression de l'exonération de deux ans des logements nouveaux par les communes et leurs groupements soit applicable l'année même, de manière que le supplément de recettes qui en résulterait corrige l'absence de compensation par l'Etat de la perte de recettes résultant de l'exonération.

S'il en était ainsi, cela signifierait que les délibérations des communes auraient non seulement un effet pour les exonérations à l'avenir, mais également pour les exonérations en cours. Autrement dit, on remettrait en cause *a posteriori* des exonérations que les constructeurs pouvaient à juste titre considérer comme acquises.

Je prends un exemple : un contribuable ayant construit un logement en N-2 serait exonéré en N-1, mais imposé en N, si la commune décidait, l'année N, de supprimer l'exonération.

Au lieu des deux années attendues, son exonération ne serait plus que de un an. Je vous laisse le soin d'imaginer les récriminations qu'entraînerait cette décision.

J'observe, d'ailleurs, que si l'article 1383 donne aux communes la possibilité de supprimer l'exonération de deux ans, elle ne leur donne pas la faculté d'en réduire la durée : il n'y aurait plus, sinon, de cohérence avec les dispositions de l'article 1383, ce qui montre bien que la référence à l'article 1639 A n'est pas adaptée au texte actuel.

Le Gouvernement est donc défavorable à l'amendement n° 37.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je ne comprends pas l'argumentation de M. le ministre. Si une collectivité prend une décision avant le 31 mars, c'est pour les constructions à venir et je ne vois pas pourquoi on viendrait nous demander de nous placer sous le régime de l'article 1639 A *bis* : le ministre de l'intérieur a commis une erreur, c'est tout.

Dans le cas particulier, j'invite tous les maires qui auraient pris une délibération avant le 31 mars 1992 à vérifier que les services fiscaux ont bien mis à leur disposition, au titre de 1992, les impôts correspondant à la non-exonération du foncier bâti.

Il n'est pas question, monsieur le ministre, de dire qu'automatiquement toutes les constructions nouvelles seront imposées. Simplement, la délibération doit être prise, dans un cas, avant le 31 mars, dans l'autre, avant le 1er juillet. Dans le premier cas, cela s'applique à l'année pendant laquelle la commune a pris la délibération, année N, dans l'autre cas, à l'année N + 1, mais toujours pour les constructions à venir.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 37, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 40 est supprimé.

Articles additionnels après l'article 40

M. le président. Par amendement n° 76, le Gouvernement propose de modifier comme suit le 6° de l'article 1382 du code général des impôts :

« I. - Le *a* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« L'exonération est toutefois maintenue lorsque ces bâtiments ne servent plus à une exploitation rurale et ne sont pas affectés à un autre usage ; »

« II. - Au premier alinéa du *b*, les mots : "Dans les mêmes conditions" sont remplacés par les mots : "Dans les mêmes conditions qu'au premier alinéa du *a* ci-dessus". »

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Exonérés actuellement de taxe foncière sur les propriétés bâties lorsqu'ils servent aux exploitations rurales, les bâtiments deviennent imposables à cette taxe lorsqu'ils ne sont plus affectés à un usage agricole.

Le présent amendement a pour objet d'éviter que les agriculteurs qui partent à la retraite ne deviennent imposables à la taxe foncière sur les propriétés bâties sur les bâtiments pour lesquels ils étaient exonérés lorsqu'ils étaient en activité.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 76, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 40.

Par amendement n° 11, MM. François, Cazalet, Hamel, Trégouët, Oudin et Chaumont, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés proposent d'insérer, après l'article 40, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article 1639 A *bis* du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Pour application à l'exercice fiscal 1993, les délibérations visées à l'alinéa précédent peuvent être prises au plus tard le 31 décembre 1992. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Cet amendement a pour objet de permettre aux groupements de communes d'instituer la taxe professionnelle de zone ou la taxe professionnelle communautaire dès l'exercice fiscal 1993 en repoussant la date limite de délibération de leurs organes compétents du 1er juillet au 31 décembre 1992.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Nous sommes dans une période de mise en œuvre d'un texte tout à fait nouveau et il nous paraît opportun, dans ces conditions, de faire une exception. La commission des finances est favorable à cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Cette nouvelle échéance n'est pas acceptable. Les services fiscaux doivent pouvoir identifier rapidement les entreprises situées dans la zone et déterminer leur base de taxe professionnelle.

Je vous rappelle que l'article 1639 A *bis* du code général des impôts prévoit qu'une délibération instituant une taxe professionnelle de zone et fixant le périmètre de la zone doit être prise avant le 1er juillet pour être applicable l'année suivante.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 11, accepté par la commission et repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 40.

Article 40 *bis*

M. le président. « Art. 40 *bis*. - L'article 1586 A du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les délibérations prises en application du premier alinéa, avant le 1er juillet 1993, peuvent concerner les logements à usage locatif appartenant aux organismes d'habitation à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte pour lesquels les exonérations mentionnées aux articles 1384, 1384 A et au II *bis* de l'article 1385 ont pris fin au 31 décembre 1990. La déclaration prévue à l'article 317 *septies* B de l'annexe II du présent code doit être souscrite avant le 1er novembre 1993. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 40 *bis*.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

(L'article 40 bis *est adopté.)*

Article additionnel après l'article 40 *bis*

M. le président. Par amendement no 38, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 40 *bis*, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Au premier alinéa du *e* du 1o du I de l'article 31 du code général des impôts, le taux de 8 p. 100 est remplacé par le taux de 15 p. 100.

« II. - La perte de ressources résultant, pour l'Etat, du relèvement à 15 p. 100 du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers prévu au paragraphe I ci-dessus est compensée à due concurrence par la majoration des droits de consommation sur les tabacs mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement vise à rétablir le taux de 15 p. 100 pour la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers. A nos yeux, il est très important et s'inscrit dans le droit-fil des actions volontaires que nous proposons pour renverser la tendance dans le secteur immobilier.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement. Des mesures bien plus adaptées ont, en effet, été adoptées dans le cadre de la loi de finances.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 38, repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 40 *bis*.

Article 41

M. le président. « Art. 41. - I. - Les dispositions de l'article 163 du code général des impôts sont abrogées.

« II. - Il est inséré dans le code général des impôts un article 163-OA ainsi rédigé :

« *Art. 163-OA.* - Lorsque au cours d'une année un contribuable a réalisé un revenu qui par sa nature n'est pas susceptible d'être recueilli annuellement et que le montant de ce revenu exceptionnel dépasse la moyenne des revenus nets d'après lesquels ce contribuable a été soumis à l'impôt sur le revenu au titre des trois dernières années, l'intéressé peut demander que l'impôt correspondant soit calculé en ajoutant le quart du revenu exceptionnel net à son revenu net global imposable et en multipliant par quatre la cotisation supplémentaire ainsi obtenue.

« La même faculté est accordée au contribuable qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté, a eu, au cours d'une même année, la disposition de revenus correspondant, par la date normale de leur échéance, à une période de plusieurs années, même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois dernières années.

« Les dispositions prévues au premier alinéa sont également applicables aux primes de départ volontaire et aux primes ou indemnités versées à titre exceptionnel aux salariés lors d'un changement de lieu de travail impliquant un transfert du domicile ou de la résidence, même si leur montant n'excède pas la moyenne des revenus nets imposables des trois dernières années.

« Toutefois, par dérogation aux dispositions du premier alinéa, le nombre quatre est réduit de telle manière que le nombre utilisé pour diviser le revenu et pour multiplier la cotisation supplémentaire n'excède pas dans la limite de quatre le nombre d'années civiles écoulées depuis, soit la date d'échéance normale du revenu considéré soit la date à laquelle le contribuable a acquis les biens ou exploitations ou a entrepris l'exercice de l'activité professionnelle générateurs dudit revenu. Toute année civile commencée est comptée pour une année entière.

« III. - Au deuxième alinéa du I de l'article 33 *ter*, au deuxième alinéa du I de l'article 163 A et au dernier alinéa du II de l'article 163 *bis* C du code général des impôts, la référence "163" est remplacée par la référence "163-OA".

« IV. - Les dispositions du présent article sont applicables à compter de l'imposition des revenus de 1992.

« V. - Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux seuls revenus exceptionnels ou différés imposés d'après le barème progressif prévu à l'article 197 du code général des impôts. »

Par amendement no 39, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose, dans le premier alinéa du texte présenté par le paragraphe II de cet article pour l'article 163-OA du code général des impôts, de remplacer les mots : « son revenu net global imposable » par les mots : « la moyenne des revenus nets globaux imposables au cours des trois dernières années et de l'année d'imposition ».

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'objet de l'article 41 est de simplifier les modalités de prise en compte des revenus exceptionnels et des revenus différés pour le calcul de l'impôt sur le revenu.

A cet effet, le régime de l'étalement de ces revenus par fractions égales sur l'année de réalisation du revenu et les années antérieures est remplacé par un système de quotient, proche de celui qui est prévu pour l'imposition des plus-values immobilières à long terme des particuliers.

Pour rendre le nouveau dispositif neutre et plus équitable, c'est-à-dire pour ne pas pénaliser les contribuables dont le revenu a augmenté, sans pour autant avantager ceux dont le revenu a diminué, la commission des finances vous propose d'adopter un amendement qui prévoit que le calcul de l'impôt correspondant au quart du revenu exceptionnel ou différé devra se faire, non plus en ajoutant le quart dudit revenu au revenu de l'année de réalisation du revenu, mais en ajoutant cette somme à la moyenne des revenus des quatre années d'étalement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est défavorable à cet amendement. Cette combinaison de deux systèmes ne paraît pas très raisonnable du fait des difficultés de tous ordres qu'elle risque d'entraîner.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 39, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 41, ainsi modifié.

(L'article 41 est adopté.)

Article 42

M. le président. « Art. 42. - I. - Les dispositions du 2° de l'article 83 du code général des impôts, relatives aux cotisations versées aux organismes de retraite complémentaires des salariés, s'appliquent aux cotisations versées à titre obligatoire au régime de prévoyance des joueurs professionnels de football institué par la charte du football professionnel.

« II. - A l'exclusion du capital en cas de décès ou d'invalidité totale et définitive de l'assuré, les prestations servies par le régime de prévoyance mentionné ci-dessus sont imposables dans la catégorie des pensions.

« Le montant total versé est divisé par le nombre d'années ayant donné lieu à la déduction des cotisations. Le résultat est ajouté au revenu global net de l'année du paiement. L'impôt correspondant est égal au produit de la cotisation supplémentaire ainsi obtenue par le nombre d'années utilisé pour déterminer le quotient.

« III. - Ces dispositions s'appliquent aux cotisations et au capital versés à compter du 1er janvier 1993, à l'exception de la part du montant du capital acquis avant cette date qui est exonérée. Cette part est calculée à partir de la provision mathématique constituée au moyen des cotisations versées par le souscripteur avant la même date. »

Par amendement n° 40, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de rédiger comme suit le paragraphe III de cet article :

« III. - Ces dispositions s'appliquent aux cotisations et au capital versés à compter du 1er janvier 1993. »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Le Gouvernement fait, en quelque sorte, preuve de mansuétude à l'égard des joueurs de football professionnels. La commission des finances n'est pas allée aussi loin. Elle a pensé qu'il fallait, en effet, définir le régime fiscal des déductions qui sont faites sur les salaires mensuels en vue de constituer un pécule de départ en retraite. Mais de là à fermer les yeux sur ce qui s'est passé avant 1993, il y a un pas que la commission des finances n'a pas cru devoir franchir : ce serait une rupture par rapport à la règle.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Monsieur le président, le texte présenté par le Gouvernement et adopté par l'Assemblée nationale en première lecture prévoit de ne pas imposer la fraction du pécule acquise avant le 1er janvier 1993. Il s'agit d'une mesure d'équité, qui prend en compte les hésitations des juristes sur la nature véritable du régime de prévoyance des footballeurs professionnels.

L'article 42 clarifie le régime fiscal applicable au pécule versé en application de ce régime. Il me semble normal, dans ces conditions, de ne taxer que la fraction de ce pécule acquise à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

La proposition de M. Arthuis conduirait de plus à une différence de traitement qui serait difficilement compréhensible pour les intéressés : un footballeur percevant son pécule à la fin de la présente année serait totalement exonéré d'impôt à ce titre alors que celui dont la carrière s'achèvera après le 1er janvier 1993 serait imposable sur la totalité du capital reçu.

Compte tenu de ces précisions, je ne peux qu'être réticent, voire opposé à l'amendement qui est présenté.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Pourquoi les footballeurs seulement ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La mansuétude du ministre à l'égard des footballeurs doit inspirer beaucoup de regrets aux contribuables qui auraient pu, dans le passé, déduire en franchise d'impôt certaines sommes et ne pas intégrer dans leurs revenus l'accumulation de ces contributions.

J'avoue que je ne comprends pas très bien : les sommes en question ont été déduites des revenus antérieurs à 1993 et donc n'ont pas été imposées. L'accumulation du capital échappe à tout impôt.

C'est une pratique dont je laisse la responsabilité au Gouvernement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 40, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 42, ainsi modifié.

(L'article 42 est adopté.)

Article additionnel après l'article 42

M. le président. Par amendement n° 65 rectifié *bis,* M. Dailly et les membres du groupe du rassemblement démocratique et européen proposent d'insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Les dispositions de l'article 73 de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 s'appliquent aux copropriétés de cheval de course ou d'étalon qui respectent les conditions mentionnées à l'article 238 *bis* M du code général des impôts et dont les statuts et les modalités de fonctionnement sont conformes à des statuts types approuvés par décret.

« Ces dispositions s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1992.

« II. - Le 1 de l'article 156 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 7° Des déficits réalisés par les associés non professionnels des copropriétés mentionnées au I de l'article ..... de la loi n° ..... portant loi de finances rectificative pour 1992. Ces déficits s'imputent exclusivement sur les profits de même nature réalisés au cours de la même année ou des cinq années suivantes.

« III. - La perte de ressources résultant des paragraphes I et II ci-dessus est compensée par l'augmentation à due concurrence de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers applicable aux supercarburants, à l'essence et au gazole (indices d'identification 11, 11 *bis,* 12 et 21 au tableau B annexé à l'article 265 du code des douanes). »

La parole est à M. Laffitte.

M. Pierre Laffitte. En général les étalons, qu'ils soient de trot ou de galop, sont syndiqués, le plus souvent en quarante parts.

Jusqu'à une date toute récente, on avait toujours considéré que les syndicats d'étalons constituaient, tant au plan juridique qu'au plan fiscal, une indivision. Au plan fiscal, il en résultait que, lorsque les parts étaient revendues, le nouvel acquéreur amortissait fiscalement la part acquise sur son prix de revient.

Cet usage était appliqué, que les parts du syndicat soient au bilan d'une entreprise agricole ou chez un éleveur de trot ou de galop, ou dans un patrimoine personnel.

Dans certaines régions de France, les services fiscaux ont remis en cause le régime appliqué par un certain nombre d'éleveurs, considérant que les syndicats d'étalons constituaient non pas une simple indivision, mais une véritable société en participation. De ce fait, les copropriétaires de parts d'étalon n'étaient plus fiscalement réputés propriétaires d'une part d'étalon, mais propriétaires de droits sociaux dans une société en participation. Dès lors, ils se sont vus refuser le droit d'amortir le prix de revient de leurs parts d'étalon.

Les conséquences de cette novation de fait sont les suivantes : les mutations de parts de syndicats se tarissent et, si le régime fiscal reste en l'état, la France verra ses étalons continuer à émigrer dans des pays où il existe une fiscalité comparable à celle qui se pratiquait en France selon l'usage rappelé ci-dessus. Naturellement, la jumenterie française

suivra les étalons et on imagine sans peine le préjudice notoire qui sera ainsi causé à l'ensemble de l'élevage français, trot et galop confondus.

Pour pallier cette hémorragie, il convient donc d'amender le régime fiscal des sociétés en participation portant sur les étalons au plan de l'amortissement car il se révèle tout à fait inadapté dans le cas particulier.

C'est d'ailleurs pour le même motif d'inadaptation du régime fiscal des sociétés en participation que le législateur était intervenu en 1977 pour les copropriétés de navires.

Il est donc proposé de permettre aux associés de syndicats d'étalons d'amortir les parts de propriété indivise du cheval et, à cet effet, de reprendre les dispositions fiscales appliquées aux quirats de navires.

Ces dispositions seraient toutefois réservées aux seules structures dont les statuts et les modalités de fonctionnement seraient conformes à un statut type fixé par décret.

Afin d'éviter un détournement de cette mesure, elle ne serait applicable qu'avec des restrictions dans le cas où les parts de copropriété ne seraient pas détenues dans un cadre professionnel, tel qu'une entreprise agricole par exemple.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'avis de la commission est favorable. Il est incontestable que la fiscalité en la matière avait suscité des formes d'exil. La commission des finances considère que ce texte favorise un retour des étalons sur le territoire national.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est également favorable à cet amendement et retire le gage.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

M. Robert Vizet. Ah !

M. le président. Je suis donc saisi d'un amendement n° 65 rectifié *ter,* présenté par M. Dailly et les membres du groupe du rassemblement démocratique et européen, et tendant à insérer, après l'article 42, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Les dispositions de l'article 73 de la loi n° 77-1467 du 30 décembre 1977 portant loi de finances pour 1978 s'appliquent aux copropriétés de cheval de course ou d'étalon qui respectent les conditions mentionnées à l'article 238 *bis* M du code général des impôts et dont les statuts et les modalités de fonctionnement sont conformes à des statuts types approuvés par décret.

« Ces dispositions s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 1992.

« II. - Le 1 de l'article 156 du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 7° Des déficits réalisés par les associés non professionnels des copropriétés mentionnées au I de l'article ... de la loi n° ... portant loi de finances rectificative pour 1992. Ces déficits s'imputent exclusivement sur les profits de même nature réalisés au cours de la même année ou des cinq années suivantes. »

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 65 rectifié *ter,* accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 42.

Article 42 *bis*

M. le président. « Art. 42 *bis.* - L'article 5 de la loi n° 92-666 du 16 juillet 1992 relative au plan d'épargne en actions est complété par un 4 ainsi rédigé :

« 4. Du 1er janvier au 31 mars 1993, les versements peuvent être constitués en tout ou partie par le transfert de titres dans les conditions prévues aux 1 et 2. Ces opérations de transfert sont assimilées à des cessions pour l'application des dispositions de l'article 92 B du code général des impôts. Ces dispositions s'appliquent aux plans d'épargne en actions ouverts à compter du 1er janvier 1993. »

Par amendement n° 41, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de supprimer la dernière phrase de cet article.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il s'agit de revenir à la rédaction initiale du projet de loi.

La commission des finances n'a pas très bien compris pour quels motifs l'Assemblée nationale a restreint l'extension des apports aux PEA à ceux qui ouvriront un compte à compter du 1er janvier 1993.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 41, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 42 *bis,* ainsi modifié.

(L'article 42 bis *est adopté.)*

Article 43

M. le président. « Art. 43. - I. - Les dispositions du 2 de l'article 207 et du 1°, 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208 du code général des impôts sont abrogées.

« II. - 1. Au 2° de l'article 158 *quater* du code général des impôts, les mots : "les titres Ier et II" sont remplacés par les mots : "le titre II" et les mots : "et par les organismes assimilés visés au 2 de l'article 207 et aux 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208" sont supprimés.

« 2. Au 2° de l'article 209 *ter* et au 2° du 3 de l'article 223 *sexies* du code général des impôts, les mots : "et par les organismes assimilés visés au 2 de l'article 207 et aux 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208" sont supprimés.

« 3. *a)* Au *a* du 6 de l'article 145 du code général des impôts, les mots : "des sociétés financières pour le développement économique outre-mer, des sociétés de financement de recherches et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux et des sociétés sahariennes de développement" sont supprimés.

« *b)* Au premier alinéa du II de l'article 199 *ter* du code général des impôts, les références : "1° à 1° *quinquies*" sont remplacés par : "1° *bis* et 1° *bis* A". Au cinquième alinéa du même article, les références : "1° à 1° *bis* A" sont remplacés par les références : "1° *bis* et 1° *bis* A".

« III. - Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 1993. »

Par amendement n° 77, le Gouvernement propose de rédiger ainsi cet article :

« I. - Les dispositions du 2 de l'article 207 et du 1°, 1° *ter,* 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208 du code général des impôts sont abrogées.

« II. - 1. Au 2° de l'article 158 *quater* du code général des impôts, les mots : "les titres Ier et II" sont remplacés par les mots : "le titre II" et les mots : "et par les organismes assimilés visés au 2 de l'article 207 et aux 1° *ter,* 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208" sont supprimés.

« 2. Au 2° de l'article 209 *ter* et au 2° du 3 de l'article 223 *sexies* du code général des impôts, les mots : "et par les organismes assimilés visés au 2 de l'article 207 et aux 1° *ter,* 1° *quater* et 1° *quinquies* de l'article 208" sont supprimés.

« 3. *a)* Au *a* du 6 de l'article 145 du code général des impôts, les mots : "des sociétés de développement régional, des sociétés financières pour le développement économique outre-mer, des sociétés de financement de recherches et d'exploitation des gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux et des sociétés sahariennes de développement" sont supprimés.

« *b)* Au premier alinéa du II de l'article 199 *ter* du code général des impôts, la référence : "1° à 1° *quinquies*" est remplacée par : "1° *bis* et 1° *bis* A". Au cinquième alinéa du même article, la référence : "1° à 1° *bis* A" est remplacée par : "1° *bis* et 1° *bis* A".

« *c)* Au premier alinéa du *c* du 1 de l'article 220 du code général des impôts, la référence : "1° à 1° *quinquies*" est remplacée par : "1° *bis* et 1° *bis* A". Au deuxième alinéa du même article, la référence : "1° à 1° *bis* A" est remplacée par : "1° *bis* et 1° *bis* A".

« III. - Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 1993. »

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Les sociétés de développement régional - SDR - bénéficient depuis 1955 d'un régime fiscal de faveur, qui comporte en particulier une exonération d'impôt sur les sociétés, sur les produits et plus-values provenant de leurs participations. En revanche, leur activité de prêt est soumise à l'impôt.

Depuis lors, le législateur a adopté un régime encore plus favorable pour les sociétés de capital-risque, notamment en ce qui concerne la distribution. Ainsi, les particuliers peuvent être exonérés s'ils réinvestissent les dividendes qu'ils reçoivent. De même, la taxation des plus-values est allégée.

C'est pourquoi il a été proposé aux SDR d'opter pour le régime des sociétés de capital-risque. C'est l'objet du texte qui vous est proposé.

Tout en reconnaissant l'intérêt que représente la mesure proposée, l'Assemblée nationale ne l'avait pas acceptée en considérant qu'elle était liée au maintien de la garantie de l'Etat pour les emprunts des SDR.

J'ai donné aux députés les assurances que le Gouvernement examinerait avec la plus grande attention ce problème. Je vous propose donc d'adopter le nouveau dispositif.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission attendait des précisions plus claires et des engagements plus fermes de la part du Gouvernement.

Dans ces conditions, elle émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 77, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 43.

(L'article 43 est adopté.)

Article 44

M. le président. « Art. 44. - I. Au premier alinéa du I de l'article 92 B du code général des impôts, les mots : "de droits portant sur ces valeurs ou de titres représentatifs de telles valeurs", sont remplacés par les mots : "de titres mentionnés au 1° de l'article 118, de droits portant sur ces valeurs ou titres ou de titres représentatifs des mêmes valeurs ou titres". »

« II. - 1. L'article 124 B du code général des impôts est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également aux cessions de tout autre contrat dont les revenus sont visés à l'article 124. »

« 2. Au deuxième alinéa de l'article 124 C du code général des impôts, les mots : "de créances de même nature" sont remplacés par les mots : "ou contrat dont les produits sont soumis au même régime d'imposition".

« III. - Ces dispositions sont applicables aux opérations réalisés à compter du 1er septembre 1992. »

Par amendement n° 78, le Gouvernement propose, dans le paragraphe I de cet article, après les mots : « article 118, », d'insérer les mots : « aux 6° et 7° de l'article 120, ».

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il s'agit d'un amendement visant à préciser la rédaction de l'article.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission est favorable à cette précision.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 78, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 71 rectifié *bis,* M. Dailly et les membres du groupe du rassemblement démocratique et européen proposent, au paragraphe III de l'article 44, de substituer la date du 18 novembre 1992 à celle du 1er septembre 1992.

La parole est à M. Laffitte.

M. Pierre Laffitte. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, l'article 44 a un objet très simple : il tend à introduire dans le régime d'imposition des plus-values sur valeurs mobilières les gains nets retirés lors de la cession d'obligations non cotées. De fait, il constitue l'aboutissement d'un processus législatif qui s'est déroulé sur de nombreuses années.

En effet, je vous rappelle, mes chers collègues, que le principe d'une fiscalisation des profits réalisés lors de la vente de valeurs mobilières a été posé par la loi du 5 juillet 1978. Toutefois, et jusqu'à une époque récente, ce dispositif, codifié à l'article 92 B du code général des impôts, ne portait que sur les titres actions ou obligations cotées. Une seconde étape a été franchie avec l'adoption de l'article 18 de la loi de finances pour 1991.

A cette occasion, le législateur a en effet décidé d'intégrer dans le régime fiscal précédent les plus-values dégagées sur les actions de sociétés non cotées. J'observe d'ailleurs que ce dispositif s'est appliqué aux cessions réalisées à compter du 12 septembre 1990, date à laquelle le principe même de l'imposition avait été porté à la connaissance des personnes susceptibles d'être concernées.

A l'époque, il faut bien reconnaître que le Gouvernement a oublié qu'existent également des obligations des sociétés non cotées, laissant ainsi subsister une zone d'exonération fiscale. Le présent article a donc pour objet de corriger cette anomalie. Sur le fond, il s'agit d'une mesure tout à la fois logique et sage, qui conduit à soumettre à l'impôt, dans des conditions identiques, toutes les plus-values réalisées lors d'opérations de même nature.

En revanche, je m'interroge sur la date d'entrée en vigueur envisagée pour cette disposition. Le texte du Gouvernement prévoit en effet de soumettre à ce nouveau régime les plus-values dégagées à compter du 1er septembre 1992.

Le choix de cette date suscite de multiples interrogations.

A la limite, on aurait pu comprendre, sans nécessairement l'admettre, une application à compter du 1er janvier 1992.

Mais, dans le cas particulier, et puisqu'il s'agit de soumettre à l'impôt des opérations jusqu'alors exonérées, il paraît évident que la date d'entrée en vigueur naturelle est celle où elle a été rendue publique, donc celle de la décision prise par le conseil des ministres, soit le 18 novembre 1992.

Le fait de retenir une date intercalaire donne l'impression, désagréable, qu'il s'agit d'un dispositif ciblé, d'une loi *ad hominem* en quelque sorte, et qui, à ce titre, est manifestement contraire au principe d'égalité devant l'impôt, tel qu'il a été consacré par le Conseil constitutionnel, notamment dans sa décision du 27 décembre 1973.

Des contribuables se trouvant dans la même situation vont, en effet, être soumis à des régimes d'imposition distincts, selon qu'ils auront vendu leurs obligations avant le 1er septembre dernier ou entre le 1er septembre 1992 et le 18 novembre 1992. Et ce n'est qu'à compter du 18 novembre que l'égalité devant l'impôt se trouvera rétablie.

Le présent amendement ne vise qu'à éviter que la mesure qui nous est proposée ne soit entachée d'inconstitutionnalité et reconnue comme telle par le Conseil constitutionnel.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Le problème posé est réel. L'article 44 tarit l'une des dernières sources de revenus non imposés. C'est sans doute pour cette raison que les opérateurs ont estimé qu'il y avait matière à activation du produit, notamment sous la forme de non-distribution de coupon.

La commission avait retenu le 1er septembre 1992 comme date d'effet car, selon des indications convergentes, les opérateurs se seraient beaucoup activés à partir de cette date.

Je souhaiterais cependant que le Gouvernement nous apporte quelques éclaircissements complémentaires sur la question.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'article 44 a pour objet de mettre fin à une évasion fiscale qui a été développée par certains professionnels depuis le début de l'année, et qui porte sur des montants considérables, d'où un grave préjudice pour le Trésor.

Le 1er septembre est la date à laquelle les banques ont été informées de la volonté du Gouvernement de mettre fin à cette forme d'évasion fiscale. Par conséquent, reculer la date d'application permettrait d'exonérer d'impôt les contribuables qui en auraient profité pour dénouer leurs opérations, dans l'espoir d'échapper à la taxation.

En aucune façon je ne souhaite, pas plus d'ailleurs que les auteurs de l'amendement, protéger l'évasion fiscale. Nous ne voulons pas non plus favoriser les banques qui ont émis ces produits, au détriment de celles qui ont eu la sagesse de s'en abstenir. Je pense que tous les contribuables doivent être traités de la même façon. C'est pourquoi il faut retenir la date du 1er septembre, de façon que ceux qui ont profité de la situation ne soient pas avantagés par rapport aux autres.

Le Gouvernement est donc défavorable à cet amendement.

M. le président. Quel est maintenant l'avis de la commission sur cet amendement ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission y est également défavorable.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Laffitte ?

M. Pierre Laffitte. Non, monsieur le président, je le retire.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

M. le président. L'amendement n° 71 rectifié *bis* est retiré.

Puisque j'en étais l'auteur, je dois dire que les seules préoccupations qui m'ont animé étaient d'ordre constitutionnel. En effet, dès lors que le conseil des ministres en a délibéré le 18 novembre, c'est cette date, celle du 1er janvier, qui doit permettre que la Constitution soit respectée. Nous verrons bien ce qu'il adviendra de ce texte de loi, qui n'est pas encore soumis au Conseil constitutionnel.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 44, modifié.

(L'article 44 est adopté.)

Article additionnel après l'article 44

M. le président. Par amendement n° 42, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose d'insérer, après l'article 44, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Le paragraphe I *bis* de l'article 92 B du code général des impôts est supprimé.

« II. - L'article 124 B du même code est complété, *in fine,* par un alinéa ainsi rédigé :

« Ces dispositions s'appliquent également, pour les opérations réalisées à compter du 1er janvier 1993, aux cessions de parts ou actions de fonds communs de placement ou de sociétés d'investissement à capital variable qui ne distribuent pas intégralement leurs produits et dont les variations de performances hebdomadaires sont inférieures à un seuil fixé par décret. Les gains résultant de ces cessions sont assimilés à des produits ayant la nature de ceux visés au 1° *bis* du III *bis* de l'article 125 A. »

« III. - Les 6° et 7° du paragraphe III *bis* de l'article 125 A du code général des impôts sont ainsi rédigés :

« 6° A 45 p. 100 pour les produits des bons et titres émis à compter du 1er janvier 1983, à 35 p. 100 pour les produits des bons et titres émis à compter du 1er janvier 1990 et à 25 p. 100 pour les produits des bons et titres émis à compter du 1er janvier 1993 lorsque le bénéficiaire des intérêts autorise l'établissement payeur, au moment du paiement, à communiquer son identité et son domicile fiscal à l'administration fiscale,

« Et à 50 p. 100 lorsque cette condition n'est pas remplie ;

« 7° A 45 p. 100 pour les produits et placements, autres que les bons et titres, courus à partir du 1er janvier 1983, à 35 p. 100 pour les produits des placements courus à partir du 1er janvier 1990 et à 25 p. 100 pour les produits des placements courus à partir du 1er janvier 1993 ; »

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement a fait l'objet d'un long débat au sein de la commission des finances.

Il montre que les OPCVM - organismes de placement collectif en valeurs mobilières - les SICAV ou les fonds communs de placement monétaire prennent chaque jour un peu plus d'importance et, par là même, posent problème quant au lien existant entre l'investisseur et les ressources.

Nous avons donc, en matière de fiscalité des placements à revenu fixe, tenté d'aligner sur la même base l'ensemble des placements, qu'il s'agisse des revenus des produits d'intermédiation bancaire, des rémunérations de créances ou de comptes courants d'associés, et de nous rapprocher, autant que faire se peut, du taux de 15 p. 100. Or, pour des raisons de gage financier, nous n'y sommes pas parvenus.

Parallèlement, nous avons estimé, compte tenu de la croissance presque quotidienne et dans des proportions considérables des OPCVM de taux, que les plus-values réalisées sur celles-ci avaient véritablement le caractère de produits financiers et d'intérêt et que, dans ces conditions, il était équitable de les soumettre à un taux d'imposition de 15 p. 100, sous forme de prélèvement à la source. Il y aura donc concomitance entre la perte de revenus pour le Trésor, du fait de l'abaissement à 25 p. 100 des prélèvements sur les produits d'intermédiation bancaire et les comptes courants d'associés, et la perception, dans la même période, de l'imposition à 15 p. 100 au premier franc de plus-value sur les cessions des OPCVM de taux.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement n'est pas favorable à cet amendement, dont l'objet est de modifier fondamentalement l'économie d'un dispositif qui a été adopté par le Sénat et par l'Assemblée nationale au mois de juillet dernier.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 42, repoussé par le Gouvernement.

M. Robert Vizet. Le groupe communiste vote contre.

M. Jean-Pierre Masseret. Le groupe socialiste également.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 44.

Article 45

M. le président. « Art. 45. - I. - L'article 45 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) est ainsi modifié :

« 1. Le premier alinéa du III est ainsi rédigé :

« Les livraisons en France de postes émetteurs-récepteurs fonctionnant sur les canaux banalisés, dits postes C.B., sont soumises au paiement d'une taxe forfaitaire de 250 F.

« 2. Le III est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« La taxe est due par les fabricants, les importateurs ou les personnes qui effectuent des acquisitions intracommunautaires au sens du 3° du I de l'article 256 *bis* du code général des impôts à raison des opérations visées au premier alinéa qu'ils réalisent.

« La taxe est constatée, recouvrée et contrôlée selon les mêmes procédures et sous les mêmes sanctions, garanties et privilèges que la taxe sur la valeur ajoutée. Les réclamations sont présentées, instruites et jugées selon les règles applicables à cette même taxe.

« 3. Dans le VI, avant les mots : "Le recouvrement et le contentieux", sont insérés les mots : "Sauf en ce qui concerne la taxe forfaitaire prévue au premier alinéa du III". »

« II. - L'acquittement de la taxe forfaitaire prévue au III de l'article 45 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) par apposition d'un timbre fiscal sur la facture d'achat du matériel est autorisé pour l'année 1992.

« III. - 1. Par dérogation aux dispositions de l'article L. 47 du code du domaine de l'Etat, le recouvrement et le contentieux des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et des redevances de gestion dues par les titulaires des autorisations délivrées en application des articles L. 33-1 et L. 33-2 du code des postes et télécommunications sont assurés par les comptables du Trésor selon les modalités fixées aux articles 80 à 95 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

« 2. Tout défaut ou retard de paiement des redevances visées au 1 est soumis à une majoration de 10 p. 100.

« IV. - Les dispositions des I et III entrent en vigueur à compter du 1er janvier 1993. » - *(Adopté.)*

Article 46

M. le président. « Art. 46. - I. - Le début de l'article L. 84 du livre des procédures fiscales est ainsi rédigé :

« Les renseignements individuels, portant sur l'identité ou l'adresse des personnes ou d'ordre économique ou financier, recueillis au cours des enquêtes statistiques visées à l'article 2 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur... *(Le reste sans changement.)* »

« II. - L'article 1740 du code général des impôts est ainsi modifié :

« - au premier alinéa du 1, la somme : "1 000 francs" est remplacée par la somme : "10 000 francs" ;

« - le deuxième et le troisième alinéa du 1 sont remplacés par trois alinéas ainsi rédigés :

« Le montant de l'amende est porté à 20 000 francs à défaut de régularisation dans les trente jours d'une mise en demeure.

« Le ou les manquements visés au premier alinéa sont constatés par procès-verbal. Le contrevenant ou son représentant est invité à assister à sa rédaction. Il est signé par les agents de l'administration, le contrevenant ou son représentant. En cas de refus de signer, mention en est faite au procès-verbal. L'intéressé dispose d'un délai de trente jours pour faire valoir ses observations, à compter de l'établissement du procès-verbal, ou de sa notification lorsqu'il n'a pas assisté à son établissement.

« Le recouvrement de l'amende est assuré et les réclamations sont instruites et jugées en suivant les règles applicables aux taxes sur le chiffre d'affaires.

« Les dispositions du présent paragraphe entrent en vigueur à compter du 1er janvier 1993. »

« III. - Après les mots : " une amende fiscale de ", la fin du premier alinéa de l'article 1737 du code général des impôts est ainsi rédigée : " 500 francs à 50 000 francs, prononcée par le tribunal correctionnel ". »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 7, MM. Oudin et Hamel, les membres du groupe du Rassemblement pour la République et apparentés proposent de supprimer le paragraphe II de cet article.

Par amendement n° 43, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de compléter le deuxième alinéa du texte présenté par le paragraphe II de cet article 46 pour les deuxième et troisième alinéas du 1 de l'article 1740 du code général des impôts par les dispositions suivantes :

« Celles-ci sont portées ou annexées au procès-verbal. Une copie de celui-ci est remise à l'intéressé. »

La parole est à M. Hamel, pour défendre l'amendement n° 7.

M. Emmanuel Hamel. Le paragraphe II de l'article 46 multiplie par dix - je dis bien par dix - l'amende de base de l'article 1740 du code général des impôts. Ensuite, il crée de nouvelles amendes en cas de mise en demeure. Ces amendes paraissent disproportionnées par rapport au dispositif actuel.

Les montants trop élevés qui sont envisagés apparaissent effectivement exorbitants, dès lors que le texte ne distingue pas ce qui est simple retard ou omission de ce qui est véritable refus de l'exercice du droit de communication. Une telle modification et des sanctions aussi élevées doivent être, à notre avis, motivées *a priori* par l'administration. Un rapport préalable justifiant l'article 46 paraît donc nécessaire.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 7 et pour défendre l'amendement n° 43.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement n° 7 vise à supprimer le paragraphe II de l'article 46. Or, la commission des finances, sur la foi des indications qui lui ont été fournies par la direction générale des impôts, a décidé de ne pas modifier la nouvelle échelle d'amendes proposée par l'article 46. Il lui est, en effet, apparu que, contrairement à ce qui est affirmé dans l'objet de l'amendement n° 7, la rédaction actuelle de l'article 1740 du code général des impôts ne permet en aucun cas de punir ce qui serait un simple retard ou une omission de la part du tiers interrogé. Le procès-verbal n'est, pour l'essentiel, dressé qu'aux fins de constatation d'un refus délibéré d'obtempérer à une demande de communication adressée par l'administration à l'intéressé.

En outre, selon les informations qui m'ont été données par la direction générale des impôts, les difficultés rencontrées par l'administration en matière de droit de communication semblent assez bien répertoriées, mais je pense préférable que M. le ministre nous donne son opinion et nous indique si des secteurs sont plus directement visés.

Quoi qu'il en soit, je demande à M. Hamel de retirer son amendement, qui bouleverse l'architecture retenue par la commission des finances.

M. le président. Monsieur Hamel, l'amendement n° 7 est-il maintenu ?

M. Emmanuel Hamel. Moins informé que ne l'est M. le rapporteur général, et surtout sensible à son évocation de l'architecture, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 7 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 43, accepté par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Par amendement n° 44, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose de supprimer le paragraphe III de l'article 46.

La parole est à M. le rapporteur général.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Il est apparu que le paragraphe III dépasse très largement l'objet de l'article 46. Les paragraphes I et II suffisent, selon nous, à doter l'administration d'un outil suffisamment convaincant et efficace.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Défavorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 44, repoussé par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 46, modifié.

(L'article 46 est adopté.)

Article additionnel après l'article 46

M. le président. Par amendement n° 8, MM. Romani, Vasselle et Delevoye, les membres du groupe du rassemblement pour la République et apparentés proposent d'insérer, après l'article 46, un article additionnel ainsi rédigé :

« L'article L. 135 B du livre des procédures fiscales est ainsi complété :

« L'administration fiscale est tenue de transmettre, chaque année, aux collectivités locales et à leurs groupements dotés d'une fiscalité propre, les rôles généraux des impôts directs locaux comportant les impositions émises à

leur profit. Ces documents n'indiquent pas, en ce qui concerne la taxe professionnelle, le détail des bases d'imposition.

« Les communes et l'administration peuvent se communiquer mutuellement les informations nécessaires au recensement des bases des impositions directes locales. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Par délibération du 25 juin 1991, la commission nationale de l'informatique et des libertés a limité les cessions aux communes, par l'administration fiscale, des fichiers fiscaux informatisés.

Or la communication aux élus locaux des données relatives à la fiscalité locale s'inscrit - nous le savons tous - dans une tradition républicaine vieille de deux siècles et elle permet une étroite collaboration entre les services fiscaux et les services communaux en vue d'établir et de compléter les bases de la fiscalité locale.

L'administration fiscale en tire également le plus grand bénéfice, en raison des précisions qui peuvent être apportées par les services communaux plus proches de la matière imposable.

Bien entendu, la cession des fichiers informatisés doit être entourée des mesures de sécurité les plus strictes, d'où l'intérêt de notre amendement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Egalement favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 8, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 46.

Article 47

M. le président. « Art. 47. - I. - Il est inséré dans le livre des procédures fiscales un article L. 47 B ainsi rédigé :

« *Art. L. 47 B.* - Au cours d'une procédure d'examen de situation fiscale personnelle, l'administration peut examiner les opérations figurant sur des comptes financiers utilisés à la fois à titre privé et professionnel et demander au contribuable tous éclaircissements ou justifications sur ces opérations sans que cet examen et ces demandes constituent le début d'une procédure de vérification de comptabilité.

« Au cours d'une procédure de vérification de comptabilité, l'administration peut procéder aux mêmes examen et demandes, sans que ceux-ci constituent le début d'une procédure d'examen de situation fiscale personnelle.

« L'administration peut tenir compte, dans chacune de ces procédures, des constatations résultant de l'examen des comptes ou des réponses aux demandes d'éclaircissements ou de justifications, et faites dans le cadre de l'autre procédure conformément aux seules règles applicables à cette dernière. »

« II. - Il est inséré, après le deuxième alinéa de l'article L. 52 du même livre, un alinéa ainsi rédigé :

« Elle ne l'est pas non plus pour l'examen, en vertu de l'article L. 12, des comptes financiers utilisés à titre privé et professionnel, ni pour la vérification, en vertu de l'article L. 13, des comptes utilisés pour l'exercice d'activités distinctes. »

Par amendement n° 79, le Gouvernement propose de compléter cet article par un paragraphe additionnel ainsi rédigé :

« III. - Les dispositions des I et II s'appliquent pour le règlement des litiges nés à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Elles ne s'appliquent pas aux litiges en cours à cette date. »

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* L'article 47, relatif au contrôle des comptes à usage privé et professionnel, ne comporte aucune disposition expresse relative à son entrée en vigueur. C'est pourquoi je vous propose de préciser que le texte n'a pas de caractère rétroactif et ne s'applique donc pas aux litiges en cours.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement étant fort opportun, la commission y est favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 79, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 47, ainsi modifié.

(L'article 47 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 47

M. le président. Par amendement n° 47, MM. Vasselle, Hamel et de Montalembert, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent d'insérer, après l'article 47, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans le II de l'article 1649 *quater* D du code général des impôts, il est inséré un second alinéa rédigé comme suit :

« Ils peuvent également tenir, centraliser et présenter les comptes des personnes morales dont l'activité est agricole et ceux des adhérents pour leurs activités économiquement connexes à l'exploitation agricole. La surveillance des dossiers relevant d'activités connexes est effectuée par un membre de l'ordre des experts comptables lorsque leur chiffre d'affaires vient à excéder les limites du III. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Cet amendement a pour objet de permettre aux centres de gestion agréés agricoles de tenir la comptabilité d'adhérents dont l'activité est agricole, y compris pour leurs activités non agricoles, ainsi que celle des personnes morales dont l'activité est agricole par nature.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Cet amendement semble satisfait par les dispositions de l'article 72 *bis* A du projet de loi de finances pour 1993.

M. le président. L'amendement n° 47 est-il maintenu, monsieur Hamel ?

M. Emmanuel Hamel. M'inclinant devant le jugement et l'expérience de M. le rapporteur général, je le retire, monsieur le président.

M. le président. L'amendement n° 47 est retiré.

Par amendement n° 48, MM. Vasselle, Hamel et de Montalembert, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent d'insérer, après l'article 47, un article additionnel ainsi rédigé :

« Dans les articles 1649 *quater* C à 1649 *quater* F du code général des impôts, les mots : "experts comptables, comptables agréés ou sociétés inscrites à l'ordre des experts comptables et des comptables agréés" sont remplacés par les mots : "commissaires aux comptes" et le mot : "ordre" est remplacé par le mot : "compagnie". »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Je vais vous faire une confidence, monsieur le président. Il me semble que M. Vasselle, inspirateur de cet amendement, n'avait pas, avant de le rédiger, fait appel à la science de notre rapporteur général ni à son expérience professionnelle !

Cet amendement est inspiré par le sentiment qu'éprouve notre collègue M. Vasselle qu'il n'est pas souhaitable de confier aux experts-comptables un rôle de contrôle ou de vérification des dossiers des centres de gestion. Il estime que le maintien de cette prérogative pourrait aboutir à un blocage de l'activité des centres de gestion.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Je me sens très incompétent pour arbitrer ce qui pourrait devenir une confrontation corporatiste entre les experts-comptables et les commissaires aux comptes.

J'avoue ne pas comprendre pour quel motif M. Vasselle entend substituer les seconds aux premiers. D'ailleurs, je ne suis pas certain qu'une telle disposition soit facilement applicable dans l'immédiat.

Pour toutes ces raisons, la commission des finances émet un avis défavorable sur cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement est également défavorable à cet amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Hamel ?

M. Emmanuel Hamel. Il ne peut l'être dans ces conditions, monsieur le président ; je le retire donc.

M. le président. L'amendement n° 48 est retiré.

Par amendement n° 49, MM. Vasselle, Hamel et de Montalembert, les membres du groupe du RPR et apparentés proposent d'insérer, après l'article 47, un article additionnel ainsi rédigé :

« Le premier alinéa du IV de l'article 1649 *quater* D du code général des impôts est ainsi rédigé :

« Les centres de gestion agréés et habilités peuvent tenir ou centraliser, dans des conditions fixées par décret, les documents comptables de leurs adhérents dont le chiffre d'affaires n'excède pas une fois et demie les limites du régime simplifié d'imposition. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Cet amendement se justifie par son texte même.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'adoption de cet amendement constituerait une régression par rapport aux dispositions qui ont été adoptées en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, à l'article 72 *bis* du projet de loi de finances pour 1993.

Monsieur Hamel, je crois que votre revendication est largement satisfaite, en tout cas sur ce point.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur Hamel ?

M. Emmanuel Hamel. Etant favorable au progrès et hostile à la régression, je retire cet amendement.

M. le président. L'amendement n° 49 est retiré.

Article 48

M. le président. « Art. 48. - Dans le premier alinéa de l'article 362 du code général des impôts, la date : "31 décembre 1992" est remplacée par la date : "31 décembre 1994". » - *(Adopté.)*

Article 49

M. le président. « Art. 49. - I. - A l'article 1585 G du code général des impôts, la somme : "50 F" est remplacée par la somme : "80 F". »

« I *bis.* - Le premier alinéa de l'article 1723 *octies* du même code est complété par une phrase ainsi rédigée : "lorsqu'il n'excède pas 80 F, le versement n'est pas mis en recouvrement". »

« II. - Le I de l'article 1723 *quater* du même code est ainsi modifié :

« *a)* Le deuxième alinéa est complété par les mots : "ou en un versement unique lorsque le montant dû n'excède pas 2 000 F" ;

« *b)* Au troisième alinéa, après les mots : "le premier versement", sont insérés les mots : "ou le versement unique". »

« II *bis.* - L'article 1723 *octies* du code précité est ainsi modifié :

« *a)* Le deuxième alinéa est complété par les mots : "ou en un versement unique lorsque le montant dû n'excède pas 2 000 F" ;

« *b)* Au troisième alinéa, après les mots : "la première fraction", sont insérés les mots : "ou le versement unique". »

« III et IV. - *Supprimés.*

« V. - Les dispositions du présent article sont applicables aux versements afférents à une taxe dont le fait générateur est postérieur au 31 décembre 1992. »

Par amendement n° 86, le Gouvernement propose :

I. - De rétablir les paragraphes III et IV de cet article dans la rédaction suivante :

« III. - De remplacer le III de l'article 1723 *quater* du code général des impôts par les dispositions suivantes :

« Le défaut de paiement d'un versement à la date d'exigibilité fixée au I entraîne :

« 1° L'application de la majoration et de l'intérêt de retard prévus à l'article 1731 sur la somme exigible non réglée à cette date ;

« 2° L'exigibilité immédiate du ou des autres versements à défaut de la production d'une garantie estimée suffisante par le comptable chargé du recouvrement.

« Le recouvrement de cette taxe, de l'intérêt de retard et de la majoration est poursuivi par les comptables du Trésor dans les conditions fixées au titre IV du livre des procédures fiscales. Il en est de même du recouvrement de la taxe ou du complément de taxe et de l'amende fiscale dans l'hypothèse visée au II. »

« IV. - De remplacer le premier alinéa de l'article 1723 *decies* du code général des impôts par les dispositions suivantes :

« Le défaut de paiement d'un versement à la date d'exigibilité fixée à l'article 1723 *octies* entraîne l'application de la majoration et de l'intérêt de retard prévus à l'article 1731 sur la somme exigible non réglée à cette date. A défaut de paiement de la première fraction dans le délai imparti, la seconde fraction est immédiatement exigible lorsque le redevable n'a pas produit l'engagement solidaire prévu au deuxième alinéa. »

II. - De rédiger ainsi le paragraphe V de cet article :

« V. - Les dispositions du II de l'article 118 de la loi de finances pour 1990 n° 89-935 du 29 décembre 1989 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« II. - Le recouvrement forcé s'effectue en vertu d'un titre rendu exécutoire par le trésorier-payeur général. »

La parole est à M. le ministre.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Afin de concilier le souci de bonne gestion des finances publiques et le souhait qui a été exprimé à l'Assemblée nationale de ne pas pénaliser excessivement les débiteurs de bonne foi qui se heurteraient à des difficultés temporaires, il est proposé de maintenir le principe de l'exigibilité immédiate, en cas de non-paiement dans les délais, de la première fraction de la taxe, mais de surseoir pour la seconde dès lors que le redevable manifesterait sa bonne fois par la production d'une garantie estimée suffisante par le comptable du Trésor, pour les taxes dont le recouvrement est régi par les dispositions de l'article 1723 *quater* du code général des impôts, ou d'un engagement solidaire prévu à l'article L. 333-11 du code de l'urbanisme pour les taxes dont le recouvrement est régi par les dispositions de l'article 1723 *octies* du code général des impôts.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission s'étonne de l'ouverture de telles zones d'incertitude et de tels pouvoirs, peut-être arbitraires, en faveur des comptables.

Dois-je rappeler qu'il appartient à la loi, et non au comptable, de fixer les règles relatives aux modalités de recouvrement des impositions de toute nature ?

Ensuite, cette disposition tend à instituer une discrimination entre les citoyens, compte tenu du champ considérable d'appréciation laissé au comptable. Celui-ci pourrait, en effet, le cas échéant, appliquer des solutions différentes à des situations semblables.

Je ne puis, à ce sujet, que vous renvoyer à la célèbre décision de principe « Taxation d'office » n° 51 DC du 27 décembre 1973, décision prise d'ailleurs après saisine par le président du Sénat.

La commission note en outre que la nouvelle rédaction proposée pour le paragraphe V permet d'escamoter une disposition importante introduite par l'Assemblée nationale et tendant à préciser que les nouvelles modalités de recouvrement des taxes d'urbanisme, moins favorables pour le contribuable, ne seront applicables qu'aux versements afférents à une taxe dont le fait générateur est postérieur au 31 décembre 1992.

Pour toutes ces raisons, la commission des finances est défavorable à cet amendement.

M. le président. L'amendement est-il maintenu, monsieur le ministre ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Oui, monsieur le président.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 86, repoussé par la commission.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 49.

(L'article 49 est adopté.)

Article 50

M. le président. « Art. 50. - Le I de l'article 70 de la loi de finances pour 1972 (n° 71-1061 du 29 décembre 1971) est ainsi rédigé :

« I. - Toute demande d'inscription ou de modification d'un médicament visé à l'article L. 601 du code de la santé publique sur la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables, prévue à l'article R 163-2 du code de la sécurité sociale ou sur la liste des médicaments pris en charge et utilisés par les collectivités publiques, dans les conditions mentionnées aux articles L. 618 et suivants du code de la santé publique, donne lieu, au profit du budget général de l'Etat, à la perception d'une taxe à la charge du demandeur.

« Le montant de cette taxe est fixé, dans la limite de 30 000 F, par arrêté conjoint du ministre de l'économie et des finances, du ministre chargé du budget, du ministre chargé des affaires sociales et du ministre chargé de la santé. Le montant de la taxe perçue à l'occasion d'une modification est fixé, dans les mêmes conditions, dans la limite de 20 p. 100 de la taxe perçue pour une demande d'inscription. »

Sur cet article, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune.

Par amendement n° 87, le Gouvernement propose de supprimer cet article.

Par amendement n° 45, M. Arthuis, au nom de la commission des finances, propose :

I. - Dans le premier alinéa du texte présenté par cet article pour le I de l'article 70 de la loi de finances pour 1972 (n° 71-1061 du 29 décembre 1971), de remplacer les mots : « du budget général de l'Etat, à la perception d'une taxe » par les mots : « de l'Etat, à la perception d'une redevance ».

II. - En conséquence, dans le second alinéa du texte présenté par cet article pour le I de l'article 70 de la loi de finances pour 1972, de remplacer trois fois le mot : « taxe », par le mot : « redevance ».

La parole est à M. le ministre, pour présenter l'amendement n° 87.

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Dans la mesure où le Sénat a adopté, lors de la discussion du projet de loi relatif au don et à l'utilisation thérapeutique du sang humain et à l'organisation de la transfusion sanguine, un amendement créant l'Agence du médicament, en y affectant notamment le produit de la redevance dont le taux a été modifié par l'article 50, selon des modalités qui tiennent déjà compte des dispositions prévues par le présent article, l'article 50 n'a plus de signification. C'est pourquoi sa suppression vous est proposée.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur général, pour donner l'avis de la commission sur l'amendement n° 87 et pour présenter l'amendement n° 45.

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* L'amendement n° 87 convenant à la commission des finances, je n'insisterai pas davantage.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 87, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, l'article 50 est supprimé et l'amendement n° 45 n'a plus d'objet.

Article 51

M. le président. « Art. 51. - Le premier alinéa du *b* du II de l'article 124 de la loi de finances pour 1991 (n° 90-1168 du 29 décembre 1990) est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Pour les ouvrages hydroélectriques autorisés en application de la loi du 16 octobre 1919 précitée, le second élément est égal au produit de la puissance maximale brute autorisée de la chute par un taux de base compris entre 40 F et 120 F par kilowatt. » - *(Adopté.)*

Article 52

M. le président. « Art. 52. - I. - Le VI de l'article 6 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés est ainsi rédigé :

« VI. - Toute demande d'agrément ou d'utilisation à des fins de recherche, d'enseignement ou de développement d'organismes génétiquement modifiés est assortie d'une taxe représentative des frais d'instruction et perçue au profit du budget général de l'Etat. Cette taxe est exigible lors du dépôt du dossier. Jusqu'au 31 décembre 1992, elle est perçue au taux unique de 3 000 F.

« A compter du 1er janvier 1993, elle est fixée à 10 000 F par dossier. Son montant est réduit à 2 000 F lorsque la emande d'agrément concerne une utilisation confinée autre que la première.

« Le recouvrement et le contentieux de la taxe instituée au présent article sont suivis par les comptables du Trésor selon les modalités fixées aux articles 81 à 95 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dans leur rédaction en vigueur à la date de promulgation de la présente loi. »

« II. - Toute demande de l'agrément mentionné au dernier alinéa de l'article 4 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement au titre de l'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés est assortie, à compter du 1er janvier 1993, d'une taxe représentative des frais d'instruction et perçue au profit du budget général de l'Etat. Elle est exigible lors du dépôt du dossier. Son montant est fixé à 10 000 F par dossier. Il est réduit à 2 000 F lorsque la demande d'agrément concerne une utilisation confinée autre que la première.

« Le recouvrement et le contentieux de la taxe instituée au présent paragraphe sont suivis par les comptables du Trésor selon les modalités fixées aux articles 81 à 95 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dans leur rédaction en vigueur à la date du 13 juillet 1992.

« III. - L'article 22 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés est ainsi rédigé :

« *Art. 22.* - Toute demande d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché est assortie d'une taxe représentative des frais d'instruction et perçue au profit du budget général de l'Etat. Elle est exigible lors du dépôt du dossier. Jusqu'au 31 décembre 1992, elle est perçue au taux unique de 8 000 F.

« A compter du 1er janvier 1993, cette taxe est fixée à 10 000 F par dossier. Son montant est réduit à 4 000 F :

« - lorsque l'autorisation est demandée pour une dissémination ayant déjà fait l'objet d'une autorisation moins d'un an auparavant ;

« - pour toute demande de modification de l'utilisation d'un produit composé en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés, dont la mise sur le marché à été précédemment autorisée.

« Le recouvrement et le contentieux de la taxe instituée au présent article sont suivis par les comptables du Trésor selon les modalités fixées aux articles 81 à 95 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique dans leur rédaction en vigueur à la date de promulgation de la présente loi. »

Sur cet article, je suis d'abord saisi de deux amendements identiques.

L'amendement n° 13 est présenté par M. Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles.

L'amendement n° 66 est déposé par M. Cartigny et les membres du groupe du RDE.

Tous deux tendent à compléter le texte proposé par le paragraphe I de cet article pour le paragraphe VI de l'article 6 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés par un alinéa ainsi rédigé :

« Le produit de cette taxe est destiné à couvrir les frais d'instruction des dossiers par la commission de génie génétique prévue au I de l'article 3 de la présente loi. A cet effet, il est affecté au budget du ministère chargé de la recherche selon des modalités définies par décret. »

La parole est à M. Laffitte, pour défendre ces amendements.

M. Pierre Laffitte, *au nom de la commission des affaires culturelles.* Compte tenu de l'heure avancée, je m'expliquerai sur l'ensemble des amendements portant sur l'article 52, car ils sont la conséquence de la loi du 13 juillet 1992 sur le contrôle des organismes génétiquement modifiés.

M. le président. Sur cet article 52, je suis effectivement saisi de quatre séries d'amendements.

L'amendement n° 14, présenté par M. Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles, et l'amendement n° 67, déposé par M. Cartigny et les membres du groupe du RDE, sont identiques.

Tous deux tendent à remplacer le premier alinéa du paragraphe II de l'article 52 par deux alinéas ainsi rédigés :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 17 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, toute demande d'autorisation ou toute déclaration d'une installation mettant en œuvre des organismes génétiquement modifiés au sens de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés est assortie, à compter du 1er janvier 1993, d'une taxe représentative des frais d'instruction. Cette taxe est exigible lors du dépôt du dossier. Son montant est fixé à 10 000 F par dossier.

« Toute demande de l'agrément prévu au dernier alinéa de l'article 4 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 précitée pour la mise en œuvre d'organismes génétiquement modifiés au sens de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 précitée est assortie, à compter du 1er janvier 1993, d'une taxe représentative des frais d'instruction. Cette taxe est exigible lors du dépôt du dossier. Son montant est fixé à 2 000 F. »

L'amendement n° 15, présenté par M. Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles, et l'amendement n° 68, déposé par M. Cartigny et les membres du groupe du RDE, sont identiques.

Tous deux tendent, au deuxième alinéa du paragraphe II de l'article 52, à remplacer les mots : « de la taxe instituée », par les mots : « des taxes instituées ».

L'amendement n° 16, présenté par M. Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles, et l'amendement n° 69, déposé par M. Cartigny et les membres du groupe du RDE, sont identiques.

Tous deux tendent à compléter le paragraphe II de l'article 52 par un alinéa ainsi rédigé :

« Le produit de ces taxes est destiné à couvrir les frais d'instruction des dossiers par la commission de génie génétique prévue au I de l'article 3 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 précitée. A cet effet, il est affecté au budget du ministère chargé de l'environnement selon des modalités définies par décret. »

Enfin, l'amendement n° 17, présenté par M. Laffitte, au nom de la commission des affaires culturelles, et l'amendement n° 70, déposé par M. Cartigny et les membres du groupe du RDE, sont identiques.

Tous deux tendent à compléter le texte proposé par le paragraphe III de l'article 52 pour l'article 22 de la loi n° 92-654 du 13 juillet 1992 précitée par un alinéa nouveau ainsi rédigé :

« Le produit de cette taxe est destiné à couvrir les frais d'instruction des dossiers par la commission d'étude de la dissémination des produits issus du génie biomoléculaire prévue au II de l'article 3 de la présente loi. A cet effet, il est affecté au budget du ministère chargé de l'agriculture selon des modalités définies par décret. »

Veuillez poursuivre, monsieur Laffitte.

M. Pierre Laffitte. La loi du 13 juillet 1992 sur le contrôle des organismes génétiquement modifiés prévoyait un certain nombre de taxes représentatives de frais d'instruction qui, initialement, devaient être définies par décret.

Par souci de rigueur juridique, le Sénat avait estimé, à l'époque, préférable de laisser à la loi de finances le soin de fixer le montant de ces taxes.

Le Gouvernement, par la voix de M. le ministre de la recherche, s'était engagé, lors de l'examen de la loi du 13 juillet 1992, à affecter le produit de ces taxes aux organes chargés d'instruire ces demandes, de définir les normes de sécurité imposées aux demandeurs et de contrôler leur respect.

La loi confie ces missions à deux commissions : la commission de génie génétique, rattachée aux ministères de la recherche et de l'environnement, et la commission dite du génie biomoléculaire, rattachée au ministère de l'agriculture pour les expérimentations en milieu ouvert et les mises sur le marché.

Ces deux commissions ne disposent d'aucun moyen, mais, conformément à l'engagement qui avait été pris par le Gouvernement devant le Parlement, le texte initial de l'article 52 tendait à affecter le produit de ces taxes aux ministères auxquels se rattachaient ces commissions.

L'Assemblée nationale a estimé utile de supprimer les dispositions correspondantes de l'article, ce qui place les commissions devant un problème difficile.

Pourtant, de telles affectations ne sont pas exceptionnelles lorsqu'il s'agit d'organismes qui assument une fonction de contrôle ou d'inspection. Je pense notamment à la taxe sur les installations classées, à la redevance au titre des demandes d'autorisation d'installations nucléaires, affectée au ministère de l'industrie, ou encore aux droits perçus pour l'instruction de dossiers d'homologation de produits antiparasitaires, affectés au budget de l'agriculture.

Les divers amendements que je présente ont pour objet de rétablir les affectations respectives.

L'amendement n° 13 rétablit l'affectation au ministère de la recherche des taxes perçues à l'occasion d'une demande d'utilisation des organismes génétiquement modifiés à des fins de recherche.

L'amendement n° 14 rétablit l'affectation de cette taxe, lors de la première utilisation des OGM, au ministère chargé des installations classées, c'est-à-dire au ministère de l'environnement. Il précise que la taxe de 10 000 francs ne sera perçue que lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation. Lorsqu'il y aura demande d'agrément, c'est-à-dire en cas de modification des OGM, la taxe perçue sera de 2 000 francs.

L'amendement n° 15 est de nature purement rédactionnelle.

L'amendement n° 16 précise que le produit de cette taxe est affecté au budget du ministère de l'environnement, selon des modalités définies par décret.

Enfin, l'amendement n° 17 précise que le produit de la taxe destiné à couvrir les frais pour la commission d'études de la dissémination des produits est affecté au ministère de l'agriculture.

Ce dispositif est donc parfaitement cohérent avec la loi sur les organismes génétiquement modifiés, les diverses dispositions relatives aux installations classées et le texte initial du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Les amendements de M. Laffitte tendent à rétablir le dispositif prévu par le projet de loi initial. La position adoptée par l'Assemblée nationale me paraît fondée. Elle tient compte des dispositions de l'ordonnance du 2 janvier 1959 portant loi organique relative aux lois de finances. Je pense notamment à l'article 18. Il s'agit de ressources qui ont le caractère d'impositions de toute nature, et nous ne pouvons les affecter.

Par conséquent, sur les amendements nos 13 et 66, 16 et 69, 17 et 70, qui tous affectent le produit d'une imposition, la commission exprime un avis défavorable.

Il n'en est pas de même pour les amendements nos 14 et 67, qui sont plus conformes aux dispositions de la loi du 13 juillet 1992 : la commission y est favorable, ainsi qu'aux amendements nos 15 et 68, qui sont en fait des amendements de coordination avec les amendements nos 14 et 67.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Le Gouvernement émet les mêmes avis que la commission.

M. le président. Monsieur Laffitte, ces différents amendements sont-ils maintenus ?

M. Pierre Laffitte, *au nom de la commission des affaires culturelles.* Je voudrais tout d'abord dire, aussi bien à M. le ministre qu'à M. le rapporteur, qu'il n'est pas de rigueur budgétaire et de règles en matière d'affectation de ressources qui ne souffrent certaines exceptions.

D'ailleurs, des exceptions existent déjà à cet égard ; je pense en particulier aux taxes sur les installations classées, aux droits perçus pour l'instruction de demandes d'homologation de produits antiparasitaires et à toutes les taxes concernant les instructions dans la plupart des domaines de haute technologie. Or il s'agit bien ici de haute technologie.

Le problème est de savoir si l'on souhaite que les commissions qui ont été mises en place disposent réellement des moyens leur permettant de traiter les dossiers qui leur sont soumis. Comment la loi s'appliquera-t-elle ? M. le ministre du budget est-il en mesure de nous assurer qu'il accordera aux deux commissions en cause un financement effectif ?

Si un poste budgétaire spécifique est créé, la taxation n'a plus de raison d'être, mais, dans l'état actuel des choses, il est clair que ces commissions n'ont pas les moyens de fonctionner.

Si elles ne peuvent remplir leurs missions qu'avec l'argent versé par les demandeurs, pourra-t-on considérer que leur indépendance est vraiment garantie ? La solution qui consiste à faire payer le contrôle par le contrôlé ne me paraît pas satisfaisante.

Sous le bénéfice de ces observations, monsieur le président, je maintiens l'ensemble des amendements que j'ai défendus.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 13 et 66, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 14 et 67, acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 15 et 68, acceptés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements sont adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 16 et 69, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

(Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix les amendements identiques nos 17 et 70, repoussés par la commission et par le Gouvernement.

Les amendements ne sont pas adoptés.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 52, modifié.

(L'article 52 est adopté.)

Articles additionnels après l'article 52

M. le président. Par amendement no 9 rectifié, MM. Delong et Hamel proposent d'insérer, après l'article 52, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Sont considérés comme récoltants de fruits producteurs d'eau-de-vie naturelle les personnes physiques, récoltants de fruits, propriétaires ou ayant la jouissance d'arbres fruitiers ou de vignes, qu'ils exploitent en personne pour leurs besoins et qui distillent ou font distiller dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

« A compter du 1er janvier 1993, tout récoltant familial de fruits, bouilleur de cru au sens de l'article 315 du code général des impôts, non titulaire de l'allocation mentionnée à l'article 317 du même code bénéficie d'une réduction de 75 p. 100 du droit de consommation sur 10 litres d'alcool pur.

« Cette allocation en réduction de taxe sur 1 000° d'alcool pur n'est, en aucun cas commercialisable.

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur par an, non commercialisable, est maintenue, gratuitement, pour toutes les personnes qui ont le droit d'en bénéficier actuellement, et, en cas de décès, pour leur conjoint survivant.

« L'allocation en franchise ou en réduction de taxes, ne peut être accordée qu'à un seul membre d'une famille vivant ensemble et formant ménage. Ce droit ne peut être maintenu qu'au profit du conjoint survivant.

« Elle peut être partagée entre le métayer et le propriétaire selon les usages locaux ou selon les dispositions particulières prévues dans le bail.

« En tout état de cause, la quantité allouée annuellement en réduction de taxes ne saurait excéder 10 litres par an et par bénéficiaire.

« II. - Les pertes de recettes résultant du I ci-dessus sont compensées :

« - à hauteur de 10 p. 100 par le relèvement des droits sur les alcools importés des pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne ;

« - à hauteur de 30 p. 100 par l'augmentation des tarifs des droits de timbre prévus aux articles 905 et 907 du code général des impôts ;

« - à hauteur de 60 p. 100 par le relèvement des tarifs du droit de consommation sur les tabacs prévus à l'article 575 du code général des impôts. »

La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, au terme de cette longue nuit et à l'heure où l'aube blanchit, il m'est agréable de faire vibrer vos narines en évoquant, à travers le privilège des bouilleurs de cru, la saveur des alcools de notre admirable terroir.

Si l'amendement no 9 rectifié est adopté, à compter du 1er janvier 1993 tout récoltant familial de fruits, bouilleur de cru au sens de l'article 315 du code général des impôts, non titulaire de l'allocation mentionnée à l'article 317 du même code bénéficiera d'une réduction de 75 p. 100 du droit de consommation sur 10 litres - 10 litres seulement ! - d'alcool pur.

En effet, le droit à la franchise n'étant pas transmissible, il paraît souhaitable, pour ne pas pénaliser les récoltants familiaux de fruits, bouilleurs de cru français, à l'approche de l'application de l'Acte unique européen, d'instaurer une réduction de taxe de 75 p. 100 au profit des récoltants familiaux qui n'en bénéficient pas, dans la limite de 10 litres, toute quantité supérieure étant taxée au tarif des droits en vigueur.

Nous espérons, avec M. Delong, premier signataire de cet amendement, que celui-ci recevra l'aval et la bénédiction non seulement de la commission des finances, mais aussi du Gouvernement.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Il me semble que la commission des finances n'est pas très sage dans sa recommandation ! *(Sourires.)*

Voilà un amendement que M. Hamel a sans doute déjà défendu à plusieurs reprises. Je suis un peu étonné que, à sept heures moins cinq du matin, nous en soyons à débattre d'un sujet qui, depuis 1960, revient régulièrement chaque fois que le Parlement est saisi d'un projet de loi de finances.

Quelle que soit la majorité, monsieur Hamel, je pense que le même refus a toujours été opposé à de telles propositions et, quels que soient, à cette heure matinale, les effluves des alambics au bord des chemins de votre circonscription et de la mienne, je ne peux que réitérer ce refus. *(Nouveaux sourires.)*

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 9 rectifié, repoussé par le Gouvernement et pour lequel la commission s'en remet à la sagesse du Sénat.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement n° 46 rectifié, M. Vizet et Mme Fost, les membres du groupe communiste et apparenté proposent d'insérer, après l'article 52, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Compléter le paragraphe III de l'article 1411 du code général des impôts par un alinéa ainsi rédigé :

« Toute personne âgée de moins de vingt et un ans, ou de moins de vingt-cinq ans lorsqu'elle poursuit ses études, ou lorsqu'elle est sans emploi, ou, quel que soit son âge, lorsqu'elle effectue son service militaire ou est atteinte d'une infirmité, ayant opté, dans le délai de déclaration et sous réserve des dispositions de l'article 156-II (2°), pour le rattachement au foyer fiscal dont elle faisait partie avant sa majorité ».

« II. - Les taux de l'impôt de solidarité sur la fortune sont relevés à due concurrence. »

La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. L'acquittement de la taxe d'habitation, chacun le sait, est très lourd pour nombre de familles. Notre amendement tend donc à rétablir une certaine justice dans le calcul des abattements pour charges de famille.

En effet, les personnes âgées de dix-huit à vingt-cinq ans, lorsqu'elles ne perçoivent pas de revenu alors même qu'elles sont à la charge de leur famille, n'entrent pas dans le calcul de ces abattements. Or de nombreux jeunes sans emploi restent à la charge de leurs parents jusqu'à vingt-cinq ans, d'autant plus qu'ils ne peuvent bénéficier du revenu minimum d'insertion.

Nous pensons qu'une mesure instituant l'abattement pour charges de famille dans le calcul de la taxe d'habitation au bénéfice des familles se trouvant dans une telle situation sera de nature à aider ces dernières.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Défavorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Défavorable.

M. Robert Vizet. Vous êtes trop généreux !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 46 rectifié, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

II. - AUTRES DISPOSITIONS

Articles 53 à 57

M. le président. « Art. 53. - Le troisième alinéa de l'article 3 de la loi du 27 mai 1921 approuvant le programme des travaux d'aménagement du Rhône et créant les ressources financières correspondantes est ainsi rédigé :

« L'Etat garantit l'intérêt et l'amortissement du capital des obligations souscrit avant le 1er janvier 1993 dans les conditions suivantes : ». - *(Adopté.)*

« Art. 54. - Le ministre de l'économie et des finances est autorisé à accorder, dans la limite de 1,32 milliard de francs, la garantie de l'Etat aux emprunts destinés au financement de la construction de l'ensemble immobilier comprenant un nouvel hémicycle à Strasbourg. » - *(Adopté.)*

« Art. 55. - Le recouvrement des prêts spéciaux consentis par l'Etat en vertu de l'article 17 du décret n° 62-261 du 10 mars 1962 relatif aux mesures prises pour l'accueil et le reclassement professionnel et social des bénéficiaires de la loi n° 61-1439 du 29 décembre 1961 est abandonné. » - *(Adopté.)*

« Art. 56. - I. - Les droits à indemnités reconnus sur le fondement de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et des textes qui l'ont modifiée ou qui s'y sont référés donneront lieu exclusivement à des paiements au comptant à compter de la promulgation de la présente loi.

« II. - La part en capital des annuités restant à échoir sur les titres nominatifs émis en application de l'article 1er de la loi n° 48-1313 du 26 août 1948 est payable en totalité et par anticipation au titulaire ou à son mandataire, sur présentation des titres à compter du 1er janvier 1993.

« La part en intérêts des annuités postérieures au 1er janvier 1993 ne sera pas réglée, même si les titres sont présentés après cette date. » - *(Adopté.)*

« Art. 57. - Dans la limite de 4 milliards de francs, le ministre de l'économie et des finances est autorisé à prendre les mesures nécessaires en vue de l'annulation totale ou partielle de dettes du Cameroun, du Congo, de la Côte-d'Ivoire et du Gabon dans le cadre d'opérations de conversion de dettes en faveur du développement. » - *(Adopté.)*

Article 58

M. le président. « Art. 58. - La Caisse nationale de l'énergie, créée par la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, est dissoute à compter du 1er janvier 1993.

« Les biens, droits et obligations de la Caisse nationale de l'énergie, à l'exception des obligations et emprunts énumérés au troisième alinéa du présent article, sont dévolus à l'Etat à compter de la date de la dissolution de la caisse.

« A compter du 1er janvier 1993, les obligations et emprunts émis par la Caisse nationale de l'énergie au profit du Charbonnages de France et du Commissariat à l'énergie atomique, ainsi que d'Electricité de France et de Gaz de France en application des dispositions figurant aux articles 13, 25 et 27 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 précitée, à l'exception des obligations émises en application de l'article 52, sont dévolus, pour leur part respective, aux établissements publics et aux organismes auxquels la Caisse prête, jusqu'au 31 décembre 1992, son concours. Ces établissements et organismes assurent, dans les conditions prévalant lors de leur émission, le service de ces obligations et emprunts ainsi que le service des obligations émises par les entreprises dont les charges obligataires ont été transférées aux services nationaux d'Electricité de France et de Gaz de France. »

Par amendement n° 20, M. Vizet et Mme Fost, les membres du groupe communiste et apparenté proposent, à la fin du premier alinéa de cet article, de remplacer la date : « 1er janvier 1993 » par la date : 1er janvier 1997 ».

La parole est à M. Vizet.

M. Robert Vizet. Par cet amendement, nous proposons de repousser la date de la dissolution de la Caisse nationale de l'énergie.

Lors de la nationalisation de la distribution et de la production du gaz et de l'électricité, en 1946, a été créée la Caisse nationale de l'équipement d'électricité et de gaz, devenue, en 1949, la Caisse nationale de l'énergie, la CNE.

Cet établissement a été chargé de gérer l'indemnisation des ex-sociétaires et a lancé l'emprunt obligatoire « CNE - 3 p. 100 ».

Ainsi, comme le disait à l'époque Marcel Paul, il s'agissait de « mettre EDF-GDF à l'abri des requins de la finance ».

La Caisse nationale de l'énergie était donc chargée de gérer la dette d'EDF et les quatre établissements lui ont confié la gestion de leur trésorerie. Cette gestion lui a été retirée en 1984, mais il reste des indemnitaires jusqu'à la fin de 1996.

C'est pourquoi nous demandons que la date de liquidation de la Caisse soit repoussée pour permettre à celle-ci de jouer son rôle jusqu'à son terme.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Défavorable, monsieur le président.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* La dissolution de la Caisse nationale de l'énergie correspond à la suppression d'un organisme dont le maintien ne se justifie plus au regard de l'évolution du secteur financier ; car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Il est apparu que cet organisme n'était plus en mesure de fournir aux entreprises du secteur de l'énergie des prestations à un coût compétitif, du fait notamment de l'ouverture des marchés financiers à l'ensemble des entreprises et du développement des services bancaires.

Les conditions de financement d'EDF et de GDF ont d'ores et déjà tenu compte de cette situation, ces entreprises se finançant depuis longtemps directement sur les marchés, sans recourir à la CNE.

La cessation des activités de la CNE a donc été prévue pour le 1er janvier 1993. Cette décision a été prise en plein accord avec les entreprises pour le compte desquelles la CNE intervenait.

S'agissant de la dette à 3 p. 100 qui court jusqu'en 1996 et dont la CNE assurait la gestion - bien que l'Etat en supporte déjà la charge financière - elle sera désormais gérée par le Trésor public. Ce qui précède vous montre d'ailleurs que la CNE n'a plus aujourd'hui de véritable existence. Il n'y a donc pas de raison de la prolonger.

J'ajoute que les personnels de la Caisse - 65 agents - seront repris dans leur intégralité par EDF, comme il en a été convenu avec ces établissements.

Le Gouvernement propose donc au Sénat de tirer les conséquences logiques de la cessation d'activité progressive de la CNE en mettant fin à son existence juridique. Il s'agit là d'une mesure technique de simplification des structures administratives.

C'est la raison pour laquelle je suis opposé à l'amendement no 20.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 20, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Par amendement no 21, M. Vizet et Mme Fost, les membres du groupe communiste et apparenté proposent de remplacer le deuxième alinéa de l'article 58 par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les droits et obligations de la Caisse nationale de l'énergie, à l'exception des obligations et emprunts énumérés au troisième alinéa du présent article, sont dévolus à l'Etat à compter de la date de la dissolution de la caisse.

« Les biens sont dévolus à EDF-GDF, Charbonnage de France, CEA dans des conditions définies par décret. »

La parole est M. Vizet.

M. Robert Vizet. Notre amendement tend à rétablir les responsabilités de chacun et à exposer clairement les efforts fournis par les quatre établissements EDF, GDF, Charbonnages de France et CEA envers la Caisse nationale de l'énergie.

Celle-ci a bénéficié d'un immeuble mis à sa disposition par EDF, mais l'Etat ne lui a jamais fait de dotation.

Par ailleurs, la CNE a été, jusqu'en 1984, responsable de la gestion de la trésorerie des quatre établissements. Elle en a retiré des revenus et a pu acquérir des biens propres.

Aujourd'hui, le Gouvernement a demandé la mise en vente des locaux de la CNE, situés dans le 8e arrondissement.

Certes, pour l'instant, cette opération est suspendue car le marché immobilier est fort déprimé, mais l'Etat escompte, dans quelque temps sans doute, retirer de cette vente 450 millions de francs, alors même qu'il n'a jamais mis de bureaux à la disposition de la CNE.

Ce sont donc les quatre établissements que j'ai cités auparavant, tout particulièrement EDF, qui ont permis à la Caisse nationale de l'énergie de se développer, mais ils n'en retirent rien quant on liquide la Caisse. Il y a quelque chose d'indécent dans une telle pratique. En tout cas, elle ne vient pas en aide aux entreprises nationales qui fournissent aux Françaises et aux Français un service public si utile et apprécié.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* La commission est défavorable à cet amendement, car on a un peu l'impression que l'on transfère à l'Etat les dettes et les obligations, alors que le patrimoine immobilier reviendrait à EDF, Charbonnages de France et CEA.

C'est une suggestion que ne peut retenir la commission des finances.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Je ne peux pas laisser sans reponse les propos tenus par M. Vizet.

La Caisse nationale de l'énergie est un établissement public de l'Etat. Il est de droit commun en matière de liquidation d'un établissement public que ses biens soient dévolus à l'Etat.

L'immeuble a été financé sur les fonds propres de la Caisse, lesquels ont été constitués à partir de produits de placement de la trésorerie propre de la CNE, c'est-à-dire par autofinancement interne.

Rien ne justifierait une éventuelle dévolution du patrimoine de la CNE aux entreprises pour le compte desquelles la Caisse agissait : d'une part, aucune disposition du statut de la Caisse ne le prévoit ; d'autre part, les entreprises n'ont pas financé l'acquisition du patrimoine de la Caisse.

Par ailleurs, pendant quarante et un ans, les entreprises au profit desquelles agissait la CNE ne lui ont pas versé de cotisation. L'article 6 du décret du 28 novembre 1948 portant création de la CNE prévoyait pourtant le versement par les établissements d'une somme couvrant les dépenses administratives de la caisse. La Caisse a donc travaillé à titre gratuit pendant quarante et un ans. Personne ne peut le reprocher à personne. Quoi qu'il en soit, sur la dévolution des immeubles, il n'y a pas matière à discussion.

M. Christian Poncelet, *président de la commission des finances.* Très bien !

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement no 21, repoussé par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas adopté.)

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 58.

(L'article 58 est adopté.)

Article additionnel après l'article 58

M. le président. Par amendement no 1, MM. Charasse, Loridant, Bony et Quilliot, les membres du groupe socialiste proposent d'insérer, après l'article 58, un article additionnel ainsi rédigé :

« I. - Constituent des titres exécutoires les arrêtés, états, rôles, avis de mise en recouvrement, titres de perception ou de recettes que l'Etat, les collectivités territoriales ou les établissements publics dotés d'un comptable public délivrent pour le recouvrement des recettes de toute nature qu'ils sont habilités à recevoir.

« II. - L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois suivant la notification du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

« L'action dont dispose le débiteur de la créance visée à l'alinéa précédent pour contester directement devant la juridiction compétente la régularité formelle de l'acte de poursuite diligenté à son encontre se prescrit dans le délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté.

« III. - L'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

« L'introduction de l'instance ayant pour objet de contester la régularité formelle d'un acte de poursuite suspend l'effet de cet acte.

« IV. - L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

« Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription. »

La parole est à M. Masseret.

M. Jean-Pierre Masseret. Cet amendement vise à donner aux collectivités publiques la possibilité d'émettre à l'encontre de leurs débiteurs des titres de recettes ayant force exécutoire, ce qui permet d'engager le recouvrement forcé de la créance.

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Jean Arthuis, *rapporteur général.* Très favorable.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Martin Malvy, *ministre du budget.* Egalement très favorable.

M. le président. Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, accepté par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. En conséquence, un article additionnel ainsi rédigé est inséré dans le projet de loi, après l'article 58.

Vote sur l'ensemble

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble du projet de loi, je donne la parole à Mme Fost, pour explication de vote.

Mme Paulette Fost. Au terme de nos travaux, nous sommes obligés de constater que le texte qui sortira du Sénat n'est pas amélioré par rapport à sa mouture initiale, loin s'en faut ! Il nous faut tout de même noter un événement : la majorité sénatoriale a voté l'article 4, article d'équilibre de ce projet de loi de finances rectificative pour 1992.

En fait, il s'agit plutôt d'un non-événement, car c'est la preuve que la droite se retrouve dans la politique de désinflation compétitive. La critique est dans les mots et ce vote remet à sa place la véritable orientation de la majorité sénatoriale.

D'ailleurs, les modifications qu'elle a ensuite apportées concernent notamment une progression des allégements des impôts et taxes auxquels sont soumis les détenteurs du capital, les revenus spéculatifs.

Cela en dit long sur les projets d'avenir, d'autant que, dans le même temps, mes chers collègues, vous refusez des allégements d'impôts pour les revenus modestes et les jeunes.

Comme l'a dit mon collègue Robert Vizet en présentant nos propositions dans différents domaines, ce ne sont pas de tels choix qui sont de nature à redresser notre économie.

Les sénateurs du groupe communiste et apparenté se prononceront donc contre ce texte.

M. le président. La parole est à M. Masseret, pour explication de vote.

M. Jean-Pierre Masseret. Les modifications apportées au texte initial par la majorité du Sénat conduisent le groupe socialiste à voter contre.

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1992.

En application de l'article 59 du règlement, le scrutin public est de droit.

Il va être procédé au scrutin dans les conditions réglementaires.

(Le scrutin a lieu.)

M. le président. Personne ne demande plus à voter ?...

Le scrutin est clos.

(Il est procédé au comptage des votes.)

M. le président. Voici le résultat du dépouillement du scrutin n° 43 :

Nombre des votants	317
Nombre des suffrages exprimés	309
Majorité absolue des suffrages exprimés	155
Pour l'adoption	222
Contre	87

Le Sénat a adopté.

13

NOMINATION DE MEMBRES DE COMMISSIONS MIXTES PARITAIRES

M. le président. M. le président du Sénat a reçu de M. le Premier ministre la demande de constitution d'une commission mixte paritaire sur le texte que nous venons d'adopter.

Il va être procédé immédiatement à la nomination de sept membres titulaires et de sept membres suppléants de cette commission mixte paritaire.

La liste des candidats établie par la commission des finances a été affichée conformément à l'article 12 du règlement.

Je n'ai reçu aucune opposition.

En conséquence, cette liste est ratifiée et je proclame représentants du Sénat à cette commission mixte paritaire :

Titulaires : MM. Christian Poncelet, Jean Arthuis, Ernest Cartigny, Roland du Luart, Goeffroy de Montalembert, Louis Perrein et René Régnault.

Suppléants : MM. Bernard Barbier, Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Maurice Blin, Paul Girod, Emmanuel Hamel, Jacques Sourdille et Robert Vizet.

Pour le cas où le Gouvernement déciderait de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'emploi, au développement du travail à temps partiel et à l'assurance chômage, il va être procédé à la nomination des membres de cette commission mixte paritaire.

La liste des candidats a été affichée ; je n'ai reçu aucune opposition dans le délai d'une heure prévu par l'article 12 du règlement.

En conséquence, cette liste est ratifiée et je proclame représentants du Sénat à cette éventuelle commission mixte paritaire :

Titulaires : M. Jean-Pierre Fourcade, Mme Hélène Missoffe, MM. Jean Chérioux, Claude Huriet, Bernard Seillier, Franck Sérusclat et Mme Michelle Demessine.

Suppléants : M. José Balarello, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. André Bohl et Jean-Paul Delevoye, Mme Marie-Madeleine Dieulangard, MM. Pierre Louvot et Jean Madelain.

Cette nomination prendra effet si M. le Premier ministre décide de provoquer la réunion de cette commission mixte paritaire et dès que M. le président du Sénat en aura été informé.

14

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu de MM. Ivan Renar, Félix Leyzour, Jean-Luc Bécart, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard-Reydet, Michèle Demessine, Paulette Fost, Jacqueline Fraysse-Cazalis, MM. Jean Garcia, Charles Lederman, Mme Hélène Luc, MM. Louis Minetti, Robert Pagès, Robert Vizet et Henri Bangou une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête

sur la situation financière des communes de moins de 3 500 habitants.

La proposition de résolution sera imprimée sous le numéro 158, distribuée et renvoyée à la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation et, pour avis, à la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en application de l'article 11, alinéa 1 du règlement.

15

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. J'ai reçu de M. Louis de Catuelan, rapporteur pour le Sénat, un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime pétrolier.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 148 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-Paul Emin, rapporteur pour le Sénat, un rapport fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux relations de sous-traitance dans le domaine du transport routier de marchandises.

Le rapport sera imprimé sous le numéro 149 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean Arthuis un rapport, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, sur la proposition de résolution de M. Hubert Haenel, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (n° 90, 1992-1993).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 151 et distribué.

J'ai reçu de M. Christian Bonnet un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (n° 153, 1992-1993).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 153 et distribué.

J'ai reçu de M. Etienne Dailly un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale relatif aux sociétés civiles de placement immobilier, aux sociétés de crédit foncier et aux fonds communs de créances (n° 125, 1992-1993).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 155 et distribué.

J'ai reçu de M. Jean-Marie Girault un rapport, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur le projet de loi adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant réforme de la procédure pénale (n° 156, 1992-1993).

Le rapport sera imprimé sous le numéro 157 et distribué.

16

DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président. J'ai reçu de M. Etienne Dailly un avis, présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de résolution de M. Hubert Haenel, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire (n° 90, 1992-1993).

L'avis sera imprimé sous le numéro 154 et distribué.

17

DÉPÔT D'UN RAPPORT D'INFORMATION

M. le président. J'ai reçu de M. Bernard Hugo un rapport d'information fait au nom de la commission des affaires économiques et du Plan, à la suite d'une mission effectuée en Espagne, chargée de suivre les travaux de la XV[e] conférence mondiale de l'énergie et d'étudier l'évolution de l'économie espagnole dans le contexte européen.

Le rapport d'information sera imprimé sous le numéro 147 et distribué.

18

ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée à aujourd'hui, samedi 19 décembre 1992, à seize heures trente et le soir :

1. Discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi (n° 152, 1992-1993), adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques.

Rapport (n° 153, 1992-1993) de M. Christian Bonnet, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

2. Discussion, en nouvelle lecture, du projet de loi (n° 156, 1992-1993), adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, portant réforme de la procédure pénale.

Rapport (n° 157, 1992-1993) de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

3. Discussion du projet de loi (n° 115, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant certaines dispositions du code du service national relatives à la réserve du service militaire.

Rapport (n° 134, 1992-1993) de M. Michel d'Aillières, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

4. Discussion du projet de loi (n° 114, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord de coopération pour la protection des côtes et des eaux de l'Atlantique du Nord-Est contre la pollution.

Rapport (n° 133, 1992-1993) de M. Bernard Guyomard, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

5. Discussion du projet de loi (n° 112, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation du protocole entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, relatif aux contrôles frontaliers et à la police, à la coopération judiciaire en matière pénale, à la sécurité civile et à l'assistance mutuelle concernant la liaison fixe transmanche.

Rapport (n° 131, 1992-1993) de M. Jacques Golliet, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

6. Discussion du projet de loi (n° 113, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant l'exercice de la pêche et la protection des milieux aquatiques dans la partie du Doubs formant frontière entre les deux Etats (ensemble une annexe, un règlement d'application et une délibération).

Rapport (n° 132, 1992-1993) de M. Jacques Golliet, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

7. Discussion du projet de loi (n° 83, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relatif à la législation dans le domaine funéraire.

Rapport (n° 126, 1992-1993) de M. Jean-Pierre Tizon, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

8. Discussion des conclusions du rapport (n° 146, 1992-1993) de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions diverses relatives aux départements d'outre-mer, aux territoires d'outre-mer et aux collectivités territoriales de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

M. Camille Cabana, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

9. Discussion du projet de loi (n° 118, 1992-1993), adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux produits soumis à certaines restrictions de circulation et à la complémentarité entre les services de police, de gendarmerie et de douane.

Rapport (n° 144, 1992-1993) de M. René Trégouët, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Avis (n° 135, 1992-1993) de M. Michel Miroudot, fait au nom de la commission des affaires culturelles.

10. Discussion de la proposition de résolution de MM. Lucien Neuwirth, Ernest Cartigny, Jacques Habert, Daniel Hoeffel, Marcel Lucotte et Charles Pasqua tendant à organiser les modalités d'une assistance juridique du Sénat au profit des collectivités locales (n° 40, 1992-1993).

Délai limite général pour le dépôt des amendements

Conformément à la décision prise le jeudi 3 décembre 1992 par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements à tous les projets de loi et propositions de loi ou de résolution prévus jusqu'à la fin de la session ordinaire, à l'exception des textes de commissions mixtes paritaires et de ceux pour lesquels est déterminé un délai limite spécifique, est fixé, dans chaque cas, à dix-sept heures la veille du jour où commence la discussion.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à sept heures vingt.)

Le Directeur
du service du compte rendu sténographique,
DOMINIQUE PLANCHON

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

En application du décret n° 89-83 du 8 février 1989, M. le président du Sénat a désigné, le 17 décembre 1992, M. François Delga comme représentant du Sénat au sein du Conseil national du syndrome immunodéficitaire acquis.

En application du décret n° 60-85 du 2 janvier 1960, M. le président du Sénat a désigné, le 17 décembre 1992, M. Michel Charasse comme membre suppléant du comité directeur du FIDESTOM.

En application de l'arrêté du 7 janvier 1992 pris en application de l'article 125 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992, M. le président du Sénat a désigné M. Auguste Cazalet en qualité de membre titulaire et M. Roger Rigaudière en qualité de membre suppléant pour siéger au sein de la commission chargée d'émettre un avis sur les modalités d'attribution financées par le fonds de solidarité créé pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

En application du décret n° 87-441 du 23 juin 1987, M. le président du Sénat a désigné M. Roland du Luart pour siéger au sein de la commission des comptes de la sécurité sociale.

NOMINATION D'UN RAPPORTEUR

COMMISSION DES FINANCES, DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE ET DES COMPTES ÉCONOMIQUES DE LA NATION

M. Jean Arthuis a été nommé rapporteur sur la proposition de résolution n° 90 (1992-1993) de M. Hubert Haenel, tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles la SNCF remplit ses missions de service public, les relations qu'elle entretient avec les collectivités locales et son rôle en matière d'aménagement du territoire.

QUESTION ORALE

REMISE À LA PRÉSIDENCE DU SÉNAT

(Application des articles 76 à 78 du règlement)

Financement de la politique forestière

522. - 18 décembre 1992. - **M. Bernard Laurent** expose à **M. le ministre de l'agriculture et du développement rural** que le Fonds forestier national (FFN), compte spécial du Trésor, a été créé en 1946 pour relancer en France une politique forestière ambitieuse, en lui donnant les moyens de financer les interventions de l'Etat en faveur du reboisement et de l'équipement des forêts de production. Après quarante-cinq ans de mise en application, cette politique pouvait se prévaloir d'un excellent bilan, ayant contribué à faire passer le taux de boisement de la France de 20 à 26 p. 100, à créer 17 000 kilomètres de routes forestières, à moderniser les exploitations forestières et les scieries. En 1989, pour se mettre en accord avec la réglementation communautaire, une réforme du Fonds forestier national a dû être entreprise. Cette réforme était concrétisée par l'article 36 de la loi de finances n° 90-1162 du 29 décembre 1990 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1991. Les conséquences sont, dès à présent, très lourdes pour la forêt et l'emploi en zone rurale. De 1990 (avant la réforme) à 1993, selon les données fournies par le ministère de l'agriculture et de la forêt : les crédits du FFN sont divisés par deux, passant de 829 millions de francs à 408 millions de francs ; les subventions sont réduites de plus de moitié : de 390 millions de francs à 187 millions de francs ; les prêts, si utiles pour les communes forestières pauvres, sont divisés par 5 : 26 millions de francs au lieu de 142 millions de francs ; les superficies reboisées diminuent de moitié : 32 100 hectares en 1990, 16 800 hectares en 1993 ; les réalisations routières chutent de 40 p. 100, de 2 340 à 1 310 kilomètres. Il lui demande quelles mesures il entend prendre pour redresser la situation.

ANNEXES AU PROCÈS-VERBAL
de la séance
du vendredi 18 décembre 1992

SCRUTIN (N° 36)

sur les amendements n° 24, présenté par M. Bernard Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, et n° 58, présenté par M. Charles Jolibois, au nom de la commission des lois, tendant à la suppression de l'article 15 bis du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (suppression de l'article abrogeant les deux premiers alinéas de l'article 223-12 du nouveau code pénal relatif à l'incrimination d'auto-avortement).

Nombre de votants : **318**
Nombre de suffrages exprimés : **318**

Pour : **232**
Contre : **86**

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 23.

R.P.R. (90) :

Pour : 89.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Jean Chamant, qui présidait la séance.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 64.

Contre : 1. - M. Daniel Millaud.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 47.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

François Abadie
Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
André Boyer
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Louis Brives
Camille Cabana
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Jean Clouet
Jean Cluzel
Henri Collard
Yvon Collin
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Etienne Dailly
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Marcel Lesbros
François Lesein
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Georges Othily
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga

Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Marc Bœuf
Marcel Bony
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Daniel Millaud
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Jean Chamant, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	319
Nombre de suffrages exprimés :	319
Majorité absolue des suffrages exprimés :	160
Pour l'adoption :	233
Contre :	86

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 37)

sur l'amendement n° 140, présenté par le Gouvernement, à l'article 25 du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (autorisation, jusqu'à l'intervention d'une réglementation européenne, de la retransmission des compétitions de sport mécanique se déroulant dans les pays où la publicité pour le tabac n'est pas interdite : clarification de la portée du dispositif excluant, jusqu'à cette date, l'engagement de toute poursuite civile ou pénale et la mise en œuvre de toute sanction à ce titre).

Nombre de votants :	295
Nombre de suffrages exprimés :	279
Pour :	275
Contre :	4

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

N'ont pas pris part au vote : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 20.

N'ont pas pris part au vote : 3. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance. - MM. Ernest Cartigny et Pierre Laffitte.

R.P.R. (90) :

Pour : 81.

Contre : 3. - MM. Jacques Chaumont, Charles de Cuttoli et Emmanuel Hamel.

Abstention : 1. - M. Roger Besse.

N'ont pas pris part au vote : 5. - Mme Paulette Brisepierre, MM. Michel Caldaguès, Philippe de Gaulle, François Gerbaud et Mme Hélène Missoffe.

Socialistes (70) :

Pour : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 53.

Abstentions : 12. - MM. Bernard Barraux, Louis de Catuelan, Jean Cluzel, Marcel Daunay, André Egu, Pierre Fauchon, Pierre Lacour, Marcel Lesbros, Jacques Machet, Jean Madelain, Daniel Millaud et Bernard Pellarin.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 45.

Contre : 1. - M. Roger Chinaud.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Bernard Seillier.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 6.

Abstentions : 3. - MM. François Delga, Hubert Durand-Chastel et André Maman.

Ont voté pour

François Abadie
Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Guy Allouche
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
François Autain
Germain Authié
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Jacques Baudot
Henri Belcour
Jacques Bellanger
Claude Belot
Monique Ben Guiga
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Maryse Bergé-Lavigne
Jean Bernard
Roland Bernard
Daniel Bernardet
Jean Besson
André Bettencourt
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
Marc Bœuf
André Bohl
Christian Bonnet
Marcel Bony
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
André Boyer
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Louis Brives
Camille Cabana
Guy Cabanel
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Jacques Carat
Paul Caron
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Michel Charasse
Marcel Charmant
Jean Chérioux
William Chervy
Jean Clouet
Henri Collard
Yvon Collin
Francisque Collomb
Claude Cornac
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
Gérard Delfau
Jacques Delong
Jean-Pierre Demerliat
Charles Descours
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
André Diligent
Michel Doublet
Michel Dreyfus-Schmidt
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Jean-Paul Emin
Claude Estier
Léon Fatous
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Gérard Gaud
Jean-Claude Gaudin
Jacques Genton
Alain Gérard
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Roland Huguet
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Philippe Labeyrie
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène

Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Tony Larue
Robert Laucournet
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
François Lesein
Roger Lise
Maurice Lombard
Paul Loridant
Simon Loueckhote
François Louisy
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Philippe Madrelle
Kléber Malécot
Michel Manet
Philippe Marini
René Marquès
Jean-Pierre Masseret
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Jacques de Menou
Louis Mercier
Charles Metzinger
Gérard Miquel
Michel Miroudot
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Michel Moreigne
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Georges Othily
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Albert Pen
Guy Penne
Jean Pépin
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Claude Pradille
Jean Puech
Roger Quilliot
Henri de Raincourt
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Jacques Roccaserra
Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Roger Romani
Gérard Roujas
André Rouvière
Michel Rufin
Claude Saunier
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Fernand Tardy
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
André Vallet
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

MM. Jacques Chaumont, Roger Chinaud, Charles de Cuttoli et Emmanuel Hamel.

Se sont abstenus

Bernard Barraux
Roger Besse
Louis de Catuelan
Jean Cluzel
Marcel Daunay
François Delga
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Pierre Fauchon
Pierre Lacour
Marcel Lesbros
Jacques Machet
Jean Madelain
André Maman
Daniel Millaud
Bernard Pellarin

N'ont pas pris part au vote

Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Danielle Bidard-Reydet
Paulette Brisepierre
Michel Caldaguès
Ernest Cartigny
Michelle Demessine
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Philippe de Gaulle
François Gerbaud
Pierre Laffitte
Charles Lederman
Félix Leyzour
Hélène Luc
Louis Minetti
Hélène Missoffe
Robert Pagès
Ivan Renar
Bernard Seillier
Robert Vizet

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants : 292
Nombre de suffrages exprimés : 276
Majorité absolue des suffrages exprimés : 139

Pour l'adoption : 272
Contre : 4

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 38)

sur l'amendement n° 23, présenté par M. Bernard Seillier, au nom de la commission des affaires sociales, à l'article 15 du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (sanction des entraves à l'interruption volontaire de grossesse : élargissement du champ d'application de la mesure à l'ensemble des activités des établissements de santé).

Nombre de votants : 317
Nombre de suffrages exprimés : 317

Pour : 232
Contre : 85

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 22.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 90.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 46.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Jacques Larché.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

François Abadie
Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
André Boyer
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Louis Brives
Camille Cabana
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Jean Clouet
Jean Cluzel
Henri Collard
Yvon Collin
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard

François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Marcel Lesbros
François Lesein
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Georges Othily
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Jean-Marie Rausch
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Marc Bœuf
Marcel Bony
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

N'a pas pris part au vote

M. Jacques Larché.

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants : 316
Nombre de suffrages exprimés : 316
Majorité absolue des suffrages exprimés : 159

Pour l'adoption : 232
Contre : 84

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 39)

sur l'amendement n° 68, présenté par MM. Jacques Machet, Xavier de Villepin, Daniel Millaud et Jean Madelain, tendant à supprimer l'article 8 bis du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (suppression de l'article unifiant le régime des accidents de la circulation liés au travail).

Nombre de votants : 317
Nombre de suffrages exprimés : 317

Pour : 210
Contre : 107

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Contre : 22.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 90.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 46.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Bernard Seillier.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Camille Cabana
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Jean Clouet
Jean Cluzel
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours

André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Guy Lemaire
Marcel Lesbros
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Jean Simonin
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Georges Berchet
Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Jacques Bimbenet
Marc Bœuf
Marcel Bony
André Boyer
Louis Brives
Guy Cabanel
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Ernest Cartigny
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Henri Collard
Yvon Collin
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jean François-Poncet
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
François Giacobbi
Paul Girod
Roland Huguet
Pierre Jeambrun
Philippe Labeyrie
Pierre Laffitte
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
Max Lejeune
Charles-Edmond Lenglet
François Lesein
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Georges Mouly
Georges Othily
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Raymond Soucaret
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

N'a pas pris part au vote

M. Bernard Seillier.

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	318
Nombre de suffrages exprimés :	318
Majorité absolue des suffrages exprimés :	160
Pour l'adoption :	211
Contre :	107

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 40)

sur l'amendement n° 41, présenté par M. Bernard Seillier au nom de la commission des affaires sociales, tendant à supprimer l'article 21-A du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (suppression de l'article prévoyant la nullité de toute procédure de licenciement économique ne s'accompagnant pas d'un plan de reclassement des salariés).

Nombre de votants :	318
Nombre de suffrages exprimés :	318
Pour :	225
Contre :	93

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 14.

Contre : 8. - MM. François Abadie, André Boyer, Louis Brives Yvon Collin, François Lesein, Georges Othily, Jean-Marie Rausch et Jean Roger.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 90.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 47.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier

Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Camille Cabana
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Jean Clouet
Jean Cluzel
Henri Collard
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Marcel Lesbros
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Marc Bœuf
Marcel Bony
André Boyer
Louis Brives
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Yvon Collin
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
François Lesein
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Georges Othily
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants : **317**
Nombre de suffrages exprimés : **317**
Majorité absolue des suffrages exprimés : **159**

Pour l'adoption : **224**
Contre : **93**

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 41)

sur l'amendement n° 42, présenté par M. Bernard Seillier au nom de la commission des affaires sociales, tendant à supprimer l'article 21-B du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, portant diverses mesures d'ordre social (suppression de l'article instituant une commission départementale de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'apprentissage).

Nombre de votants : **318**
Nombre de suffrages exprimés : **318**

Pour : **225**
Contre : **93**

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 14.

Contre : 8. - MM. François Abadie, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, François Lesein, Georges Othily, Jean-Marie Rausch et Jean Roger.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 90.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 47.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux

Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Camille Cabana
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Roger Chinaud
Jean Clouet
Jean Cluzel
Henri Collard
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Marcel Lesbros
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

François Abadie
Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Marc Bœuf
Marcel Bony
André Boyer
Louis Brives
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Yvon Collin
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
François Lesein
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Georges Othily
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Jean Roger
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	316
Nombre de suffrages exprimés :	316
Majorité absolue des suffrages exprimés :	159
Pour l'adoption :	223
Contre :	93

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 42)

sur l'article 4 (et l'état A annexé) du projet de loi de finances rectificative pour 1992, adopté par l'Assemblée nationale (article d'équilibre).

Nombre de votants :	156
Nombre de suffrages exprimés :	116
Pour :	99
Contre :	17

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 8. - MM. Jacques Bimbenet, Guy Cabanel, Ernest Cartigny, Henri Collard, Paul Girod, Pierre Laffitte, François Lesein et Raymond Soucaret.

N'ont pas pris part au vote : 15, dont M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 12. - MM. Auguste Cazalet, Jacques Chaumont, Maurice Couve de Murville, Jacques Delong, Emmanuel Hamel, Geoffroy de Montalembert, Jacques Oudin, Christian Poncelet, Roger Romani, Jacques Sourdille, René Trégouët et Jacques Valade.

N'ont pas pris part au vote : 78.

Socialistes (70) :

N'ont pas pris part au vote : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 5. - MM. Bernard Barbier, Pierre Croze, Roland du Luart, Henri Torre et François Trucy.

Contre : 2. - MM. Roger Chinaud et Jean Clouet.

Abstentions : 40.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

Philippe Adnot
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Claude Belot
Jean Bernadaux
Daniel Bernardet
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Didier Borotra
Raymond Bouvier
Guy Cabanel
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Auguste Cazalet
Jacques Chaumont
Jean Cluzel
Henri Collard
Francisque Collomb
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Marcel Daunay
François Delga
Jacques Delong
André Diligent
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Alfred Foy
Jacques Genton
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Jean Grandon
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Emmanuel Hamel
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Claude Huriet
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Alain Lambert
Bernard Laurent
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Edouard Le Jeune
Marcel Lesbros
François Lesein
Roger Lise
Roland du Luart
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
René Marquès
François Mathieu
Louis Mercier
Daniel Millaud
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Jacques Mossion
Charles Ornano
Jacques Oudin
Bernard Pellarin
Robert Piat
Alain Poher
Christian Poncelet
Jean Pourchet
Philippe Richert
Guy Robert
Roger Romani
Pierre Schiélé
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Albert Vecten
Xavier de Villepin

Ont voté contre

Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Danielle Bidard-Reydet
Roger Chinaud
Jean Clouet
Michelle Demessine
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Jean Garcia
Charles Lederman
Félix Leyzour
Hélène Luc
Louis Minetti
Robert Pagès
Ivan Renar
Robert Vizet

Se sont abstenus

Michel d'Aillières
Maurice Arreckx
José Ballarello
André Bettencourt
Christian Bonnet
James Bordas
Joël Bourdin
Philippe de Bourgoing
Jean Boyer
Louis Boyer
Joseph Caupert
Jean-Paul Chambriard
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Michel Crucis
Jean Delaneau
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Jean-Paul Emin
Jean-Pierre Fourcade
Jean-Claude Gaudin
Jean-Marie Girault
Anne Heinis
Charles Jolibois
Jacques Larché
Pierre Louvot
Marcel Lucotte
Serge Mathieu
Michel Miroudot
Philippe Nachbar
Jean Pépin
Guy Poirieux
Michel Poniatowski
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Henri Revol
Bernard Seillier
Pierre-Christian Taittinger
Jean-Pierre Tizon
Albert Voilquin

N'ont pas pris part au vote

François Abadie
Michel Alloncle
Guy Allouche
Louis Althapé
François Autain
Germain Authié
Honoré Bailet
Henri Belcour
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Jacques Bérard
Georges Berchet
Maryse Bergé-Lavigne
Jean Bernard
Roland Bernard
Roger Besse
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Paul Blanc
Marc Bœuf
Marcel Bony
Yvon Bourges
André Boyer
Eric Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Louis Brives
Camille Cabana
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Gérard César
Jean Chamant
Michel Charasse
Marcel Charmant
Jean Chérioux
William Chervy
Yvon Collin
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Charles de Cuttoli
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean-Paul Delevoye
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Charles Descours
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Doublet
Michel Dreyfus-Schmidt
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Philippe François
Jean François-Poncet
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Gérard Gaud
Philippe de Gaulle
Alain Gérard
François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Hubert Haenel
Nicole de Hauteclocque
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Roland Huguet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
André Jourdain
Philippe Labeyrie
Christian de La Malène
Lucien Lanier
Gérard Larcher
Tony Larue
Robert Laucournet
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Maurice Lombard
Paul Loridant
Simon Loueckhote
François Louisy
Philippe Madrelle
Michel Manet
Philippe Marini
Jean-Pierre Masseret
Paul Masson
Michel Maurice-Bokanowski
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Jacques de Menou
Charles Metzinger
Gérard Miquel
Hélène Missoffe
Paul Moreau
Michel Moreigne
Georges Mouly
Lucien Neuwirth
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Georges Othily
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Alain Pluchet
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
Jean-Marie Rausch
René Regnault
Roger Rigaudière
Jean-Jacques Robert
Jacques Roccaserra
Nelly Rodi
Jean Roger
Josselin de Rohan
Gérard Roujas
André Rouvière
Michel Rufin
Claude Saunier
Maurice Schumann
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Jean Simonin
Louis Souvet
Fernand Tardy
Martial Taugourdeau
André Vallet
Philippe Vasselle
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Serge Vinçon

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	154
Nombre de suffrages exprimés :	113
Majorité absolue des suffrages exprimés :	57
Pour l'adoption :	96
Contre :	17

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.

SCRUTIN (N° 43)

sur l'ensemble du projet de loi de finances rectificative pour 1992, adopté par l'Assemblée nationale

Nombre de votants :	318
Nombre de suffrages exprimés :	310
Pour :	223
Contre :	87

Le Sénat a adopté.

ANALYSE DU SCRUTIN

Communistes (15) :

Contre : 15.

Rassemblement démocratique et européen (23) :

Pour : 14.

Abstentions : 8. - MM. François Abadie, André Boyer, Louis Brives Yvon Collin, François Lesein, Georges Othily Jean-Marie Rausch et Jean Roger.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

R.P.R. (90) :

Pour : 90.

Socialistes (70) :

Contre : 70.

Union centriste (66) :

Pour : 65.

N'a pas pris part au vote : 1. - M. René Monory, président du Sénat.

U.R.E.I. (47) :

Pour : 45.

Contre : 2. - MM. Roger Chinaud et Jean Clouet.

Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe (9) :

Pour : 9.

Ont voté pour

Philippe Adnot
Michel d'Aillières
Michel Alloncle
Louis Althapé
Maurice Arreckx
Jean Arthuis
Alphonse Arzel
Honoré Bailet
José Ballarello
René Ballayer
Bernard Barbier
Bernard Barraux
Jacques Baudot
Henri Belcour
Claude Belot
Jacques Bérard
Georges Berchet
Jean Bernadaux
Jean Bernard
Daniel Bernardet
Roger Besse
André Bettencourt
Jacques Bimbenet
François Blaizot
Jean-Pierre Blanc
Paul Blanc
Maurice Blin
André Bohl
Christian Bonnet
James Bordas
Didier Borotra
Joël Bourdin
Yvon Bourges
Philippe de Bourgoing
Raymond Bouvier
Eric Boyer
Jean Boyer
Louis Boyer
Jacques Braconnier
Paulette Brisepierre
Camille Cabana
Guy Cabanel
Michel Caldaguès
Robert Calmejane
Jean-Pierre Camoin
Jean-Pierre Cantegrit
Paul Caron
Ernest Cartigny
Louis de Catuelan
Joseph Caupert
Auguste Cazalet
Gérard César
Jean Chamant
Jean-Paul Chambriard
Jacques Chaumont
Jean Chérioux
Jean Cluzel
Henri Collard
Francisque Collomb
Charles-Henri de Cossé-Brissac
Maurice Couve de Murville
Pierre Croze
Michel Crucis
Charles de Cuttoli
Marcel Daunay
Désiré Debavelaere
Luc Dejoie
Jean Delaneau
Jean-Paul Delevoye
François Delga
Jacques Delong
Charles Descours
André Diligent
Michel Doublet
Alain Dufaut
Pierre Dumas
Jean Dumont
Ambroise Dupont
Hubert Durand-Chastel
André Egu
Jean-Paul Emin
Pierre Fauchon
Jean Faure
André Fosset
Jean-Pierre Fourcade
Alfred Foy
Philippe François
Jean François-Poncet
Jean-Claude Gaudin
Philippe de Gaulle
Jacques Genton
Alain Gérard
François Gerbaud
François Giacobbi
Charles Ginésy
Jean-Marie Girault
Paul Girod
Henri Goetschy
Jacques Golliet
Daniel Goulet
Adrien Gouteyron
Jean Grandon
Paul Graziani
Georges Gruillot
Yves Guéna
Bernard Guyomard
Jacques Habert
Hubert Haenel
Emmanuel Hamel
Nicole de Hauteclocque
Anne Heinis
Marcel Henry
Rémi Herment
Daniel Hoeffel
Jean Huchon
Bernard Hugo
Jean-Paul Hugot
Claude Huriet
Roger Husson
André Jarrot
Pierre Jeambrun
Charles Jolibois
André Jourdain
Louis Jung
Pierre Lacour
Pierre Laffitte
Pierre Lagourgue
Christian de La Malène
Alain Lambert
Lucien Lanier
Jacques Larché
Gérard Larcher
Bernard Laurent
René-Georges Laurin
Marc Lauriol
Henri Le Breton
Jean Lecanuet
Dominique Leclerc
Jacques Legendre
Jean-François Le Grand
Edouard Le Jeune
Max Lejeune
Guy Lemaire
Charles-Edmond Lenglet
Marcel Lesbros
Roger Lise
Maurice Lombard
Simon Loueckhote
Pierre Louvot
Roland du Luart
Marcel Lucotte
Jacques Machet
Jean Madelain
Kléber Malécot
André Maman
Philippe Marini
René Marquès
Paul Masson
François Mathieu
Serge Mathieu
Michel Maurice-Bokanowski
Jacques de Menou
Louis Mercier
Daniel Millaud
Michel Miroudot
Hélène Missoffe
Louis Moinard
Geoffroy de Montalembert
Paul Moreau
Jacques Mossion
Georges Mouly
Philippe Nachbar
Lucien Neuwirth
Charles Ornano
Paul d'Ornano
Joseph Ostermann
Jacques Oudin
Sosefo Makapé Papilio
Charles Pasqua
Bernard Pellarin
Jean Pépin
Robert Piat
Alain Pluchet
Alain Poher
Guy Poirieux
Christian Poncelet
Michel Poniatowski
Jean Pourchet
André Pourny
Jean Puech
Henri de Raincourt
Henri Revol
Philippe Richert
Roger Rigaudière
Guy Robert
Jean-Jacques Robert
Nelly Rodi
Josselin de Rohan
Roger Romani
Michel Rufin
Pierre Schiélé
Maurice Schumann
Bernard Seillier
Jean Simonin
Raymond Soucaret
Michel Souplet
Jacques Sourdille
Louis Souvet
Pierre-Christian Taittinger
Martial Taugourdeau
Jean-Pierre Tizon
Henri Torre
René Trégouët
Georges Treille
François Trucy
Alex Turk
Jacques Valade
Pierre Vallon
Philippe Vasselle
Albert Vecten
Xavier de Villepin
Serge Vinçon
Albert Voilquin

Ont voté contre

Guy Allouche
François Autain
Germain Authié
Henri Bangou
Marie-Claude Beaudeau
Jean-Luc Bécart
Jacques Bellanger
Monique Ben Guiga
Maryse Bergé-Lavigne
Roland Bernard
Jean Besson
Jacques Bialski
Pierre Biarnès
Danielle Bidard-Reydet
Marc Bœuf
Marcel Bony
Jacques Carat
Jean-Louis Carrère
Robert Castaing
Michel Charasse
Marcel Charmant
William Chervy
Roger Chinaud
Jean Clouet
Claude Cornac
Raymond Courrière
Roland Courteau
Gérard Delfau
Jean-Pierre Demerliat
Michelle Demessine
Rodolphe Désiré
Marie-Madeleine Dieulangard
Michel Dreyfus-Schmidt
Josette Durrieu
Bernard Dussaut
Claude Estier
Léon Fatous
Paulette Fost
Jacqueline Fraysse-Cazalis
Claude Fuzier
Aubert Garcia
Jean Garcia
Gérard Gaud
Roland Huguet
Philippe Labeyrie
Tony Larue
Robert Laucournet
Charles Lederman
Félix Leyzour
Paul Loridant
François Louisy
Hélène Luc
Philippe Madrelle
Michel Manet
Jean-Pierre Masseret
Jean-Luc Mélenchon
Pierre Mauroy
Charles Metzinger
Louis Minetti
Gérard Miquel
Michel Moreigne
Robert Pagès
Albert Pen
Guy Penne
Daniel Percheron
Louis Perrein
Jean Peyrafitte
Louis Philibert
Claude Pradille
Roger Quilliot
Paul Raoult
René Regnault
Ivan Renar
Jacques Roccaserra
Gérard Roujas
André Rouvière
Claude Saunier
Françoise Seligmann
Franck Sérusclat
Michel Sergent
René-Pierre Signé
Fernand Tardy
André Vallet
André Vezinhet
Marcel Vidal
Robert Vigouroux
Robert Vizet

Se sont abstenus

MM. François Abadie, André Boyer, Louis Brives, Yvon Collin, François Lesein, Georges Othily, Jean-Marie Rausch et Jean Roger.

N'ont pas pris part au vote

M. René Monory, président du Sénat, et M. Etienne Dailly, qui présidait la séance.

Les nombres annoncés en séance avaient été de :

Nombre de votants :	**317**
Nombre de suffrages exprimés :	**309**
Majorité absolue des suffrages exprimés :	**155**
Pour l'adoption :	**222**
Contre :	**87**

Mais, après vérification, ces nombres ont été rectifiés conformément à la liste ci-dessus.